

J  
A  
N  
V  
I  
E  
R  
  
2  
0  
2  
0

**RECUEIL**  
**DES ACTES**  
**ADMINISTRATIFS**  
**(VOLUME 1)**

Mis en ligne sur le site internet du Conseil Régional le 21 février 2020

[www.regionreunion.com](http://www.regionreunion.com)

Mis à la disposition du public pour consultation au Service de Documentation  
de l'Hôtel de Région Pierre LAGOURGUE – Avenue René Cassin –  
Moufia – BP 67190 – 97801 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX 9



**REGION REUNION**

[www.regionreunion.com](http://www.regionreunion.com)



# Sommaire Général

	PAGES
<b>* Assemblée Plénière</b>	
<b>* Délibérations du 30 janvier 2020</b>	<b>1</b>

# **Sommaire de l'Assemblée Plénière du 30 janvier 2020 (Volume 1)**

1 - RAPPORT/DAF /N°107634 DAP2020_0001.....	01
OBJET : PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2020	

# *ASSEMBLEE PLENIERE*

30 JANVIER 2020

**DELIBERATION N°DAP2020\_0001**

**L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE  
 DU CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION**

*s'est réunie le jeudi 30 janvier 2020 à 09 h30  
 à l'Hôtel de Région - Pierre LAGOURGUE*

*sous la présidence de :*

**Monsieur DIDIER ROBERT, Président du Conseil Régional**

*Nombre de membres  
 en exercice : 45*

*Nombre de membres  
 présents : 34*

*Nombre de membres  
 représentés : 5*

*Nombre de membres  
 absents : 6*

*Le Président,  
 Didier ROBERT*

Présents :

ROBERT DIDIER  
 RIVIERE OLIVIER  
 COSTES YOLAINE  
 PAYET VINCENT  
 PATEL IBRAHIM  
 MOUTOUCOMORAPOULE SYLVIE  
 PICARDO BERNARD  
 ABOUBACAR BEN VITRY FAOUZIA  
 FURNEL DOMINIQUE  
 K'BIDI VIRGINIE  
 PROFIL PATRICIA  
 CADET JEAN ALAIN  
 BEDIER JOE  
 BELLO HUGUETTE  
 TECHER PAUL  
 M'DOIHOMA JULIANA  
 LEE MOW SIM LYNDA  
 VIRAPOULLE JEAN-PAUL  
 FOUASSIN STÉPHANE  
 MURIN-HOARAU ALINE  
 GUEZELLO ALIN  
 COUAPPEL-SAURET FABIENNE  
 LAGOURGUE JEAN-LOUIS  
 GRONDIN LOUIS BERTRAND  
 HOARAU OLIVIER  
 LEBEAU ANICHA  
 AUBER VALÉRIA  
 NATIVEL LORRAINE  
 VALY BACHIL  
 GAUTHIER JACK  
 WON-FAH-HIN MARIE-ROSE  
 SETTAMA-VIDON LÉOPOLDINE  
 NABENESA KARINE  
 GOBALOU VIRGINIE

Représenté(s) :

NOEL NATHALIE  
 BASSIRE NATHALIE  
 RAMASSAMY NADIA  
 FONTAINE LUC GUY  
 MOUTOUSSAMY ANDA JEAN GAEL

Absents :

ANNETTE GILBERT  
 VIENNE AXEL  
 HOARAU JACQUET  
 HOARAU DENISE  
 COMORASSAMY SYLVIE  
 RIVIERE SYLVIANE

RAPPORT /DAF / N°107634  
 PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2020



Séance du 30 janvier 2020  
Délibération N°DAP2020\_0001  
Rapport /DAF / N°107634

## Délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional

### PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2020

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu la délibération N° 20160003 en date du 5 janvier 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier,**

**Vu le rapport N° DAF / 107634 de Monsieur le Président du Conseil Régional,**

**Vu l'avis de la Commission des Affaires Générales et Financières du 23 janvier 2020,**

**Vu les avis des autres commissions sectorielles concernées,**

**Considérant,**

- que le Conseil Régional a opté pour une présentation de son budget par fonction,

**L'Assemblée Plénière du Conseil Régional de La Réunion,  
Après en avoir délibéré,**

**Décide,**

#### **S'agissant du budget principal :**

- d'adopter le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe et amendé par l'avis de la CAGF (commission affaires générales et financières) du 23 janvier 2020, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement.

Ce Budget Primitif pour l'exercice 2020 est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **810 543 394,00 €** en mouvements réels et **1 398 271 251,00 €** en mouvements budgétaires.

#### **Recettes**

En mouvements réels et par grandes catégories, les recettes se ventilent comme suit :

- fiscalité : **406 540 700,00 €**,
- transferts et recettes diverses : **271 007 990,00 €**,
- emprunt : **132 994 704,00 €**.

S'agissant des recettes fiscales :

- de voter les taux comme détaillés en annexe 1, ci-après,
- d'approuver la répartition du produit de la taxe spéciale sur la consommation de carburant comme indiquée dans les annexes 2 et 3, ci-après.

## Dépenses

- d'approuver la répartition par chapitre des ouvertures d'autorisations de programme en section d'investissement (**231 130 362,00 €**) et d'autorisations d'engagement en section de fonctionnement (**158 116 269,00 €**) comme indiquée dans le document budgétaire aux pages 15 à 28, ci-joint en annexe RR974-01 budget principal,

Les inscriptions en crédits de paiement en section d'investissement (**740 369 798,00 €**) et en section de fonctionnement (**657 901 453,00 €**) sont détaillées aux pages 42 et suivantes, ci-joint en annexe RR974-01 budget principal.

- d'approuver la répartition de la dotation globale 2020 pour le fonctionnement des établissements scolaires du second degré (lycées publics) inscrite au chapitre 932 article fonctionnel 222 et calculée sur la base des effectifs comptabilisés à la rentrée 2019 comme indiquée dans les annexes 4, ci-après,
- d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections,
- de donner délégation à sa Commission Permanente ou à l'Ordonnateur pour procéder à l'engagement des autorisations de programme et autorisations d'engagement comme indiqué dans les annexes 5, ci-après,
- d'autoriser le recours jusqu'au 31 décembre 2020 à des lignes et des billets de trésorerie pour un montant maximum de 200 000 000 €, délégation étant donnée au Président du Conseil Régional conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie locale,
- de donner délégation à son Président, conformément à l'article L.4224-5 du code général des collectivités territoriales, pour :

a) modifier tout contrat de prêt précédemment souscrit, si cette opération peut permettre de réduire la charge à venir de la dette existante (modification du type de taux, changement d'index, renégociation des marges, modification des modalités d'amortissement ...),

b) effectuer les actions nécessaires à une gestion active de la dette de la collectivité, souscrire des contrats de couverture des risques de taux et de change (swap, cap ...), conduire les négociations pour passer les ordres par téléphone, télécopie, courriers avec les établissements financiers et passer les actes correspondants,

c) rembourser des emprunts par anticipation, avec ou sans réaménagement, en fonction des opportunités des marchés financiers et du niveau de trésorerie de la collectivité,

d) signer les actes correspondants. En cas d'empêchement du Président, l'autorisation est donnée au 1<sup>er</sup> Vice-président ou au Directeur Général des Services, ces derniers étant également autorisés à cristalliser les opérations de marché.

### **S'agissant du budget annexe ENERGIE :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre au niveau de la section de fonctionnement, et d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Ce Budget Annexe est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **292 100 €** en mouvements réels.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section de fonctionnement (**292 100 €**) est indiquée aux pages 12 et suivantes du document budgétaire, ci-joint en annexe RR974-07 Energie.

Les recettes, se ventilent comme suit :

- produits des services, ventes diverses : **292 000 €**,
- autres produits gestion courante : **100 €**.

### **S'agissant du budget annexe DSP - Musée :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement, et d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Ce Budget Annexe est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **351 100 €** en mouvements réels et **6 297 530,00 €** en mouvements budgétaires.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section d'investissement (**3 112 965 €**) et en section de fonctionnement (**3 184 565 €**) est indiquée aux pages 12 et suivantes du document budgétaire, ci-joint en annexe RR974-08 DSP.

Les recettes en mouvements réels se ventilent comme suit :

- autres produits gestion courante : **351 100 €**.

### **S'agissant du budget annexe Transport :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre au niveau de la section de fonctionnement, et d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Ce Budget Annexe est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **26 891 872 €** en mouvements réels.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section de fonctionnement (**26 891 872 €**) est indiquée aux pages 12 et suivantes du document budgétaire, ci-joint en annexe RR974-09 Transport.

Les recettes, se ventilent comme suit :

- subventions : **26 826 872 €**,
- autres produits gestion courante et divers : **65 000 €**.

### **S'agissant du budget FEDER :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement.

Ce Budget Primitif est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **141 350 000 €** en mouvements réels et **214 220 174,90 €** en mouvements budgétaires.

- d'approuver la répartition par chapitre des ouvertures d'autorisations de programme en section



d'investissement (**113 045 606,10 €**) comme indiquée dans le document budgétaire à la page 15, ci-joint en annexe Budget Feder.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section d'investissement (**156 035 087,45 €**) et en section de fonctionnement (**58 185 087,45 €**) est indiquée aux pages 30 et suivantes du document budgétaire, ci-joint en annexe Budget Feder.

Les recettes en mouvements réels se ventilent comme suit :

- subvention FEDER fonctionnement : **18 750 000 €**,
- subvention FEDER assistance technique : **3 000 000 €**,
- subvention FEDER investissement : **119 600 000,00 €**.

### **S'agissant du budget INTERREG (POCT) :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement.

Ce Budget Primitif est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **7 900 000 €** en mouvements réels et **13 106 409,36 €** en mouvements budgétaires.

- d'approuver la répartition par chapitre des ouvertures d'autorisations d'engagement en section de fonctionnement (**6 320 000,00 €**) comme indiquée dans le document budgétaire à la page 16, ci-joint en annexe Budget POCT.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section d'investissement (**4 068 707,38 €**) et en section de fonctionnement (**9 037 701,98 €**) est indiquée aux pages 30 et suivantes du document budgétaire, ci-joint en annexe Budget POCT.

Les recettes, se ventilent comme suit :

- subvention POCT fonctionnement : **6 434 497,30 €**,
  - subvention POCT investissement: **1 465 502,70 €**.
- d'autoriser le Président à signer les actes administratifs y afférents, conformément à la réglementation en vigueur.

**Le Président,  
Didier ROBERT**

## annexe 1 : état des taux et tarifs fiscaux

	taux	BP 2019	BP 2020	Évol.20/19
<b>fiscalité directe</b>		<b>97 300 000,00</b>	<b>98 000 000,00</b>	<b>0,7%</b>
cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises		54 500 000,00	57 000 000,00	4,6%
péréquation CVAE		4 800 000,00	5 200 000,00	8,3%
compensation au titre CVAE		6 300 000,00	6 500 000,00	3,2%
dotation compensation de la réforme de la TP		2 200 000,00	600 000,00	-72,7%
imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux		3 500 000,00	3 400 000,00	-2,9%
fonds national de garantie individuelle de ressources		2 900 000,00	2 900 000,00	0,0%
compensations fiscales (anciennes TH, TF, TP)		2 700 000,00	1 900 000,00	-29,6%
frais de gestion FLD		20 400 000,00	20 500 000,00	0,5%
<b>fiscalité indirecte</b>		<b>340 472 042,00</b>	<b>308 540 700,00</b>	<b>-9,4%</b>
permis de conduire		1 200 000,00	0,00	-100,0%
cartes grises	51 €/cv	25 400 000,00	27 000 000,00	6,3%
droit enregistrement	1,60%	0,00	0,00	
taxe carburants		122 812 200,00	126 758 843,00	3,2%
	essence			
	gazole			
	58,24€/hl			
	36,13 €/hl			
Fonds de compensation Transport		1 992 720,00	2 056 757,00	3,2%
octroi de mer régional	2,50%	103 000 000,00	106 000 000,00	2,9%
octroi de mer FRDE (*)		2 667 122,00	2 800 000,00	5,0%
taxe sur les transports	3,05 €/passager	2 600 000,00	2 600 000,00	0,0%
taxe sur les rhums	106,71 €/hap	2 200 000,00	2 200 000,00	0,0%
ressource régionale apprentissage		42 500 000,00	3 249 100,00	-92,4%
ressource régionale apprentissage		4 000 000,00	0,00	-100,0%
neutralisation ressource apprentissage		0,00	9 076 000,00	
TICPE formation		8 900 000,00	8 900 000,00	0,0%
TICPE primes apprentis		4 100 000,00	0,00	-100,0%
TICPE transferts loi NOTRE et LOI MAPTAM		3 300 000,00	1 500 000,00	-54,5%
fraction TVA		15 800 000,00	16 400 000,00	3,8%

(\*) imputé en section d'investissement

## Annexe 2

**RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS (TSCC)  
POUR L'EXERCICE 2020**

En euros

INTITULE	BUDGET PRIMITIF 2019 – RAPPEL		BUDGET PRIMITIF 2020	
	TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT
- Produit total TSCC		216 600 000		223 560 570
- Investissement 10 %	10,00 %	21 660 000	10,00 %	22 356 057
Sous-total 1	10,00 %	21 660 000	10,00 %	22 356 057
- Dotation Région	47,62 %	103 144 920	47,62 %	106 459 543
- Dont part principale	46,70 %	101 152 200	46,70 %	104 402 786
- Dont fonds de compensation routier	0,92%	1 992 720	0,92 %	2 056 757
- Part " Département "	17,12 %	37 081 920	17,12 %	38 273 570
- Part " Communes "	22,26 %	48 215 160	22,26 %	49 764 583
- Part "EPCI -Transports"	3,00 %	6 498 000	3,00 %	6 706 817
Sous - Total 2	90,00 %	194 940 000	90,00 %	201 204 513
TOTAL 1 + 2	100,00 %	216 600 000	100,00 %	223 560 570

## Annexe 3

## RÉPARTITION DE LA PART " COMMUNES "

En euros

COMMUNES	RÉPARTITION FIRT 2019 Prévisionnelle – Rappel	RÉPARTITION FIRT 2020 Prévisionnelle
<b>MONTANT A RÉPARTIR</b>	<b>48 216 180</b>	<b>48 784 683</b>
<b>NORD</b>		
SAINT DENIS	4 716 355	4 867 918
SAINTE MARIE	1 765 814	1 822 559
SAINTE SUZANNE	2 471 217	2 550 631
Micro-région Nord	<b>8 953 386</b>	<b>9 241 108</b>
<b>EST</b>		
BRAS PANON	1 372 940	1 417 060
SAINT ANDRE	1 856 376	1 916 032
SALAZIE	951 036	981 598
SAINT BENOIT	2 035 355	2 100 762
PLAINE DES PALMISTES	851 321	878 679
SAINTE ROSE	935 238	965 292
Micro-région Est	<b>8 002 266</b>	<b>8 268 424</b>
<b>OUEST</b>		
POSSESSION	929 778	959 657
PORT	1 354 264	1 397 784
SAINT PAUL	4 140 916	4 273 987
SAINT LEU	2 149 013	2 218 073
TROIS BASSINS	1 089 811	1 124 833
Micro-région Ouest	<b>9 663 782</b>	<b>9 974 333</b>
<b>SUD</b>		
AVIRONS	1 026 071	1 059 044
CILAOS	952 992	983 617
ENTRE DEUX	991 161	1 023 013
ETANG-SALE	1 169 235	1 206 809
PETITE ILE	1 432 762	1 478 805
SAINT JOSEPH	4 252 805	4 389 471
SAINT LOUIS	2 834 076	2 925 151
SAINT PHILIPPE	743 296	767 182
SAINT PIERRE	4 686 509	4 837 113
TAMPON	3 505 822	3 619 516
Micro-région Sud	<b>21 686 728</b>	<b>22 288 721</b>

## RÉPARTITION DE LA PART « EPCI – TRANSPORTS »

En euros

EPCI	POPULATION 01/01/2018 (1)	RÉPARTITION FIRT 2019 Prévisionnelle – Rappel	RÉPARTITION FIRT 2020 Prévisionnelle
<b>MONTANT A RÉPARTIR</b>		<b>8 488 000</b>	<b>8 708 817</b>
CASUD	128 783	959 887	1 001 055
CIREST	128 017	964 116	995 100
CINOR	206 381	1 554 291	1 604 239
TOO	216 765	1 632 484	1 684 955
CVMS	182 858	1 377 210	1 421 468
	<b>882 814</b>		

(1) source INSEE - population totale

## **Annexe 4 : répartition DGF des lycées publics**

### **PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020 SECTEUR ÉDUCATION**

#### **DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES LYCÉES PUBLICS**

##### **CHAPITRE 932 222 655121**

<b>1- Lycées Publics Éducation Nationale</b>	<b>12 218 444 €</b>
- Dotation de Base	12 218 444 €
<b>2- Lycées Publics Agricoles</b>	<b>363 216 €</b>
- Dotation de Base	363 216 €
<b>TOTAL DGF 2020</b>	<b>12 581 660 €</b>
<b>3- Enveloppe Dialogue de Gestion et dotations complémentaires</b>	<b>618 340 €</b>
<b>TOTAL BUDGET DGF 2020</b>	<b>13 200 000 €</b>

## Annexe 4 : répartition DGF des lycées publics (suite)

### DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) – Exercice 2020

Établissements publics	Enveloppe
Nord – Bois de Nêfles	225 710 €
Marie Curie	209 759 €
Saint Paul IV	352 732 €
Pierre Lagourgue	192 156 €
Mahatma Gandhi	177 363 €
Sainte-Suzanne (Bel Air)	264 781 €
Bras Fusil	210 755 €
Vincendo	155 314 €
Trois Bassins	199 427 €
Le Verger	214 988 €
Bois d'Olive	313 143 €
Paul Moreau	268 848 €
Jean Joly	219 328 €
Moulin Joli (Possession)	226 735 €
Stella	230 183 €
LP Amiral Lacaze	138 799 €
LP Vue Belle	286 595 €
LP Victor Schoelcher	287 184 €
LP Paul Langevin	299 338 €
LP Isnelle Amelin	251 530 €
LP Jean Perrin	342 118 €
LP l'Horizon	318 328 €
LP Hôtelier la Renaissance	447 465 €
LP Léon de Lépervanche	471 298 €
LP François de Mahy	415 256 €
LP Julien de Rontaunay	227 745 €
LP Patu de Rosemont	355 140 €
LP Roches Maigres	356 829 €
Louis Payen	144 390 €
Bellepierre	341 012 €
Boisjoly Potiers	261 691 €
Saint-Exupery (les Avirons)	246 687 €
Sarda Garriga	209 523 €
Georges Brassens	304 440 €
Antoine Roussin	258 691 €
Ambroise Vollard	324 320 €
Jean Hinglo	368 685 €
Pierre Poivre	184 840 €
Evariste de Parry	241 139 €
Lislet Geoffroy	352 656 €
Amiral Bouvet	264 526 €
Leconte de Lisle	374 572 €
Roland Garros	682 425 €
<b>TOTAL LYCÉES PUBLICS EDUCATION NATIONALE</b>	<b>12 218 444 €</b>
Lyc. Agric. De Saint-Joseph	193 211 €
Ly. Agric. Boyer de la Giroday	170 005 €
<b>TOTAL LYCÉES PUBLICS AGRICOLES</b>	<b>363 216 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12 581 660 €</b>

## Annexe 5 : instance décisionnelle

I - INFORMATIONS GENERALE		II		
PRESENTATION DES AP VOTEES		B1		
AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant	Instance décisionnelle
Numéro	Libellé			
P209-0002/2011/1	PATRIMOINE AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A	900	103 587,00	ordonnateur
P195-0001/2010/1	INVESTISSEMENT CESR	900	23 000,00	ordonnateur
P192-0004/2010/1	AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A DISPOSIT'OU LOUES	900	900 000,00	ordonnateur
P203-0001/2016/1	DEVELOPPT OUTILS MULTIMEDIAS COMMUNICATION	900	200 000,00	ordonnateur
P192-0005/2010/1	MATERIEL ET MOBILIER AGILE	900	20 000,00	ordonnateur
P198-0002/2010/1	EQUIPEMENTS INFORMATIQUES	900	2 087 921,24	ordonnateur
P209-0006/2011/1	PATRIMOINE ACQUISITION BATIMENTS ADMINISTRATIFS	900	1 470 000,00	cperma
P192-0001/2010/1	ACQUISITION DE MATERIEL DE TRANSPORT	900	519 384,00	ordonnateur
P199-0003/2010/1	REGIES D'AVANCES	900	8 000,00	ordonnateur
P199-0004/2019/1	ORGANISATION-SYSTEMES INFORMATIONS	900	400 000,00	ordonnateur
P197-0016/2010/1	TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS BATIMENTS	900	500 000,00	cperma
P192-0002/2010/1	MATERIEL DE BUREAU, MOBILIER ET TELEPHONIE	900	640 000,00	ordonnateur
P091-0001/2013/1	ADAPTATION POSTE DE TRAVAIL	900	24 000,00	ordonnateur
P192-0011/2011/1	DEPOTS ET MARQUES	900	1 521,00	ordonnateur
P196-0001/2010/1	INVESTISSEMENT CCEE	900	9 120,00	ordonnateur
P192-0003/2010/1	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	900	400 000,00	ordonnateur
P198-0001/2010/1	ETUDES INFORMATIQUES	900	647 346,76	ordonnateur
P202-0001/2010/1	MATERIEL BUREAU GROUPE ELUS	900	46 534,00	ordonnateur
P197-0041/2016/1	TRAVX MAINTENANC BAT MO REGION	900	100 000,00	cperma
P111-0001/2010/1	SOUTIEN A LA RECHERCHE	902	1 700 000,00	cperma
P110-0001/2010/1	EQUIPEMENTS LYCEES	902	7 700 000,00	cperma
P197-0005/2010/1	REHABILITATION ENERGIES	902	299 000,00	cperma
P197-0036/2010/1	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET	902	600 000,00	cperma
P110-0001/2010/4	EQUIPEMENTS RESTAURATION SCOLAIRE	902	300 000,00	cperma
P110-0001/2010/6	EQUIPEMET DES EQUIPES MOBILES	902	141 000,00	cperma
P111-0002/2010/1	EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION UNIVERSITE	902	420 000,00	cperma
P110-0005/2010/1	PLAN ORDINATEUR PORTABLE	902	5 500 000,00	cperma
P197-0006/2010/1	TRAVAUX DE MAINTENANCE -SUBVENTIONS	902	2 000 000,00	cperma
P197-0001/2011/1	CONSTRUCTION SCOLAIRE MO REGION	902	1 500 000,00	cperma
P197-0002/2010/1	TRAVAUX DE MAINTENANCE LYCEE	902	500 000,00	cperma
P197-0044/2016/1	RENOVATION CONFORT THERMIQ LYC	902	25 200 000,00	cperma
P197-0043/2016/1	TRAVX MAINTENANC CENTRES MO	902	46 500,00	cperma
P197-0031/2010/1	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET	902	2 200 000,00	cperma
P112-0003/2010/1	DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI	902	8 148,00	cperma
P197-0009/2010/1	SUBVENTIONS TRAVAUX SUR CENTRES DE FORMATION	902	200 000,00	cperma
P112-0001/2010/1	EQUIPEMENTS DES CENTRES	902	1 629 608,00	cperma
P110-0002/2010/1	EQUIPEMENT DES LYCEES PRIVES	902	170 000,00	cperma
P209-0009/2013/1	ACQUISITIONS - FORMATION PROFESSIONNELLE	902	20 000,00	cperma
P205-0010/2018/1	DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI-DL	902	270 000,00	ordonnateur
P210-0005/2016/1	PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - EDUCATION	902	5 340 000,00	cperma
P110-0006/2016/1	EQUIPEMENT INFORMATIQUE	902	100 000,00	cperma
P150-0017/2011/1	EQUIPEMENT SALLE DE SPECTACLE	903	37 500,00	cperma
P151-0003/2010/1	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT DOMAINE SPORT	903	413 848,00	cperma
P150-0006/2010/1	SUBVENTIONS EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES	903	574 228,00	cperma
P151-0005/2011/1	AIDES EQUIPEMENT ETAT	903	270 000,00	cperma
P210-0004/2016/1	PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - CULTURE ET SPORT	903	5 340 000,00	cperma
P151-0009/2016/1	INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN	903	2 000,00	cperma
P150-0004/2010/1	SUBVENTIONS EQUIPEMENTS COMMUNES	903	100 000,00	cperma
P150-0007/2010/1	ETUDES DE GRANDS PROJETS	903	150 000,00	cperma
P150-0026/2015/1	SERVICE REGIONAL DE L INVENTAIRE	903	40 000,00	cperma
P197-0012/2010/1	TRAVAUX CNR MO REGION	903	200 000,00	cperma
P150-0010/2010/1	TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES	903	50 000,00	cperma
P150-0016/2011/1	DIVERS INVESTISSEMENT CULTURE	903	2 000,00	ordonnateur
P151-0010/2016/1	DIVERS INVESTISSEMENT SPORT	903	18 443,00	ordonnateur
P209-0008/2012/1	ACQUISITIONS FONCIERES CULTURE	903	3 050 000,00	cperma
P150-0008/2010/1	OEUVRES D'ART REGION	903	20 000,00	ordonnateur
P150-0005/2010/1	SUBVENTIONS PROTECTION PATRIMOINE	903	40 000,00	cperma
P150-0018/2011/1	AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL	903	250 000,00	cperma
P151-0008/2016/1	RENOVATION EQUIPT SPORTIFS REGIONAUX	903	5 000,00	ordonnateur
P150-0027/2016/1	MISE EN TOURISME PATRIMOINE CULTUREL	903	80 000,00	cperma
P150-0002/2010/1	EQUIPEMENTS STRUCTURES MUSEALE	903	235 000,00	cperma
P150-0022/2013/1	REHABILITATION PATRIMOINE PROTEGEE	903	150 000,00	cperma
P150-0001/2010/1	CNR - ACQUISITIONS ET TRAVAUX	903	225 000,00	cperma
P151-0001/2010/1	SUBVENTIONS CONSTRUCTIONS-RENOVATIONS	903	296 460,00	cperma
P197-0026/2010/1	TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES	903	350 000,00	cperma
P206-0002/2020/1	INVESTISSEMENT - AIDES ALIMENTAIRES	904	100 000,00	cperma

I - INFORMATIONS GENERALE		II		
PRESENTATION DES AP VOTEES		B1		
AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant	Instance décisionnelle
Numéro	Libellé			
P205-0001/2013/1	INTERVENTION PECSS - INVESTISSEMENT	904	98 964,00	cperma
P140-0006/2010/1	PGR1	905	80 000,00	cperma
P140-0001/2010/1	SAR	905	350 000,00	cperma
P140-0002/2010/1	ORGANISMES AMENAGEMENT	905	500 000,00	cperma
P204-004/2010/1	SIG-ANTENNE SATELLITE	905	200 000,00	cperma
P140-0023/2015/1	SEAS OI INFRASTRUCTURES	905	50 000,00	cperma
P140-0022/2015/4	CONNAISSANCE ENTRETIEN ET PRESERVATION PAT NAT CULT P.	905	135 000,00	cperma
P140-0020/2015/1	ESPACES PUBLICS STRUCTURANTS	905	340 000,00	cperma
P140-0030/2016/1	POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE	905	200 000,00	cperma
P140-0003/2010/1	DENSIFICATION DES POLES INTERMODAUX	905	350 000,00	cperma
P204-001/2010/1	SIG-ACQUISITIONS DE DONNEES	905	20 000,00	ordonnateur
P133-0009/2010/1	PROJET EN MAITRISE D'OUVRAGE	905	7 097 534,00	cperma
P133-0018/2020/1	FINANCT OP*AMNGT NUM REGIE THD	905	840 000,00	cperma
P210-0005/2017/1	PRR II - AMENAGEMENT BATIMENT	905	2 300 000,00	cperma
P140-0026/2016/1	AMELIORATION DU LOGEMENT	905	7 200 000,00	cperma
P133-0002/2010/1	TIC - AIDES PROJETS PUBLICS	905	50 000,00	cperma
P140-0032/2016/1	FONCTIONNEMENT SGH	905	5 000,00	cperma
P140-0027/2016/1	ECOCITE ET WATERFRONT	905	170 000,00	cperma
P140-0035/2016/1	FRAFU AMENAGEMENT	905	1 200 000,00	cperma
P140-0022/2015/3	DEVELOPPEMENT DURABLE BIODIVERSITE ENVIRONNEMENT	905	85 000,00	cperma
P140-0004/2010/2	AIDE STRATEGIE DLAL PJT LEADER (FEADER)	905	185 000,00	cperma
P140-0004/2010/1	AMENAGEMENT RURAL ET BOURG	905	620 000,00	cperma
P130-0001/2020/3	AIDES AUX ENTREPRISES-CPCB	906	1 100 000,00	cperma
P130-0002/2018/2	ETUDES MO REGION-DIDN	906	633 000,00	cperma
P130-0001/2018/2	AIDES AUX ENTREPRISES-DIDN	906	4 349 800,00	cperma
P209-0011/2014/1	ACQUISITION DE TERRAINS - ECO	906	5 000,00	cperma
P130-0005/2010/1	AIDES ORGANISMES ECONOMIQUES	906	2 096 200,00	cperma
P130-0002/2010/1	ETUDES A CARACTERE ECONOMIQUE MO REGION	906	400 000,00	cperma
P130-0005/2018/2	AIDES INV ORGANISMES-DIDN	906	746 000,00	cperma
P130-0004/2010/1	AMENAGEMENT ZONE ARTISANALE	906	3 800 000,00	cperma
P130-0002/2020/3	ETUDES MO REGION-CPCB	906	30 000,00	cperma
P130-0001/2010/1	AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES	906	8 382 466,00	cperma
P130-0005/2020/3	AIDES INV ORGANISMES-CPCB	906	700 000,00	cperma
P130-0013/2010/1	AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES < 23 k€	906	1 035 000,00	ordonnateur
P130-0010/2010/1	AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	906	240 000,00	cperma
P130-0008/2010/1	FONDS DE CREDITS	906	1 900 000,00	cperma
P130-0013/2020/3	AIDES ENTREPRISES < 23k€-CPCB	906	55 000,00	ordonnateur
P130-0013/2018/2	AIDES ENTREPRISES < 23k€-DIDN	906	120 000,00	ordonnateur
P125-0010/2012/1	RECHERCHE AGRONOMIQUE	906	1 333 046,02	cperma
P140-0013/2012/1	SOLS /SS SOLS	907	150 000,00	cperma
P208-0002/2011/8	ENERGIE - TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE	907	3 720 635,40	cperma
P125-0005/2010/1	MILIEUX AQUATIQUES	907	719 047,28	cperma
P210-0007/2018/1	PRR II AIDES COMMUNES-POLITIQUE DE L'EAU	907	2 000 000,00	cperma
P125-0003/2010/3	DECHETS CADRE DE VIE (AIR)	907	71 192,80	cperma
P125-0015/2020/1	OBSERVATOIRE DES DECHETS	907	100 000,00	cperma
P208-0002/2011/7	ENERGIE-AIDES CES PARTICULIERS	907	1 883 049,56	cperma
P208-0002/2011/3	SUBVENTIONS ENERGIE-ETUDES RECHERCHES-AIDES ORG PUB	907	249 174,80	cperma
P125-0004/2010/2	MILIEUX TERRESTRES	907	245 619,43	cperma
P208-0002/2011/4	ENERGIE - ETUDES ET RECHERCHES EN MAITRISE OUVRAGE	907	202 899,48	cperma
P208-0002/2011/6	ENERGIE - AIDE EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE	907	1 067 892,00	cperma
P125-0012/2016/1	POTABILISATION	907	580 000,00	cperma
P125-0003/2010/1	DECHETS CADRE DE VIE (AIR)	907	477 000,00	cperma
P208-0002/2011/1	SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX COMMUNES ET EPCI	907	54 660,67	cperma
P208-0002/2011/2	SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX ENTREPRISES	907	2 061 031,56	cperma
P160-0018/2018/1	RESTAURATION PONT RIVIERE DE L EST	908	11 000 000,00	cperma
P165-0001/2010/1	TEE SUBVENTIONS INFRASTRUCTURES EPCI	908	900 000,00	cperma
P140-0025/2015/1	INVESTISSEMENTS AEROPORTUAIRES	908	100 000,00	cperma
P160-0003/2010/1	PROGRAMME REGIONAL ROUTES	908	60 035 403,00	cperma
P160-0016/2014/1	SMPRR - TRAVAUX ROUTIERS	908	2 200 000,00	cperma
P165-0009/2020/1	RUN RAIL-ETUDES ET TRAVAUX	908	9 614 597,00	cperma
P160-0012/2010/1	DIVERS INVESTISSEMENT DRR	908	50 000,00	ordonnateur
P160-0005/2010/1	PISTES FORESTIERES	908	100 000,00	cperma
P160-0008/2010/1	SUBVENTION AUX COMMUNES TRAVAUX ROUTES NATIONALES	908	5 000 000,00	cperma
P205-0007/2010/2	FRAIS INVESTISSEMENT DRR	908	150 000,00	ordonnateur
P160-0015/2014/1	SUBVENTION AU SMPRR	908	300 000,00	cperma
P160-0017/2016/1	PISTES RIVIERE DES GALETS	908	150 000,00	cperma



Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>	<b>B1</b>

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant	Instance décisionnelle
Numéro	Libellé			
P160-0006/2010/1	VOIE VELO REGIONALE	908	2 500 000,00	cperma
P165-0010/2020/1	ACQUISITIONS FONCIERES RRTG	908	400 000,00	cperma
P165-0004/2011/1	ETUDES TEE MO REGION	908	100 000,00	cperma
TOTAL			231 130 362,00	
AP de dépenses imprévues (2)		950		
TOTAL GENERAL			231 130 362,00	

I - INFORMATIONS GENERALES		II		
PRESENTATION DES AE VOTEES		B2		
AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)				
Numéro	Libellé	Chapitre(s)	Montant	Instance décisionnelle
A212-0002/2020/1	PREST*STRATEGIE CONSEIL CITOYENNE	930	50 000,00	cperma
A192-0013/2010/1	HONORAIRES ET ACHATS D'ETUDES	930	732 304,00	ordonnateur
A144-0001/2010/1	PARTICIPATION A DES ACTIONS DE COOPERATION REGIONALE	930	530 000,00	cperma
A203-0002/2014/2	ACTION PROMOTION EUROPE	930	200 000,00	ordonnateur
A144-0006/2017/1	OPERATIONS MAITRISE OUVRAGE INTERREG	930	25 000,00	ordonnateur
A145-0003/2010/1	FRAIS DIVERS EUROPE	930	118 219,00	cperma
A192-0017/2010/1	FRAISTELECOMMUNICATION (TELEPHONIE FIXE ET MOBILE)	930	333 460,99	ordonnateur
A192-0003/2010/1	FRAIS DE FONCTIONNEMENT AGILE	930	10 500,00	ordonnateur
A192-0032/2010/1	ACHATS D'ETUDES	930	17 000,00	ordonnateur
A091-0003/2010/1	FRAIS DE FORMATION ET ANNEXE	930	552 000,00	ordonnateur
A212-0001/2020/1	FONCTIONNEMENT CCC-CDJ	930	95 500,00	ordonnateur
A201-0001/2010/1	BUDEGT FRAIS CONSULTATION ET AUDIT	930	622 250,00	ordonnateur
A192-0004/2010/1	CARBURANTS	930	300 000,00	ordonnateur
A197-0006/2012/1	FRAIS DIVERS BATIMENT	930	40 000,00	ordonnateur
A198-0007/2011/2	MAINTENANCE DES AUTOCOMS	930	9 465,75	ordonnateur
A193-0002/2012/1	PRESTATIONS ARCHIVES	930	74 102,44	ordonnateur
A192-0019/2010/1	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	930	470 000,00	ordonnateur
A203-0005/2019/1	PROTOCOLE	930	67 048,00	ordonnateur
A192-0018/2010/1	AFFRANCHISSEMENT, FRET ET TRANSPORT	930	13 000,00	ordonnateur
A192-0041/2010/1	BATIMENT ADMINISTRATIF FOURNITURES ENTREPRISES	930	10 000,00	ordonnateur
A192-0030/2010/1	ENTRETIEN DE VEHICULES	930	30 000,00	ordonnateur
A192-0037/2010/1	DIVERS AUTRES PRESTATIONS	930	70 000,00	ordonnateur
A202-0002/2010/1	FRAIS MISSION ET FORMATION	930	191 248,00	ordonnateur
A091-0001/2010/1	FRAIS ANNEXES	930	2 752 900,00	ordonnateur
A205-0016/2020/1	FRAIS DIVERS RUP	930	40 000,00	ordonnateur
A195-0001/2010/1	FONCTIONNEMENT CESR	930	141 787,00	ordonnateur
A198-0004/2010/1	FRAIS DE PTT (INTERCONNEXIONS ET INTERNET)	930	163 025,37	ordonnateur
A198-0002/2010/1	FOURNITURES INFORMATIQUES	930	111 156,66	ordonnateur
A205-0002/2010/1	PATRIMOINE - ELECTRICITE	930	64 908,18	ordonnateur
A198-0006/2011/1	HEBERGEMENT SITE INTERNET	930	12 621,01	ordonnateur
A192-0016/2010/1	FRAIS DE GARDIENNAGE	930	1 680 000,00	ordonnateur
A203-0001/2010/1	RECEPTION ET COMMUNICATION	930	212 000,00	ordonnateur
A192-0036/2010/1	FOURNITURES CONSOMMEES	930	15 000,00	ordonnateur
A192-0025/2010/1	ASSISTANCE AUDIOVISUELLE	930	5 000,00	ordonnateur
A196-0001/2010/1	FONCTIONNEMENT CCEE	930	74 859,00	ordonnateur
A209-0002/2011/1	PATRIMOINE DIVERS AUTRES PRESTATIONS	930	300,00	ordonnateur
A192-0006/2010/1	ENTRETIEN ET REPARATION MATERIEL	930	270 000,00	ordonnateur
A198-0001/2010/1	FRAIS ENTRETIEN INFORMATIQUE	930	518 717,09	ordonnateur
A209-0004/2011/1	PATRIMOINE ASSURANCES	930	10 400,00	ordonnateur
A192-0029/2010/1	LOCATION DE MATERIELS DE TRANSPORT	930	10 000,00	ordonnateur
A192-0010/2010/1	LOCATION DE MATERIELS	930	32 000,00	ordonnateur
A192-0040/2010/1	ENTRETIEN DE JARDINS	930	17 000,00	ordonnateur
A202-0003/2010/1	AUTRES PARTICIPATION CR	930	85 000,00	ordonnateur
A192-0020/2010/1	FRAIS DE RECEPTION	930	40 000,00	ordonnateur
A144-0004/2010/4	SERVICES EXTERIEURS - FRAIS DIVERS	930	10 678,00	ordonnateur
A203-0003/2016/1	ACTION PROMOTION INTERREG	930	55 000,00	ordonnateur
A199-0004/2010/1	REGIES D'AVANCES	930	90 000,48	ordonnateur
A192-0005/2012/2	MAINTENANCE DES BATIMENTS	930	100 000,00	ordonnateur
A192-0027/2010/1	FOURNITURE DE BUREAU (PAPIE/TONER)	930	75 000,00	ordonnateur
A203-0004/2019/1	COMMUNICATION	930	3 997 388,00	ordonnateur
A209-0006/2011/1	PATRIMOINE ETUDES ET PRESTATIONS	930	90 000,00	ordonnateur
A209-0003/2011/1	PATRIMOINE LOCATIONS DE BATIMENTS	930	990 944,00	ordonnateur
A192-0005/2010/1	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	930	965 000,00	ordonnateur
A192-0015/2010/1	IMPRESSIONS ET INSERTIONS	930	151 750,00	ordonnateur
A205-0013/2010/1	IMPRESSION ET INSERTION	930	10 000,00	ordonnateur
A205-0006/2010/1	PATRIMOINE-ASSURANCES	930	200 000,00	ordonnateur
A205-0001/2010/1	PATRIMOINE - EAU	930	102 094,43	ordonnateur
A192-0007/2010/1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES ET DIVERS	930	30 000,00	ordonnateur
A193-0001/2010/1	DOCUMENTATION GENERALE	930	103 447,01	ordonnateur
A144-0002/2010/3	SUBVENTION A DES ORGANISMES PUBLICS DIVERS	930	720 000,00	cperma
A112-0002/2010/1	APPRENTISSAGE	932	1 000 000,00	cperma
A134-0002/2010/1	AIDES A LA MOBILITE EDUCATIVE	932	3 400 000,00	cperma
A111-0005/2010/1	BOURSE REUSSITE ETUDIANT	932	2 500 000,00	cperma
A110-0012/2013/1	VOYAGES PEDAGOGIQUES	932	45 000,00	cperma
A091-0004/2010/1	FRAIS ANNEXES TOS	932	132 000,00	ordonnateur
A110-0002/2010/1	MESURE ACCOMPAGNEMENT SECONDAIRE	932	397 000,00	cperma
A112-0003/2010/1	MESURE D'ACCOMPAGNEMENT	932	3 300 000,00	cperma

I - INFORMATIONS GENERALES		II		
PRESENTATION DES AE VOTEES		B2		
AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant	Instance décisionnelle
Numéro	Libellé			
A110-0003/2010/1	MANUELS SCOLAIRES	932	2 300 000,00	cperma
A205-0014/2019/1	FRAIS FONCTIONNEMENT CPOI-DL	932	450 353,00	ordonnateur
A112-0020/2017/1	FORMATION PROFESSIONNELLE MARCHES	932	13 170 000,00	cperma
A110-0016/2016/1	CONNEX* INTERNET FAMILLES MODESTES	932	350 000,00	cperma
A112-0018/2014/1	FRAIS DIVERS CPOI	932	176 972,00	ordonnateur
A134-0001/2010/1	AIDES MOBILITE PROFESSIONNELLE	932	9 895 184,00	cperma
A111-0002/2010/1	MESURES ACCOMPAGNEMENT SUPERIEUR	932	2 304 000,00	cperma
A112-0001/2010/1	FORMATION PROFESSIONNELLE	932	19 976 320,00	cperma
A110-0008/2010/1	SUBVENTION TOS PRIVEE	932	1 123 500,00	cperma
A134-0008/2012/1	MESURE ACCOMPAGNEMENT MOBILITE	932	35 000,00	ordonnateur
A112-0008/2010/1	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	932	300 000,00	ordonnateur
A112-0013/2012/1	AIDE A L EMPLOI APPRENTISSAGE	932	1 300 000,00	ordonnateur
A110-0001/2010/1	FONCTIONNEMENT DES LYCEES	932	15 683 404,00	ordonnateur
A110-0007/2010/1	FRAIS D'ETUDE EDUCATION	932	49 000,00	ordonnateur
A110-0015/2016/1	VALORISATION RESTO SCOLAIRE	932	50 000,00	cperma
A112-0006/2010/1	BOURSES - AIDES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE	932	3 200 000,00	cperma
A112-0004/2010/1	REMUNERATION DES STAGIAIRES	932	3 125 000,00	ordonnateur
A111-0001/2010/1	AIDES EN FAVEUR ETUDIANTS	932	1 894 000,00	cperma
A110-0004/2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS EDUCATION	932	25 000,00	ordonnateur
A151-0008/2016/1	INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN	933	1 000,00	cperma
A150-0034/2018/1	IOMMA	933	100 000,00	cperma
A150-0005/2010/1	FONCTIONNEMENT STRUCTURES MUSEALES	933	3 312 000,00	cperma
A151-0003/2010/1	SUBVENTION CREPS	933	86 000,00	cperma
A150-0008/2010/1	ACQUISITION D'OUVRAGE CULTURE	933	10,00	ordonnateur
A151-0001/2010/1	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT	933	1 930 137,00	cperma
A150-0012/2010/1	FONCTIONNEMENT EPCC/PRMA	933	366 000,00	cperma
A150-0001/2010/1	FONCTIONNEMENT CRR	933	525 000,00	ordonnateur
A151-0004/2010/1	ETUDES LIEES AU SPORT	933	22 000,00	cperma
A151-0002/2010/1	AIDE INDIVIDUELLE (BOURSES-BILLETS) SPORT	933	200 000,00	cperma
A150-0004/2010/1	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES	933	140 294,00	cperma
A150-0011/2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS	933	100 000,00	ordonnateur
A151-0005/2010/1	FRAIS DE GESTION SPORT	933	150 000,00	ordonnateur
A150-0025/2013/1	SUBVENTION FONCTIONNEMENT PATRIMOINE	933	40 000,00	cperma
A205-0015/2019/1	FRAIS FONCTIONNEMENT CRR-DL	933	181 600,00	ordonnateur
A150-0009/2010/1	PROMOTION CULTURE A L'EXPORT	933	10,00	ordonnateur
A150-0015/2010/1	INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE	933	80 000,00	cperma
A150-0033/2017/1	CONNAIS,ENTRET,PRESERV*PAT NAT	933	10,00	cperma
A150-0023/2011/1	AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL	933	100 000,00	cperma
A151-0007/2011/1	VIE ASSOCIATIVE	933	1 000,00	cperma
A150-0002/2010/1	FONCTIONNEMENT AUTRES ORGANISMES CULTURELLES	933	50 000,00	ordonnateur
A150-0032/2015/1	SCHEMA ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET FORMATION CULTURE	933	250 000,00	cperma
A150-0024/2012/1	POLE REGIONAL LITTERATURE ET DIVERSITE LINGUISTIQUE	933	28 000,00	cperma
A150-0027/2013/1	FONCTIONNEMENT SALLE DE DIFFUSION	933	828 000,00	cperma
A150-0029/2013/1	FONCTIONNEMENT SALLE DE SPECTA	933	140 000,00	ordonnateur
A150-0019/2011/1	ETUDES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE	933	10,00	cperma
A150-0020/2011/1	DIVERS MANIFESTATIONS CULTURELLES	933	260 000,00	ordonnateur
A150-0007/2010/1	FRAIS D'INSERTION CULTURE	933	10,00	ordonnateur
A206-0004/2012/1	ACTIONS SANITAIRES ET SOCIALES	934	150 000,00	cperma
A206-0013/2020/1	FRAIS DIVERS COHESION TERRITORIALE	934	10 000,00	ordonnateur
A206-0002/2012/1	LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME	934	600 000,00	cperma
A206-0012/2020/1	MESURE ACCOMPAGNEMENT COHESION TERRITORIALE	934	90 000,00	cperma
A206-0005/2012/1	MESURE D ACCOMPAGNEMENT	934	100 000,00	cperma
A206-0001/2010/1	AIDES ASSOCIATIONS MEDICALES ET MEDICO-SOCIALES	934	107 000,00	cperma
A206-0011/2018/1	POLITIQUE DE LA VILLE	934	200 000,00	cperma
A206-0010/2017/1	MESURES D'INTERET GENERAL	934	150 000,00	cperma
A206-0009/2017/1	CLASSES TRANSPLANTEES	934	100 000,00	cperma
A206-0008/2013/1	ETUDES ET AUDIT EGALITE DES CHANCES	934	40 000,00	cperma
A206-0007/2013/1	FRAIS DIVER POLE EGALITE DES CHANCES	934	60 000,00	ordonnateur
A206-0014/2020/1	FRAIS DIVERS SANTE	934	10 000,00	ordonnateur
A140-0026/2018/1	ACTIONS TRANSVERSALES	935	7 000,00	ordonnateur
A140-0030/2019/1	SAR	935	108 000,00	ordonnateur
A140-0017/2015/1	GOVERNANCE DES HAUTS	935	42 500,00	cperma
A140-0029/2018/1	SIG - MAINTENANCE/ MISE A JOUR LOGICIELS	935	21 000,00	ordonnateur
A140-0012/2010/1	ESPACES RURALES - SUBVENTIONS STRUCTURES	935	188 500,00	cperma
A133-0015/2015/1	AMENAGEMENT NUMERIQUE FONCTIONNEMENT	935	750 000,00	cperma
A133-0009/2011/2	DOCUMENTATION TIC	935	17 784,59	ordonnateur
A140-0023/2016/1	ECOCITE ET WATERFRONT	935	105 000,00	cperma

I - INFORMATIONS GENERALES		II		
PRESENTATION DES AE VOTEES		B2		
AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant	Instance décisionnelle
Numéro	Libellé			
A140-0016/2013/1	PROJET LEADER	935	200 000,00	cperma
A140-0003/2010/1	PARTICIPATION SYNDICATS MIXTES	935	242 000,00	cperma
A140-0028/2018/1	ACTIONS TRANSVERSALES	935	15 000,00	cperma
A133-0016/2019/1	TOURISME NUMERIQUE-FONCTIONNEMENT	935	80 000,00	cperma
A140-0019/2015/1	ASSOCIATION SEAS OI ET MAINTENANCE SIG	935	60 000,00	cperma
A140-0024/2016/1	POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE	935	20 000,00	cperma
A140-0027/2018/1	GIP COMPENSATION AGRICOLE	935	9 000,00	cperma
A130-0009/2010/1	ECONOMIE ALTERNATIVE	936	2 444 500,00	cperma
A130-0011/2020/3	FRAIS GESTION DIVERS-CPCB	936	30 000,00	ordonnateur
A130-0003/2010/1	AIDE A LA PROMOTION TOURISTIQUE	936	9 375 568,00	cperma
A130-0012/2018/2	PROMOT*EXPORTAT* < 23K€-DEIE	936	518 000,00	ordonnateur
A130-0012/2010/1	PROMOTION EXPORTATION < 23K€	936	160 000,00	ordonnateur
A130-006/2010/1	PRIME REGIONALE A L'EMPLOI ECONOMIE	936	200 000,00	cperma
A130-0002/2010/1	AIDES A L'ANIMATION ECONOMIQUE	936	8 101 000,00	cperma
A130-0002/2018/2	AIDES A L'ANIMATION-DIDN	936	1 662 000,00	cperma
A120-0003/2010/1	CAISSE CHOMAGE INTEMPERIES	936	91 800,00	cperma
A130-0004/2011/1	PROMOTION EXPORT	936	107 849,00	cperma
A130-0013/2010/1	PRIME REGIONALE A L'EMPLOI < 23 k€	936	300 000,00	ordonnateur
A130-0004/2018/2	PROMOTION EXPORT-DEIE	936	333 503,00	cperma
A130-0002/2020/3	AIDES A L'ANIMATION-CPCB	936	410 000,00	cperma
A130-0011/2018/2	FRAIS GESTION DIVERS-DIDN	936	160 000,00	ordonnateur
A130-0011/2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS ECONOMIE	936	486 046,00	ordonnateur
A130-0015/2011/1	FONDS DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA ROUTE	936	900 000,00	cperma
A126-0007/2010/1	SENSIBILISATION	937	20 000,00	cperma
A208-0001/2011/2	ENERGIE	937	151 000,00	cperma
A126-0004/2012/1	MILLIEUX TERRESTRES	937	37 500,00	cperma
A126-0008/2010/2	EV FRAIS GESTION ASP	937	150 000,00	cperma
A126-0016/2018/1	FRAIS DIVERS EMPLOIS VERTS	937	10 000,00	ordonnateur
A126-0003/2010/1	DECHET CADRE DE VIE (AIR)	937	178 600,00	cperma
A208-0002/2011/1	FRAIS DIVERS ENERGIE	937	15 000,00	ordonnateur
A126-0017/2019/1	PEC	937	7 490 793,00	cperma
A126-0013/2012/1	COMMUNICATION ENVIRONNEMENT	937	50 000,00	ordonnateur
A126-0011/2010/1	FRAIS DIVERS ENV	937	10 000,00	ordonnateur
A126-0005/2010/1	MILLIEUX AQUATIQUES	937	1 197 887,00	cperma
A208-0001/2011/1	ENERGIE	937	287 500,00	cperma
A160-0005/2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS EAD	938	50 000,00	ordonnateur
A160-0008/2011/1	RESEAUX ET ESPACES VERTS	938	2 025 500,00	ordonnateur
A160-0009/2014/1	PARTICIPATION AU SMPRR	938	1 800 000,00	cperma
A165-0011/2020/1	FONCTIONNEMENT CO-VOITURAGE	938	50 000,00	ordonnateur
A165-0010/2019/1	EXPLOITATION POLES D'ECHANGES	938	67 840,00	ordonnateur
A165-0005/2011/1	TEE DIVERS FONCTIONNEMENT	938	112 000,00	ordonnateur
A205-0012/2010/2	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DRR	938	600 000,00	ordonnateur
A163-0001/2011/1	FRAIS DIVERS NRL	938	504 339,00	ordonnateur
A091-0005/2010/1	PERSONNEL DDE	938	25 500,00	ordonnateur
A160-0004/2010/1	MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	938	100 000,00	cperma
A165-0006/2013/1	COMMUNICATION TEE	938	50 000,00	ordonnateur
A165-0007/2017/1	PLAN REGIONAL VELO	938	70 000,00	ordonnateur
A160-0007/2010/1	FRAIS DIVERS SERVICE DRR	938	50 000,00	ordonnateur
A202-0005/2010/1	FOURNITURES DE BUREAU	944	17 232,00	ordonnateur
A202-0006/2010/1	FRAIS D'INSERTION ET D'IMPRESSION	944	1 150,00	ordonnateur
A202-0008/2010/1	ACQUISITION DE PETITS MATERIELS	944	3 539,00	ordonnateur
A202-0007/2010/1	FRAIS DE TELEPHONE ET D'INTERNET	944	34 464,00	ordonnateur
A202-0009/2010/1	DOCUMENTATION GENERALE	944	11 486,00	ordonnateur
TOTAL			157 516 269,00	
AE de dépenses Imprévues (2)		952	600 000,00	
TOTAL GENERAL			158 116 269,00	

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**REGION : CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION (1)**

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 23974001200012

POSTE COMPTABLE : PAIERIE REGIONALE

**M. 57**

**Budget primitif  
voté par fonction**

BUDGET : REGION-BUDGET REGIONAL (3)


**ANNEE 2020**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

### I - Informations générales


A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	21
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	29
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	34
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	36
E1 - Balance générale - Dépenses	38
E2 - Balance générale - Recettes	40

### III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	42
A.900 - Services généraux	45
A.900-5 - Gestion des fonds européens	48
A.901 - Sécurité	49
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	50
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	53
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	56
A.904-4 - RSA	59
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	60
A.906 - Action économique	63
A.907 - Environnement	65
A.908 - Transports	68
A.921 - Taxes non affectées	72
A.922 - Dotations et participations	73
A.923 - Dettes et autres opérations financières	74
A.925 - Opérations patrimoniales	75
A.926 - Transferts entre les sections	76
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	78
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	79
B.930 - Services généraux	82
B.930-5 - Gestion des fonds européens	85
B.931 - Sécurité	86

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	93
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	96
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	97
B.934-3 - APA	98
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	101
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	103
B.936 - Action économique	106
B.937 - Environnement	110
B.938 - Transports	111
B.940 - Impositions directes	112
B.941 - Autres impôts et taxes	113
B.942 - Dotations et participations	114
B.943 - Opérations financières	115
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	116
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	117
B.946 - Transferts entre les sections	118
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	

**IV - Annexes**

**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	119
A1.01 - Opérations non ventilables	121
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	122
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	125
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	126
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	127
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	130
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	133
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	136
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	137
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	140
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	142
A1.908 - Fonction 8 - Transports	145
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	149
A2.01 - Opérations non ventilables	151
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	152
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	158
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	159
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	160
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	163
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	166
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	160




Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	
A2.938 - Fonction 8 - Transports	174
<b>B - Annexes patrimoniales</b>	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	176
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	179
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	183
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	184
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	189
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	190
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	191
B3.1 - Etat des provisions constituées	193
B3.2 - Etalement des provisions	194
B4 - Etat des charges transférées	195
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	197
B6 - Prêts	199
B7.1 - Etat des emprunts garantis	200
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	201
B8.1 - Subventions versées	203
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	204
B8.3 - Etat des contrats de PPP	228
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	229
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	230
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	231
B11.2 - Liste des établissements publics créés	232
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	273
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	288
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	289
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	290
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	294
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	298
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

## V - Arrêté et signatures

### A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

- les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;
- les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;
- les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES**

**Informations statistiques**

	Valeurs
Population totale	862814

**Informations fiscales (N-2)**

	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	101.30

**Informations financières – ratios**

	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	480.24
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	606.99
3 Dépenses d'équipement brut / population	283.17
4 Encours de dette / population (2)	1425.06
5 DGF / population	
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	36.99%
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	90.57%
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	46.65%
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	234.77%
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	20.88%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7,5%.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)**

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	0,00
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	0,00
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES**

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(I) 0,00</b>
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(II) 0,00</b>
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

**CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION - REGION-BUDGET REGIONAL - BP - 2020**

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020

ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES**

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(III) 0,00</b>
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(IV) 0,00</b>
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.




**CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION - REGION-BUDGET REGIONAL - BP - 2020**

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS**

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	740 369 798,00	740 369 798,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>
		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	657 901 453,00	657 901 453,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>1 398 271 251,00</b>	<b>1 398 271 251,00</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE**

**VENTILATION DES OPERATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	396 187 475,00	344 182 323,00	740 369 798,00	286 824 264,00	453 545 534,00	740 369 798,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	414 355 919,00	243 545 534,00	657 901 453,00	523 719 130,00	134 182 323,00	657 901 453,00
<b>Total budget (hors RAR N-1 et reports)</b>	<b>810 543 394,00</b>	<b>587 727 857,00</b>	<b>1 398 271 251,00</b>	<b>810 543 394,00</b>	<b>587 727 857,00</b>	<b>1 398 271 251,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**PRESENTATION DES AP VOTEES**

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D P165-0002 2011/1	ACQUISITION BUS	908	0,00
D P192-0001 2010/1	ACQUISITION DE MATERIEL DE TRANSPORT	900	519 384,00
D P209-0011 2014/1	ACQUISITION DE TERRAINS - ECO	906	5 000,00
D P165-0006 2017/1	ACQUISITIONS DE BUS	908	0,00
D P209-0008 2012/1	ACQUISITIONS FONCIERES CULTURE	903	3 050 000,00
D P165-0010 2020/1	ACQUISITIONS FONCIERES RRTG	908	400 000,00
D P209-0009 2013/1	ACQUISITIONS - FORMATION PROFESSIONNELLE	902	20 000,00
D P091-0001 2013/1	ADAPTATION POSTE DE TRAVAIL	900	24 000,00
D P140-0004 2010/2	AIDE STRATEGIE DLAL PJT LEADER (FEADER)	905	185 000,00
D P133-0007 2011/2	AIDES AUX ASSOCIATIONS TIC	905	0,00
D P150-0018 2011/1	AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL	903	250 000,00
D P130-0001 2020/3	AIDES AUX ENTREPRISES-CPCB	906	1 100 000,00
D P130-0001 2018/2	AIDES AUX ENTREPRISES-DIDN	906	4 349 800,00
D P130-0001 2018/1	AIDES AUX ENTREPRISES-DIDN	906	0,00
D P130-0017 2011/1	AIDES AUX ORGANISMES D ANIMATION ECO	906	0,00
D P130-0018 2011/1	AIDES AUX TAXITEURS	906	0,00
D P130-0013 2020/3	AIDES ENTREPRISES < 23k€-CPCB	906	55 000,00
D P130-0013 2018/2	AIDES ENTREPRISES < 23k€-DIDN	906	120 000,00
D P151-0006 2011/1	AIDES EQUIPEMENT CLASSES TRANSPLANTEES	903	0,00
D P151-0005 2011/1	AIDES EQUIPEMENT ETAT	903	270 000,00
D P130-0006 2020/3	AIDES INV ORGANISMES-CPCB	906	700 000,00
D P130-0006 2018/2	AIDES INV ORGANISMES-DIDN	906	746 000,00
D P130-0006 2010/1	AIDES ORGANISMES ECONOMIQUES	906	2 098 200,00
D P133-0002 2011/2	AIDES PROJETS PUBLICS TIC	905	0,00
D P130-0001 2010/1	AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES	906	8 382 466,00
D P130-0013 2010/1	AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES < 23 k€	906	1 035 000,00
D P140-0026 2016/1	AMELIORATION DU LOGEMENT	905	7 200 000,00
D P192-0004 2010/1	AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A DISPOSITION OU LOUES	900	900 000,00
D P140-0004 2010/1	AMENAGEMENT RURAL ET BOURG	905	620 000,00
D P130-0004 2010/1	AMENAGEMENT ZONE ARTISANALE	906	3 800 000,00
D P130-0010 2010/1	AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	906	240 000,00
D P145-0003 2011/1	APPEL A PROJET DE RECHERCHE NET BIOME	906	0,00
D P145-0004 2016/1	APPEL A PROJETS BIODIVERSA3	906	0,00
D P160-0013 2011/1	BATIMENT DEER	908	0,00
D P197-0034 2011/1	CENTRE DES EAUX DOUCES	907	0,00
D P150-0001 2010/1	CNR - ACQUISITIONS ET TRAVAUX	903	225 000,00
D P140-0022 2015/4	CONNAISSANCE ENTRETIEN ET PRESERVATION PAT NAT CULT P.	905	135 000,00
D P197-0022 2006/1	CONSTRUCTION CNR PAR SEM	903	0,00
D P197-0010 2010/1	CONSTRUCTION D EQUIPEMENTS SPORTIFS	903	0,00
D P197-0010 2006/1	CONSTRUCTION D EQUIPEMENTS SPORTIFS MO REGION	903	0,00
D P197-0007 2010/1	CONSTRUCTION DES CENTRES FORMATION CONTINUE	902	0,00
D P197-0007 2006/1	CONSTRUCTION DES CENTRES FORMATION CONTINUE	902	0,00
D P197-0001 2011/1	CONSTRUCTION SCOLAIRE MO REGION	902	1 500 000,00
D P197-0001 2006/1	CONSTRUCTIONS SCOLAIRES MO REGION	902	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D P126-0003 2010/3	DECHETS CADRE DE VIE (AIR)	907	71 192,80
D P126-0003 2010/1	DECHETS CADRE DE VIE (AIR)	907	477 000,00
D P126-0003 2006/3	DECHETS/CADRE VIE ( dont air)	907	0,00
D P207-0001 2010/1	DEMATERIALISATION	900	0,00
D P140-0003 2010/1	DENSIFICATION DES POLES INTERMODAUX	905	350 000,00
D P112-0003 2010/1	DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI	902	8 148,00
D P205-0010 2018/1	DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI-DL	902	270 000,00
D P205-0001 2010/1	DEPOTS ET CAUTIONNEMENT PATRIMOINE	900	0,00
D P192-0011 2011/1	DEPOTS ET MARQUES	900	1 521,00
D P140-0022 2015/3	DEVELOPPEMENT DURABLE BIODIVERSITE ENVIRONNEMENT	905	85 000,00
D P203-0001 2016/1	DEVELOPPT OUTILS MULTIMEDIAS COMMUNICATION	900	200 000,00
D P150-0016 2011/1	DIVERS INVESTISSEMENT CULTURE	903	2 000,00
D P160-0012 2010/1	DIVERS INVESTISSEMENT DRR	908	50 000,00
D P151-0010 2016/1	DIVERS INVESTISSEMENT SPORT	903	18 443,00
D P140-0027 2016/1	ECOCITE ET WATERFRONT	905	170 000,00
D P130-0012 2006/1	EMPLOIS JEUNES	906	0,00
D P126-0002 2010/2	ENERGIE	907	0,00
D P126-0002 2010/4	ENERGIE (ETUDES ET RECHERCHES)	907	0,00
D P126-0002 2010/7	ENERGIE (FONDS DE GARANTIE)	907	0,00
D P126-0002 2010/5	ENERGIE (TRAVAUX EN MAITRISE D OUVRAGE)	907	0,00
D P208-0002 2011/6	ENERGIE - AIDE EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE	907	1 067 892,00
D P208-0002 2011/4	ENERGIE - ETUDES ET RECHERCHES EN MAITRISE OUVRAGE	907	202 899,48
D P208-0002 2011/8	ENERGIE - TRAVAUX EN MAITRISE D OUVRAGE	907	3 720 635,40
D P208-0002 2011/7	ENERGIE-AIDES CES PARTICULIERS	907	1 883 049,56
D P110-0002 2010/1	EQUIPEMENT DES LYCEES PRIVES	902	170 000,00
D P111-0002 2010/1	EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION UNIVERSITE	902	420 000,00
D P110-0006 2016/1	EQUIPEMENT INFORMATIQUE	902	100 000,00
D P150-0017 2011/1	EQUIPEMENT SALLE DE SPECTACLE	903	37 500,00
D P150-0013 2010/1	EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	903	0,00
D P112-0001 2010/1	EQUIPEMENTS DES CENTRES	902	1 629 608,00
D P198-0002 2010/1	EQUIPEMENTS INFORMATIQUES	900	2 087 921,24
D P110-0001 2010/1	EQUIPEMENTS LYCEES	902	7 700 000,00
D P110-0001 2010/4	EQUIPEMENTS RESTAURATION SCOLAIRE	902	300 000,00
D P150-0002 2010/1	EQUIPEMENTS STRUCTURES MUSEALE	903	235 000,00
D P110-0001 2010/6	EQUIPEMET DES EQUIPES MOBILES	902	141 000,00
D P140-0020 2015/1	ESPACES PUBLICS STRUCTURANTS	905	340 000,00
D P140-0034 2016/1	ETUDE CREATION COMPAGNIE LOW-COST	908	0,00
D P130-0002 2010/1	ETUDES A CARACTERE ECONOMIQUE MO REGION	906	400 000,00
D P133-0003 2010/1	ETUDES DANS LE DOMAINE DES TIC	905	0,00
D P150-0007 2010/1	ETUDES DE GRANDS PROJETS	903	150 000,00
D P197-0042 2016/1	ETUDES DIV BAT REGION MO	900	0,00
D P198-0001 2010/1	ETUDES INFORMATIQUES	900	647 346,76
D P130-0002 2020/3	ETUDES MO REGION-CPCB	906	30 000,00
D P130-0002 2018/2	ETUDES MO REGION-DIDN	906	633 000,00
D P140-0028 2016/1	ETUDES PROJET GLOBAL STRUCTURANT	905	0,00
D P165-0004 2011/1	ETUDES TEE MO REGION	908	100 000,00
D P133-0003 2011/2	ETUDES TIC	905	0,00
D P133-0018 2020/1	FINANCT OP°AMNGT NUM REGIE THD	905	840 000,00
D P140-0032 2016/1	FONCTIONNEMENT SGH	905	5 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D P130-0008 2010/1	FONDS DE CREDITS	906	1 500 000,00
D P140-0035 2016/1	FRAFU AMENAGEMENT	905	1 200 000,00
D P162-0002 2010/1	FRAIS DIVERS ROUTE DES TAMARINS	908	0,00
D P205-0007 2010/2	FRAIS INVESTISSEMENT DRR	908	150 000,00
D P133-0004 2010/1	FRDE INFRASTRUCTURE HAUT DEBIT EPCI	905	0,00
D P151-0009 2016/1	INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN	903	2 000,00
D P206-0001 2013/1	INTERVENTION PECSS - INVESTISSEMENT	904	98 964,00
D P206-0002 2020/1	INVESTISSEMENT - AIDES ALIMENTAIRES	904	100 000,00
D P196-0001 2010/1	INVESTISSEMENT CCEE	900	9 120,00
D P195-0001 2010/1	INVESTISSEMENT CESR	900	23 000,00
D P144-0001 2010/1	INVESTISSEMENT COOPERATION REGIONALE	900	0,00
D P140-0025 2015/1	INVESTISSEMENTS AEROPORTUAIRES	908	100 000,00
D P202-0001 2010/1	MATERIEL BUREAU GROUPE ELUS	900	46 534,00
D P192-0002 2010/1	MATERIEL DE BUREAU, MOBILIER ET TELEPHONIE	900	640 000,00
D P192-0005 2010/1	MATERIEL ET MOBILIER AGILE	900	20 000,00
D P192-0003 2010/1	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	900	400 000,00
D P126-0005 2010/1	MILIEUX AQUATIQUES	907	719 047,28
D P126-0004 2010/2	MILLIEUX TERRESTRES	907	245 619,43
D P197-0032 2010/1	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE	903	0,00
D P197-0031 2010/1	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE	902	2 200 000,00
D P197-0035 2010/1	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE BAT REGION	900	0,00
D P197-0036 2010/1	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE FORMATION	902	600 000,00
D P140-0029 2016/1	MISE EN OEUVRE DES PAVR	905	0,00
D P150-0027 2016/1	MISE EN TOURISME PATRIMOINE CULTUREL	903	80 000,00
D P197-0040 2013/1	MISSION SPLER-SPLA SUR BAT RE	900	0,00
D P163-0001 2008/1	NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL	908	0,00
D P163-0001 2010/1	NOUVELLE ROUTE LITTORAL	908	0,00
D P163-0002 2013/1	NRL - OPERATIONS CONNEXES	908	0,00
D P133-0005 2010/1	NTIC PRODUCTION AUDIOVISUELLE, MULTIMEDIA ET CINEMA ENTREPRISES	905	0,00
D P126-0015 2020/1	OBSERVATOIRE DES DECHETS	907	100 000,00
D P150-0008 2010/1	OEUVRES D ART REGION	903	20 000,00
D P199-0004 2019/1	ORGANISATION-SYSTEMES INFORMATIONS	900	400 000,00
D P140-0002 2010/1	ORGANISMES AMENAGEMENT	905	500 000,00
D P140-0017 2011/1	PART CAPITAL SOCIETE	905	0,00
D P130-0005 2018/2	PARTICIPATION AU CAPITAL SEM-DIDN	906	0,00
D P150-0025 2013/1	PARTICIPATION CAPITAL SEM	903	0,00
D P140-0037 2017/1	PARTICIPATION CAPITAL SEMATRA	906	0,00
D P208-0002 2013/9	PARTICIPATION SPL ENERGIE	907	0,00
D P112-0004 2015/1	PARTICIPATION SPL FORMATION & AUTRES SOCIETES	902	0,00
D P209-0006 2011/1	PATRIMOINE ACQUISITION BATIMENTS ADMINISTRATIFS	900	1 470 000,00
D P209-0007 2011/1	PATRIMOINE ACQUISITIONS FONCIERES DES LYCEES	902	0,00
D P209-0002 2011/1	PATRIMOINE AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A DISPOSITION	900	103 587,00
D P209-0003 2011/1	PATRIMOINE DEPOT ET CAUTIONNEMENT	900	0,00
D P209-0001 2011/2	PATRIMOINE MATERIEL DE BUREAU MOBILIER ET TELEPHONIE	900	0,00
D P120-0002 2010/1	PECHE PROGRAMME D INTERVENTIONS	906	0,00
D P130-0019 2018/1	PETITES ETUDES MO	906	0,00
D P140-0006 2010/1	PGRI	905	80 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D P160-0005 2010/1	PISTES FORESTIERES	908	100 000,00
D P160-0005 2006/1	PISTES FORESTIERES	908	0,00
D P160-0007 2006/1	PISTES RIVIERE DES GALETS	908	0,00
D P160-0017 2016/1	PISTES RIVIERE DES GALETS	908	150 000,00
D P210-0003 2011/1	PLAN DE RELANCE REGIONAL COMMUNES - AMENAGEMENT	905	0,00
D P210-0002 2011/1	PLAN DE RELANCE REGIONAL COMMUNES - EDUCATION	902	0,00
D P110-0005 2010/1	PLAN ORDINATEUR PORTABLE	902	5 500 000,00
D P210-0001 2011/1	PLAN RELANCE REGIONAL COMMUNES - CULTURE ET SPORT	903	0,00
D P210-0004 2016/1	PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - CULTURE ET SPORT	903	5 340 000,00
D P210-0005 2016/1	PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - EDUCATION	902	5 340 000,00
D P140-0030 2016/1	POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE	905	200 000,00
D P197-0039 2013/1	POLE REGIONAL MER	906	0,00
D P126-0012 2016/1	POTABILISATION	907	580 000,00
D P160-0003 2006/1	PROGRAMME REGIONAL ROUTES	908	0,00
D P160-0003 2010/1	PROGRAMME REGIONAL ROUTES	908	60 035 403,00
D P133-0006 2010/1	PROJET AUDIOVISUEL ASSOC ET PARTICULIERS	905	0,00
D P133-0009 2010/1	PROJET EN MAITRISE D OUVRAGE	905	7 097 534,00
D P210-0006 2017/1	PRR II - AMENAGEMENT BATIMENT	905	2 300 000,00
D P210-0007 2018/1	PRR II AIDES COMMUNES-POLITIQUE DE L EAU	907	2 000 000,00
D P126-0010 2012/1	RECHERCHE AGRONOMIQUE	906	1 333 046,02
D P199-0003 2010/1	REGIES D AVANCES	900	8 000,00
D P197-0005 2010/1	REHABILITATION ENERGIES	902	299 000,00
D P197-0003 2010/1	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION LYCEE	902	0,00
D P197-0003 2006/1	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION LYCEES MO	902	0,00
D P140-0019 2015/1	REHABILITATION LOGEMENTS SOCIAUX	905	0,00
D P150-0022 2013/1	REHABILITATION PATRIMOINE PROTEGEE	903	150 000,00
D P197-0044 2016/1	RENOVATION CONFORT THERMIQ LYC	902	25 200 000,00
D P151-0008 2016/1	RENOVATION EQUIPT SPORTIFS REGIONAUX	903	5 000,00
D P160-0018 2018/1	RESTAURATION PONT RIVIERE DE L EST	908	11 000 000,00
D P126-0013 2016/1	RETENUES COLINAIRES	907	0,00
D P150-0014 2010/1	REVALORISATION DU PATRIMOINE	903	0,00
D P162-0001 2006/1	ROUTE DES TAMARINS	908	0,00
D P165-0009 2020/1	RUN RAIL-ETUDES ET TRAVAUX	908	9 614 597,00
D P140-0001 2010/1	SAR	905	350 000,00
D P140-0023 2015/1	SEAS OI INFRASTRUCTURES	905	50 000,00
D P150-0026 2015/1	SERVICE REGIONAL DE L INVENTAIRE	903	40 000,00
D P204-006 2012/1	SIG - EQUIPEMENTS	905	0,00
D P204-001 2010/1	SIG-ACQUISITIONS DE DONNEES	905	20 000,00
D P204-004 2010/1	SIG-ANTENNE SATELITTE	905	200 000,00
D P204-005 2011/1	SIG-FRAIS ETUDE/RECHERCHES	905	0,00
D P160-0006 2006/1	SITE PROPRE VELO REGION	908	0,00
D P160-0016 2014/1	SMPRR - TRAVAUX ROUTIERS	908	2 200 000,00
D P140-0013 2012/1	SOLS /SS SOLS	907	150 000,00
D P111-0001 2010/1	SOUTIEN A LA RECHERCHE	902	1 700 000,00
D P140-0036 2017/1	SUBV DONNEES ORTHOPHOTOGRAPHIQUE	905	0,00
D P140-0033 2016/1	SUBV. SYNDICAT MIXTE DE PIERREFONDS	908	0,00
D P140-0038 2018/1	SUBVENTION ACCESSION LOGEMENT	905	0,00
D P160-0015 2014/1	SUBVENTION AU SMPRR	908	300 000,00
D P160-0008 2006/1	SUBVENTION AUX COMMUNES - TRAVAUX ROUTES NATIONALES	908	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D P160-0008 2010/1	SUBVENTION AUX COMMUNES TRAVAUX ROUTES NATIONALES	908	5 000 000,00
D P165-0007 2017/1	SUBVENTION AUX SMTR (STIR)	908	0,00
D P150-0024 2013/1	SUBVENTION LEADER < 23 k€	903	0,00
D P151-0001 2010/1	SUBVENTIONS CONSTRUCTIONS-RENOVATIONS	903	296 460,00
D P151-0003 2010/1	SUBVENTIONS D EQUIPEMENT DOMAINE SPORT	903	413 848,00
D P208-0002 2011/1	SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX COMMUNES ET EPCI	907	54 660,67
D P208-0002 2011/2	SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX ENTREPRISES	907	2 061 031,56
D P208-0002 2011/3	SUBVENTIONS ENERGIE-ETUDES RECHERCHES-AIDES ORG PUB	907	249 174,80
D P150-0006 2010/1	SUBVENTIONS EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES	903	574 228,00
D P150-0004 2010/1	SUBVENTIONS EQUIPEMENTS COMMUNES	903	100 000,00
D P150-0005 2010/1	SUBVENTIONS PROTECTION PATRIMOINE	903	40 000,00
D P197-0018 2006/1	SUBVENTIONS TRAVAUX DEPARTEMENT CITES MIXTES	902	0,00
D P197-0009 2010/1	SUBVENTIONS TRAVAUX SUR CENTRES DE FORMATION	902	200 000,00
D P165-0003 2011/1	TEE ACQUISITION MOBILIERS URBAINS	908	0,00
D P165-0005 2011/1	TEE DIVERS INVESTISSEMENTS	908	0,00
D P165-0001 2010/1	TEE SUBVENTIONS INFRASTRUCTURES EPCI	908	900 000,00
D P133-0002 2010/1	TIC - AIDES PROJETS PUBLICS	905	50 000,00
D P133-0007 2010/1	TIC AIDE A L INVESTISSEMENT DES ASSOCIATIONS	905	0,00
D P133-0001 2010/1	TIC-SOUTIEN A L INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES PRIVEES	905	0,00
D P197-0009 2006/1	TRAVAUX CENTRES DE FORMATION CONTINUE ( SUBVENTION)	902	0,00
D P197-0012 2006/1	TRAVAUX CNR MO REGION	903	0,00
D P197-0012 2010/1	TRAVAUX CNR MO REGION	903	200 000,00
D P197-0006 2010/1	TRAVAUX DE MAINTENANCE -SUBVENTIONS	902	2 000 000,00
D P197-0002 2010/1	TRAVAUX DE MAINTENANCE LYCEE	902	500 000,00
D P197-0002 2006/1	TRAVAUX DE MAINTENANCE MO REGION (LYCEES)	902	0,00
D P197-0005 2006/1	TRAVAUX DE REHABILITATION DES LYCEES MANDAT PAR DES SEM ET SPL	902	0,00
D P197-0023 2007/1	TRAVAUX DOMAINE AQUACOLE ARDA	907	0,00
D P197-0016 2010/1	TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS BATIMENTS	900	500 000,00
D P197-0016 2006/1	TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS BÂTIMENTS	900	0,00
D P165-0008 2019/1	TRAVAUX GARES ROUTIERES	908	0,00
D P197-0026 2010/1	TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES	903	350 000,00
D P150-0010 2010/1	TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES	903	50 000,00
D P150-0010 2006/1	TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES	903	0,00
D P197-0027 2010/1	TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES PAR DES SEM	903	0,00
D P197-0014 2006/1	TRAVAUX SUR LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL	903	0,00
D P197-0008 2010/1	TRAVAUX SUR LES CENTRES	902	0,00
D P197-0008 2006/1	TRAVAUX SUR LES CENTRES FORMATION PAR DES SEM	902	0,00
D P197-0013 2006/1	TRAVAUX SUR LES STRUCTURES MUSEALES MO REGION	903	0,00
D P197-0026 2008/1	TRAVAUX SUR STRUCTURES MUSEALES SUR BIENS MIS A DISPOSITION	903	0,00
D P197-0041 2016/1	TRAVX MAINTENANC BAT MO REGION	900	100 000,00
D P197-0043 2016/1	TRAVX MAINTENANC CENTRES MO	902	46 500,00
D P197-0045 2016/1	TRAVX MAINTENANCE EPS MO	903	0,00
D P133-0017 2015/1	TRES HAUT DEBIT ET AMENAGEMENT NUMERIQUE INVESTISSEMENT	905	0,00
D P160-0006 2010/1	VOIE VELO REGIONALE	908	2 500 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>231 130 362,00</b>

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
----------------------------------	-----	------



**TOTAL GENERAL**

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**PRESENTATION DES AE VOTEES**

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D A134-0012 2019/1	ACCOMPAGNEMENT AIDE FRAIS DE VIE	934	0,00
D A192-0046 2012/1	ACHAT D ETUDES	930	0,00
D A192-0032 2010/1	ACHATS D ETUDES	930	17 000,00
D A144-0004 2010/3	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	930	0,00
D A150-0008 2010/1	ACQUISITION D OUVRAGE CULTURE	933	10,00
D A202-0008 2010/1	ACQUISITION DE PETITS MATERIELS	944	3 539,00
D A203-0002 2014/2	ACTION PROMOTION EUROPE	930	200 000,00
D A203-0003 2016/1	ACTION PROMOTION INTERREG	930	55 000,00
D A140-0031 2019/1	ACTIONS DE COMMUNICATION	935	0,00
D A110-0013 2015/1	ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	932	0,00
D A206-0004 2012/1	ACTIONS SANITAIRES ET SOCIALES	934	150 000,00
D A140-0026 2018/1	ACTIONS TRANSVERSALES	935	7 000,00
D A140-0014 2010/1	ACTIONS TRANSVERSALES	935	0,00
D A140-0028 2018/1	ACTIONS TRANSVERSALES	935	15 000,00
D A192-0014 2010/1	ADMINISTRATION GENERALE - FOURNITURES	930	0,00
D A145-0001 2010/1	AFFAIRES EUROPEENNES - COTISATIONS	930	0,00
D A145-0002 2010/1	AFFAIRES EUROPEENNES - FRAIS DIVERS	930	0,00
D A192-0018 2010/1	AFFRANCHISSEMENT, FRET ET TRANSPORT	930	13 000,00
D A126-0001 2010/4	AGENDA 21	937	0,00
D A112-0013 2012/1	AIDE A L EMPLOI APPRENTISSAGE	932	1 300 000,00
D A130-0003 2010/1	AIDE A LA PROMOTION TOURISTIQUE	936	9 375 568,00
D A151-0002 2006/1	AIDE INDIVIDUELLE (BOURSES-BILLETS) - SPORT	933	0,00
D A151-0002 2010/1	AIDE INDIVIDUELLE (BOURSES-BILLETS) SPORT	933	200 000,00
D A130-0002 2010/1	AIDES A L ANIMATION ECONOMIQUE	936	8 101 000,00
D A130-0002 2020/3	AIDES A L ANIMATION-CPCB	936	410 000,00
D A130-0002 2018/2	AIDES A L ANIMATION-DIDN	936	1 662 000,00
D A134-0002 2010/1	AIDES A LA MOBILITE EDUCATIVE	932	3 400 000,00
D A206-0001 2010/1	AIDES ASSOCIATIONS MEDICALES ET MEDICO-SOCIALES	934	107 000,00
D A150-0023 2011/1	AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL	933	100 000,00
D A111-0001 2010/1	AIDES EN FAVEUR ETUDIANTS	932	1 894 000,00
D A134-0001 2010/1	AIDES MOBILITE PROFESSIONNELLE	932	9 895 184,00
D A133-0015 2015/1	AMENAGEMENT NUMERIQUE FONCTIONNEMENT	935	750 000,00
D A112-0002 2010/1	APPRENTISSAGE	932	1 000 000,00
D A112-0021 2017/1	APPRENTISSAGE MARCHES	932	0,00
D A192-0025 2010/1	ASSISTANCE AUDIOVISUELLE	930	5 000,00
D A140-0019 2015/1	ASSOCIATION SEAS OI ET MAINTENANCE SIG	935	60 000,00
D A192-0028 2010/1	AUTRES FOURNITURES	930	0,00
D A192-0034 2010/1	AUTRES FOURNITURES	930	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D A202-0003 2010/1	AUTRES PARTICIPATION CR	930	85 000,00
D A112-0008 2010/1	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	932	300 000,00
D A192-0041 2010/1	BATIMENT ADMINISTRATIF FOURNITURES ENTREPRISES	930	10 000,00
D A111-0005 2010/1	BOURSE REUSSITE ETUDIANT	932	2 500 000,00
D A112-0006 2006/1	BOURSES - AIDE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE	932	0,00
D A112-0006 2010/1	BOURSES - AIDES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE	932	3 200 000,00
D A150-0006 2010/2	BOURSES INDIVIDUELLES	933	0,00
D A201-0001 2010/1	BUDEGT FRAIS CONSULTATION ET AUDIT	930	622 250,00
D A120-0003 2010/1	CAISSE CHOMAGE INTEMPERIES	936	91 800,00
D A130-0016 2012/1	CARBURANT - INTERVENTION REGION	936	0,00
D A192-0004 2010/1	CARBURANTS	930	300 000,00
D A151-0009 2019/1	CLASSES DECOUVERTES	932	0,00
D A206-0009 2017/1	CLASSES TRANSPLANTEES	934	100 000,00
D A126-0013 2012/1	COMMUNICATION ENVIRONNEMENT	937	50 000,00
D A203-0004 2019/1	COMMUNICATION	930	3 997 388,00
D A134-0009 2013/1	COMMUNICATION CONTINUITE TERRITORIALE	938	0,00
D A130-0017 2013/1	COMMUNICATION ECONOMIE	936	0,00
D A110-0011 2013/1	COMMUNICATION EDUCATION	932	0,00
D A206-0006 2013/1	COMMUNICATION EGALITE DES CHANCES	934	0,00
D A162-0004 2010/1	COMMUNICATION ROUTE DES TAMARINS	938	0,00
D A165-0006 2013/1	COMMUNICATION TEE	938	50 000,00
D A165-0004 2011/1	COMMUNICATION TEE	938	0,00
D A150-0033 2017/1	CONNAIS,ENTRET,PRESERV°PAT NAT	933	10,00
D A110-0016 2016/1	CONNEX° INTERNET FAMILLES MODESTES	932	350 000,00
D A130-0007 2010/1	CONTINUITE TERRITORIALE	938	0,00
D A192-0042 2010/1	CONVENTION DE TRANSACTION	938	0,00
D A140-0018 2015/1	COOPERATION	935	0,00
D A112-0016 2012/1	CUI TRAJECTOIRE	932	0,00
D A126-0003 2010/1	DECHET CADRE DE VIE (AIR)	937	178 600,00
D A207-0001 2010/1	DEMATERIALISATION	930	0,00
D A120-0004 2010/1	DETAXE GAZOLE	936	0,00
D A130-0001 2010/2	DISPOSITIF DE CONGE SOLIDARITE	936	0,00
D A192-0037 2010/1	DIVERS AUTRES PRESTATIONS	930	70 000,00
D A150-0020 2011/1	DIVERS MANIFESTATIONS CULTURELLES	933	260 000,00
D A144-0004 2010/5	DIVERS TRANSPORT DE BIENS ET TRANSPORT COLLECTIF	930	0,00
D A202-0009 2010/1	DOCUMENTATION GENERALE	944	11 486,00
D A193-0001 2010/1	DOCUMENTATION GENERALE	930	103 447,01
D A193-0001 2010/2	DOCUMENTATION GENERALE DRR	938	0,00
D A133-0009 2011/2	DOCUMENTATION TIC	935	17 784,59
D A140-0023 2016/1	ECOCITE ET WATERFRONT	935	105 000,00
D A130-0009 2010/1	ECONOMIE ALTERNATIVE	936	2 444 500,00
D A150-0021 2011/1	EDUCATION PATRIMONIALE	933	0,00
D A130-0021 2019/1	EMPLOIS AIDES	936	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D A130-0019 2013/1	EMPLOIS D AVENIR	936	0,00
D A126-0008 2010/1	EMPLOIS VERTS	937	0,00
D A208-0001 2011/1	ENERGIE	937	287 500,00
D A208-0001 2011/2	ENERGIE	937	151 000,00
D A192-0040 2010/1	ENTRETIEN DE JARDINS	930	17 000,00
D A192-0030 2010/1	ENTRETIEN DE VEHICULES	930	30 000,00
D A192-0005 2010/1	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	930	965 000,00
D A160-0001 2010/1	ENTRETIEN ESP VERTS - ROUTES	938	0,00
D A192-0006 2010/1	ENTRETIEN ET REPARATION MATERIEL	930	270 000,00
D A160-0006 2010/1	ENTRETIEN ET REPARATION VOIES ET RESEAUX	938	0,00
D A140-0012 2010/1	ESPACES RURALES - SUBVENTIONS STRUCTURES	935	188 500,00
D A150-0010 2006/1	ETUDE DE REPRESENTATION DU CREOLE	933	0,00
D A150-0019 2011/1	ETUDES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE	933	10,00
D A206-0008 2013/1	ETUDES ET AUDIT EGALITE DES CHANCES	934	40 000,00
D A151-0004 2010/1	ETUDES LIEES AU SPORT	933	22 000,00
D A126-0008 2010/2	EV FRAIS GESTION ASP	937	150 000,00
D A126-0008 2017/4	EV PLAN RAVINE	937	0,00
D A126-0008 2017/3	EV PLATEFORME	937	0,00
D A165-0010 2019/1	EXPLOITATION POLES D ECHANGES	938	67 840,00
D A150-0002 2010/1	FONCTIONNEMENT AUTRES ORGANISMES CULTURELLES	933	50 000,00
D A212-0001 2020/1	FONCTIONNEMENT CCC-CDJ	930	95 500,00
D A196-0001 2010/1	FONCTIONNEMENT CCEE	930	74 859,00
D A195-0001 2010/1	FONCTIONNEMENT CESR	930	141 787,00
D A165-0011 2020/1	FONCTIONNEMENT CO-VOITURAGE	938	50 000,00
D A150-0001 2010/1	FONCTIONNEMENT CRR	933	525 000,00
D A110-0001 2010/1	FONCTIONNEMENT DES LYCEES	932	15 683 404,00
D A150-0012 2010/1	FONCTIONNEMENT EPCC/PRMA	933	366 000,00
D A150-0003 2010/1	FONCTIONNEMENT MCUR	933	0,00
D A150-0027 2013/1	FONCTIONNEMENT SALLE DE DIFFUSION	933	828 000,00
D A150-0029 2013/1	FONCTIONNEMENT SALLE DE SPECTA	933	140 000,00
D A150-0005 2010/1	FONCTIONNEMENT STRUCTURES MUSEALES	933	3 312 000,00
D A130-0015 2011/1	FONDS DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA ROUTE	936	900 000,00
D A150-0017 2011/1	FORMATION MEDiateur PATRIMOINE	933	0,00
D A112-0001 2010/1	FORMATION PROFESSIONNELLE	932	19 976 320,00
D A112-0020 2017/1	FORMATION PROFESSIONNELLE MARCHES	932	13 170 000,00
D A192-0027 2010/1	FOURNITURE DE BUREAU (PAPIE/TONER)	930	75 000,00
D A192-0007 2010/1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES ET DIVERS	930	30 000,00
D A192-0036 2010/1	FOURNITURES CONSOMMEES	930	15 000,00
D A202-0005 2010/1	FOURNITURES DE BUREAU	944	17 232,00
D A198-0002 2010/1	FOURNITURES INFORMATIQUES	930	111 156,66
D A091-0001 2010/1	FRAIS ANNEXES	930	2 752 900,00
D A091-0004 2010/1	FRAIS ANNEXES TOS	932	132 000,00
D A192-0019 2010/1	FRAIS D ACTES ET DE CONTENTIEUX	930	470 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D A110-0007 2010/1	FRAIS D ETUDE EDUCATION	932	49 000,00
D A110-0014 2015/1	FRAIS D ETUDES	932	0,00
D A150-0007 2010/1	FRAIS D INSERTION CULTURE	933	10,00
D A202-0006 2010/1	FRAIS D INSERTION ET D IMPRESSION	944	1 150,00
D A144-0004 2010/2	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	930	0,00
D A144-0005 2010/1	FRAIS DE CONSULTATION ET AUDIT	930	0,00
D A192-0003 2010/1	FRAIS DE FONCTIONNEMENT AGILE	930	10 500,00
D A205-0012 2010/2	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DRR	938	600 000,00
D A091-0003 2010/1	FRAIS DE FORMATION ET ANNEXE	930	552 000,00
D A192-0016 2010/1	FRAIS DE GARDIENNAGE	930	1 680 000,00
D A091-0006 2010/1	FRAIS DE GESTION CDG	930	0,00
D A150-0011 2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS	933	100 000,00
D A160-0005 2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS EAD	938	50 000,00
D A130-0011 2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS ECONOMIE	936	486 046,00
D A110-0004 2010/1	FRAIS DE GESTION DIVERS EDUCATION	932	25 000,00
D A134-0004 2010/1	FRAIS DE GESTION ET CONSULTATION MOBILITE EDUCATIVE	932	0,00
D A151-0005 2010/1	FRAIS DE GESTION SPORT	933	150 000,00
D A198-0004 2010/1	FRAIS DE PTT (INTERCONNEXIONS ET INTERNET)	930	163 025,37
D A192-0020 2010/1	FRAIS DE RECEPTION	930	40 000,00
D A202-0007 2010/1	FRAIS DE TELEPHONE ET D INTERNET	944	34 464,00
D A165-0003 2011/1	FRAIS DIVERS - COMMUNICATION	938	0,00
D A197-0006 2012/1	FRAIS DIVERS BATIMENT	930	40 000,00
D A206-0013 2020/1	FRAIS DIVERS COHESION TERRITORIALE	934	10 000,00
D A112-0018 2014/1	FRAIS DIVERS CPOI	932	176 972,00
D A192-0045 2010/1	FRAIS DIVERS DAJM	930	0,00
D A126-0012 2010/1	FRAIS DIVERS DE GESTION DEC	937	0,00
D A126-0016 2018/1	FRAIS DIVERS EMPLOIS VERTS	937	10 000,00
D A208-0002 2011/1	FRAIS DIVERS ENERGIE	937	15 000,00
D A126-0011 2010/1	FRAIS DIVERS ENV	937	10 000,00
D A160-0002 2010/1	FRAIS DIVERS ESPACES VERTS	938	0,00
D A145-0003 2010/1	FRAIS DIVERS EUROPE	930	118 219,00
D A163-0001 2011/1	FRAIS DIVERS NRL	938	504 339,00
D A205-0016 2020/1	FRAIS DIVERS RUP	930	40 000,00
D A206-0014 2020/1	FRAIS DIVERS SANTE	934	10 000,00
D A160-0007 2010/1	FRAIS DIVERS SERVICE DRR	938	50 000,00
D A206-0007 2013/1	FRAIS DIVERS POLE EGALITE DES CHANCES	934	60 000,00
D A198-0001 2010/1	FRAIS ENTRETIEN INFORMATIQUE	930	518 717,09
D A205-0014 2019/1	FRAIS FONCTIONNEMENT CPOI-DL	932	450 353,00
D A205-0015 2019/1	FRAIS FONCTIONNEMENT CRR-DL	933	181 600,00
D A130-0011 2020/3	FRAIS GESTION DIVERS-CPCB	936	30 000,00
D A130-0011 2018/2	FRAIS GESTION DIVERS-DIDN	936	160 000,00
D A112-0007 2010/1	FRAIS IMPRESSION ET INSERTION	932	0,00
D A198-0005 2010/1	FRAIS INFORMATIQUE DRR	938	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D A202-0002 2010/1	FRAIS MISSION ET FORMATION	930	191 248,00
D A192-0017 2013/2	FRAIS TELECOMMUNICATION DRR	938	0,00
D A192-0017 2010/1	FRAISTELECOMMUNICATION (TELEPHONIE FIXE ET MOBILE)	930	333 460,99
D A126-0014 2012/1	GAZ-INTERVENTION REGION	936	0,00
D A140-0027 2018/1	GIP COMPENSATION AGRICOLE	935	9 000,00
D A140-0017 2015/1	GOUVERNANCE DES HAUTS	935	42 500,00
D A192-0033 2010/1	HABILLEMENT	930	0,00
D A198-0006 2011/1	HEBERGEMENT SITE INTERNET	930	12 621,01
D A192-0013 2010/1	HONORAIRES ET ACHATS D ETUDES	930	732 304,00
D A205-0013 2010/1	IMPRESSION ET INSERTION	930	10 000,00
D A192-0015 2010/1	IMPRESSIONS ET INSERTIONS	930	151 750,00
D A202-0001 2010/1	INDEMNITES ELUS	930	0,00
D A091-0002 2010/1	INDEMNITES KILOMETRIQUES	933	0,00
D A151-0008 2016/1	INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN	933	1 000,00
D A150-0015 2010/1	INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE	933	80 000,00
D A150-0034 2018/1	IOMMA	933	100 000,00
D A192-0010 2010/1	LOCATION DE MATERIELS	930	32 000,00
D A192-0029 2010/1	LOCATION DE MATERIELS DE TRANSPORT	930	10 000,00
D A133-0005 2010/1	LOCATION PORTAIL CYBERCASES	935	0,00
D A206-0002 2012/1	LUTTE CONTRE L ILLETTRISME	934	600 000,00
D A198-0007 2011/2	MAINTENANCE DES AUTOCOMS	930	9 465,75
D A192-0005 2012/2	MAINTENANCE DES BATIMENTS	930	100 000,00
D A145-0004 2010/1	MAITRE D OEUVRE REGION	936	0,00
D A150-0018 2011/1	MANIFESTATIONS CULTURELLES	933	0,00
D A110-0003 2010/1	MANUELS SCOLAIRES	932	2 300 000,00
D A206-0012 2020/1	MESURE ACCOMPAGNEMENT COHESION TERRITORIALE	934	90 000,00
D A134-0008 2012/1	MESURE ACCOMPAGNEMENT MOBILITE	932	35 000,00
D A110-0002 2010/1	MESURE ACCOMPAGNEMENT SECONDAIRE	932	397 000,00
D A206-0005 2012/1	MESURE D ACCOMPAGNEMENT	934	100 000,00
D A112-0003 2010/1	MESURE D ACCOMPAGNEMENT	932	3 300 000,00
D A111-0002 2010/1	MESURES ACCOMPAGNEMENT SUPERIEUR	932	2 304 000,00
D A160-0004 2010/1	MESURES D ACCOMPAGNEMENT	938	100 000,00
D A206-0010 2017/1	MESURES D INTERET GENERAL	934	150 000,00
D A126-0005 2010/1	MILLIEUX AQUATIQUES	937	1 197 887,00
D A126-0004 2012/1	MILLIEUX TERRESTRES	937	37 500,00
D A195-0002 2007/1	MISSION APE	930	0,00
D A144-0006 2017/1	OPERATIONS MAITRISE OUVRAGE INTERREG	930	25 000,00
D A112-0025 2019/1	PACTE MARCHES	932	0,00
D A112-0026 2019/1	PACTE REMUNERATION STAGIAIRES	932	0,00
D A112-0024 2019/1	PACTE SUBVENTIONS	932	0,00
D A144-0001 2010/1	PARTICIPATION A DES ACTIONS DE COOPERATION REGIONALE	930	530 000,00
D A160-0009 2014/1	PARTICIPATION AU SMPRR	938	1 800 000,00
D A140-0003 2010/1	PARTICIPATION SYNDICATS MIXTES	935	242 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D A205-0001 2010/1	PATRIMOINE - EAU	930	102 094,43
D A205-0002 2010/1	PATRIMOINE - ELECTRICITE	930	64 908,18
D A209-0004 2011/1	PATRIMOINE ASSURANCES	930	10 400,00
D A209-0002 2011/1	PATRIMOINE DIVERS AUTRES PRESTATIONS	930	300,00
D A209-0006 2011/1	PATRIMOINE ETUDES ET PRESTATIONS	930	90 000,00
D A209-0005 2011/1	PATRIMOINE HONORAIRES	930	0,00
D A209-0003 2011/1	PATRIMOINE LOCATIONS DE BATIMENTS	930	990 944,00
D A209-0007 2011/1	PATRIMOINE TRANSPORTS DE BIENS	930	0,00
D A205-0006 2010/1	PATRIMOINE-ASSURANCES	930	200 000,00
D A205-0008 2010/1	PATRIMOINE-ETUDES ET PRESTATIONS	930	0,00
D A205-0007 2010/1	PATRIMOINE-HONORAIRES	930	0,00
D A205-0005 2010/1	PATRIMOINE-LOCATION DE BATIMENTS	930	0,00
D A205-0003 2010/1	PATRIMOINE-TELEPHONE	930	0,00
D A205-0009 2010/1	PATRIMOINE-TRANSPORTS DE BIENS	930	0,00
D A126-0017 2019/1	PEC	937	7 490 793,00
D A091-0005 2010/1	PERSONNEL DDE	938	25 500,00
D A112-0014 2012/1	PETIT EQUIPEMENT DES APPRENTIS	932	0,00
D A112-0022 2018/1	PLAN INVESTISSEMENT DANS COMPETENCE-SUBV	932	0,00
D A112-0023 2018/1	PLAN INVESTISSEMT DS COMPETENCE-MARCHE	932	0,00
D A165-0007 2017/1	PLAN REGIONAL VELO	938	70 000,00
D A140-0024 2016/1	POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE	935	20 000,00
D A150-0014 2010/1	POLE REGIONAL DE LITTERATURE ET DIVERSITE LINGUISTIQUE	933	0,00
D A150-0024 2012/1	POLE REGIONAL LITTERATURE ET DIVERSITE LINGUISTIQUE	933	28 000,00
D A206-0011 2018/1	POLITIQUE DE LA VILLE	934	200 000,00
D A165-0002 2011/1	POLITIQUE TRANSPORT	938	0,00
D A150-0026 2013/1	PRESTATION SREA	933	0,00
D A193-0002 2012/1	PRESTATIONS ARCHIVES	930	74 102,44
D A212-0002 2020/1	PREST°STRATEGIE CONSEIL CITOYENNE	930	50 000,00
D A130-0013 2010/1	PRIME REGIONALE A L EMPLOI < 23 k€	936	300 000,00
D A130-006 2010/1	PRIME REGIONALE A L EMPLOI ECONOMIE	936	200 000,00
D A192-0035 2010/1	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	930	0,00
D A140-0016 2013/1	PROJET LEADER	935	200 000,00
D A145-0006 2013/1	PROJET NET BIOM CSA	936	0,00
D A150-0009 2010/1	PROMOTION CULTURE A L EXPORT	933	10,00
D A130-0004 2011/1	PROMOTION EXPORT	936	107 849,00
D A130-0004 2018/2	PROMOTION EXPORT-DEIE	936	333 503,00
D A130-0012 2010/1	PROMOTION EXPORTATION < 23K€	936	160 000,00
D A130-0012 2018/2	PROMOT°EXPORTAT°< 23K€-DEIE	936	518 000,00
D A203-0005 2019/1	PROTOCOLE	930	67 048,00
D A203-0001 2010/1	RECEPTION ET COMMUNICATION	930	212 000,00
D A199-0004 2010/1	REGIES D AVANCES	930	90 000,48
D A112-0004 2010/1	REMUNERATION DES STAGIAIRES	932	3 125 000,00
D A160-0008 2011/1	RESEAUX ET ESPACES VERTS	938	2 025 500,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	
Numéro	Libellé		
D A126-0015 2017/1	RISQUES NATURELS	937	0,00
D A162-0003 2007/1	ROUTE DES TAMARINS - INDEMNITES RETARDS DE TRAVAUX	938	0,00
D A162-0002 2010/1	RT FRAIS DIVERS DE GESTION	938	0,00
D A140-0001 2010/1	SAR	935	0,00
D A140-0030 2019/1	SAR	935	108 000,00
D A150-0032 2015/1	SCHEMA ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET FORMATION CULTURE	933	250 000,00
D A140-0032 2019/1	SCHEMA REGIONAL MUTUALISAT° OUVERTURE INFORM° GEOGRAPHIQUE	935	0,00
D A126-0007 2010/1	SENSIBILISATION	937	20 000,00
D A144-0004 2010/4	SERVICES EXTERIEURS - FRAIS DIVERS	930	10 678,00
D A140-0029 2018/1	SIG - MAINTENANCE/ MISE A JOUR LOGICIELS	935	21 000,00
D A140-0025 2016/1	SIG FONCTIONNEMENT PIEGEO	935	0,00
D A204-004 2010/1	SIG-ANTENNE SATELITTE	935	0,00
D A161-0004 2007/1	SOUTIEN AU COVOITURAGE	938	0,00
D A130-0005 2010/1	SOUTIEN LOGISTIQUE AUX ENTREPRISES	936	0,00
D A133-0002 2011/2	SOUTIEN ORGANISMES TIC	935	0,00
D A150-0006 2010/1	SUBV FORMATION CULTURE	933	0,00
D A144-0002 2010/3	SUBVENTION A DES ORGANISMES PUBLICS DIVERS	930	720 000,00
D A151-0003 2010/1	SUBVENTION CREPS	933	86 000,00
D A151-0001 2010/1	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT	933	1 930 137,00
D A150-0025 2013/1	SUBVENTION FONCTIONNEMENT PATRIMOINE	933	40 000,00
D A150-0030 2013/1	SUBVENTION LEADER < 23 k€	933	0,00
D A110-0008 2010/1	SUBVENTION TOS PRIVEE	932	1 123 500,00
D A150-0004 2006/2	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES	933	0,00
D A150-0004 2010/1	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES	933	140 294,00
D A150-0022 2011/1	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS LEADER	933	0,00
D A133-0013 2010/1	SURCOUT DU HAUT DEBIT	935	0,00
D A133-0013 2007/1	SURCOUT DU HAUT DEBIT INTERNATIONAL	935	0,00
D A165-0005 2011/1	TEE DIVERS FONCTIONNEMENT	938	112 000,00
D A133-0006 2006/1	TIC - ATTRIBUTION PRIX IKRE	935	0,00
D A133-0008 2010/1	TIC - CATALOGUES E T PUBLICATION	935	0,00
D A133-0003 2010/1	TIC - COLLOQUES ET SEMINAIRES	935	0,00
D A133-0009 2010/1	TIC - DOCUMENTATION GENERALE	935	0,00
D A133-0011 2010/1	TIC -PRESTATIONS DE SERVICES	935	0,00
D A133-0010 2010/1	TIC- CONSULTATION ET AUDIT	935	0,00
D A133-0002 2010/1	TIC- SOUTIEN AUX ORGANISMES	935	0,00
D A133-0016 2019/1	TOURISME NUMERIQUE-FONCTIONNEMENT	935	80 000,00
D A133-0014 2015/1	TRES HAUT DEBIT	935	0,00
D A110-0015 2016/1	VALORISATION RESTO SCOLAIRE	932	50 000,00
D A151-0007 2011/1	VIE ASSOCIATIVE	933	1 000,00
D A110-0012 2013/1	VOYAGES PEDAGOGIQUES	932	45 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>157 516 269,00</b>

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	600 000,00
----------------------------------	-----	------------



**TOTAL GENERAL**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS**

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
<b>AP VOTEES</b>	<b>6 266 191 329,51</b>		<b>0,00</b>	<b>231 130 362,00</b>	<b>231 130 362,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>AE VOTEES</b>	<b>2 889 748 653,27</b>		<b>0,00</b>	<b>158 116 269,00</b>	<b>158 116 269,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	1 475 393,00		0,00	600 000,00	600 000,00
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>862 179 267,00</b>	<b>0,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>
90 Opérations ventilées	528 665 652,00	0,00	336 187 475,00	336 187 475,00	336 187 475,00
- en AP/CP (2)	525 383 611,36	0,00	336 187 475,00	336 187 475,00	336 187 475,00
- hors AP/CP (2)	3 282 040,64	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	1 930 000,00	0,00	2 380 000,00	2 380 000,00	2 380 000,00
92 Opérations non ventilées	333 513 615,00	0,00	404 182 323,00	404 182 323,00	404 182 323,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>862 179 267,00</b>	<b>0,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>
90 Opérations ventilées	172 893 036,00	0,00	119 829 560,00	119 829 560,00	119 829 560,00
- Recettes affectées	172 323 036,00	0,00	117 629 560,00	117 629 560,00	117 629 560,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	570 000,00	0,00	2 200 000,00	2 200 000,00	2 200 000,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	559 238 428,00	0,00	508 684 536,00	508 684 536,00	508 684 536,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	3 300 000,00	0,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
951 Virement de la section de fonctionnement	126 747 803,00		110 655 702,00	110 655 702,00	110 655 702,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>749 341 386,00</b>	<b>0,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>
93 Services ventilés	460 876 804,20	0,00	387 692 298,20	387 692 298,20	387 692 298,20
- en AE/CP	280 529 453,14	0,00	213 047 075,92	213 047 075,92	213 047 075,92
- hors AE/CP	180 347 351,06	0,00	174 645 222,28	174 645 222,28	174 645 222,28
94 Services communs non ventilés	161 716 778,80	0,00	159 553 452,80	159 553 452,80	159 553 452,80
953 Virement à la section d'investissement	126 747 803,00		110 655 702,00	110 655 702,00	110 655 702,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>749 341 386,00</b>	<b>0,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>
93 Services ventilés	153 198 290,00	0,00	62 303 530,00	62 303 530,00	62 303 530,00
94 Services communs non ventilés	596 143 096,00	0,00	595 597 923,00	595 597 923,00	595 597 923,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)**

**C**

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>8 100 414,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 844 256,00</b>	<b>11 899 479,00</b>	<b>198 964,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
<b>AE VOTEES</b>	<b>667 871,00</b>	<b>18 509 074,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>86 181 733,00</b>	<b>8 891 081,00</b>	<b>1 617 000,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	600 000,00						
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>404 182 323,00</b>	<b>9 405 020,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 612 335,00</b>	<b>17 129 556,00</b>	<b>203 646,00</b>
90 Opérations ventilées		9 405 020,00	0,00	0,00	64 612 335,00	17 129 556,00	203 646,00
- en AP/CP (2)		9 405 020,00	0,00	0,00	64 612 335,00	17 129 556,00	203 646,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	404 182 323,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>620 540 238,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 785 460,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	55 785 460,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	55 785 460,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	508 684 536,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	1 200 000,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	110 655 702,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>270 209 154,80</b>	<b>90 927 253,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>152 509 197,00</b>	<b>17 621 787,00</b>	<b>1 903 500,00</b>
93 Services ventilés		90 927 253,08	0,00	0,00	152 509 197,00	17 621 787,00	1 903 500,00
- en AE/CP		19 229 902,80	0,00	0,00	96 160 197,00	11 299 787,00	1 903 500,00
- hors AE/CP		71 697 350,28	0,00	0,00	56 349 000,00	6 322 000,00	0,00
94 Services communs non ventilés	159 553 452,80						

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Culture, jeunesse, jeux, sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
953 Virement à la section d'investissement	110 655 702,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>595 597 923,00</b>	<b>45 767 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 528 080,00</b>	<b>665 000,00</b>	<b>0,00</b>
93 Services ventilés		45 767 000,00	0,00	0,00	14 528 080,00	665 000,00	0,00
94 Services communs non ventilés	595 597 923,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)**

**II**  
**C**

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
<b>AP VOTEES</b>		0,00	21 977 534,00	26 927 512,02	13 582 202,98	92 600 000,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
<b>AE VOTEES</b>	0,00	0,00	1 865 784,59	25 280 266,00	9 598 280,00	5 505 179,00	
Dont dépenses imprévues (952)							
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		0,00	22 158 000,00	23 705 830,06	12 083 087,94	186 890 000,00	
90 Opérations ventilées		0,00	22 158 000,00	23 705 830,06	12 083 087,94	186 890 000,00	
- en AP/CP (2)		0,00	22 158 000,00	23 705 830,06	12 083 087,94	186 890 000,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		0,00	0,00	1 174 100,00	3 370 000,00	59 500 000,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	1 174 100,00	3 370 000,00	59 500 000,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	1 174 100,00	3 370 000,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	0,00	0,00	1 808 145,21	19 146 357,91	9 117 507,00	94 658 551,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	1 808 145,21	19 146 357,91	9 117 507,00	94 658 551,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	1 807 145,21	19 146 357,91	9 117 507,00	54 382 679,00	
- hors AE/CP	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	40 275 872,00	

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>161 000,00</b>	<b>322 450,00</b>	<b>0,00</b>	<b>860 000,00</b>	
93 Services ventilés	0,00	0,00	161 000,00	322 450,00	0,00	860 000,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT**

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>90 Opérations ventilées</b>	<b>336 187 475,00</b>	<b>119 829 560,00</b>
900 Services généraux	9 405 020,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	64 612 335,00	55 785 460,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	17 129 556,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	203 646,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	22 158 000,00	0,00
906 Action économique	23 705 830,06	1 174 100,00
907 Environnement	12 083 087,94	3 370 000,00
908 Transports	186 890 000,00	59 500 000,00
909 Fonction en réserve		
<b>92 Opérations non ventilées</b>	<b>60 000 000,00</b>	<b>165 794 704,00</b>
921 Taxes non affectées	0,00	2 800 000,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	30 000 000,00
923 Dettes et autres opérations financières	60 000 000,00	132 994 704,00
<b>95 Chapitres de prévision sans réalisation</b>		<b>1 200 000,00</b>
954 Produit des cessions d'immobilisations		1 200 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>396 187 475,00</b>	<b>286 824 264,00</b>


**OPERATIONS D'ORDRE**

925 Opérations patrimoniales	210 000 000,00	210 000 000,00
926 Transferts entre les sections (2)	134 182 323,00	132 889 832,00
951 Virement de la section de fonctionnement		110 655 702,00
<b>TOTAL</b>	<b>344 182 323,00</b>	<b>453 545 534,00</b>

**AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :..... 109 363 211,00**

001 Solde exécution invest. reporté (3)	0,00	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		0,00

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	I + III + V	<b>740 369 798,00</b>	II + IV + VI + VII
----------------------------	-------------	-----------------------	--------------------

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020 40 369 
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT**

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**


CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>93 Services ventilés</b>	<b>387 692 298,20</b>	<b>62 303 530,00</b>
930 Services généraux	90 927 253,08	45 767 000,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	152 509 197,00	14 528 080,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	17 621 787,00	665 000,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	1 903 500,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	1 808 145,21	161 000,00
936 Action économique	19 146 357,91	322 450,00
937 Environnement	9 117 507,00	0,00
938 Transports	94 658 551,00	860 000,00
939 Fonction en réserve		
<b>94 Services communs non ventilés</b>	<b>26 663 620,80</b>	<b>461 415 600,00</b>
940 Impositions directes	34 900,00	98 000 000,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	293 415 600,00
942 Dotations et participations	0,00	70 000 000,00
943 Opérations financières	24 926 221,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	502 499,80	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	1 200 000,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 414 355 919,00</b>	<b>II 523 719 130,00</b>

**OPERATIONS D'ORDRE**

946 Transferts entre les sections (2)	132 889 832,00	134 182 323,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	110 655 702,00	
<b>TOTAL</b>	<b>III 243 545 534,00</b>	<b>IV 134 182 323,00</b>

**AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :..... 109 363 211,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V	0,00	VI	0,00
--	---	------	----	------

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020 57 901   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	I + III + V	<b>657 901 453,00</b>	II + IV + VI
----------------------------	-------------	-----------------------	--------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE – DEPENSES**

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>862 179 267,00</b>	<b>0,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>570 141 091,00</b>	<b>0,00</b>	<b>396 187 475,00</b>	<b>396 187 475,00</b>	<b>396 187 475,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	41 475 439,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	11 729 523,60	0,00	8 820 034,65	8 820 034,65	8 820 034,65
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	123 049 058,53	0,00	89 760 255,30	89 760 255,30	89 760 255,30
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	314 790 825,87	0,00	184 539 475,05	184 539 475,05	184 539 475,05
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	62 120 344,00	0,00	48 582 710,00	48 582 710,00	48 582 710,00
26	Participations et créances rattachées	15 040 900,00	0,00	2 100 000,00	2 100 000,00	2 100 000,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	1 930 000,00	0,00	2 380 000,00	2 380 000,00	2 380 000,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>292 038 176,00</b>		<b>344 182 323,00</b>	<b>344 182 323,00</b>	<b>344 182 323,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	142 038 176,00		134 182 323,00	134 182 323,00	134 182 323,00
041	Opérations patrimoniales	150 000 000,00		210 000 000,00	210 000 000,00	210 000 000,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE – DEPENSES**

**II**  
**E1**

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>749 341 386,00</b>	<b>0,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>487 258 454,00</b>	<b>0,00</b>	<b>414 355 919,00</b>	<b>414 355 919,00</b>	<b>414 355 919,00</b>
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	67 924 270,00	0,00	42 189 060,45	42 189 060,45	42 189 060,45
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	155 329 050,00	0,00	153 280 350,00	153 280 350,00	153 280 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	237 116 084,20	0,00	191 657 787,47	191 657 787,47	191 657 787,47
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	492 049,80	0,00	502 499,80	502 499,80	502 499,80
66	Charges financières	24 597 000,00	0,00	24 926 221,00	24 926 221,00	24 926 221,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	600 000,00	0,00	600 000,28	600 000,28	600 000,28
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	1 200 000,00		1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>262 082 932,00</b>		<b>243 545 534,00</b>	<b>243 545 534,00</b>	<b>243 545 534,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	135 335 129,00		132 889 832,00	132 889 832,00	132 889 832,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	126 747 803,00		110 655 702,00	110 655 702,00	110 655 702,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE – RECETTES**

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>862 179 267,00</b>	<b>0,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>450 096 335,00</b>	<b>0,00</b>	<b>286 824 264,00</b>	<b>286 824 264,00</b>	<b>286 824 264,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	46 000 000,00	0,00	30 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	174 990 158,00	0,00	120 429 560,00	120 429 560,00	120 429 560,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	225 236 177,00	0,00	132 994 704,00	132 994 704,00	132 994 704,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	570 000,00	0,00	2 200 000,00	2 200 000,00	2 200 000,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 300 000,00	0,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>412 082 932,00</b>		<b>453 545 534,00</b>	<b>453 545 534,00</b>	<b>453 545 534,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	135 335 129,00		132 889 832,00	132 889 832,00	132 889 832,00
041	Opérations patrimoniales	150 000 000,00		210 000 000,00	210 000 000,00	210 000 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	126 747 803,00		110 655 702,00	110 655 702,00	110 655 702,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE – RECETTES**

**II**

**E2**

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>749 341 386,00</b>	<b>0,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>607 303 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>523 719 130,00</b>	<b>523 719 130,00</b>	<b>523 719 130,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 000 000,00	0,00	1 078 000,00	1 078 000,00	1 078 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	259 404 920,00	0,00	265 615 600,00	265 615 600,00	265 615 600,00
731	Fiscalité locale	164 500 000,00	0,00	129 125 100,00	129 125 100,00	129 125 100,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	179 569 790,00	0,00	123 351 830,00	123 351 830,00	123 351 830,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	2 053 500,00	0,00	4 048 600,00	4 048 600,00	4 048 600,00
76	Produits financiers	175 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	600 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>142 038 176,00</b>		<b>134 182 323,00</b>	<b>134 182 323,00</b>	<b>134 182 323,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	142 038 176,00		134 182 323,00	134 182 323,00	134 182 323,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

### III – VOTE DU BUDGET

#### A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXER

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>528 665 652,00</b>	<b>0,00</b>	<b>231 130 362,00</b>	<b>336 187 475,00</b>	<b>336 187 475,00</b>	<b>336 187 475,00</b>	<b>0,00</b>	<b>336 187 475,00</b>
900	Services généraux	12 031 120,87	0,00	8 100 414,00	9 405 020,00	9 405 020,00	9 405 020,00	0,00	9 405 020,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	71 329 726,00	0,00	55 844 256,00	64 612 335,00	64 612 335,00	64 612 335,00	0,00	64 612 335,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	23 943 077,00	0,00	11 899 479,00	17 129 556,00	17 129 556,00	17 129 556,00	0,00	17 129 556,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	200 000,00	0,00	198 964,00	203 646,00	203 646,00	203 646,00	0,00	203 646,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	31 569 720,00	0,00	21 977 534,00	22 158 000,00	22 158 000,00	22 158 000,00	0,00	22 158 000,00
906	Action économique	47 828 702,13	0,00	26 927 512,02	23 705 830,06	23 705 830,06	23 705 830,06	0,00	23 705 830,06
907	Environnement	20 386 806,00	0,00	13 582 202,98	12 083 087,94	12 083 087,94	12 083 087,94	0,00	12 083 087,94
908	Transports	321 376 500,00	0,00	92 600 000,00	186 890 000,00	186 890 000,00	186 890 000,00	0,00	186 890 000,00
909	Fonction en réserve								
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>333 513 615,00</b>	<b>0,00</b>		<b>404 182 323,00</b>	<b>404 182 323,00</b>		<b>404 182 323,00</b>	<b>404 182 323,00</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	41 475 439,00	0,00		60 000 000,00	60 000 000,00		60 000 000,00	60 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	150 000 000,00			210 000 000,00	210 000 000,00		210 000 000,00	210 000 000,00
926	Transferts entre les sections	142 038 176,00			134 182 323,00	134 182 323,00		134 182 323,00	134 182 323,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>			<b>0,00</b>					
950	Dépenses imprévues			0,00					
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>862 179 267,00</b>	<b>0,00</b>	<b>231 130 362,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>336 187 475,00</b>	<b>404 182 323,00</b>	<b>740 369 798,00</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)

0,00

**TOTAL**

**740 369 798,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

**CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION - REGION-BUDGET REGIONAL - BP - 2020**

- (2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



### III – VOTE DU BUDGET

#### A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>172 893 036,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 829 560,00</b>	<b>119 829 560,00</b>	<b>119 829 560,00</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	55 443 036,00	0,00	55 785 460,00	55 785 460,00	55 785 460,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	1 174 100,00	1 174 100,00	1 174 100,00
907	Environnement	3 550 000,00	0,00	3 370 000,00	3 370 000,00	3 370 000,00
908	Transports	113 900 000,00	0,00	59 500 000,00	59 500 000,00	59 500 000,00
909	Fonction en réserve					
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>559 238 428,00</b>	<b>0,00</b>	<b>508 684 536,00</b>	<b>508 684 536,00</b>	<b>508 684 536,00</b>
921	Taxes non affectées	2 667 122,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	46 000 000,00	0,00	30 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	225 236 177,00	0,00	132 994 704,00	132 994 704,00	132 994 704,00
925	Opérations patrimoniales	150 000 000,00		210 000 000,00	210 000 000,00	210 000 000,00
926	Transferts entre les sections (3)	135 335 129,00		132 889 832,00	132 889 832,00	132 889 832,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>130 047 803,00</b>	<b>0,00</b>	<b>111 855 702,00</b>	<b>111 855 702,00</b>	<b>111 855 702,00</b>
951	Virement de la section de fonctionnement	126 747 803,00		110 655 702,00	110 655 702,00	110 655 702,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	3 300 000,00	0,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>862 179 267,00</b>	<b>0,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>	<b>740 369 798,00</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)

0,00

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)

0,00

TOTAL

740 369 798,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 900 – Services généraux **AP (1) = 8 100 414,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>9 094 366,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>9 094 366,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>9 094 366,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	9 094 366,00		200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>							<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>							<b>A 900</b>
<b>Détail par articles</b>							

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	46 534,00	23 000,00	9 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	46 534,00	23 000,00	9 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	46 534,00	23 000,00	9 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	46 534,00	23 000,00	9 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>		<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>		<b>A 900</b>
<b>Détail par articles</b>		

**CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)**

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	9 405 020,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	9 405 020,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	9 405 020,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	9 405 020,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = **0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-058 FEADER	90-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 901 – Sécurité**

**AP (1) = 0,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

**AP (1) = 55 844 256.00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
		<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	270 000,00	2 550 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00	36 452 588,00	165 451,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	270 000,00	2 550 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00	36 452 588,00	165 451,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	270 000,00	2 550 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00	36 452 588,00	165 451,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	270 000,00	2 550 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00	36 452 588,00	165 451,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 484 360,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 484 360,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 484 360,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 484 360,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>									
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>									
<b>Détail par articles</b>									
<b>III</b>									
<b>A 902</b>									

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	3 456 473,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	9 423 571,00	3 074 252,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	3 456 473,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	9 423 571,00	3 074 252,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	3 456 473,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	9 423 571,00	3 074 252,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	3 456 473,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	9 423 571,00	3 074 252,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 325 600,00	1 975 500,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 325 600,00	1 975 500,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 325 600,00	1 975 500,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 325 600,00	1 975 500,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 902</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 000,00	0,00	64 612 335,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 000,00	0,00	64 612 335,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 000,00	0,00	64 612 335,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 000,00	0,00	64 612 335,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 785 460,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 785 460,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 785 460,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 785 460,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 11 899 479.00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	2 350 000,00	3 392 000,00	799 093,00	1 000 000,00	1 082 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 350 000,00	3 392 000,00	799 093,00	1 000 000,00	1 082 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	2 350 000,00	3 392 000,00	799 093,00	1 000 000,00	1 082 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 350 000,00	3 392 000,00	799 093,00	1 000 000,00	1 082 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 903</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	3 296 020,00	1 296 460,00	1 500 000,00	332 510,00	71 473,00	10 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	3 296 020,00	1 296 460,00	1 500 000,00	332 510,00	71 473,00	10 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	3 296 020,00	1 296 460,00	1 500 000,00	332 510,00	71 473,00	10 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	3 296 020,00	1 296 460,00	1 500 000,00	332 510,00	71 473,00	10 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES							A 903
Détail par articles							

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 129 556,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 129 556,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 129 556,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 129 556,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) **AP (1) = 198 964,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 904</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	203 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	203 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	203 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	203 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 904</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 646,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 646,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 646,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 646,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.





**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat **AP (1) = 21 977 534.00**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
		<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	5 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	5 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>5 000,00</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	5 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 905</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>535 000,00</b>	<b>5 730 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>484 000,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>535 000,00</b>	<b>5 730 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>484 000,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>535 000,00</b>	<b>5 730 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>484 000,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	535 000,00	5 730 000,00	0,00	1 100 000,00	0,00	484 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 905</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	8 942 000,00	0,00	2 807 000,00	555 000,00	22 158 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	8 942 000,00	0,00	2 807 000,00	555 000,00	22 158 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	8 942 000,00	0,00	2 807 000,00	555 000,00	22 158 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	8 942 000,00	0,00	2 807 000,00	555 000,00	22 158 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 26 927 512.02

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>5 000,00</b>	<b>4 746 048,31</b>	<b>933 583,50</b>	<b>3 962 050,83</b>	<b>0,00</b>	<b>7 173 091,08</b>	<b>3 416 056,34</b>
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	5 000,00	4 746 048,31	933 583,50	3 962 050,83	0,00	7 173 091,08	3 416 056,34
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>5 000,00</b>	<b>4 746 048,31</b>	<b>933 583,50</b>	<b>3 962 050,83</b>	<b>0,00</b>	<b>7 173 091,08</b>	<b>3 416 056,34</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	5 000,00	4 746 048,31	933 583,50	3 962 050,83	0,00	7 173 091,08	3 416 056,34
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 174 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	1 174 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 906</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 906 – Action économique (suite)**

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 720 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23 705 830,06</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 720 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23 705 830,06</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 720 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23 705 830,06</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	750 000,00	0,00	0,00	2 720 000,00	0,00	23 705 830,06
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 100,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 13 582 202.98

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>529 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>529 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>529 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	529 200,00	0,00	66 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 907</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)**

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	2 000 000,00	1 142 832,52	0,00	280 350,22	0,00	94 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	2 000 000,00	1 142 832,52	0,00	280 350,22	0,00	94 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	2 000 000,00	1 142 832,52	0,00	280 350,22	0,00	94 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 000 000,00	1 142 832,52	0,00	280 350,22	0,00	94 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>		<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>		<b>A 907</b>
<b>Détail par articles</b>		

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	2 421 726,50	0,00	0,00	4 183 228,70	1 199 750,00	0,00	166 000,00	12 083 087,94
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	2 421 726,50	0,00	0,00	4 183 228,70	1 199 750,00	0,00	166 000,00	12 083 087,94
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	2 421 726,50	0,00	0,00	4 183 228,70	1 199 750,00	0,00	166 000,00	12 083 087,94
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	2 421 726,50	0,00	0,00	4 183 228,70	1 199 750,00	0,00	166 000,00	12 083 087,94
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	1 470 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	3 370 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	1 470 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	3 370 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	1 470 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	3 370 000,00
Recettes affectées	0,00	1 470 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	3 370 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 908 – Transports **AP (1) = 92 600 000.00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs							
			90-820	90-821	90-822	90-823	90-824	90-825	90-828	
			Services communs	Transport sur route	Transport ferroviaire	Transport fluvial	Transport maritime	Transport aérien	Autres transports	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>2 170 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 503 473,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 170 000,00	0,00	0,00	5 503 473,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>2 170 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 503 473,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 170 000,00	0,00	0,00	5 503 473,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	2 080 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>2 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 200 000,00	0,00	0,00	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>2 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 908</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)**

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 908</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)**

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	174 916 527,00	0,00	0,00	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	174 916 527,00	0,00	0,00	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	174 916 527,00	0,00	0,00	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	174 916 527,00	0,00	0,00	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	51 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	51 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	51 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	51 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 908</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)**

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	186 890 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	186 890 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	186 890 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	186 890 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 380 000,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	59 500 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	59 500 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	59 500 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	57 300 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**

**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 921 – Taxes non affectées**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>2 667 122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 800 000,00</b>	<b>2 800 000,00</b>	<b>2 800 000,00</b>
1337	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	2 667 122,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

### III – VOTE DU BUDGET

#### A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles

#### CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>46 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000 000,00</b>	<b>30 000 000,00</b>	<b>30 000 000,00</b>
10222	FCTVA	46 000 000,00	0,00	30 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b>
<b>Détail par articles</b>

**CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>41 475 439,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000 000,00</b>	<b>60 000 000,00</b>	<b>60 000 000,00</b>
1641	Emprunts en euros	41 475 439,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
	<b>RECETTES</b>	<b>225 236 177,00</b>	<b>0,00</b>	<b>132 994 704,00</b>	<b>132 994 704,00</b>	<b>132 994 704,00</b>
1641	Emprunts en euros	225 236 177,00	0,00	132 994 704,00	132 994 704,00	132 994 704,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET**

**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES**

**Détail par articles**

*CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>150 000 000,00</b>	<b>210 000 000,00</b>	<b>210 000 000,00</b>
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	150 000 000,00	200 000 000,00	200 000 000,00
2313	Constructions	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>150 000 000,00</b>	<b>210 000 000,00</b>	<b>210 000 000,00</b>
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	150 000 000,00	200 000 000,00	200 000 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.



### III – VOTE DU BUDGET

#### A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES

##### Détail par articles

#### CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE (3)</b>	<b>142 038 176,00</b>	<b>134 182 323,00</b>	<b>134 182 323,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement</b>	<b>142 038 176,00</b>	<b>134 182 323,00</b>	<b>134 182 323,00</b>
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	752 784,00	753 061,00	753 061,00
13913	Subv. transf. Départements	57 093,00	58 285,00	58 285,00
13916	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	2 583,00	2 583,00
139172	Subv. transf. FEDER	2 341 015,00	3 544 557,00	3 544 557,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	4 201,00	5 868,00	5 868,00
1393122	Dotation régionale d'équipement scolaire	44 000 000,00	40 791 000,00	40 791 000,00
13937	Fonds régional développ emploi outre-mer	590 414,00	679 319,00	679 319,00
198	Neutralisation des amortissements	94 292 669,00	88 347 650,00	88 347 650,00
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)</b>	<b>135 335 129,00</b>	<b>132 889 832,00</b>	<b>132 889 832,00</b>
	<b>Amortissement des immobilisations</b>	<b>135 335 129,00</b>	<b>132 889 832,00</b>	<b>132 889 832,00</b>
28031	Frais d'études	1 192 857,00	359 960,00	359 960,00
28032	Frais de recherche et de développement	140 366,00	169 896,00	169 896,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	4 400,00	4 400,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	1 919 859,00	1 919 859,00	1 919 859,00
2804121	Subv. Régions : Bien mobilier, matériel	70 337,00	69 547,00	69 547,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	1 368 730,00	1 416 730,00	1 416 730,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	549 705,00	499 732,00	499 732,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	238 779,00	238 779,00	238 779,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	627,00	627,00	627,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	2 062 904,00	3 166 599,00	3 166 599,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	22 134 956,00	22 448 098,00	22 448 098,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	1 319 349,00	367 671,00	367 671,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	467 845,00	467 845,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	945 179,00	945 179,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	222 400,00	222 400,00	222 400,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	4 567 966,00	2 387 956,00	2 387 956,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	4 538 965,00	4 359 902,00	4 359 902,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	8 070 752,00	7 225 099,00	7 225 099,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	3 059 921,00	3 111 370,00	3 111 370,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	21 915 748,00	22 947 724,00	22 947 724,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 254 992,00	1 513 305,00	1 513 305,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	10 344 363,00	9 270 639,00	9 270 639,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions n°	Propositions n°
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	986 609,00	986 609,00	986 609,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	13 537,00	13 537,00	13 537,00
28045	Subv. d'équipement versées aux tiers	9 652 170,00	4 764 039,00	4 764 039,00
28051	Concessions et droits similaires	558 000,00	506 667,00	506 667,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	217 686,00	157 212,00	157 212,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	98,00	98,00	98,00
28128	Autres aménagements de terrains	30 256,00	25 350,00	25 350,00
281311	Bâtiments administratifs	4 273 543,00	4 375 167,00	4 375 167,00
281312	Bâtiments scolaires	20 130 151,00	23 027 943,00	23 027 943,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 677 318,00	1 759 579,00	1 759 579,00
281318	Autres bâtiments publics	6 902 156,00	8 247 168,00	8 247 168,00
281328	Autres bâtiments privés	13 783,00	13 783,00	13 783,00
281351	Bâtiments publics	375 455,00	429 996,00	429 996,00
281352	Bâtiments privés	2 531,00	7 489,00	7 489,00
281572	Matériel technique scolaire	332 348,00	228 639,00	228 639,00
2815731	Matériel roulant	0,00	41 805,00	41 805,00
281578	Autre matériel technique	376 218,00	380 779,00	380 779,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	568 000,00	568 000,00	568 000,00
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di	129 006,00	129 006,00	129 006,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	34 604,00	35 656,00	35 656,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	0,00	11 161,00	11 161,00
281758	Autres inst.,matériel,outil. techniques	60 273,00	0,00	0,00
2817831	Matériel informatique scolaire (m. à dis	16 933,00	15 922,00	15 922,00
2817841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	95 922,00	90 066,00	90 066,00
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	4 794,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	327 669,00	313 529,00	313 529,00
281828	Autres matériels de transport	1 490 666,00	1 162 266,00	1 162 266,00
281831	Matériel informatique scolaire	130 155,00	460 210,00	460 210,00
281838	Autre matériel informatique	680 132,00	753 064,00	753 064,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	125 442,00	113 799,00	113 799,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	588 380,00	575 340,00	575 340,00
28185	Matériel de téléphonie	1 951,00	1 770,00	1 770,00
28188	Autres immo. corporelles	565 432,00	580 866,00	580 866,00
282838	Autre matériel informatique (affectation	335,00	0,00	0,00
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET**

**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION**

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>				<b>0,00</b>
950	Dépenses imprévues				0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>130 047 803,00</b>	<b>111 855 702,00</b>	<b>111 855 702,00</b>	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>126 747 803,00</i>	<i>110 655 702,00</i>	<i>110 655 702,00</i>	
954	Produit des cessions d'immobilisations	3 300 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>460 876 804,20</b>	<b>0,00</b>	<b>157 448 398,00</b>	<b>387 692 298,20</b>	<b>387 692 298,20</b>	<b>213 047 075,92</b>	<b>174 645 222,28</b>	<b>387 692 298,20</b>
930	Services généraux	97 418 505,06	0,00	18 509 074,41	90 927 253,08	90 927 253,08	19 229 902,80	71 697 350,28	90 927 253,08
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign., form. professionnelle, apprent.	192 392 573,00	0,00	86 181 733,00	152 509 197,00	152 509 197,00	96 160 197,00	56 349 000,00	152 509 197,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	23 589 160,00	0,00	8 891 081,00	17 621 787,00	17 621 787,00	11 299 787,00	6 322 000,00	17 621 787,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	2 522 000,00	0,00	1 617 000,00	1 903 500,00	1 903 500,00	1 903 500,00	0,00	1 903 500,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	3 586 270,00	0,00	1 865 784,59	1 808 145,21	1 808 145,21	1 807 145,21	1 000,00	1 808 145,21
936	Action économique	29 986 776,14	0,00	25 280 266,00	19 146 357,91	19 146 357,91	19 146 357,91	0,00	19 146 357,91
937	Environnement	21 912 710,00	0,00	9 598 280,00	9 117 507,00	9 117 507,00	9 117 507,00	0,00	9 117 507,00
938	Transports	89 468 810,00	0,00	5 505 179,00	94 658 551,00	94 658 551,00	54 382 679,00	40 275 872,00	94 658 551,00
939	Fonction en réserve								
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>161 716 778,80</b>	<b>0,00</b>		<b>159 553 452,80</b>	<b>159 553 452,80</b>		<b>159 462 953,00</b>	<b>159 553 452,80</b>
940	Impositions directes	92 600,00	0,00		34 900,00	34 900,00		34 900,00	34 900,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	24 597 000,00	0,00		24 926 221,00	24 926 221,00		24 926 221,00	24 926 221,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	492 049,80	0,00		502 499,80	502 499,80		412 000,00	502 499,80
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	1 200 000,00			1 200 000,00	1 200 000,00		1 200 000,00	1 200 000,00
946	Transferts entre les sections (4)	135 335 129,00			132 889 832,00	132 889 832,00		132 889 832,00	132 889 832,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>126 747 803,00</b>		<b>600 000,00</b>	<b>110 655 702,00</b>	<b>110 655 702,00</b>		<b>110 655 702,00</b>	<b>110 655 702,00</b>

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	hors AE	
									III = I + II
952	Dépenses imprévues			600 000,00					
953	Virement à la section d'investissement	126 747 803,00			110 655 702,00	110 655 702,00		110 655 702,00	110 655 702,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>749 341 386,00</b>	<b>0,00</b>	<b>158 116 269,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>213 137 575,72</b>	<b>444 763 877,28</b>	<b>657 901 453,00</b>

Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



dépenses gérées (RAP N-1 + Vote)

<b>002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)</b>	0,00
---	------

<b>TOTAL</b>	<b>657 901 453,00</b>
--------------	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES**

III

B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>153 198 290,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 303 530,00</b>	<b>62 303 530,00</b>	<b>62 303 530,00</b>
930	Services généraux	36 475 000,00	0,00	45 767 000,00	45 767 000,00	45 767 000,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	114 949 790,00	0,00	14 528 080,00	14 528 080,00	14 528 080,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	755 000,00	0,00	665 000,00	665 000,00	665 000,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	150 000,00	0,00	161 000,00	161 000,00	161 000,00
936	Action économique	18 500,00	0,00	322 450,00	322 450,00	322 450,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	850 000,00	0,00	860 000,00	860 000,00	860 000,00
939	Fonction en réserve					
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>596 143 096,00</b>	<b>0,00</b>	<b>595 597 923,00</b>	<b>595 597 923,00</b>	<b>595 597 923,00</b>
940	Impositions directes	97 300 000,00	0,00	98 000 000,00	98 000 000,00	98 000 000,00
941	Autres impôts et taxes	287 204 920,00	0,00	293 415 600,00	293 415 600,00	293 415 600,00
942	Dotations et participations	69 600 000,00	0,00	70 000 000,00	70 000 000,00	70 000 000,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	142 038 176,00		134 182 323,00	134 182 323,00	134 182 323,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>749 341 386,00</b>	<b>0,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>	<b>657 901 453,00</b>

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)

0,00

TOTAL

657 901 453,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 930 – Services généraux **AE (1) = 18 509 074.41**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	11 366 071,08	71 822 250,00	1 614 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 048,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	11 366 071,08	71 822 250,00	1 614 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 048,00
Vote de l'assemblée (2)	11 366 071,08	71 822 250,00	1 614 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 048,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	10 866 070,80		1 614 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 048,00
- Hors AE-CP	500 000,28	67 921 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	2 667 000,00	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 667 000,00	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	2 667 000,00	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 930</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)**

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	2 317 333,00	963 591,00	504 076,00	0,00	0,00	0,00	145 500,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	2 317 333,00	963 591,00	504 076,00	0,00	0,00	0,00	145 500,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	2 317 333,00	963 591,00	504 076,00	0,00	0,00	0,00	145 500,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	316 333,00	163 591,00	29 076,00	0,00	0,00	0,00	145 500,00
- Hors AE-CP	2 001 000,00	800 000,00	475 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 930</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)**

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	7 000,00	753 500,00	0,00	1 310 488,00	90 927 253,08
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	7 000,00	753 500,00	0,00	1 310 488,00	90 927 253,08
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	7 000,00	753 500,00	0,00	1 310 488,00	90 927 253,08
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	7 000,00	753 500,00	0,00	1 310 488,00	19 229 902,80
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 697 350,28
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	38 000 000,00	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	45 767 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	38 000 000,00	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	45 767 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	38 000 000,00	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	45 767 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

##### Détail par articles

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



III – VOTE DU BUDGET
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

**AE (1) = 86 181 733.00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	3 602 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 202 349,00	1 679 533,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 602 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 202 349,00	1 679 533,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>3 602 407,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 202 349,00</b>	<b>1 679 533,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	3 602 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 853 349,00	1 679 533,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 349 000,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>									
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>									
<b>Détail par articles</b>									
<b>III</b>									
<b>B 932</b>									

**CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
			93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	5 521 058,00	0,00	34 319 492,00	420 000,00	0,00	0,00	14 000 000,00	2 650 000,00	13 250 000,00	3 200 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	5 521 058,00	0,00	34 319 492,00	420 000,00	0,00	0,00	14 000 000,00	2 650 000,00	13 250 000,00	3 200 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	5 521 058,00	0,00	34 319 492,00	420 000,00	0,00	0,00	14 000 000,00	2 650 000,00	13 250 000,00	3 200 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	5 521 058,00	0,00	34 319 492,00	420 000,00	0,00	0,00	14 000 000,00	2 650 000,00	13 250 000,00	3 200 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	702 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 325 100,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	702 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 325 100,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	702 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 325 100,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>		<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>		<b>B 932</b>
<b>Détail par articles</b>		

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	664 358,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	152 509 197,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	664 358,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	152 509 197,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	664 358,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	152 509 197,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	664 358,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	96 160 197,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 349 000,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 528 080,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 528 080,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 528 080,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

**AE (1) = 8 891 081.00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>340 000.00</b>	<b>8 946 906.00</b>	<b>90 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>5 240 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>800 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>340 000.00</b>	<b>8 946 906.00</b>	<b>90 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>5 240 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>800 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>340 000.00</b>	<b>8 946 906.00</b>	<b>90 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>5 240 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>800 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	340 000,00	2 624 906,00	90 000,00	0,00	5 240 000,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	6 322 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0.00</b>	<b>665 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0.00</b>	<b>665 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0.00</b>	<b>665 000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 933</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Libellé	93-32					
	Sports (autres que scolaires)					
	93-321	93-322	93-323	93-324	93-325	93-326
	Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	2 085 881,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	2 085 881,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	2 085 881,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	2 085 881,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 933</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 621 787,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 621 787,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 621 787,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 299 787,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 322 000,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)**

**AE (1) = 1 617 000.00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

##### Détail par articles

**B 934**

#### CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	748 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	748 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	748 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	748 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 934</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)**

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	835 500,00	0,00	0,00	1 903 500,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	835 500,00	0,00	0,00	1 903 500,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	835 500,00	0,00	0,00	1 903 500,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	835 500,00	0,00	0,00	1 903 500,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 934-3 – APA **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat**

**AE (1) = 1 865 784,59**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	151 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	151 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	151 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	150 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 935</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 935</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
			<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	779 645,21	0,00	440 000,00	0,00	1 808 145,21
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	779 645,21	0,00	440 000,00	0,00	1 808 145,21
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	779 645,21	0,00	440 000,00	0,00	1 808 145,21
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	779 645,21	0,00	440 000,00	0,00	1 807 145,21
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

##### Détail par articles

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 25 280 266,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 852 235,44	3 222 199,57	415 000,00	0,00	930 012,61	9 762 180,29
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 852 235,44	3 222 199,57	415 000,00	0,00	930 012,61	9 762 180,29
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 852 235,44	3 222 199,57	415 000,00	0,00	930 012,61	9 762 180,29
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	1 852 235,44	3 222 199,57	415 000,00	0,00	930 012,61	9 762 180,29
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	69 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	69 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	69 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 936</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 936 – Action économique (suite)**

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	1 062 830,00	1 501 900,00	0,00	400 000,00	0,00	19 146 357,91
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 062 830,00	1 501 900,00	0,00	400 000,00	0,00	19 146 357,91
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	1 062 830,00	1 501 900,00	0,00	400 000,00	0,00	19 146 357,91
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 062 830,00	1 501 900,00	0,00	400 000,00	0,00	19 146 357,91
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	249 750,00	0,00	0,00	3 600,00	322 450,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	249 750,00	0,00	0,00	3 600,00	322 450,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	249 750,00	0,00	0,00	3 600,00	322 450,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 937 – Environnement**

**AE (1) = 9 598 280.00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	10 000,00	7 372 472,00	0,00	178 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	10 000,00	7 372 472,00	0,00	178 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>10 000,00</b>	<b>7 372 472,00</b>	<b>0,00</b>	<b>178 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	10 000,00	7 372 472,00	0,00	178 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 937</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)**

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>		<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>		<b>B 937</b>
<b>Détail par articles</b>		

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel, risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	146 000,00	307 500,00	1 102 935,00	0,00	0,00	9 117 507,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	146 000,00	307 500,00	1 102 935,00	0,00	0,00	9 117 507,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	146 000,00	307 500,00	1 102 935,00	0,00	0,00	9 117 507,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	146 000,00	307 500,00	1 102 935,00	0,00	0,00	9 117 507,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

CHAPITRE 938 – Transports

**AE (1) = 5 505 179.00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820	93-821	93-822	93-823	93-824	93-825	93-828
			Services communs	Transport sur route	Transport ferroviaire	Transport fluvial	Transport maritime	Transport aérien	Autres transports
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	70 000,00	0,00	0,00	20 016 872,00	7 000,00	0,00	0,00	48 000 000,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	70 000,00	0,00	0,00	20 016 872,00	7 000,00	0,00	0,00	48 000 000,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	70 000,00	0,00	0,00	20 016 872,00	7 000,00	0,00	0,00	48 000 000,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	70 000,00	0,00	0,00	272 000,00	7 000,00	0,00	0,00	48 000 000,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	19 744 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 938</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)**

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 938</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)**

Libellé	93-84							
	Voirie							
	93-841	93-842	93-843	93-844	93-845	93-846	93-847	93-849
	Voirie nationale	Voirie régionale	Voirie départementale	Voirie métropolitaine	Voirie communale	Viabilité hivernale et aléas climatiques	Equipements de voirie	Sécurité routière
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	26 356 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	26 356 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	26 356 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	5 825 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	20 531 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	860 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	860 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	860 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 938</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)**

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	207 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 658 551,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	207 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 658 551,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	207 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 658 551,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	207 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 382 679,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 275 872,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	860 000,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	860 000,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	860 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 940 – Impositions directes**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>92 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 900,00</b>	<b>34 900,00</b>	<b>34 900,00</b>
63512	Taxes foncières	70 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
63513	Autres impôts locaux	22 600,00	0,00	4 900,00	4 900,00	4 900,00
	<b>RECETTES</b>	<b>97 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>98 000 000,00</b>	<b>98 000 000,00</b>	<b>98 000 000,00</b>
73112	Cotisation sur la VAE	54 500 000,00	0,00	57 000 000,00	57 000 000,00	57 000 000,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	3 500 000,00	0,00	3 400 000,00	3 400 000,00	3 400 000,00
731773	Frais gestion ress form prof, apprentiss	20 400 000,00	0,00	20 500 000,00	20 500 000,00	20 500 000,00
73221	FNGIR	2 900 000,00	0,00	2 900 000,00	2 900 000,00	2 900 000,00
732222	Fonds péréq. ress. / régions, coll. Corse	4 800 000,00	0,00	5 200 000,00	5 200 000,00	5 200 000,00
748312	D.C.R.T.P.	2 200 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	6 300 000,00	0,00	6 500 000,00	6 500 000,00	6 500 000,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 700 000,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES

##### Détail par articles

#### CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>287 204 920,00</b>	<b>0,00</b>	<b>293 415 600,00</b>	<b>293 415 600,00</b>	<b>293 415 600,00</b>
73151	Taxe sur les permis de conduire	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	25 400 000,00	0,00	27 000 000,00	27 000 000,00	27 000 000,00
731774	TICPE FPA	8 900 000,00	0,00	8 900 000,00	8 900 000,00	8 900 000,00
73411	Taxe sur les rhums	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	2 200 000,00	2 200 000,00
7342	Taxes sur les carburants	124 804 920,00	0,00	128 815 600,00	128 815 600,00	128 815 600,00
73432	Octroi de mer régional	103 000 000,00	0,00	106 000 000,00	106 000 000,00	106 000 000,00
73433	Taxe tr public aérien,maritimes-dt Corse	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00	2 600 000,00	2 600 000,00
735	Fraction de TVA	15 800 000,00	0,00	16 400 000,00	16 400 000,00	16 400 000,00
738	Autres impôts et taxes	3 300 000,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 942 – Dotations et participations**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>69 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 000 000,00</b>	<b>70 000 000,00</b>	<b>70 000 000,00</b>
744	FCTVA	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
74631	DGD des régions	69 200 000,00	0,00	69 600 000,00	69 600 000,00	69 600 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 943 – Opérations financières**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>24 597 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 926 221,00</b>	<b>24 926 221,00</b>	<b>24 926 221,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	17 785 000,00	0,00	19 574 077,00	19 574 077,00	19 574 077,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	4 065 000,00	0,00	4 065 000,00	4 065 000,00	4 065 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	1 547 000,00	0,00	1 287 144,00	1 287 144,00	1 287 144,00
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Pour information : détail du calcul des ICNE**

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	11 286 223,26
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	7 221 223,26
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	4 065 000,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>492 049,80</b>	<b>0,00</b>	<b>502 499,80</b>	<b>502 499,80</b>	<b>502 499,80</b>
65861	Frais de personnel	401 550,00	0,00	412 000,00	412 000,00	412 000,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	90 499,80	0,00	90 499,80	90 499,80	90 499,80
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES

##### Détail par articles

#### CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>1 200 000,00</b>
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.



### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES

##### Détail par articles

**CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections**  
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3) (5)</b>	<b>135 335 129,00</b>	<b>132 889 832,00</b>	<b>132 889 832,00</b>
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	<b>135 335 129,00</b>	<b>132 889 832,00</b>	<b>132 889 832,00</b>
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	135 335 129,00	132 889 832,00	132 889 832,00
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4) (5)</b>	<b>142 038 176,00</b>	<b>134 182 323,00</b>	<b>134 182 323,00</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>142 038 176,00</b>	<b>134 182 323,00</b>	<b>134 182 323,00</b>
7768	<i>Neutral. amort., dépréc. et provisions</i>	94 292 669,00	88 347 650,00	88 347 650,00
777	<i>Rec... subv inv transférées cpte résult</i>	47 745 507,00	45 834 673,00	45 834 673,00
	<b>Transfert de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**

**Détail par articles**

*CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS**

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>	<b>126 747 803,00</b>	<b>110 655 702,00</b>	<b>110 655 702,00</b>	<b>600 000,00</b>
952	Dépenses imprévues				600 000,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>126 747 803,00</i>	<i>110 655 702,00</i>	<i>110 655 702,00</i>	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE**

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>60 000 000,00</b>	<b>9 405 020,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 612 335,00</b>	<b>17 129 556,00</b>	<b>203 646,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	2 121 534,65	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	27 115 064,00	9 047 073,00	203 646,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	4 583 485,35	0,00	0,00	598 571,00	2 863 473,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 700 000,00	0,00	0,00	36 898 700,00	4 619 010,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>166 994 704,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 785 460,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	30 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	55 785 460,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	132 994 704,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**IV – ANNEXES**

**IV**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)**

**A1**

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>22 158 000,00</b>	<b>23 705 830,06</b>	<b>12 083 087,94</b>	<b>186 890 000,00</b>		<b>396 187 475,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		60 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 112 000,00	1 103 000,00	283 500,00	3 600 000,00		8 820 034,65
204	Subventions d'équipement versées	20 014 000,00	20 497 830,06	8 089 169,24	4 793 473,00		89 760 255,30
21	Immobilisations corporelles	27 000,00	5 000,00	2 545 418,70	173 916 527,00		184 539 475,05
22	Immobilisations reçues en affectation	5 000,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
23	Immobilisations en cours	1 000 000,00	0,00	1 165 000,00	2 200 000,00		48 582 710,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00		2 100 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	2 380 000,00		2 380 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>	<b>3 370 000,00</b>	<b>59 500 000,00</b>		<b>286 824 264,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1 200 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		30 000 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 174 100,00	3 370 000,00	57 300 000,00		120 429 560,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		132 994 704,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	2 200 000,00		2 200 000,00

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01
<b>DEPENSES</b>		<b>Opérations non ventilables</b>
		<b>60 000 000,00</b>
164	Emprunts auprès des états financiers	60 000 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>166 994 704,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 200 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	30 000 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	2 800 000,00
164	Emprunts auprès des états financiers	132 994 704,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 0 – Services généraux**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>9 094 366,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	1 364 759,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	538 455,40	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	1 260 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	361 084,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 869 562,35	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.900**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES</b>		<b>46 534,00</b>	<b>23 000,00</b>	<b>9 120,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	12 000,00	320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	46 534,00	5 000,00	8 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.900**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 000,00</b>	<b>9 405 020,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 377 079,25
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	744 455,40
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260 505,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 084,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	2 961 896,35
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 1 – Sécurité**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
			<b>DEPENSES</b>		<b>270 000,00</b>	<b>2 550 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 550 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00	9 828 888,00	165 451,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 323 700,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>51 484 360,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 573 360,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 911 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.902**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres			
<b>DEPENSES</b>		<b>3 456 473,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 423 571,00</b>	<b>3 074 252,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	3 456 473,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 914 252,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 571,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 415 000,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160 000,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 325 600,00</b>	<b>1 975 500,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 325 600,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 975 500,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.902**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 612 335,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 000,00	0,00	27 115 064,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	578 571,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 738 700,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 785 460,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 898 960,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 886 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES</b>		<b>2 350 000,00</b>	<b>3 392 000,00</b>	<b>799 093,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>1 082 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 150 000,00	759 093,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	2 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	320 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	42 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 850 000,00	0,00	0,00	732 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.903**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>3 296 020,00</b>	<b>1 296 460,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>332 510,00</b>	<b>71 473,00</b>	<b>10 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 331 520,00	1 296 460,00	1 500 000,00	10 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	71 473,00	10 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 964 500,00	0,00	0,00	72 510,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.903**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 129 556,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 047 073,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420 000,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 473,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 619 010,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.904**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	<b>DEPENSES</b>	<b>203 646,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	203 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.904**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées		90-428 Autres interventions sociales
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>203 646,00</b>	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 646,00	
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4-4 – RSA**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES</b>		<b>5 000,00</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.905**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>535 000,00</b>	<b>5 730 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>484 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	535 000,00	5 730 000,00	0,00	1 100 000,00	0,00	484 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.905**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>8 942 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 807 000,00</b>	<b>555 000,00</b>	<b>22 158 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	45 000,00	0,00	127 000,00	0,00	172 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	6 930 000,00	0,00	2 680 000,00	555 000,00	20 014 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	940 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.





**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 6 – Action économique**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>5 000,00</b>	<b>4 746 048,31</b>	<b>933 583,50</b>	<b>3 962 050,83</b>	<b>0,00</b>	<b>7 173 091,08</b>	<b>3 416 056,34</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	713 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 256 048,31	933 583,50	3 962 050,83	0,00	6 460 091,08	3 416 056,34
211	Terrains	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 174 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.906**

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 720 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23 705 830,06</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00
204	Subventions d'équipement versées	750 000,00	0,00	0,00	2 720 000,00	0,00	20 497 830,06
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 174 100,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 100,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 7 – Environnement**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>529 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	529 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.907**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES</b>		<b>2 000 000,00</b>	<b>1 142 832,52</b>	<b>0,00</b>	<b>280 350,22</b>	<b>0,00</b>	<b>94 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 000 000,00	1 142 832,52	0,00	280 350,22	0,00	94 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.907**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>2 421 726,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 183 228,70</b>	<b>1 199 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>166 000,00</b>	<b>12 083 087,94</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	217 500,00	0,00	0,00	0,00	283 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 956 726,50	0,00	0,00	1 420 310,00	499 750,00	0,00	166 000,00	8 089 169,24
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 545 418,70	0,00	0,00	0,00	2 545 418,70
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	465 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	1 165 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 470 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 370 000,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 470 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	3 370 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 8 – Transports**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>2 170 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 503 473,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	90 000,00	0,00	0,00	3 403 473,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat <sup>o</sup> , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	2 080 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>2 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830	90-831	90-832	90-833	90-834	90-835	90-838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>174 916 527,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	300 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	172 216 527,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>51 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	51 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES</b>		<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>186 890 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	3 600 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 793 473,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
213	Constructions	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 000,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	172 316 527,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 380 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 500 000,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	57 250 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE**

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>26 663 620,80</b>	<b>90 927 253,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>152 509 197,00</b>	<b>17 621 787,00</b>	<b>1 903 500,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	34 900,00	14 756 372,80	0,00	0,00	19 286 728,00	1 645 000,00	120 000,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	70 119 350,00	0,00	0,00	56 367 000,00	6 309 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	5 551 530,00	0,00	0,00	76 815 469,00	9 657 787,00	1 783 500,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	502 499,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	24 926 221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	500 000,28	0,00	0,00	40 000,00	10 000,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>461 415 600,00</b>	<b>45 767 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 528 080,00</b>	<b>665 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	265 615 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	116 800 000,00	0,00	0,00	0,00	12 325 100,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	79 000 000,00	41 650 000,00	0,00	0,00	2 202 980,00	180 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 600 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**IV – ANNEXES**

**IV**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)**

**A2**

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 808 145,21</b>	<b>19 146 357,91</b>	<b>9 117 507,00</b>	<b>94 658 551,00</b>		<b>414 355 919,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	959 145,21	1 022 235,44	386 000,00	3 978 679,00		42 189 060,45
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	20 485 000,00		153 280 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	849 000,00	18 124 122,47	8 731 507,00	70 144 872,00		191 657 787,47
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		502 499,80
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		24 926 221,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00		600 000,28
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 200 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>161 000,00</b>	<b>322 450,00</b>	<b>0,00</b>	<b>860 000,00</b>		<b>523 719 130,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		350 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	161 000,00	0,00	0,00	450 000,00		1 078 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		265 615 600,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		129 125 100,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	318 850,00	0,00	0,00		123 351 830,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	3 600,00	0,00	410 000,00		4 048 600,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		150 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>26 663 620,80</b>
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	34 900,00
658	Charges diverses de gestion courante	502 499,80
661	Charges d'intérêts	23 639 077,00
668	Autres charges financières	1 287 144,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	1 200 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>461 415 600,00</b>
731	Fiscalité locale	116 800 000,00
732	Fiscalité reversée	8 100 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	239 615 600,00
735	Fraction de TVA	16 400 000,00
738	Autres impôts et taxes	1 500 000,00
744	FCTVA	400 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	69 600 000,00
748	Autres attributions et participations	9 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.




**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 0 – Services généraux**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>11 366 071,08</b>	<b>71 822 250,00</b>	<b>1 614 396,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>123 048,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	952 181,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	943 986,78	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	2 455 797,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 675 716,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	404 108,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	63 105,03	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	136 370,41	347 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 491 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	343 000,00	205 200,00	1 613 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 048,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	380 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	458 337,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	287 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	52 037 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	12 582 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	1 325 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	3 888 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	648 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500 000,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>2 667 000,00</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
758	Produits divers de gestion courante	2 000 000,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**IV**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**A2.930**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES</b>		<b>2 317 333,00</b>	<b>963 591,00</b>	<b>504 076,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>145 500,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	1 200,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	35 391,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
613	Locations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	500,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	13 500,00	11 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	38 000,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 259 000,00	867 000,00	485 000,00	0,00	0,00	0,00	55 500,00
656	Participations	40 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	18 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils							93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., édu., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances		
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports				
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**


**IV**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**A2.930**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>7 000,00</b>	<b>753 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 310 488,00</b>	<b>90 927 253,08</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	237 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	961 381,73
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	475 000,00	0,00	0,00	1 569 377,78
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 456 797,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 677 516,91
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 108,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 105,03
618	Divers	0,00	1 000,00	40 000,00	0,00	73 991,00	623 137,41
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 491 467,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	2 346 144,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	459 337,94
628	Divers	0,00	0,00	18 500,00	0,00	0,00	1 918 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	122 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 037 350,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 582 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 325 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 666 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 116 497,00	1 783 530,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,28
<b>RECETTES</b>		<b>38 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 767 000,00</b>
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
747	Participations	38 000 000,00	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	41 650 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100 000,00	
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 1 – Sécurité**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
<b>DEPENSES</b>		<b>3 602 407,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 202 349,00</b>	<b>1 679 533,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	49 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	493 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 903,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 000,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 656 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 168 000,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299 000,00	0,00
651	Aides à la personne	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 399 300,00	1 679 533,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 146,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00</b>
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.932**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>5 521 058,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 319 492,00</b>	<b>420 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 000 000,00</b>	<b>2 650 000,00</b>	<b>13 250 000,00</b>	<b>3 200 000,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	17 916 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 582 293,00	0,00	0,00	420 000,00	0,00	0,00	14 000 000,00	0,00	300 000,00	3 200 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250 000,00	0,00
657	Subventions	1 938 765,00	0,00	16 403 474,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 650 000,00	10 200 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>702 980,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 325 100,00</b>	<b>0,00</b>
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 325 100,00	0,00
747	Participations	702 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**IV**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**A2.932**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES</b>		<b>664 358,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>152 509 197,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	109 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 951 018,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 013 407,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	9 900,00	0,00	21 900,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	148 403,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 656 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 168 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	2 957 600,00	0,00	27 459 893,00
655	Contributions obligatoires	664 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 993 191,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 350 385,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 528 080,00</b>
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 325 100,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	702 980,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES</b>		<b>340 000,00</b>	<b>8 946 906,00</b>	<b>90 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 240 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	625 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	340 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	4 655 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	1 598 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	1 701 906,00	30 000,00	0,00	5 200 000,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>665 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
706	Prestations de services	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.933**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321	93-322	93-323	93-324	93-325	93-326
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 085 881,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 712 881,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.933**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 621 787,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	625 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	542 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 655 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 598 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 444 787,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>665 000,00</b>
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>320 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.934**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES</b>		<b>748 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
617	Etudes et recherches	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
618	Divers	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
657	Subventions	628 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.934**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées		93-428 Autres interventions sociales
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>835 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 903 500,00</b>
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	835 500,00	0,00	0,00	1 783 500,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4-3 – APA**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES</b>		<b>151 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.935**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>437 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.935**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>779 645,21</b>	<b>0,00</b>	<b>440 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 808 145,21</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	720 000,00	0,00	0,00	0,00	720 000,00
613	Locations	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	12 000,00	0,00	64 000,00	0,00	96 000,00
618	Divers	0,00	15 145,21	0,00	0,00	0,00	15 145,21
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	242 000,00	0,00	242 000,00
657	Subventions	0,00	20 000,00	0,00	134 000,00	0,00	606 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>161 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>161 000,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 6 – Action économique**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 852 235,44</b>	<b>3 222 199,57</b>	<b>415 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>930 012,61</b>	<b>9 762 180,29</b>
611	Contrats de prestations de services	0,00	107 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	486 335,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	1 200 000,00	3 222 199,57	415 000,00	0,00	930 012,61	9 762 180,29
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>69 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
747	Participations	0,00	69 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.936**

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>1 062 830,00</b>	<b>1 501 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 146 357,91</b>
611	Contrats de prestations de services	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 900,00
618	Divers	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	746 335,44
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
657	Subventions	642 830,00	1 501 900,00	0,00	400 000,00	0,00	18 074 122,47
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>249 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 600,00</b>	<b>322 450,00</b>
747	Participations	0,00	249 750,00	0,00	0,00	0,00	318 850,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	3 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 7 – Environnement**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
<b>DEPENSES</b>		<b>10 000,00</b>	<b>7 372 472,00</b>	<b>0,00</b>	<b>178 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
611	Contrats de prestations de services	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	7 222 472,00	0,00	178 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.937**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.937**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76	93-77	93-78	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>146 000,00</b>	<b>307 500,00</b>	<b>1 102 935,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 117 507,00</b>
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	131 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	65 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	307 500,00	1 022 935,00	0,00	0,00	8 731 507,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 8 – Transports**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>70 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 016 872,00</b>	<b>7 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 000 000,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000 000,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	19 794 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**IV**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**A2.938**

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.938**

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>26 356 839,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 795 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	254 339,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	15 208 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	5 022 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	2 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>860 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.938**

**FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES</b>		<b>207 840,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>94 658 551,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 000,00
611	Contrats de prestations de services	165 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 840,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 795 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	304 339,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 208 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 022 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 894 872,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>860 000,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE**

**B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
(PROG_NEUCP_2018)	02/08/2018	0,00	340 400 000,00	-136 637,09	340 400 000,00	0,00
(PROG_NEUCP_2019)	21/07/2019	150 000 000,00	120 000 000,00	-17 420,94	120 000 000,00	0,00
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>150 000 000,00</b>	<b>460 400 000,00</b>	<b>-154 058,03</b>	<b>460 400 000,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					<b>0,00</b>									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					<b>1 566 060 410,00</b>									
1641 Emprunts en euros (total)					1 225 000 000,00									
(BEI2014_NRL-TI2)	Banque Européen d'Investissement	19/12/2014	27/12/2016	27/12/2017	130 000 000,00	F	FIXE	1,659	1,659		A	P	N	A-1
(CDC_NRL-TIR-6)	Caisse des Dépôts et Consignation	18/12/2003	01/04/2019	01/04/2020	300 000 000,00	V	LIVRETA	1,500	1,500		A	C	N	A-1
22692-1 (BEI2009.1)	Banque Européen d'Investissement	16/09/2004	15/01/2009	15/07/2009	100 000 000,00	F	FIXE	4,792	4,851		S	C	N	A-1
22692-2 (BEI2009.2)	Banque Européen d'Investissement	16/09/2004	15/01/2009	15/07/2009	50 000 000,00	F	FIXE	4,413	4,463		S	C	N	A-1
22692-3 (BEI2009.3)	Banque Européen d'Investissement	16/09/2004	15/01/2009	15/07/2009	50 000 000,00	F	FIXE	4,630	4,685		S	C	N	A-1
BEI2014_NLR-TI3 (BEI2014_NRL-T)	Banque Européen d'Investissement	19/12/2014	31/07/2018	31/07/2019	100 000 000,00	F	FIXE	1,782	1,782		A	P	N	A-1
CO9014.1 (CO9014.1)	CACIB	14/04/2016	13/12/2017	13/12/2018	25 000 000,00	F	FIXE	2,080	2,110		A	P	N	A-1
CO9014.2 (CO9014.2)	CACIB	26/06/2004	13/12/2017	13/12/2018	25 000 000,00	C	TAUX STRUCTURES	0,000	1,725		A	P	N	B-1
CO9014.3 (CO9014.3)	CACIB	26/06/2004	29/03/2019	29/03/2020	25 000 000,00	V	MULTIPERIODES	0,000	1,999		A	P	N	A-1
CO9014.3 (CO9014.4)	CACIB	26/06/2004	29/03/2019	29/03/2020	25 000 000,00	V	MULTIPERIODES	0,000	0,000		A	P	N	A-1
CRE 1607-01 (AFD2015)	Agence Française de Développement	11/12/2014	18/06/2015	30/06/2016	35 000 000,00	V	EURIBOR06M	0,410	0,475		S	C	N	A-1
CRE1386 01Z (AFD2005)	Agence Française de Développement	29/06/2004	28/11/2005	30/06/2006	50 000 000,00	V	EURIBOR06M	-0,500	1,611		S	C	N	A-1
CRE176901E (CRE176901E-3.6M)	Agence Française de Développement	23/10/2019	12/12/2019	30/04/2020	3 600 000,00	F	FIXE	1,000	1,017		S	C	N	A-1
CRE176901E (CRE176902F-26.4)	Agence Française de Développement	23/10/2019	12/12/2019	30/04/2020	26 400 000,00	F	FIXE	1,000	1,017		S	C	N	A-1
MIR221995 (DEXIA2007)	Caisse Française de Financement Local	31/12/2007	31/12/2007	01/01/2009	160 000 000,00	V	TAG03M	0,140	0,652		A	C	N	A-1
Tirage BEI (BEI2014_NRL-TIR)	Banque Européen d'Investissement	19/12/2014	08/12/2015	08/12/2016	120 000 000,00	F	FIXE	1,801	1,801		A	P	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Caractéristiques des remboursements (6)	Promesse d'amortissement (7)	Type de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Niveau de taux (5)						
								Niveau de taux	Taux actuariel							
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					341 060 410,00											
(CDC_NRL-TIR-4)	Caisse des Dépôts et Consignation	18/12/2003	18/12/2017	18/12/2018	119 000 000,00	V	LIVRETA			1,500	1,503		X	F	N	A-1
(CDC_NRL-TIR-5)	Caisse des Dépôts et Consignation	18/12/2003	18/12/2018	18/12/2019	31 000 000,00	V	LIVRETA			1,500	1,502		X	F	N	A-1
040162 (BFT2008.1)	CACIB	29/06/2004	15/11/2009	15/11/2010	30 000 000,00	F	FIXE			3,173	3,258		A	C	N	A-1
040162 / 041162 (BFT2008.2)	CACIB	29/06/2004	15/11/2009	15/11/2010	93 529 410,00	V	TAM			0,100	0,270		A	C	N	A-1
Tirage sur emprunt CLTR-CE (CL)	Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse	31/03/2015	20/12/2018	01/01/2020	67 531 000,00	V	EONIA			-0,354	0,006		A	P	N	A-1
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					<b>0,00</b>											
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					<b>0,00</b>											
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00											
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00											
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00											
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00											
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00											
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>0,00</b>											
1681 Autres emprunts (total)					0,00											
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00											
1687 Autres dettes (total)					0,00											
<b>Total général</b>					<b>1 566 060 410,00</b>											

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV**

**B1.2**

**B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		<b>72 000 000,00</b>		<b>1 229 560 250,34</b>					<b>59 630 573,71</b>	<b>20 189 062,95</b>	<b>0,00</b>	<b>7 084 275,91</b>
1641 Emprunts en euros (total)		72 000 000,00		970 852 780,34					41 467 279,71	17 616 525,45	0,00	7 051 140,91
(BEI2014_NRL-TI2)	N	0,00	A-1	119 693 327,33	26,99	F	FIXE	1,659	3 550 174,53	1 985 712,30	0,00	26 394,72
(CDC_NRL-TIR-6)	N	0,00	A-1	300 000 000,00	39,25	V	LIVRETA	1,500	7 500 000,00	4 500 000,00	0,00	3 305 650,68
22692-1 (BEI2009.1)	N	0,00	A-1	58 000 000,00	14,04	F	FIXE	4,792	4 000 000,00	2 731 440,00	0,00	1 195 395,65
22692-2 (BEI2009.2)	N	0,00	A-1	29 000 000,00	14,04	F	FIXE	2,837	2 000 000,00	808 545,00	0,00	353 854,08
22692-3 (BEI2009.3)	N	0,00	A-1	29 000 000,00	14,04	F	FIXE	4,630	2 000 000,00	1 319 550,00	0,00	577 491,85
BEI2014_NLR-TI3 (BEI2014_NRL-T)	N	0,00	A-1	97 449 730,86	28,58	F	FIXE	1,782	2 595 714,94	1 736 554,20	0,00	713 167,06
CO9014.1 (CO9014.1)	N	0,00	A-1	23 641 849,31	25,95	F	FIXE	2,080	697 172,79	499 946,31	0,00	25 188,16
CO9014.2 (CO9014.2)	N	0,00	B-1	23 641 849,31	25,95	C	TAUX STRUCTURES	1,700	697 172,79	408 609,96	0,00	20 586,47
CO9014.3 (CO9014.3)	N	0,00	A-1	25 000 000,00	27,24	V	MULTIPERIODES	0,000	674 741,79	190 625,00	0,00	388 839,26
CO9014.3 (CO9014.4)	N	0,00	A-1	25 000 000,00	27,24	V	MULTIPERIODES	0,000	674 741,79	0,00	0,00	0,00
CRE 1607-01 (AFD2015)	N	0,00	A-1	27 631 578,96	15,00	V	EURIBOR06M	0,250	1 842 105,26	69 053,37	0,00	179,09
CRE1386 01Z (AFD2005)	N	0,00	A-1	3 333 333,24	1,00	V	EURIBOR06M	0,000	3 333 333,24	0,00	0,00	0,00
CRE176901E (CRE176901E-3.6M)	N	0,00	A-1	3 600 000,00	24,33	F	FIXE	1,000	75 000,00	32 400,00	0,00	6 070,83
CRE176901E (CRE176902F-26.4)	N	0,00	A-1	26 400 000,00	24,33	F	FIXE	1,000	550 000,00	237 600,00	0,00	44 519,45
MIR221995 (DEXIA2007)	N	72 000 000,00	A-1	72 000 000,00	8,00	V	TAG03M	0,000	8 000 000,00	1 161 114,69	0,00	270 426,93
Tirage BEI (BEI2014_NRL-TIR)	N	0,00	A-1	107 461 111,33	25,94	F	FIXE	1,801	3 277 122,58	1 935 374,62	0,00	123 376,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		258 707 470,00					18 163 294,00	2 572 537,50	0,00	33 135,00
(CDC_NRL-TIR-4)	N	0,00	A-1	119 000 000,00	0,96	V	LIVRETA	1,500	0,00	1 785 000,00	0,00	0,00
(CDC_NRL-TIR-5)	N	0,00	A-1	31 000 000,00	0,96	V	LIVRETA	1,500	0,00	465 000,00	0,00	0,00
040162 (BFT2008.1)	N	0,00	A-1	10 000 000,00	4,87	F	FIXE	3,173	2 000 000,00	322 537,50	0,00	33 135,00
040162 / 041162 (BFT2008.2)	N	0,00	A-1	31 176 470,00	4,87	V	TAM	0,000	6 235 294,00	0,00	0,00	0,00
Tirage sur emprunt CLTR-CE (CL)	N	0,00	A-1	67 531 000,00	5,00	V	EONIA	0,000	9 928 000,00	0,00	0,00	0,00



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>72 000 000,00</b>		<b>1 229 560 250,34</b>					<b>59 630 573,71</b>	<b>20 189 062,95</b>	<b>0,00</b>	<b>7 084 275,91</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

B1.3

**B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
CO9014.2 (CO9014.2)	CACIB	25 000 000,00	23 641 849,31	1	28,00		1.7	EURIBOR03M	5 307 780,90		1,700	408 609,96	0,00	1,92
<b>TOTAL (B)</b>		<b>25 000 000,00</b>	<b>23 641 849,31</b>						<b>5 307 780,90</b>			<b>408 609,96</b>	<b>0,00</b>	<b>1,92</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>25 000 000,00</b>	<b>23 641 849,31</b>						<b>5 307 780,90</b>			<b>408 609,96</b>	<b>0,00</b>	<b>1,92</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	20	0	0	0	0	
	% de l'encours	98,08	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 205 918 401,03	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	1,92	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	23 641 849,31	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
<b>Taux fixe (total)</b>		<b>144 000 000,00</b>					<b>72 000 000,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
836339C	MIR221995	72 000 000,00	01/01/2028	NATIXIS	SWAP	Taux	15 000 000,00	01/01/2010	01/01/2028	T	0,00	0,00	0,00
	MIR221995	72 000 000,00	01/01/2028	CACIB	SWAP	Taux	57 000 000,00	01/01/2015	01/01/2028	T	0,00	0,00	0,00
<b>Taux variable simple (total)</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Taux complexe (total) (2)</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total</b>		<b>144 000 000,00</b>					<b>72 000 000,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**IV**

**B1.5**

**B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
<b>Taux fixe (total)</b>						12 130 583,29	0,00		
	MIR221995	FIXE	3,225	TAM	-0,396	7 437 678,45	0,00	A-1	A-1
836339C	MIR221995	FIXE	1,048	TAG03M	-0,306	4 692 904,84	0,00	A-1	A-1
<b>Taux variable simple (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux complexe (total) (2)</b>						0,00	0,00		
<b>Total</b>						12 130 583,29	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME**

**B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES**

**B1.7 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 euros TTC €		Délibération du 30 juin 2006
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels	2	30/06/2006
L	Progiciels	5	30/06/2006
L	Marque,brevets,droits	0	30/06/2006
L	Voitures	5	30/06/2006
L	Camions et véhicules industries	8	30/06/2006
L	Mobiliers	10	30/06/2006
L	Matériels de bureau électriques et électroniques	5	30/06/2006
L	Matériels informatiques et audiovisuels	5	30/06/2006
L	Matériels de téléphonie( autocom et postes fixes)	10	30/06/2006
L	Téléphones portables	1	30/06/2006
L	Matériels classiques	10	30/06/2006
L	Matériels informatiques lycées	5	30/06/2006
L	Matériels divers lycées	10	30/06/2006
L	Mobiliers et machines outils lycées	15	30/06/2006
L	Coffre fort	30	30/06/2006
L	Installations et appareils de chauffage	15	30/06/2006
L	Appareils de levage ascenseurs	20	30/06/2006
L	Appareils de laboratoire	10	30/06/2006
L	Equipements de garage ,ateliers et outillage	10	30/06/2006
L	Petit équipement de cuisine	5	30/06/2006
L	Gros équipement de cuisine	10	30/06/2006
L	Equipement sportifs	10	30/06/2006
L	Installation de voirie	20	30/06/2006
L	Plantations	20	30/06/2006
L	Autres agencements et aménagements de terrains	30	30/06/2006
L	Bâtiments scolaires	30	30/06/2006
L	Autres bâtiments	30	30/06/2006
L	Construction sur sol d'autrui	30	30/06/2006
L	Agencement de bâtiment n'appartenant pas à la région ( location)	0	30/06/2006
L	Bâtiment légers	15	30/06/2006
L	Agencement de bâtiment , installations électriques et téléphoniques ( hors autocom et poste fixe)	15	30/06/2006



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		
L	Aménagement extérieur des bâtiments : toiture , murs extérieurs, fenêtres, enduits, étanchéité	10	30/06/2006
L	Frais d'études non suivi de réalisation	5	30/06/2006
L	Frais d'insertion en cas d'échec du projet	5	30/06/2006
L	Frais de recherche et de développement en cas d'échec	5	30/06/2006
L	Frais d'urbanisme	5	30/06/2006
L	Biens de faible valeur inférieur à 500 euros	1	30/06/2006
L	Subventions fonds européens	1	11/12/2015
L	Subventions finançant des biens mobiliers , du matériel ou des études	5	29/12/2015
L	Subventions finançant des bâtiments et installations	30	29/12/2015
L	Subventions finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N**

**PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	450 000,00		1 160 022,00	1 610 022,00	110 022,00	1 500 000,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	450 000,00		1 160 022,00	1 610 022,00	110 022,00	1 500 000,00
Provisions pour dépréciation actifs circulants et contentieux	450 000,00	31/12/2018	1 160 022,00	1 610 022,00	110 022,00	1 500 000,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions semi-budgétaires</b>	<b>450 000,00</b>		<b>1 160 022,00</b>	<b>1 610 022,00</b>	<b>110 022,00</b>	<b>1 500 000,00</b>
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	M D	E = C - D
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	450 000,00		1 160 022,00	1 610 022,00	110 022,00	1 500 000,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS**

**B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS**

**CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

N° opération : 1801		Intitulé de l'opération : RESTAURATION PONT RIVIERE DE L EST			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	
908 (5)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>					
	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 28001		Intitulé de l'opération : PISTES FORESTIERES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
	0,00	0,00	2 080 000,00	2 080 000,00	
908 (5)	0,00	0,00	2 080 000,00	2 080 000,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 080 000,00</b>	<b>2 080 000,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>					
	0,00	0,00	2 200 000,00	2 200 000,00	
908 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	2 200 000,00	2 200 000,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 200 000,00</b>	<b>2 200 000,00</b>	

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS**

**Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – EMPRUNTS GARANTIS

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
<b>Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)</b>					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)</b>					31 359 859,48	27 409 306,05										741 026,48	1 166 613,53	
SA AEROPORT RE ROLAND GARROS	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1276678	Caisse des Dépôts et Consignation	22 500 000,00	18 791 208,83	18,75	T	V	LIVRETA	3,657	V	LIVRETA	0,903	A-1	665 123,62	989 011,00	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021891	Caisse des Dépôts et Consignation	6 779,63	6 423,44	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1	35,33	120,05	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021892	Caisse des Dépôts et Consignation	32 192,93	30 017,09	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1	165,09	733,32	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021924	Caisse des Dépôts et Consignation	40 798,43	38 654,98	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1	212,60	722,41	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021925	Caisse des Dépôts et Consignation	171 037,13	159 477,18	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1	877,12	3 896,04	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021935	Caisse des Dépôts et Consignation	58 304,18	55 805,27	46,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1	753,37	855,77	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021936	Caisse des Dépôts et Consignation	239 013,00	225 216,95	36,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1	3 040,43	4 724,44	
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021939	Caisse des Dépôts et Consignation	24 350,78	23 307,11	46,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1	314,65	357,41	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021940	Caisse des Dépôts et Consignation	92 747,33	87 393,86	36,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 179,82	1 833,29
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021944	Caisse des Dépôts et Consignation	58 238,63	55 178,91	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		303,48	1 031,22
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021945	Caisse des Dépôts et Consignation	230 283,75	214 719,48	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 180,96	5 245,61
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021969	Caisse des Dépôts et Consignation	54 502,13	52 166,18	46,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		704,24	799,97
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021970	Caisse des Dépôts et Consignation	245 223,00	231 068,50	36,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 119,42	4 847,19
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021974	Caisse des Dépôts et Consignation	36 665,33	35 093,86	46,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		473,77	538,16
SEMAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5021975	Caisse des Dépôts et Consignation	127 143,38	119 804,54	36,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 617,36	2 513,17
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087423	Caisse des Dépôts et Consignation	39 042,38	38 046,00	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		513,62	512,18
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087424	Caisse des Dépôts et Consignation	126 869,55	122 367,86	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 651,97	2 311,54
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087439	Caisse des Dépôts et Consignation	24 758,70	23 957,27	47,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		131,77	406,04
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087440	Caisse des Dépôts et Consignation	82 756,88	79 245,08	37,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		435,85	1 778,71
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087451	Caisse des Dépôts et Consignation	33 157,43	32 311,24	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		436,20	434,98
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087452	Caisse des Dépôts et Consignation	131 634,75	126 963,97	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 714,01	2 398,36
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087727	Caisse des Dépôts et Consignation	85 507,43	83 325,25	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 124,89	1 121,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087728	Caisse des Dépôts et Consignation	408 392,55	393 901,61	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 317,67	7 440,82
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087747	Caisse des Dépôts et Consignation	35 386,88	34 241,41	47,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		188,33	580,35
SEMAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5087748	Caisse des Dépôts et Consignation	164 667,00	157 679,34	37,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		867,24	3 539,22
SEMAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5151250	Caisse des Dépôts et Consignation	243 847,43	239 892,40	38,67	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 238,55	4 044,66
SEMAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5151251	Caisse des Dépôts et Consignation	58 967,10	58 304,76	48,67	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		787,11	678,57
SEMAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5182509	Caisse des Dépôts et Consignation	8 377,35	8 377,35	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		46,08	135,02
SEMAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5182510	Caisse des Dépôts et Consignation	51 462,15	51 462,15	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		283,04	1 087,39
SEMAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5182512	Caisse des Dépôts et Consignation	125 565,83	125 565,83	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		690,61	2 653,19
SEMAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5182513	Caisse des Dépôts et Consignation	22 945,43	22 945,43	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		126,20	369,82
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313411	Caisse des Dépôts et Consignation	13 435,19	12 965,54	47,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		71,31	236,76
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313412	Caisse des Dépôts et Consignation	52 017,66	49 632,65	37,00	A	V	LIVRETA	0,450	V	LIVRETA	0,450	A-1		223,35	1 200,56
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313413	Caisse des Dépôts et Consignation	49 391,29	47 664,72	47,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		262,16	870,41
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313414	Caisse des Dépôts et Consignation	178 774,22	170 577,43	37,00	A	V	LIVRETA	0,450	V	LIVRETA	0,450	A-1		767,60	4 126,08
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313415	Caisse des Dépôts et Consignation	95 601,57	92 880,98	47,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 253,89	1 387,90

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313416	Caisse des Dépôts et Consignation	357 084,50	343 127,64	37,00	A	V	LIVRETA	1,250	V	LIVRETA	1,250	A-1		4 289,10	7 109,55
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313417	Caisse des Dépôts et Consignation	86 397,74	82 436,41	37,00	A	V	LIVRETA	0,450	V	LIVRETA	0,450	A-1		370,96	1 994,05
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313418	Caisse des Dépôts et Consignation	25 944,94	25 037,99	47,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		137,71	457,22
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313419	Caisse des Dépôts et Consignation	282 959,13	271 899,50	37,00	A	V	LIVRETA	1,250	V	LIVRETA	1,250	A-1		3 398,74	5 633,71
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1313420	Caisse des Dépôts et Consignation	75 831,55	73 673,56	47,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		994,59	1 100,89
SOGEDIS	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5023199	Caisse des Dépôts et Consignation	74 178,01	69 161,49	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		380,39	1 690,60
SOGEDIS	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5023200	Caisse des Dépôts et Consignation	21 088,54	19 979,72	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		109,89	373,68
SOGEDIS	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5023226	Caisse des Dépôts et Consignation	82 716,81	77 015,15	36,50	A	V	LIVRETA	0,450	V	LIVRETA	0,450	A-1		346,57	1 917,68
SOGEDIS	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5023227	Caisse des Dépôts et Consignation	15 979,73	15 139,52	46,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		83,27	283,16
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5081849	Caisse des Dépôts et Consignation	103 004,40	99 403,69	47,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		546,72	1 815,22
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5081850	Caisse des Dépôts et Consignation	240 078,08	229 283,78	37,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 261,06	5 441,72
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085335	Caisse des Dépôts et Consignation	19 791,42	19 099,57	47,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		105,05	348,78
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085336	Caisse des Dépôts et Consignation	100 524,78	96 005,02	37,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		528,03	2 278,54
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085435	Caisse des Dépôts et Consignation	47 912,51	47 235,34	48,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		637,68	686,31



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085436	Caisse des Dépôts et Consignation	204 491,61	200 602,40	38,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 708,13	3 941,72
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5088798	Caisse des Dépôts et Consignation	20 733,32	20 143,30	47,42	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		271,93	301,00
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5088799	Caisse des Dépôts et Consignation	70 313,09	67 620,47	37,42	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		912,88	1 373,63
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5107851	Caisse des Dépôts et Consignation	81 371,40	78 526,91	47,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		431,90	1 433,99
SOGEDIS	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5107852	Caisse des Dépôts et Consignation	315 885,79	301 683,05	37,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 659,26	7 160,01
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5109945	Caisse des Dépôts et Consignation	34 778,90	34 172,69	48,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		187,95	609,55
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5109946	Caisse des Dépôts et Consignation	168 770,98	164 987,27	38,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		907,43	3 804,51
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5149231	Caisse des Dépôts et Consignation	25 209,41	24 770,00	48,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		136,24	441,83
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5149232	Caisse des Dépôts et Consignation	77 115,76	75 386,88	38,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		414,63	1 738,38
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5149435	Caisse des Dépôts et Consignation	45 273,08	44 483,95	48,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		244,66	793,47
SOGEDIS	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5149436	Caisse des Dépôts et Consignation	89 178,43	87 179,13	38,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		479,49	2 010,30
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5155707	Caisse des Dépôts et Consignation	90 849,85	90 849,85	39,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		499,67	2 036,78
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5155708	Caisse des Dépôts et Consignation	25 633,23	25 633,23	49,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		140,98	446,80
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5156470	Caisse des Dépôts et Consignation	96 221,38	96 221,38	49,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 298,99	1 359,94



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5156471	Caisse des Dépôts et Consignation	305 750,23	305 750,23	39,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 127,63	5 815,04
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5156475	Caisse des Dépôts et Consignation	22 402,57	22 402,57	49,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		123,21	390,49
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5156476	Caisse des Dépôts et Consignation	111 302,41	111 302,41	39,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		612,16	2 495,31
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5157028	Caisse des Dépôts et Consignation	45 032,47	45 032,47	39,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		247,68	1 009,59
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5157029	Caisse des Dépôts et Consignation	13 073,05	13 073,05	49,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		71,90	227,87
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5168811	Caisse des Dépôts et Consignation	55 604,76	55 604,76	49,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		305,83	969,22
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5168812	Caisse des Dépôts et Consignation	236 124,66	236 124,66	39,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 298,69	5 293,72
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5193467	Caisse des Dépôts et Consignation	30 631,67	30 631,67	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		168,47	533,93
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5193468	Caisse des Dépôts et Consignation	223 468,36	223 468,36	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 229,08	5 009,97
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5194109	Caisse des Dépôts et Consignation	19 814,78	19 814,78	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		108,98	345,38
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5194110	Caisse des Dépôts et Consignation	170 974,47	170 974,47	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		940,36	3 833,10
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5194260	Caisse des Dépôts et Consignation	55 840,81	55 840,81	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		307,12	973,33
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5194261	Caisse des Dépôts et Consignation	275 593,16	275 593,16	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 515,76	6 178,57
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5195976	Caisse des Dépôts et Consignation	56 513,76	56 513,76	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		310,83	985,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5195977	Caisse des Dépôts et Consignation	569 277,60	569 277,60	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		3 131,03	12 762,73
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5196916	Caisse des Dépôts et Consignation	96 172,73	96 172,73	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		528,95	2 156,11
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5197742	Caisse des Dépôts et Consignation	23 793,30	23 793,30	49,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		321,21	336,28
SOGEDIS	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5197743	Caisse des Dépôts et Consignation	219 331,92	219 331,92	39,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 960,98	4 171,46
<b>Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social</b>					<b>32 382 706,56</b>	<b>29 157 673,92</b>											<b>273 679,29</b>	<b>610 063,12</b>
SA HLM DE LA REUNION	2015	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019036	Caisse des Dépôts et Consignation	270 367,72	254 770,55	45,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 439,40	4 031,78
SA HLM DE LA REUNION	2015	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019037	Caisse des Dépôts et Consignation	445 923,62	411 306,49	35,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 552,64	8 948,32
SA HLM DE LA REUNION	2015	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019041	Caisse des Dépôts et Consignation	57 491,70	54 175,08	45,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		731,36	857,33
SA HLM DE LA REUNION	2015	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019042	Caisse des Dépôts et Consignation	80 742,24	74 474,21	35,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 005,40	1 620,25
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5031512	Caisse des Dépôts et Consignation	38 288,67	37 338,48	47,25	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		694,50	488,39
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5031513	Caisse des Dépôts et Consignation	166 289,64	160 561,67	37,25	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		2 986,45	2 944,14
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5049957	Caisse des Dépôts et Consignation	39 186,70	37 816,86	47,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		207,99	690,58
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5049958	Caisse des Dépôts et Consignation	73 639,08	70 328,14	37,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		386,81	1 669,14
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5067936	Caisse des Dépôts et Consignation	98 362,07	94 595,33	37,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 277,04	1 921,59



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5067937	Caisse des Dépôts et Consignation	17 612,97	17 111,74	47,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		231,01	255,70
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074454	Caisse des Dépôts et Consignation	120 167,58	115 966,90	47,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		637,82	2 117,68
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074455	Caisse des Dépôts et Consignation	273 578,70	261 278,15	37,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 437,03	6 201,06
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074528	Caisse des Dépôts et Consignation	112 046,88	108 130,07	47,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		594,72	1 974,57
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074529	Caisse des Dépôts et Consignation	250 855,83	239 576,94	37,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 317,67	5 686,01
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074633	Caisse des Dépôts et Consignation	68 855,92	66 896,45	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		903,10	999,62
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074634	Caisse des Dépôts et Consignation	155 330,89	149 382,55	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 016,66	3 034,53
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074679	Caisse des Dépôts et Consignation	74 390,82	72 273,84	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		975,70	1 079,97
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074680	Caisse des Dépôts et Consignation	157 458,05	151 428,25	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 044,28	3 076,09
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074905	Caisse des Dépôts et Consignation	29 646,98	28 610,62	47,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		157,36	522,46
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074906	Caisse des Dépôts et Consignation	123 741,69	118 178,07	37,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		649,98	2 804,79
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074942	Caisse des Dépôts et Consignation	27 451,19	26 670,00	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		360,05	398,52
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074943	Caisse des Dépôts et Consignation	67 709,10	65 116,21	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		879,07	1 322,76
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5077428	Caisse des Dépôts et Consignation	66 456,24	64 565,06	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		871,63	964,78



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5077429	Caisse des Dépôts et Consignation	287 364,78	276 360,25	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 730,86	5 613,93
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5090232	Caisse des Dépôts et Consignation	40 259,69	39 114,00	47,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		528,04	584,47
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5090233	Caisse des Dépôts et Consignation	55 423,82	53 301,39	37,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		719,57	1 082,75
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5102508	Caisse des Dépôts et Consignation	9 399,77	9 075,99	37,75	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		168,81	166,42
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5103960	Caisse des Dépôts et Consignation	27 302,26	26 347,85	47,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		144,91	481,14
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5103961	Caisse des Dépôts et Consignation	60 739,62	58 008,67	37,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		319,05	1 376,75
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5106061	Caisse des Dépôts et Consignation	74 408,89	71 807,79	47,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		394,94	1 311,29
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5106062	Caisse des Dépôts et Consignation	155 885,82	148 876,94	37,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		818,82	3 533,38
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5106091	Caisse des Dépôts et Consignation	59 425,73	57 348,40	47,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		315,42	1 047,24
SA HLM DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5106092	Caisse des Dépôts et Consignation	124 978,01	119 358,79	37,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		656,47	2 832,81
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5111269	Caisse des Dépôts et Consignation	188 663,17	184 433,50	38,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 014,38	4 252,93
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5111270	Caisse des Dépôts et Consignation	85 200,92	83 715,83	48,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		460,44	1 493,26
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5114029	Caisse des Dépôts et Consignation	131 959,38	129 000,96	38,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		709,51	2 974,69
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5114030	Caisse des Dépôts et Consignation	62 692,12	61 599,36	48,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		338,80	1 098,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5130302	Caisse des Dépôts et Consignation	94 727,92	93 076,76	48,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		511,92	1 660,24
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5130303	Caisse des Dépôts et Consignation	197 190,60	192 769,76	38,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 060,23	4 445,16
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5130625	Caisse des Dépôts et Consignation	67 842,50	66 883,65	48,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		902,93	971,79
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5130626	Caisse des Dépôts et Consignation	93 253,81	91 480,22	38,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 234,98	1 797,53
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5135259	Caisse des Dépôts et Consignation	168 030,28	164 263,18	38,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		903,45	3 787,82
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5135260	Caisse des Dépôts et Consignation	36 466,48	35 830,85	48,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		197,07	639,12
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5138047	Caisse des Dépôts et Consignation	141 842,22	138 662,24	38,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		762,64	3 197,47
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5138048	Caisse des Dépôts et Consignation	36 259,94	35 627,91	48,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		195,95	635,51
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5138049	Caisse des Dépôts et Consignation	51 585,11	50 604,02	38,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		683,15	994,34
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5138050	Caisse des Dépôts et Consignation	75 554,29	74 486,45	48,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 005,57	1 082,26
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5144592	Caisse des Dépôts et Consignation	67 267,25	66 316,54	48,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		895,27	963,55
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5144593	Caisse des Dépôts et Consignation	53 211,61	52 199,58	38,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		704,69	1 025,69
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5144622	Caisse des Dépôts et Consignation	67 614,75	66 659,13	48,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		899,90	968,53
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5144623	Caisse des Dépôts et Consignation	74 444,32	73 028,47	38,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		985,88	1 434,97



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150021	Caisse des Dépôts et Consignation	146 279,67	144 212,24	48,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 946,87	2 095,34
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150022	Caisse des Dépôts et Consignation	259 721,20	254 781,58	38,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 439,55	5 006,31
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150468	Caisse des Dépôts et Consignation	108 887,64	107 348,69	48,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 449,21	1 559,73
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150469	Caisse des Dépôts et Consignation	203 475,03	199 605,15	38,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 694,67	3 922,12
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150470	Caisse des Dépôts et Consignation	63 920,73	62 806,56	48,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		345,44	1 120,30
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150471	Caisse des Dépôts et Consignation	230 157,77	224 997,82	38,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 237,49	5 188,32
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150752	Caisse des Dépôts et Consignation	94 807,61	93 467,66	48,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 261,81	1 358,04
SA HLM DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150753	Caisse des Dépôts et Consignation	138 041,58	135 416,18	38,83	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 828,12	2 660,85
SA HLM DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5204513	Caisse des Dépôts et Consignation	86 618,49	86 618,49	39,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 169,35	1 647,39
SA HLM DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5204514	Caisse des Dépôts et Consignation	55 244,70	55 244,70	49,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		745,80	780,80
SA HLM DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5204526	Caisse des Dépôts et Consignation	16 429,53	16 429,53	39,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		221,80	312,47
SA HLM DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5204527	Caisse des Dépôts et Consignation	31 354,26	31 354,26	49,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		423,28	443,14
SA HLM DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5205259	Caisse des Dépôts et Consignation	602 916,44	602 916,44	39,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		3 316,04	13 516,88
SA HLM DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5205260	Caisse des Dépôts et Consignation	105 765,18	105 765,18	49,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		581,71	1 843,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5206012	Caisse des Dépôts et Consignation	97 930,43	0,00	50,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5206107	Caisse des Dépôts et Consignation	230 343,68	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208801	Caisse des Dépôts et Consignation	291 252,85	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208802	Caisse des Dépôts et Consignation	39 772,49	0,00	50,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5209228	Caisse des Dépôts et Consignation	109 420,06	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5209229	Caisse des Dépôts et Consignation	40 938,21	0,00	50,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5209273	Caisse des Dépôts et Consignation	191 365,90	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	0,00
SA HLM DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5209274	Caisse des Dépôts et Consignation	72 827,89	0,00	50,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	0,00
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5020941	Caisse des Dépôts et Consignation	10 633,46	10 074,35	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		55,41	188,42
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5020942	Caisse des Dépôts et Consignation	40 229,20	37 508,57	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		206,30	916,87
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5023990	Caisse des Dépôts et Consignation	39 362,10	37 292,45	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		205,11	697,48
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5023991	Caisse des Dépôts et Consignation	165 394,04	154 208,76	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		848,15	3 769,52
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024188	Caisse des Dépôts et Consignation	76 298,03	73 019,11	46,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		985,76	1 122,62
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024189	Caisse des Dépôts et Consignation	311 095,23	293 104,43	36,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 956,91	6 159,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024913	Caisse des Dépôts et Consignation	46 152,06	44 418,04	46,08	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		826,18	599,64
SEDRE	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024914	Caisse des Dépôts et Consignation	183 730,58	174 148,91	36,08	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		3 239,17	3 313,43
SEDRE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5068095	Caisse des Dépôts et Consignation	109 047,20	105 235,26	47,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		578,79	1 921,71
SEDRE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5068096	Caisse des Dépôts et Consignation	606 365,57	579 102,39	37,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		3 185,06	13 744,16
SEDRE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5107349	Caisse des Dépôts et Consignation	47 331,96	45 985,00	47,67	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		620,80	687,15
SEDRE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5107350	Caisse des Dépôts et Consignation	254 991,42	245 226,62	37,67	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 310,56	4 981,49
SEDRE	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5135235	Caisse des Dépôts et Consignation	37 289,55	36 639,57	48,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		201,52	653,55
SEDRE	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5135236	Caisse des Dépôts et Consignation	127 861,99	124 995,44	38,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		687,47	2 882,33
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5035808	Caisse des Dépôts et Consignation	67 724,43	65 179,89	46,17	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		1 212,35	879,92
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5035809	Caisse des Dépôts et Consignation	193 803,92	183 696,93	36,17	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		3 416,76	3 495,09
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5046115	Caisse des Dépôts et Consignation	26 343,16	25 214,10	46,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		340,39	386,66
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5046116	Caisse des Dépôts et Consignation	180 989,50	170 542,62	36,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 302,33	3 577,52
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5046122	Caisse des Dépôts et Consignation	50 681,97	49 388,55	47,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		666,75	664,88
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5046123	Caisse des Dépôts et Consignation	330 621,80	318 890,39	37,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 305,02	6 023,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5046124	Caisse des Dépôts et Consignation	366 436,45	345 285,39	36,58	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 661,35	7 243,15
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5046125	Caisse des Dépôts et Consignation	67 111,68	64 235,29	46,58	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		867,18	985,05
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5073510	Caisse des Dépôts et Consignation	26 780,68	25 913,80	47,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		142,53	439,20
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5073511	Caisse des Dépôts et Consignation	161 802,19	154 936,09	37,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		852,15	3 477,64
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085302	Caisse des Dépôts et Consignation	288 501,96	278 265,08	37,67	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 756,58	5 256,44
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085303	Caisse des Dépôts et Consignation	72 286,66	70 441,88	47,67	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		950,97	948,30
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5088369	Caisse des Dépôts et Consignation	26 891,81	26 021,33	47,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		143,12	441,03
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5088370	Caisse des Dépôts et Consignation	101 258,02	96 961,13	37,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		533,29	2 176,36
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5161445	Caisse des Dépôts et Consignation	292 782,08	292 782,08	39,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 952,56	5 568,40
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5161446	Caisse des Dépôts et Consignation	57 475,28	57 475,28	49,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		775,92	812,32
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5163553	Caisse des Dépôts et Consignation	52 819,36	52 819,36	49,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		713,06	746,52
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5163554	Caisse des Dépôts et Consignation	317 099,79	317 099,79	39,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 280,85	6 030,90
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5163559	Caisse des Dépôts et Consignation	21 943,17	21 943,17	49,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		120,69	382,48
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5163560	Caisse des Dépôts et Consignation	122 656,15	122 656,15	39,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		674,61	2 749,85

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5167111	Caisse des Dépôts et Consignation	31 037,27	31 037,27	49,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		419,00	438,66
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5167112	Caisse des Dépôts et Consignation	191 514,21	191 514,21	39,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 585,44	3 642,40
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5203860	Caisse des Dépôts et Consignation	33 806,39	33 806,39	39,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		456,39	642,96
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5203861	Caisse des Dépôts et Consignation	3 650,85	3 650,85	49,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		49,29	51,60
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5203863	Caisse des Dépôts et Consignation	263 742,05	263 742,05	39,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 560,52	5 016,09
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5203864	Caisse des Dépôts et Consignation	42 832,97	42 832,97	49,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		578,25	605,38
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5203874	Caisse des Dépôts et Consignation	59 494,60	59 494,60	49,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		803,18	840,86
SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5203875	Caisse des Dépôts et Consignation	516 978,02	516 978,02	39,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		6 979,20	9 832,37
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5017358	Caisse des Dépôts et Consignation	233 299,09	217 521,52	36,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 196,37	5 317,15
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5017359	Caisse des Dépôts et Consignation	107 442,03	101 792,77	46,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		559,86	1 903,84
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5018871	Caisse des Dépôts et Consignation	272 774,86	258 240,95	36,17	A	V	LIVRETA	1,867	V	LIVRETA	1,860	A-1		4 803,28	4 913,40
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024150	Caisse des Dépôts et Consignation	73 438,84	69 577,45	46,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		382,68	1 301,31
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024151	Caisse des Dépôts et Consignation	348 515,46	324 946,03	36,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 787,20	7 943,06
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024219	Caisse des Dépôts et Consignation	61 228,41	58 597,11	46,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		791,06	900,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024220	Caisse des Dépôts et Consignation	210 012,56	197 867,42	36,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 671,21	4 158,17
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024592	Caisse des Dépôts et Consignation	42 451,08	40 626,74	46,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		548,46	624,61
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5024593	Caisse des Dépôts et Consignation	152 464,95	143 647,82	36,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 939,25	3 018,75
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5025777	Caisse des Dépôts et Consignation	69 048,44	65 417,90	46,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		359,80	1 223,52
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5025778	Caisse des Dépôts et Consignation	167 519,09	155 949,54	36,17	A	V	LIVRETA	0,552	V	LIVRETA	0,550	A-1		857,72	3 812,07
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033787	Caisse des Dépôts et Consignation	73 885,51	70 000,64	46,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		385,00	1 309,23
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033788	Caisse des Dépôts et Consignation	171 542,85	159 941,74	36,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		879,68	3 909,65
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033803	Caisse des Dépôts et Consignation	90 583,21	85 820,38	46,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		472,01	1 605,11
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033804	Caisse des Dépôts et Consignation	210 432,60	196 201,45	36,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 079,11	4 795,99
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033828	Caisse des Dépôts et Consignation	83 790,50	79 384,83	46,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		436,62	1 484,74
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033829	Caisse des Dépôts et Consignation	194 806,54	181 632,15	36,25	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		998,98	4 439,86
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033834	Caisse des Dépôts et Consignation	70 173,60	67 157,88	46,25	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		906,63	1 032,50
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5033835	Caisse des Dépôts et Consignation	284 407,86	267 960,40	36,25	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 617,47	5 631,18
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5038414	Caisse des Dépôts et Consignation	44 580,23	41 883,20	46,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		230,36	897,64



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5038415	Caisse des Dépôts et Consignation	139 030,98	128 570,17	36,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		707,14	3 483,47
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5039250	Caisse des Dépôts et Consignation	125 905,67	118 288,58	46,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		650,59	2 535,16
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5039251	Caisse des Dépôts et Consignation	292 318,65	270 324,35	36,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 486,78	7 324,15
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5039389	Caisse des Dépôts et Consignation	163 890,39	153 975,28	46,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		846,86	3 300,00
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5039390	Caisse des Dépôts et Consignation	353 398,23	326 183,44	36,33	A	V	LIVRETA	0,552	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 794,01	8 837,59
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5041923	Caisse des Dépôts et Consignation	52 254,49	49 093,17	46,42	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		270,01	1 052,17
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5041924	Caisse des Dépôts et Consignation	112 249,40	103 803,66	36,42	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		570,92	2 812,45
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5052562	Caisse des Dépôts et Consignation	139 970,65	131 502,65	46,58	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		723,26	2 818,37
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5052563	Caisse des Dépôts et Consignation	324 386,59	299 979,48	36,58	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 649,89	8 127,62
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5055780	Caisse des Dépôts et Consignation	39 986,95	37 567,81	46,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		206,62	805,15
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5055781	Caisse des Dépôts et Consignation	119 472,59	110 483,38	36,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		607,66	2 993,43
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5058838	Caisse des Dépôts et Consignation	31 364,31	29 466,82	46,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		162,07	631,53
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5058839	Caisse des Dépôts et Consignation	116 046,19	107 314,78	36,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		590,23	2 907,58
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5062296	Caisse des Dépôts et Consignation	60 646,23	56 977,23	46,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		313,37	1 221,14



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5062297	Caisse des Dépôts et Consignation	140 996,46	130 387,77	36,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		717,13	3 532,72
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5062566	Caisse des Dépôts et Consignation	107 534,26	101 028,61	46,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		555,66	2 165,25
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5062567	Caisse des Dépôts et Consignation	249 671,24	230 885,77	36,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 269,87	6 255,60
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5064313	Caisse des Dépôts et Consignation	49 093,36	46 123,29	46,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		253,68	988,52
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5064314	Caisse des Dépôts et Consignation	114 322,35	105 720,64	36,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		581,46	2 864,39
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5064458	Caisse des Dépôts et Consignation	111 562,17	104 812,84	46,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		576,47	2 246,35
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5064459	Caisse des Dépôts et Consignation	259 451,22	239 929,89	36,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 319,61	6 500,64
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5072169	Caisse des Dépôts et Consignation	60 235,30	58 129,66	47,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		319,71	1 061,51
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5072170	Caisse des Dépôts et Consignation	139 673,59	133 393,64	37,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		733,67	3 165,91
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5080567	Caisse des Dépôts et Consignation	168 344,64	163 057,04	47,25	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 201,27	2 679,34
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5080568	Caisse des Dépôts et Consignation	388 930,99	372 943,63	37,25	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 034,74	8 107,14
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085646	Caisse des Dépôts et Consignation	418 949,11	403 279,90	37,33	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		7 501,01	7 996,59
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5085647	Caisse des Dépôts et Consignation	97 508,29	93 861,36	37,33	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		1 745,82	1 861,17
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5086482	Caisse des Dépôts et Consignation	99 178,48	95 448,19	47,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		524,96	1 871,60



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5086483	Caisse des Dépôts et Consignation	231 416,40	220 415,65	37,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 212,29	5 520,64
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5086504	Caisse des Dépôts et Consignation	96 733,20	93 094,88	47,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		512,02	1 825,45
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5086505	Caisse des Dépôts et Consignation	225 710,84	214 981,30	37,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 182,40	5 384,53
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2015	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5089901	Caisse des Dépôts et Consignation	52 500,00	48 662,31	45,58	A	V	LIVRETA	0,543	V	LIVRETA	0,550	A-1		267,64	997,83
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5102699	Caisse des Dépôts et Consignation	80 095,77	77 083,21	47,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		423,96	1 511,49
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5102700	Caisse des Dépôts et Consignation	281 968,68	268 564,84	37,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 477,11	6 726,61
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5102702	Caisse des Dépôts et Consignation	49 786,97	47 914,39	47,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		263,53	939,53
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5102703	Caisse des Dépôts et Consignation	146 124,80	139 178,52	37,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		765,48	3 485,94
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5103832	Caisse des Dépôts et Consignation	32 664,89	31 523,03	47,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		173,38	575,65
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5103833	Caisse des Dépôts et Consignation	97 597,83	93 209,67	37,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		512,65	2 212,20
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5116495	Caisse des Dépôts et Consignation	220 994,48	216 039,96	38,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 188,22	4 981,76
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5116496	Caisse des Dépôts et Consignation	94 766,36	93 114,54	48,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		512,13	1 660,91
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5117090	Caisse des Dépôts et Consignation	167 998,43	165 070,13	48,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		907,89	2 944,40
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5117091	Caisse des Dépôts et Consignation	391 996,35	383 208,12	38,08	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		2 107,64	8 836,57



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5117140	Caisse des Dépôts et Consignation	18 283,11	18 024,70	48,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		243,33	261,89
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5117141	Caisse des Dépôts et Consignation	42 660,53	41 849,17	38,08	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		564,96	822,31
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5149637	Caisse des Dépôts et Consignation	210 770,55	207 173,92	38,92	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		3 853,43	3 663,52
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5149638	Caisse des Dépôts et Consignation	70 573,38	69 705,76	48,92	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		1 296,53	883,76
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5150209	Caisse des Dépôts et Consignation	54 552,84	53 621,94	38,92	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		997,37	948,21
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5155306	Caisse des Dépôts et Consignation	60 456,88	59 403,09	48,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		326,72	1 059,59
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5155307	Caisse des Dépôts et Consignation	457 248,68	446 997,54	38,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		2 458,49	10 307,51
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5183460	Caisse des Dépôts et Consignation	64 927,43	64 927,43	49,42	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		357,10	1 131,72
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5183461	Caisse des Dépôts et Consignation	222 300,62	222 300,62	39,42	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 222,65	4 983,79
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191191	Caisse des Dépôts et Consignation	31 545,88	31 545,88	49,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		173,50	549,86
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191192	Caisse des Dépôts et Consignation	282 325,20	282 325,20	39,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 552,79	6 329,49
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191197	Caisse des Dépôts et Consignation	18 873,56	18 873,56	49,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		103,80	328,98
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191198	Caisse des Dépôts et Consignation	103 725,11	103 725,11	39,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		570,49	2 325,43
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191199	Caisse des Dépôts et Consignation	18 871,98	18 871,98	49,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		103,80	328,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191200	Caisse des Dépôts et Consignation	100 062,49	100 062,49	39,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		550,34	2 243,32
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191932	Caisse des Dépôts et Consignation	31 911,48	31 911,48	49,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		175,51	556,23
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191933	Caisse des Dépôts et Consignation	148 440,38	148 440,38	39,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		816,42	3 327,91
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191947	Caisse des Dépôts et Consignation	18 455,15	18 455,15	49,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		101,50	321,68
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5191948	Caisse des Dépôts et Consignation	95 485,73	95 485,73	39,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		525,17	2 140,71
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208460	Caisse des Dépôts et Consignation	356 396,19	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208461	Caisse des Dépôts et Consignation	83 374,93	0,00	50,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		0,00	0,00
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208707	Caisse des Dépôts et Consignation	229 967,95	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		0,00	0,00
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208708	Caisse des Dépôts et Consignation	88 091,81	0,00	50,00	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		0,00	0,00
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5208709	Caisse des Dépôts et Consignation	354 081,16	0,00	40,00	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,860	A-1		0,00	0,00
SODIAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019157	Caisse des Dépôts et Consignation	49 693,89	47 558,29	46,42	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		642,04	731,17
SODIAC	2016	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019158	Caisse des Dépôts et Consignation	296 317,66	278 836,23	36,42	A	V	LIVRETA	1,250	V	LIVRETA	1,250	A-1		3 485,45	5 973,43
SODIAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074704	Caisse des Dépôts et Consignation	106 019,82	103 002,75	47,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 390,54	1 539,15
SODIAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5074705	Caisse des Dépôts et Consignation	320 248,81	307 985,00	37,17	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 157,80	6 256,35

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SODIAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5075796	Caisse des Dépôts et Consignation	15 713,87	15 164,56	47,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		83,41	276,92
SODIAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5075797	Caisse des Dépôts et Consignation	136 231,14	130 105,96	37,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		715,58	3 087,88
SODIAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5076919	Caisse des Dépôts et Consignation	80 967,94	78 137,56	47,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		429,76	1 426,88
SODIAC	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5076920	Caisse des Dépôts et Consignation	276 535,24	264 101,77	37,17	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 452,56	6 268,07
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5125938	Caisse des Dépôts et Consignation	137 546,79	135 149,28	48,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		743,32	2 410,69
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5125939	Caisse des Dépôts et Consignation	320 618,50	313 430,50	38,67	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 723,87	7 227,53
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5135834	Caisse des Dépôts et Consignation	69 405,97	69 405,97	49,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		936,98	980,94
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5135839	Caisse des Dépôts et Consignation	161 947,27	161 947,27	39,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 186,29	3 080,06
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5142197	Caisse des Dépôts et Consignation	78 152,26	77 047,70	48,75	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 040,14	1 119,47
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5142198	Caisse des Dépôts et Consignation	181 234,11	177 787,23	38,75	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 400,13	3 493,41
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5153830	Caisse des Dépôts et Consignation	27 661,53	27 179,38	48,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		149,49	484,81
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5153831	Caisse des Dépôts et Consignation	100 656,49	98 399,85	38,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		541,20	2 269,05
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5153834	Caisse des Dépôts et Consignation	73 628,34	72 587,72	48,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		979,93	1 054,67
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5153835	Caisse des Dépôts et Consignation	271 484,34	266 321,00	38,92	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 595,33	5 233,05



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5153916	Caisse des Dépôts et Consignation	36 145,07	35 515,05	48,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		195,33	633,49
SODIAC	2018	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5153917	Caisse des Dépôts et Consignation	136 021,22	132 971,74	38,92	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		731,34	3 066,25
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5170039	Caisse des Dépôts et Consignation	310 160,20	310 160,20	39,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 187,16	5 898,92
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5170040	Caisse des Dépôts et Consignation	93 127,23	93 127,23	49,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 257,22	1 316,21
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5185736	Caisse des Dépôts et Consignation	74 092,97	74 092,97	49,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 000,25	1 047,19
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5185737	Caisse des Dépôts et Consignation	296 679,53	296 679,53	39,33	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 005,17	5 642,53
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5186861	Caisse des Dépôts et Consignation	41 040,59	41 040,59	49,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		225,72	715,36
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5186862	Caisse des Dépôts et Consignation	337 118,84	337 118,84	39,33	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 854,15	7 557,92
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5201537	Caisse des Dépôts et Consignation	165 927,03	165 927,03	39,75	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 240,01	3 155,76
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5201538	Caisse des Dépôts et Consignation	61 656,04	61 656,04	49,75	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		832,36	871,41
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5201539	Caisse des Dépôts et Consignation	126 926,61	126 926,61	39,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		698,10	2 845,59
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5201540	Caisse des Dépôts et Consignation	47 802,08	47 802,08	49,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		262,91	833,21
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5206586	Caisse des Dépôts et Consignation	207 541,01	207 541,01	39,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 141,48	4 652,90
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5206587	Caisse des Dépôts et Consignation	39 374,16	39 374,16	49,83	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		216,56	686,31

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5206753	Caisse des Dépôts et Consignation	35 510,92	35 510,92	49,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		195,31	618,97
SODIAC	2019	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5206754	Caisse des Dépôts et Consignation	250 101,09	250 101,09	39,75	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 375,56	5 607,06
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>63 742 566,04</b>	<b>56 566 979,97</b>											<b>1 014 705,77</b>	<b>1 776 676,65</b>

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

**B7.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio (1)</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	1 907 640,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	79 224 636,66
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>81 132 276,66</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>522 470 030,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)</b>	<b>I / II</b>	<b>15,53</b>

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES**

**SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT (total)</b>					<b>0,00</b>
<b>FONCTIONNEMENT (total)</b>					<b>0,00</b>

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8017</b>	<b>Subventions à verser en annuités</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8018</b>	<b>Autres engagements donnés</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Au profit d'organismes publics</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Au profit d'organismes privés</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

**ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

**B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>9,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9,00</b>	<b>5,00</b>	<b>2,00</b>	<b>7,00</b>
Directeur général des services		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services		8,00	0,00	8,00	5,00	1,00	6,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>1 006,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 006,00</b>	<b>593,25</b>	<b>299,91</b>	<b>893,16</b>
Adjoint Administratif	C	516,00	0,00	516,00	264,14	203,00	467,14
Adjoint Administratif Principal 1ère Classe	C	11,00	0,00	11,00	10,86	0,00	10,86
Adjoint Administratif Principal 2ème Classe	C	85,00	0,00	85,00	83,42	0,00	83,42
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Administrateur hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Attaché	A	169,00	0,00	169,00	71,60	71,91	143,51
Attaché Hors Classe	A	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Attaché Principal	A	50,00	0,00	50,00	49,72	0,00	49,72
Directeur Territorial	A	24,00	0,00	24,00	16,72	0,00	16,72
Rédacteur	B	75,00	0,00	75,00	39,21	24,00	63,21
Rédacteur Principal de 1ère classe	B	35,00	0,00	35,00	31,86	0,00	31,86
Rédacteur Principal de 2ème classe	B	33,00	0,00	33,00	20,72	1,00	21,72
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>1 863,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 863,00</b>	<b>1 352,43</b>	<b>326,50</b>	<b>1 678,93</b>
Adjoint Technique	C	301,00	0,00	301,00	163,00	109,50	272,50
Adjoint Technique Principal 1ère Classe	C	14,00	0,00	14,00	14,00	0,00	14,00
Adjoint Technique Principal 2ème Classe	C	124,00	0,00	124,00	84,86	0,00	84,86
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	705,00	0,00	705,00	472,36	195,00	667,36
Adjoint Technique ppal 1ère Cl des Etabl. d'Enseig.	C	46,00	0,00	46,00	46,00	0,00	46,00
Adjoint Technique ppal 2ème Cl des Etabl. d'Enseig.	C	375,00	0,00	375,00	361,00	0,00	361,00
Agent de Maîtrise	C	49,00	0,00	49,00	30,00	0,00	30,00
Agent de Maîtrise Principal	C	25,00	0,00	25,00	25,00	0,00	25,00
Ingénieur	A	40,00	0,00	40,00	27,86	7,00	34,86
Ingénieur Principal	A	34,00	0,00	34,00	33,77	0,00	33,77
Ingénieur en Chef	A	11,00	0,00	11,00	7,00	0,00	7,00
Ingénieur en Chef Hors Classe	A	10,00	0,00	10,00	8,00	0,00	8,00
Technicien	B	53,00	0,00	53,00	22,86	15,00	37,86
Technicien Principal 1ère classe	B	41,00	0,00	41,00	30,86	0,00	30,86
Technicien Principal 2ème classe	B	35,00	0,00	35,00	25,86	0,00	25,86
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>
Assistant socio-éducatif	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif principal	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			AGENTS		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Médecin	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>7,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7,00</b>	<b>4,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,00</b>
Conseiller des Activités Physiques et Sportives	A	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Conseiller des Activités Physiques et Sportives principal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur des APS Principal 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>110,00</b>	<b>0,00</b>	<b>110,00</b>	<b>50,61</b>	<b>24,86</b>	<b>75,47</b>
Adjoint du patrimoine	C	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint du patrimoine principal 2 classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 1ère classe	B	29,00	0,00	29,00	19,00	2,86	21,86
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	25,00	0,00	25,00	4,00	17,00	21,00
Assistant de conservation	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
Bibliothécaire	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Conservateur Patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Directeur Enseignement Artistique 1ère Catégorie	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Directeur Enseignement Artistique 2ème Catégorie	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur d'Enseignement Artistique Classe Norm	A	29,00	0,00	29,00	13,86	3,00	16,86
Professeur d'Enseignement Artistique Hors Classe	A	9,00	0,00	9,00	8,75	0,00	8,75
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>77,61</b>	<b>77,61</b>
Chargé de Mission		104,00	0,00	104,00	0,00	65,61	65,61
Collaborateur de Cabinet		6,00	0,00	6,00	0,00	6,00	6,00
Hors Catégorie		12,00	0,00	12,00	0,00	6,00	6,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>3 113,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 113,00</b>	<b>2 001,29</b>	<b>730,88</b>	<b>2 732,17</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

**B9**

**D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>7 931 953,71</b>		
Adjoint Administratif	C	ADM		34 128,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		26 880,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du con	CDD
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		24 275,21	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		18 600,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM		17 942,88	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	367	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du con	CDD
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	363	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	428	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	337	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	367	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	363	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Administratif	C	ADM	324	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		17 981,64	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH		17 551,56	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	345	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	384	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	416	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	324	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		21 577,97	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE  
 SLO  
 Nature du contrat (5)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		18 600,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 942,88	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH		17 763,24	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du con	
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	345	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint Technique des Etabl. d'Enseig.	C	TECH	321	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint du patrimoine	C	CULT	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 1ère classe	B	CULT	437	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 1ère classe	B	CULT	402	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 1ère classe	B	CULT	402	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	354	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	361	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	385	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	385	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	327	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	347	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	354	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	398	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	347	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	459	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	390	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	413	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	347	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	347	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	354	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	361	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Assistant d'Enseignement Artistique principal de 2ème classe	B	CULT	373	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM		75 720,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM		59 820,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM		58 800,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM		44 520,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM		33 120,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	505	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	450	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	680	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	400	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Attaché	A	ADM	483	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	532	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	376	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	349	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	560	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	428	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	400	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	505	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	363	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	458	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	468	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	440	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	400	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	635	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	400	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	505	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	658	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	524	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	627	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	664	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	389	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	476	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	664	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	532	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	664	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	400	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	760	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	560	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Attaché	A	ADM	440	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	400	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	505	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	560	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	408	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	505	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	468	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	418	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché	A	ADM	389	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Attaché	A	ADM	545	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	CULT	560	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Chargé de Mission		OTR		94 920,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		91 332,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR		90 444,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR		88 020,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		87 720,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		87 720,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4) Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros	
Chargé de Mission		OTR		87 720,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		87 600,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		83 400,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		79 740,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		71 412,72	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		66 300,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		66 120,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		66 120,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		66 120,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		64 800,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		61 920,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie
Chargé de Mission		OTR		58 920,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie CDD A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4) Nature du contrat (5)	
			Indice (8)	Euros		
Chargé de Mission		OTR		58 860,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		54 600,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		51 720,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		50 520,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		47 400,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR		45 672,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	408	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	440	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	532	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	635	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	389	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	400	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4) Nature du contrat (5)	
			Indice (8)	Euros		
Chargé de Mission		OTR	440	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	793	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	599	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	584	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	383	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	532	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	520	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	468	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	555	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	429	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	418	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	376	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4) Nature du contrat (5)	
			Indice (8)	Euros		
Chargé de Mission		OTR	418	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	400	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	532	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	793	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	658	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDI
Chargé de Mission		OTR	376	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	418	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	389	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	358	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	329	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	389	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	389	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4) Nature du contrat (5)	
			Indice (8)	Euros		
Chargé de Mission		OTR	329	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	329	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	329	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	376	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	418	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	376	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	358	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	376	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	389	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	376	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	383	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD
Chargé de Mission		OTR	389	0,00	3-3-2° Emplois niv. catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Collaborateur de Cabinet		OTR	654	0,00	110 Article 110	CDD
Collaborateur de Cabinet		OTR	563	0,00	collaborateurs de groupes de cabinets	CDD
Directeur Général Adjoint des Services		OTR		103 466,08	110 Article 110	CDI
Directeur Général des Services		OTR	1168	0,00	collaborateurs de groupes de cabinets	CDD
Hors Catégorie		OTR		65 340,00	47 Article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels	CDD
Hors Catégorie		OTR		51 840,00	47 Article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels	CDD
Hors Catégorie		OTR		44 520,00	110-1 Article 110-1 – Collaborateurs de groupes d'élus	CDD
Hors Catégorie		OTR		2 594,76	110-1 Article 110-1 – Collaborateurs de groupes d'élus	CDD
Hors Catégorie		OTR		21 480,00	110-1 Article 110-1 – Collaborateurs de groupes d'élus	CDD
Hors Catégorie		OTR		20 040,00	110-1 Article 110-1 – Collaborateurs de groupes d'élus	CDD
Hors Catégorie		OTR		16 440,00	110-1 Article 110-1 – Collaborateurs de groupes d'élus	CDD
Ingénieur	A	TECH	793	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	425	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	425	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	383	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	435	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Professeur d'Enseignement Artistique Classe Norm	A	CULT	578	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD


AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Professeur d'Enseignement Artistique Classe Norm	A	CULT	578	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Professeur d'Enseignement Artistique Classe Norm	A	CULT	542	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM		35 604,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	344	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	356	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	370	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	344	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	344	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	344	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	349	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	548	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	356	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	354	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Rédacteur	B	ADM	439	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur	B	ADM	486	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur Principal de 2ème classe	B	ADM	468	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	335	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Technicien	B	TECH	366	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	356	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	379	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	325	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	349	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien	B	TECH	339	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>2 706 951,97</b>		
Apprentis				9 530,40	A Autres	A
Apprentis				9 530,40	A Autres	A
Apprentis				9 224,76	A Autres	A
Apprentis				8 811,12	A Autres	A
Apprentis				8 811,12	A Autres	A
Apprentis				8 811,12	A Autres	A
Apprentis				8 811,12	A Autres	A
Apprentis				8 811,12	A Autres	A
Apprentis				6 653,28	A Autres	A
Apprentis				17 622,24	A Autres	A
Apprentis				17 622,24	A Autres	A
Apprentis				17 622,24	A Autres	A





Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du con
			Indice (8)	Euros	
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				12 407,52	A Autres
Apprentis				11 508,36	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 968,96	A Autres
Apprentis				10 609,32	A Autres
Apprentis				10 609,32	A Autres
Apprentis				10 609,32	A Autres
Apprentis				10 609,32	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres
CAE				17 981,64	A Autres

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
CAE				17 981,64	A Autres	A
Remplacement / Renfort temporaires	C			40 177,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			21 577,97	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C			18 600,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	B		339	0,00	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	B		327	0,00	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		309	0,00	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	A		383	0,00	3-1 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (mal, mat)	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	A		383	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		325	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		325	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		325	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	B		327	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		325	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		325	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	A		383	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Remplacement / Renfort temporaires	C		325	0,00	3-a° Article 3, 1er alinéa	CDD
Vacataire	B			914,64	A Autres	
Vacataire	B			6 402,48	A Autres	CDD
Vacataire	B			5 487,84	A Autres	CDD
Vacataire	B			4 115,88	A Autres	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Vacataire	B			3 658,56	A Autres	CDD
Vacataire	B			1 965,60	A Autres	CDD
Vacataire	B			1 829,28	A Autres	
Vacataire	B			1 829,28	A Autres	CDD
Vacataire	B			13 719,60	A Autres	CDD
Vacataire	B			12 942,24	A Autres	CDD
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>10 638 905,68</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**B10**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel de Région (1).

Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3)</b>				
<b>Détention d'une part du capital</b>				
-	REUNION MUSEO	SEM Reunion Muséo	SEM	175 150,09
-	SPL RMR	SPL Réunion des musées régionaux	SA	1 130 000,00
-	SEMAC	Société d'Economie mixte d'Aménagement et de construction	SEM	852 412,50
-	SEDRE	Société d'Equipement du Département de la Réunion	Société Anonyme d'Economie Mixte	53 760,00
-	SEMATRA	Société Anonyme d'Economie Mixte de Transport	Société Anonyme d'Economie Mixte	88 035 681,17
-	SAPHIR	Société d'Aménagement de Périmètres Hydroagricoles de l'Ile de La Réunion	SEM	672,00
-	SEMIR	SEM pour l'Industrialisation de la Réunion	SEM	507 500,00
-	-	SEM Marché de Gros	SEM	30 489,80
-	SEFAR	Société d'Epargne Foncière Agricole de la Réunion	Société civile de placement immobilier	5 965 750,00
-	PIPANGAI	SEM PIPANGAI	SEM	304 898,04
-	SAFER	Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural	Société Anonyme d'Economie Mixte	30 489,80
-	SODIAC	Société Dionysienne d'Aménagement et de Construction	SEM	438 075,00
-	SODEGIS	Société de Développement du Groupement Intercommunal du Sud	Société Anonyme d'Economie Mixte	659 969,20
-	SOTRADER	Société des Transports Départementaux de la Réunion	SEM	22 671,43
-	SEMITTEL	Société d'Economie Mixte des transports, tourisme, équipement et loisirs	SEM	60 000,00
-	-	FIP NEOVERIS PROXI	FIP	147 000,00
-	MARAINA	SPLA MARAINA	SA	2 167 027,00
-	Société Aéroportuaire	SA Aéroport de la Réunion Roland Garros	SA	14 800,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
-	NEXA	Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation	SEML	
-	-	Fonds garantie DOM 2007-2013	Fonds AFD	3 888 568,00
-	SPL ER	SPL Énergies Réunion	SA	3 060 000,00
-	SPL AR	SPL Avenir Réunion	SA	70 000,00
-	SEM ESTIVAL	Société d'Economie Mixte Transport de la CIREST	SEM	25 000,00
-	SCIC KOOPERATIV	SCIC KOOPERATIV	SA	100 000,00
-	SPL CULTURE CD974	SPL CULTURE CD974	SA	7 500,00
-	SPL ASSISTANCE A LA FORMATION	SPL ASSISTANCE A LA FORMATION	SA	25 000,00
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
-	SEM D'AMENAG. DE DEVELOPPEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REUNION		Logement social	3 636 817,46
-	SEDRE		SEM	2 002 217,37
-	SODIAC		SEM	4 931 764,39
-	SOGEDIS		Entreprise	5 908 838,87
-	SA HLM DE LA REUNION		SA HLM	9 743 154,97
-	SOCIETE IMMOBILIERE REUNION		SA HLM	11 776 001,02
-	SA Aéroport Réunion Roland Garros		Entreprise	19 780 219,81
-	SEMAC		Entreprise	3 380 030,45
01/08/2015 - Contrat CDC n° 5089901	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			52 500,00
01/12/2015 - Contrat CDC n° 5019036	SA HLM DE LA REUNION			270 367,72
01/12/2015 - Contrat CDC n° 5019037	SA HLM DE LA REUNION			445 923,62
01/12/2015 - Contrat CDC n° 5019041	SA HLM DE LA REUNION			57 491,70
01/12/2015 - Contrat CDC n° 5019042	SA HLM DE LA REUNION			80 742,24
01/01/2016 - Contrat CDC n° 1276678	SA AEROPORT RE ROLAND GARROS			22 500 000,00
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5020941	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		10 633,46
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5020942	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		40 229,20
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021891	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		6 779,63
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021892	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		32 192,93
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021924	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		40 798,43
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021925	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		171 037,13
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021935	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		58 304,18
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021936	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		239 013,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021939	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021940	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		92 747,33
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021944	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		58 238,63
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021945	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		230 283,75
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021974	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		36 665,33
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5021975	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		127 143,38
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5023199	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		74 178,01
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5023200	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		21 088,54
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5023990	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		39 362,10
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5023991	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		165 394,04
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024150	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			73 438,84
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024151	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			348 515,46
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024219	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			61 228,41
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024220	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			210 012,56
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024592	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			42 451,08
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024593	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			152 464,95
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024913	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		46 152,06
01/02/2016 - Contrat CDC n° 5024914	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		183 730,58
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5018871	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			272 774,86
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5024188	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		76 298,03
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5024189	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		311 095,23

Affiché le 05/02/2020

M. SLO

Reçu en préfecture le 05/02/2020

ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE




Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5025777	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5025778	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			167 519,09
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5035808	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			67 724,43
01/03/2016 - Contrat CDC n° 5035809	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			193 803,92
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033787	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			73 885,51
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033788	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			171 542,85
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033803	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			90 583,21
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033804	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			210 432,60
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033828	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			83 790,50
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033829	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			194 806,54
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033834	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			70 173,60
01/04/2016 - Contrat CDC n° 5033835	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			284 407,86
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5021969	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		54 502,13
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5021970	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		245 223,00
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5038414	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			44 580,23
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5038415	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			139 030,98
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5039250	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			125 905,67
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5039251	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			292 318,65
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5039389	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			163 890,39
01/05/2016 - Contrat CDC n° 5039390	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			353 398,23
01/06/2016 - Contrat CDC n° 5019157	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		49 693,89
01/06/2016 - Contrat CDC n° 5019158	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		296 317,66
01/06/2016 - Contrat CDC n° 5041923	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			52 254,49
01/06/2016 - Contrat CDC n° 5041924	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			112 249,40

Affiché le 05/02/2020

ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/07/2016 - Contrat CDC n° 5023226	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		
01/07/2016 - Contrat CDC n° 5023227	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		15 979,73
01/07/2016 - Contrat CDC n° 5046115	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			26 343,16
01/07/2016 - Contrat CDC n° 5046116	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			180 989,50
01/08/2016 - Contrat CDC n° 5046124	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			366 436,45
01/08/2016 - Contrat CDC n° 5046125	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			67 111,68
01/08/2016 - Contrat CDC n° 5052562	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			139 970,65
01/08/2016 - Contrat CDC n° 5052563	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			324 386,59
01/10/2016 - Contrat CDC n° 5017358	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			233 299,09
01/10/2016 - Contrat CDC n° 5017359	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			107 442,03
01/10/2016 - Contrat CDC n° 5055780	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			39 986,95
01/10/2016 - Contrat CDC n° 5055781	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			119 472,59
01/10/2016 - Contrat CDC n° 5058838	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			31 364,31
01/10/2016 - Contrat CDC n° 5058839	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			116 046,19
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5062296	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			60 646,23
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5062297	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			140 996,46
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5062566	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			107 534,26
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5062567	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			249 671,24
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5064313	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			49 093,36
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5064314	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			114 322,35
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5064458	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			111 562,17
01/11/2016 - Contrat CDC n° 5064459	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			259 451,22
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313411	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		13 435,19
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313412	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		52 017,66

Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313413	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313414	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		178 774,22
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313415	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		95 601,57
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313416	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		357 084,50
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313417	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		86 397,74
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313418	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		25 944,94
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313419	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		282 959,13
01/01/2017 - Contrat CDC n° 1313420	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		75 831,55
01/01/2017 - Contrat CDC n° 5068095	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		109 047,20
01/01/2017 - Contrat CDC n° 5068096	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		606 365,57
01/02/2017 - Contrat CDC n° 5049957	SA HLM DE LA REUNION			39 186,70
01/02/2017 - Contrat CDC n° 5049958	SA HLM DE LA REUNION			73 639,08
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074454	SA HLM DE LA REUNION			120 167,58
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074455	SA HLM DE LA REUNION			273 578,70
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074633	SA HLM DE LA REUNION			68 855,92
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074634	SA HLM DE LA REUNION			155 330,89
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074679	SA HLM DE LA REUNION			74 390,82
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074680	SA HLM DE LA REUNION			157 458,05
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074704	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		106 019,82
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074705	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		320 248,81
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074905	SA HLM DE LA REUNION			29 646,98
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074906	SA HLM DE LA REUNION			123 741,69
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074942	SA HLM DE LA REUNION			27 451,19
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5074943	SA HLM DE LA REUNION			67 709,10

Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature l'organisme	Affiché le 05/02/2020 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE	M.S.L.O. l'engagement 15 110,97
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5075796	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION			
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5075797	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION			136 231,14
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5076919	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION			80 967,94
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5076920	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION			276 535,24
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5077428	SA HLM DE LA REUNION				66 456,24
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5077429	SA HLM DE LA REUNION				287 364,78
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087423	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			39 042,38
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087424	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			126 869,55
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087439	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			24 758,70
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087440	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			82 756,88
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087451	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			33 157,43
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087452	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			131 634,75
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087727	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			85 507,43
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087728	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			408 392,55
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087747	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			35 386,88
01/03/2017 - Contrat CDC n° 5087748	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION			164 667,00
01/04/2017 - Contrat CDC n° 5031512	SA HLM DE LA REUNION				38 288,67
01/04/2017 - Contrat CDC n° 5031513	SA HLM DE LA REUNION				166 289,64
01/04/2017 - Contrat CDC n° 5080567	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION				168 344,64
01/04/2017 - Contrat CDC n° 5080568	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION				388 930,99
01/04/2017 - Contrat CDC n° 5081849	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			103 004,40
01/04/2017 - Contrat CDC n° 5081850	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			240 078,08
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5067936	SA HLM DE LA REUNION				98 362,07
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5067937	SA HLM DE LA REUNION				17 612,97

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5085335	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5085336	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		100 524,78
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5085646	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			418 949,11
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5085647	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			97 508,29
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5090232	SA HLM DE LA REUNION			40 259,69
01/05/2017 - Contrat CDC n° 5090233	SA HLM DE LA REUNION			55 423,82
01/06/2017 - Contrat CDC n° 5088798	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		20 733,32
01/06/2017 - Contrat CDC n° 5088799	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		70 313,09
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5046122	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			50 681,97
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5046123	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			330 621,80
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5073510	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			26 780,68
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5073511	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			161 802,19
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5074528	SA HLM DE LA REUNION			112 046,88
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5074529	SA HLM DE LA REUNION			250 855,83
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5086482	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			99 178,48
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5086483	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			231 416,40
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5086504	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			96 733,20
01/07/2017 - Contrat CDC n° 5086505	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			225 710,84
01/09/2017 - Contrat CDC n° 5085302	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			288 501,96
01/09/2017 - Contrat CDC n° 5085303	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			72 286,66
01/09/2017 - Contrat CDC n° 5088369	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			26 891,81
01/09/2017 - Contrat CDC n° 5088370	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			101 258,02
01/09/2017 - Contrat CDC n° 5107349	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		47 331,96
01/09/2017 - Contrat CDC n° 5107350	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		254 991,42
01/10/2017 - Contrat CDC n° 5102508	SA HLM DE LA REUNION			9 399,77
01/10/2017 - Contrat CDC n° 5102699	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			80 095,77
01/10/2017 - Contrat CDC n° 5102700	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			281 968,68
01/10/2017 - Contrat CDC n° 5102702	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			49 786,97

Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/10/2017 - Contrat CDC n° 5102703	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5072169	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			60 235,30
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5072170	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			139 673,59
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5103832	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			32 664,89
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5103833	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			97 597,83
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5103960	SA HLM DE LA REUNION			27 302,26
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5103961	SA HLM DE LA REUNION			60 739,62
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5106061	SA HLM DE LA REUNION			74 408,89
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5106062	SA HLM DE LA REUNION			155 885,82
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5106091	SA HLM DE LA REUNION			59 425,73
01/11/2017 - Contrat CDC n° 5106092	SA HLM DE LA REUNION			124 978,01
01/12/2017 - Contrat CDC n° 5107851	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		81 371,40
01/12/2017 - Contrat CDC n° 5107852	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		315 885,79
01/01/2018 - Contrat CDC n° 5109945	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		34 778,90
01/01/2018 - Contrat CDC n° 5109946	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		168 770,98
01/01/2018 - Contrat CDC n° 5111269	SA HLM DE LA REUNION			188 663,17
01/01/2018 - Contrat CDC n° 5111270	SA HLM DE LA REUNION			85 200,92
01/02/2018 - Contrat CDC n° 5116495	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			220 994,48
01/02/2018 - Contrat CDC n° 5116496	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			94 766,36
01/02/2018 - Contrat CDC n° 5117090	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			167 998,43
01/02/2018 - Contrat CDC n° 5117091	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			391 996,35
01/02/2018 - Contrat CDC n° 5117140	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			18 283,11
01/02/2018 - Contrat CDC n° 5117141	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			42 660,53
01/03/2018 - Contrat CDC n° 5114029	SA HLM DE LA REUNION			131 959,38
01/03/2018 - Contrat CDC n° 5114030	SA HLM DE LA REUNION			62 692,12
01/05/2018 - Contrat CDC n° 5085435	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		47 912,51
01/05/2018 - Contrat CDC n° 5085436	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		204 491,61

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/05/2018 - Contrat CDC n° 5130302	SA HLM DE LA REUNION			197 190,60
01/05/2018 - Contrat CDC n° 5130303	SA HLM DE LA REUNION			67 842,50
01/05/2018 - Contrat CDC n° 5130625	SA HLM DE LA REUNION			93 253,81
01/05/2018 - Contrat CDC n° 5130626	SA HLM DE LA REUNION			37 289,55
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5135235	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5135236	SEDRE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		127 861,99
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5135259	SA HLM DE LA REUNION			168 030,28
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5135260	SA HLM DE LA REUNION			36 466,48
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5138047	SA HLM DE LA REUNION			141 842,22
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5138048	SA HLM DE LA REUNION			36 259,94
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5138049	SA HLM DE LA REUNION			51 585,11
01/07/2018 - Contrat CDC n° 5138050	SA HLM DE LA REUNION			75 554,29
01/09/2018 - Contrat CDC n° 5125938	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		137 546,79
01/09/2018 - Contrat CDC n° 5125939	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		320 618,50
01/09/2018 - Contrat CDC n° 5151250	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		243 847,43
01/09/2018 - Contrat CDC n° 5151251	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		58 967,10
01/10/2018 - Contrat CDC n° 5142197	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		78 152,26
01/10/2018 - Contrat CDC n° 5142198	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		181 234,11
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5149231	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		25 209,41
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5149232	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		77 115,76
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150021	SA HLM DE LA REUNION			146 279,67
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150022	SA HLM DE LA REUNION			259 721,20
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150468	SA HLM DE LA REUNION			108 887,64
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150469	SA HLM DE LA REUNION			203 475,03
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150470	SA HLM DE LA REUNION			63 920,73
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150471	SA HLM DE LA REUNION			230 157,77
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150752	SA HLM DE LA REUNION			94 807,61
01/11/2018 - Contrat CDC n° 5150753	SA HLM DE LA REUNION			138 041,58
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5144592	SA HLM DE LA REUNION			67 267,25
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5144593	SA HLM DE LA REUNION			53 211,61
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5144622	SA HLM DE LA REUNION			67 614,75
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5144623	SA HLM DE LA REUNION			74 444,32


Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5149435	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL	Affiché le 05/02/2020 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE	15 270,36
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5149436	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		89 178,43
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5149637	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			210 770,55
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5149638	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			70 573,38
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5150209	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			54 552,84
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5153830	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		27 661,53
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5153831	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		100 656,49
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5153834	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		73 628,34
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5153835	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		271 484,34
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5153916	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		36 145,07
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5153917	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		136 021,22
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5155306	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			60 456,88
01/12/2018 - Contrat CDC n° 5155307	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			457 248,68
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5135834	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		69 405,97
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5135839	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		161 947,27
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5155707	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		90 849,85
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5155708	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		25 633,23
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5156470	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		96 221,38



Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5156471	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5156475	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		22 402,57
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5156476	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		111 302,41
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5157028	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		45 032,47
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5157029	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		13 073,05
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5170039	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		310 160,20
01/01/2019 - Contrat CDC n° 5170040	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		93 127,23
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5161445	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			292 782,08
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5161446	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			57 475,28
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5163553	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			52 819,36
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5163554	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			317 099,79
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5163559	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			21 943,17
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5163560	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			122 656,15
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5167111	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			31 037,27
01/02/2019 - Contrat CDC n° 5167112	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION			191 514,21
01/04/2019 - Contrat CDC n° 5168811	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		55 604,76
01/04/2019 - Contrat CDC n° 5168812	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL		236 124,66
01/05/2019 - Contrat CDC n° 5185736	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		74 092,97
01/05/2019 - Contrat CDC n° 5185737	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		296 679,53
01/05/2019 - Contrat CDC n° 5186861	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		41 040,59
01/05/2019 - Contrat CDC n° 5186862	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		337 118,84
01/06/2019 - Contrat CDC n° 5183460	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			64 927,43

Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/06/2019 - Contrat CDC n° 5183461	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191191	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			31 545,88
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191192	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			282 325,20
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191197	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			18 873,56
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191198	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			103 725,11
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191199	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			18 871,98
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191200	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			100 062,49
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191932	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			31 911,48
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191933	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			148 440,38
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191947	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			18 455,15
01/09/2019 - Contrat CDC n° 5191948	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			95 485,73
01/10/2019 - Contrat CDC n° 5201537	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		165 927,03
01/10/2019 - Contrat CDC n° 5201538	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		61 656,04
01/10/2019 - Contrat CDC n° 5201539	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		126 926,61
01/10/2019 - Contrat CDC n° 5201540	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		47 802,08
01/10/2019 - Contrat CDC n° 5206753	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		35 510,92
01/10/2019 - Contrat CDC n° 5206754	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION		250 101,09
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5182509	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		8 377,35
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5182510	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		51 462,15
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5182512	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		125 565,83
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5182513	SEMAC	SEM AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION		22 945,43

Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature l'organisme	Affiché le 05/02/2020 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE	M SLO l'engagement 00-00-00
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5193467	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5193468	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			223 468,36
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5194109	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			19 814,78
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5194110	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			170 974,47
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5194260	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			55 840,81
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5194261	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			275 593,16
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5195976	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			56 513,76
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5195977	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			569 277,60
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5196916	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			96 172,73
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5197742	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			23 793,30
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5197743	SOGEDIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL			219 331,92
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5206586	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION			207 541,01
01/11/2019 - Contrat CDC n° 5206587	SODIAC	SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION			39 374,16
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5203860	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION				33 806,39
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5203861	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION				3 650,85
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5203863	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION				263 742,05
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5203864	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION				42 832,97
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5203874	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION				59 494,60
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5203875	SEM AMEN, DEV ET EQUIP REUNION				516 978,02
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5204513	SA HLM DE LA REUNION				86 618,49
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5204514	SA HLM DE LA REUNION				55 244,70
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5204526	SA HLM DE LA REUNION				16 429,53
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5204527	SA HLM DE LA REUNION				31 354,26
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5205259	SA HLM DE LA REUNION				602 916,44

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature de l'engagement	Montant
01/12/2019 - Contrat CDC n° 5205260	SA HLM DE LA REUNION			105 700,16
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5206012	SA HLM DE LA REUNION			97 930,43
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5206107	SA HLM DE LA REUNION			230 343,68
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208460	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			356 396,19
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208461	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			83 374,93
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208707	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			229 967,95
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208708	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			88 091,81
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208709	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA REUNION			354 081,16
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208801	SA HLM DE LA REUNION			291 252,85
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5208802	SA HLM DE LA REUNION			39 772,49
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5209228	SA HLM DE LA REUNION			109 420,06
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5209229	SA HLM DE LA REUNION			40 938,21
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5209273	SA HLM DE LA REUNION			191 365,90
01/01/2020 - Contrat CDC n° 5209274	SA HLM DE LA REUNION			72 827,89
<b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b>				
<b>Autres</b>				
-	Vivérie management	Vivérie management	SCPR	1 472 200,00
-	Fonds Européen d'Investissement	Fonds Européen d'Investissement	FCPR	25 000 000,00
-	France Active Garantie	France Active Garantie	FCPR	750 000,00
-	RBC Investor Services Bank	RBC Investor Services Bank	FCPR	6 780 000,00
-	TPE Région Réunion BPI France Régions	TPE Région Réunion BPI France Régions	FCPR	1 050 000,00
-	INITIATIVE REUNION	INITIATIVE REUNION	Association	2 182 607,00
-	ENTREPRENDRE	ENTREPRENDRE		
-	Association Réunion Active	Association Réunion Active	Association	150 000,00
12/12/2017 - Mise en place d un fonds de garantie LEADER 2014-2020	SOFIDER	Société Financière pour le Développement de la Réunion	SA	350 000,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT**

**LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE**

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
<b>Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)</b>			
<b>EPCI</b>			
<b>Autres organismes de regroupement</b>			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

## IV – ANNEXES

### ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

#### LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;

- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES BUDGETAIRES  
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES**

**C1.1**

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>105 834 673,00</b>	<b>I 105 834 673,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>60 000 000,00</b>	<b>60 000 000,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	60 000 000,00	60 000 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>45 834 673,00</b>	<b>45 834 673,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	45 834 673,00	45 834 673,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépendances de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>105 834 673,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>105 834 673,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES BUDGETAIRES  
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES**

**C1.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>274 745 534,00</b>	<b>III 274 745 534,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>30 000 000,00</b>	<b>30 000 000,00</b>
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	30 000 000,00	30 000 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
139146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>244 745 534,00</b>	<b>244 745 534,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	359 960,00	359 960,00
28032	Frais de recherche et de développement	169 896,00	169 896,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	4 400,00	4 400,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	1 919 859,00	1 919 859,00
2804121	Subv. Régions : Bien mobilier, matériel	69 547,00	69 547,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	1 416 730,00	1 416 730,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	499 732,00	499 732,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	238 779,00	238 779,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	627,00	627,00
28041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	3 166 599,00	3 166 599,00
28041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	22 448 098,00	22 448 098,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	367 671,00	367 671,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	467 845,00	467 845,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	945 179,00	945 179,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	222 400,00	222 400,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	2 387 956,00	2 387 956,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	4 359 902,00	4 359 902,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	7 225 099,00	7 225 099,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	3 111 370,00	3 111 370,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	22 947 724,00	22 947 724,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 513 305,00	1 513 305,00
280431	Subv. Scol : Bien mobilier, matériel	9 270 639,00	9 270 639,00
280432	Subv. Scol : Bâtiments, installations	986 609,00	986 609,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	13 537,00	13 537,00
28045	Subv. d'équipement versées aux tiers	4 764 039,00	4 764 039,00
28051	Concessions et droits similaires	506 667,00	506 667,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	157 212,00	157 212,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	98,00	98,00
28128	Autres aménagements de terrains	25 350,00	25 350,00
281311	Bâtiments administratifs	4 375 167,00	4 375 167,00
281312	Bâtiments scolaires	23 027 943,00	23 027 943,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 759 579,00	1 759 579,00
281318	Autres bâtiments publics	8 247 168,00	8 247 168,00
281328	Autres bâtiments privés	13 783,00	13 783,00
281351	Bâtiments publics	429 996,00	429 996,00
281352	Bâtiments privés	7 489,00	7 489,00

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281572	Matériel technique scolaire	228 655,00	228 655,00
2815731	Matériel roulant	41 805,00	41 805,00
281578	Autre matériel technique	380 779,00	380 779,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	568 000,00	568 000,00
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di	129 006,00	129 006,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	35 656,00	35 656,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	11 161,00	11 161,00
281758	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00
2817831	Matériel informatique scolaire (m. à dis	15 922,00	15 922,00
2817841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	90 066,00	90 066,00
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagag divers	313 529,00	313 529,00
281828	Autres matériels de transport	1 162 266,00	1 162 266,00
281831	Matériel informatique scolaire	460 210,00	460 210,00
281838	Autre matériel informatique	753 064,00	753 064,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	113 799,00	113 799,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	575 340,00	575 340,00
28185	Matériel de téléphonie	1 770,00	1 770,00
28188	Autres immo. corporelles	580 866,00	580 866,00
282838	Autre matériel informatique (affectation	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 200 000,00	1 200 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	110 655 702,00	110 655 702,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>274 745 534,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>274 745 534,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 105 834 673,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 274 745 534,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (8) 168 910 861,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(8) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

**ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE SPECIALE CONSOMMATION DE CARBURANT	0,00	293 309 058,00	293 309 058,00	0,00
DRES	0,00	46 911 000,00	44 775 639,00	2 135 361,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>340 220 058,00</b>	<b>338 084 697,00</b>	<b>2 135 361,00</b>

**Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE SPECIALE CONSOMMATION DE CARBURANT**

		Reste à employer au 01/01/N	0,00
<b>Recettes</b>			
Article	Libellé article	Montant	
10222	FCTVA (part FIRT)	24 000 000,00	
1321	Etat nouvelle route du littoral	50 000 000,00	
13248	participations communes	1 000 000,00	
13272	FEDER 2014-2020 VVR	1 800 000,00	
13272	FEDER 2014-2020 TEE	4 100 000,00	
13272	FEDER 2014-2020 radiers	350 000,00	
1345	produits des amendes	50 000,00	
1641	emprunt (part FIRT)	35 305 176,00	
4582	FEADER 2014-2020 PF	2 200 000,00	
70323	REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	450 000,00	
73112	part CVAE BA	19 744 872,00	
7342	taxe spéciale de consommation sur les carburants (part Région)	128 815 600,00	
744	FCTVA fonctionnement (part FIRT)	75 000,00	
74631	fraction DGD relative au transfert RN	25 008 410,00	
75813	REDEVANCES VERSEES PAR FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	410 000,00	
<b>Total</b>		<b>293 309 058,00</b>	
<b>Dépenses</b>			
Article	Libellé article	Montant	
1641	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT -FIRT	39 160 727,00	
2031	FRAIS D'ETUDES - SPLA MARAINA	1 900 000,00	
2031	FRAIS D'ETUDES	700 000,00	
2031	FRAIS D'ETUDES RUN RAIL	1 000 000,00	
2041411	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES - COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	1 000 000,00	
2041412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	90 000,00	
2041511	SUBVENTIONS AUX EPCI	420 000,00	
2041581	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES	300 000,00	
2045	SUBVENTIONS VERSEES AUX TIERS FONDS EUROPEEN	2 983 473,00	
2118	ACQUISITIONS FONCIERES	400 000,00	
21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	100 000,00	
21351	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS...	50 000,00	
21351	TRAVAUX GARES ROUTIERES	1 000 000,00	
2151	GESTION EXPLOITATION DU RESEAU RN	16 000 000,00	
2151	PROGRAMME REGIONAL ROUTES	21 496 527,00	

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE SPECIALE CONSOMMATION DE CARBURANT		
2151	DTD PROGRAMME REGIONAL ROUTES	1 250 000,00
2151	DEER PROGRAMME REGIONAL ROUTES	3 470 000,00
2151	DEGC PROGRAMME REGIONAL ROUTES	100 000,00
2151	VOIE VELO REGIONALE	128 000 000,00
2151	NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL	50 000,00
21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	2 200 000,00
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 000 000,00
4581	PISTES FORESTIERES - DEGC	80 000,00
4581	PISTES FORESTIERES - DEER	300 000,00
4581	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT SOUS MANDAT - DEPENSES	20 000,00
60611	EAU DRR	35 000,00
60612	ELECTRICITE DRR	350 000,00
60622	CARBURANTS	8 000,00
60623	FOURNITURES CONSOMMEES DRR	2 500,00
60632	ACQUISITION DE PETITS MATERIELS DRR	2 500,00
6064	FOURNITURES DE BUREAU DRR	200 000,00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	165 840,00
611	CONTRAT D'EXPLOITATION POLE D'ECHANGES	10 000,00
61358	LOCATION DE MATERIELS DRR	1 725 500,00
61521	ENTRETIEN ESPACES VERTS	30 000,00
615221	ENTRETIEN BATIMENTS PUBLICS DRR	1 000 000,00
615231	ENTRETIEN REPARATION SUR VOIRIES	40 000,00
6156	MAINTENANCE	20 000,00
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	50 000,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	70 000,00
6188	FRAIS DIVERS DE FONCTIONNEMENT	10 000,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS DRR	254 339,00
6238	PUBLICITE	50 000,00
6238	DIVERS COMMUNICATION	6 500,00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	7 000,00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	5 000,00
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT DRR	50 000,00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	172 000,00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	42 000,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	58 000,00
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CDG DDE	18 000,00
6336	COT. CNFPT ROUTES DSLD	2 500,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	6 684 000,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	3 075 000,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE ROUTES TITULAIRES	104 000,00
64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE DDE	22 000,00
64112	S.F.T. IND RES ROUTES DSLD	2 304 000,00
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE DDE	812 000,00
64118	INDEMNITES ROUTES DSLD	2 048 000,00
64131	REMUNERATION, PERSONNEL NON TITULAIRE DDE	159 000,00
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS ROUTES	1 434 000,00
6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F. DDE	359 000,00
6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F. ROUTES DSLD	1 679 000,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES DDE	1 505 000,00
6453	COTISATIONS RETRAITES ROUTES DSLD	

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE SPECIALE CONSOMMATION DE CARBURANT</b>		
6455	PARTICIPATION MUTUELLES	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL	
648	AUTRES CHARGES ROUTES	
6561	PARTICIPATIONS AUX ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	1 800 000,00
6561	PARTICIPATION SMPRR	450 000,00
65732	SUBVENTION VERSEE BA TRANSPORT	19 744 872,00
657363	PARTICIPATION FDS INTERVENTION CARBURANT PROF. RTE	800 000,00
657382	SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS	100 000,00
65748	AIDES AU CO-VOITURAGE	50 000,00
66111	INTÉRÊTS RÉGLÉS A L'ÉCHÉANCE FIRT	19 449 780,00
673	TITRES ANNULÉS SUR EXERCICES ANTERIEURS	50 000,00
<b>Total</b>		<b>293 309 058,00</b>
<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>		<b>0,00</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : DRES</b>		
<b>Reste à employer au 01/01/N</b>		<b>0,00</b>
<b>Recettes</b>		
Article	Libellé article	Montant
133122	DOTATION REGIONALE D'EQUIPEMENTS SCOLAIRES	46 911 000,00
<b>Total</b>		<b>46 911 000,00</b>
<b>Dépenses</b>		
Article	Libellé article	Montant
20421	PLAN ORDINATEUR PORTABLE	5 200 000,00
20431	DGE LYCEES PUBLICS	7 320 000,00
20431	EQUIPEMENT RESTAURATION	294 200,00
20431	EQUIPE MOBILE	140 640,00
20431	DGE LYCEES PRIVES	165 451,00
20431	BIENS MOBILIERS MATERIELS ET ETUDES	74 048,00
20431	TRAVAUX DE MAINTENANCE LYCEE - SUBVENTIONS	2 000 000,00
21831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE MO REGION	300 000,00
2313	CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DES LYCEES	1 500 000,00
2313	TRAVAUX DE MAINTENANCE LYCEE MO	3 289 700,00
2313	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DES LYCEES	700 000,00
2313	TRAVAUX DE REHABILITATION	35 000,00
2313	ENERGIES - REHAB ENERGIE	299 000,00
2313	PLAN DE RELANCE LYCEES MO	19 000 000,00
2313	RENOVATION CONFORT THERMIQ LYCEES	1 500 000,00
6518	AIDES A L'ACQUISITION MANUELS SCOLAIRES	2 757 600,00
6518	CONNEX° INTERNET FAMILLES MOD	200 000,00
<b>Total</b>		<b>44 775 639,00</b>
<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>		<b>2 135 361,00</b>

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS**

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
<b>Part régionale des ressources</b>						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	51,00 €	0,00	27 000 000,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00 %	0,00	128 815 600,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	3,05 €	0,00	2 600 000,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	2,50 %	0,00	106 000 000,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	106,71 €	0,00	2 200 000,00
<b>Part départementale des ressources</b>						
Taxe foncière sur les propriétés bâties		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part communale des ressources</b>						
Taxe d'habitation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES :

Pour : 31

Contre : 8

Abstentions : 0

Date de convocation : 17/01/2020

Présenté par le président du conseil régional (1),

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Assemblée Plénière

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia	
ANNETTE Gilbert(Absent)	
AUBER Valéria	
BASSIRE Nathalie(Procuration)	
BEDIER Joé	
BELLO Huguette	
CADET Jean Alain	
COMORASSAMY Sylvie (Absente)	
COSTES Yolaine	
COUAPEL-SAURET Fabienne	
FONTAINE Luc Guy(Procuration)	
FOUASSIN Stéphane	
FOURNEL Dominique(Plus Procuration de RAMASSAMY Nadia)	
GAUTHIER Jack(Plus Procuration de FONTAINE Luc Guy)	
GOBALOU Virginie	
GRONDIN Louis Bertrand(Plus Procuration de BASSIRE Nathalie)	
GUEZELLO Alin	
HOARAU Denise(Absente)	
HOARAU Jacquet(Absent)	
HOARAU Olivier	



**V – ARRETE ET SIGNATURES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

K'BIDI Virginie	
LAGOURGUE Jean-Louis	
LEBEAU Anicha	
LEE MOW SIM Lynda(Plus Procuration de MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël)	
M'DOIHOMA Juliana	
MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël(Procuration)	
MURIN-HOARAU Aline	
NABENESA Karine	
NATIVEL Lorraine	
NOEL Nathalie(Procuration)	
PATEL Ibrahim	
PAYET Vincent(Plus Procuration de NOEL Nathalie)	
PICARDO Bernard	
PROFIL Patricia	
RAMASSAMY Nadia(Procuration)	
RIVIERE Olivier	
RIVIERE Sylvianne(Absente)	
ROBERT Didier	
SETTAMA-VIDON Léopoldine	
TECHER Paul	
VALY Bachil	
VIENNE Axel(Absent)	
VIRAPOULLE Jean Paul	
WON-FAH-HIN Marie Rose	

Certifié exécutoire par le président du conseil régional (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/02/2020, et de la publication le 04/02/2020

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 04/02/2020

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>23974001200095</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>REGION CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE : PAIERIE REGIONALE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 41 (1)

<b>Budget primitif</b>
------------------------

BUDGET : BA ENERGIE REUNION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

## D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE**

**EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	292 100,00	292 100,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b>		<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
----------------------------	-------------------	-------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES**

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	120 000,00	0,00	231 000,00	231 000,00	231 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	50 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	0,00	100,00	100,00	100,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>170 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>291 100,00</b>	<b>291 100,00</b>	<b>291 100,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>172 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>172 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>		<b>0,00</b>
---	--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>292 100,00</b>
---	--	-------------------

**RECETTES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	172 000,00	0,00	292 000,00	292 000,00	292 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	100,00	0,00	100,00	100,00	100,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>172 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>172 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>172 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>		<b>0,00</b>
---	--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>292 100,00</b>
---	--	-------------------

**Pour information :**

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

Pour information :

324



Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL  
 DÉGAGÉ PAR LA SECTION  
 FONCTIONNEMENT (8)**

- (1) cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
- (5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).
- (7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
- (8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	231 000,00		231 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	60 000,00		60 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00		100,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>292 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>292 100,00</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	292 000,00		292 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	100,00		100,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>292 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>292 100,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>292 100,00</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>120 000,00</b>	<b>231 000,00</b>	<b>231 000,00</b>
611	Sous-traitance générale	60 000,00	60 000,00	60 000,00
6156	Maintenance	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6287	Remboursements de frais	40 000,00	151 000,00	151 000,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>50 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	50 000,00	60 000,00	60 000,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	100,00	100,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>170 100,00</b>	<b>291 100,00</b>	<b>291 100,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 000,00	1 000,00	1 000,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
695	Impôts sur les bénéfiques	1 000,00	0,00	0,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>172 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>172 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>292 100,00</b>
---	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES**

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	172 000,00	292 000,00	292 000,00
7011	Electricité (subdivisions par tarif)	92 000,00	212 000,00	212 000,00
7083	Locations diverses	80 000,00	80 000,00	80 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	100,00	100,00	100,00
7588	Autres	100,00	100,00	100,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>172 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>172 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>172 100,00</b>	<b>292 100,00</b>	<b>292 100,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>292 100,00</b>
---	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**

**A4.1**

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>I</b> <b>0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.  
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.  
 (3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.  
 (4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A4.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (6) 0,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES :

Pour : 31

Contre : 8

Abstentions : 0

Date de convocation : 17/01/2020

Présenté par (1) le président du conseil régional,

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde le 30/01/2020

(1) le président du conseil régional,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Assemblée Plénière

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia	
ANNETTE Gilbert(Absent)	
AUBER Valéria	
BASSIRE Nathalie(Procuration)	
BEDIER Joé	
BELLO Huguette	
CADET Jean Alain	
COMORASSAMY Sylvie (Absente)	
COSTES Yolaine	
COUPEL-SAURET Fabienne	
FONTAINE Luc Guy(Procuration)	
FOUASSIN Stéphane	
FOURNEL Dominique(Plus Procuration de RAMASSAMY Nadia)	
GAUTHIER Jack(Plus Procuration de FONTAINE Luc Guy)	
GOBALOU Virginie	
GRONDIN Louis Bertrand(Plus Procuration de BASSIRE Nathalie)	
GUEZELLO Alin	
HOARAU Denise(Absente)	
HOARAU Jacquet(Absent)	
HOARAU Olivier	
K'BIDI Virginie	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

LAGOURGUE Jean-Louis	
LEBEAU Anicha	
LEE MOW SIM Lynda(Plus Procuration de MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël)	
M'DOIHOMA Juliana	
MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël(Procuration)	
MURIN-HOARAU Aline	
NABENESA Karine	
NATIVEL Lorraine	
NOEL Nathalie(Procuration)	
PATEL Ibrahim	
PAYET Vincent(Plus Procuration de NOEL Nathalie)	
PICARDO Bernard	
PROFIL Patricia	
RAMASSAMY Nadia(Procuration)	
RIVIERE Olivier	
RIVIERE Sylvianne(Absente)	
ROBERT Didier	
SETTAMA-VIDON Léopoldine	
TECHER Paul	
VALY Bachil	
VIENNE Axel(Absent)	
VIRAPOULLE Jean Paul	
WON-FAH-HIN Marie Rose	

Certifié exécutoire par (1) le président du conseil régional, compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/02/2020, et de la publication le 04/02/2020

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 04/02/2020

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante du conseil régional.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>23974001200087</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>REGION CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE : PAIERIE REGIONALE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 4 (1)

<b>Budget primitif</b>
------------------------

BUDGET : BA DSP REGION REUNION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE**

**EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 184 565,00	3 184 565,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b>		<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 112 965,00	3 112 965,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>6 297 530,00</b>	<b>6 297 530,00</b>
----------------------------	---------------------	---------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES**

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	0,00	100,00	100,00	100,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>70 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 100,00</b>	<b>70 100,00</b>	<b>70 100,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>91 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>71 600,00</b>	<b>71 600,00</b>	<b>71 600,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	259 500,00	0,00	265 570,00	265 570,00	265 570,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	2 847 395,00	0,00	2 847 395,00	2 847 395,00	2 847 395,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 198 495,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>		<b>0,00</b>
---	--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>3 184 565,00</b>
---	--	---------------------

**RECETTES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	351 100,00	0,00	351 100,00	351 100,00	351 100,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>351 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>351 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	2 847 395,00	0,00	2 833 465,00	2 833 465,00	2 833 465,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>2 847 395,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 198 495,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>		<b>0,00</b>
---	--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>3 184 565,00</b>
---	--	---------------------

**Pour information :**

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>279 500,00</b>
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	259 500,00	0,00	279 500,00	279 500,00	279 500,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>259 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>279 500,00</b>	<b>279 500,00</b>	<b>279 500,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>259 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>279 500,00</b>	<b>279 500,00</b>	<b>279 500,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	2 847 395,00		2 833 465,00	2 833 465,00	2 833 465,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>2 847 395,00</b>		<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 112 965,00</b>
---	---------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	259 500,00		265 570,00	265 570,00	265 570,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	2 847 395,00		2 847 395,00	2 847 395,00	2 847 395,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>3 106 895,00</b>		<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 112 965,00</b>
---	---------------------

Pour information :

344

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE  
 279 500,00

<p><b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL                  DÉGAGÉ PAR LA SECTION                  FONCTIONNEMENT (8)</b></p>	<p><b>279 500,00</b></p>
---	--------------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
- (5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).
- (7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
- (8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**

**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	70 000,00		70 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00		100,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 500,00	0,00	1 500,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	2 847 395,00	2 847 395,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		265 570,00	265 570,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>71 600,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>3 184 565,00</b>
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 833 465,00	2 833 465,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	279 500,00	0,00	279 500,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>279 500,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 112 965,00</b>
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  
BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	351 100,00		351 100,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 833 465,00	2 833 465,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>351 100,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>3 184 565,00</b>
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		2 847 395,00	2 847 395,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		265 570,00	265 570,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 112 965,00</b>
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.



**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	70 000,00	70 000,00	70 000,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	70 000,00	70 000,00	70 000,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	100,00	100,00
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	100,00	100,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>70 100,00</b>	<b>70 100,00</b>	<b>70 100,00</b>
66	Charges financières (b) (8)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	1 500,00	1 500,00	1 500,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 500,00	1 500,00	1 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)	20 000,00	0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfiques	20 000,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>91 600,00</b>	<b>71 600,00</b>	<b>71 600,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	259 500,00	265 570,00	265 570,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	2 847 395,00	2 847 395,00	2 847 395,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	2 847 395,00	2 847 395,00	2 847 395,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>3 198 495,00</b>	<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>3 184 565,00</b>
---	---------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES**

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	351 100,00	351 100,00	351 100,00
757	Redevances des fermiers, concession..	351 000,00	351 000,00	351 000,00
7588	Autres	100,00	100,00	100,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>	<b>351 100,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	2 847 395,00	2 833 465,00	2 833 465,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	2 847 395,00	2 833 465,00	2 833 465,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>2 847 395,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>3 198 495,00</b>	<b>3 184 565,00</b>	<b>3 184 565,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>3 184 565,00</b>
---	---------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	259 500,00	279 500,00	279 500,00
2313	Constructions	259 500,00	279 500,00	279 500,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>259 500,00</b>	<b>279 500,00</b>	<b>279 500,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>259 500,00</b>	<b>279 500,00</b>	<b>279 500,00</b>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</i>	<i>2 847 395,00</i>	<i>2 833 465,00</i>	<i>2 833 465,00</i>
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur</i>	<i>2 847 395,00</i>	<i>2 833 465,00</i>	<i>2 833 465,00</i>
13912	<i>Sub. équipt cpte résult. Régions</i>	<i>2 847 395,00</i>	<i>2 833 465,00</i>	<i>2 833 465,00</i>
	<i>Charges transférées</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (9)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>2 847 395,00</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 112 965,00</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	259 500,00	265 570,00	265 570,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	2 847 395,00	2 847 395,00	2 847 395,00
28131	Bâtiments	2 847 395,00	2 847 395,00	2 847 395,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>3 106 895,00</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 112 965,00</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**

**A4.1**

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>2 833 465,00</b>	<b>I 2 833 465,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>2 833 465,00</b>	<b>2 833 465,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	2 833 465,00	2 833 465,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>2 833 465,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 833 465,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A4.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>3 112 965,00</b>	<b>III 3 112 965,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>3 112 965,00</b>	<b>3 112 965,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28131	Bâtiments	2 847 395,00	2 847 395,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	265 570,00	265 570,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>3 112 965,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 112 965,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 2 833 465,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 3 112 965,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (6) 279 500,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES :

Pour : 31

Contre : 8

Abstentions : 0

Date de convocation : 17/01/2020

Présenté par (1) le président du conseil régional,

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde le 30/01/2020

(1) le président du conseil régional,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Assemblée Plénière

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia	
ANNETTE Gilbert(Absent)	
AUBER Valéria	
BASSIRE Nathalie(Procuration)	
BEDIER Joé	
BELLO Huguette	
CADET Jean Alain	
COMORASSAMY Sylvie (Absente)	
COSTES Yolaine	
COUPEL-SAURET Fabienne	
FONTAINE Luc Guy(Procuration)	
FOUASSIN Stéphane	
FOURNEL Dominique(Plus Procuration de RAMASSAMY Nadia)	
GAUTHIER Jack(Plus Procuration de FONTAINE Luc Guy)	
GOBALOU Virginie	
GRONDIN Louis Bertrand(Plus Procuration de BASSIRE Nathalie)	
GUEZELLO Alin	
HOARAU Denise(Absente)	
HOARAU Jacquet(Absent)	
HOARAU Olivier	
K'BIDI Virginie	



**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

LAGOURGUE Jean-Louis	
LEBEAU Anicha	
LEE MOW SIM Lynda(Plus Procuration de MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël)	
M'DOIHOMA Juliana	
MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël(Procuration)	
MURIN-HOARAU Aline	
NABENESA Karine	
NATIVEL Lorraine	
NOEL Nathalie(Procuration)	
PATEL Ibrahim	
PAYET Vincent(Plus Procuration de NOEL Nathalie)	
PICARDO Bernard	
PROFIL Patricia	
RAMASSAMY Nadia(Procuration)	
RIVIERE Olivier	
RIVIERE Sylvianne(Absente)	
ROBERT Didier	
SETTAMA-VIDON Léopoldine	
TECHER Paul	
VALY Bachil	
VIENNE Axel(Absent)	
VIRAPOULLE Jean Paul	
WON-FAH-HIN Marie Rose	

Certifié exécutoire par (1) le président du conseil régional, compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/02/2020, et de la publication le 04/02/2020

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 04/02/2020

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante du conseil régional.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>23974001200111</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>REGION CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE : PAIERIE REGIONALE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 43 (1)

<b>Budget primitif</b>
------------------------

BUDGET : BA TRANSPORT REGION REUNION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE**

**EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	26 891 872,00	26 891 872,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b>		<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
----------------------------	----------------------	----------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES**

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	23 045 000,00	0,00	19 189 872,00	19 189 872,00	19 189 872,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 342 000,00	0,00	7 702 000,00	7 702 000,00	7 702 000,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>		<b>0,00</b>
---	--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>26 891 872,00</b>
---	--	----------------------

**RECETTES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	31 322 000,00	0,00	26 826 872,00	26 826 872,00	26 826 872,00
75	Autres produits de gestion courante	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>		<b>0,00</b>
---	--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>26 891 872,00</b>
---	--	----------------------

**Pour information :**

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

Pour information :

364



Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISION  
 DÉGAGÉ PAR LA SECTION  
 FONCTIONNEMENT (8)**

- (1) cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
- (5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).
- (7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
- (8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	19 189 872,00		19 189 872,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 702 000,00		7 702 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>26 891 872,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>26 891 872,00</b>
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	26 826 872,00		26 826 872,00
75	Autres produits de gestion courante	65 000,00		65 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>26 891 872,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>26 891 872,00</b>
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>23 045 000,00</b>	<b>19 189 872,00</b>	<b>19 189 872,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	250 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	22 365 000,00	18 515 000,00	18 515 000,00
6156	Maintenance	10 000,00	10 000,00	10 000,00
618	Divers	0,00	194 872,00	194 872,00
6282	Frais de gardiennage	420 000,00	470 000,00	470 000,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>8 342 000,00</b>	<b>7 702 000,00</b>	<b>7 702 000,00</b>
65735	Subv. exploitat° groupements	5 380 000,00	7 452 000,00	7 452 000,00
65737	Subv. exploitat° autres EPL	2 962 000,00	250 000,00	250 000,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>26 891 872,00</b>
---	----------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES**

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	31 322 000,00	26 826 872,00	26 826 872,00
7472	Subv. exploitat° Régions	24 240 000,00	19 744 872,00	19 744 872,00
7473	Subv. exploitat° Départements	7 082 000,00	7 082 000,00	7 082 000,00
75	Autres produits de gestion courante	65 000,00	65 000,00	65 000,00
757	Redevances des fermiers, concession..	65 000,00	65 000,00	65 000,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>31 387 000,00</b>	<b>26 891 872,00</b>	<b>26 891 872,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>26 891 872,00</b>
---	----------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.


(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE



**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
 EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**

**A4.1**

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>I 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
- (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
- (3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
- (4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A4.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (6) 0,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES :

Pour : 31

Contre : 8

Abstentions : 0

Date de convocation : 17/01/2020

Présenté par (1) le président du conseil régional,

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde le 30/01/2020

(1) le président du conseil régional,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Assemblée Plénière

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia	
ANNETTE Gilbert(Absent)	
AUBER Valéria	
BASSIRE Nathalie(Procuration)	
BEDIER Joé	
BELLO Huguette	
CADET Jean Alain	
COMORASSAMY Sylvie (Absente)	
COSTES Yolaine	
COUPEL-SAURET Fabienne	
FONTAINE Luc Guy(Procuration)	
FOUASSIN Stéphane	
FOURNEL Dominique(Plus Procuration de RAMASSAMY Nadia)	
GAUTHIER Jack(Plus Procuration de FONTAINE Luc Guy)	
GOBALOU Virginie	
GRONDIN Louis Bertrand(Plus Procuration de BASSIRE Nathalie)	
GUEZELLO Alin	
HOARAU Denise(Absente)	
HOARAU Jacquet(Absent)	
HOARAU Olivier	
K'BIDI Virginie	



**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

LAGOURGUE Jean-Louis	
LEBEAU Anicha	
LEE MOW SIM Lynda(Plus Procuration de MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël)	
M'DOIHOMA Juliana	
MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël(Procuration)	
MURIN-HOARAU Aline	
NABENESA Karine	
NATIVEL Lorraine	
NOEL Nathalie(Procuration)	
PATEL Ibrahim	
PAYET Vincent(Plus Procuration de NOEL Nathalie)	
PICARDO Bernard	
PROFIL Patricia	
RAMASSAMY Nadia(Procuration)	
RIVIERE Olivier	
RIVIERE Sylvianne(Absente)	
ROBERT Didier	
SETTAMA-VIDON Léopoldine	
TECHER Paul	
VALY Bachil	
VIENNE Axel(Absent)	
VIRAPOULLE Jean Paul	
WON-FAH-HIN Marie Rose	

Certifié exécutoire par (1) le président du conseil régional, compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/02/2020, et de la publication le 04/02/2020

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 04/02/2020

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante du conseil régional.

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**REGION : BUDGET FEDER REUNION (1)**

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 23974001200079

POSTE COMPTABLE : PAIERIE REGIONALE

**M. 57**

**Budget primitif  
voté par fonction**

BUDGET : BUDGET FEDER REUNION (3)

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	22
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	24
E1 - Balance générale - Dépenses	26
E2 - Balance générale - Recettes	28

## III - Vote du budget


A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	30
A.900 - Services généraux	33
A.900-5 - Gestion des fonds européens	36
A.901 - Sécurité	37
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	38
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	41
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	44
A.904-4 - RSA	47
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	48
A.906 - Action économique	51
A.907 - Environnement	53
A.908 - Transports	56
A.921 - Taxes non affectées	60
A.922 - Dotations et participations	61
A.923 - Dettes et autres opérations financières	62
A.925 - Opérations patrimoniales	63
A.926 - Transferts entre les sections	64
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	65
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	66
B.930 - Services généraux	69
B.930-5 - Gestion des fonds européens	72
B.931 - Sécurité	77

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	
B.934-3 - APA	83
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	84
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	85
B.936 - Action économique	88
B.937 - Environnement	90
B.938 - Transports	93
B.940 - Impositions directes	97
B.941 - Autres impôts et taxes	98
B.942 - Dotations et participations	99
B.943 - Opérations financières	100
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	101
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	102
B.946 - Transferts entre les sections	103
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	104
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	105

#### IV - Annexes

##### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	106
A1.01 - Opérations non ventilables	108
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	109
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	112
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	113
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	114
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	117
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	120
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	123
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	124
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	127
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	129
A1.908 - Fonction 8 - Transports	132
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	136
A2.01 - Opérations non ventilables	138
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	139
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	142
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	143
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	144
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	147
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	150
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	380

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020 
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE




A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	
A2.938 - Fonction 8 - Transports	158
<b>B - Annexes patrimoniales</b>	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	167
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	168
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

## V - Arrêté et signatures

### A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

- les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;
- les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;
- les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001+DE

## I – INFORMATIONS GENERALES

### INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

#### Informations statistiques

	Valeurs
Population totale	

#### Informations fiscales (N-2)

	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

#### Informations financières – ratios

		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7,5%.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	0,00
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	0,00
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES**

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(I) 0,00</b>
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(II) 0,00</b>
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.


**BUDGET FEDER REUNION - BUDGET FEDER REUNION - BP - 2020**

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE



**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES**

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>0,00</b>
		(III)
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>0,00</b>
		(IV)
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.




**BUDGET FEDER REUNION - BUDGET FEDER REUNION - BP - 2020**

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	156 035 087,45	156 035 087,45
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>
		+	+
		+	+
		+	+
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	58 185 087,45	58 185 087,45
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>214 220 174,90</b>	<b>214 220 174,90</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE**

**VENTILATION DES OPERATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	119 600 000,00	36 435 087,45	156 035 087,45	119 600 000,00	36 435 087,45	156 035 087,45
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	21 750 000,00	36 435 087,45	58 185 087,45	21 750 000,00	36 435 087,45	58 185 087,45
<b>Total budget (hors RAR N-1 et reports)</b>	<b>141 350 000,00</b>	<b>72 870 174,90</b>	<b>214 220 174,90</b>	<b>141 350 000,00</b>	<b>72 870 174,90</b>	<b>214 220 174,90</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D EP211-0001 2015/1	FEDER INVESTISSEMENT 2014-2020	9005	113 045 606,10
<b>TOTAL</b>			<b>113 045 606,10</b>
<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>		950	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>113 045 606,10</b>

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D EA211-0001 2015/1	FEDER FONCTIONNEMENT 2014-2020	9305	0,00
D EA211-0002 2015/1	FEDER FONCTIONNEMENT AT	9305	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>
<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>		952	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
<b>AP VOTEES</b>	<b>956 456 061,00</b>		<b>0,00</b>	<b>113 045 606,10</b>	<b>113 045 606,10</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>AE VOTEES</b>	<b>174 000 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>167 820 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>
90 Opérations ventilées	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
- en AP/CP (2)	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	48 220 415,83	0,00	36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>167 820 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>
90 Opérations ventilées	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
- Recettes affectées	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	48 220 415,83	0,00	36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>69 970 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>
93 Services ventilés	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00
- en AE/CP	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	48 220 415,83	0,00	36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
953 Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>69 970 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>
93 Services ventilés	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00
94 Services communs non ventilés	48 220 415,83	0,00	36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)

C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>113 045 606,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
<b>AE VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
90 Opérations ventilées		0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)		0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	36 435 087,45						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
90 Opérations ventilées		0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	36 435 087,45						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
93 Services ventilés		0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AE/CP		0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	36 435 087,45						395

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Culture, jeunesse, sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
93 Services ventilés		0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	36 435 087,45						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)**

**II**  
**C**

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
<b>AP VOTEES</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
<b>AE VOTEES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020  
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.  
 (2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT

#### OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>90 Opérations ventilées</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	119 600 000,00	119 600 000,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
<b>92 Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
<b>95 Chapitres de prévision sans réalisation</b>		<b>0,00</b>
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 119 600 000,00</b>	<b>II 119 600 000,00</b>


#### OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	36 435 087,45	36 435 087,45
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>III 36 435 087,45</b>	<b>IV 36 435 087,45</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :.....</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	I + III + V	<b>156 035 087,45</b>	II + IV + VI + VII
----------------------------	-------------	-----------------------	--------------------

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020 56 035 
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT

#### OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)


CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>93 Services ventilés</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
930 Services généraux	0,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	21 750 000,00	21 750 000,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	0,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
<b>94 Services communs non ventilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 21 750 000,00</b>	<b>II 21 750 000,00</b>

#### OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	36 435 087,45	36 435 087,45
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	
<b>TOTAL</b>	<b>III 36 435 087,45</b>	<b>IV 36 435 087,45</b>

**AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :..... 0,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020 58 185   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	I + III + V	<b>58 185 087,45</b>	II + IV + VI
----------------------------	-------------	----------------------	--------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>167 820 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>48 220 415,83</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	48 220 415,83		36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

**II**  
**E1**

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>69 970 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>48 220 415,83</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	48 220 415,83		36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>167 820 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>48 220 415,83</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	48 220 415,83		36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

II

E2

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>69 970 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>48 220 415,83</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	48 220 415,83		36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXER**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>113 045 606,10</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	119 600 000,00	0,00	113 045 606,10	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>0,00</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	48 220 415,83			36 435 087,45	36 435 087,45		36 435 087,45	36 435 087,45
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>			<b>0,00</b>					
950	Dépenses imprévues			0,00					
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>167 820 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>113 045 606,10</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)

0,00

**TOTAL****156 035 087,45**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

**BUDGET FEDER REUNION - BUDGET FEDER REUNION - BP - 2020**

- (2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES****A**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	119 600 000,00	0,00	119 600 000,00	119 600 000,00	119 600 000,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (3)	48 220 415,83		36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>167 820 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>	<b>156 035 087,45</b>

**001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)****0,00****1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)****0,00****TOTAL****156 035 087,45**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 900 – Services généraux **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 900****CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)**

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 900****CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)**

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) =

113 045 606,10

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-058 FEADER	90-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	119 600 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
Recettes affectées	0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	119 600 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) =

0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

**AP (1) = 0,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21			90-22		
		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 902****CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 902****CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 903****CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 903****CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 904****CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 904****CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 905****CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)					
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 905</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 906 – Action économique**

**AP (1) = 0,00**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 906****CHAPITRE 906 – Action économique (suite)**

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72					
			Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 907****CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)**

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 907****CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)**

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 908 – Transports **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82							
			Transports publics de voyageurs							
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 908****CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)**

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 908****CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)**

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 908****CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)**

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 921 – Taxes non affectées**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES**  
**Détail par articles****CHAPITRE 922 – Dotations et participations**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE (3)</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
139172	<i>Subv. transf. FEDER</i>	48 220 415,83	36 435 087,45	36 435 087,45
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
28045	<i>Subv. d'équipement versées aux tiers</i>	48 220 415,83	36 435 087,45	36 435 087,45
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION****95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>				<b>0,00</b>
950	Dépenses imprévues				0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXER**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>0,00</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	48 220 415,83			36 435 087,45	36 435 087,45		36 435 087,45	36 435 087,45
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Affiché le 05/02/2020 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE SLO dépenses gérées (RAR N-1 + Vote) hors AE III = I + II	
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>69 970 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>

<b>002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>TOTAL</b>	<b>58 185 087,45</b>
--------------	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.



## III – VOTE DU BUDGET

## B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	21 750 000,00	0,00	21 750 000,00	21 750 000,00	21 750 000,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	48 220 415,83		36 435 087,45	36 435 087,45	36 435 087,45
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>69 970 415,83</b>	<b>0,00</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>	<b>58 185 087,45</b>

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)

0,00

TOTAL

58 185 087,45

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 930 – Services généraux **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>		<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>		<b>B 930</b>
<b>Détail par articles</b>		

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., édu., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 930****CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)**

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 931 – Sécurité****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



III – VOTE DU BUDGET
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

**CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

**AE (1) = 0,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
		<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 932</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
			93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



III – VOTE DU BUDGET		III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES		B 932
Détail par articles		

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 933****CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Libellé	93-32					
	Sports (autres que scolaires)					
	93-321	93-322	93-323	93-324	93-325	93-326
	Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 933****CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)**

**AE (1) = 0,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## III – VOTE DU BUDGET

## B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

## Détail par articles

B 934

## CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 934****CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)**

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles**

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) =

**0.00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Restes à réaliser N-1	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Propositions nouvelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Vote de l'assemblée (2)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Restes à réaliser N-1	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Propositions nouvelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Vote de l'assemblée (2)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 935****CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 935</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Libellé	93-56	93-57	93-58		93-59	TOTAL DU CHAPITRE
	Actions en faveur du littoral	Techno. de l'information et de la comm.	Autres actions		Sécurité	
			93-581	93-588		
			Réserves Foncières	Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

### III – VOTE DU BUDGET

#### B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

##### Détail par articles

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 936****CHAPITRE 936 – Action économique (suite)**

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET**

**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**

**Détail par articles**

**CHAPITRE 937 – Environnement**

**AE (1) = 0,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 937</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)**

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 937****CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)**

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel, risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 938 – Transports****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs							
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports	
			<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 938</b>
<b>Détail par articles</b>	

**CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)**

Libellé	93-83						
	Transports de marchandises						
	93-830	93-831	93-832	93-833	93-834	93-835	93-838
	Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 938****CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)**

Libellé	93-84							
	Voirie							
	93-841	93-842	93-843	93-844	93-845	93-846	93-847	93-849
	Voirie nationale	Voirie régionale	Voirie départementale	Voirie métropolitaine	Voirie communale	Viabilité hivernale et aléas climatiques	Equipements de voirie	Sécurité routière
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 938****CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)**

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 940 – Impositions directes**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 942 – Dotations et participations**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 943 – Opérations financières**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Pour information : détail du calcul des ICNE**

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections**  
**(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3) (5)</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	48 220 415,83	36 435 087,45	36 435 087,45
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4) (5)</b>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>48 220 415,83</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
777	<i>Rec... subv inv transférées cpte résult</i>	48 220 415,83	36 435 087,45	36 435 087,45
	<b>Transfert de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS****95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
952	Dépenses imprévues				0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>119 600 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		119 600 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>119 600 000,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		119 600 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00



**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	<b>0,00</b>
	RECETTES	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 0 – Services généraux**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.900**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.900**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	119 600 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>119 600 000,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	119 600 000,00	0,00	0,00	119 600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
			DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.902**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.902**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.903**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.903**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.904**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.904**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées		90-428 Autres interventions sociales
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.





**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.905**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.905**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 6 – Action économique**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.906**

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 7 – Environnement**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.907**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.





**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 8 – Transports**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>21 750 000,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 750 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>21 750 000,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 750 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	<b>0,00</b>
	RECETTES	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 0 – Services généraux**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.930**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.930**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
657	Subventions	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 750 000,00</b>
747	Participations	0,00	21 750 000,00	0,00	0,00	21 750 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
			DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.932**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.932**

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.933**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.934**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées		93-428 Autres interventions sociales
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.935**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 6 – Action économique**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.936****FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 7 – Environnement**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.937**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.937**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.938**

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.938**

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES  
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>I 36 435 087,45</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	36 435 087,45	36 435 087,45

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 435 087,45</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

## IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES  
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>III 36 435 087,45</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
139146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>36 435 087,45</b>	<b>36 435 087,45</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28045	Subv. d'équipement versées aux tiers	36 435 087,45	36 435 087,45
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>36 435 087,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 435 087,45</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 36 435 087,45</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 36 435 087,45</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (8) 0,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

**BUDGET FEDER REUNION - BUDGET FEDER REUNION - BP - 2020**

- (6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
- (7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.
- (8) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
Reçu en préfecture le 05/02/2020  
Affiché le 05/02/2020   
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES :

Pour : 31

Contre : 8

Abstentions : 0

Date de convocation : 17/01/2020

Présenté par le président du conseil régional (1),  
A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Assemblée Plénière  
A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020  
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia	
ANNETTE Gilbert(Absent)	
AUBER Valéria	
BASSIRE Nathalie(Procuration)	
BEDIER Joé	
BELLO Huguette	
CADET Jean Alain	
COMORASSAMY Sylvie (Absente)	
COSTES Yolaine	
COUAPEL-SAURET Fabienne	
FONTAINE Luc Guy(Procuration)	
FOUASSIN Stéphane	
FOURNEL Dominique(Plus Procuration de RAMASSAMY Nadia)	
GAUTHIER Jack(Plus Procuration de FONTAINE Luc Guy)	
GOBALOU Virginie	
GRONDIN Louis Bertrand(Plus Procuration de BASSIRE Nathalie)	
GUEZELLO Alin	
HOARAU Denise(Absente)	
HOARAU Jacquet(Absent)	
HOARAU Olivier	

**V – ARRETE ET SIGNATURES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

K'BIDI Virginie	
LAGOURGUE Jean-Louis	
LEBEAU Anicha	
LEE MOW SIM Lynda(Plus Procuration de MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël)	
M'DOIHOMA Juliana	
MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël(Procuration)	
MURIN-HOARAU Aline	
NABENESA Karine	
NATIVEL Lorraine	
NOEL Nathalie(Procuration)	
PATEL Ibrahim	
PAYET Vincent(Plus Procuration de NOEL Nathalie)	
PICARDO Bernard	
PROFIL Patricia	
RAMASSAMY Nadia(Procuration)	
RIVIERE Olivier	
RIVIERE Sylvianne(Absente)	
ROBERT Didier	
SETTAMA-VIDON Léopoldine	
TECHER Paul	
VALY Bachil	
VIENNE Axel(Absent)	
VIRAPOULLE Jean Paul	
WON-FAH-HIN Marie Rose	

Certifié exécutoire par le président du conseil régional (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/02/2020, et de la publication le 04/02/2020

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 04/02/2020

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...



# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**REGION : PROGRAMME OPERATIONNEL DE COOPERATION TERRITORIALE REUNION (1)**

**(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE**

Numéro SIRET : 23974001200103

POSTE COMPTABLE : PAIERIE REGIONALE

**M. 57**

**Budget primitif  
voté par fonction**

BUDGET : BUDGET POCT REUNION (3)

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales


A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	22
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	24
E1 - Balance générale - Dépenses	26
E2 - Balance générale - Recettes	28

### III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	30
A.900 - Services généraux	33
A.900-5 - Gestion des fonds européens	36
A.901 - Sécurité	37
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	38
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	41
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	44
A.904-4 - RSA	47
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	48
A.906 - Action économique	51
A.907 - Environnement	53
A.908 - Transports	56
A.921 - Taxes non affectées	60
A.922 - Dotations et participations	61
A.923 - Dettes et autres opérations financières	62
A.925 - Opérations patrimoniales	63
A.926 - Transferts entre les sections	64
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	65
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	66
B.930 - Services généraux	69
B.930-5 - Gestion des fonds européens	72
B.931 - Sécurité	73

Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	
B.934-3 - APA	83
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	84
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	85
B.936 - Action économique	88
B.937 - Environnement	90
B.938 - Transports	93
B.940 - Impositions directes	97
B.941 - Autres impôts et taxes	98
B.942 - Dotations et participations	99
B.943 - Opérations financières	100
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	101
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	102
B.946 - Transferts entre les sections	103
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	104
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	105

**IV - Annexes**

**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	106
A1.01 - Opérations non ventilables	108
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	109
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	112
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	113
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	114
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	117
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	120
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	123
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	124
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	127
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	129
A1.908 - Fonction 8 - Transports	132
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	136
A2.01 - Opérations non ventilables	138
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	139
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	142
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	143
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	144
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	147
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	150
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	151

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	
A2.938 - Fonction 8 - Transports	158

**B - Annexes patrimoniales**

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

**C - Annexes budgétaires**

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	167
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	168


**D - Autres éléments d'information**

D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

## V - Arrêté et signatures

### A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

- les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;
- les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;
- les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001+DE

## I – INFORMATIONS GENERALES

### INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

#### Informations statistiques

	Valeurs
Population totale	

#### Informations fiscales (N-2)

	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

#### Informations financières – ratios

		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7,5%.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	0,00
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	0,00
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



**I – INFORMATIONS GENERALES****EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES****DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(I) 0,00</b>
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(II) 0,00</b>
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020

ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES**

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III)	<b>0,00</b>
900	Services généraux		0,00
900-5	Gestion des fonds européens		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)		0,00
904-4	RSA		0,00
905	Aménagement des territoires et habitat		0,00
906	Action économique		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV)	<b>0,00</b>
930	Services généraux		0,00
930-5	Gestion des fonds européens		0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)		0,00
934-3	APA		0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI		0,00
935	Aménagement des territoires et habitat		0,00
936	Action économique		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00
940	Impositions directes		0,00
941	Autres impôts et taxes		0,00
942	Dotations et participations		0,00
943	Opérations financières		0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020

ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	4 068 707,38	4 068 707,38
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>
		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	9 037 701,98	9 037 701,98
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>13 106 409,36</b>	<b>13 106 409,36</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

#### VENTILATION DES OPERATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	1 465 502,70	2 603 204,68	4 068 707,38	1 465 502,70	2 603 204,68	4 068 707,38
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	6 434 497,30	2 603 204,68	9 037 701,98	6 434 497,30	2 603 204,68	9 037 701,98
<b>Total budget (hors RAR N-1 et reports)</b>	<b>7 900 000,00</b>	<b>5 206 409,36</b>	<b>13 106 409,36</b>	<b>7 900 000,00</b>	<b>5 206 409,36</b>	<b>13 106 409,36</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D POP-0001 2015/1	INVESTISSEMENT	9005	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>
<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>		950	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D POA-0001 2015/1	FONCTIONNEMENT	9305	6 320 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>6 320 000,00</b>
<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>		952	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>6 320 000,00</b>

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
<b>AP VOTEES</b>	<b>11 724 022,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>AE VOTEES</b>	<b>51 475 978,00</b>		<b>0,00</b>	<b>6 320 000,00</b>	<b>6 320 000,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>
90 Opérations ventilées	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
- en AP/CP (2)	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>
90 Opérations ventilées	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
- Recettes affectées	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>
93 Services ventilés	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30
- en AE/CP	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
953 Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>
93 Services ventilés	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)

C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
<b>AE VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 320 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
90 Opérations ventilées		0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	2 603 204,68						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
90 Opérations ventilées		0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	2 603 204,68						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
93 Services ventilés		0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AE/CP		0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	2 603 204,68						

566

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Culture, jeunesse, jeux, sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
93 Services ventilés		0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	2 603 204,68						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)**

**II**  
**C**

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
<b>AP VOTEES</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
<b>AE VOTEES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT

#### OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)


CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>90 Opérations ventilées</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	1 465 502,70	1 465 502,70
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
<b>92 Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
<b>95 Chapitres de prévision sans réalisation</b>		<b>0,00</b>
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 1 465 502,70</b>	<b>II 1 465 502,70</b>

#### OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	2 603 204,68	2 603 204,68
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>III 2 603 204,68</b>	<b>IV 2 603 204,68</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 .....</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le 05/02/2020 4 068 
ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	I + III + V	<b>4 068 707,38</b>	II + IV + VI + VII
----------------------------	-------------	---------------------	--------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT

#### OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>93 Services ventilés</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>
930 Services généraux	0,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	6 434 497,30	6 434 497,30
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	0,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve	0,00	0,00
<b>94 Services communs non ventilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 6 434 497,30</b>	<b>II 6 434 497,30</b>


#### OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	2 603 204,68	2 603 204,68
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>III 2 603 204,68</b>	<b>IV 2 603 204,68</b>

**AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :..... 0,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------



Envoyé en préfecture le 05/02/2020  
 Reçu en préfecture le 05/02/2020  
 Affiché le 05/02/2020 9 037   
 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	I + III + V	<b>9 037 701,98</b>	II + IV + VI
----------------------------	-------------	---------------------	--------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

II

E1

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00		2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

**II**  
**E2**

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXER**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	1 465 502,70	0,00	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			2 603 204,68	2 603 204,68		2 603 204,68	2 603 204,68
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>			<b>0,00</b>					
950	Dépenses imprévues			0,00					
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)

0,00

**TOTAL****4 068 707,38**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

- (2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES****A**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>1 465 502,70</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	1 465 502,70	0,00	1 465 502,70	1 465 502,70	1 465 502,70
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (3)	0,00		2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>	<b>4 068 707,38</b>

**001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)****0,00****1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)****0,00****TOTAL****4 068 707,38**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) =

0,00

Libellé	90-02							
	Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 900****CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)**

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., édu., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 900****CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)**

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-058 FEADER	90-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	1 465 502,70
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
Recettes affectées	0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	1 465 502,70
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) =

0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

**AP (1) = 0,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21			90-22		
		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 902****CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 902****CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 903****CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 903****CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 904****CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 904****CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) =

0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
		<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 905****CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)					
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 905****CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 906****CHAPITRE 906 – Action économique (suite)**

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72					
			Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 907****CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)**

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 907****CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)**

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 908 – Transports **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82							
			Transports publics de voyageurs							
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports	
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.



**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 908****CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)**

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 908****CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)**

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****A 908****CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)**

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 921 – Taxes non affectées**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 922 – Dotations et participations**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles***CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<b>RECETTES (3)</b>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
139172	<i>Subv. transf. FEDER</i>	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
28045	<i>Subv. d'équipement versées aux tiers</i>	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.



**III – VOTE DU BUDGET****A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION****95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>				<b>0,00</b>
950	Dépenses imprévues				0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>6 320 000,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	6 434 497,30	0,00	6 320 000,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00			2 603 204,68	2 603 204,68		2 603 204,68	2 603 204,68
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Affiché le 05/02/2020 ID : 974-239740012-20200130-DAP2020_0001-DE	
								SLO dépenses gérées (RAR N-1 + Vote) hors AE III = I + II	
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>6 320 000,00</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>9 037 701,98</b>

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)

0,00

**TOTAL****9 037 701,98**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES****III****B**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>6 434 497,30</b>
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	6 434 497,30	0,00	6 434 497,30	6 434 497,30	6 434 497,30
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	0,00		2 603 204,68	2 603 204,68	2 603 204,68
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>	<b>9 037 701,98</b>

**002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)****0,00****TOTAL****9 037 701,98**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

**III – VOTE DU BUDGET**  
**B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES**  
**Détail par articles**

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 930****CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)**

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., édu., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 930****CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)**

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles**

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

**AE (1) = 6 320 000.00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
Vote de l'assemblée (2)	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
Vote de l'assemblée (2)	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 931 – Sécurité****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
		<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 932</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
			93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 932</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles**

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 933****CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Libellé	93-32					
	Sports (autres que scolaires)					
	93-321	93-322	93-323	93-324	93-325	93-326
	Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 933****CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****B 934****CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)**

Libellé	93-42							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 934****CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)**

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles**

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) =

**0.00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Restes à réaliser N-1	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Propositions nouvelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Vote de l'assemblée (2)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Total (RAR N-1 + Vote)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Restes à réaliser N-1	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Propositions nouvelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Vote de l'assemblée (2)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI****AE (1) =****0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 935****CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 935****CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
			<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles**

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 936****CHAPITRE 936 – Action économique (suite)**

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propositions nouvelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles**

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 937****CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)**

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 937****CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)**

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel, risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 938 – Transports****AE (1) = 0,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs							
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports	
			<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>										
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 938****CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)**

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 938****CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)**

Libellé	93-84							
	Voirie							
	93-841	93-842	93-843	93-844	93-845	93-846	93-847	93-849
	Voirie nationale	Voirie régionale	Voirie départementale	Voirie métropolitaine	Voirie communale	Viabilité hivernale et aléas climatiques	Equipements de voirie	Sécurité routière
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES****Détail par articles****III****B 938****CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)**

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
<b>Total (RAR N-1 + Vote)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser N-1</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Propositions nouvelles</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Vote de l'assemblée (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 940 – Impositions directes**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 942 – Dotations et participations**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 943 – Opérations financières**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Pour information : détail du calcul des ICNE**

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections  
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68
	<i>Autres</i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
777	<i>Rec... subv inv transférées cpte résult</i>	0,00	2 603 204,68	2 603 204,68
	<i>Transfert de charges</i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES****Détail par articles****CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.



**III – VOTE DU BUDGET****B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS****95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
952	Dépenses imprévues				0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>1 465 502,70</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 465 502,70
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>1 465 502,70</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		1 465 502,70
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	<b>0,00</b>
	RECETTES	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.900****FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.900****FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	1 465 502,70
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 465 502,70</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 465 502,70	0,00	0,00	1 465 502,70

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****FONCTION 1 – Sécurité**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
			DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.902****FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.903****FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.903****FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.904****FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées		90-428 Autres interventions sociales
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.905**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.905**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A1.906****FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.





**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 7 – Environnement**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.907**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A1.908**

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>6 434 497,30</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 434 497,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>6 434 497,30</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 434 497,30
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.930**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances	
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire			93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.930**

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>
657	Subventions	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 434 497,30</b>
747	Participations	0,00	6 434 497,30	0,00	0,00	6 434 497,30

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****FONCTION 1 – Sécurité**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
			DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.932****FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.933**

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					93-326 Manifestations sportives
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.933****FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.934**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.934**

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées		93-428 Autres interventions sociales
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****FONCTION 4-3 – APA**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.935****FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.935**

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.936****FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**FONCTION 7 – Environnement**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.937**

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****IV****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****A2.937****FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel, risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.938****FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES**

**A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE**

**IV**

**A2.938**

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

**IV – ANNEXES****A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE****IV****A2.938****FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES  
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>I 2 603 204,68</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	2 603 204,68	2 603 204,68

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

## IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES  
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>III 2 603 204,68</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
139146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>2 603 204,68</b>	<b>2 603 204,68</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28045	Subv. d'équipement versées aux tiers	2 603 204,68	2 603 204,68
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>2 603 204,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 603 204,68</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 2 603 204,68</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 2 603 204,68</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (8) 0,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.



- (6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
- (7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.
- (8) Indiquer le signe algébrique.

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES :

Pour : 31

Contre : 8

Abstentions : 0

Date de convocation : 17/01/2020

Présenté par le président du conseil régional (1),

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Assemblée Plénière

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 30/01/2020

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia	
ANNETTE Gilbert(Absent)	
AUBER Valéria	
BASSIRE Nathalie(Procuration)	
BEDIER Joé	
BELLO Huguette	
CADET Jean Alain	
COMORASSAMY Sylvie (Absente)	
COSTES Yolaine	
COUAPEL-SAURET Fabienne	
FONTAINE Luc Guy(Procuration)	
FOUASSIN Stéphane	
FOURNEL Dominique(Plus Procuration de RAMASSAMY Nadia)	
GAUTHIER Jack(Plus Procuration de FONTAINE Luc Guy)	
GOBALOU Virginie	
GRONDIN Louis Bertrand(Plus Procuration de BASSIRE Nathalie)	
GUEZELLO Alin	
HOARAU Denise(Absente)	
HOARAU Jacquet(Absent)	
HOARAU Olivier	

**V – ARRETE ET SIGNATURES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

K'BIDI Virginie	
LAGOURGUE Jean-Louis	
LEBEAU Anicha	
LEE MOW SIM Lynda(Plus Procuration de MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël)	
M'DOIHOMA Juliana	
MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël(Procuration)	
MURIN-HOARAU Aline	
NABENESA Karine	
NATIVEL Lorraine	
NOEL Nathalie(Procuration)	
PATEL Ibrahim	
PAYET Vincent(Plus Procuration de NOEL Nathalie)	
PICARDO Bernard	
PROFIL Patricia	
RAMASSAMY Nadia(Procuration)	
RIVIERE Olivier	
RIVIERE Sylvianne(Absente)	
ROBERT Didier	
SETTAMA-VIDON Léopoldine	
TECHER Paul	
VALY Bachil	
VIENNE Axel(Absent)	
VIRAPOULLE Jean Paul	
WON-FAH-HIN Marie Rose	

Certifié exécutoire par le président du conseil régional (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/02/2020, et de la publication le 04/02/2020

A Hôtel de Région-Sainte Clotilde, le 04/02/2020

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...



# PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2020

\*\*\*\*\*

## Rapports sectoriels

Présenté par Monsieur Didier ROBERT  
Président du Conseil Régional

**BUDGET PRIMITIF 2020**

**DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION**

**RAPPORTS SECTORIELS**

# SOMMAIRE

- Pilier 1 : Un passeport réussite pour chaque jeune Réunionnais.....p. 3**
- Pilier 2 : Engager la 2<sup>ème</sup> génération des grands chantiers réunionnais.....p. 37**
- Pilier 3 : Libérer les entreprises, libérer les énergies.....p. 91**
- Pilier 4 : Libérer la terre réunionnaise.....p. 121**
- Pilier 5 : Notre identité, notre culture, not' fierté.....p. 183**
- Pilier 6 : Plus d'égalité des chances pour les familles.....p. 235**
- Pilier 7 : Cap sur le monde, cap sur l'océan Indien.....p. 268**

# BUDGET PRIMITIF 2020 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

## PILIER 1 : UN PASSEPORT RÉUSSITE POUR CHAQUE JEUNE RÉUNIONNAIS

La mise en œuvre des orientations budgétaires de la collectivité en faveur de la jeunesse réunionnaise, qui constitue le premier des sept piliers de la mandature s'inscrit dans un contexte budgétaire très contraint en 2020.

En effet, alors que la région entame sa dernière année de mise en œuvre du contrat de confiance, les impacts financiers induits par le transfert de la mission d'information sur les métiers et les formations au service de l'orientation et la modification du périmètre des compétences et des ressources de la Région en matière d'apprentissage viennent impacter fortement le budget régional.

La baisse des recettes de la collectivité conduit ainsi la région à se recentrer sur ses compétences obligatoires en matière d'éducation et de formation, tout en préservant son action volontaire en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat des Réunionnais.

Conformément à ses engagements, la collectivité s'attachera donc en 2020 à poursuivre l'accompagnement des réunionnais dans la construction de leur parcours de formation vers l'emploi afin de permettre à chacun d'entre eux de mieux s'orienter, mieux se former et mieux s'insérer.

La déclinaison de cette politique se fera dans un cadre budgétaire guidé par la trajectoire d'équilibre et se traduira par la mobilisation d'une enveloppe globale de **118 566 461 € en capacité d'engagement et de 133 343 848 € en crédits de paiement.**

Elle mobilisera également les financements de l'Union Européenne tant au niveau Fonds de Développement Économique et Régional (FEDER) que du Fonds Social Européen (FSE), pour lesquels une recette de **6,89 M€** au titre du FEDER et de **38 M€** au titre du FSE, est attendue en 2020.

	AE/AP	CP
Fonctionnement	68 352 205 €	76 471 513 €
Investissement	50 214 256 €	56 872 335 €
<b>TOTAL</b>	<b>118 566 461 €</b>	<b>133 343 848 €</b>

---

## SECTEUR ÉDUCATION

---

Témoin des changements sociétaux, la Jeunesse d'aujourd'hui évolue dans un monde globalisé marqué par les enjeux de transition climatique, énergétique et technologique. Plus que jamais, l'Éducation représente la clé de l'émancipation individuelle, du développement social, culturel et économique de chaque jeune et du territoire dans lequel il évolue.

Aussi, la collectivité régionale a-t-elle fait le choix de porter son action politique en direction de la Jeunesse réunionnaise à travers son projet de mandature en l'inscrivant dans son premier des sept piliers : « Un passeport Réussite pour chaque jeune Réunionnais ».

Les orientations budgétaires 2020 débattues lors de l'Assemblée Plénière du 28 novembre 2019 ancrent cette ambition dans la politique régionale mise en œuvre visant à rendre chaque jeune réunionnais l'acteur premier de son parcours et de la place qu'il occupera au regard de ses compétences et de ses aspirations. L'engagement de la Région reste ainsi résolument tourné vers **l'accompagnement des jeunes dans leur parcours de formation pour une insertion durable dans le monde du travail**.

Dans un contexte de transformations nationales liées notamment à la réforme relative au baccalauréat général et technologique, ainsi qu'à la voie professionnelle et du transfert aux régions de la mission d'orientation des jeunes, l'intervention de la collectivité se réalisera au regard des actions suivantes :

- le soutien aux jeunes réunionnais dans leur choix **d'orientation** et la **construction de leur parcours scolaire et universitaire** ;
- **la diversification et l'adaptation de l'offre de formation en lien avec les besoins des entreprises et l'évolution des métiers** ;
- **l'accompagnement des lycéens et des étudiants** dans le cadre de leurs études ;
- **la poursuite des grands chantiers de construction** et de réhabilitation des lycées, afin d'offrir aux lycéens un environnement propice à l'apprentissage et à leur épanouissement personnel ;
- **la poursuite de la politique de valorisation de la production locale** dans les restaurants scolaires ;
- **le soutien apporté à la recherche** dans le cadre du POE 2014-2020.

Ce plan d'actions construit sur la base d'une gestion optimisée et dans le respect de la trajectoire d'équilibre, se chiffre en grande masse à **66 658 913 €** en capacité d'engagement et à **62 433 126 €** en crédits de paiement.



## POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

L'étape préalable à l'emploi est le processus de formation et d'acquisition des compétences que les jeunes vont appréhender et maîtriser à l'issue de leur parcours scolaire et supérieur. La construction de leur parcours comprend, au-delà des apprentissages, des choix d'orientation suffisamment éclairés et lisibles ainsi que la connaissance de leur environnement proche et global.

### 1. ORIENTER POUR MIEUX FORMER

La préparation à une insertion professionnelle réussie fait partie du droit à l'éducation et l'enjeu est d'importance pour tous les jeunes. Pour que tous puissent construire leur projet d'avenir, la Région veut se donner les moyens d'accompagner les jeunes réunionnais dans une démarche d'orientation active, progressive et personnelle.

Elle s'appuiera à ce titre sur sa nouvelle compétence confiée par la loi du 5 septembre 2018 pour la Liberté de Choisir son Avenir Professionnel (LCAP).

La Région doit ainsi organiser « *des actions d'information sur les métiers et les formations aux niveaux régional, national et européen ainsi que sur la mixité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, en direction des élèves et de leurs familles, des apprentis ainsi que des étudiants, notamment dans les établissements scolaires et universitaires* ».

Pour l'exercice de cette nouvelle responsabilité d'information, « *les missions exercées par les Dronisep sur la diffusion de la documentation et sur l'élaboration des publications à portée régionale relative à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants, sont transférées aux régions* » à compter du 1er janvier 2019.

Plusieurs actions seront accentuées ou impulsées en 2020 pour **accroître la lisibilité et l'accessibilité de l'information** telles que la réalisation d'un agenda des manifestations liées aux formations et aux métiers qui pourrait être directement accessible sur le POP. La collectivité accompagnera la réalisation de deux **forums de formations** par bassin notamment le forum des formations supérieures du tertiaire pour le secteur Nord-Est, en complément de celui existant dans le Sud ainsi que la reconduction d'un forum dans le secteur Ouest porté notamment par les établissements scolaires et la cité des métiers. De plus, afin de se rendre au plus près des besoins des jeunes, **la caravane de la jeunesse sera mobilisée afin d'apporter un service d'information de proximité.**

Par ailleurs, pour développer les liens école-entreprises dans l'optique d'une meilleure **employabilité** des jeunes, la Région poursuivra son soutien aux projets Entreprendre Pour Apprendre (EPA) et mettra en exergue les **secteurs porteurs économiquement pour le territoire** au travers de son soutien aux deux campus des métiers et des qualifications à savoir : le bâti tropical et le numérique, sans occulter les secteurs de l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire et l'économie Bleue.

Elle s'attachera également à favoriser la **découverte des métiers** pour ouvrir le champ des possibles et donner de l'ambition aux jeunes, en mobilisant les branches volontaires particulièrement les nouveaux opérateurs de compétences (OPCO) pour intervenir dans un premier temps dans les lycées prioritaires signalés politiques de la ville en lien avec les services académiques et les chefs d'établissement.

Enfin, la collectivité apportera son soutien au Cycle Préparatoire aux Études Supérieures et à l'Insertion Professionnelle (CPESIP) porté par l'Université de La Réunion, et répondant notamment au profil des bacheliers professionnels et technologiques.

### Mesures accompagnement supérieur - Chapitre 932

AE : 300 000 €

CP : 300 000 €

## 2. FORMER POUR MIEUX INSÉRER

Le premier facteur de compétitivité d'une économie réside dans son capital humain : développer l'appareil de formation ne constitue pas une dépense en soi mais un investissement certain pour la Région.

C'est dans cet objectif que la collectivité régionale accentuera sa **démarche d'ouverture sur le monde économique et professionnel pour l'année 2020 en proposant une offre de formation encore plus diversifiée** en vue de poursuivre l'augmentation du niveau de qualification et favoriser les formations adaptées aux besoins des entreprises.

Dès 2020, la Région prévoit ainsi la création de 136 places de formations professionnelles initiales supplémentaires en lycées afin de favoriser l'employabilité des jeunes. Ce seront 6 BTS qui pourront s'ouvrir dans les domaines agricole, de l'énergie et du tourisme. Des Mentions Complémentaires (MC) et CAP sont également envisagés dans le secteur de la logistique, de l'animation sportive ou encore du réseau électrique.

Il est à noter également l'ouverture prévue en préfiguration du lycée de la mer d'un CAP Maritime en formation initiale dans l'Ouest, afin de conforter l'offre existante à l'école d'apprentissage maritime, en partenariat avec la Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI).

Par ailleurs, afin de permettre aux jeunes réunionnais de poursuivre leurs études dans un cycle universitaire et / ou supérieur, **la collectivité régionale reconduira sa politique en direction de l'enseignement supérieur**. Conformément au Schéma régional de l'Enseignement, des FORMations supérieurs, de la Recherche (SEFORRE) et des trois axes stratégiques identifiés que sont la réussite des étudiants, la mobilisation de l'appareil régional d'enseignement supérieur et de recherche pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux du territoire et l'ouverture internationale de l'écosystème d'enseignement supérieur et de recherche, la collectivité régionale poursuivra son partenariat avec l'Université de La Réunion et les établissements d'enseignement supérieur que sont l'école d'architecture et des Arts :

- en apportant son soutien aux structures universitaires pour les formations classiques de licence, de master ou formations d'excellence, de technologie et d'ingénierie (Ecole d'ingénieurs, antenne du Tampon de la première année commune aux études de santé...), d'architecture et des beaux-arts ;

- son accompagnement en faveur des actions liées à la formation et à la réussite des étudiants (manifestations, dispositif de préparation aux concours des fonctions publiques en partenariat avec Sciences Po...).

**Mesures accompagnement supérieur - Chapitre 932**

AE : 1 753 400 €

CP : 1 510 287 €

**Équipement et construction université - Chapitre 902**

AP : 120 000 €

CP : 78 000

### 3. ACCOMPAGNER POUR BIEN RÉUSSIR

Pour que chaque jeune puisse se former dans un environnement satisfaisant, il importe qu'il soit en capacité de disposer des conditions matérielles au service de son ambition. **La Région Réunion poursuivra ainsi son soutien en direction des élèves, des étudiants et de leurs familles en les accompagnant individuellement tout au long de leur cycle scolaire et supérieur.**

Pour l'année 2020, ces dispositifs de soutien seront reconduits afin de maintenir le pouvoir d'achat des familles :

- **L'aide aux manuels scolaires :**

Dispositif tourné vers la réussite scolaire pour tous, **l'aide aux manuels scolaires vise à alléger la charge financière des familles pour la location ou l'achat de manuels scolaires de leurs enfants scolarisés en lycée. L'aide régionale représente ainsi une contribution maximale de 100 € pour chaque enfant.**

- **LE POP Génération 3 :**

Pour la rentrée scolaire 2019-2020, la collectivité a souhaité **reconduire ce dispositif** en tenant compte des dernières évolutions technologiques **en dotant chaque primo lycéen et apprenti** d'un PC convertible 360° présentant les caractéristiques requises pour un apprentissage de qualité au numérique.

**Ce PC nouvelle génération** contribue à la mise en œuvre d'une pédagogie plus différenciée ainsi qu'à la transformation des pratiques pédagogiques et individuelles en asseyant ce support comme un **outil numérique éducatif à part entière.**

Par ailleurs, la collectivité poursuivra **son accompagnement financier en direction des familles les plus modestes dans la souscription d'un abonnement internet.**

• **Accompagner les étudiants dans leurs parcours de formation supérieure :**

La collectivité maintiendra son investissement en faveur des jeunes réunionnais dans la poursuite de leur parcours de formation par la reconduction des dispositifs suivants :

- les aides et allocations régionales pour faciliter l'accès et la poursuite des études supérieures des étudiants inscrits à La Réunion ;
- les Allocations Régionales de Recherche de Doctorat afin d'accompagner pendant 3 ans les étudiants, réunionnais et ceux issus des pays de la zone OI, s'inscrivant en 1ère année de thèse dans le cadre de leurs travaux de recherche de doctorat, au sein d'un laboratoire de l'Université ou dans un organisme de recherche ;
- les allocations post doctorales en vue de permettre l'insertion professionnelle des jeunes docteurs dans le tissu économique du territoire en prenant en charge pour partie leurs salaires sur une durée maximale de 2 ans sur présentation d'un CDI.

**Manuels scolaires - Chapitre 932**

AE : 2 300 000 €

CP : 2 800 000 €

**Plan Ordinateur Portable - Chapitre 902**

AP : 5 500 000 €

CP : 5 200 000 €

**Connexion internet pour les familles les plus modestes - Chapitre 932**

AE : 350 000 €

CP : 200 000 €

**Aides en faveur des étudiants - Chapitre 932**

AE : 1 894 000 €

CP : 2 300 000 €

**Mesures accompagnement supérieur - Chapitre 932**

AE : 100 000 €

CP : 94 478 €

#### **4. INVESTIR POUR BIEN VIVRE**

**L'environnement** dans lequel évolue le jeune réunionnais est une **composante essentielle de son parcours de formation**. La responsabilité de la collectivité régionale s'inscrit ainsi dans le cadre de ses **obligations légales** en vue d'offrir à chaque lycéen des conditions matérielles et techniques de qualité liés notamment aux **équipements** et au **locaux**.

Ce choix d'investissement se retrouve également de manière volontaire en faveur de l'enseignement supérieur et de la **recherche**.

## **OFFRIR UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ A LA JEUNESSE RÉUNIONNAISE**

### **• Le bâti scolaire**

En 2020, l'intervention de notre Collectivité se poursuivra pour le bâti scolaire pour répondre aux objectifs stratégiques suivants :

- **construire les nouveaux établissements nécessités par l'évolution des effectifs et les nouveaux besoins pédagogiques,**
- **réhabiliter les établissements existants pour les remettre aux normes réglementaires, techniques, thermiques et fonctionnelles,**
- **assurer les obligations réglementaires du propriétaire (sécurité, accessibilité, hygiène, santé...) et mettre en œuvre un plan de maintenance du patrimoine, en concertation avec les établissements exploitants,**

*-en intégrant la qualité environnementale dans l'acte de construire,*

*-en organisant la commande publique pour soutenir l'économie locale du BTP et l'emploi.*

Pour répondre à ces objectifs, notre collectivité mettra en oeuvre en 2020 les grandes actions patrimoniales suivantes :

### **• La construction de nouveaux lycées**

Conformément aux préconisations du Schéma Directeur des Effectifs des Lycées, établi par la Direction de l'Éducation, 2 nouveaux lycées sont programmés, en complément du lycée Nord qui a été livré à la rentrée 2017.

#### **- Lycée du Sud - Étang Salé**

Ce futur lycée dont l'implantation est prévue dans le Sud de l'île à l'Étang Salé, permettra l'accueil de 950 lycéens qui pourront se former aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme. Le concours de maîtrise d'œuvre sera lancé au premier trimestre de 2020 et les études se dérouleront en fin d'année 2020.

Le coût de cet établissement est estimé à 63 M€ et sa livraison est prévue pour la rentrée 2024, sans aléas.

#### **- Lycée de l'Ouest- Le Port :**

Le futur lycée polyvalent de l'Ouest, tourné vers les Métiers de la Mer qui permettra l'accueil de 900 élèves, s'inscrit dans un objectif de développement de nouvelles

compétences en cohérence avec les projets structurants dans ces domaines (Grand Port Maritime, Pôle Régional Mer, etc).

Après validation du terrain d'implantation et du programme pédagogique en 2019, les études préalables et de programmation seront réalisées et la procédure de concours de maîtrise d'œuvre permettant de désigner le maître d'œuvre du projet se déroulera au 2ème semestre 2020.

La livraison de cet établissement est prévue pour la rentrée 2025, sans aléas.

Pour le volet construction de lycées, le budget proposé pour 2020 est le suivant :

### **Construction scolaire MO (P197-0001)**

Chapitre 902

AP: 1 500 000 €

CP: 1 500 000 €

- **La réhabilitation des lycées**

- A) La réhabilitation des lycées les plus anciens

En 2020, les investissements engagés dans ce domaine se poursuivront et se traduiront par la livraison des derniers travaux concernant l'opération d'extension / réhabilitation du lycée ci-dessous :

- Lycée Professionnel Victor Schoelcher – Saint-Louis – Rénovation des classes modulaires et des éclairages des parkings professeurs et logements.

La Région s'est engagée dans un Schéma Directeur de l'Énergie sur le Patrimoine ( SDEP) qui décline des actions suivant trois axes :

- Comptabilité énergétique (suivi des consommations et actions lorsque des anomalies sont détectées)
- Sobriété énergétique (réduction de la consommation en évitant les gaspillages et en changeant les comportements)
- Efficacité énergétique (travaux de modifications des bâtiments et des équipements énergivores après calcul en coût global)

En 2019, 22 lycées ont été instrumentés pour permettre l'analyse de leurs consommations électricité-eau par type de fonction, et en déduire un plan d'actions de Maîtrise de l'Énergie (M.D.E.) pour chaque site.

En 2020, l'instrumentation des **23 lycées** restants sera réalisée.

Pour le volet réhabilitation des anciens lycées, le budget proposé pour 2020 est le suivant :

**Travaux de restructuration des lycées – MO Région (P197-0003)**

Chapitre 902

AP : 0 €

CP : 700 000 €

**Réhabilitation, Travaux et Management Énergie par SEM / SPL (P197-0005)**

Chapitre 902

AP : 299 000 €

CP : 334 000 €

**B) Le plan de réhabilitations et remise aux normes des lycées**

L'important Plan de remise aux normes des lycées et des équipements sportifs rattachés, actuellement en cours, représente un portefeuille de projets de plus de **350 M€**.

Il porte sur :

- la remise à niveau technique et réglementaires
- la mise aux normes « accessibilité handicapés »
- la rénovation thermique et énergétique
- l'adaptation des locaux aux nouveaux besoins pédagogiques

Ce plan de réhabilitations qui concerne **35 lycées** (dont deux lycées sont réalisés en 2 tranches soit **37 opérations**) inclut les rénovations des **internats** pour améliorer les conditions d'accueil et de vie des pensionnaires. (Lycée hôtelier, lycée Brassens, lycée R Garros...), les rénovations et mise aux normes des **cuisines centrales et terminaux de restaurations** concernés (lycées Bellepierre, J Hinglo, Vue Belle, St Exupéry, Langevin, LPH renaissance...) et les rénovations des **équipements sportifs associés** ((lycées Bellepierre, Moulin Joly, Bouvet, Paul Moreau, Vincendo, R. Garros, ...)

Fin 2019, sur les 31 réhabilitations déjà initiées.

**19 réhabilitations** seront terminées :

**Nord/Est**

- Lycée Bellepierre -St Denis
- Lycée Bel Air -Ste Suzanne
- Lycée Sarda Garriga – Saint André
- Lycée Paul Moreau -Bras Panon
- Lycée Patu de Rosemont -St Benoit
- Lycée Lislet Geoffroy -St Denis
- Lycée Amiral Bouvet – St Benoit
- Lycée Jean Perrin – St André

**Ouest**

- Lycée J Hinglo -Port
- Lycée hôtelier la Renaissance (1ère Tche)- St Paul

- Lycée Evariste de Parry- St Paul
- Lycée Moulin Joly – La Possession

### **Sud**

- Lycée Saint Exupéry – Les Aviron
- Lycée Ambroise Vollard – St Pierre
- Lycée Victor Schoelcher – St Louis
- Lycée Roches Maigres – St Louis
- Lepah St Joseph
- Lycée Langevin St Joseph
- Lycée Vincendo St Joseph

En 2020, **12 chantiers de réhabilitation**, dont la durée est comprise entre 24 et 36 mois, se poursuivront:

### **Nord/Est**

- Lycée l'Horizon -St Denis
- Lycée I. Amelin Ste Marie
- Lycée G Brassens 1ère tche St Denis (internat)

### **Ouest**

- Lepah E Boyer de la Giroday – St Paul
- Lycée Vue Belle
- Lycée Stella

### **Sud**

- Lycée Roland Garros – Le Tampon
- Lycée P. Poivre
- Lycée A Roussin – St Louis
- Lycée Bois d'Olives -St Pierre
- Lycée François de Mahy- St Pierre
- Lycée Bois Joly Potier -Le Tampon

**En 2020-2021, 6 nouveaux chantiers de réhabilitations, dont les études seront achevées , pourront être initiés**

### **Nord/Est**

- Lycée G Brassens St Denis (**2ème Tche**)

### **Ouest**

- Lycée hôtelier la Renaissance -St Paul (**2ème Tche**)
- Lycée 3 Bassins
- Lycée Louis Payen -St Paul
- Lycée St Paul 4

### **Sud**

- Lycée J Joly -St Louis



Un lissage dans le temps de ces dernières opérations est à prévoir pour respecter la trajectoire d'équilibre budgétaire qui aura été fixée, et pour tenir compte des moyens humains disponibles pour encadrer ces opérations.

-**8 établissements** feront l'objet d'opérations de grosses réparations du propriétaire, programmées pluri-annuellement:

### **Nord/Est**

- Lycée Leconte Delisle -St Denis
- Lycée Mahatma Gandhi -St André , Y/C équipements sportifs
- Lycée Nelson Mandela -St Benoit
- Lycée Marie Curie -St Benoit
- Lycée Amiral Lacaze- St Denis
- Lycée Rontaunay- St Denis

### **Ouest**

- Lycée Lepervenche – Le Port

### **Sud**

- Lycée Pierre Lagourgue -Le Tampon

Pour la partie « Plan de réhabilitation des lycées », la tranche annuelle proposée pour 2020 nécessaire pour l'avancement des opérations est la suivante :

### **Réhabilitations et mise aux normes des bâtiments (P197-0031)**

Chapitre 902

AP : 2 200 000 €

CP : 19 000 000 €

#### **• La rénovation – confort thermique des lycées**

Dans le cadre du Programme Opérationnel Européen 2014-2020 (FEDER), l'action 4-05 « Rénovation thermique des bâtiments publics » permet de financer les opérations de réhabilitation thermique des bâtiments publics et prioritairement les infrastructures d'éducation et de formation.

L'objectif de cette action est de favoriser la conception bioclimatique des bâtiments, et limiter les besoins électriques nécessaires pour assurer un confort thermique satisfaisant.

Sur la base des diagnostics thermiques réalisés en 2015-2016, la Région a validé une programmation de travaux de rénovation thermique pour 18 lycées.

Le financement FEDER potentiel prévisionnel s'élèverait à 70 % du coût des travaux thermiques éligibles.

Les études de maîtrise d'oeuvre débutées en juillet 2018 se termineront au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

La consultation pour travaux sera menée au 2ème trimestre 2020, avec comme objectif un démarrage des travaux mi 2020 et une livraison des différents sites à la fin 2021.

### **Rénovation / confort thermique (P197-0044)**

Chapitre 902  
AP: 25 200 000 €  
CP: 1 500 000 €

#### **• La maintenance des établissements**

Afin de conserver des conditions réglementaires de sécurité, d'accueil et d'usage dans les lycées, des crédits de petite maintenance seront délégués comme chaque année aux établissements pour favoriser tant la responsabilité que la réactivité des utilisateurs face aux besoins urgents.

Pour ce volet maintenance des lycées, le budget proposé pour 2020 est le suivant :

### **Subvention Travaux de maintenance (P197-0006)**

Chapitre 902  
AP: 2 000 000 €  
CP: 2 000 000 €

Des travaux de maintenance et gros entretien seront réalisés en Maîtrise d'ouvrage directe par la Région, selon les besoins (notamment pour le clos-couvert, la conformité par rapport à la réglementation, la sécurité-sûreté ) ou en cas d'urgence. De nouvelles AP sont mises en place en 2020 pour initier le plan de Gros Entretien- Réparations 0-5 ans pluriannuel.

### **Travaux de maintenance et grosses réparations MO (P197-0002)**

Chapitre 902  
AP: 500 000 €  
CP: 2 389 700 €

## **OFFRIR AUX LYCÉENS UN CADRE PROPICE À LA RÉUSSITE**

La **rentrée 2019-2020** est marquée par une importante réforme du baccalauréat des voies générales, technologiques et professionnelles dans le cadre de **la réforme des lycées**. La collectivité s'attachera ainsi à maintenir ses interventions financières en direction des lycées, afin d'offrir aux jeunes réunionnais et aux équipes éducatives les meilleures conditions de travail à la faveur des nouveaux enseignements.

### **1. Concourir à la réussite des jeunes en mettant à la disposition des lycées les moyens nécessaires pour un bon fonctionnement**

Au titre de ses compétences légales, la collectivité régionale assure le fonctionnement et l'équipement des lycées au moyen de dotations financières. Pour 2020, c'est une enveloppe globale de **18 606 213 €** qui sera consacrée aux 50 lycées.

**En fonctionnement**, l'enveloppe proposée sera basée sur un **nouveau barème de calcul** qui prend en compte les dépenses des fluides, l'évolution des effectifs, les surfaces existantes et nouvellement créées, et la mise en place d'une enveloppe « dialogue de gestion » auprès de chaque établissement visant à améliorer la lisibilité et l'efficacité des enveloppes complémentaires de fonctionnement. Par ailleurs, la collectivité poursuivra l'application des modalités de calcul des forfaits d'externat pour les lycées privés sous contrat d'association.

La Région poursuivra également son soutien aux établissements dans la mise en œuvre des projets pédagogiques innovants que pourront mener les partenaires associatifs et éducatifs dans leurs projets en faveur de l'éducation, notamment lorsqu'ils ont vocation à valoriser les filières, susciter la créativité des lycéens en éveillant leur curiosité et leur permettant une ouverture sur le monde.

**Fonctionnement des lycées** - Chapitre 932 (45 lycées publics)

AE : 8 914 546 €

CP : 7 953 608 €

**Forfait externat « part matériel » aux 5 lycées privés** - Chapitre 932

AE : 626 167 €

CP : 556 034 €

**TOS privés -Forfait externat « part personnel »** - Chapitre 932

AE : 1 123 500 €

CP : 1 123 500 €

**Mesures accompagnement secondaire** - Chapitre 932

AE : 72 000 €

CP : 56 326 €

**En matière d'équipement**, l'intervention régionale sous la forme de Dotation Globale d'Équipement (DGE) vise à répondre aux besoins matériels des lycées publics et privés, au regard des filières de formation proposées aux lycéens et des évolutions des structures pédagogiques. De nouvelles modalités de mise en œuvre seront proposées afin de passer à une logique expression des besoins avec un arbitrage régional selon des priorités pédagogiques. La mise en place de marchés régionaux sur certains lots d'équipement seront expérimentés en 2020 afin de mieux piloter les orientations de la collectivité et d'optimiser les budgets en termes d'économies.

Il s'agira également de consolider les besoins du lycée Nord en tenant compte de la montée en charge des effectifs sur la prochaine rentrée scolaire et de la mise en exploitation des plateaux techniques suite à **l'ouverture à la rentrée scolaire 2019/2020 des 2 BTS (Audiovisuel et Systèmes Numériques) prévus dans la structure pédagogique.**

Enfin, la réflexion de la région menée en matière d'internat à travers l'élaboration d'un schéma directeur permettra de disposer, au cours de l'année 2020, d'une vision globale

des moyens nécessaires à consacrer pour le renouvellement de matériels et d'équipements afin d'instaurer au sein des lycées, de véritables lieux de vie et des espaces de socialisation veillant au bien être des internes.

**Équipement des lycées publics - Chapitre 902**

AP : 7 700 000 €

CP : 7 620 000 €

**Équipement lycées privés - Chapitre 902**

AP : 170 000 €

CP : 165 451 €

**Assurer la mission de maintenance informatique dans les lycées**

Responsable de la maintenance informatique dans les EPLE, depuis la loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, la Région, en accord avec l'Académie, a souhaité mettre en œuvre de manière progressive ses nouvelles obligations. La signature d'une convention cadre a donc défini les champs d'intervention respectifs de chacune des instances, sur la période transitoire de 2015 à 2018, prolongée pour l'année 2019.

La prise en main du 2ème niveau d'intervention pourra intervenir dès l'année 2020 avec l'identification de 8 sites pilotes étendus de manière progressive à d'autres établissements au cours de l'année scolaire pour une généralisation à compter de la rentrée 2020 / 2021. Le périmètre de la maintenance de niveau 2 aura trait à la maintenance en condition opérationnelle des équipements et solutions comprenant en particulier les matériels et les logiciels. Elle fera l'objet d'une expertise partagée avec l'Académie et sera confortée par les compétences et la professionnalisation des assistants de maintenance informatique intervenant dans les lycées.

Par ailleurs, afin de favoriser l'usage du numérique, la collectivité poursuivra le financement d'une interconnexion en faveur des lycées et renforcera l'accès au réseau informatique (avec le déploiement du WIFI) dans les zones pédagogiques.

Enfin, s'agissant de l'espace numérique de travail METICE, la Région conformément à ses engagements, maintiendra sa contribution au développement de l'ENT METICE.

**Mesures accompagnement secondaire - Chapitre 932**

(Maintenance informatique (ENT METICE) + Interconnexion des lycées)

AE : 325 000 €

CP : 150 903 €

**Équipement informatique - Chapitre 902**

AP : 100 000 €

CP : 74 048 €

## Accompagner les lycées dans la gestion des missions techniques

Afin de pouvoir assurer les missions techniques que sont l'accueil, la restauration et l'hébergement, l'entretien général et technique dans les lycées depuis la loi du 13 août 2004 et offrir un service public d'éducation de qualité et d'accueil des lycéens, la Région poursuivra sa mobilisation en mettant à disposition des établissements scolaires les personnels territoriaux.

Au quotidien, ce sont plus de 1 100 Adjoints Techniques Territoriaux des Établissements d'Enseignement (ATTEE) en poste dans les établissements qui interviennent dans la mise en œuvre de ces missions. Leur action est complétée par celle des équipes mobiles d'adjoints techniques territoriaux (EMATT). La collectivité dispose de 13 équipes mobiles dont elle assure annuellement le fonctionnement et l'équipement au travers de dotations financières.

Pour 2020, le budget dédié à ces 13 équipes mobiles est le suivant :

### Fonctionnement des lycées - EMATT

AE : 199 300 €

CP : 199 300 €

### Équipement des équipes mobiles - Chapitre 902

AP : 141 000 €

CP : 140 640 €

## 2. Favoriser l'épanouissement des jeunes avec une restauration scolaire de qualité

Compétente en matière de restauration scolaire dans les lycées depuis la loi du 13 août 2004, la Région amplifiera en 2020 son intervention en faveur d'une restauration de qualité et respectueuse de son environnement et du développement économique.

Elle favorisera ainsi et soutiendra les actions en faveur :

- de la **promotion de repas équilibrés autour d'une alimentation saine**, dans un contexte où la population scolaire est touchée de plus en plus par des problèmes d'obésité ou de diabète ;
- de la poursuite de la **politique de valorisation de la production locale** menée depuis 4 ans, avec des résultats très encourageants qu'il conviendra de confirmer en 2020, soit un taux de 50 % pour accroître le pourcentage des produits locaux dans l'assiette de nos lycéens et atteindre ainsi les 60 % à l'horizon 2022 ;
- du maintien de **sa politique de gel des tarifs**, appliqué depuis 2010, pour la demi-pension et l'internat, au regard du contexte économique et social auquel sont confrontées les familles réunionnaises ;

- de la **lutte contre le gaspillage alimentaire** par la mise à disposition de 14 ambassadeurs en service civique dans des établissements volontaires. Cette action s'inscrit par ailleurs dans le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), dont l'un des aspects est l'économie circulaire.

Par ailleurs, la collectivité s'attachera à poursuivre :

- la sensibilisation de tous les acteurs en associant les lycéens et leurs familles ;
- le rapprochement entre les acheteurs (chefs de production et gestionnaires des lycées) et les producteurs locaux à travers la mise en œuvre du nouveau marché de denrées alimentaires du groupement de Commande de Denrées Alimentaires de la RÉUNION (CODARUN).

En vue de la mise en œuvre de ces actions, les enveloppes suivantes sont prévues au budget 2020 :

**Fonctionnement des lycées : compensation tarifaire - Chapitre 932**

AE : 697 000 €

CP : 664 358 €

**Valorisation de la restauration scolaire -Chapitre 932**

AE : 50 000 €

CP : 41 820 €

**Équipement des services de restauration - Chapitre 902**

AP : 300 000 €

CP : 294 200 €

### 3. S'appuyer sur la recherche pour relever les défis

Source d'innovation et de croissance économique du territoire, la recherche permet le développement d'une valorisation sociale ou économique des savoirs produits, à travers la création d'activités et d'emplois et dans des thématiques différentiantes reconnues à l'échelle mondiale.

Pour l'année 2020, la collectivité poursuivra son accompagnement à travers les dispositifs suivants :

- la mise en œuvre de **l'appel à manifestation d'intérêt (AMI)** en direction des laboratoires et / organismes de recherche. Cet AMI vise ainsi à accompagner des projets de recherche qui contribueront à améliorer la compétitivité de la recherche réunionnaise, à avoir des retombées et des effets inclusifs et structurants sur le territoire et qui renforceront les activités de recherche dans des champs de la stratégie de spécialisation intelligente. Ces programmes de recherche s'inscrivent dans les objectifs du programme opérationnel FEDER pour la période 2014-2020 et les domaines de la stratégie de spécialisation intelligente (S3) ;

- le soutien des actions en faveur de la **diffusion et du développement de la culture scientifique**, technique et industrielle, notamment auprès des jeunes publics ;
- le soutien aux **infrastructures universitaires de formation et de recherche**.

Pour la mise en œuvre de ce volet recherche / développement / enseignement supérieur, le budget suivant est proposé :

**Mesures accompagnement supérieur - Chapitre 932**

AE : 150 000 €

CP : 34 000 €

**Soutien à la Recherche - Chapitre 902**

AP : 1 700 000 €

CP : 884 473 €

**Equipement et construction université - Chapitre 902**

AP : 300 000 €

CP : 2 494 000 €

Enfin, au titre des frais d'étude et de gestion divers de la Direction de l'Éducation se chiffrent comme suit :

**Frais d'étude - Chapitre 932**

AE : 25 000 €

CP : 25 000 €

**Frais de gestion divers - Chapitre 932**

AE : 49 000 €

CP : 49 000 €

## **PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ**

Attachée aux valeurs que représentent le **dialogue** et la **proximité**, la région conduira sa politique en matière d'éducation en associant ses partenaires que sont l'Académie, les lycées et la communauté éducative dans sa globalité avec l'ensemble des acteurs concernés selon les actions conduites. Offrir la **parole aux jeunes et pour les jeunes**, recueillir l'assentiment des **familles** selon des thématiques identifiées contribueront à **renforcer le lien entre la société, les institutions et les établissements scolaires**.

Aussi, conformément aux orientations budgétaires 2020, la région souhaite inscrire la participation des lycéens, des étudiants et de leur famille à travers **la création d'un outil de démocratie participative et d'échanges autour d'ateliers thématiques**.

## **SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES 2020 POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION**

En synthèse de la présentation de ce budget, la mise en œuvre du Pilier 1 « Un passeport réussite pour chaque jeune réunionnais » dans le secteur de l'Éducation, mobilisera le Budget suivant au titre de l'exercice 2020 :

	Fonctionnement		Investissement	
	AE	CP	AP	CP
Éducation	18 928 913 €	18 058 614 €	16 031 000 €	16 950 812 €
Bâti des lycées			31 699 000 €	27 423 700 €
<b>TOTAL ÉDUCATION</b>	<b>18 928 913</b>	<b>18 058 614 €</b>	<b>47 730 000 €</b>	<b>44 374 512 €</b>

---

## **FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE**

---

Parce que le premier facteur de compétitivité d'une économie réside dans le capital humain, la formation professionnelle demeure plus que jamais au cœur des défis économiques et sociaux. Elle constitue ainsi le levier indispensable pour améliorer, adapter les compétences et les savoirs aux nécessités des emplois et agir efficacement contre le chômage.

Ainsi, conformément à ses orientations budgétaires débattues le 28 novembre 2019, la Région Réunion s'attachera à poursuivre sa politique en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, en vue **de favoriser le développement des compétences des réunionnais pour les conduire vers une insertion sociale et professionnelle durable.**

En 2020, la collectivité poursuivra la déclinaison des enjeux définis dans le **Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP)** par :

- **le renforcement de l'accompagnement régional en faveur de chaque jeune en insertion ou chaque demandeur d'emploi** afin de les aider à s'orienter, à accéder à un parcours de formation de qualité et aboutir à une insertion professionnelle,
- le déploiement du **Service Public Régional de l'Orientation** avec la mise en œuvre **d'un chantier d'harmonisation des outils en matière d'orientation et d'accompagnement dans les parcours individuels,**



- **l'accompagnement des formations supérieures et de celles des secteurs sanitaire et social** avec la poursuite de l'Universitarisation des formations.

Plusieurs chantiers, engagés en 2019, vont se poursuivre en 2020 :

- la mise en place de parcours de formation qualifiants vers l'emploi en lien avec les besoins de l'économie, en temps réel et également de façon prospective ;
- la rénovation de l'offre de formation en modernisant les contenus pédagogiques et les modalités de formation et d'accompagnement des publics les plus éloignés de l'emploi ;
- l'accompagnement amont-pendant-après les formations des publics bénéficiaires, afin de sécuriser les parcours individuels ;
- la structuration du système d'information régional de la formation professionnelle ;

Le budget dédié à ce plan d'actions se chiffre en grande masse à **51 907 548 € en capacité d'engagement et à 70 910 722 € en crédits de paiement.**

## **1. LA FORMATION PROFESSIONNELLE : UN LEVIER POUR L'EMPLOI**

**La formation professionnelle constitue un des leviers de l'emploi par l'accompagnement individuel vers l'insertion et le choix d'un parcours professionnel.** C'est en ce sens que la loi du 5 septembre 2018 est venue réaffirmer la liberté individuelle de choisir son avenir professionnel.

Pour répondre à ces enjeux, la Région, qui dispose d'un rôle central dans la gouvernance, la définition stratégique et le financement de la formation professionnelle, a fait de **l'emploi et de la formation professionnelle ses priorités. C'est un enjeu majeur du développement du territoire et également de l'épanouissement des réunionnais.**

La formation professionnelle contribue, en effet, au développement de l'activité économique et à l'insertion dans la mesure où elle est en capacité de répondre aux besoins en compétences du territoire. Cette réponse est à moduler dans le temps, soit pour répondre aux besoins d'aujourd'hui, soit pour anticiper les besoins de demain avec les dispositifs de formation professionnelle continue ou de formations initiales par voie d'apprentissage, nonobstant les voies fondamentales de l'enseignement initial.

### **1.1. DES PARCOURS DE FORMATION EN LIEN AVEC LES BESOINS DES SECTEURS ÉCONOMIQUES**

En 2020, dans un contexte social où l'emploi demeure la priorité, la Région entend être plus innovante et performante en matière d'accès à l'emploi, en renforçant son action auprès de chaque jeune en insertion ou en recherche d'emploi, afin qu'il accède à une formation de qualité, un accompagnement renforcé et sécurisé au sein de parcours valorisants pour aboutir à un emploi.

Au plus près des territoires, avec un réseau de partenaires, **la Région se mobilisera pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la formation, centrée sur l'individu et** intégrant toutes les prestations composant le parcours d'accès à l'emploi : le positionnement, la formation et l'accompagnement à l'insertion.

En activant le Pacte Ultra Marin d'Investissement dans les compétences en 2019, la collectivité s'est engagée à démultiplier l'offre de formation, tout en veillant à développer des actions innovantes, dans une logique de parcours individualisé pour les publics peu ou pas qualifiés et en maintenant l'effort régional dans le développement des formations pour les demandeurs d'emploi.

Il s'agira en 2020 pour la collectivité d'une part, d'assurer le paiement des soldes des conventions et marchés relevant du Programme d'Investissements dans les compétences (PIC 2018) et de poursuivre l'exécution de la convention financière de 2019, en accompagnant jusqu'à leur terme les actions démarrées en 2019.

A cet effet, une enveloppe de 6 000 000 € en crédits de paiement est mobilisée.

**PIC – PACTE subventions et marchés - Chapitre 932**

AE : 0 €

CP : 6 000 000 €

## **1.2. LE SOUTIEN AUX DISPOSITIFS PERMANENTS DE FORMATION**

En 2020, la politique régionale se déclinera au travers des dispositifs suivants :

- **La formation professionnelle des adultes** via une commande annuelle à la SPL AFDAR, et **les formations en milieu carcéral**, via une commande publique.

De même, il s'agira en 2020 d'assurer le paiement des marchés engagés antérieurement au titre des autres dispositifs de formation financés par voie de marchés publics.

- **Les formations supérieures** portées par l'École de Gestion et de Commerce de la Réunion (EGCR), l'Institut de l'Image et de l'Océan Indien, l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers (AGCNAM) et le Service Universitaire de la Formation Permanente (SUFP).

- Les formations relevant du **secteur de la pêche** et **l'Ecole de la 2ème chance** via une subvention attribuée aux opérateurs.

**Formation Professionnelle (marchés et subventions) - Chapitre 932**

AE : 17 796 320 €

CP : 17 492 015 €

### 1.3. Une offre de formation en lien avec le schéma des formations sanitaires et sociales

Dans le cadre de ses obligations réglementaires dans les secteurs sanitaire et social, la Région maintiendra son accompagnement aux structures de formations, en mobilisant le cofinancement du FSE.

✓ Les actions de formation dans le secteur du social

La mise en œuvre de l'offre de formation du secteur social est assurée d'une part, par **L'ARFIS-OI** (Ex IRTS - Institut Régional du Travail Social) à Saint-Benoît, qui propose des formations du niveau V au niveau I, et d'autre part par **L'EMAP** (École des Métiers de l'Accompagnement de la Personne), à travers laquelle la Collectivité conforte l'offre de formation dans le sud. L'EMAP est positionnée essentiellement sur les niveaux V, IV et III.

✓ Les actions de formation dans le secteur du sanitaire

Les formations paramédicales sont mises en œuvre par **le Centre Hospitalier Universitaire de la Réunion**, dont les instituts sont répartis sur deux sites (Félix Guyon et Sud Réunion) et, dans une moindre mesure par **L'Association Saint François d'Assises (ASFA) et L'EMAP**.

En 2020, la Région s'attachera à accompagner ces structures dans le cadre de la poursuite de l'Universitarisation des formations sanitaires.

**Formation Professionnelle**  
**Formations Sanitaires et Sociales - Chapitre 932**  
AE : 14 850 000 €  
CP : 10 577 477 €

### 1.4. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Le développement et l'épanouissement personnels des Réunionnais passent par la construction de parcours de formation et de parcours professionnels choisis. Répondre à cet enjeu induit la nécessité d'assurer à chaque réunionnais **le droit à l'information et à l'orientation afin de se former, d'évoluer et de construire son parcours personnalisé vers et dans l'emploi, tout au long de sa vie.**

Ainsi, la Région dans le cadre de sa mission de coordination du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO), s'attachera à mettre en œuvre des **outils permettant de faciliter et d'accompagner l'orientation de tous les publics dans une logique de parcours de formation individualisé et de professionnalisation.**

Pour le déploiement de cette offre de service de proximité, la Région poursuivra son **soutien aux opérateurs historiques dans le domaine de l'animation, de l'orientation et de l'information sur la formation (L'Aract- Arvise, les Missions Locales, la Cité des métiers, Réunion Prospective Compétences).**

## Mesures d'Accompagnement – Chapitre 932

AE : 3 300 000 €

CP : 2 650 000 €-

## 2. LA FORMATION INITIALE PAR LA VOIE D'APPRENTISSAGE

Depuis les lois de décentralisation de 1983, l'apprentissage était une compétence structurante des conseils régionaux. Jusqu'au 31 décembre 2019, dans le cadre de cette compétence de droit commun, la collectivité assurait la redistribution équitable de la fraction régionale de la taxe d'apprentissage. Les modalités de collecte permettaient jusqu'à présent de garantir un système de péréquation, adapté aux besoins des Centres de formations d'apprentis (CFA) et aux spécificités du territoire et favorisaient un financement équilibré en faveur du tryptique apprentis, CFA et employeurs.

La promulgation de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a considérablement modifié la gouvernance et l'architecture financière de l'apprentissage.

Alors que 2019 a représenté pour la collectivité régionale une année de transition vers le nouveau système, l'année **2020 constitue une étape décisive dans la mise en oeuvre généralisée de la réforme de l'apprentissage**, marquée par la suppression de la fraction régionale de la taxe d'apprentissage et par la disparition de l'autorisation administrative pour toute ouverture d'un CFA.

En effet, à partir du 1er janvier 2020, les Centres de Formation d'Apprentis seront essentiellement financés par les nouveaux Opérateurs de Compétences (OPCO) sur la base d'un coût-contrat défini par France Compétence (pour les nouveaux contrats).

Néanmoins, la région conserve une compétence « *quand des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique qu'elle identifie le justifient* », précise la loi. La région pourra alors intervenir en complément des OPCO en majorant le coût contrat et continuer de verser des subventions d'investissement. En 2020, la région disposera de deux dotations, l'une pour soutenir le fonctionnement des CFA (fond de soutien) justifié par les besoins d'aménagement du territoire et de développement économique, l'autre pour accompagner l'investissement des CFA (fonds d'investissement).

Malgré la perte des recettes financières liées à cette réforme et au transfert de compétence, la Région devra poursuivre le paiement des opérations relevant des engagements antérieurs à l'exercice 2020, au titre du financement du fonctionnement, de l'équipement des CFA et des dispositifs transversaux.

**Au regard de ce contexte, la collectivité sera donc contrainte de recentrer ses interventions financières en fonction de ses obligations légales stricto sensu et dans la limite des moyens qui lui seront alloués.** Elle engagera ainsi une démarche collaborative en 2020 avec les Opérateurs de compétences afin de définir les périmètres d'intervention de chacun et d'aboutir à la mise en place de contrats d'objectifs et de moyens.

S'agissant du dispositif d'aide à la mobilité des apprentis, la Collectivité maintiendra son soutien jusqu'en 2020, et garantira le remboursement des salaires versés aux employeurs d'apprentis ayant effectué leur stage hors académie.

Par ailleurs, conformément aux dispositions prévues par la loi, elle poursuivra l'accompagnement financier des employeurs d'apprentis pour les contrats signés avant le 1er janvier 2019 se traduisant par le versement des indemnités compensatrices forfaitaires pour chaque année du cycle de formation et jusqu'au terme des contrats y afférents.

Pour l'année 2020, les crédits mobilisés au titre de l'apprentissage sont les suivants :

**Apprentissage - *Fonctionnement CFA* – Chapitre 932**

AE : 1 000 000 €

CP : 10 200 000 €

**Aide à l'emploi employeurs d'apprentis – Chapitre 932**

AE : 3 300 000 €

CP : 2 250 000 €

### **3. ACCOMPAGNER LA RÉUSSITE**

Sensible à la situation sociale des réunionnais et soucieuse de leur offrir toutes les conditions optimales pour réussir leur parcours de formation, la Région en complément du financement des actions de formation, porte une politique forte dans l'accompagnement individuel des jeunes et de leurs familles, afin de contribuer au maintien de leur pouvoir d'achat.

En 2020, la Région maintiendra les dispositifs suivants :

#### **3.1. LA RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES**

Afin de favoriser la réussite des stagiaires de la Formation professionnelle et en complément de l'organisation et du financement des actions de formation pour les demandeurs d'emploi, la Région assure la couverture sociale et attribue une rémunération aux stagiaires de la formation continue relevant de ses programmes collectifs, lorsque ces stagiaires ne sont pas indemnisés par le Pôle emploi. Cette rémunération forfaitaire mensuelle est versée durant toute la période de la formation.

En 2020, la Région poursuivra le financement de la rémunération et de la couverture sociale des stagiaires de la formation professionnelle.

**Rémunération des stagiaires - Chapitre 932**

AE : 5 000 000 €

CP : 5 000 000 €

### 3.2. LES BOURSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La Région maintiendra son dispositif de bourses régionales en faveur des étudiants relevant des filières sanitaires et sociales ainsi que ceux de l'École de Gestion et de Commerce de la Réunion, afin de leur permettre d'étudier dans un contexte matériel favorable.

En 2020, l'enveloppe globale consacrée à l'attribution des bourses est de 3 200 000 €

#### **Bourses – Aide à la formation – Chapitre 932**

AE : 3 200 000 €

CP : 3 200 000 €

### 3.3. LE DISPOSITIF CHÈQUE FORMATION RÉUSSITE

Afin de répondre aux sollicitations des Réunionnais qui ne sont pas couverts par l'offre de formations collectives de la collectivité, la Région reconduira au titre de sa politique volontariste, le dispositif Chèque Formation Réussite dont l'objectif vise à l'aboutissement d'un projet d'insertion professionnelle et de création d'activité à court terme.

**En 2020, ce dispositif sera reconduit**, afin de permettre aux candidats de mobiliser leurs contributions financières sur les formations demandées.

#### **Formation Professionnelle- Chapitre 932**

AE : 500 000 €

CP : 250 000 €

### 3.4. LES AIDES AUX APPRENTIS

La Région poursuivra le paiement des primes relatives à l'aide à l'acquisition du petit équipement des apprentis ayant signé leur contrat d'apprentissage avant le 31 décembre 2019.

#### **Petits équipements des apprentis – Chapitre 932**

AE : 0 €

CP : 300 000 €

Enfin, les frais de gestion divers, qui permettront notamment d'honorer les prestations déléguées à l'Agence de Service Public et de Paiement, se chiffrent comme suit :

#### **Frais de prestations diverses- Chapitre 932**

AE : 300 000 €

CP : 300 000 €

## 4. L'ÉQUIPEMENT DES CENTRES ET ORGANISMES DE FORMATION

En matière d'équipement, la collectivité continuera d'accompagner en 2020, les organismes de formation professionnelle dans leur programme d'investissement, tout en recherchant une rationalisation et une efficacité de son intervention.

### Équipement des centres et organismes de formation - Chapitre 902

AP : 1 629 608 €

CP : 1 714 252 €

## 5. LA CONSTRUCTION – RÉHABILITATION ET LA MAINTENANCE DES BÂTIMENTS DESTINÉS À L'USAGE DE LA FORMATION

Pour l'année 2020, les actions conduites dans le secteur de la formation professionnelle se traduiront à travers les investissements déclinés ci-après :

### 5.1. CONSTRUCTION, RÉHABILITATION, MISE AUX NORMES DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

#### 5.1.1. Constructions et réhabilitations

En rappelant la livraison des travaux d'extension-réhabilitation de l'AFPAR Plateau Caillou (16,4 M€) en 2018, 2 opérations majeures de réhabilitations seront en travaux en 2020 :

- **CFA Léon Legros Saint-Denis: Restructuration et Extension**

Démarrage des travaux 1er trimestre 2018, livraison au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.  
Coût d'opération : 26,8 M€

Ce projet est proposé à l'éligibilité du fond FEDER (OT 10 Fed 10 « Réhabilitation des centres de formations ») pour un montant de subvention attendue de 6,6 M€.

- **CPOI - St Pierre :**

Réhabilitation et réaménagement de fonctions (coût d'opération : 10,9 M€ TTC)  
Début de travaux : Octobre 2018  
Livraison : août 2020.

#### 5.1.2. Remise aux normes techniques et réglementaires

Les études pour la remise aux normes, notamment accessibilité, et les grosses réparations des centres suivants se poursuivront en 2020 :

- AFPAR St André y/c rénovation thermique avec sollicitation du financement FEDER (mesure 4-05)
- Centhor -Urma de L'Ouest – St Paul (1ère tranche)
- CFPPA - St Benoît
- CFPPA Piton St Leu

-CFAA Émile de la Giroday - St Paul

**Construction, réhabilitation, remise aux normes (dont SPL)  
Centres de formation professionnelle**

(P197-0007 ; P197-0036 ; P197-0008) - Chapitre 902

AP: 600 000 €

CP: 10 475 000 €

**5.2. MAINTENANCE DES CENTRES DE FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

Afin de conserver des conditions réglementaires de sécurité, d'accueil et d'usage dans les centres, des crédits de petite maintenance seront délégués comme chaque année aux établissements pour favoriser tant la responsabilité que la réactivité des utilisateurs face aux besoins urgents.

**Subvention pour Maintenance  
Centres de formation professionnelle (P197-0009)**

Chapitre 902

AP: 200 000 €

CP: 200 000 €

D'autres travaux de maintenance seront réalisés en Maîtrise d'ouvrage directe par la Région selon les besoins (notamment pour le clos-couvert, la conformité par rapport à la réglementation, la sécurité-sûreté) ou en cas d'urgence.

**Travaux de maintenance MO (P197-0043)**

**Chapitre 902**

AP: 46 500 €

CP: 100 000 €

**Fonctionnement du Campus de l'Océan Indien (CPOI) – Chapitre 932**

AE : : 176 972 €

CP : 193 407 €

**Dépenses investissement du CPOI – Chapitre 902**

AP : 8 148 €

CP : 8 571 €



## **SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES 2020 POUR LE SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

En synthèse, la mise en œuvre du Pilier 1 « Un passeport réussite pour chaque jeune réunionnais » dans le secteur de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, mobilisera le budget suivant au titre de l'exercice 2020 :

	Fonctionnement		Investissement	
	AE	CP	AP	CP
Formation Professionnelle et Apprentissage	49 246 320 €	58 219 492 €	1 629 608 €	1 714 252 €
Campus Professionnel de l'Océan Indien	176 972 €	193 407 €	8 148 €	8 571 €
Bâti des centres de formation			846 500 €	10 775 000 €
<b>TOTAL FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>49 423 292 €</b>	<b>58 412 899 €</b>	<b>2 484 256 €</b>	<b>12 497 823 €</b>

## BUDGET PRIMITIF 2020

### SECTEUR ÉDUCATION

#### **AXE I – POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT**

##### **Actions principales prévues en 2020**

- Mettre en place des actions en faveur de l'orientation
- Diversifier l'offre de formations sur le territoire
- Mettre en œuvre le Schéma Régional de l'Enseignement des Formations Supérieures et de la Recherche (SEFORRE) et le partenariat Région / Université de La Réunion
- Accompagner financièrement les élèves, les étudiants et les familles
- Participer au fonctionnement et à l'équipement des lycées
- Poursuivre la politique de valorisation de la production locale dans les restaurants scolaires
- Accompagner les projets pédagogiques
- Accompagner financièrement les structures universitaires
- Soutenir les programmes de recherche dans le cadre du POE 2014-2020
- Construire, réhabiliter et maintenir le bâti des lycées

Les indicateurs de l'action de la mandature seront ajustés dans les meilleurs délais afin de prendre en compte les nouvelles priorités d'action de la collectivité en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la transparence et de la proximité.

Objectifs	Actions 2020	Budget 2020				Indicateurs
		Fonctionnement		Investissement		
		AE	CP	AP	CP	
Orienter pour mieux former	Actions en faveur de l'orientation et accompagnement des jeunes dans la construction le parcours de formation	300 000 €	300 000 €			Nombre de jeunes accompagnés
Former pour mieux insérer	Permettre aux jeunes réunionnais d'accéder à une offre de formation diversifiée - Soutien aux structures universitaires - Participation aux colloques et manifestations diverses	1 753 400 €	1 510 287 €	120 000 €	78 000 €	- Nombre de nouvelles formations professionnelles ouvertes et nombre d'étudiants - Nombre d'étudiants dans les cursus de formation soutenue - Nombre de colloques et manifestations et nombre de participants

Accompagner pour bien réussir : aides visant à accompagner financièrement les élèves, les étudiants et les familles et à favoriser l'accès au numérique	Aide aux manuels scolaires	2 300 000 € 350 000 € 814 000 €	2 800 000 € 200 000 € 1 284 800 €	5 500 000 €	5 200 000 €	Nombre de bénéficiaires
	Plan Ordinateur Portable / connexion internet pour les familles modestes	1 080 000 € 100 000 €	1 015 200 € 94 478 €			
	Aides et allocations en faveur des étudiants inscrits à la Réunion					
	Allocations Régionales de Recherche de Doctorat Allocations post doctorales					
Offrir aux lycéens un cadre propice à la réussite	Dotations financières aux lycées	11 188 513 €	9 983 345 €	8 111 000 €	8 000 139 €	Nombre de lycées et de lycéens bénéficiaires
	Mesures d'accompagnement secondaire	72 000 €	56 326 €			Nombre de projets pédagogiques, nombre de lycées et nombre de bénéficiaires
Favoriser l'épanouissement des jeunes avec une restauration scolaire de qualité	Compensation financière et dotations spécifiques de restauration	697 000 €	664 358 €	300 000 €	294 200 €	Nombre de repas servis / an nombre de rationnaires et part de produits locaux dans la restauration scolaire
	Actions en restauration scolaire	50 000 €	41 820 €			Nombre des projets et nombre de lycées
S'appuyer sur la recherche pour relever les défis	Soutien aux programmes et de infrastructures de recherche	150 000 €	34 000 €	2 000 000 €	3 378 473 €	Nombre de chercheurs et nombre de projets accompagnés
Frais d'étude et de gestion diverse		74 000 €	74 000 €			
Investir pour bien vivre	Construction de lycées			1 500 000 €	1 500 000 €	Capacités d'accueil créées (nombre net de places)
	Réhabilitation des lycées			2 499 000 €	20 034 000 €	Capacités d'accueil créées (nombre net de places) Nombre d'établissements d'éducation réhabilités
	Rénovation Thermique des lycées			25 200 000 €	1 500 000 €	Nombre d'établissements ayant fait l'objet d'une rénovation thermique

	Grosses réparations maintenance MO des lycées			500 000 €	2 389 700 €	Nombre d'établissements ayant fait l'objet de travaux de maintenance (MO)
	Subvention de maintenance des lycées			2 000 000 €	2 000 000 €	Nombre d'établissements ayant obtenu une subvention de maintenance
<b>TOTAL</b>		<b>18 928 913 €</b>	<b>18 058 614 €</b>	<b>47 730 000 €</b>	<b>44 374 512 €</b>	

## BUDGET PRIMITIF 2020

### SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE

#### 1) Actions principales prévues en 2020

- Clôturer la phase 1 du Plan d'Investissement dans les Compétences
- Assurer le suivi du Pacte Ultra Marin d'Investissement dans les Compétences démarré en 2019
- Soutenir les opérateurs historiques dans le domaine de l'animation, de l'orientation et de l'information sur les formations
- Mettre en œuvre le programme de formations régional
- Accompagner les formations sanitaires et sociales
- Accompagner les apprentis, les apprenants et les stagiaires de la formation professionnelle
- Aider à l'équipement des organismes et centres de formation
- Construire, réhabiliter et maintenir le bâti des centres de formation professionnelle

Finalité	Actions 2020	Budget 2020				Indicateurs
		Fonctionnement		Investissement		
		AE	CP	AP	CP	
Les mesures d'accompagnement	Soutien aux opérateurs historiques / Missions Locales, Cité des Métiers, Réunion Prospective Compétences	3 300 000 €	2 650 000 €			Nombre de personnes ayant été accueillies dans une structure d'information sur l'orientation ;
La formation professionnelle un levier pour l'emploi	Clôture des actions du PIC et poursuite des actions du PACTE subventions et marchés		6 000 000 €			Nombre de parcours de formation financés ;
	Formation Professionnelle des Adultes (FPA) et formations financées par voie de marchés publics et subventions	17 796 320 €	17 492 015 €			Nombre de stagiaires ; Taux de réussite aux diplômes ; Taux d'insertion des stagiaires ;
	Formations Sanitaires et Sociales	14 850 000 €	10 577 477 €			Nombre de stagiaires ; Taux de réussite aux diplômes ; Taux d'insertion des stagiaires ;

Équipements des organismes de formation	Accompagner les organismes de Formation dans l'acquisition des équipements pédagogiques			1 629 608 €	1 714 252 €	Nombre de sites bénéficiaires ;
La formation initiale par la voie de l'Apprentissage	Fonctionnement des CFA	1 000 000 €	10 200 000 €			Nombre d'apprentis ; Taux de réussite aux examens ; Taux d'insertion professionnelle des apprentis ;
	Soutenir les entreprises employeuses d'apprentis	3 300 000 €	2 250 000 €			Nombre d'employeurs bénéficiaires ;
Accompagner la réussite et l'Insertion	Rémunération des stagiaires de la formation Professionnelle	5 000 000 €	5 000 000 €			Nombre de stagiaires bénéficiaires ;
	Chèque Formation Réussite	500 000 €	250 000 €			Nombre de bénéficiaires ;
	Petits équipements des apprentis	0	300 000 €			Nombre de bénéficiaires ;
	Bourses Sanitaires et Sociales et Bourses EGCR	3 200 000 €	3 200 000 €			Nombre de stagiaires bénéficiaires ;
Frais de prestations diverses	Frais de prestations diverses	300 000 €	300 000 €			
Offrir aux apprenants un environnement de qualité	Restructuration du CFA Léon Legros Réhabilitation du CPOI Remise aux normes de 10 centres			600 000 €	10 475 000 €	Nombre d'établissements de formation construits / réhabilités
	Subvention de maintenance			200 000 €	200 000 €	Nombre d'établissements ayant obtenu une subvention de maintenance
	Travaux de maintenance en Maîtrise d'Ouvrage			46 500 €	100 000 €	Nombre d'établissements ayant fait l'objet de travaux de maintenance (Maîtrise d'Ouvrage)
	Frais de fonctionnement et d'investissement du CPOI	176 972 €	193 407 €	8 148 €	8 571 €	Nombre de demande d'intervention
<b>TOTAL</b>		<b>49 423 292 €</b>	<b>58 412 899 €</b>	<b>2 484 256 €</b>	<b>12 497 823 €</b>	

**SYNTHÈSE DES INDICATEURS DU PILIER 1****FAVORISER LA RÉUSSITE DES JEUNES DANS LEUR PARCOURS SCOLAIRE ET D'ÉTUDES**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation depuis 2016
1.1	Nombre de personnes ayant été accueillies dans une structure d'information sur l'orientation	35 808	23 903	72 %
1.2	Nombre d'étudiants bénéficiaires d'aides individuelles	22 077	6 286	82 %
1.3	Nombre de lycéens et apprentis bénéficiaires d'aides individuelles	109 262	17 347	41 %
1.4	Nombre de bénéficiaires d'aides individuelles pour la formation professionnelle (CFR)	7 113	1 280	69 %

**FAVORISER L'ACCÈS AU NUMÉRIQUE ET A INTERNET**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation depuis 2016
6.14	Nombre de lycéens et apprentis bénéficiaires d'aides individuelles : Plan Ordinateur Portable	73 000	14 217	81 %

**AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2017	Taux réalisation depuis 2016
1.6	Nombre d'établissements d'éducation et de formation construits / réhabilités / ayant fait l'objet d'une maintenance	30	19	63 %
1.7	Capacité d'accueil des établissements d'éducation	49 199	48 895	99 %

<b>INDICATEURS DE RÉSULTAT</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux réalisation depuis 2016
1.9	Part de produits locaux dans la restauration scolaire	50 %	46 %	86 %

**CONTRIBUER A L'ELEVATION DU NIVEAU DE QUALIFICATION DES JEUNES REUNIONNAIS**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux réalisation depuis 2016
1.10	Nombre de nouvelles formations professionnelles ouvertes chaque année en formation initiale sous statut scolaire et apprentissage	70	46	57%
1.11	Nombre d'apprentis	23 080	4 108	58 %
1.14	Nombre de stagiaires de la formation professionnelle	54 803	8 695	59 %

<b>INDICATEURS DE RÉSULTAT</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2017	Taux de réalisation depuis 2016
1.12	Taux de réussite au diplôme d'apprentissage	70 %	79 %	113 %
1.13	Taux d'insertion professionnelle des apprentis	37 %	44 %	118 %
1.15	Taux de réussite aux diplômes de la formation professionnelle	80 %	73 %	91 %
1.16	Taux d'insertion professionnelle des stagiaires de la formation professionnelle	50 %	40 %	80 %



# BUDGET PRIMITIF 2020

## DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

### PILIER 2 : ENGAGE LA 2EME GÉNÉRATION DES GRANDS

### CHANTIERS RÉUNIONNAIS

## POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, de routes et de transports, la Région soutiendra son effort d'investissement dans le cadre des orientations définies par la mandature (2015-2021) pour un développement équilibré du territoire grâce à la réalisation d'équipements structurants et de travaux qui contribuent à la croissance économique locale.

Ainsi, conformément aux orientations budgétaires débattues lors de l'Assemblée Plénière du 28 novembre 2019, la Région maintiendra pour l'année 2020 son **effort en faveur des grands chantiers réunionnais**. Celui-ci se traduit par la mobilisation d'une enveloppe globale à hauteur de **121 446 679 €** en capacité d'engagement et de **239 205 551 €** en crédits de paiement.

Les financements de l'Union Européenne au titre du Fonds Européen de Développement Economique et Régional (FEDER) et du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) seront mobilisés avec **des recettes 2020 évaluées à 10,7 M€**. S'agissant de la NRL, **une recette de 50 M€ est attendue** de l'Etat au titre du Protocole de Matignon (convention AFITF).

L'une des priorités des orientations budgétaires 2020 est de favoriser les actions régionales qui ont un impact positif sur le pouvoir d'achat des Réunionnais. Cela passe par un travail pour soulager les principaux postes des dépenses des ménages (logement, transport) et sur l'emploi, que cela soit en termes d'accessibilité, de création ou de consolidation.

Ainsi, la Région a décidé, par délibération de l'Assemblée Plénière en date du 19 décembre 2018, un retour au niveau de janvier 2017 de la Taxe Spéciale de Consommation sur les Carburants (TSCC). Cela représente un effort cumulé exceptionnel de 180 M€ sur trois années (2019 à 2021).

Dans ce cadre budgétaire plus contraint, le budget primitif 2020 s'inscrit dans la recherche d'un indispensable équilibre entre développement du territoire et conservation du patrimoine existant, pour garantir une croissance tant durable que soutenable. Cela conduira notamment à recentrer les priorités en termes d'investissements sur les projets engagés, ceux en faveur de la sécurité, de la conservation du patrimoine et du développement des modes de transports alternatifs à la voiture. De même, les projets relevant des engagements contractuels de la Région (POE FEDER, CPER) devront être priorités.

Les investissements de la Région resteront cependant soutenus et les retombées en termes d'emplois, notamment dans le secteur du BTP, seront évaluées.

Au titre des orientations transversales, la collectivité devra franchir en 2020 un nouveau palier en terme de certification de ses comptes. En effet, il s'agira de la dernière année d'accompagnement de la Cour des Comptes dans le cadre de l'expérimentation et d'une année de transition vers la certification des comptes 2021. Cette transition prendra la forme d'une certification conventionnelle « à blanc » des comptes en 2020.

La construction du budget 2020 répond à de nouvelles contraintes, qui restent néanmoins à déterminer précisément, compte-tenu des travaux en cours de normalisation comptable au niveau national, mais dont l'impact organisationnel sera indéniable. La fiabilité de l'information financière qui est l'un des enjeux principaux de la certification repose sur de nouveaux processus et des méthodes de gestion qui devront être mis en place par l'ensemble des services. A cet effet, des référents certification ont été désignés dans chaque direction afin de sensibiliser les agents, contribuer à la formalisation des procédures, ainsi qu'au déploiement et à la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne.

Dans ce cadre, les interventions de la collectivité se déclineront pour l'année 2020 comme suit :

**1 – Aménager et développer le territoire pour relever le défi de la pauvreté et pour la création d'emplois à travers les projets de territoires** que sont le développement de l'aéroport de Pierrefonds dans le Sud, l'Ecocité Insulaire et Tropicale dans l'Ouest, le futur Pôle Portuaire Industriel et Énergétique de Bois Rouge dans l'Est, et le développement de la plateforme aéroportuaire Roland Garros dans le Nord.

**2 – Mener à son terme la Nouvelle Route du Littoral :** Les travaux des tronçons de digues de Saint-Denis, La Grande Chaloupe et de La Possession et ceux du Grand Viaduc littoral doivent s'achever en 2020. L'activité restera soutenue avec la poursuite de l'échangeur de Saint-Denis et l'engagement de nouveaux travaux sur les sections d'ouvrages maritimes déjà livrées (enrobés, signalisation, assainissement...). La continuité du chantier sur la section de digue Grande Chaloupe – La Possession fera l'objet d'une attention particulière.

**3 – Poursuivre la mise en œuvre opérationnelle des projets en faveur de l'efficacité des transports en commun** en avançant sur les différents tronçons du RRTG, et plus particulièrement sur la première tranche du RRTG Nord-Est dit RUN RAIL entre Sainte-Marie (Duparc) et Saint-Denis (Bertin) après avoir mené à bien la

concertation publique en 2019. Un partenariat renforcé sera institué avec la CINOR afin de mettre en place une gouvernance partagée des projets Run Rail et TAO. L'accent sera également mis sur l'accompagnement des actions favorables au développement des intermodalités et de l'usage des transports collectifs dont le déploiement de pôles d'échanges. La collectivité poursuivra également ses actions en faveur de l'amélioration de l'offre sur le réseau « Car jaune », dans l'épure des recettes transférées en 2017.

**4 – Concernant le secteur routier**, outre le nécessaire maintien de l'effort de **conservation du patrimoine**, la Région poursuivra les études et travaux pour le **développement et la sécurisation du réseau** ainsi que les aménagements nécessaires pour le développement des transports en commun, intégrés aux projets routiers. Par ailleurs, les travaux du nouveau pont de la Rivière des Galets se poursuivront avec une livraison à la circulation programmée en fin d'année 2020 et les travaux du Nouveau Pont sur la Rivière Saint-Denis (NPRSD) débiteront en 2020, afin de permettre sa mise en service fin 2021, début 2022.

L'opération NPRSD a vocation à améliorer l'entrée ouest de Saint-Denis pour tous les véhicules, en particulier les TC qui disposeront d'une voie réservée depuis la NRL jusqu'en rive droite de la Rivière Saint-Denis. Enfin, des investissements seront poursuivis pour améliorer **l'image touristique de l'île** au travers de ses infrastructures.

**5- Réaliser des équipements de proximité dans les communes** en mettant en œuvre de nouvelles modalités d'intervention pour le Plan d'Aide aux Communes II et **améliorer le quotidien des familles réunionnaises** à travers différentes interventions en faveur du logement (amélioration du parc privé, réhabilitation du parc locatif social) notamment pour faciliter l'accession à la propriété.

## **1. L'AMÉNAGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE POUR RELEVER LE DÉFI DE LA PAUVRETÉ ET DE LA CRÉATION D'EMPLOIS**

Selon l'INSEE (analyses de septembre 2017), en 2014, 332 000 personnes, soit 40 % des Réunionnais, vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est une situation sociale hors normes. Le taux de pauvreté est trois fois plus élevé qu'en France métropolitaine.

Le manque d'emplois et l'absence de revenus d'activité qui en découlent sont la première cause de cette pauvreté. En effet, seuls 45 % des 15-64 ans disposent d'un emploi.

C'est dans l'Est de l'Île que la pauvreté est la plus marquée avec 46 % de ses habitants qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, vient ensuite le Sud avec 43 %. Cet écart entre les micro-régions reflète l'inégal accès à l'emploi.

L'aménagement de notre territoire et la construction de La Réunion de demain doivent pouvoir contribuer à apporter une réponse sur ces sujets de l'emploi, de la précarité et de la pauvreté. La Réunion de demain doit être pensée et se construire dès aujourd'hui pour répondre aux ajustements nécessaires en termes de développement économique et d'équilibre du territoire.

C'est dans ce contexte que la mandature régionale soutient les grands projets de territoires de chaque micro-région, qui ont vocation à répondre à la problématique de l'emploi et du pouvoir d'achat, par l'identification de projets économiques majeurs, compétitifs et créateurs d'emplois. Ces projets visent également à contribuer à l'émergence de bassins de vie afin de concentrer toutes les fonctionnalités urbaines dans chacune des micro-régions, et contribuer ainsi à limiter les déplacements et les dépenses liées aux transports.

### **1.1. DANS L'EST : LE FUTUR PÔLE PORTUAIRE INDUSTRIEL ET ÉNERGÉTIQUE DE BOIS ROUGE**

Le bassin de vie Est est, structurellement, le territoire le moins peuplé de La Réunion. Dans les deux dernières décennies, il a connu un essor démographique important par la pression urbaine d'une agglomération dionysienne confrontée au manque d'espace.

Cependant, son développement économique reste insuffisant. Il est donc déterminant que soient créées dans la micro-région Est les conditions d'un réel développement endogène. Il s'agit donc de constituer à terme un véritable bassin de vie qui doit trouver des ressorts à son développement, en complémentarité avec les autres bassins, tout en préservant son caractère et sa spécificité.

La micro-région Est ne dispose pas de l'ancrage dont bénéficient les autres bassins de vie pour construire un tel développement (grandes infrastructures portuaire ou aéroportuaire, ou activités déjà développées). Plus encore que dans les autres micro-régions, le développement territorial de ce bassin nécessite du volontarisme dans les choix stratégiques d'aménagement.

Ainsi, pour répondre à cette problématique, l'ambition de la Région Réunion, en partenariat avec la CIREST et la Commune de Saint-André, est de créer sur le site de Bois Rouge, un Pôle Portuaire Industriel et Énergétique à dimension internationale.

Un GIP dénommé « Pôle Portuaire, Industriel et Énergétique de Bois Rouge » (PPIEBR) a été constitué en octobre 2015 entre la Commune de Saint-André, la CIREST et la Région afin de mener les études nécessaires à la réalisation de ce pôle. La création de ce GIP a été approuvée par arrêté préfectoral du 23/05/2016.

Le GIP a établi un programme d'actions sur la période 2015-2025, scindé en deux tranches :

- une première tranche correspondant à une phase d'études relatives aux aspects économiques, techniques, fonciers, environnementaux, réglementaires et financiers du projet ;
- une seconde tranche incluant des études pré-opérationnelles d'aménagement portuaire et arrière portuaire, des travaux d'aménagement du site (desserte, exondement, quai portuaire,...) et la création d'unités industrielles.

Dans le cadre de cette première phase d'études le GIP-PPIEBR a engagé les études préalables et de faisabilité suivantes :

- une étude stratégique de développement portuaire à La Réunion intégrant la faisabilité du Pôle Portuaire Industriel et Énergétique de Bois Rouge ;
- une étude de desserte du site et des mesures compensatoires hydrauliques ;

- une étude pour la réalisation d'une centrale d'énergie thermique des mers ;
- une étude de faisabilité pour la création d'un terminal GNL ;
- une étude de faisabilité pour la création d'une plateforme logistique ;
- une étude de faisabilité d'un Green Data Center.

L'étude stratégique, qui a été validée fin 2018, propose :

- des scénarios d'aménagement portuaire intégrant des hypothèses de développement du GPMDLR, et les conditions de faisabilité d'un port à Bois Rouge en complémentarité du GPMDLR ;
- un scénario d'aménagement terrestre portant sur la création d'une éco-technopole basée sur la valorisation de l'eau de mer, notamment profonde, destinée à de la production électrique, au développement d'activités industrielles (aquaculture, micro-algues, cosmétiques,...) et à de la recherche / expérimentation.

Le soutien de la Région à ce grand projet de territoire s'inscrit notamment dans le cadre du Contrat de Convergence et de Transformation 2019/2022.

En 2020, en fonction des conclusions des études engagées, la Région Réunion apportera d'une part, un appui technique et administratif au GIP en vue de l'accompagner dans la mise en œuvre opérationnelle des projets terrestres (desserte du site, Plateforme Logistique, centrale d'Énergie Thermique des Mers, Green Data Center) et, d'autre part, son soutien à la définition stratégique du projet.

Le GIP-PPIEBR envisage dès 2020, de passer en phase d'exécution et de procéder au lancement d'Appels à Projets ou d'Appels à Manifestation d'Intérêt en vue de positionner les acteurs privés.

Parallèlement à la réalisation du projet d'Ecotechnoport, la Région Réunion accompagnera le GIP pour la réalisation d'un plan guide à l'échelle du Bassin Est. En effet, en lien avec ce projet de développement économique d'envergure, une vision globale et durable de l'aménagement du territoire (transports, logements, services, ...) environnant est à anticiper et à définir avec l'ensemble des partenaires.

**En 2020, il s'agira :**

- **de maintenir la contribution de la Région au fonctionnement du GIP ;**
- **de contribuer au financement des études pré-opérationnelles et de l'ingénierie nécessaire à la mise en œuvre de ce projet ;**
- **de poursuivre les études pré-opérationnelles du volet terrestre portant sur une zone d'activités en lien avec les énergies marines ;**
- **d'apporter un soutien technique et administratif quant à la mise en œuvre opérationnelle des projets terrestres ;**
- **d'accompagner le GIP dans l'élaboration d'un plan guide, en lien avec le projet d'Ecotechnoport.**

**Pour le futur Pôle Portuaire Industriel et Énergétique de Bois Rouge :**

**Chapitre 905 - nature 204181/204182**

**AP : 200 000,00 €**

**CP : 260 000,00 €**

## **Chapitre 935 - nature 657382**

**AE : 20 000,00 €**

**CP : 20 000,00 €**

### **1.2. DANS LE SUD : L'AÉROPORT DE PIERREFONDS ET LE DÉVELOPPEMENT DE SA ZONE D'ACTIVITÉ**

Pour le bassin de vie Sud, les perspectives de développement reposent sur les forces spécifiques de ce territoire : son pôle principal constitué de Saint-Pierre et de Pierrefonds, sa richesse rurale et son capital naturel.

L'aéroport de Pierrefonds est exploité par le Syndicat Mixte de Pierrefonds (SMP). Il est constitué de cinq membres qui contribuent à son budget et à ses dépenses. La Région contribue à hauteur de 15 %.

L'accompagnement de la Région en tant que membre du Syndicat Mixte, dans le développement de l'aéroport de Pierrefonds s'inscrit dans ce cadre, avec les différentes interventions suivantes :

- fonctionnement du syndicat mixte, permettant de contribuer au maintien en emploi d'une soixantaine de salariés (68 au 31/12/2018) ;
- investissements dans le cadre du plan de relance engagé en 2015 suite à la décroissance du trafic passagers observée après mise en service de la Route des Tamarins ;
- investissements dans des travaux prioritaires.

C'est ainsi qu'en 2016, la Région a délibéré pour financer à hauteur de 355 K€ aux investissements découlant du Plan de Relance, et en 2017 pour contribuer au financement de deux opérations prioritaires au sein du programme d'investissements 2017/2018, à hauteur de 510 K€ pour un coût global de 3,4 M€ (aires de sécurité RESA, dans le cadre de la certification européenne, et surfaçage du parking C pour les avions petits et moyens porteurs).

Par ailleurs, la Région reste dans l'attente de la définition d'une stratégie et d'un programme de développement de la plate-forme aéroportuaire du Sud ; demande renouvelée par correspondance du 28 novembre 2017. L'attribution des subventions en investissement sera conditionnée à la validation de cette stratégie qui devra être élaborée en toute transparence avec les acteurs du territoire. Il conviendra, par ailleurs, de s'assurer d'une complémentarité avec l'aéroport Roland Garros, notamment pour les liaisons régionales et de vérifier les mutualisations possibles entre les deux aéroports.

#### **En 2020, il s'agira :**

- **d'apporter la contribution de la Région au fonctionnement annuel du Syndicat Mixte ;**
- **d'accompagner les nouveaux investissements s'inscrivant dans un plan stratégique de développement et d'investissements pluriannuels de la plate-forme aéroportuaire qui devra préalablement être validé.**

**Pour l'aéroport de Pierrefonds et le développement de sa zone d'activité :****Chapitre 935 - nature 6561****AE : 242 000,00 €****CP : 242 000,00 €****1.3. DANS L'OUEST : LA CRÉATION DE LA FUTURE ECOCITÉ INSULAIRE ET TROPICALE**

Pour le **bassin de vie Ouest**, le développement passe par le projet cœur d'agglomération, comprenant les espaces urbains du Port, de La Possession et de Saint-Paul / Cambaie, porté par le Territoire de la Côte Ouest (TCO), et labellisé Ecocité Insulaire et Tropicale. Cette Ecocité, qui accueillera 35 000 logements à l'horizon 2045, a vocation à être attractive, innovante et créatrice d'emplois et d'activités pour ce bassin de vie.

En 2017, la Région a soutenu le TCO dans sa démarche pour aboutir à la mise en place d'un outil de pilotage adapté pour ce grand projet de territoire. Suite à une mission d'expertise du Conseil Général de l'Environnement et au Développement Durable (CGEDD) en 2018, le GIP « Ecocité de La Réunion » a été créé le 12/12/18 et se compose de l'État, la Région, le Département, le TCO, et les 3 communes concernées par l'Ecocité (St Paul / Le Port / La Possession). La Région contribue à hauteur de 15 % au GIP.

Cette structure a une mission de coordination, de partage collectif et de garant de la cohérence globale. Elle pourrait évoluer juridiquement en SPLA IN (Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National). Elle ne se substituera pas aux acteurs déjà en place, et pourra porter des études de programmation ou des études stratégiques générales. Elle n'aura pas vocation à porter des projets opérationnels.

Le Territoire de la Côte Ouest a également été retenu par l'État pour mettre en place un Contrat de Transition Écologique (CTE) et un Contrat de Territoire d'Industrie (CTI). Dans ce cadre, il pourra contractualiser notamment ses projets innovants dans le cadre de l'Ecocité. La Région pourra accompagner les projets dans ses domaines de compétences, notamment ceux développant les énergies renouvelables ou la mobilité durable.

S'agissant du foncier nécessaire pour ce grand projet de territoire, le TCO a sollicité l'EPFR pour porter une partie du foncier du projet d'aménagement urbain Cambaie-Oméga-Ecocité. pour un montant de 50 M€ sur une durée de 10 ans maximum avec un différé de paiement à 3 ans. Le TCO a sollicité l'EPFR pour bénéficier d'un allongement de la durée de portage ainsi qu'une minoration des frais financiers. C'est à ce titre que l'EPFR a proposé au Département et à la Région de mettre en place une mesure de minoration foncière de 20 % des prix des terrains, plafonnée à 2 M€, afin de lui permettre d'accorder au TCO un avenant à la convention cadre pour allonger la durée de portage à 20 ans et le différé de paiement de 4 ans. La Région a délibéré favorablement pour cette minoration foncière.

Sur le périmètre de l'Ecocité, deux points singuliers demanderont une attention particulière, le Grand Port Maritime de La Réunion et la Zone Arrière Portuaire :

## **Le Grand Port Maritime de La Réunion (GPMDLR) :**

Le Grand Port Maritime de La Réunion, poumon économique de notre Île et principale porte d'entrée et de sortie des marchandises, est un outil essentiel au développement économique et à la création d'emplois. Selon l'INSEE (Analyses de février 2017), l'activité du complexe industrialoportuaire de La Réunion, en 2012, a engendré 4 330 emplois directs. Le GPMDLR génère 7 % de la valeur ajoutée de l'Île.

Le Grand Port Maritime de La Réunion est en effet situé au carrefour des routes maritimes de l'Océan Indien. À ce titre, il doit faire face à la forte croissance du trafic attendu pour occuper une place significative dans le commerce maritime régional et conforter son positionnement de hub de transbordement régional. Des financements sont prévus dans le cadre du PO FEDER 2014-2020.

## **La Zone Arrière Portuaire (ZAP) :**

En arrière des installations portuaires se situe une Zone Arrière Portuaire (ZAP) qui présente des enjeux pour le développement du Grand Port Maritime, mais plus largement pour le développement du bassin Ouest. Les études portées par le TCO et le GPMDLR sur cet espace devraient aboutir à un projet partagé d'aménagement répondant aux besoins de développement du Port, mais plus largement des besoins du développement économique de l'Île. Il est à noter que cet espace stratégique est en partie dédié aux installations de chantier de la NRL, destination qui a vocation à perdurer jusqu'à la fin de ces travaux.

En 2020, la Région Réunion respectera ses engagements pris lors de la création du GIP « Ecocité La Réunion ». En effet, à hauteur de ses droits statutaires tels que définis dans les statuts du groupement, elle apportera sa contribution financière au budget de fonctionnement et d'investissement de la structure. Par ailleurs, elle apportera son soutien technique et administratif quant à la poursuite des actions et études entreprises par le GIP.

De même, conformément à la convention cadre conclue avec l'Établissement Public Foncier de La Réunion (EPFR) en 2019, la collectivité Régionale soutiendra sa quote-part sur le portage foncier destiné à la réalisation de l'opération d'aménagement conforme à la Déclaration d'Utilité Publique « Cambaie Oméga ».

Le soutien de la collectivité régionale au projet Ecocité s'inscrit dans le cadre du Contrat de Convergence et de Transformation 2019/2022.

## **En 2020, il s'agira :**

- **de maintenir la contribution de la Région au fonctionnement annuel du GIP Ecocité la Réunion, à hauteur de ses droits statutaires (15 %);**
- **de contribuer au financement des études pré-opérationnelles et de l'ingénierie nécessaire à la mise en œuvre de ce projet Ecocité ;**
- **de suivre les études engagées sur le périmètre de projet et l'élaboration de la feuille de route pour la mise en œuvre de l'Ecocité, en prenant en compte les orientations de la Région, en lien avec ses compétences et en cohérence avec les grands projets du territoire portés par la mandature ;**
- **de contribuer à la minoration foncière de la zone de Cambaie à travers l'EPFR ;**



- **de contribuer au programme d'investissements du GPMDLR dans le cadre du PO FEDER 2014/2020.**

**Pour l'accompagnement de la création de la future Ecocité Insulaire et Tropicale:**

**Chapitre 905 - nature 204181/ 204182**

**AP : 170 000,00 €**

**CP : 595 000,00 €**

**Chapitre 935 - nature 657382**

**AE : 105 000,00 €**

**CP : 105 000,00 €**

**1.4. DANS LE NORD : LE DÉVELOPPEMENT DE LA PLATE-FORME AÉROPORTUAIRE ET L'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE ARRIÈRE AÉROPORTUAIRE INCLUANT LA ZAA PIERRE LAGOURGUE**

Les perspectives de développement du **bassin de vie Nord**, reposent sur :

- des projets d'infrastructures de transport, dont le RUN RAIL – le Tram Nord – la NEO – les transports par câble – autour desquels doivent être repensés l'urbanisme de Saint-Denis et de Sainte-Marie ;
- la revitalisation du centre-ville de Saint-Denis afin d'accentuer son attractivité, en valorisant notamment sa façade maritime ;
- le pôle d'activité à vocation régionale et internationale, à forte attractivité autour de l'aéroport Roland Garros intégrant notamment la zone d'activité arrière aéroportuaire Pierre LAGOURGUE propriété de la collectivité régionale ;
- le développement de la plate-forme aéroportuaire Roland Garros.

**La SA Aéroport Réunion Roland Garros (SAARG) :**

L'impact économique de l'aéroport sur le territoire est considérable. L'aéroport Réunion Roland Garros est la principale porte d'entrée et de sortie des personnes. C'est la première image et le dernier contact qu'ont les touristes lorsqu'ils viennent à La Réunion. A ce titre, l'aéroport doit être emblématique et être représentatif de l'image de notre Île, de son accueil, et de toute sa diversité.

Après une première phase d'investissements pour le développement de la plate-forme aéroportuaire amorcée en 2007 et achevée en 2015, l'aéroport Réunion Roland Garros a élaboré en 2016 un projet stratégique qui guidera ses actions jusqu'en 2022.

La phase 2 du programme d'investissements est estimée à 175 M€.

La Région accompagnera l'aéroport Réunion Roland Garros dans son évolution à travers notamment les fonds européens dédiés.

**La Zone d'Activité Aéroportuaire Pierre Lagourgue :**

La Zone d'Activité Pierre Lagourgue dispose d'une surface commercialisable globale de 20 hectares subdivisée en 3 zones :

- ZA (Affaire/Commerces/Tertiaire) : 6 hectares dont 3 vacants,
- ZB (Production/Transformation/Services aux entreprises) : 10 ha dont 3,5 vacants,
- ZC (Logistique/Fret) : 4 ha dont 2,5 vacants.

Soit environ 9 ha de terrains aménagés vacants à ce jour.

Cette zone stratégique a fait l'objet de différentes réflexions et projets engagés par les acteurs et partenaires (État, SA ARRG, CINOR, Région).

Le développement de la ZAA devra se faire en prenant en considération le tracé des futurs systèmes de transports guidés (TAO et RUN RAIL). En particulier, le futur tramway express régional devrait traverser la zone ZC pour une connexion à un pôle d'échange multimodal et à un Centre de Maintenance et de Remisage (CMR) des rames. La Cinor mène également une réflexion pour son CMR à proximité immédiate de la zone aéroportuaire.

C'est dans ce contexte que la Région a proposé à ses partenaires la signature d'un contrat d'axe dont le périmètre concerne effectivement la zone aéroportuaire, mais qui concerne la totalité de la première phase du Run Rail allant de Duparc à Bertin.

#### **En 2020, il s'agira :**

- **d'accompagner l'aéroport Roland Garros dans son projet de développement, à travers notamment les fonds européens dédiés ;**
- **de s'assurer de la complémentarité et de l'articulation entre les projets développés sur et à proximité de la Zone d'Activité Aéroportuaire Pierre Lagourgue ;**
- **de contribuer à la mise en œuvre du contrat d'axe du RUN RAIL entre Duparc et Bertin intégrant la zone aéroportuaire, son plan de composition, en déclinaison notamment du Schéma d'Aménagement Régional et plus particulièrement au regard du développement de la zone d'activité Pierre Lagourgue.**

#### **Pour le développement de la plate-forme aéroportuaire et l'aménagement de la zone arrière aéroportuaire incluant la ZAA Pierre Lagourgue :**

**Chapitre 905 - nature 204182**

**AP : 100 000,00 €**

### **1.5. MESURES VISANT À AMÉLIORER LA DESSERTE AÉRIENNE DE L'ÎLE : LE DÉVELOPPEMENT D'AIR AUSTRAL À TRAVERS LA SEMATRA**

La SEMATRA est une Société d'Économie Mixte Locale créée en 1990, en application de l'article L.4433-21 du code général des collectivités territoriales qui permet aux régions d'outre-mer de créer des sociétés d'économie mixte ayant pour objet le transport aérien ou maritime. Elle a pour objet social « le transport sous toutes ses formes, notamment, par prises de participation dans des sociétés d'exploitation et toute activité d'intérêt général complémentaire ».

Elle a ainsi permis la création d'Air Austral, qui est une société anonyme à Conseil d'Administration, et dont le capital est détenu majoritairement par la SEMATRA. Après une période difficile en 2012, la compagnie s'est redressée. En 2016, la Région et la CDC, actionnaires de la SEMATRA, ont décidé de participer à une augmentation de capital de 48 M€ de la SEM (dont 38 M€ Région et 10 M€ CDC) pour la mise en oeuvre de son plan stratégique, en tenant compte, en investisseur avisé, de ses besoins de développement et de croissance. Pour cela, une analyse de la valeur a été diligentée auprès d'un expert indépendant et rendue début 2019.

Enfin, il convient de souligner la signature fin 2017 d'un accord de partenariat stratégique entre Air Austral et Air Madagascar. Cet accord s'inscrit dans sa stratégie de différenciation face à la concurrence et à l'arrivée depuis juin 2017 d'un nouvel opérateur sur la ligne Réunion-Paris.

### **En 2020, il s'agira :**

- **de poursuivre le suivi, en investisseur avisé, de la compagnie Air Austral à travers la SEMATRA ;**
- **de suivre la mise en oeuvre de l'accord de partenariat stratégique signé par la filiale Air Austral avec Air Madagascar.**

## **La gestion du Fonds d'Investissement des Routes et des Transports (FIRT)**

En vertu des dispositions des articles L4434-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, notre Assemblée a reçu compétence pour fixer les taux de la taxe spéciale de consommation sur les carburants (TSCC) et pour en répartir le produit entre les emplois suivants :

- ⇒ Un prélèvement par la Région de 10 % pour des investissements d'intérêt régional
- ⇒ Une part « Région »
- ⇒ Une part « Département »
- ⇒ Une part « Communes »
- ⇒ Une part « EPCI-Transports »

### **La fixation du produit de la taxe attendu en 2020**

Conformément à la délibération n° DAP2018\_0034 (rapport n° DAF/106303) de l'assemblée plénière du conseil régional de La Réunion en date du 19 décembre 2018 relative à l'arrêt de la trajectoire relative à la transition énergétique et à la baisse des taux sur le carburant, les taux de **la taxe spéciale de consommation sur les carburants** sont fixés de la façon suivante :

<b>CARBURANT</b>	<b>RAPPEL TAUX 2019</b>	<b>TAUX 2020</b>
Essence	58,24 €/HL	58,24 €/HL
Gazole	36,13 €/HL	36,13 €/HL

Le produit de la taxe pour l'année 2020 est estimé à **223 560 570 €**.

### **Investissement d'intérêt régional**

Conformément à la loi, il vous est proposé de prélever en préciput sur le produit attendu de la taxe, 10 % de cette somme pour financer des opérations d'investissement d'intérêt régional. Le montant ainsi prélevé sera de **22 356 057 €**.

**Il vous est également proposé, compte tenu de l'importance de nos projets routiers et de transport, d'affecter la totalité de ces crédits à ce domaine.**

Le fonds de compensation routier qui s'élève à **2 056 757 €** est prélevé sur le produit de la taxe prévisionnelle de 2020. Il est destiné à compenser, pour les professionnels de la route, les augmentations des carburants. Il était, jusqu'en 2017, à la seule charge de la Région. Assimilé à une exonération partielle, celui-ci est désormais prélevé en amont sur l'enveloppe collectée, avant répartition du produit du FIRT entre les différentes collectivités bénéficiaires.

Concernant l'exonération de la taxe sur le gazole, les marins pêcheurs, certains industriels pour le matériel fixe et les agriculteurs bénéficient déjà d'un accès au gazole détaxé, le FOD, pour leur activité.

Il reste donc un montant de **199 147 756 €** à répartir selon la ventilation ci-après.

### **La ventilation du produit de la taxe sur les carburants**

#### **Part « Département »**

Il vous est proposé d'accorder au Département de La Réunion un montant prévisionnel de **38 273 570 €**.

#### **Part « Communes »**

De la même façon, il vous est proposé d'accorder aux communes une dotation prévisionnelle de **49 764 583 €**, à répartir entre elles.

#### **Part « EPCI-Transports »**

La loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 a étendu à La Réunion le bénéfice de 3 % du FIRT aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) éligibles, ayant mis en place un service public de transports urbains de personnes ou ayant approuvé un plan de déplacement urbain. Le montant correspondant à répartir au prorata de leur population est de **6 706 817 €**. Les bénéficiaires sont la CASUD, la CIREST, la CINOR, le TCO et La CIVIS.

## Dotation « Région »

Après répartition des parts précédentes, il vous est proposé de réserver à notre Collectivité une dotation de **104 402 786 €**, représentant la part régionale du produit de la taxe de consommation sur les carburants consacrée aux investissements dans les routes et les transports.

## 2. LA POURSUITE DU CHANTIER DE LA NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL SÉCURISÉE

Le chantier de la Nouvelle Route du Littoral (NRL) se poursuit en 2020. L'année à venir verra :

- l'achèvement des premiers grands marchés de travaux que sont le grand viaduc et les 4 premiers tronçons de digue (marché MT5.1) ;
- la poursuite des travaux du viaduc de l'échangeur de Saint-Denis, reliant la NRL à la RN6 ;
- l'engagement des travaux de chaussés, de réseaux, d'assainissement et d'équipements (distribution électrique, sécurité, exploitation,...).

### 2.1. LA NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL (NRL) : UN AXE SÉCURISÉ ET MULTIMODAL

La NRL est une infrastructure moderne, qui tout en sécurisant définitivement une liaison économique vitale entre le Nord et l'Ouest de l'île soumis à des aléas géologiques et maritimes, va offrir une plate-forme multimodale destinée à la fois aux usagers de la route, aux transports collectifs (TCSP) et aux cyclistes (voie cyclable). Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- une route à 2 × 2 voies conçue pour une vitesse de référence de 90 km/h ;
- une emprise pour un futur TCSP qui sera livré, en première phase, sous la forme de couloirs bus parallèles à la voirie, mais avec un dimensionnement compatible avec les charges d'un mode ferré léger ;
- une piste cyclable sécurisée ;
- un ouvrage maritime composé de deux viaducs (5409 m et 239 m) et de digues (longueur cumulée de 6,7 km) ;
- deux points d'échanges prévus avec le diffuseur RN1-RN6 à Saint-Denis et l'échangeur RN1-RD41 à La Possession, et le rétablissement de la desserte de la Grande Chaloupe.

Ce chantier, déjà largement engagé, doit être impérativement mené à son terme, notamment au regard :

- des enjeux de sécurité pour les usagers :
  - perturbations lourdes du trafic en période de basculement ou de fermeture,
  - risque permanent de chutes de blocs, d'éboulement mais aussi d'effondrement en masse,
  - axe de plus en plus saturé (vulnérabilité augmentée),
  - infrastructure vieillissante, onéreuse à entretenir et à exploiter,

- des enjeux sur l'urgence de la mise en œuvre d'aménagements en faveur des transports collectifs et mode doux.

Par ailleurs, les engagements pris par la Région, vis-à-vis des cofinanceurs (Union Européenne, État) ou organismes prêteurs (BEI, CDC) imposent d'achever ce chantier dans des échéances contraintes pour sa mise en service.

## **2.2. UN CHANTIER D'ENVERGURE EXCEPTIONNELLE ET STRUCTURANT POUR LA RÉUNION**

### **2.2.1. Avancement de l'opération**

Les travaux ont commencé fin 2013. **Ce chantier très actif a connu son pic d'activité en 2018, resté soutenu en 2019.** À la fin 2019, en cumulé, ce sont près de 1 380 M€ de dépenses qui auront été mandatées pour les seuls travaux.

L'avancement des travaux à fin 2019 est le suivant :

– Le décompte général du marché MT4 « viaduc de la Grande Chaloupe » est en cours de finalisation. Ce marché devrait être soldé fin 2019.

– L'Ordre de service de démarrage des travaux du marché de réalisation du viaduc de l'échangeur de Saint- Denis (MT7) a été notifié le 12 mars 2019.

– Concernant le « Viaduc en mer de 5 400 m » (MT3) : Le dernier voussoir, sur plus de 1 300 unités, pour finir le tablier a été posé fin avril 2019. Les opérations de démontage des usines de préfabrication des piles et voussoirs du Grand Viaduc 5 400 m (MT3) ont débuté mi février 2019 et seront achevées d'ici la fin de l'année 2019.

Les travaux de finition (corniche caniveau, étanchéité et couches de forme...) sont en cours et se dérouleront jusqu'en début 2020.

La pose des tapis anti-affouillement, débutée fin 2018, se poursuivra en 2020 afin de protéger les piles de l'érosion et de les sécuriser en cas de cyclone.

– Concernant la « Digue en mer – 1ère phase » (MT5.1 – 3 540 m de digue répartis en 4 tronçons D1, D2, D3 et D4), en l'absence d'ouverture de carrières de roches massives à La Réunion, le groupement en charge de la construction des digues a approvisionné ce chantier à partir d'enrochements issus de travaux d'amélioration du foncier agricole (collecte d'andains et épierrage des champs).

Les travaux de la digue supérieure « D1 » sont achevés (réalisation des murs chasse mer et remblais supérieurs). Les travaux de la digue supérieure « D2 » ont repris à la fin de la construction du Viaduc de 5 400 m. Les travaux de la digue inférieure « D3 » sont achevés et les travaux de la digue supérieure « D3 » sont en cours. Les travaux de la digue D4 sont terminés pour la digue inférieure et sont en cours pour la digue supérieure.

– La « Digue en mer – 2ème phase » (MT 5.2 – 2 700 m de digue) : La section Grande Chaloupe – La Possession : le maître d'œuvre a notifié l'ordre de service de démarrage des travaux le 20 mars 2018. Les travaux sous-marins (souille pour la butée de pied de la digue) ont été réalisés en 2019.

**Au plan environnemental**, il a été mis en évidence que les impacts réels des travaux étaient bien moindres que ceux évalués lors des phases d'études et de procédures amont (bilan environnemental à mi-parcours). Depuis le démarrage du chantier en 2014, les engagements pris par la collectivité en matière de préservation de l'environnement sont importants et se traduisent notamment par la mise en œuvre de 150 mesures intégrant en particulier :

- **la poursuite des démarches d'évitement** via des ajustements des modalités constructives par les entreprises. Par exemple, dans le cadre de la construction du grand viaduc, les dispositions prises par le groupement ont permis de s'affranchir de la réalisation de fondations profondes impliquant du battage en milieu marin et, en conséquence, d'éviter une période d'environ 12 mois cumulés de travaux bruyants, principale source de préoccupation vis-à-vis de la physiologie des cétacés.
- **la définition et mise en œuvre de moyens de réduction** des nuisances.

A titre d'exemple, pour ce qui relève des principaux enjeux :

- Concernant les mesures prises vis-à-vis des **mammifères marins**, les entreprises ont par exemple mis en œuvre des rideaux de bulles permettant de réduire d'environ 10 dB les bruits sous-marins.

La mise en place de moyens innovants permet de suivre via internet en temps réel et en continu les niveaux de bruits et détecter acoustiquement les mammifères marins au moyen d'hydrophones couvrant l'ensemble du linéaire du chantier. Ces suivis démontrent que les seuils ont été respectés et surtout que la perception acoustique du chantier se limite à ses abords immédiats.

- Pour ce qui est de la préservation des **récif coralliens**, en cas d'intervention générant des matières en suspension, un suivi par bouées est mis en place au droit des secteurs à enjeux et permet de superviser en continu différents paramètres et de contrôler ainsi le respect des seuils réglementaires.
- En ce qui concerne la préservation de **l'avifaune marine**, les entreprises procèdent à des ajustements permanents des éclairages nocturnes des chantiers de manière à limiter les perturbations pour les oiseaux marins et respectent les consignes d'extinction dans les périodes sensibles d'envol des juvéniles. Dans le cas où, malgré ces précautions, des échouages surviennent, un protocole de récupération et de soins est mis en œuvre.

L'ensemble de ces mesures permet aujourd'hui une maîtrise des impacts du chantier sur les milieux et espèces sensibles identifiés et aucun incident, autre que mineur, n'a été signalé sur le chantier depuis le début des travaux.

Malgré ce constat rassurant, la Région Réunion poursuit la mise en œuvre de ses engagements en termes de compensation, définis en concertation avec les associations, les experts et les services de l'État.

Ainsi en 2019 :

- les études relatives à la restauration de la maritimité de la falaise du littoral sur un linéaire de 1,5 km de la section en viaduc, à la faisabilité de l'installation de gîtes artificiels pour les oiseaux marins et de la lutte biologique contre la liane papillon ont été engagées ;
- la thèse relative à l'approfondissement des connaissances relatives aux interactions entre un grand chantier du type de la NRL et les mammifères marins a été initiée ;
- les opérations de restauration des plages de ponte pour les tortues marines (interventions sur La Saline, Saint-Leu et l'Étang Salé après le site pilote de Cap Champagne achevé en 2018) et de maintien des conditions de quiétude des mammifères marins se sont poursuivies tout comme les travaux de gestion et de restauration de terrains sur le massif de la Montagne (convention Conservatoire du Littoral).

**Au plan financier**, le projet est bénéficiaire de subventions.

Le projet a été inscrit au POE FEDER 2014-2020 pour un montant de 100 M€ conformément au protocole de Matignon. Le dossier « Grand Projet » est validé depuis le 4 avril 2017, pour un montant maximum de 150 M€. 90 % des recettes attendues ont été réalisées en 2018 suite au dernier appel de fonds.

Sur la base de la convention signée le 29 mars 2012, modifiée par l'avenant du 10 novembre 2016 et en incluant l'appel de fonds émis en juin 2019, la subvention AFITF d'un total de 509 M€, devrait avoir été encaissée à hauteur de 336 M€ fin 2019.

### **2.2.2. Prévisions pour l'année 2020**

La pose des piles par voie maritime à l'aide de la barge Zourite et celle du tablier (transport des voussoirs par voie terrestre sur des fardiers) du grand viaduc (MT3) ont été achevées en avril 2019. En 2020, les travaux d'étanchéité et d'équipement de l'ouvrage (corniches, garde-corps, protection cathodique,...) se poursuivront ainsi que la pose des tapis de protection anti-affouillements autour des piles.

Les travaux des 4 tronçons de digue (MT 5.1) s'achèveront en 2020 avec les parties supérieures des différentes digues.

Les travaux du marché MT5.2 « Digue – 2ème phase », entre la Grande Chaloupe et La Possession, ont débuté en 2019 par la réalisation des souilles par voies maritimes. En 2020, les travaux des digues inférieures devront se poursuivre.

Les travaux du marché MT7 de l'« Échangeur de Saint-Denis », qui permettra de relier la NRL au Boulevard Sud, ont démarré par les fondations et se poursuivront par les appuis et le tablier. Ces travaux devraient s'achever en août 2020.

Le marché MT6 « couche de forme, génie civil pose, chaussées, assainissement et dispositifs de retenue » a dû être déclaré sans suite, du fait d'absence de concurrence et d'offre trop élevée, inacceptable. Il sera relancé au dernier trimestre 2019 après validation d'un nouvel allotissement. Les travaux débuteront au premier semestre 2020.



Le marché d'équipements de gestion de trafic et d'alimentation énergie (MT9) sera notifié en 2019, pour un commencement d'exécution en 2020. Le marché de Signalisation verticale (MT10) doit être notifié dans le courant du premier semestre 2020.

La mise en œuvre du programme de mesures environnementales et de compensation se poursuivra, avec notamment :

- l'acquisition par la Région de nouveaux terrains à protéger sur le massif de la Montagne ;
- l'achèvement de la restauration de plages de ponte pour les tortues marines ;
- la poursuite de la sensibilisation des usagers du plan d'eau au respect de la nouvelle charte d'approche des mammifères marins et des tortues marines adoptée en juillet 2017 et ajustée par arrêté préfectoral n° 2202/2019 portant réglementation de l'approche et de l'observation des cétacés à La Réunion et de la labellisation des opérateurs respectueux des principes de la charte ;
- la mise en œuvre d'actions des plans de conservation et plans nationaux d'actions achevés en 2018 (baleine à bosse, dauphins, pétrels, puffins, Bois de paille en queue, Mucune géante et Bois de senteur blanc) retenues par la Région pour être financées au titre des mesures compensatoires NRL ;
- la poursuite de la thèse relative aux mammifères marins en lien avec le chantier ;
- les études relatives à la restauration de la maritimité de la falaise du littoral sur un linéaire de 1,5 km de la section en viaduc, à la faisabilité de l'installation de gîtes artificiels pour les oiseaux marins et de la lutte biologique contre la liane papillon, seront poursuivies ou lancées en 2020.

## **2.3. TRAITEMENT DES INTERFACES DE LA NRL AVEC SAINT-DENIS ET LA POSSESSION**

### **2.3.1. Nouvelle Entrée Ouest de Saint Denis (N.E.O.)**

L'intervention de la Région porte sur l'aménagement du Nouveau Pont sur la Rivière St Denis dont les travaux débiteront en 2020, pour 2 ans. Parallèlement, suite à la décision de la Commission Nationale de Débat Public en date du 31 juillet 2019, un débat public sera organisé en 2020 sur le projet NEO sous l'égide de la CNDP.

### **2.3.2. Interface NRL/front de mer de La Possession (projet de ville)**

Dans le cadre des mesures d'accompagnement du chantier de la NRL, plusieurs conventions ont été signées avec la commune de La Possession pour une vision globale et intégrée des interfaces entre le projet de ville, sa volonté de reconquête de son littoral et le projet NRL. Un avenant à cette convention a été signé mi 2018 pour tenir compte de l'évolution du contexte intervenu depuis la signature de la convention initiale en 2013.

En 2020, il est prévu la poursuite de la participation de la Région sur le projet de mise en valeur du front de mer dans le cadre du raccordement du centre-ville au littoral, en fonction de l'avancement du projet communal.

## **Pour le financement de la Nouvelle Route du Littoral :**

En investissement :

### **Pour le financement de l'aménagement de la Nouvelle Route du Littoral sous maîtrise d'ouvrage Région :**

**Chapitre 908 nature 2151**

**AP : 0 €**

**CP : 128 000 000 €**

En fonctionnement:

### **Pour le financement de frais annexes liés à la « Nouvelle Route du Littoral » :**

(dont l'ouverture au grand public)

**Chapitre 938 nature 611/6238/...**

**AE : 504 339 €**

**CP : 454 339 €**

## **3. LA POLITIQUE RÉGIONALE DE MOBILITÉ DURABLE ET ACTIONS EN FAVEUR DU TRANSPORT ET DES DÉPLACEMENTS – PROJET DE RUN RAIL DE SAINTE MARIE A SAINT DENIS**

La Région Réunion, en sa qualité de chef de file de l'intermodalité (Loi du 27 janvier 2014 portant sur la modernisation de l'action publique territoriale) et en tant qu'Autorité Organisatrice du réseau interurbain (Loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) développe une politique régionale de mobilité durable selon 3 grands axes :

– La mise en œuvre d'un large programme d'actions en faveur de l'attractivité et de l'efficacité des transports en commun et de l'intermodalité, qui s'articule principalement autour de la mise en œuvre du RUN RAIL, avec notamment le lancement de l'opération de création d'une première section entre Saint-Denis et Sainte-Marie (1er tronçon opérationnel du RRTG Nord Est). Ces différentes actions seront conduites en cohérence avec les objectifs des documents de référence qui définissent la stratégie globale de mobilité durable sur le territoire, à savoir : le Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (S.R.I.T.), la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (P.P.E.) et la Planification Régionale de l'Intermodalité (P.R.I.).

– L'accompagnement financier des projets de transports menés par les Autorités Organisatrices de la Mobilité (A.O.M.) dans le cadre du POE 2014-2020, principalement sur deux mesures FEDER au titre desquelles la Région porte la contrepartie nationale : la mesure 6.01 « Trans Eco Express » et la mesure 4.08 « Pôles d'échanges et superstructures de transport ».

– L'exploitation et la gestion des transports interurbains de personnes (réseau Car jaune).

Les objectifs de cette politique régionale traduisent la volonté, de la collectivité, d'améliorer significativement l'offre de transport collectif et des mobilités alternatives à la voiture particulière. Cette demande ressort d'ailleurs assez fortement des mots d'ordre exprimés à l'occasion du mouvement social de novembre 2018, ceci, afin, notamment, de diminuer le poids des dépenses liées aux déplacements des Réunionnais et leur dépendance à la voiture particulière.

En effet, le poste « déplacement » est à ce jour en 2ème position dans le budget des ménages. On estime en moyenne à 520 €/an le coût des dépenses d'un usager des transports en commun (abonnement annuel carte Réuni Pass), contre 6 600€/an pour l'utilisation d'une voiture. Aussi, l'enjeu en termes de pouvoir d'achat pour les Réunionnais est très important.

Par ailleurs, le développement des transports en commun crée du lien entre les territoires, et notamment, entre les zones résidentielles et les bassins d'emploi. Ceci permet de proposer une alternative crédible au véhicule particulier, souvent inaccessible pour les ménages les plus modestes, et d'améliorer la mobilité des personnes à la recherche d'un emploi ou en formation.

### **3.1. DES ACTIONS EN FAVEUR DE L'INTERMODALITÉ ET DES TRANSPORTS EN COMMUN**

Le S.R.I.T. a été complété par l'élaboration de la Planification Régionale de l'Intermodalité (P.R.I.) en 2018, document qui devrait être définitivement validé début 2020.

Ce schéma définit les principes guidant l'articulation entre les différents modes de déplacement, notamment via un déploiement stratégique de pôles d'échanges, préconise des mesures de nature à assurer l'information des usagers sur l'ensemble de l'offre de transports et vise la mise en place d'une tarification harmonisée et d'une billettique interopérable.

Enfin, en accord avec les objectifs nationaux fixés par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, la Région a défini sa Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (P.P.E.), qui décline une politique ambitieuse de mobilité durable afin de donner au transport son véritable rôle d'outil d'aménagement du territoire, permettant d'améliorer significativement les déplacements des Réunionnais et de réduire notre dépendance énergétique.

Ces grandes orientations constituent le socle sur lequel repose le programme d'actions en faveur des transports :

- La réalisation des premières sections du RUN RAIL ;
- Le déploiement de pôles d'échanges ;
- Le développement du covoiturage ;
- La promotion des modes doux à travers le Plan Régional Vélo (P.R.V.) ;
- Le développement des mobilités durables et des modes de transports innovants ;
- Une amélioration de la gouvernance des transports.

### **3.1.1. La réalisation des premières sections du Réseau Régional de Transport Guidé (RRTG)**

Depuis 2012, la Région a pour objectif de définir, dans une démarche de concertation élargie avec le Conseil Départemental, les A.O.M.D. et les communes, le tracé du RRTG dit **RUN RAIL**, représentant l'emprise du réseau régional armature inscrit au Schéma d'Aménagement Régional (S.A.R.).

Cette concertation a abouti à la validation du tracé de référence du RRTG en Commission Permanente du 30/08/2016.

Dans la continuité des études de la première section du RUN RAIL entre Ste Marie et St Denis, les études des différentes branches de ce système de transports doivent être engagées en 2020, en particulier pour les prolongement vers l'Est et l'Ouest du tronçon Nord.

L'ensemble des études des sections du RUN RAIL feront l'objet de dossiers de demande de subvention auprès du FEDER au titre de la mesure 4.16 « Pôles d'échanges régionaux – Études RUN RAIL », et les travaux pourront bénéficier de la mesure 6.01 « Trans Eco Express ».

#### **– RUN RAIL Est :**

La section Est du RUN RAIL doit être préfigurée en mode routier pour évoluer ensuite progressivement vers un système guidé.

La Région poursuivra les études de maîtrise d'œuvre de l'élargissement de la BAU de la RN2 à Sainte-Marie, depuis la Ravine des Chèvres jusqu'à Duparc, afin d'améliorer les temps de parcours des transports en commun dans ces zones fortement congestionnées. Sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'issue des études, les appels d'offres travaux pourraient être lancés en 2020.

La Région poursuivra également les études de maîtrise d'œuvre relatives au réaménagement de la RN2 en traversée de la ville de Saint-Benoît, entre l'échangeur du Bourbier et le giratoire des Plaines, dans l'objectif de mettre en place une infrastructure multimodale, comprenant des voies réservées aux transports en commun et aux modes doux, afin d'améliorer le trafic dans ce secteur.

Le prolongement du RUN RAIL vers l'Est sera engagé en étude, conformément aux engagements pris par la Région à l'issue de la concertation conduite en 2019.

#### **– RUN RAIL Nord :**

La traversée de la ville de Saint-Denis constituera le premier des tronçons du RUN RAIL réalisé en mode guidé entre le pôle d'échange de Bertin à Saint-Denis et celui de Duparc à Sainte-Marie. Les études de faisabilité lancées en 2017, se sont terminées en 2018. Cette année aura permis également la définition du programme de l'opération ainsi que le lancement du marché d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour le projet.

L'année 2019 a été consacrée aux études préliminaires, à la concertation préalable qui s'est achevée à mi-année et à la préparation du marché global de performance relatif à la réalisation et à l'exploitation du système.

Le projet évalué, à ce stade, à 300 M€, aura un impact fort sur l'économie et l'emploi au niveau local. La moitié des investissements pourrait être dévolue aux entreprises réunionnaises. Cela permettra de créer environ 500 emplois pour les besoins du chantier entre 2020 et 2024, et plus de 80 emplois directs et permanents dans l'exploitation et la maintenance à la mise en service du système.

L'année 2020 devrait être celle du lancement du marché global de performance avec la réalisation des études techniques. La concertation se poursuivra pendant les phases d'études et l'accent restera mis sur l'aboutissement du contrat d'axe du RUN RAIL.

Une gouvernance partagée renforcée sera mise en place entre la Région et la CINOR en vue d'assurer la complémentarité et la cohérence des deux systèmes de transports guidés projetés sur l'agglomération dionysienne.

#### – RUN RAIL Ouest :

En étroite collaboration avec le T.C.O. et en cohérence avec son projet d'Écocité, la Région poursuivra les études de maîtrise d'œuvre du prolongement de l'Axe Mixte.

Afin de préfigurer cet itinéraire de transport en commun (réseaux Car Jaune et Kar'Ouest), la Région travaillera en 2020 à la réalisation d'une voie réservée entre la fin de l'Axe Mixte et le stade P.J. BÉNARD. L'étude de faisabilité de la section ouest du RUN RAIL entre Saint-Paul centre et Bertin Saint-Denis sera menée à son terme.

#### – RUN RAIL Sud :

En liaison avec les projets de T.C.S.P. menés sur le territoire de la CIVIS, la Région achèvera en 2020, les études pour la réalisation d'une voie bus sur la bretelle de sortie de la RN3 vers le giratoire de la Balance à Saint-Pierre et l'entrée Sud de la ville via le boulevard Banks, avant la programmation des travaux.

Par ailleurs, la Région lancera les études d'opportunité et de faisabilité de la branche sud du RUN RAIL sur le secteur le plus contraint de la micro-région. Conformément aux engagements pris par la collectivité, en complément du tracé de base validé par la Commission Permanente de la Région, la collectivité accompagnera les études d'une option à mi-pente pour répondre aux attentes exprimées par certaines collectivités de la micro-région Sud.

### **3.1.2. Le déploiement de pôles d'échanges**

Un pôle d'échanges est un lieu aménagé de manière à :

- Faciliter l'intermodalité et l'accès à différents modes de transports de voyageurs ;
- Favoriser le report modal et limiter l'usage de la voiture particulière ;
- Éviter les ruptures de charges et favoriser les connexions entre les réseaux de transports en commun urbains et interurbain.

Après la livraison en 2018 du PEM de Duparc, la Région poursuivra ses actions en faveur de la création de pôles d'échanges. Ainsi, le projet de pôle d'échange du Portail à Saint-Leu, qui comprendra un grand quai pouvant accueillir des bus des réseaux Car jaune et Kar'Ouest, une cinquantaine places de stationnement (fonction P+R) et un espace réservé aux deux roues, doit être engagé.

La Région assurera la gestion et l'exploitation de ces équipements, au même titre que les gares routières du réseau Car jaune (Saint-Benoît, Saint-Denis, Saint-Pierre), suite au transfert de compétence, et étudiera la possibilité de réaliser de nouveaux pôles d'échanges définis sur le tracé du RUN RAIL

Une réflexion sur la stratégie de gestion des gares routières et des pôles d'échange sera poursuivie courant 2020.

### **3.1.3. Le développement du covoiturage**

Le covoiturage est une solution pertinente afin d'optimiser l'utilisation des véhicules particuliers et réduire sensiblement le budget déplacement des ménages. Aussi, en 2016, la Région avait lancé, en partenariat avec l'ADEME, un appel à projets afin de soutenir des projets aussi bien portés par les acteurs publics que privés qui s'engageraient dans le déploiement :

- d'aménagements en faveur du covoiturage (projets neufs ou réaffectation de places existantes pour le covoiturage) ;
- de systèmes de mise en relation de co-voitureurs potentiels ;
- d'actions de communication en faveur du développement de la pratique du covoiturage.

En 2020, la Région poursuivra le suivi technique et financier des projets lauréats.

De même, une démarche de recherche de foncier pour de nouvelles aires de covoiturage sera initiée en 2020.

### **3.1.4. Promotion des modes doux avec le Plan Régional Vélo**

La Région a engagé, depuis mars 2012, une démarche en faveur du développement du vélo comme mode de déplacement alternatif à la voiture. Ainsi, une réflexion a été lancée en 2013 pour décliner le « Plan National Vélo » à l'échelle du territoire de l'île de La Réunion par l'élaboration d'un « Plan Régional Vélo » (PRV). Ce plan local s'organise autour de 4 orientations stratégiques dont la mise en oeuvre concrète se traduit par le Schéma Directeur Réunionnais des Itinéraires Cyclables (S.D.R.I.C.) :

- coordonner les actions vélo à l'échelle de l'île ;
- créer des aménagements sécurisés, continus et lisibles ;
- déployer une offre de services coordonnée ;
- promouvoir le vélo.

Sa mise en oeuvre se poursuit par la réalisation d'études de faisabilité des boucles d'itinéraires cyclables identifiées au P.R.V.

S'agissant de la Voie Vélo Régionale (V.V.R.), son aménagement se poursuit. Après la livraison d'un 1er tronçon sur le secteur de Saint Paul en 2019 - du Cap Marianne à la bretelle de sortie Bellemène - le 2ème tronçon sera réalisé en 2020 permettant une continuité cyclable jusqu'au giratoire Sabiani, parallèle à la RN1A. Par ailleurs, la passerelle permettant aux vélos de franchir la ravine des Chèvres entre Sainte Marie et Sainte Suzanne doit être réalisée dans le cadre de l'Appel à Projet « Mobilités actives - Itinéraires cyclables » lancé par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire dans le cadre duquel le projet proposé par la Région a été retenu.

Par ailleurs, la Région étudie la définition du modèle économique d'un système de vélos libre-service adapté au contexte local. En effet, ces systèmes, qui connaissent un succès dans les centres urbains, pourraient constituer une solution pertinente sur notre territoire. Néanmoins, les aspects de gestion et d'exploitation sont rarement, voire pas, évalués. Cette étude permettra d'orienter les collectivités dans leurs démarches de déploiement de ce type de services. Celle-ci sera poursuivie en 2020.

### **3.1.5. Le développement des éco-mobilités et des modes de transports innovants**

En cohérence avec les orientations de la P.P.E., la Région a fixé en 2017 ses objectifs de déploiement de véhicules électriques sur le territoire et au sein de sa flotte de véhicules. En 2018, une étude d'implantation de bornes de recharge de véhicules sur le territoire réunionnais a été réalisée. Il s'agira, en 2019, de suivre la mise en œuvre des projets. De plus, en 2017 la Région a engagé une réflexion sur l'utilisation des biocarburants dans les transports en commun, avec pour objectif la mise en œuvre d'un projet pilote et expérimental de bioGNV sur les réseaux Car jaune et Citalis. En 2019, la Région et la CINOR ont engagé les études de faisabilité du projet et définiront les modalités du conventionnement entre nos deux collectivités.

Au-delà de l'alimentation des véhicules et des objectifs de réduction de leur consommation d'énergies fossiles, la Région réfléchit à des solutions d'optimisation de l'utilisation des véhicules particuliers au regard des innovations dans le domaine. Ainsi, une étude sur la définition d'un modèle réunionnais d'autopartage a été lancée en 2018 et s'achèvera en 2020.

### **3.1.6. Une amélioration de la gouvernance des transports de l'île**

Le Syndicat Mixte des Transports de La Réunion (SMTR) regroupe l'ensemble des acteurs publics des transports et permet de travailler conjointement dans de nombreux domaines, au bénéfice du développement des transports publics et de l'amélioration de l'offre de service aux usagers.

La Région, en sa qualité d'adhérente à cette structure, assure un suivi technique et financier de ses actions.

L'Enquête Ménages Grand Territoire qui a permis, en 2017, de disposer d'un outil indispensable à la connaissance fine des pratiques de mobilité à La Réunion, afin de mieux appréhender la mise en œuvre de solutions de déplacement de la population et

plus généralement à l'élaboration de politiques d'agglomération (S.C.O.T., P.D.U., P.L.H., etc.).

La mise en place d'une nouvelle gouvernance en 2020 devrait permettre de redéfinir le cadre partenarial, les orientations puis le plan d'actions du SMTR.

### **3.1.7. Le Plan Régional des Transports**

La Région souhaite définir des orientations claires et partagées dans le domaine des transports à l'échelle de l'île. Il s'agira de réaliser, sur la base du S.R.I.T. et du Plan Départemental de Transport, un document de planification, en concertation avec les acteurs du transport public, mais aussi avec les usagers et la population, dans un souci de transparence et de démocratie participative. Ainsi, ce document permettra de mieux appréhender les axes de progression nécessaires à l'amélioration du service rendu à l'utilisateur, et parallèlement, il permettra d'informer davantage sur l'action publique, les projets en cours et à venir.

Ce document pourra servir de base à la constitution du cahier des charges de la future DSP Car jaune (l'actuelle court jusqu'en 2024) afin de prendre en compte les évolutions récentes et à venir : RUN RAIL, TCSP sur RN, projets des AOMD, évolutions des réseaux urbains...

## **3.2. L'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES PROJETS DES AOMD**

La stratégie d'accompagnement technique et financier de la Région repose sur des cadres d'intervention à destination des AOMD (Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable). L'année 2019 verra la poursuite du financement :

- des opérations de TCSP
- des pôles d'échanges

### **3.2.1. La mesure FEDER 6.01 « Trans Eco Express »**

Ce cadre de financement est reconduit au titre du POE 2014-2020, avec deux modifications substantielles validées par la Commission européenne :

- Le plafonnement des subventions : 3 M€/km de TCSP (hors ouvrage) et 10,5 M€/km de TCSP (si ouvrage) ;
- La définition d'un indicateur de réalisation : 14,4 km de TCSP à l'horizon 2023.

Le plan de financement des projets éligibles comportera une part de FEDER de 60 % et une part régionale de 20 % des dépenses éligibles. Des projets CIVIS, TCO et CIREST sont d'ores et déjà financés ou en cours de conventionnement.



### **3.2.2. La mesure FEDER 4.08 « Pôles d'échanges et superstructures de transports »**

Ce cadre de financement permet de financer les opérations portées uniquement par les E.P.C.I., qui ont défini leurs priorités au titre des Investissements Territoriaux Intégrés.

Le plan de financement des projets éligibles comportera une part de FEDER de 70 % et une part régionale de 10 % des dépenses éligibles (avec un plafonnement de 2 millions d'euros de subvention par projet).

Des projets de la CIVIS, de la CASUD, de la CIREST et du TCO sont d'ores et déjà financés ou en cours de conventionnement.

### **3.3. LA GESTION DU RÉSEAU INTERURBAIN « CAR JAUNE »**

Conformément aux dispositions de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), les compétences du Département en matière d'exploitation et de gestion du réseau interurbain « Car jaune » et des transports scolaires ont été transférées à la Région respectivement au 1er janvier et au 1er septembre 2017 (pour le transport scolaire). Pour mémoire, il est rappelé que :

- la délégation de service public en vigueur est assurée par le groupement Cap'Run dont le contrat a été signé pour 10 ans en 2014 ;
- le transport de voyageurs « Car jaune » s'organise autour de 16 lignes interurbaines ;
- le réseau armature « Car jaune » comprend environ 96 cars et 150 conducteurs regroupés au sein de 9 entreprises de transport ;
- le réseau interurbain « Car jaune » transporte environ 6,7 millions de passagers par an, pour 7,7 millions de km parcourus annuellement ;
- les transports scolaires interurbains sont délégués aux EPCI qui sont rémunérés par un forfait de 700 € par élève transporté (extra-muros).

L'année 2017 a vu le transfert de l'ensemble des contrats et donc des droits et obligations du Département vers la Région, ainsi que le transfert de 10 ETP. Les discussions avec le Département auront permis le transfert physique effectif de 6 agents le 01/09/2018 ainsi que les transferts financiers courant 2019.

Après une période d'analyse et de prise en main de la compétence « transports interurbains » par la Région, plusieurs actions ont été entreprises, visant à améliorer le service rendu à l'utilisateur s'étalant sur 2018 et 2019 :

- les travaux dans les gares transférées pour une remise aux normes et une amélioration du confort des usagers (Saint-Denis, Saint-Benoît, Saint-Pierre, Saint-Joseph) ;
- la mise en accessibilité des arrêts, après diagnostic, état des lieux et programmation des actions ;
- la mise en place d'une nouvelle billettique avec acquisition des titres par des solutions en ligne et possibilité de titres dématérialisés ( via smartphone) ;
- la mise en place d'un système d'information des voyageurs permettant d'avoir accès aux informations sur le réseau en temps réel, tant aux arrêts que dans les véhicules ;
- le déploiement d'un calculateur d'itinéraires intégrant les réseaux urbains ;

– l'optimisation de l'offre de service après l'exploitation des résultats de l'audit lancé en 2017 et les négociations avec le délégataire afin d'améliorer et de renforcer l'offre, ce qui devrait conduire à la création d'environ 35 nouveaux emplois.

Enfin, en 2019, de nouveaux véhicules dont trois cars à étage ont été mis en service sur le réseau, ce qui a permis de renforcer l'offre de transports, en particulier aux périodes de pointe sur les lignes saturées.

En 2020, de nouvelles améliorations et renforts importants devraient encore intervenir sur le réseau Car Jaune, suite au travail qui s'est poursuivi en 2019 sur le contrat de DSP (négociation sur projets d'avenants) dans l'enveloppe des moyens transférés à la Région avec la compétence transport.

### **Pour le financement de la politique régionale de la mobilité et des transports :**

En investissement:

**Pour le financement des infrastructures des EPCI:  
Chapitre 908 nature 2041411/2045**

**AP : 900 000 €  
CP : 2 983 473 €**

**Pour le financement des acquisitions de mobilier urbain :  
Chapitre 908 nature 2041511/20421**

**AP : 0 €  
CP : 420 000 €**

**Pour le financement des études TEE sous maîtrise d'ouvrage Région :  
Chapitre 908 nature 2031**

**AP : 100 000 €  
CP : 700 000 €**

**Pour le financement des travaux sur les gares routières :  
Chapitre 908 nature 21351**

**AP : 0 €  
CP : 1 000 000 €**

**Pour le financement du Run Rail :  
Chapitre 908 nature 2031**

**AP : 9 614 597 €  
CP : 1 000 000 €**

**Pour le financement des acquisitions foncières du RRTG :  
Chapitre 908 nature 2118**

**AP : 400 000€  
CP : 400 000 €**

En fonctionnement :

**Pour le financement de « TEE – Divers fonctionnement » :  
Chapitre 938 nature 6281**

**AE : 112 000 €  
CP : 172 000 €**

**Pour le financement de « divers communication TEE » :  
Chapitre 938 nature 6238**

**AE : 50 000 €  
CP : 50 000 €**

**Pour le financement du Plan Régional Vélo :  
Chapitre 938 nature 6188**

**AE : 70 000 €  
CP : 70 000 €**

**Pour le financement de l'exploitation des pôles d'échanges :  
Chapitre 938 nature 6283/611**

**AE : 67 840 €  
CP : 207 840 €**

**Pour le financement du co-voiturage :  
Chapitre 938 nature 65748**

**AE : 50 000 €  
CP : 50 000 €**

**Pour le financement du budget annexe transports (transfert de compétence) :  
Chapitre 938 nature 65732**

**CP : 19 744 872 €**

#### **4. LE RÉSEAU ROUTIER NATIONAL : UNE MAINTENANCE SOUTENUE - DES INVESTISSEMENTS ACCOMPAGNANT LA CROISSANCE, LE DÉVELOPPEMENT - UNE PLUS GRANDE ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - L'AMÉLIORATION DE L'IMAGE**

À ce jour, ce réseau se compose de 393 km de Routes Nationales, dont 140 km sont à 2 × 2 voies, auxquelles il convient d'ajouter 112 km d'échangeurs et bretelles, ce qui représente un total de 645 km de voiries. Ces 645 km de voirie forment le réseau principal et structurant des routes de La Réunion, supportant plus de 70 % du trafic total de l'île.

La Collectivité a en charge la gestion et la maintenance de ce réseau, de ses chaussées et accotements, mais également de ses nombreux ouvrages, équipements et accessoires (7 tunnels, 3 tranchées couvertes, 738 ponts ou ouvrages d'art, 650 murs de soutènement, 160 portiques et potences, 53 bassins ou cuves de traitements des eaux de pluie, plus de 800.000 m<sup>2</sup> de filets et grillages et 65 000 m<sup>3</sup> de gabions en ouvrages de protection contre les chutes de pierres, mais aussi le Centre Régional de Gestion du Trafic, 85 Panneaux à Messages Variables, 140 caméras, 60 stations de comptage, 20 locaux techniques, 6 pluviomètres...).

Ce patrimoine routier doit être suivi, entretenu régulièrement et réparé en temps utile, en particulier pour les ouvrages d'art qui par nature sont plus sensibles à des risques de rupture brutale. Les procédures en vigueur au sein de la DRR, qui ont fait suite notamment à l'effondrement du pont de la rivière St Étienne en 2007, permettent d'avoir une bonne connaissance de l'état de notre patrimoine, qui est suivi régulièrement, et qui fait l'objet de visites post cycloniques systématiques. Certains ouvrages plus sensibles sont répertoriés et font l'objet d'un contrôle renforcé.

Le pont Bailey, posé à l'entrée d'Îlet Furcy sur la RN 1005, dimensionné pour une crue quinquennale devra également faire l'objet d'une surveillance et d'une exploitation particulière en cas d'alerte Crue (ainsi que la RN 1005 elle-même) et ce jusqu'à son remplacement par la nouvelle route sécurisée à l'étude.

Concernant le secteur routier, **les propositions s'inscrivent dans la continuité des orientations antérieures, à savoir, la poursuite des investissements avec d'une part la suite des grands chantiers et d'autre part le maintien de l'effort de conservation et de modernisation du réseau et des ouvrages d'art.** En outre, ces investissements prennent en compte les indispensables aménagements en faveur des transports en commun, afin de leur épargner les effets de la congestion et d'en rendre l'utilisation plus attractive.

Compte tenu des nouvelles contraintes budgétaires en investissement et de l'impact de la baisse de la TSCC sur le budget FIRT, de nouveaux arbitrages au niveau des travaux sur les routes seront opérés. La sécurité et la pérennité du réseau et des ouvrages restent ainsi des critères de priorisation très importants.

Par ailleurs, La Région **poursuit les opérations engagées de requalification des routes**, particulièrement celles ayant une vocation touristique affirmée notamment la route des Plages, la route des Laves, la route des Plaines, la route de Cilaos ou la route du Volcan.

Les réalisations opérationnelles s'accompagnent de plus de missions nécessaires à leur mise en œuvre :

– **Volet relations avec les Collectivités** : les relations avec les autres collectivités, particulièrement les communes et les communautés d'agglomération seront favorisées pour permettre l'adhésion de tous aux projets régionaux.

– **Volet foncier** : la maîtrise foncière avant la réalisation de travaux neufs ou d'amélioration du réseau routier, les régularisations foncières et la délimitation du domaine public routier liée au transfert des routes nationales à la Région Réunion se poursuivront en 2020.

#### **4.1. LA CONSERVATION SOUTENUE DU PATRIMOINE ROUTIER RÉGIONAL**

Dans la continuité de la politique de renforcement des chaussées du réseau routier national, il est prévu de poursuivre d'une part, **la réhabilitation des sections dégradées** et d'autre part, **le maintien en état normal des chaussées actuelles ainsi que des ouvrages d'art**. De très gros investissements ont déjà été réalisés ces 8 dernières années. L'année à venir sera elle aussi **concernée par un ensemble d'opérations réparties sur tout le territoire régional**. Cet effort de conservation du patrimoine reste aussi nécessaire afin d'éviter la dégradation du patrimoine régional, plus particulièrement pour les ouvrages d'art, qui aurait inévitablement pour conséquences de lourdes mais incontournables dépenses de réparation.

##### **4.1.1. Programme de renforcement de chaussées et conservation du patrimoine**

Des opérations réparties entre les quatre micro-régions et sur l'ensemble des itinéraires, en fonction des priorités liées à l'état du réseau et des chaussées sont régulièrement effectuées et se poursuivront en 2020. Le programme de grosses réparations sur ouvrages d'art (étanchéité, couche de roulement) se poursuivra également après des campagnes conséquentes déjà réalisées en 2018 et 2019.

##### **4.1.2. Sécurisations et fluidification du réseau**

La sécurité des usagers sur les routes nationales est une des préoccupations majeures avec mise aux normes des anciens itinéraires par rapport à la réglementation actuelle. **En 2020 seront programmées sur l'ensemble de l'île des actions visant à poursuivre la mise aux normes des dispositifs de retenue, de la signalisation directionnelle sur le réseau routier.**

En vue de moderniser les outils de gestion et d'exploitation du réseau, **l'optimisation et le développement des équipements dynamiques sur RN ainsi que le déploiement de l'outil SIGER (Système Informatique de Gestion et d'Exploitation de la Route) seront poursuivis .**

**Des études et des travaux portant sur des itinéraires ou des carrefours isolés seront engagés** (gestion automatisée par feux d'itinéraires saturés, création de giratoire, dénivellation, complément d'échanges...) en différents points du réseau routier national, afin de sécuriser et/ou de fluidifier des intersections et la desserte de certaines zones.

Certains de ces réaménagements nécessiteront des accords préalables des communes concernées en vue du déclassement de la voie concernée lorsque celle-ci ne présente plus aucun intérêt en termes de maintien dans le réseau routier national géré par la Région. Des ouvrages hydrauliques ou d'assainissement seront également repris.

Enfin, la sécurisation de certains axes soumis à des risques naturels se poursuivra en études, en procédures et en travaux.

#### **4.1.3. Entretien et exploitation du réseau**

Un budget annuel, permet de maintenir en bon état au quotidien les 645 km du réseau routier afin de garantir la sécurité des usagers. Il permet également de répondre à des besoins spécifiques ou ponctuels. Il est à noter que les dégâts cycloniques occasionnés sur le réseau routier peuvent générer d'importantes dépenses non prévues initialement et dépasser les provisions constituées pour des événements plus courants. En 2019, la saison cyclonique a été exceptionnellement calme. Cependant certains travaux débutés en 2018 n'ont été achevés qu'en 2019, à l'image du remplacement de la passerelle d'Ilet à Furcy par un second pont Bailey, destiné à garantir la continuité de la RN5 et l'accès à Cilaos en cas de fortes crues.

#### **4.1.4. Le Centre Réunionnais de Gestion du Trafic**

**La construction d'un nouveau CRGT au Chaudron, en projet depuis plusieurs années, doit se concrétiser dès l'année prochaine.** Les travaux sont en cours et le déménagement est envisagé en 2020 – 2021 avec pour enjeu majeur, le maintien d'un centre opérationnel en saison cyclonique de novembre 2020 à avril 2021. La bascule de l'actuel CRGT sur le nouveau site est donc soumis à un calendrier très contraint.

### **4.2. DES INVESTISSEMENTS ACCOMPAGNANT LE DÉVELOPPEMENT**

Outre l'aménagement de la Nouvelle Route du Littoral, la Collectivité poursuit sa politique de grands travaux destinés à doter l'île d'infrastructures visant à accompagner l'aménagement et le développement du territoire. Les études, concertations, procédures et travaux se poursuivront donc sur plusieurs opérations dont la déviation de Saint Joseph (RN2), le nouveau pont sur la rivière Saint-Denis (RN1), la Nouvelle Entrée Ouest de Saint Denis (RN1-RN2), la déviation Est de Saint-Pierre (RN2), la création d'une collectrice à Cambaie pour fluidifier la circulation sur cette section de RN1 très fortement congestionnée.

### 4.3. UNE PLUS GRANDE ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

L'existence de points de congestion routière exige d'apporter des améliorations au réseau afin de faciliter le déplacement des usagers et ainsi accroître la productivité globale des acteurs sous son aspect déplacements et mobilités de ces derniers. Ces améliorations s'inscrivent dans un contexte de développement économique du territoire, notamment avec l'implantation de nouvelles zones d'activités, qu'il convient de desservir.

Dans ce cadre, **plusieurs échangeurs existants sur le réseau routier structurant à 2x2 voies font l'objet de projets de réaménagement sur différents secteurs de l'île (secteur Est et Sud), de création (secteur Ouest et Sud), qui seront programmés en études**, et après obtention des autorisations administratives requises, de travaux.

Le développement du réseau passe aussi par la construction de nouveaux ponts, **les travaux d'un nouveau franchissement sécurisé se poursuivent sur la rivière des Galets**. Des études et travaux se poursuivent également sur d'autres ouvrages (ravine du Gol à Saint-Louis, ravine des Grègues à Saint-Joseph).

Après la concertation conduite en 2019, les études opérationnelles du projet de sécurisation à long terme de la RN 5 entre les Aloès et Ilet Furcy seront engagées afin de permettre un démarrage au plus tôt des travaux de la voie nouvelle sécurisée. Celle-ci doit en effet au plus vite venir se substituer aux aménagements provisoires - submersibles et fusibles - réalisés en 2018 pour rétablir en urgence l'accès au cirque de Cilaos.

### 4.4. L'AMÉLIORATION DE L'IMAGE

L'objectif de ces opérations est d'améliorer l'image et l'attractivité de l'offre touristique régionale appliquée au domaine routier. Les études et les travaux à mener concernent des itinéraires à plus forts enjeux touristiques notamment la RN5, route de Cilaos, seul axe routier desservant ce cirque, ainsi que la route des laves (RN2) et la route des plages (RN1A).

L'accompagnement du développement touristique est également pris en compte par le développement d'une signalisation touristique et culturelle spécifique, par le biais de la construction de la Voie Vélo Régionale dont la mise en œuvre du programme se poursuit et enfin par les études et l'aménagement de certaines routes forestières, à fort enjeu touristique et principalement situées dans les Hauts (route du volcan, route du Tévelave, parkings Grand Étang et des Makes...). Cet axe implique aussi l'embellissement des itinéraires, la requalification et la valorisation de délaissés routiers et enfin la sensibilisation des usagers sur le sujet des déchets. Cela reste en effet un réel problème au regard de ce qui est collecté régulièrement aux abords des chaussées par nos services.

Certaines de ces actions peuvent bénéficier du soutien de l'Union Européenne (Voie Vélo Régionale, routes forestières).

Enfin, dans ce domaine, les mesures en faveur de la réduction du bruit aux abords des grands axes reste aussi un sujet important, qui est abordé dans le cadre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), dont la mise en œuvre du programme quinquennal de mesures se poursuivra en 2020 (PPBE 1ère échéance approuvé en 2018).

Enfin, la Région a reçu mandat de la commune de Sainte-Rose pour porter le projet de restauration du pont suspendu de la rivière de l'Est, classé monument historique en 2018, au stade des études. Le projet de restauration est évalué à 11 M€ à l'issue des premières études réalisées en 2019. Le projet reçoit à ce stade le soutien financier de l'État (ministère de la Culture) et pourrait également recevoir celui de l'Union Européenne. En 2020, sont envisagés des travaux de confortement de l'ouvrage dans l'attente de la restauration et la suite des études opérationnelles destinées à permettre le lancement de l'appel d'offres travaux. Un plan de financement devra préalablement être acté.

Il est proposé dans ce cadre de poursuivre l'opération sous maîtrise d'ouvrage mandatée, la Commune n'ayant pas les moyens de piloter un tel projet. La Région mettra en outre en place le préfinancement nécessaire (couverture en autorisations de programme) pour permettre de lancer l'appel d'offres.

**Pour le financement des dépenses du réseau routier national, de la VVR et des routes forestières :**

En investissement :

**Pour le financement du programme régional route :  
Chapitre 908 nature 2151/2188/...**

**AP : 60 035 403 €  
CP : 44 216 527 €**

**Pour le financement des pistes forestières :  
Chapitre 908 nature 4581**

**AP : 100 000 €  
CP : 2 080 000 €**

**Pour le financement de la Voie Vélo Régionale :  
Chapitre 908 nature 238/2031/2151**

**AP : 2 500 000 €  
CP : 2 000 000 €**



**Pour le financement des subventions aux communes pour les travaux routiers :**

**Chapitre 908 nature 2041412/2041411**

**AP : 5 000 000 €**

**CP : 1 000 000 €**

**Pour le financement de divers investissements de la DRR :**

**Chapitre 908 nature 21351**

**AP : 50 000 €**

**CP : 50 000 €**

**Pour le financement de la subvention d'équipement au SMPRR :**

**Chapitre 908 nature 2041581**

**AP : 300 000 €**

**CP : 300 000 €**

**Pour le financement des travaux routiers réalisés par le SMPRR :**

**Chapitre 908 nature 238**

**AP : 2 200 000 €**

**CP : 2 200 000 €**

**Pour le financement de la piste de la rivière des Galets :**

**Chapitre 908 nature 2041412**

**AP : 150 000 €**

**CP : 90 000 €**

**Pour le financement de la restauration du pont de la rivière de l'Est :**

**Chapitre 908 nature 4581**

*(opération à réaliser sous mandat de la commune de Ste Rose)*

**AP : 11 000 000 €**

**CP : 300 000 €**

En fonctionnement:

**Pour le financement des mesures d'accompagnement :**

**Chapitre 938 nature 6068/657832/...**

**AE : 100 000 €**

**CP : 100 000 €**

**Pour le financement des frais de gestion environnement aménagement et déplacements :**  
**Chapitre 938 nature 6281/6238...**

**AE : 50 000 €**  
**CP : 50 000 €**

**Pour le financement des frais divers de la DRR :**  
**Chapitre 938 nature 6188**

**AE: 50 000 €**  
**CP : 50 000 €**

**Pour le financement des réseaux et espaces verts :**  
**Chapitre 938 nature 61521/615231/...**

**AE : 2 025 500 €**  
**CP : 2 725 500 €**

**Pour le financement de la participation au SMPRR :**  
**Chapitre 938 nature 6561**

**AE : 1 800 000 €**  
**CP : 1 800 000 €**

**Pour le financement de la participation au SMPRR (pm dépenses Direction de la Logistique) :**  
**Chapitre 938 nature 6561**

**AE : cf. budget DL**  
**CP : cf. budget DL**

**Contribution du secteur « routes et transports » au développement de l'emploi**

Au regard des chiffres du projet de budget 2020, le secteur « routes et transports » contribuera de la façon suivante au développement de l'emploi : le chantier de la Nouvelle Route du Littoral générera de façon théorique 1 024 emplois\*, dont 768 emplois directs. L'observation de l'emploi, mis en place, a ainsi mesuré 1 500 emplois directs, en moyenne générés par cette opération sur sa durée, dont l'intensité annuelle va cependant maintenant baisser du fait de l'achèvement des travaux des premières sections de digue et du grand viaduc), avec des montants annuels investis en baisse (pic d'activité passé, il se concentrait sur 2017-2019). Les autres chantiers routiers devraient générer 425 emplois\*, dont 319 emplois directs. Les subventions versées aux EPCI au titre du transport pour le financement des infrastructures ainsi que les dépenses sur les gares routières généreront 32 emplois.

*\* Si on considère qu'1 M€ investis dans les travaux publics génèrent 6 emplois, dont 6 directs, 1 indirect et 1 induit (source FNTP).*

## **5. UNE POLITIQUE RÉGIONALE DE GRANDS TRAVAUX POUR LA RÉALISATION D'ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ DANS LES COMMUNES ET L'AMÉLIORATION DU QUOTIDIEN DES FAMILLES RÉUNIONNAISES**

### **5.1. LE PLAN DE RELANCE RÉGIONAL**

Le Plan de Relance Régional intervient auprès des communes depuis 2010 pour le financement des projets de construction et de réhabilitation des équipements publics.

En 2016, la deuxième génération du Plan de Relance a été validée, réaffirmant ainsi le soutien du Conseil Régional aux acteurs de la commande publique et aux entreprises du BTP. A ce jour, ce dispositif a accompagné **715 projets pour une participation régionale de 387 millions d'euros**.

**L'initiative régionale a permis de réaliser 800 millions d'euros de travaux en faveur de l'économie locale**, ce qui représente environ **11 000 emplois générés**.

Au-delà des équipements réalisés ou rénovés, l'injection de ces fonds publics directement dans le secteur économique (par le biais des marchés publics) a permis également aux entreprises de poursuivre leur activité. En témoigne le nombre de marchés, soit **plus de 2 864 marchés passés pour 849 entreprises concernées** sur la période.

Cependant, le niveau d'équipements demeure encore inférieur à la moyenne nationale où 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Si bien qu'il convient aujourd'hui de réinterroger l'utilisation des fonds publics afin de l'adapter au regard des situations les plus nécessiteuses notamment en faveur des territoires les plus fragiles.

Dans cet objectif, la collectivité poursuivra les efforts entrepris en faveur de plus de solidarité et de cohésion entre les territoires en priorisant les quartiers concernés par politique de la ville et les zones des Hauts de l'île.

### **5.2. LA MISE EN COHÉRENCE DE L'ACTION PUBLIQUE**

**L'intervention régionale continuera de s'articuler avec le PO FEDER 2014-2020 afin de mobiliser en priorité les fonds européens ainsi que des financements de droit commun s'agissant :**

- des travaux de rénovation thermique dans les bâtiments publics (cf fiche mesure FEDER 4.05),
- des travaux d'équipements dans les Hauts (cf fiche mesure FEDER 7.05),
- des opérations cofinancées par les différents dispositifs de l'État (DAC OI, FEI, DETR, ANRU, CNDS, PDV...),
- des opérations cofinancées par le Département au titre du Pacte de Solidarité Territoriale (PST).

L'articulation avec l'ensemble des dispositifs existants est ainsi encouragée.

L'accent sera mis également sur le respect de la **clause d'insertion sociale** pour conforter l'emploi sur la base d'un partenariat établi avec les collectivités. Cette disposition vient en effet en appui aux politiques de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale.

### 5.3. LE RÉÉQUILIBRAGE DU TERRITOIRE

Le territoire réunionnais présente des différences, selon la taille et la localisation des villes ou des quartiers. Les zones littorales et les grands bassins de vie sont les lieux privilégiés du développement économique. Les grandes communes bénéficient pour la plupart de ressources financières plus conséquentes et accèdent plus facilement à l'emprunt contrairement aux petites communes qui disposent de budgets limités.

La zone des Hauts subit bien souvent un enclavement qui a pour effet d'en éloigner l'activité. Elle est également moins dotée en équipements publics et de proximité. Ce sont des territoires qui rencontrent de grandes difficultés pour maintenir leur population et développer l'activité économique.

La Région poursuivra les orientations adoptées au cours de l'année 2019 en faveur des territoires fragiles à considérer et à accompagner. En 2020, grâce à une bonification des subventions attribuées, une attention particulière sera portée aux communes de -15 000 habitants ainsi qu'aux quartiers situés dans **la zone des Hauts** et dans **les périmètres prioritaires de la politique de la ville**.

Les 49 quartiers prioritaires de La Réunion concentrent les indicateurs de précarité les plus importants. A travers cette politique volontariste de la Région d'investir dans les écarts et dans les quartiers défavorisés, il s'agit de recréer du lien social et de lutter contre les inégalités avec des équipements publics de proximité de qualité.

### 5.4. UN ACCOMPAGNEMENT DYNAMIQUE DU DISPOSITIF

Le partenariat est largement établi depuis 2010 entre la Région et l'ensemble des collectivités. A travers le Plan de Relance Régional, la collectivité régionale contribue à la relance de l'économie locale depuis 2010 en appui des communes.

Au regard des volumes financiers engagés, il s'agit à ce stade de capitaliser cet investissement afin d'évaluer et d'éclairer plus encore sur la réalisation de ces projets en termes **d'intérêt public et de bénéfice à la population**.

Le suivi financier et de l'exécution des travaux seront accentués dans la perspective **d'accompagner jusqu'à leur terme les 219 conventions en cours, soit un reste à mandater d'environ 70 millions d'euros**.

Le budget consacré en 2020 au PRR II sera de 14,98 M€ en AP et de 17,55 M€ en CP, réparti comme suit :

**Pour le Plan d'Aide aux Communes :****AP 210-0005 - Chapitre 902 - nature 2041412****AP : 5 340 000 €****CP : 6 550 000 €****AP 210-0004 - Chapitre 903 - nature 2041411 / 2041412****AP : 5 340 000 €****CP : 7 000 000 €****AP 210-0006 - Chapitre 905 - nature 2041412****AP : 2 300 000 €****CP : 2 000 000 €****AP 210-0007 - Chapitre 907 - nature 2041412****AP : 2 000 000 €****CP : 2 000 000 €**

## **5.5. AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES FAMILLES RÉUNIONNAISES – LA CONSTRUCTION ET LA RÉHABILITATION DES LOGEMENTS**

Les actions de la collectivité s'inscrivent dans le cadre d'une prise en compte, pour les bénéficiaires, du parcours résidentiel avec des actions ciblées sur l'amélioration de l'habitat privé ou encore pour favoriser l'accès à la propriété de logements sociaux.

### **5.5.1. L'amélioration du parc privé de logements**

En application de la loi NOTRe qui précise que la Région « *promeut le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitation* » (article L.4221-1 modifié du CGCT), la collectivité a décidé d'intervenir pour accompagner l'amélioration du parc privé de logements.

Le cadre d'intervention a été adopté par la commission permanente du 31 mai 2016 et prévoit une aide maximale de 20.000€ au bénéfice de familles défavorisées qui ont le statut de propriétaire occupant pour réaliser des travaux d'amélioration de leur habitat. Le diagnostic social et technique de l'habitat est confié à des opérateurs agréés, le PACT Réunion (devenu SOLIHA) et la SICA Habitat Rural. Ces derniers ont en charge toute l'ingénierie administrative, technique et financière pour le montage des dossiers.

Le dispositif engagé depuis fin 2016 est pleinement opérationnel et a atteint un rythme de croisière avec la prise en charge, en moyenne, de 450 à 500 nouveaux dossiers par an. Cependant les moyens ouverts en 2020 ne pourront permettre de tenir ce rythme et n'autorisent la prise en charge que de 200 nouveaux dossiers d'amélioration de l'habitat.

Face à la forte demande, il est proposé en 2020 d'ouvrir la gestion déléguée à d'autres opérateurs qui disposent des agréments nécessaires et également de voir avec les opérateurs comment mieux réguler le flux de demande, en tenant compte de nos capacités d'engagement.

Enfin, le dispositif pourra être ajusté en 2020 en tenant compte des résultats de l'étude/audit lancée en 2019 sur le calcul des frais de traitement des dossiers par les opérateurs et, le cas échéant, en faisant évoluer les modalités de gestion.

### **5.5.2. La réhabilitation du parc locatif social et l'accèsion au logement**

#### **La réhabilitation thermique**

Ce programme qui a fait l'objet d'un appel à projet lancé en 2015 par la Région Réunion, permet de mener conjointement l'amélioration du cadre de vie et du confort des résidents et de lutter contre la précarité énergétique. Ce dispositif est mis en œuvre avec une mission d'assistance par la SPL Horizon Réunion.

En 2020, il s'agira d'achever les opérations (taux d'exécution de 80%) et de tirer un bilan global de l'exécution de ces opérations, afin de déterminer avec les bailleurs qui disposent du recul nécessaire en termes d'ingénierie technique et administrative pour conduire ce type d'opérations, les conditions éventuelles de relance d'un nouveau programme.

#### **La réhabilitation du parc locatif social avec accession**

Le cadre d'intervention adopté par la commission permanente du 31 mai 2016 prévoit un premier axe concernant la réhabilitation des logements sociaux avec accession à la propriété de l'occupant. Reposant sur un partenariat avec les organismes de logement social, l'aide, qui reste ciblée sur les logements individuels groupés en bande, est plafonnée à 20.000€/logement et couvre tous types de travaux : remises aux normes, rénovation thermique, réhabilitation générale...

En 2017, la Région s'est engagée financièrement avec la SHLMR et la SIDR pour un montant total de 2,8 M€ concernant la réhabilitation de 212 logements. Ce programme est en cours de réalisation et devrait se finaliser en 2020/2021.

Deux nouvelles opérations lancées fin 2019 avec deux bailleurs sociaux débiteront en 2020 ; l'une avec la SEMADER pour la réhabilitation de 40 logements sociaux sur la commune de Sainte Suzanne, la seconde avec la SIDR pour la réhabilitation de 106 logements dans le quartier du Chaudron.

### **5.5.3. Les garanties d'emprunt**

La collectivité régionale intervenait depuis 2013 à hauteur de 7,5 %, à parité avec le Département, pour apporter une garantie des prêts sur fonds d'épargne contractés par les bailleurs sociaux auprès de la caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de logements sociaux.

Ce dispositif ayant pris fin en 2016, il conviendra en 2020 d'accompagner les toutes dernières opérations qui émergeaient à la LBU 2016.

Depuis 2013, l'intervention de la Région a porté sur un montant total garanti de 45,8 M€ pour la construction de 5 912 logements.

#### **5.5.4. La construction de la Ville Réunionnaise de demain**

L'accroissement de la population a pour conséquence des besoins accrus en termes de logements, d'infrastructures et d'équipements publics. La production de logements, notamment de logements sociaux, reste une priorité à La Réunion.

Selon l'enquête « Budget de famille 2011 » de l'INSEE parue en Août 2014, en 2011 les ménages réunionnais consacrent la moitié de leur budget à trois grands postes de consommation que sont les transports, le logement, et l'alimentation. S'agissant du logement, les ménages réunionnais y consacrent 13,2 % de leur budget. Les ménages locataires réunionnais consacrent une part plus importante, soit un quart de leur budget, à ce poste de dépense.

Ainsi, améliorer le pouvoir d'achat des ménages nécessite d'agir notamment sur les dépenses liées au logement.

La construction de la Ville Réunionnaise de demain doit être « incluante », c'est-à-dire qu'elle ne doit exclure aucune catégorie de personnes. Une des clefs de réussite de cette « Ville pour tous » passe par la maîtrise de l'aménagement de l'espace public. Cet espace public est vecteur de cohésion sociale et de cadre de vie agréable.

La production de logements, et notamment des logements sociaux, est tributaire de la capacité des collectivités à équiper le foncier, afin de construire cette Ville Réunionnaise de demain. L'enjeu est de permettre aux Réunionnais d'accéder à un logement décent, à un prix abordable.

C'est dans ce contexte qu'en 2018, la Région a mis en place deux cadres d'intervention finançant d'une part l'aménagement permettant la construction des opérations de logements intermédiaires (FRAFU : Fonds Régional d'Aménagement Foncier Urbain), et d'autre part les aménagements d'espaces publics structurants en complément du dispositif du FEDER existant.

Ainsi, en 2020, la Région Réunion continuera ainsi d'apporter son soutien financier à la construction de la ville réunionnaise de demain, notamment à travers la mise en œuvre de ces deux cadres d'intervention précités. Il s'agira notamment d'accompagner la SEDRE dans la réalisation de la ZAC Renaissance III qui prévoit la réalisation de 500 logements dans une première phase 2018/2022 et la SEMADER pour la réalisation d'un espace public au sein de la ZAC de Bois d'Olives.

#### **En 2020, il s'agira :**

- **de poursuivre la mise en œuvre du dispositif d'amélioration du parc de logement privé ;**
- **d'achever la réalisation des projets de réhabilitation thermique, énergétique et qualité de vie des logements sociaux,**
- **d'accompagner la réalisation des opérations de réhabilitation au titre du parc locatif social débouchant sur une accession à la propriété et instruire de nouvelles opérations à engager ;**
- **de poursuivre l'instruction des projets s'inscrivant dans les cadres d'interventions FRAFU et Espaces Publics Structurants mis en place en 2018 ; et dans ce cadre, d'accompagner notamment la réalisation du**

**projet de ZAC Renaissance III à Saint-Paul et de la ZAC Bois d'Olives à Saint-Pierre.**

**Pour l'amélioration du parc privé de logements :**

**Chapitre 905 - nature 20422**

**AP : 7 200 000 €**

**CP : 5 730 000 €**

**Pour la réhabilitation du parc locatif social avec accession et réhabilitation thermique :**

**Chapitre 905 - nature 204182**

**AP : 0 €**

**CP : 1 584 000 €**

**Pour la construction de la Ville Réunionnaise de demain :**

**Chapitre 905 - nature 2041482 / 204182**

**AP : 1 200 000 €**

**CP : 905 000 €**

**Contribution du secteur « aménagement » au développement de l'emploi**

**9 emplois** créés ou maintenus seront générés par les travaux (FRAFU).



## FICHE PROGRAMME – SECTEUR AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Intitulé du programme : **1 – L'aménagement et le développement du territoire pour relever le défi de la pauvreté et du manque d'emplois**

– Les actions principales prévues en 2020 :

- Maintenir la contribution régionale aux structures de gouvernance (GIP Bois Rouge, GIP Ecocité, SMP) ;
- Accompagner la réalisation des études liées au projet Pôle Portuaire Industriel et Énergétique de Bois Rouge, et les décliner dans les grandes priorités régionales ;
- Accompagner la mise en œuvre opérationnelle du projet Ecocité, la réalisation des études liées au projet « Ecocité » et les décliner dans les grandes priorités régionales ;
- Accompagner le développement de l'aéroport de Pierrefonds s'inscrivant dans un plan stratégique de développement et d'investissements pluriannuels de la plate-forme aéroportuaire ;
- Contribuer au programme d'investissement du GPMDLR dans le cadre du PO FEDER 2014/2020 ;
- accompagner l'aéroport Roland Garros dans son projet de développement, à travers notamment les fonds européens dédiés ;
- accompagner le développement et les projets de croissance d'Air Austral à travers la SEMATRA.

– Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Dispositifs/ Actions	Actions 2020	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		Indicateurs 2020
		AP	CP	AE	CP	
<b>Accompagner les projets d'aménagement et de développement structurants du territoire</b>						
Zone aéroportuaire de Pierrefonds	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Maintenir la contribution régionale au fonctionnement annuel de la structure</li> <li>– Accompagner le développement de l'aéroport s'inscrivant dans un plan stratégique de développement et d'investissements pluriannuels</li> </ul>	-	-	242 K€	242 K€	Participation Région aux dépenses de fonctionnement du SMP
Ecocité insulaire et tropicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Apporter la contribution régionale au fonctionnement annuel de la structure</li> <li>– Contribuer aux financements des études pré-opérationnelles</li> </ul>	170 K€	595 K€	105 K€	105 K€	Participation de la Région aux dépenses de fonctionnement et d'investissement du GIP « Ecocité La Réunion ».

Port de Bois Rouge	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Maintenir la contribution régionale au fonctionnement annuel de la structure</li> <li>– Contribuer aux financements des études pré-opérationnelles</li> </ul>	200 K€	260 K€	20 K€	20 K€	<p>A partir des résultats des études sur la partie terrestre, mise en place d'appels à projets ou manifestation d'intérêts.</p> <p>Accompagnement dans la démarche d'élaboration d'un plan guide</p> <p>Participation de la Région aux dépenses de fonctionnement et d'investissement du GIP PPIEBR</p>
Aéroport Roland Garros et de la ZAA Pierre Lagourgue	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Accompagner le programme d'investissements prévu en phase 2 du programme de développement de l'aéroport</li> <li>– Contribuer à la mise en œuvre du contrat d'axe</li> </ul>	100 K€	-	-	-	Conventionnement de participation financière FEDER et Région aux actions du programme de développement de l'aéroport.
<b>MESURES VISANT À AMÉLIORER LA DESSERTE AÉRIENNE DE L'ÎLE</b>						
Le développement d'Air Austral à travers la SEMATRA	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Poursuivre l'accompagnement, en investisseur avisé, de la compagnie Air Austral à travers la SEMATRA</li> <li>– Suivre la mise en œuvre de l'accord de partenariat stratégique signé par la filiale Air Austral avec Air Madagascar.</li> </ul>	-	-	-	-	Évaluation des synergies générées par le partenariats Air Austral avec Air Madagascar
<b>TOTAL :</b>		<b>470 K€</b>	<b>855 K€</b>	<b>367 K€</b>	<b>367 K€</b>	

**BP 2020– Fiche programme**  
**Secteur « grands chantiers, transports et déplacements »**

**Les actions prévues au programme 2020**

**2 - La poursuite du chantier de la Nouvelle Route du Littoral sécurisée avec TCSP sans péage**

- Poursuite du chantier initié en 2014,
- Achèvement des premiers grands marchés de travaux que sont le grand viaduc et les 4 premiers tronçons de digue (marché MT5.1),
- Poursuite des travaux du viaduc de l'échangeur de Saint-Denis, reliant la NRL à la RN6 ;
- Poursuite des travaux de la digue comprise la Grande Chaloupe et La Possession,
- Engagement des travaux de chaussés, de réseaux, d'assainissement et d'équipements (distribution électrique, sécurité, exploitation)

**3 - La politique régionale de mobilité durable et les actions en faveur du transport – le projet de Run Rail de Sainte-Marie à Saint-Denis**

- Poursuite des actions en faveur de l'intermodalité et des transports en commun (RRTG, pôles d'échanges, covoiturage, plan régional vélo, éco-mobilités et modes de transports innovants, amélioration gouvernance des transports de l'île),
- Poursuite des études du projet « Run Rail » entre Ste-Marie et St-Denis, mise en place d'une gouvernance partagée et renforcée avec le projet CINOR TAO et études des prolongements dans ses différentes branches
- Accompagnement financier des projets des A.O.M.D. (TEE, Pôles d'échanges et superstructures de transports),
- Gestion du réseau interurbain « Car jaune »

**4 - Le réseau routier national : une maintenance soutenue – des investissements accompagnant la croissance, le développement – une plus grande attractivité du territoire – l'amélioration de l'image**

- Soutien de l'effort de conservation du patrimoine de la Région,
- Poursuite des études et travaux conduits pour le développement et la sécurisation du réseau,
- Poursuite des investissements pour améliorer l'image touristique de l'île au travers de ses infrastructures
- Poursuite des études opérationnelles de la RN5 sécurisée entre les Aloès et Ilet Furcy
- Poursuite des travaux du nouveau pont de la rivière des Galets,
- Lancement des travaux du Nouveau Pont sur la Rivière St Denis
- Débat public NEO sous l'égide de la CNDP

**Le budget 2020 :**

<b>ACTIONS</b>	<b>BUDGET 2020</b>			
	<b>Investissement</b>		<b>Fonctionnement</b>	
	<b>AP</b>	<b>CP</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Nouvelle Route du Littoral	0 €	128 000 000 €	504 339 €	454 339 €
Mobilité durable – Transports	11 014 597 €	6 503 473 €	349 840 €	549 840 €
Mobilité durable Transports pour budget annexe (DSP Car jaune,...)				19 744 872 €
Réseau routier national dont investissements pour les transports, les vélos et les RF	81 335 403	52 236 527 €	4 025 500 €	4 725 500 €
<b>TOTAL GCTD</b>	<b>92 350 000 €</b>	<b>186 740 000 €</b>	<b>4 879 679 €</b>	<b>25 474 551 €</b>

**BP 2020– Fiche Programme**  
**Secteur Plan d'aide aux communes**

**5.1. Le Plan de Relance Régional 2ème génération (PRR II) – Équiper nos villes en équipements publics de proximité au service de la population**

**Les actions prévues au programme 2020 :**

- Une intervention plus large en faveur des équipements,
- Le financement de l'eau pour les petites communes,
- Une cohérence de l'action publique,
- Une réflexion prospective des équipements,
- Une volonté de lutter contre le diabète.

**Le budget 2020 :**

ACTIONS	BUDGET 2020			
	Investissement		Fonctionnement	
	AP	CP	AE	CP
Plan d'aide aux communes	14 980 000 €	17 550 000 €	0 €	0 €
<b>TOTAL PLAN D'AIDE AUX COMMUNES</b>	<b>14 980 000 €</b>	<b>17 550 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

## FICHE PROGRAMME – SECTEUR POLITIQUE RÉGIONALE DE GRANDS TRAVAUX POUR LA RÉALISATION D'ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ DANS LES COMMUNES ET AMÉLIORATION DU QUOTIDIEN DES FAMILLES RÉUNIONNAISES

Intitulé du programme : **5.5 – Améliorer le quotidien des familles réunionnaises – La construction et la réhabilitation des logements**

### – Les actions principales prévues en 2020 :

- Poursuivre la mise en œuvre du dispositif d'amélioration du parc de logements privés,
- Achever la réalisation des projets de réhabilitation thermique, énergétique et qualité de vie des logements sociaux,
- Accompagner la réalisation des opérations de réhabilitation au titre du parc locatif social débouchant sur une accession à la propriété et instruire de nouvelles opérations à engager,
- Accompagner l'aménagement du foncier en ciblant les interventions de la Région sur des opérations structurantes contribuant à construire la Ville Réunionnaise de demain.

### – Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Dispositifs/ Actions	Actions 2020	INVESTISSEMENT		Indicateurs 2020
		AP	CP	
<b>Amélioration du parc Privé de logements</b>				
- Amélioration du parc privé	-Poursuivre le dispositif en l'adaptant à la demande des familles	7 200 K€	5 730 K€	– 1500 familles aidées depuis 2017 – Montant de l'aide allouée 20000€
<b>Réhabilitation du parc locatif social et accession au logement</b>				
- Réhabilitation thermique	- Suivre les opérations déjà engagées avec les différents bailleurs	-	484 K€	– 331 logements réhabilités depuis 2011 (2,264M€ engagés)
– Réhabilitation du parc locatif social avec accession	– Suivre les opérations déjà engagées avec les différents bailleurs	-	1 100 K€	- 3,6 M€ octroyés depuis 2016 - 213 logements en cours de réhabilitation (taux moyen de réalisation : 75 %)

<b>La construction de la ville réunionnaise de demain</b>				
Espaces publics structurants	-Poursuivre l'instruction des projets s'inscrivant le cadre d'intervention régionale -Suivre les opérations déjà engagées	1 200 K€	905 K€	- Nature des opérations sélectionnées - Nombre d'opérations financées
FRAFU	-Poursuivre l'instruction des projets s'inscrivant le cadre d'intervention régionale -Suivre les opérations déjà engagées			- Nature des opérations sélectionnées - Nombre d'opérations financées
<b>TOTAL</b>		<b>8 400 K€</b>	<b>8 219 K€</b>	



**PILIER 2 : ENGAGER LA 2<sup>ÈME</sup> GÉNÉRATION DES GRANDS CHANTIERS RÉUNIONNAIS**

---

**COMMISSION N°3 :  
COMMISSION DES GRANDS CHANTIERS,  
DES TRANSPORTS ET DES DÉPLACEMENTS (CGCTD)**

**I – LES PRINCIPALES ACTIONS**

**1. L'AMÉNAGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE POUR RELEVER LE DÉFI DE LA PAUVRETÉ ET DE LA CRÉATION D'EMPLOIS**

- Accompagner la réalisation du Pôle Portuaire Industriel et Énergétique de Bois Rouge
- Accompagner le développement de l'aéroport de Pierrefonds et de sa zone d'activités
- Accompagner la création de la future Ecocité Insulaire et Tropicale
- Soutenir le développement de la plate-forme aéroportuaire et l'aménagement de la zone arrière aéroportuaire incluant la ZAA Pierre Lagourgue
- Accompagner le développement et les projets visant à améliorer la desserte aérienne de l'île : le développement d'Air Austral à travers la SEMATRA

**2. LA POURSUITE DU CHANTIER DE LA NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL SÉCURISÉE AVEC TCSP SANS PÉAGE**

- Poursuite du chantier initié en 2014,
- Achèvement des premiers grands marchés de travaux que sont le grand viaduc et les 4 premiers tronçons de digue (marché MT5.1),
- Poursuite des travaux du viaduc de l'échangeur de Saint-Denis, reliant la NRL à la RN6 ;
- Poursuite des travaux de la digue compris entre la Grande Chaloupe et La Possession,
- Engagement des travaux de chaussés, de réseaux, d'assainissement et d'équipements (distribution électrique, sécurité, exploitation),

### **3. LA POLITIQUE RÉGIONALE DES MOBILITÉS DURABLES ET ACTIONS EN FAVEUR DU TRANSPORT COLLECTIF**

- Poursuite des actions en faveur de l'intermodalité et des transports en commun (RRTG, pôles d'échanges, covoiturage, plan régional vélo, éco-mobilités et modes de transports innovants, amélioration gouvernance des transports de l'île),
- Poursuite des études du projet « Run Rail » entre Ste-Marie et St-Denis, mise en place d'une gouvernance partagée et renforcée avec le projet CINOR TAO et études des prolongements dans ses différentes branches
- Accompagnement financier des projets des A.O.M.D. (TEE, Pôles d'échanges et superstructures de transports),
- Gestion du réseau interurbain « Car jaune »

### **4. LE RÉSEAU ROUTIER NATIONAL : UNE MAINTENANCE SOUTENUE - DES INVESTISSEMENTS ACCOMPAGNANT LA CROISSANCE, LE DÉVELOPPEMENT - UNE PLUS GRANDE ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE – L'AMÉLIORATION DE L'IMAGE**

- Soutien de l'effort de conservation du patrimoine de la Région,
- Poursuite des études et travaux conduits pour le développement et la sécurisation du réseau,
- Poursuite des investissements pour améliorer l'image touristique de l'île au travers de ses infrastructures,
- Poursuite des études opérationnelles de la RN5 sécurisée entre les Aloès et Ilet Furcy,
- Poursuite des travaux du nouveau pont de la rivière des Galets,
- Lancement des travaux du Nouveau Pont sur la Rivière St Denis,
- Débat public NEO sous l'égide de la CNDP

### **5. UNE POLITIQUE RÉGIONALE DE GRANDS TRAVAUX POUR LA RÉALISATION D'ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ DANS LES COMMUNES ET AMÉLIORATION DU QUOTIDIEN DES FAMILLES RÉUNIONNAISES**

Le Plan de relance Régional 2<sup>e</sup> génération (PRR II) – Équiper nos villes en équipements publics de proximité au service de la population

- Une mise en cohérence de l'action publique
- Le rééquilibrage du territoire,
- Un accompagnement dynamique du dispositif.

Améliorer le quotidien des familles – la construction et la réhabilitation de logements :

- L'amélioration du parc privé de logements,
- La réhabilitation du parc locatif social et l'accèsion au logement,

- Les garanties d'emprunt,
- La construction de la ville réunionnaise de demain.

## **II – LES MONTANTS EN AP ET EN CP**

### **INVESTISSEMENT**

<b>Secteurs</b>	<b>AP en €</b>	<b>CP en €</b>
Projets structurants et de développement du territoire (1)	470 000	855 000
Nouvelle Route du Littoral (2)	0	128 000 000
Mobilité durable – Transports collectifs (3)	11 014 597	6 503 473
Réseau routier national (hors NRL) (4)	81 335 403	52 236 527
<i>S/total 2+3+4</i>	<i>92 350 000</i>	<i>186 740 000</i>
Equipements de proximité – Quotidien des familles réunionnaises (5)	23 380 000	25 769 000
<b>Total 1+2+3+4+5</b>	<b>116 200 000</b>	<b>213 364 000</b>

### **FONCTIONNEMENT**

<b>Secteurs</b>	<b>AE en €</b>	<b>CP en €</b>
Projets structurants et de développement du territoire (1)	367 000	367 000
Nouvelle Route du Littoral (2)	504 339	454 339
Mobilité durable – Transports (3)	349 840	549 840
Mobilité durable – Transports (délégation TC) (3)	0	19 744 872
Réseau routier national (hors NRL) (4)	4 025 500	4 725 500
<i>S/total 2+3+4</i>	<i>4 879 679</i>	<i>25 474 551</i>
Equipements de proximité – Quotidien des familles réunionnaises (5)	0	0
<b>Total 1+2+3+4+5</b>	<b>5 246 679</b>	<b>25 841 551</b>

## **PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITE**

**Sur la transparence et l'efficacité de la dépense publique,** la TSCC alimentant le FIRT qui est répartie entre la Région, le Département, les 24 communes et les 5 EPCI, autorités organisatrices de mobilité urbaine est une ressource affectée. Il est envisagé de faire chaque année un bilan spécifique rendu public de l'utilisation du produit de cette taxe par les collectivités bénéficiaires, dans l'objectif de mieux éclairer les citoyens sur les aménagements qui peuvent ainsi être réalisés localement (amélioration et sécurisation des routes, développement des infrastructures dédiées aux transports publics et aux modes doux).

Il conviendra également de mesurer avec le plus de précision possible les emplois générés localement par les investissements réalisés dans le secteur des routes et des transports. Au-delà des grands chantiers programmés, une attention particulière sera accordée aux plus petites opérations, accessibles aux PME.

La gouvernance des projets donnera lieu à un débat citoyen dont les modalités seront définies au terme des échanges d'ores et déjà engagés.

De même, afin que les meilleures solutions possibles soient trouvées en matière de transports et de déplacements, une réflexion sur une étude d'un projet global sera menée en commun. Ceci dans l'objectif de permettre la promotion du travail en synergie entre les différents partenaires et de faciliter la définition d'un projet multimodal cohérent à long terme, synonyme de développement durable.

**SYNTHÈSE DES INDICATEURS DU PILIER 2****AMÉLIORER L'ÉTAT DU RÉSEAU ROUTIER**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Réalisation cumulée depuis 2016 (non compris 2019)
2.1	Taux de réalisation du chantier de la NRL	90 %	14 %	41 % (1)
2.2	Linéaire de réseau routier réhabilité ou créé	103,5 km	18,2 km	102,7 km
2.3	Nombre d'ouvrages d'art réhabilités ou créés	101	7	60

(1) Pour info : 66 % en cumulé depuis le début de l'opération

<b>INDICATEURS DE RÉSULTAT</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Tendance observée
2.4	Nombre de jours de perturbations de transports par an	Non quantifiable	43,7 jours	Pas de tendance : 0 à l'ouverture de NRL

**FACILITER LES TRANSPORTS COLLECTIFS ET/OU ALTERNATIFS A LA VOITURE INDIVIDUELLE**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Réalisation cumulée depuis 2016 (non compris 2019)
2.5	Longueur de TCSP réalisé sur le TEE	11,7 km	0 km	3,8 km
2.8	Nombre de places de covoiturage soutenues par la Région	400	100	200
2.9	Nombre de km de piste cyclable construits ou réhabilités	13,45 km	0 km	8,5 km

INDICATEURS DE RÉSULTAT				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Réalisation 2016
2.6	Temps de transport moyen des transports en commun en heure de pointe sur le linéaire aménagé	<u>Saint-Pierre-Saint-Denis:</u> O1 : 1h30  <u>Saint-Paul-Saint-Denis:</u> O4 : 50 min  <u>Saint-Benoît-Saint-Denis:</u> E2 : 1h00	<u>Saint-Pierre-Saint-Denis:</u> O1 : 1h40  <u>Saint-Paul-Saint-Denis :</u> O4 : 1h00  <u>Saint-Benoît-Saint-Denis:</u> E2 : 1h10	<u>Saint-Pierre-Saint-Denis :</u> O1 : 1h46  <u>Saint-Paul-Saint-Denis :</u> O4 : 1h03  <u>Saint-Benoît-Saint-Denis :</u> E2 : 1h20
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Réalisation cumulé depuis 2016
2.7	Nombre de voyageurs transportés en transport collectif	48,64 millions	44,2 millions	Méthodologie calcul en cours redéfinition

### CONSTRUIRE LES GRANDS ÉQUIPEMENTS DU TERRITOIRE

INDICATEURS DE RÉALISATION				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Réalisation cumulée depuis 2016 (non compris 2019)
2.10	Superficie des installations aéroportuaires créées ou aménagées	0	0	0
2.11	Plan de relance régional : taux de réalisation du PRR	200 M€	35,7 M€	100 M€

### ACCÉLÉRER LA RÉNOVATION DES LOGEMENTS

INDICATEURS DE RÉALISATION				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Réalisation cumulé depuis 2016 (non compris 2019)
2.13	Nombre de logements sociaux réhabilités	800	95 (en cours)	212
2.14	Nombre de logements privés améliorés	2400	546	1079

# BUDGET PRIMITIF 2020 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

## PILIER 3 : LIBÉRER LES ENTREPRISES, LIBÉRER LES ÉNERGIES

### POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

L'action économique de la Région Réunion s'inscrira en 2020 dans un contexte général caractérisé notamment par le dernier exercice de la programmation communautaire 2014 – 2020 et par l'échéance du régime actuel de soutien à la production locale au titre de l'octroi de mer.

Dans le domaine des interventions en faveur des entreprises, sur la base du bilan du PO FEDER 2014 – 2020 et au regard des préoccupations fortes exprimées lors de la crise sociale de fin 2018, la Région Réunion s'attachera à amplifier ses actions en faveur des porteurs de projets en recourant davantage à l'ingénierie financière (prêts, garantie d'emprunt,...) pour soutenir les projets de création, de développement, de transmission d'entreprises dans les secteurs prioritaires tels que l'agro-alimentaire, le numérique, le tourisme, la pêche et l'aquaculture.

L'effet levier des instruments financiers, dans un contexte de raréfaction des ressources publiques, permettra ainsi à notre collectivité de soutenir le développement économique et les entreprises de façon aussi volontariste que par le passé tout en optimisant ses moyens budgétaires.

Globalement, les propositions budgétaires pour le pilier 3 en partie II et III (hors montants déjà inclus dans les autres piliers de la mandature) et pour le pilier 7 en partie III se répartissent comme suit :

	<b>AP -AE 2020</b>	<b>CP 2020</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>33 577 000,00 €</b>	<b>30 469 083,00 €</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>26 110 266,00 €</b>	<b>19 866 357,91 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>59 687 266,00 €</b>	<b>50 335 440,91 €</b>

---

## ÉCONOMIE

---

### **1. CRÉER LES CONDITIONS DE RELANCE DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET RENFORCER LE POUVOIR D'ACHAT DES RÉUNIONNAIS**

#### **1.1. L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE : RENFORCER ET ADAPTER LES SOUTIENS AU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES LOCALES POUR FACILITER LE PARCOURS DU PORTEUR DE PROJET ET CRÉER DES EMPLOIS**

Pour l'année 2020, les actions suivantes seront mises en œuvre :

- Mise en œuvre de la simplification des dispositifs d'aides du PO FEDER 2014-2020, initiées en 2019 afin de réduire les délais d'instruction ;
- Déclinaison opérationnelle des propositions de modifications des critères d'éligibilité des aides en faveur des investissements des entreprises, ainsi que la création de nouvelles mesures au titre du PO FEDER 2014-2020 ;
- Renforcement de l'accompagnement humain des entreprises demandeuses ;
- En lien avec les réflexions visant à faire évoluer l'octroi de mer, réduire davantage les surcoûts résultant de l'éloignement notamment ;
- Sur fonds propres de la collectivité, compléter ces leviers de développement de l'entreprise autant en matière d'emploi qu'en matière d'investissement : Prime Régionale à l'Emploi, aides à la production audiovisuelle par le biais du dispositif du fonds de soutien à l'image, soutien au secteur de l'économie circulaire, aide à la transition numérique des TPE et mise en place d'un dispositif d'aides directes en fonds propres destinés à répondre à l'urgence de certaines situations difficiles des entreprises, mais également à pallier l'inéligibilité des projets de certaines TPE aux fonds européens.

**Chapitre budgétaire: 906 AP : 5 686 K€ – CP : 4 926 K€**  
**Chapitre Budgétaire: 936 AE: 3 057 K€ – CP: 2 430 K€**

#### **1.2. RENFORCER LE SOUTIEN AUX SECTEURS PRIORITAIRES : CONFORTER LA FILIÈRE PÊCHE – AQUACULTURE EN FAVORISANT SON DÉVELOPPEMENT ET SA STRUCTURATION**

Malgré un contexte réglementaire européen défavorable qui ne permet pas de prendre pleinement en compte les potentialités de développement de ce secteur, notre collectivité poursuivra en 2020, dans le cadre de financements européens et/ou sur fonds propres, ses actions en faveur de ce secteur, afin d'accroître la compétitivité et la viabilité des entreprises de façon durable.



Cette politique se déclinera en deux axes :

– le soutien aux investissements en mer et à terre (production, transformation, valorisation, commercialisation) ;

– les aides en faveur de la structuration et de l'accompagnement de la filière (Caisse de Garantie contre le chômage et les intempéries des marins pêcheurs de La Réunion, Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins – CRPMEM – de La Réunion, Institut bleu, projet Océan Métiss...).

**Chapitre budgétaire : 906 AP : 1 885 K€ – CP : 1 170 K€**  
**Chapitre budgétaire : 936 AE : 532 K€ – CP : 482 K€**

### **1.3. DÉVELOPPER LES INSTRUMENTS D'INGÉNIERIE FINANCIÈRE**

Le Fonds de Fonds (FdF) « La Financière Région Réunion » de 50 Millions d'euros a été créé le 12 septembre 2017.

Il a permis la mise en place de deux instruments financiers : « i-Run by BFC » géré par la BFC-OI (prêts en faveur des TPE-PME réunionnaises) et « FCPI ESSOR PME LA REUNION » géré par APICAP (opérations en fonds propres - haut de bilan).

En complément de ces instruments, la mise en place d'un nouvel outil au cours de l'année 2020, la FCPI Entrepreneurs 974 (portée par APICAP) constituera le maillon manquant dans la couverture des opérations en Fonds Propres à la Réunion, en particulier dans la phase de « transmission ».

L'exercice 2020 sera consacré en outre à l'étude de la mise en œuvre de deux nouveaux instruments :

– Un fonds souverain en partenariat avec Réunion Active qui sera composé de 4 compartiments (section financement de l'Innovation, section financement du « retournement & rebond », section Économie Sociale et Solidaire, section TPE / PME)

– Un fonds de garantie qui vise à sécuriser les prêts inter-entreprises, conformément aux dispositions de loi "Macron".

Enfin, l'instrument financier en faveur de la pêche côtière, en partenariat avec le groupe BRED, à hauteur de 250 K€ sera reconduit en 2020.

**Chapitre budgétaire : 906 AP : 1 900 K€ – CP : 2 100 K€**

## **2. ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE : UN AMÉNAGEMENT DU FONCIER ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉ**

### **2.1. UN CADRE RÉGLEMENTAIRE ET FISCAL À FAIRE ÉVOLUER, ET UNE PRIORITÉ : LA RECONDUCTION DU DISPOSITIF DES DIFFÉRENTIELS DE TAXATION À L'HORIZON 2020**

La Commission Européenne procédera à un examen de la décision du Conseil du 17 décembre 2014, qui arrive à échéance le 31 décembre 2020, avant un éventuel renouvellement du régime de différentiels de taxation au titre de l'octroi de mer avant la fin 2020.

Afin de faire valoir sa position, la Région a manifesté son souhait de participer, en tant qu'acteur, aux échanges préparatoires et autres groupes de travail qui seraient créés dans le cadre du processus de négociation avec l'État d'une part et la Commission d'autre part .

Par ailleurs, la Région s'attachera à poursuivre l'amélioration du régime d'exonération à l'importation en faveur des activités économiques et à faire évoluer le régime de taxation en prenant en compte l'ensemble de la fiscalité indirecte, y compris la TVA.

L'année 2020 devrait également ouvrir les échanges avec l'ensemble des Maires, concernant des propositions d'évolution partagées sur les répartitions de l'octroi de mer.

### **2.2. FINALISER LA COMMERCIALISATION DE LA ZAA PIERRE LAGOURGUE**

La collectivité souhaite redynamiser la commercialisation des parcelles restées vacantes afin d'accueillir des activités économiques en lien avec l'infrastructure aéroportuaire dans l'objectif de répondre aux besoins des entreprises locales en matière de foncier économique.

Ces projets devront s'inscrire dans le schéma d'aménagement de la zone compte tenu de la définition du futur tracé du RRTG « Runrail » et de l'implantation du Site de Maintenance et de Remisage (SMR).

### **2.3. PARTICIPER AUX DÉCISIONS DES COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL**

La Région veillera à la cohérence des demandes d'implantations des ensembles commerciaux sur l'île en périphérie des centres urbains à travers notamment sa présence au sein des Commissions Départementales d'Aménagement Commercial (CDAC).

### **2.4. ACCOMPAGNER LA CRÉATION ET LA MODERNISATION DES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (ZAE)**

En 2018, face aux difficultés à faire émerger des projets de modernisation des ZAE vieillissantes, le Comité National de Suivi a modifié les critères de sélection en

augmentant le taux de financement des projets. Celui-ci est passé de 55 % à 80 % pour la réalisation des travaux.

Aussi, en 2020 les crédits pourront être mobilisés plus facilement par la réalisation de diagnostics visant à faire l'état des lieux des zones d'activités à moderniser, voire par la réalisation de travaux.

De même, en 2020, la Région continuera à encourager la création et/ou l'extension de zones d'activités en finançant les études et les travaux nécessaires dans le cadre de la Fiche Action 8.01.

**Chapitre budgétaire : 906 AP : 3 800 K€ – CP : 750 K€**

## **2.5. DYNAMISER LES CENTRES-VILLES ET LES COMMERCES DE PROXIMITÉ**

### **2.5.1 Les commerces de proximité**

Depuis 2016, La Région Réunion accompagne aux côtés de l'État les commerces implantés dans les communes bénéficiaires du programme FISAC.

Pour 2020, il est proposé de lancer une réflexion avec les différents opérateurs et les acteurs économiques afin d'identifier les besoins en termes de rénovation des commerces de proximité, de mener un accompagnement à la diversification des services proposés et d'initier une mise en réseau de ces structures.

### **2.5.2 Dynamiser les centre-villes à travers le programme action cœur de ville**

Le programme « Action Cœur de ville », projet initié par l'État en 2019, est accompagné par la collectivité par une aide régionale sur 5 années. La Réunion compte 4 villes bénéficiaires sur les 222 Villes retenues au niveau national.

Le travail engagé en 2019 afin d'accompagner au mieux les petits commerces se concrétisera par la mise en place d'un cadre d'intervention régional spécifique.

### **2.5.3 Opération de revitalisation et d'animation commerciale**

Pour pallier le manque à gagner des commerçants dans les villes suite à la crise sociale de fin d'année 2018, l'État a proposé à plusieurs villes dans le cadre d'un appel à projets (cinq retenues éligibles à la Réunion) d'apporter une aide directe dans une opération de revitalisation et d'animation commerciale.

Deux des cinq communes ont d'ores et déjà sollicité un cofinancement à la Région.

## **2.5.4 Une charte régionale de dynamisation des centres-villes**

Afin de dynamiser nos villes et de les rendre plus attractives il est proposé de lancer une réflexion sur une charte de développement des villes et centres-villes dont le contenu opérationnel pourrait être articulé autour des thèmes suivants : concours d'architecte pour la mise en place d'une Porte de Ville, équipements utiles du Centre-Ville, fleurissement des centres-villes, numérique en ville...

**Chapitre budgétaire : 906 AP : 1 342 K€ – CP : 1 172 K€**

### **3. LE « TOURISME » : UN SECTEUR PRIORITAIRE, CRÉATEUR D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOIS, À DÉVELOPPER DANS UNE ÉCONOMIE INSULAIRE**

La progression soutenue du secteur du tourisme au cours de ces 5 dernières années a été freinée par les répercussions négatives de la crise sociale de fin d'année 2018 qui se sont poursuivies sur les premiers mois de la saison 2019, tant en termes de fréquentation que de réservations de séjours dans l'île.

Dans ce contexte, et tenant compte de ses contraintes budgétaires, la Région conduira en 2020 une politique en faveur du tourisme visant à la stabilisation de ce secteur et inscrira ses actions dans le cadre des axes stratégiques définis par le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de La Réunion (SDATR) adopté par la collectivité le 22 juin 2018.

L'objectif en 2020 sera à la fois de déployer un dispositif de gouvernance du schéma pour son appropriation et portage par l'ensemble des acteurs, et d'engager et poursuivre les chantiers opérationnels et les actions prioritaires définis dans ce document. Le but est d'atteindre les objectifs attendus par les acteurs privés et publics du tourisme à l'horizon 2025 : **630 M € de recettes extérieures générées par 750 000 arrivées touristiques, permettant la création de 17 000 emplois et de 20 000 lits marchands.**

#### **3.1. RENFORCER LE POSITIONNEMENT DE LA RÉUNION COMME DESTINATION DE SENSATIONS EXCEPTIONNELLES ET AUTHENTIQUES**

La Région mobilisera principalement les dispositifs financiers relevant du POE FEDER et du PDRR FEADER 2014-2020, qui entreront dans leur dernière phase de mise en œuvre.

Il s'agira ainsi de soutenir prioritairement la réalisation d'opérations à un stade opérationnel très avancé (bassins de baignade, port de plaisance de Saint-Gilles, sentier littoral) et d'accompagner la déclinaison des stratégies territoriales à visée économique et touristique (Portes et Itinéraires d'accès au Parc national et au Bien inscrit au patrimoine mondial, label ODYSSEA « Destinations Bleues d'excellence »).

Par ailleurs, notre collectivité au titre du dispositif national « France Tourisme Ingénierie » (FTI), soutiendra la concrétisation des investissements liés aux projets retenus dans ce cadre.

La Région maintiendra son implication au sein du Comité d'Orientations Stratégiques du Tourisme (COST) et poursuivra la mise en œuvre des actions dont le pilotage lui a été confiée (signalétique touristique, bassins de baignade et embellissement des itinéraires et sites touristiques).

### **3.2. ACCOMPAGNER LA PROMOTION DE LA DESTINATION**

Dans ce cadre, notre collectivité accompagnera le programme d'actions de l'Ile de La Réunion Tourisme (IRT) sous trois principaux angles :

- la promotion de notre destination et des opérations de communication associées sur les marchés extérieurs;
- l'accompagnement des porteurs de projets privés et publics, afin de mieux adapter l'offre et les produits aux attentes des clientèles et aux actifs des territoires;
- l'observation de l'activité touristique permettant de disposer d'indicateurs permanents et d'une veille stratégique.

### **3.3. DÉVELOPPER ET RENFORCER LE MARCHÉ LOCAL**

Il s'agira de renforcer l'attractivité, la qualité et la compétitivité de l'offre touristique afin de favoriser une consommation dans les meilleures conditions. A cet effet, il s'agit de :

- stimuler l'adaptation et l'accessibilité des offres en fonction des différents profils de clientèles et leur pouvoir d'achat, tout en assurant leur montée en gamme ;
- former et professionnaliser les acteurs du monde économique, culturel et éducatif ;
- structurer et consolider les filières (bien-être, loisir, culture...).

Les interventions des offices de tourisme et de la Fédération Réunionnaise du Tourisme (FRT) tiendront compte de ces paramètres pour la mise en œuvre de leurs actions en matière d'accueil, d'information, de communication et de professionnalisation des acteurs.

### **3.4. SOUTENIR LA COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR TOURISME ET ARTISANAL**

Dans le cadre du POE FEDER 2014-2020, la Région soutiendra les projets de création de structures hôtelières (objectif de 20 000 lits marchands à atteindre à l'horizon 2025) ainsi que les opérations de rénovation des structures existantes et leur montée en gamme avec une bonification particulière portée sur l'utilisation et la mise en valeur de mobiliers et d'artisanat locaux dans les investissements.

Le secteur de la restauration et des loisirs bénéficiera également d'un appui en vue de diversifier, de structurer et de qualifier l'offre, avec un accent particulier porté sur les loisirs et sports de nature devant faire l'objet d'un « contrat de filière ».

En qui concerne le milieu rural et les hauts de notre île, il s'agira de soutenir la création et la montée en gamme des structures d'hébergement de type gîtes et chambres d'hôtes, et de favoriser également la création de produits de découverte des terroirs autour de l'agrotourisme ou de l'identité culturelle qui leur est propre.

Par ailleurs, dans le cadre d'un dispositif expérimental, il s'agira de soutenir des petits projets émanant des territoires et favorisant « l'expérience visiteur » autour des spécificités culturelles et du patrimoine naturel de l'île. La mise en œuvre d'un cadre pour la création ou le développement d'une restauration typique et authentique sur l'ensemble du territoire sera par exemple privilégiée.

Dans le même esprit, le dispositif « Chèque Promotion Tourisme » sera redynamisé par une plus grande communication auprès des cibles potentielles.

### **3.5. IMPULSER UNE DYNAMIQUE AU SEIN DES FILIÈRES TOURISTIQUES**

Les loisirs et sports de nature, la culture et les patrimoines, la croisière ou bien encore le golf, ont été mis en exergue par le SDATR au vu de leur réel potentiel de croissance.

Il s'agira pour notre collectivité de poursuivre la mise en œuvre des contrats de filières amorcée en 2019, tels que celui lié à l'écotourisme prescrit par le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

D'autre part, afin de faire face aux perspectives de croissance attendues de la croisière dans la zone sud-ouest de l'Océan Indien et à La Réunion notre collectivité poursuivra l'accompagnement de cette activité en lien avec les acteurs concernés (FRT, Club croisière...).

Enfin, le golf, reconnu comme filière de niche sera soutenu. L'objectif est de gagner des marges de progrès afin d'en faire une composante affirmée de notre offre touristique.

### **3.6. AFFIRMER LA PRÉSENCE DE LA RÉUNION DANS SON ENVIRONNEMENT PROCHE**

Le SDATR recommande de poursuivre l'inscription de notre stratégie marketing dans celle déployée par la marque « Iles Vanille », visant une progression des parts de marché et de la diversification des clientèles pour la zone Océan Indien, et assurant au final à notre destination une plus grande visibilité et place au sein de cette dernière.

La Région apportera donc son soutien aux programmes d'actions de coopération touristique conduits par l'association « Îles Vanilles ».

Outre les opérations de promotion et de communication communes aux îles, les actions plus particulièrement menées en faveur de l'écotourisme, de la croisière et du golf, considérées comme porteuses en termes d'attractivité et de notoriété pour la zone, seront accompagnées.

**Chapitre budgétaire 936:**

- Animation touristique AE : 3 040 K€ – CP : 1 720 K€
- Promotion touristique AE : 9 475 K€ – CP : 8 030 K€

**Chapitre budgétaire 906:**

- Entreprises touristiques AP : 3 625 K€ – CP : 2 113 K€
- Animation touristique AP : 912 K€ – CP : 633 K€
- Aménagements touristiques AP : 240 K€ – CP : 1 100 K€

---

## NUMÉRIQUE

---

### NUMÉRIQUE : FAIRE DE L'ÉCONOMIE RÉUNIONNAISE UNE SOCIÉTÉ DIGITALE

Avec 1,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, 500 entreprises et près de 5000 salariés à La Réunion, la filière numérique joue un rôle central dans l'ensemble de l'économie en étant aujourd'hui au cœur de l'innovation dans la plupart des activités industrielles et de service.

Les technologies, produits et services numériques augmentent la compétitivité et améliorent la productivité des entreprises tant en générant des emplois. Pourtant une grande majorité du tissu des PME réunionnaises n'a pas encore entamé leur transition numérique. C'est précisément celle-ci que la Région a décidé d'accompagner ces dernières années en libérant tout le potentiel du numérique pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de moteur de croissance.

En concertation avec ses partenaires, la Région a choisi d'orienter son action autour de 3 priorités stratégiques, permettant de soutenir le développement de l'économie numérique :

- Le développement des infrastructures très haut débit (THD) ;
- L'amélioration des compétences et la formations aux métiers du numérique ;
- Le développement des services et des usages et l'accompagnement des entreprises dans leur transformation numérique.

## 1. DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES POUR AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

### 1.1. ASSURER LE DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT (THD) À LA RÉUNION

Donner à tous les réunionnais un accès à une offre en fibre optique (FttH – Fibre to the Home – Fibre optique jusqu'à l'abonné) tel est l'objectif d'ici 2022 du plan régional Très Haut Débit (THD).

La cohérence de celui-ci avec les initiatives privées est assurée à travers le Schéma Directeur Territorial pour l'Aménagement Numérique (SDTAN), dont la mise à jour a été adoptée par la Commission Permanente du 29 mars 2016.

Conformément au SDTAN, l'intervention publique régionale pour le déploiement du THD se concentre sur deux périmètres :

- Un périmètre ferme avec une action concentrée sur les 6 communes non ciblées par les opérateurs privés : Les Aviron, Salazie (cirque), Cilaos (cirque), Entre-Deux, Saint-Philippe, Sainte-Rose.
- Un périmètre conditionnel concernant 17 communes où des annonces ont été émises par les opérateurs privés, mais sur lesquelles les coûts de construction importants laissent présager d'éventuelles défaillances. Les tranches seront affermies en fonction du renoncement des opérateurs ou des constats de carence.

La tranche ferme représente environ 21 800 prises à déployer, avec des travaux spécifiques pour établir les tronçons de collecte vers les cirques de Cilaos et de Salazie.

Créée par l'assemblée plénière du 14 décembre 2017 et la Commission Permanente du 10 juillet 2018, la régie « Réunion THD » a récupéré en 2019 la maîtrise d'ouvrage du marché de déploiement du réseau de fibres optiques. Elle a également perçu les premières subventions de démarrage destinées à financer les investissements et le déficit d'exploitation des premières années de fonctionnement.

Les travaux réalisés dans le cadre de ce marché ont démarré en août 2019 (relevé d'infra). En 2020, la Région poursuivra le financement de ces investissements. L'effort de la Région sera modulé en fonction des montants FEDER et FSN (financement État) que percevra la régie.

## **Chapitre budgétaire : 905 AP 0 K € – CP 6 500 K€**

### **1.2. CONFIER LES MISSIONS D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE À LA RÉGIE THD**

Aujourd'hui pleinement opérationnelle, la Régie Réunion THD assure la maîtrise d'ouvrage du marché public global de performance Conception – Réalisation – Exploitation – Maintenance d'une infrastructure de communications électroniques à Très Haut Débit sur la Région Réunion. Ce marché a été attribué en 2019 aux sociétés ORANGE, SOGETREL et CIRCET.

Une avance a été versée aux cocontractants en juillet 2019, pour un total de 2 812 712,28€. Les déploiements sont programmés sur 2019-2022, avec une ouverture progressive de ce réseau au public. Les premières prises seront ainsi commercialisables dès la fin du premier trimestre 2020.

L'année 2020 sera principalement marquée par :

- La livraison de la 1ère tranche du réseau d'infrastructure de communications électroniques à Très Haut Débit. Cette étape entraînera les premières recettes pour



la Régie Réunion THD et la possibilité pour la population de la zone d'accéder au très haut débit.

- La fin de la DSP du réseau Gazelle.

**Chapitre budgétaire : 905 AP 7 868 K € – CP 1 850 K€**  
**Chapitre budgétaire : 935 AE 750 K € – CP 600 K€**

### **1.3. RENDRE EFFECTIFS LES ACCÈS HAUT DÉBIT DANS LES ZONES BLANCHES**

La prise en compte des outre-mers sur le site monreseau mobile.fr, facilite désormais le suivi du déploiement et de la qualité des services mobiles, notamment 4G, et la résorption, par ce biais de zones blanches (Mafate, Le Volcan, etc.).

La Gestion de cette problématique sera confiée à la régie Réunion THD.  
*(inclus dans les montants indiqués ci-avant).*

### **1.4. ASSURER LA CONTINUITÉ TERRITORIALE NUMÉRIQUE**

La Région suit avec attention deux projets structurants dans le domaine des câbles optiques sous-marins permettant la communication de La Réunion avec le reste du monde :

- La mise en œuvre du câble METISS, concurrent au câble SAFE, par les opérateurs privés.
- Le dispositif de subvention des opérateurs de télécommunications pour l'achat de capacités sur les câbles sous-marins piloté par l'État, à travers son Agence du Numérique. La Région évaluera en 2020 si une intervention complémentaire à ce dispositif est nécessaire pour garantir un niveau de qualité de service satisfaisant sur l'accès internet.

La gestion de la continuité territoriale numérique est confiée à la régie Réunion THD.  
*(inclus dans les montants indiqués ci-avant).*

### **1.5 ASSURER L'ÉVOLUTION DU RÉSEAU GAZELLE**

Le réseau régional de communication à haut débit Gazelle a été confié, par convention signée du 25 juillet 2007 puis par un avenant n°7 prolongeant sa durée initiale présenté le 16 juillet 2019, au groupement Mediaserv/Sogetrel/LD Collectivités auquel s'est substituée la société la Réunion Numérique jusqu'au 25 juillet 2020.

A cette date :

- devront être impérativement terminés tous les travaux de génie civil prévus dans la convention. Ceux-ci vont nécessiter un suivi encore plus pointilleux de la DSP, puisque le délai de validation par la Région des devis présentés par le délégataire, afférents à ces travaux, est de 48h.
- devrait être proche la fin du DSL dont l'arrêt permettrait d'envisager la reprise de Gazelle par la Régie Réunion THD.

*(inclus dans les montants indiqués ci-avant).*

## **1.6. DÉVELOPPER WIRUN**

Offrir un accès internet WI-FI gratuit aux réunionnais en mobilité, aux touristes sans roming ou encore aux étudiants en cours est l'objectif que poursuit la Région grâce au projet WIRUN.

Depuis 2016, un total de 78 sites ont été déployés, résultant d'un premier marché global terminé en août 2019. Ces hotspots WIRUN présentent une très bonne fréquentation : 26 000 utilisateurs uniques mensuels générant 160 000 sessions uniques au premier semestre 2019.

C'est aujourd'hui la Régie Réunion THD qui a repris la gestion de ces infrastructures numériques. Aussi, un second marché - pour une durée de deux ans reconductible une fois - par la Régie, permettra le déploiement d'une vingtaine de nouveaux sites à fin 2019 et d'une dizaine de nouveaux sites en 2020, portant le nombre total de sites à 110.

*(inclus dans les montants indiqués ci-avant).*

## **2. AMÉLIORER LES COMPÉTENCES DES HOMMES CONNECTÉS POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE (PILIER 1 ET 6)**

## **3. DÉVELOPPER DE NOUVEAUX USAGES ET SERVICES NUMÉRIQUES CRÉATEURS DE RICHESSES ET DE DÉVELOPPEMENT**

La loi sur la République Numérique de 2016 a précisé qu'un volet services et usages devait venir compléter les Schémas Directeurs Territoriaux pour l'Aménagement Numérique (SDTAN) afin de s'assurer d'une utilisation optimale des infrastructures mises en place sur le territoire et éviter le creusement d'une fracture numérique.

Dans ce cadre, la Région s'est fixée comme objectif de concilier l'ambition et les efforts en matière de déploiement d'infrastructures dans le cadre du plan Très Haut Débit avec une stratégie de développement de services numériques de proximité. Cette démarche est destinée à créer pour le territoire, un environnement numérique favorable, producteur de services et de richesse, tant pour le citoyen que pour le monde économique et d'y inscrire des valeurs fortes de citoyenneté, d'accessibilité, et de solidarité.

En outre, le développement des usages et services numériques est essentiel pour l'émergence de projets structurants, s'appuyant sur la mutualisation, adossés aux mesures du PO concernant notamment la e-administration et l'open data. Par ailleurs, cette stratégie permet d'adapter à un territoire insulaire la notion de territoire intelligent (Smart Island), maillant connectivité, développement durable et démocratie participative.

### 3.1. ACCENTUER LE RÔLE DE L'OBSERVATOIRE DU NUMÉRIQUE

L'Observatoire régional du numérique recueille, complète et interprète les données permettant :

- d'évaluer l'impact du numérique dans l'économie,
- de comparer La Réunion avec les autres pays de la zone Océan Indien et la métropole,
- d'anticiper les évolutions à venir et adapter les dispositifs en conséquence.

Alors qu'en 2019, la collectivité a publié les résultats de l'« étude sur la diffusion du numérique chez les particuliers » (enquête auprès d'un échantillon de 3000 personnes représentatives de la population réunionnaise), la Région souhaite avoir une meilleure connaissance de l'industrie numérique et ses besoins en 2020. Deux études sont prévues :

#### Étude sur les tiers-lieux :

Depuis plusieurs années, avec l'apparition de nouvelles formes d'organisation du travail, le territoire réunionnais a vu se construire un certain nombre de tiers-lieux, espaces hybrides au usages multiples : bureaux de travail partagés (espace de « coworking »), Fablabs (laboratoires de fabrication), pépinières d'entreprises, incubateurs... Ces nouveaux espaces et usages, fortement influencés par le digital, favorisent l'innovation et les méthodes de travail collaboratives.

La Région souhaite disposer d'une étude analysant les impacts générés par ces tiers-lieux, les demande des entreprises vis-à-vis de ces espaces, leurs besoins et les capacités des tiers-lieux à répondre à cette demande. L'objectif est de pouvoir dimensionner correctement l'accompagnement de la Collectivité au développement de ce type de structures.

#### Étude sur la filière numérique :

En 2020, la Région souhaite également effectuer une enquête sur les indicateurs liés à la filière numérique (typologie et segmentation des entreprises, CA, métiers...). Les objectifs techniques de l'enquête sont également de mieux connaître qualitativement les entreprises, leurs opinions et notamment leurs besoins spécifiques. La dernière étude sur le sujet date en effet de 2017.

**Chapitre budgétaire : 906 AP 100 K € – CP 180 K€**

### 3.2. ACCÉLÉRER L'INCLUSION NUMÉRIQUE

#### Déploiement des « Pass numériques »

La Région s'est engagé à créer un numérique inclusif en répondant à l'appel à projet de la Mission Société Numérique en juillet 2019 pour l'acquisition de plus d'un millier de « pass numériques ». L'État est co-financier à hauteur de 44 % sur un montant total de 107 100€.

Conçus sur le modèle des titres-restaurant, des carnets de 10 chèques « pass numérique » (d'une valeur unitaire de 10 €) seront remis en 2020 à des bénéficiaires en

difficulté numérique afin qu'ils puissent payer en totalité ou partiellement un accompagnement aux outils numériques dans un lieu de médiation situé à proximité.

### Participation au Hub Ultra Numérique

La Région Réunion est membre du consortium Hub UltraNumérique porté par l'association locale Solidarnum. Ce projet a été retenu en 2019 dans le cadre de l'appel à projets "Hubs France Connectée" organisé par la Caisse des Dépôts, aux côtés de 10 autres projets répartis sur toute la France, et bénéficie ainsi d'une dotation de 359 000 € de la CDC. La collectivité prendra ainsi pleinement part aux actions en faveur de l'inclusion numérique dans le cadre de ce consortium.

## **Chapitre budgétaire : 936 AE 0 K € – CP 107 K€**

### **3.3. Mettre en œuvre le contrat de filière du numérique**

Le contrat de filière numérique engage les acteurs principaux de la filière à un développement cohérent de plans d'action concourant au développement de celle-ci.

La gouvernance des comités de Filière Numérique (CFN) est pilotée par la Région et permet de fédérer dans une même instance la RÉGION RÉUNION, l'État (DIECTTE, SGAR...), et d'autres acteurs essentiels (DIGITAL RÉUNION, les chambres consulaires CCIR et CMA, ainsi que de nombreux autres acteurs privés et publics).

Au premier trimestre 2020, le contrat de filière devra être signé avant de suivre la mise en œuvre effective des actions définies dans le contrat.

### **3.4. Développer la plate-forme régionale d'Open data**

En 2019, la collectivité a lancé un marché d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage afin de l'accompagner dans la mise en ligne progressive de jeux de données. Le début de mission du prestataire est prévu durant le 4ème trimestre 2019 (pour une durée de mission globale de 24 mois).

L'ouverture des données de la collectivité s'inscrit dans une volonté de transparence démocratique. Par ailleurs, la diffusion de l'information publique accroît la lisibilité sur les missions et les actions de la Région Réunion, donne aux citoyens de nouvelles pistes pour évaluer sa politique publique et permet aux particuliers et aux entreprises d'accéder à des informations régionales publiques et créer à partir de celles-ci de nouveaux services numériques à forte valeur ajoutée.

En 2020, un accent sera porté sur l'enrichissement de la plateforme, la modélisation des processus de production des jeux de données ainsi qu'un plan d'action sur l'animation du dispositif au niveau du territoire.

## **Chapitre budgétaire : 905 AP 50 K € – CP 170 K€**

### **3.5. SOUTENIR ET RENFORCER LE SERVICE PUBLIC NUMÉRIQUE**

La collectivité régionale poursuivra son soutien aux projets de développement de l'administration numérique des collectivités de La Réunion au travers des mesures du FEDER (Axe 2 : e-administration et Open Data). Elle soutiendra notamment les projets retenus dans le cadre de l'AMI lancé en 2019.

Par ailleurs, la Région continuera l'exploitation de son portail relatif à la création d'entreprise en partenariat avec l'Agence France Entreprendre (AFE) dans le cadre du SAV.

**Chapitre budgétaire : 906 AP 260 K € – CP 150 K€**

### **3.6. Poursuivre les dispositifs de soutien à la transformation numérique des entreprises**

#### Les Chèques Numériques

Afin de favoriser la transformation numérique des TPE de l'île, et les inciter à se tourner vers l'offre de service TIC locale, la Région a mis en service un dispositif d'aide qui prend la forme d'une prise en charge partielle de prestations de services numériques.

Ce dispositif a été lancé en 2017 sous la forme d'un appel à projets suite à une décision favorable de la Commission Permanente réunie le 05 juillet 2016.

En 2019, la collectivité a reconduit ce dispositif qui répond à une très forte demande des petites entreprises sur la base d'un remboursement de 50 % des dépenses éligibles HT et plafonné à 2000 € HT. Un partenariat avec les chambres consulaires (CCIR et CMAR) a été mis en place afin qu'elles puissent intervenir auprès de leurs ressortissants sur la partie audit du dispositif. Cette subvention a été également élargie aux associations.

En 2020, suite au bilan qui sera effectué, il est proposé de pérenniser ce dispositif avec les ajustements éventuels nécessaires.

#### Les aides FEDER

La Région Réunion poursuivra en cofinancement avec le FEDER, son soutien à la création et au développement des petites et moyennes entreprises du secteur numérique grâce notamment aux Fiches actions dédiées du PO FEDER 2014-2020.

En complément aux fiches actions existantes pour soutenir les entreprises de la filière numérique, il a été proposé en 2019 la création d'une nouvelle mesure permettant l'accompagnement de la transformation numérique des TPE et des PME réunionnaises de tous les secteurs. Cette fiche est un outil complémentaire au chèque numérique et permettra de financer des projets digitaux plus structurants (plafond subvention fixé à 50 K€ et taux de subvention de 50%). Ce dispositif sera pleinement opérationnel en 2020.

## Les rencontres « Régionales du Numérique »

Accompagner la transformation numérique des entreprises est un enjeu sur lequel la collectivité œuvre depuis 2010. C'est dans ce cadre que se sont déroulées en 2019 les rencontres Régionales du Numériques afin de permettre aux entrepreneurs de découvrir et de cerner tout l'intérêt que peut représenter la dématérialisation pour leur structure. 4 sessions ont été proposées entre juin et octobre 2019 dans les 4 micro-régions (Nord/Sud/Ouest/Est).

Ciblant principalement les TPE et PME, chaque matinale propose une conférence sur les « enjeux de la transformation digitale » suivie d'ateliers thématiques (« premiers pas vers la digitalisation », « sécurité des données » ...) et de RDV personnalisés avec les services de la Région afin d'identifier les besoins propres à chacun et les financements possibles.

### Forum NXSE.

Dans la continuité de la démarche entreprise précédemment, la Région poursuivra son soutien au forum international « NxSE » consacrée à la thématique de la transformation numérique en Afrique et dans l'océan Indien. En 2020, la cinquième édition sera organisée afin de poursuivre les actions menées dans le cadre du développement de la filière numérique réunionnaise en vue de générer des partenariats entre La Réunion, les pays voisins de l'océan Indien et la Métropole.

**Chapitre budgétaire : 905 AP 0 K € – CP 10 K€**  
**Chapitre budgétaire : 906 AP 300 K € – CP 270 K€**  
**Chapitre budgétaire : 936 AE 140 K € – CP 140 K€**

## **3.7. DYNAMISER LE TOURISME NUMÉRIQUE**

Le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de La Réunion (SDATR) adopté lors de l'Assemblée Plénière régionale du 22 juin 2018 a défini les axes stratégiques du développement du tourisme pour la prochaine décennie.

Afin d'être en adéquation avec la croissance soutenue des changements technologiques notamment au niveau du numérique la Région en coordination avec les acteurs du tourisme a lancé au second semestre 2018 une étude qui a permis de définir sa stratégie d'intégration du numérique au secteur touristique et de son plan d'actions.

Sur la base de celle-ci, la collectivité a décidé de mettre en place un écosystème numérique régional propice à la digitalisation de l'opérationnel du tourisme, respectueuse des stratégies d'aménagement du territoire et de modèle de gouvernance touristique régional présentement établis.

Dans ce cadre, le plan stratégique du tourisme numérique sera finalisé à la fin de l'année 2019. Il indiquera les projections à moyen et à long terme de capitalisation sur la donnée et la façon dont l'économie touristique sera partie intégrante de notre société digitale. Par la suite, le projet d'intégration mutualisée du numérique au domaine du tourisme entrera pleinement dans sa phase opérationnelle en 2020.

**Chapitre budgétaire : 905 AP 70 K € – CP 70 K€**  
**Chapitre budgétaire : 935 AE 80 K € – CP 120 K€**

---

## AUDIOVISUEL ET CINÉMA

---

### **AUDIOVISUEL ET CINÉMA : FAIRE DE LA RÉUNION UNE TERRE DE CRÉATIVITÉ ET DE TOURNAGE, PROPICE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

La filière audiovisuelle, cinématographique et multimédia connaît depuis plusieurs années une croissance importante grâce aux actions de valorisation de l'île en tant que terres de tournages et à la réalisation grandissante de projets à diffusion nationale et internationale sur le territoire. Elle permet aux artistes réunionnais d'exprimer leurs sensibilité artistique tout en participant au développement économique de La Réunion. Pour ces raisons, il est de ce fait proposé pour l'année 2020 de poursuivre l'action régionale en faveur de cette filière à travers trois axes que sont :

- Le maintien du fonds de soutien et la signature de la nouvelle convention Région-CNC-Etat 2020-2022 ;
- L'accompagnement de la filière locale ;
- Les partenariats avec la FEMIS (École nationale supérieure des métiers de l'image et du son) et la région Ile-de-France.

#### **1. MAINTIEN DU FONDS DE SOUTIEN ET SIGNATURE DE LA CONVENTION REGION-CNC-ETAT 2020-2022**

La politique régionale en faveur de la création audiovisuelle, cinématographique et multimédia s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre la Région Réunion, le Centre National du Cinéma (CNC) et l'État (DAC de La Réunion). Celui-ci est formalisé par des conventions tripartites trisannuelles. Par le biais de ce conventionnement, le CNC apporte un soutien financier à la Région en proportion des montants effectivement engagés par la Collectivité.

En 2020, la prochaine convention-cadre pour la période 2020-2022 sera signée. Pour cette période, un maintien des dispositifs du fonds de soutien régional cofinancés par le CNC sera réalisé. Concernant l'année 2020, la participation financière de la Région dans le cadre de ce fonds sera au moins égale à celle votée pour l'année 2019.

Par ailleurs, dans le cadre d'un renforcement de la coopération de notre collectivité avec le CNC en 2020 une participation de celui-ci dans le financement de l'action régionale « Résidence d'écriture, Réunion tout en auteurs » organisée chaque année pour permettre à des auteurs d'écrire leurs premiers projets de long métrage de fiction sera mise en œuvre. Cette collaboration permettra d'accentuer la visibilité de cette résidence

d'écriture au niveau national et international et favoriser de ce fait les rencontres entre les auteurs locaux et leurs pairs.

Le dispositif national de soutien aux télévision locales sera également poursuivi par la collectivité régionale en cofinancement avec le CNC. Celui-ci encourage les apports en numéraire des diffuseurs dans le financement des projets audiovisuels et cinématographique en vue de la diffusion effective des œuvres produites à La Réunion.

**Chapitre budgétaire : 906 AP 3 370 K € – CP 3 611 K€**  
**Chapitre budgétaire : 936 AE 119 K € – CP 106 K€**

## 2. ACCOMPAGNEMENT DE LA FILIÈRE LOCALE

Parallèlement au soutien à la création audiovisuelle, cinématographique et multimédia, l'animation de la filière locale est aussi un axe important de la dynamique de ce secteur. Celui-ci permet, d'une part, aux professionnels locaux d'être accompagnés dans la réalisation de leurs projets et, d'autre part, à ceux-ci de rencontrer leurs homologues nationaux et internationaux lors de tournages réalisés dans l'île ou de valoriser leurs talents à des événements de référence afin de former de nouvelles collaborations.

L'accompagnement de la filière passe également par la réalisation de festivals permettant aux réunionnais d'apprécier la richesse et la diversité du cinéma. Aussi, une attention particulière sera accordée aux demandes de soutien pour ce type d'événements qui seront réalisés en 2020. Un festival du film de l'océan indien, soutenu par la Région, sera dans ce cadre organisé en coordination avec la filière audiovisuelle et cinématographique afin de valoriser les œuvres produites dans la zone. En outre, afin de valoriser les œuvres produites dans l'océan indien et favoriser leur accessibilité auprès du public, une cinémathèque de l'océan indien sera créée.

En 2020, le soutien à la production de jeux vidéos mis en place en 2019 sera aussi renforcé compte tenu du potentiel de ce secteur qui bénéficie d'une croissance soutenue au niveau mondiale. Celui-ci est tout comme l'audiovisuel et le cinéma, vecteur de retombées économiques positives pour les territoires qui accueillent ce type de projet.

**Chapitre budgétaire : 906 AP 569 K € – CP 444 K€**  
**Chapitre budgétaire : 936 AE 569 K € – CP 605 K€**

## 3. PARTENARIATS AVEC LA FEMIS ET LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

En 2019, la collectivité régionale a entamé des discussions avec La Fémis. Celles-ci ont pour objectif de permettre la mise en place de différents partenariats entre cette école de cinéma de renommée mondiale et La Réunion. L'insularité de notre territoire ainsi que son éloignement par rapport à la métropole constituent des contraintes significatives dans l'accès aux formations non présentes dans l'île. Aussi, l'objectif est de mettre en place en 2020 des actions qui favoriseraient la connaissance du contenu de l'offre de formation proposée par La Fémis par le biais d'informations à destination des lycéens. Une délocalisation à La Réunion des premières épreuves du concours d'entrée de l'école sera



aussi proposée. En outre, il s'agira aussi de favoriser l'organisation de modules de formations sur les thématiques de l'écriture et de la production qui n'existent pas à La Réunion actuellement.

Un partenariat avec la région Ile-de-France est également prévu pour l'année 2020. Celui-ci visera à favoriser les collaborations entre les professionnels réunionnais et franciliens. Une communication sera dans ce cadre établie entre les bureaux d'accueils des tournages des deux régions pour encourager la réalisation de projets communs. Une mutualisation des formations sera également mise en place s'agissant de la réalisation de films. Enfin, la création d'un festival du cinéma de l'Océan Indien en Ile-de-France sera proposée.

---

## INNOVATION ET RECHERCHE

---

### L'INNOVATION ET LA RECHERCHE COMME FACTEURS D'EXCELLENCE

L'innovation et la recherche contribuent de manière générale au développement des entreprises du territoire. La croissance de ces entreprises génère de façon directe ou indirecte des créations d'emplois ou permet de les maintenir.

### 1. STRUCTURER L'ÉCOSYSTÈME DE L'INNOVATION

Le développement de l'innovation dans les entreprises réunionnaises repose, notamment, sur des structures d'accompagnement spécialisées qui les aident et conseillent dans le montage de leurs projets innovants (NEXA, Technopole, CYROI, CRITT, CIRBAT, Qualitropic, Témergie).

Afin de renforcer leur offre d'accompagnement, ces accompagnateurs doivent aujourd'hui développer de nouveaux modèles économiques basés sur la mutualisation de leurs « fonctions support » (veille, qualification de l'innovation, cellule Europe etc) et sur une meilleure coordination de leurs efforts à destination des acteurs économiques locaux.

Si le déploiement des structures d'accompagnement, ces dernières années, a permis d'augmenter l'offre en faveur du tissu économique, leur présence en nombre n'a pas facilité la lisibilité de leurs offres de services.

C'est pourquoi, l'année 2020 sera consacrée à la poursuite de la structuration de l'écosystème d'innovation à travers la mise en place de conventions d'objectifs et de moyens avec les acteurs du soutien à l'innovation. Celles-ci se traduiront par la définition d'une feuille de route partagée et la mise en place d'un espace de dialogue régulier avec les acteurs du soutien à l'innovation.

La collectivité continuera également à soutenir leurs programmes d'actions grâce à la mobilisation du FEDER.

Par ailleurs, la diffusion et le développement de la culture scientifique constituent un préalable indispensable au développement de la culture de l'innovation sur le territoire. Pour encourager la culture scientifique, la collectivité poursuivra son soutien aux acteurs agissant auprès des jeunes publics, à travers la fiche action 1.12 « Développer les outils de promotion de la CSTI » du PO FEDER 2014-2020.

**Chapitre budgétaire : 906 AP 500 K € – CP 1 100 K€**  
**Chapitre budgétaire : 936 AE 671 K € – CP 400 K€**

## **2. SOUTENIR LES PROJETS INNOVANTS ET DE LA STRUCTURATION DE FILIÈRE**

Le PO FEDER 2014-2020 :

En 2020, la Région continuera à participer au financement des projets innovants des entreprises présentés dans le cadre de la fiche action 1.15 du PO FEDER 2014-2020 à travers son apport en tant que contrepartie nationale.

La participation de la Région à la 3ème génération du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA3):

La collectivité régionale poursuivra son soutien aux entreprises innovantes et aux filières en intervenant dans le cadre de la troisième phase du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA3) en partenariat avec l'État :

- "Soutien des projets innovants portés par les PME " à hauteur de 500 000 € (1 M€ d'enveloppe totale);
- « Accompagnement et transformation de filières » à hauteur de 1 M€ (2 M€ d'enveloppe totale).

Dans le cadre de cette participation au PIA3, la Région Réunion bénéficie pleinement de l'expertise et du savoir-faire reconnus de Bpifrance en matière de caractérisation de l'innovation ainsi que d'accompagnement financier des entreprises innovantes.

A travers ce partenariat, l'objectif est d'inciter les acteurs économiques locaux à innover pour gagner en compétitivité économique.

La collaboration entre l'État et la Région montre l'intérêt de ce dispositif avec des résultats probants (1 million d'euros investis dans 5 entreprises innovantes) depuis deux ans.

Le soutien aux projets d'innovation territoriale :

La Région continuera à soutenir le projet ISOPOLIS dont le but est de construire, à l'échelle de La Réunion, une cité (polis) de l'Innovation Sociétale Ouverte (ISO) dans le cadre de la Fiche action 1.08 du PO FEDER 2014-2020.

Porté par l'association ISOLIFE et l'IRD ce programme vise à développer un cadre méthodologique basé sur l'économie de la connaissance pour concevoir des solutions collectives pour différents défis locaux (citoyenneté et politiques publiques, nouvelle économie et emploi, éducation et formation, agriculture et alimentation, vieillissement de la population).

ISOPOLIS est un programme d'innovation territoriale qui allie recherche fondamentale et démocratie participative et qui mobilise un ensemble d'acteurs de proximité, les Réseaux d'Innovation Sociétale Ouverte et mutualisée (RISOM).

Il mobilisera la société civile par le biais d'un mode de gouvernance alternatif, la sociocratie, s'inspirant des expérimentations développées en Amérique du Nord (Canada, États-Unis), afin de favoriser la participation des réunionnais au pouvoir de décision.

A compter de 2020, ISOPOLIS donnera la possibilité aux acteurs locaux d'échanger sur différentes thématiques au sein des maisons d'innovation sociétale, espaces d'expérimentation disséminés dans l'île.

**Chapitre budgétaire : 906 AP 750 K € – CP 1 800 K€**  
**Chapitre budgétaire : 936 AE 323 K € – CP 390 K€**

### **3. DIFFUSER LA CULTURE DE L'INNOVATION AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ ET AUPRÈS DES PARTENAIRES PUBLICS**

#### **3.1. LA DIFFUSION INTERNE**

La collectivité régionale poursuivra sa démarche de promotion de la culture d'innovation au sein de ses services afin de répondre de façon efficace aux demandes des usagers. A ce titre, la Direction de l'Innovation et du Développement Numérique travaille à la diffusion de la culture d'innovation pour libérer la créativité des services et les associer pleinement à la conception des politiques publiques.

Pour ce faire, elle élaborera en 2020 avec la direction des ressources humaines une offre de formation à destination des agents de la collectivité pour leur permettre d'intégrer l'innovation dans leurs pratiques professionnelles et contribuer à l'amélioration de la qualité du service public.

#### **3.2. L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE DE L'INNOVATION**

La collectivité continuera en 2020 sa participation aux Universités publiques de l'innovation organisées par le CNFPT. Ces rencontres favorisent l'identification d'actions innovantes au centre des organisations publiques. Cette formation permet aux cadres publics de s'initier aux pratiques du « design thinking », nouvelle méthode managériale qui place l'utilisateur au cœur du service public.

### **3.3. LA POURSUITE DU PARTENARIAT AVEC LA 27ÈME RÉGION : DIFFUSER L'INNOVATION AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ POUR UN SERVICE PUBLIC TOUJOURS PLUS PERFORMANT**

L'association La 27ème Région est une association qui a pour but d'aider les collectivités locales à entreprendre des démarches innovantes pour améliorer la qualité de leurs services publics. La collectivité régionale a fait le choix d'adhérer à l'association, ce qui lui a permis de faire venir ses membres en 2017 pour une session de formation de deux jours à destination des agents de la collectivité. Pour 2020, la collectivité renouvellera son partenariat avec cette association pour initier un programme de formation à l'attention des agents.

**Chapitre budgétaire : 936 AE 0 K € – CP 5 K€**

### **4. ACCOMPAGNER QUALITROPIC DANS SON DÉVELOPPEMENT OUTRE-MER ET ASSURER LE TRANSFERT DE LA POLITIQUE NATIONALE DES POLITIQUES DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ AUX RÉGIONS**

En 2019, la Région a soutenu Qualitropic dans le cadre de sa candidature en tant que pôle de compétitivité lors de la quatrième phase de labellisation lancée par le gouvernement. Parmi les 59 pôles labellisés dans ce cadre Qualitropic qui est devenu celui des outre-mers français. Outil reconnu au niveau national, le pôle doit désormais assurer son expansion ultra-marine et mettre en place une stratégie de développement de projet et d'adhérents. Par conséquent, la collectivité régionale soutiendra le pôle dans cette démarche en 2020.

Le soutien de la collectivité est d'autant plus important que l'État prépare, pour 2020, le transfert de la politique nationale des pôles de compétitivité aux régions. A ce titre, la collectivité travaillera, de concert avec les autres régions ultra-marines concernées, pour assurer le suivi coordonné du pôle Qualitropic.

### **5. S'APPUYER SUR LA RECHERCHE POUR RELEVER LES DÉFIS DU TERRITOIRE**

En 2020, la collectivité continuera à soutenir le développement de la recherche dans la mesure où celle-ci joue un rôle crucial dans l'innovation et la croissance économique. La Région porte ainsi un projet de développement territorial fondé sur les principes de la société de la connaissance, à travers notamment une valorisation des singularités de l'Île. Soutenir un tel projet structurant et de long terme nécessite d'accroître les capacités de recherche du territoire, mais également de renforcer la diffusion et la valorisation des savoirs pour apporter des réponses concrètes aux problématiques régionales et soutenir l'activité économique.

Pour ce faire, la Région poursuit deux objectifs majeurs :

- accompagner la structuration de pôles de recherche d'excellence dans des thématiques hautement différenciatrices, reconnues à l'échelle mondiale ;
- apporter des réponses concrètes aux problématiques locales et soutenir le développement d'une valorisation sociale ou économique des savoirs produits, à travers la création d'activités et d'emploi.

Par ailleurs, la collectivité accompagnera les centres de recherche et laboratoires de l'université dans les projets transmis dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'intérêts lancé en 2019 et qui s'inscriront parmi les secteurs identifiés et en particulier la biodiversité, la santé et l'énergie.

Enfin, la région interviendra également en 2020 dans le soutien des opérateurs de recherche réunionnais intervenant en partenariat avec leurs homologues de la zone Océan Indien sur des projets de recherche ayant un impact sur le territoire. Cette intervention permettra de placer les centres de compétences réunionnais en matière de recherche et développement au centre d'un réseau indioocéanique ayant pour vocation de rayonner internationalement.

## **PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ**

### **1. SOUTIEN AU MONDE ÉCONOMIQUE : MIEUX ACCOMPAGNER LA STRUCTURATION DES ENTREPRISES**

En 2020, la collectivité régionale poursuivra le dialogue de gestion avec les structures d'accompagnement (chambres consulaires, NEXA) avec un objectif de recentrage des actions sur l'accompagnement des porteurs de projets et des entreprises.

De façon plus globale, la collectivité régionale fera preuve d'une plus grande sélectivité dans le financement des structures d'accompagnement et de développement économique, dans l'ensemble des secteurs, au regard de ses contraintes budgétaires.

Par ailleurs, le travail d'animation de la SBA (Stratégie du Bon Achat) sera poursuivi entre les services économiques et ceux des marchés publics afin de faciliter les échanges avec le monde économique.

Parallèlement, la collectivité apportera son soutien aux actions initiées par les socioprofessionnels et auxquelles elle est directement associée notamment en termes de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ou encore d'« Ancrage Territorial ».

**Chapitre budgétaire : 936 AE : 3 950 K€ – CP : 2 277 K€**

## **1.1. CAP CRÉATION : SÉCURISER LE PARCOURS DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES**

Démarré en 2018, le dispositif régional Cap Création, cofinancé par l'AFE (aujourd'hui BPI), permet la mise en œuvre du parcours régional d'accompagnement à la création-reprise-développement d'entreprises.

Il est à noter que le cofinancement obtenu auprès de BPI pour la mise en œuvre de Cap Création prend fin en juin 2020. La compétence d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise relevant désormais de la Région, la collectivité procédera à une évaluation afin de consolider ce dispositif.

## **1.2. SAV (SOUTENIR, ACCOMPAGNER, VALORISER) : ASSURER UN ACCUEIL PERSONNALISÉ AUX ENTREPRISES ET PORTEURS DE PROJETS**

En 2020, les guichets d'accueil du SAV poursuivront les missions d'accueil, d'information et d'orientation des entreprises ou des porteurs de projets.

Il conviendra de renforcer la coopération entre le SAV et les opérateurs de Cap Création par des interventions régulières des agents du SAV lors des réunions d'information organisées pour les porteurs de projet par les chambres consulaires (Matinée du créateur...).

**Chapitre budgétaire 936 AE: 1 014 K€ – CP : 700 K€**

## **1.3. UNE RÉORIENTATION DES MISSIONS DES CHAMBRES CONSULAIRES EN FAVEUR DE L'ACCOMPAGNEMENT DES TPE**

Afin de permettre à un plus grand nombre de TPE d'accéder aux aides régionales, les missions des chambres consulaires seront recentrées sur l'accompagnement global des TPE s'agissant du montage de projets financés par les fonds européens ou les fonds propres de la Région.

Par ailleurs, une équipe de proximité constituée de conseillers entreprises issus des chambres et du SAV sera créée afin d'aller au plus près des entreprises pour les accompagner dans le montage de leur dossier.

## **2. UNE PLACE PLUS ACCRUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) DANS L'ÉCONOMIE RÉUNIONNAISE**

### **2.1. RENFORCER LA MUTUALISATION DES DISPOSITIFS RÉGIONAUX AFIN DE DÉVELOPPER L'ESS**

Il s'agira en 2020 de pousser encore plus loin le curseur de la pérennisation pour faire de l'ESS un moyen de se transformer vers un modèle économique dit classique, par exemple transformer les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) en Entreprises d'Insertion (EI).

La structuration de certaines filières très prometteuses, tel que le Bambou, les Papam, la Tresse, continuera à être accompagnée par la Collectivité.

Dans le cadre de la labellisation « French Impact » envisagée pour la fin d'année 2019, un AMI sera lancé en 2020 pour faire émerger du territoire des projets d'innovation sociale que la Région accompagnera financièrement dans des domaines tels que : territoire zéro déchet, lutte contre l'illettrisme, l'obésité et le diabète, la sylver économie, les violences familiales...

## **2.2. RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS ESS**

Dans la continuité des années précédentes, la collectivité poursuivra son soutien financier en direction des structures de financement (France Active Réunion, Initiative Réunion, ADIE) et des acteurs de l'ESS et plus particulièrement : Couveuse REUSIT, CAE (Coop Union et Dynamiques Services) et CAE en cours de création, CRGE, CRESS, Junior Busin'ESS, Autour du Vacoa, GESARUN.

Parallèlement au subventionnement des acteurs traditionnels de financement et des opérateurs de l'ESS, il apparaît important, en 2020, de travailler à la définition d'un plan d'actions autour de trois axes :

- La montée en puissance de la mesure Atelier et Chantier d'Insertion, implique un meilleur accompagnement du fonctionnement de l'URSIAE.
- La collectivité accompagnera l'émergence de structures de type Coopérative d'Activité et d'Emploi (CAE) afin d'accompagner et conforter le choix de création d'entreprise des plus hésitants et moins outillés.
- Depuis près de trois ans, la CRESS n'est plus en mesure de mettre à disposition la ressource humaine nécessaire à la création et au développement des entreprises coopératives (SCIC, SCOP, CAE), alors que la demande reste significative. Il s'agira à partir de 2020, de favoriser l'émergence d'une structure ou d'un réseau de professionnels permettant de mettre en place un environnement favorable au développement de ce type d'entreprises.

## **2.3. MIEUX ARTICULER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LA COHÉSION SOCIALE**

Suite à la validation par la commission permanente de juin 2019 de l'accompagnement à l'Achat Socialement Responsable, la Région poursuivra en 2020 cette démarche.

La collectivité mettra en œuvre le schéma d'Achat Socialement et Environnementalement Responsable et sera accompagnée par les maisons de l'emploi Nord et Sud, qui sont organisées à cet effet depuis plusieurs années sur l'ensemble du territoire.

Depuis 2014 l'effort de la collectivité en matière de financement des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) a été constant. Cet engagement perdurera en 2020 et ce en s'appuyant sur les conclusions du groupe de travail SRDEII ESS sur l'insertion par l'activité économique.

Chapitre budgétaire : 936 AE 1 430 K€ – CP : 852 K€

Chapitre budgétaire : 906 AP : 350 K€ – CP : 350 K€

**Chapitre budgétaire : 936 AE 1 430 K€ – CP : 852 K€**

**Chapitre budgétaire : 906 AP : 350 K€ – CP : 350 K€**



## Présentation de la liste des indicateurs par pilier

*Les indicateurs de l'action de la mandature seront ajustés dans les meilleurs délais afin de prendre en compte les nouvelles priorités d'action de la collectivité en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la transparence et de la proximité.*

### Accompagner les entreprises réunionnaises (DAE)

INDICATEURS DE RÉALISATION			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2019	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
3.1 Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Chiffres pilier 3 : 1296	Chiffres pilier 3 : <b>4242</b>	100 % réalisé
3.3 Nombre d'actions d'accompagnement à l'export	200	40	56 %

INDICATEURS DE RÉSULTATS			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2019	Tendance observée
3.2 Augmentation de l'emploi dans les entreprises bénéficiant d'un soutien FEDER ou d'une subvention « aide à l'emploi » en fonds propres	748	109	
3.4 Nombre d'entreprises réunionnaises présentes à l'export	800	1600	Chiffre Douanes & Insee Biens & Services confondus

## Renforcer l'attractivité du territoire

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2019	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
3.5 Aide au foncier : surface de zones d'activités et bâtiments créés	244 000 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	100 % réalisé
3.6 montants dépensés dans l'économie locale par les producteurs de films soutenus par la Région	38 451 995 €	18 149 225,45 €	47,20 %

## Encourager l'entrepreneuriat

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
3.7 Entrepreneuriat : Nombre de porteurs de projets accompagnés – cellule ESS de la DAE	5472	2533	5837 (106,7 %) 2016: 925 2017 :2379 2018 : 2533

<b>INDICATEURS DE RÉSULTATS</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2017	Tendance observée
3.8 Taux de survie à deux ans des entreprises créés à ayant bénéficié d'un accompagnement défini au titre de l'indicateur 3.7 – cellule ESS de la DAE	85 %	84,63 %	Un taux de pérennité maintenu par rapport à l'année précédente malgré les difficultés rencontrées en fin d'année

## Développer la filière touristique

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2019 (1 <sup>er</sup> semestre)	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
3.9 Soutien aux structures : Nombre minimum d'actions de promotion touristiques conduites	150	61	57,73 % (433/750*100) (actions réalisées cumulées depuis 2016 : 433 cible : 150 actions /an, soit 750 actions sur 5 ans, de 2016 à 2020)
3.10 Surface des sites touristiques aménagés	25 ha	32,3 ha	67,9 % (surface aménagés depuis 2016 : 84,83 ha cible : 25 ha/an, soit 125 ha sur 5 ans, de 2016 à 2020)

<b>INDICATEURS DE RÉSULTATS</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018 (données 2019 non encore disponibles)	Tendance observée (1 <sup>er</sup> semestre 2019)
3.11 Arrivées touristiques extérieures sur Île de La Réunion minimales	555 000 touristes	534 630 touristes extérieurs (hors croisiéristes)	234 405 touristes extérieurs au 1 <sup>er</sup> semestre 2019 (-30 %/1er semestre 2018) + 16,7 % de croissance / 2016 (458 261 touristes extérieurs)
3.12 Nombre minimum de nuitées	9 000 000 nuitées	8 962 037	4 035 820 nuitées au 1 <sup>er</sup> semestre 2019 + 9,9 % de croissance / 2016 (8 153 699 nuitées)

3.13 Recettes minimales liées au tourisme extérieur	390 000 000 €	432 000 000,40 €	182 000 000 € au 1 <sup>er</sup> semestre 2019 + 32,8% de croissance / 2016 (325 300 000 €)
---	---------------	------------------	---

### **Renforcer le potentiel d'innovation et de R&D Réunionnais**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2019	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
3.14 Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux	80	7	13 % de réalisation mais en augmentation par rapport à 2016.

<b>INDICATEURS DE RÉSULTATS</b>			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2019	
3.15 Nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées	70	39,4 ETP	
3.16 Nombre de nouveaux services et nouveaux produits des entreprises	80	32	

# BUDGET PRIMITIF 2020 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

## PILIER 4 : LIBÉRER LA TERRE RÉUNIONNAISE

Le budget Primitif pour 2020 concernant le secteur Aménagement, Développement Durable et Énergie décline les objectifs de la mandature en répondant aux aspirations exprimées par les citoyens :

- faire évoluer le territoire, planifier son aménagement pour qu'il réponde aux besoins essentiels et aux aspirations liés aux nouveaux modes de vie, en termes de consommation, de communication, de déplacements ;
- soutenir le développement des énergies renouvelables et mener des actions de maîtrise de la demande en énergie visant à réduire les dépenses contraintes des réunionnais et à augmenter leur pouvoir d'achat, en déclinaison de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (actuelle et en cours de révision) ;
- mettre en œuvre des actions en faveur de l'économie circulaire, secteur créateur d'emplois locaux et poursuivre les travaux d'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, incluant le scénario « zéro déchets » et le Plan Régional d'Action pour l'Économie Circulaire ;
- mener des actions en faveur de la préservation du patrimoine naturel de La Réunion, contribuant à améliorer le cadre de vie des citoyens.

Tableau de synthèse du Budget Primitif 2020 relatif au pilier 4 :

	Investissement		Fonctionnement	
	AP	CP	AE	CP
TOTAL AMÉNAGEMENT	2 840 000 €	1 939 000 €	651 000 €	706 000 €
TOTAL ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT	12 995 249 €	11 759 835 €	1 947 487 €	1 735 035 €
<b>TOTAL Pilier 4 :</b>	<b>15 835 249 €</b>	<b>13 698 835 €</b>	<b>2 598 487 €</b>	<b>2 441 035 €</b>

**En 2020, le budget primitif total consacré au pilier 4 s'élève à 18,4 M€ en capacités d'engagement (AP/AE) et à 16,1 M€ en crédits de paiement.**

**L'impact des actions relatives au pilier 4 sur l'emploi est estimé à 167 emplois créés ou maintenus.**

# **POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT**

## **1. L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE UN OUTIL POUR CONSTRUIRE UNE RÉUNION PLUS ÉQUILIBRÉE, PLUS JUSTE ET PLUS SOLIDAIRE**

### **1.1. LES DISPOSITIFS FINANCIERS EN FAVEUR DE L'AMÉNAGEMENT**

#### **1.1.1. Les dispositifs relatifs à la mise en œuvre du SAR**

Dans le cadre du PO FEDER 2014/2020 et des mesures relatives aux Investissements Territoriaux Intégrés contractualisés avec les intercommunalités, la Région accompagne les projets s'inscrivant dans les fiches actions qui ont été mises en place en déclinaison des prescriptions du SAR. Il s'agit notamment :

**En 2020, il s'agira d'accompagner les projets portant sur la déclinaison opérationnelle du SAR à travers les fiches actions du FEDER 2014/2020, en mobilisant les contreparties nationales correspondantes :**

- urbanisation autour des pôles d'échanges (fiche action 4.09) ;**
- espaces publics structurants des centralités du SAR (fiche action 7.04).**

#### **Pour les dispositifs relatifs à la mise en œuvre du SAR :**

**Chapitre 905 – nature 2045**

**AP : 690 000,00 €**

**CP : 390 000,00 €**

#### **1.1.2. Les dispositifs en faveur de l'aménagement des territoires des Hauts**

Peuplé par plus de 20 % de la population et couvrant près des trois quart de l'Île, les Hauts de la Réunion se circonscrivent au territoire d'action du Plan de Développement des Hauts Ruraux (PDHR) correspondant à l'aire d'adhésion maximale du Parc National. Constituant, depuis l'origine du peuplement de l'île, une entité géographique, sociale, culturelle et économique particulière, l'ensemble de cette zone est en profonde mutation.

Territoires d'exception, les Hauts font l'objet de représentations identitaires fortement ancrées chez les populations et acteurs. Ils participent, de fait, au rayonnement de la Réunion, de ses équilibres socio-géographiques et économiques. Il convient de les préserver, de les valoriser et d'intensifier les interconnexions et leur articulation avec le reste du territoire.

Afin de répondre à ces grands enjeux, un cadre stratégique d'action publique pour les Hauts existe depuis plus de 35 ans, dont L'État, la Région et le Département ont souhaité la poursuite, de manière partagée. Un protocole partenarial a été signé le 23 février 2015

actant d'une part les orientations stratégiques pour la période de 2014-2020, et d'autre part, un schéma de gouvernance avec la mise en place de différentes instances.

### **Cadre stratégique partagé et mesures spécifiques en faveur des Hauts**

Les orientations arrêtées dans le cadre stratégique partagé 2014-2020, émanant d'un diagnostic collégial et participatif de dire-d'habitants et de dire-d'acteurs, sont :

- L'aménagement et le renforcement de l'attractivité de ces territoires ;
- Le développement de nouveaux modes d'activités en s'appuyant sur les secteurs d'avenir ;
- La promotion du potentiel humain et l'anticipation sur la qualification des acteurs ruraux et notamment des jeunes ;
- La préservation de la biodiversité de ces territoires, en lien étroit avec la charte du Parc National ;
- L'accès à la culture pour le plus grand nombre comme facteur d'épanouissement humain ;
- La mise en place d'un mode de gouvernance adapté et des moyens d'animation spécifiques dédiés.

Ce cadre stratégique partagé dispose, sur la période 2014/2020, de moyens dédiés à travers les dispositifs d'aide du FEDER et du FEADER, et pour lesquels la Région apporte sa contribution.

En 2020, il s'agira, en lien avec le partenariat et à travers le Secrétariat Général des Hauts, de porter la réflexion sur le futur cadre stratégique des Hauts pour la période 2021/2027.

### **Les actions volontaristes de la Région portant sur l'ensemble du territoire et déclinées sur les Hauts**

Au-delà des dispositifs financiers européens spécifiques, la Région, dans le cadre de ses compétences et de ses dispositifs de droit commun, intervient sur le territoire des Hauts conformément aux orientations du cadre stratégique partagé déclinées selon cinq grandes thématiques :

- 1- Contribuer à l'aménagement, à la durabilité, à l'accessibilité et à l'attractivité des territoires ;
- 2- Développer de nouveaux modes d'activité en articulant les secteurs traditionnels et les secteurs d'innovation ;
- 3- Protéger la biodiversité et favoriser la restauration des milieux ;
- 4- Contribuer au développement, à la valorisation et à la protection des pratiques culturelles pour l'épanouissement de tous ;
- 5- Développer et soutenir la formation de tous les citoyens.

Dans le cadre de la révision du SAR, il s'agira par ailleurs de porter une réflexion sur une meilleure prise en compte des spécificités des territoires des Hauts dans les documents de planification.

#### **En 2020, il s'agira :**

- **de poursuivre l'accompagnement des projets financés à travers les dispositifs financiers du FEDER et du FEADER (y compris LEADER) ;**

- **de veiller à la déclinaison, dans les territoires des Hauts, des orientations de la Région à travers les différentes actions financées sur fonds propres, quelles soient de droit commun ou spécifiques sur les Hauts ;**
- **de porter la réflexion sur le futur cadre stratégique des Hauts pour la période 2021/2027 à partir des enseignements tirés du bilan consolidé des actions menées par la Région pour les Hauts ;**
- **d’engager une réflexion et une contribution pour une meilleure visibilité et prise en compte des spécificités des Hauts en matière de planification territoriale dans la perspective d’une révision du SAR ;**
- **de mener avec les partenaires les réflexions dans le cadre de la préparation des Fonds Européens Structurels d’Investissements 2021/2027.**

**Pour la mise en œuvre des actions volontaristes de la Région portant sur l’ensemble du territoire et déclinées sur la 5<sup>e</sup> micro-région :**

**Chapitre 905 - nature 2045**

**AP : 1 025 000,00 €**

**CP : 535 000,00 €**

**Chapitre 935 - nature 65748**

**AE : 280 000,00 €**

**CP : 307 000,00€**

**1.1.3. Des outils de mise en œuvre des orientations et des politiques publiques**

Afin de coordonner et implémenter ces orientations et ces projets, des outils propres au développement de la 5<sup>e</sup> micro-région sont mis en œuvre.

**Le Secrétariat Général des Hauts**

Le protocole partenarial, signé en 2015 par l’État, la Région Réunion et le Département, actant la politique de développement des Hauts de la Réunion pour la période de 2014-2020, est mis en œuvre à travers une gouvernance des Hauts. Le Secrétariat Général des Hauts constitue l’outil commun de mise en œuvre des actions et des projets arrêtés.

En 2020, il s’agira, en lien avec le partenariat et dans le cadre de la réflexion qui sera portée sur le futur cadre stratégique des Hauts pour la période 2021 / 2027, de faire à cette occasion un bilan de la gouvernance.

**Les Groupements d’Actions Locales (GAL) du programme LEADER**

**→ La participation aux frais d’animation et de fonctionnement**

Le Programme de Développement Rural (PDDR) de La Réunion 2014-2020, dont le Conseil Départemental assure la fonction d’Autorité de Gestion, a été approuvé par décision de la Commission Européenne du 25 août 2015. Il se décline en 13 mesures et 54 dispositifs d’aide. Une mesure est dédiée au développement local menée par les acteurs locaux, intitulée « Liaisons Entre Actions de Développement de l’Économie Rurale » (LEADER).



La mise en œuvre de l'enveloppe dédiée au programme LEADER, d'un montant de 15,6 M€ a été confiée à 4 GAL, sélectionnés après un appel à candidature :

- Le GAL « Hauts Nord » porté par la CINOR,
- Le GAL « FOR EST » porté par la CIREST,
- Le « TEHR GAL OUEST » porté par le TCO,
- Le GAL « Grand SUD, TERRE DE VOLCANS » porté par le SMEP GRAND SUD.

La Région participe aux frais de fonctionnement, d'animation et de développement des compétences des GAL, avec les deux autres partenaires, l'État et le Département.

Les moyens engagés pour les frais de fonctionnement des 4 GAL seront renouvelés en 2020. La Région continuera également à siéger au sein des Comités Techniques et des Comités de Programmation et apportera un soutien financier aux projets, à travers sa contre-partie nationale.

#### → **Le fonds de garantie LEADER**

Le PDRR 2014-2020 autorise, pour la mesure LEADER, le versement d'avances sur les subventions FEADER sous réserve « de la constitution d'une garantie bancaire ou d'une garantie équivalente correspondant à 100 % des montants de l'avance » (Art. 63 du règlement européen n°1305/2013). La garantie permet le versement de 50 % d'avances sur subvention. Ce fond est également mobilisable en cas de défaillance du bénéficiaire. Ainsi, en 2018, un fonds de garantie, doté de 1 million d'euros, a été contractualisé par convention entre la Région, le Département et la SOFIDER, candidat sélectionné suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé en 2017.

La mise en œuvre de ce fonds de garantie a rencontré des difficultés administratives qui n'ont pas permis une mise en œuvre effective. Des démarches sont entreprises afin de rendre opérationnel, en 2020, cet outil souhaité par un grand nombre de porteurs de projets.

### **Les associations œuvrant en faveur du développement des Hauts**

En 2020, la Région accompagnera financièrement les structures associatives, qui en feraient la demande, dès lors qu'elles contribuent aux orientations et aux priorités portées par la Collectivité sur la 5<sup>e</sup> micro-région, et qu'elles respectent la charte de transparence que la Région entend mettre en place.

#### **En 2020, il s'agira :**

- **de poursuivre la participation de la Région à la mise en place de moyens nécessaires au fonctionnement du Secrétariat Général des Hauts ;**
- **d'accompagner financièrement le fonctionnement et les actions des GAL en portant une contrepartie nationale ;**
- **de soutenir les associations œuvrant en faveur du développement des Hauts en déclinaison des orientations régionales ;**
- **de dresser un bilan sur la gouvernance et de proposer éventuellement, le cas échéant, des pistes d'évolution dans le cadre de la réflexion qui sera portée sur le futur cadre stratégique des Hauts pour la période 2021 / 2027.**

**Pour la mise en œuvre des outils d'orientations et des politiques publiques :**

**Chapitre 905 – nature 22848/21828**

**AP : 5 000,00 €**

**CP : 5 000,00 €**

**Chapitre 935 - nature 657382/6064/ 6234/ 6236/ 62268/65748**

**AE : 151 000,00 €**

**CP : 173 000,00 €**

**1.2. LES STRUCTURES ŒUVRANT EN FAVEUR DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE – ACCOMPAGNER LES ACTEURS ESSENTIELS SUR LE TERRITOIRE**

La Région poursuivra en 2020 son accompagnement des structures œuvrant en faveur de l'aménagement et du développement du territoire qui sont des acteurs indispensables et complémentaires à la puissance publique, sous réserve qu'elles répondent aux orientations et aux priorités de la mandature régionale, et qu'elles respectent la charte de transparence que la Région entend mettre en place.

**L'AGORAH** : agence d'urbanisme de La Réunion, ayant une mission d'expertise, d'animation et d'observation. La Région s'appuie sur les compétences de l'AGORAH pour le suivi du SAR en lui confiant également des missions spécifiques. Sa mission sera également renforcée dans le cadre des travaux à mener par l'Observatoire des déchets dont elle assure le portage. L'agence a également réalisé une partie du bilan de la mise en œuvre du SAR en investiguant les domaines suivants :

- Améliorer l'accès au logement et aux services grâce à une armature urbaine hiérarchisée ;
- Favoriser les transports collectifs et les interconnexions avec les modes doux pour une meilleure mobilité ;
- Réaffirmer le principe d'économie d'espace ;
- Protéger et valoriser les espaces agricoles et naturels en tenant compte de leurs fonctions ;
- Retrouver un marché du logement adapté à la demande et mettre la priorité sur la production de logement social ;
- Organiser la cohésion territoriale autour de bassins de vie, vecteurs d'équilibre ;
- Concevoir un aménagement basé sur l'adéquation besoins/ressources.

**La SPL Maraina** : société publique locale ayant mission de réaliser, pour le compte de ses collectivités actionnaires et dans le périmètre géographique de celles-ci, toutes opérations d'aménagement définie à l'article L300-1 du code de l'urbanisme. La Région confie, selon ses besoins, en déclinaison du projet de mandature, des études et des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et des mandats à la SPL Maraina dans les différents domaines de compétence de notre collectivité.

**Les Sociétés d'Aménagement** : l'article L. 1521-1 du CGCT permet aux collectivités territoriales de créer des SEML « *pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou pour toute autre activité d'intérêt général* ».

La Région est actionnaire dans les sociétés et les principales SEM d'aménagement intervenant dans chaque bassin de vie :

- SODIAC - 4,93 % du capital qui s'élève à 25 362 700 €
- SEDRE – 2,24 % du capital qui s'élève à 2 400 000 €)
- SEMAC – 9 % du capital qui s'élève à 13 205 870 €
- SODEGIS – 10,57 % du capital qui s'élève à 9 014 000 €

**L'EPFR** : L'Établissement Public Foncier de La Réunion a été créé le 16 septembre 2002. Il est compétent pour « *réaliser, pour son compte, pour le compte de ses membres ou toute personne publique, toutes acquisitions foncières et immobilières, en vue de la constitution de réserves foncières...* ». Les activités de l'établissement public s'exercent dans le cadre d'un programme pluriannuel d'interventions, approuvé par le Conseil d'Administration de l'établissement. Fin 2017, l'EPF Réunion a acquis 543 terrains représentant une surface totale de 409 hectares, pour un montant de 242 M€.

**La SAFER** : Société Anonyme à but non lucratif, sous tutelle de l'État, a été créée le 2 septembre 1965. Elle a participé au développement de l'île par la réalisation d'aménagements agricoles et ruraux, en assurant la réforme foncière dans les années 1970-80, et en apportant sa contribution à la « reconquête des Hauts », par le développement de la filière élevage bovins et la diversification des cultures. La Région est actionnaire de la SAFER à hauteur de 22,50 % du capital qui s'élève à 960 048 €.

**La SEFAR** : Société d'Épargne Foncière Agricole de La Réunion, est une société civile à placement collectif immobilier créée en 1989, qui regroupe des GFA (Groupement Foncier Agricole). La Région détient 44,23 % du capital de la SEFAR qui s'élève 11 303 000 €.

**Le GIP IRC (Ile de La Réunion Compensation)** : Ce GIP a pour objet de contribuer à la préservation de la sole agricole, dans un contexte où la protection et la reconquête du foncier agricole à des fins d'installation de jeunes agriculteurs et de consolidation des exploitations existantes, constituent les enjeux majeurs pour la survie de l'agriculture Réunionnaise. La Région s'est positionnée comme membre fondateur de ce GIP au même titre que l'État, le Département, la SAFER et la Chambre d'Agriculture.

Par ailleurs, la Région est adhérente aux organismes suivants :

- **L'ADIL** : Agence Départementale d'Information sur le Logement. Elle offre aux particuliers un conseil complet et gratuit sur tous les problèmes de logement, qu'ils soient juridiques, financiers ou fiscaux. La Région a adhéré en 2016 dans le cadre de son action en faveur du logement.
- **L'AFIGEO** : Association Française pour l'Information Géographique. L'AFIGEO a été créée en 1986. Son objet est de concourir au développement du secteur de l'information géographique, en France et à l'international.
- **L'AIVP** : Réseau mondial des Villes Portuaires est la seule organisation internationale qui rassemble depuis 25 ans tous les acteurs, publics et privés, du développement des villes portuaires.

**Pour 2020, il s'agira :**

- de participer au financement et aux programmes d'actions qui pourraient être confiées à l'AGORAH et à la SPL Maraïna ;
- d'apporter la contribution de la Région, en fonction des projets présentés et de nos capacités budgétaires, à des organismes d'aménagement dans lesquels la collectivité est membre et/ou actionnaire (SODIAC, SEDRE, SEMAC, SODEGIS, EPFR, SAFER, SEFAR, ... ) ;
- de renouveler les cotisations d'adhésion aux organismes œuvrant dans le domaine de l'aménagement : ADIL, AFIGEO, AIVP, ... ,
- d'apporter la contribution de la Région au fonctionnement annuel du GIP IRC.

**Pour la participation au financement et aux programmes d'actions de l'AGORAH et de la SPL MARAINA :**

**Chapitre 905 - nature 204181**

**AP : 500 000,00 €**

**CP : 530 000,00 €**

**Chapitre 935 - nature 617**

**CP : 64 000,00 €**

**Pour le renouvellement des adhésions aux organismes chargés de l'aménagement : AIVP/ AFIGEO/ADIL :**

**Chapitre 935 – nature 6281**

**AE : 22 000,00€**

**CP : 22 000,00 €**

**Pour la participation au Groupement d'Intérêt Public Compensation :**

**Chapitre 935 – nature 657382**

**AE : 9 000,00 €**

**CP : 9 000,00 €**

## **2. UNE POLITIQUE RÉGIONALE DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE POUR MENER DES ACTIONS DE PROXIMITÉ EN FAVEUR DE LA POPULATION, ET DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE**

### **2.1. SCHÉMA RÉGIONAL CLIMAT AIR ÉNERGIE ET PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)**

Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) a été approuvé par le Conseil Régional de La Région, le 07 novembre 2013, et arrêté par le Préfet, le 18 décembre 2013. Il s'agit d'un document d'orientations qui traduit les engagements nationaux et européens sur le climat, l'énergie et la qualité de l'air à l'échelle régionale.

La déclinaison opérationnelle du SRCAE sur le volet énergie est traitée à travers la **Programmation Pluriannuelle de l'Énergie** (PPE) qui reprend ses orientations et les précise pour les deux périodes : 2016-2018 puis 2019-2023. Instituée par la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, la PPE a fait l'objet d'un décret interministériel en date du 12 avril 2017.

Une version révisée de la PPE, pour les périodes 2019-2023 et 2023-2028 co-élaborée par les services de l'État et de la Région, avec l'appui de la SPL Horizon Réunion, a été arrêtée par la Région, le 29 mars 2019. Elle doit faire l'objet de plusieurs consultations et d'une mise à disposition du public avant d'être publiée par décret en conseil d'Etat. Cette nouvelle PPE s'inscrit dans une perspective de mix électrique 100 % énergies renouvelables à l'horizon 2030 en visant 79 % dès 2023 et 81 % en 2028.

Les objectifs de la PPE révisée s'appuient notamment sur :

- Des ambitions de **réduction de la consommation d'énergie amplifiées** par rapport à ceux de la première PPE ;
- Des objectifs de **développement** de la production électrique à partir **d'énergies renouvelables** très ambitieux, notamment en photovoltaïque et en biomasse ;
- Un développement des capacités de stockage notamment gravitaires ;  
Des mesures en matière de transport qui vont au-delà de celles du Schéma Régional des Infrastructures de Transport (SRIT).

En 2020, la Région poursuivra le processus engagé depuis septembre 2017 afin d'approuver la PPE révisée pour la période 2019-2028, suite à la consultation de plusieurs instances et la mise à disposition du public.

En 2020, la Région mènera des actions visant à atteindre les objectifs de la PPE, qui se traduira notamment par l'élaboration d'un **cadastre solaire** pour La Réunion. Ce cadastre solaire permettra de connaître les capacités de production d'énergie électrique correspondant aux toitures existantes, et de donner une première estimation financière d'un investissement dans une centrale photovoltaïque. Il fournira également une analyse prospective du foncier au sol (hors foncier agricole) éventuellement mobilisable pour des centrales de plus grande envergure.

Pour atteindre les objectifs visés, la Région veillera notamment à ce que des **appels d'offres régionalisés** soient organisés par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) notamment sur les cibles du photovoltaïque, du stockage et de l'éolien.

Par ailleurs, la Collectivité sera sollicitée pour émettre un avis relatif aux Plan Climat Air Énergie du Territoire (**PCAET**) portés par les différents EPCI.

## **2.2. LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE ET LA PROMOTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR RÉDUIRE NOTRE DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE ET RÉDUIRE LES DÉPENSES CONTRAINTES DES RÉUNIONNAIS**

### **2.2.1. La Gouvernance de l'Énergie**

Une Gouvernance de l'Énergie a été mise en place depuis 2014. Elle se compose de :

1. Un comité stratégique de pilotage avec la Région comme chef de file, en partenariat avec l'État, l'ADEME, le Département, SIDELEC et EDF ;
2. Un coordinateur et animateur technique : la SPL Horizon Réunion ;
3. Huit comités techniques : 6 comités thématiques (Énergies renouvelables, Maîtrise de l'énergie, Précarité énergétique, Aménagement du territoire, Transport, Innovation Recherche et Développement et Formation) et 2 comités transversaux (Ingénierie et Coopération).
4. Les référents et les partenaires de ces comités sont des organismes du secteur privé ou public (Nexa, Agorah, Témergie, Club Export, La Réunion Économique, Université de La Réunion, etc.).

En 2020, il s'agira de mettre en œuvre les **nouvelles modalités** de la Gouvernance Énergie, en associant tout particulièrement le **Conseil Consultatif Citoyen**, et en priorisant également, en lien avec la PPE, les thématiques pour les comités techniques, initialement mis en place en 2014.

La contribution des **représentants des citoyens** dans le processus de gouvernance de l'énergie, permettra de favoriser les échanges et **l'appropriation par la population** de la politique énergétique régionale.

La SPL Horizon Réunion (SPL HR) poursuivra sa mission **de secrétariat** de la gouvernance de l'énergie.

Dans le cadre de la gouvernance énergie, la Région, l'Etat, l'Ademe et EDF ont confié à la SPL Horizon Réunion, la mission de réaliser le bilan énergétique annuel de la réunion (observatoire de l'énergie de la réunion) ainsi que l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, la Région mobilisera les financements nécessaires à la gestion de son compte de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).

### **2.2.2. Missions de la SPL Horizon Réunion (HR)**

La SPL Horizon Réunion (ex SPL Énergies Réunion) a été constituée en juillet 2013, à l'initiative de la Région pour mener les actions dans le domaine des **énergies renouvelables** et de la **maîtrise de l'énergie**. La Région est membre et actionnaire majoritaire de cette société.

En 2016, en accord avec ses actionnaires, la SPL Horizon Réunion a modifié ses statuts pour devenir une agence régionale de l'environnement. Ainsi, la Région a accompagné le développement et la restructuration financière de la société, par une augmentation de sa participation au capital de la société. La Région a également cédé des actions pour permettre l'entrée au capital de la SPL de nouveaux actionnaires (Le Tampon, GIP PPIEBR, CINOR).

La SPL Horizon Réunion travaille pour ses autres actionnaires : les communes, la CINOR, la CIREST, la CIVIS, le SIDELEC, le GIP du Pôle Portuaire Industriel Énergétique de Bois-Rouge, etc.

La Région s'appuie sur la SPL Horizon Réunion pour la mise en œuvre opérationnelle des actions en matière d'énergie. La SPL Horizon Réunion a créé une soixantaine d'emplois. Une nouvelle **convention cadre pluriannuelle 2020-2022** sera établie afin de définir les secteurs d'activités. Ainsi, en 2020, la Région confiera des missions à la SPL Horizon Réunion par le biais de contrats de prestations intégrées.

En 2020, les missions qui lui seront confiées sont :

- l'animation et la mise en œuvre du dispositif **SLIME Réunion** à destination des **foyers précaires** pour les accompagner dans la mobilisation d'aides financières en faveur des économies d'énergie, basée sur un diagnostic énergétique de leur habitation.
- s'il est retenu par le comité de sélection, la mise en œuvre d'un programme déposé dans le cadre du dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie qui vise à déployer auprès de particuliers propriétaires, une méthodologie de diagnostics énergétiques favorisant la réalisation de travaux pour baisser leur consommation énergétique.
- un panel d'actions visant à animer des **dispositifs régionaux** (Ecosolidaire, Chèque Photovoltaïque), à exploiter et/ou maintenir des **unités productives du patrimoine régional** (micro-centrales du Bras des Lianes, centrales photovoltaïques), à réaliser des études prospectives et animer le développement de la valorisation de la biomasse.

### **2.2.3. Soutien aux Énergies renouvelables pour augmenter leur part dans le mix électrique**

#### **Soutien à la filière photovoltaïque**

##### *Dispositif Chèque Photovoltaïque*

Ce dispositif bénéficiera d'un cofinancement de l'Europe au titre de la fiche action 4-17 « Aide à l'installation de centrales photovoltaïques pour les particuliers » du POE FEDER 2014-2020. Le contrôle de l'ensemble des installations réalisées sera confié à la SPL HR.

En 2020, dans le cadre du dispositif régional Chèque photovoltaïque, l'objectif est de **200** centrales photovoltaïques individuelles, soit de l'ordre de **1 à 1,4 Mwc installés**, pour s'inscrire dans les orientations de la PPE révisée.

Ce dispositif contribue également à augmenter le **pouvoir d'achat des foyers** en apportant une aide financière pour l'achat d'une centrale photovoltaïque, et en permettant de réduire leur facture d'électricité. Ainsi, les installations photovoltaïques ont un temps de retour brut sur investissement de 7 à 12 ans. Elles permettent de générer environ **290 € de recette annuelle** (ou économie de facture) par kWc installé pour un montant de dépenses d'exploitation d'environ 100 €/ an par kWc installé.

Ce dispositif a un impact sur **l'emploi réunionnais**, par la collaboration de solaristes (11 solaristes partenaires) pour une activité générée correspondant à environ 10 emplois : 8 emplois par nouveau MWc posé et 0,3 emplois en maintenance par MWc existant.

#### Projets tertiaires en autoconsommation

Dans le cadre du POE FEDER 2014-2020, au titre de la fiche action 4-14 « *Installations photovoltaïques en autoconsommation tertiaires et industrielles* », la Région, en partenariat avec l'ADEME, soutiendra l'émergence de **projets tertiaires publics ou privés en autoconsommation**.

Le dispositif cofinancé par le POE FEDER 2014-2020, au titre de la fiche action 4-12 « *Infrastructures de Recharge de véhicules électriques par production solaire* » qui soutient l'installation de centrales photovoltaïques pour alimenter des véhicules électriques permettra pour sa part, la mise en place de **bornes de recharges partiellement alimentées par l'énergie solaire**.

Ces aides contribuent également à soutenir l'emploi local dans la filière photovoltaïque, avec un impact estimé à environ 7 emplois maintenus (8 emplois par nouveau MWc posé).

#### Centrales photovoltaïque régionales

Le suivi et l'exploitation des **centrales photovoltaïques** pour lesquelles la Région est **propriétaire**, ainsi que les **ombrières** (situées au niveau de l'Hôtel de Région et du CPOI) pour la **mobilité électrique**, seront assurés par la SPL Horizon Réunion avec notamment, la mise en œuvre d'un marché de maintenance externalisé.

### **Valorisation de la biomasse**

Le Schéma Directeur Biomasse-méthanisation (SDBM) établi en 2011 par notre Collectivité, a identifié un potentiel de 12,5 MW dans ce secteur. La SPL Horizon Réunion a été missionnée pour assurer un relais auprès des porteurs de projets et permettre la réalisation des projets pré-identifiés.

Créé par la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015 et codifié dans les articles L.222-31 et D.222-8 à 14 du Code de l'Environnement, le Schéma Régional Biomasse (SRB) **définit les objectifs de développement de la biomasse mobilisable pour une valorisation énergétique en respect de la hiérarchie des usages**. Il conviendra d'être vigilant sur l'approvisionnement en biomasse (notamment pour la conversion des centrales thermiques) en incitant, dans la mesure du possible, le développement de filières locales.

En 2020, il s'agira d'approuver le SRB, après la phase de consultation et en cohérence avec l'approbation de la PPE révisée, dont il décline le volet biomasse.



En outre, la réflexion liée à la valorisation énergétique de la biomasse (gazéification, méthanisation, bois énergie, canne-énergie, etc.) sera poursuivie, en lien avec la SPL Horizon Réunion, notamment l'accompagnement des projets en matière ingénierie.

Enfin, une nouvelle convention cadre sera établie entre la Région Réunion et ALBIOMA, portant sur la contribution de cette société à la PPE de La Réunion.

## **Hydraulique**

En 2020, les micro-centrales du Bras des Lianes seront exploitées et maintenues par la SPL Horizon Réunion. Elles devraient permettre une production de l'ordre de **5 GWh dans l'année**.

## **Énergies Marines Renouvelables (EMR)**

Dans le cadre du POE FEDER 2014-2020, un **Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)** a été lancé en fin d'année 2018 par le Guichet Unique en charge de la Recherche, du Développement et de l'Innovation (GURDTI) sur la thématique de l'innovation dans le domaine de l'énergie et des EMR en particulier. L'instruction des projets éligibles permettra de déterminer ceux susceptibles de bénéficier du soutien régional.

En matière de **Recherche Développement et Innovation**, la Région s'appuie sur le **cluster Témergie**, dont elle est membre depuis sa création en 2009. Depuis 2015, Témergie est le représentant local du GIP France Énergie Marine (FEM), auquel la Région Réunion adhère. L'objectif est de favoriser l'émergence de collaborations de recherche entre La Réunion et les entités nationales travaillant sur ces thématiques, et d'accompagner les porteurs de projets locaux.

Dans ce cadre, et faisant suite à l'étude de faisabilité réalisée par Témergie, cofinancée en 2019 par la Région, l'année 2020 devrait permettre de lancer un **appel à projets** pour la réalisation d'une Plateforme (ou site) d'acquisition de données et d'Expérimentation sur les énergies marines renouvelables (**PEMER**) en mer pour les technologies d'énergies marines.

En déclinaison de la PPE et du Schéma Régional des Énergies Marines (SREMER) mis à jour en 2019, la Région Réunion veillera en 2020, à accompagner les études et les projets nécessaires à la mise en œuvre de technologies de valorisation d'énergies marines, en particulier en matière d'éolien off-shore, de refroidissement par eau de mer (SWAC) ou encore par hydromaréthermie.

Enfin, la Région Réunion continuera à financer le maintien opérationnel du **PAT ETM** en partenariat avec Naval Énergies et l'Université de La Réunion, afin de promouvoir des actions de recherche et le développement de technologies d'échangeurs nécessaires à l'Énergie Thermique des Mers et au dispositif ORC (cycle organique de Rankine).

## Stockage

Le développement des technologies et des capacités de stockage de l'électricité représente un enjeu important pour les années à venir dans une perspective de diversification du mix électrique, avec notamment l'augmentation de la part des énergies renouvelables intermittentes (solaire, éolien) dans la production électrique.

En 2020, suite au partenariat mis en place avec l'Université de La Réunion et EDF, pour la mise en œuvre du programme de recherche « PEPS » dont l'objectif est de favoriser l'insertion des énergies intermittentes (photovoltaïque notamment) sur le réseau en étudiant les intérêts et les impacts du foisonnement, du stockage et de l'écrêtement, il conviendra de définir une stratégie de développement du stockage sur l'île.

Par ailleurs, un soutien financier au développement de systèmes de stockage adaptés aux problématiques réunionnaises (cas notamment des Stations de Transfert d'Énergie par Pompage-turbinage / **STEP**) pourra être étudié, en recherchant des financements susceptibles d'être mobilisés, en complément des appels à projets que devrait lancer la Commission de Régulation de l'Énergie pour répondre aux objectifs de la PPE.

### **2.2.4. Actions de maîtrise de l'énergie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre**

En 2020, les actions mises en œuvre seront développées dans le cadre de la PPE, notamment en partenariat avec l'État, l'ADEME, EDF et la SPL Horizon Réunion qui réalisera des missions de conduite d'opérations, à la demande de la Région.

Dans le cadre du POE FEDER 2014-2020, les actions suivantes seront mises en œuvre :

- Fiche action 4-01 « *Réalisation et exploitation de réseaux de production et de distribution de froid à partir des eaux marines profondes en vue de climatiser des bâtiments tertiaires* » Participation financière au projet de SWAC Sud ;
- Fiche action 4-02 « *Promouvoir les projets de valorisation des énergies renouvelables, notamment de la biomasse et du biogaz* » Soutien aux installations de climatisation solaire ;
- Fiche action 4-03 « *Production d'eau chaude sanitaire pour les logements à caractère social et les bâtiments publics à partir d'énergie solaire (chauffe-eau solaires)* » Aide aux bailleurs sociaux qui installent des chauffe-eaux solaires sur les logements locatifs sociaux existants et aux collectivités territoriales pour les bâtiments publics (dispositif relevant des Investissement Territoriaux Intégrés) ;
- Fiche action 4-04 « *Production d'eau chaude sanitaire en faveur de personnes en difficultés économique ou sociales à partir d'énergie solaire (chauffe-eau solaire)* » Soutien à la mise en place de chauffe-eau solaires pour les foyers défavorisés (**Ecosolidaire**) ;
- Fiche action 4-11 « *Rénovation de l'éclairage public LED* » Soutien à la mise en place d'éclairages publics performants ;
- Fiche action 4-12 « *Infrastructures de Recharge de véhicules électriques par production solaire* » Aide à des projets de centrales photovoltaïques alimentant des bornes de recharge de véhicules électriques ;

- Fiche action 4-14 « *Installations photovoltaïques en autoconsommation tertiaires et industrielles* » Aide à des projets de centrales photovoltaïques en autoconsommation dans le secteur tertiaire ;
- Fiche action 4-17 « *Aide à l'installation de centrales photovoltaïques pour les particuliers* » Aide à des projets de centrales photovoltaïques chez les particuliers.

Par ailleurs hors POE FEDER, la Région interviendra sur les actions suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre d'un programme **Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie Réunion** (SLIME Réunion), en partenariat avec EDF, en apportant des solutions concrètes aux foyers visités et en contribuant à améliorer la coordination des acteurs qui luttent contre la précarité énergétique.
- Selon les résultats de la candidature déposée par la Région en partenariat avec la SPL Horizon Réunion dans le cadre de l'appel à programmes 2019 « Certificats d'Économies d'Énergie », la Région pourra déployer sur le territoire une campagne de diagnostics énergétiques des maisons individuelles permettant d'évaluer les économies d'énergie générées par différents types de travaux et d'accompagner les foyers dans la mise en œuvre de ces travaux.
- Mise en œuvre d'actions conjointes avec le SIDELEC, dans le cadre de la convention-cadre 2019-2023 signée le 06 novembre 2018, portant notamment sur les volets suivants : éclairage public communal, électrification de Mafate (diffusion de matériels électriques performants), bornes de recharge de véhicules électriques.

Dans le cadre du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) 2019-2022 de La Réunion, signé le 08 juillet 2019, la Région contractualisera avec l'ADEME et EDF pour développer des actions en matière de maîtrise de la demande en énergie, de développement des énergies renouvelables, et d'économie circulaire.

Des actions de communication, menées en partenariat avec l'ADEME et EDF, seront mises en œuvre pour faire connaître les aides mobilisables *via* le cadre de compensation.

### **Contribuer à développer le solaire thermique**

En matière de **solaire thermique**, l'année 2020 permettra de poursuivre le soutien des opérations d'équipements en eau chaude solaire des secteurs résidentiels, tertiaires et industriels.

Des appels à projets conjoints avec l'ADEME pourront ainsi être lancés pour favoriser l'émergence de projets dans les secteurs tertiaires et industriels, dont la mobilisation demeure toujours assez limitée. Les crédits du POE FEDER 2014-2020 pourront également être mobilisés, dans le cadre des fiches actions existantes.

### **Précarité énergétique**

La précarité énergétique est une priorité de la mandature, afin de réduire les inégalités et tenir compte des écarts de vie et des grandes difficultés socio-économiques que connaissent certaines familles réunionnaises.

### Poursuite du Dispositif Ecosolidaire

Le dispositif régional Ecosolidaire, dédié aux familles en situation de précarité, vise à les aider à **réduire leur dépense énergétique**. Outre l'économie générée pour chaque foyer, il s'agit également de réduire les **inégalités sociales** en permettant à certains d'entre eux d'avoir de l'eau chaude sanitaire et donc d'améliorer leur condition de vie.

Il s'agit de toucher un maximum de foyers éligibles, par la mobilisation des crédits du POE FEDER en complément de ceux de la Région et d'EDF, au titre de la fiche action 4-04 « *Production d'eau chaude sanitaire en faveur de personnes en difficultés économique ou sociales à partir d'énergie solaire (chauffe-eau solaire)* ». En 2019, la Région a apporté des modifications aux règles d'éligibilité, permettant d'élargir le public bénéficiaire par les personnes usufuitières de leur logement et en augmentant le plafond de revenus, en cohérence avec ceux de l'ANAH.

Ainsi en 2020, le nombre de foyers qui devraient pouvoir en bénéficier sera porté à **1 600**. La mise en œuvre du dispositif sera confiée à la SPL Horizon Réunion avec une communication spécifique à mettre en place pour informer le public.

Ce dispositif a également un impact sur **l'emploi réunionnais**, en impliquant notamment les professionnels que sont les solaristes (7 solaristes ont établi un partenariat avec la Région). Ainsi le dispositif Ecosolidaire permet de maintenir l'activité d'environ **6 emplois** (5 ETP pour 1 500 chauffe-eau solaires).

### Dispositif SLIME

Le SLIME Réunion, animé par la SPL Horizon Réunion, permet de diagnostiquer et aider les foyers à sortir d'une situation de précarité énergétique. Cet accompagnement des familles contribue donc à diminuer la facture énergétique des foyers visités, et permet d'augmenter leur pouvoir d'achat. Ainsi, le dispositif SLIME permet à chaque foyer bénéficiaire d'économiser en moyenne, **405 kWh/an, soit 55 € par an sur sa facture d'électricité**.

En 2020, le dispositif concernera 3 500 foyers et il s'agira également de voir la possibilité d'élargir le champ des actions menées auprès des foyers défavorisés en s'appuyant sur les aides mises en place par EDF en application de la décision de la Commission de Régulation de l'Énergie sur le cadre de compensation des Charges de Service Public d'Électricité (CSPE) : isolation, protection solaire, électroménager performant, etc.

Il est à noter que la synergie entre le dispositif Ecosolidaire et le programme SLIME sera poursuivie afin que les visites liées au dispositif Ecosolidaire, s'accompagnent également du diagnostic énergétique réalisé dans le cadre du programme SLIME, dont le cadre national et l'éligibilité aux Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) ont été renouvelés jusqu'en 2020.

### Dispositif d'aide en faveur des bailleurs sociaux

Dans le cadre de la fiche action 4-03 « *Production d'eau chaude sanitaire pour les logements à caractère social et les bâtiments publics à partir d'énergie solaire (chauffe-eau solaires)* » du POE FEDER 2014-2020, les bailleurs sociaux bénéficieront d'un soutien

de la Région, du FEDER et de l'ADEME pour l'équipement en ~~chauffe-eau solaires de leurs~~ logements : près de **1 000 logements** devraient ainsi être subventionnés en 2020.

Les économies sont similaires à celles générées par les chauffe-eau solaires individuels. La mise en œuvre des installations prévues pour 2020 correspond à environ **2 ETP** (5 ETP pour 1 500 logements équipés).

### **Climatisation solaire**

Dans le cadre de la fiche action 4-02 « *Promouvoir les projets de valorisation des énergies renouvelables, notamment de la biomasse et du biogaz* » du POE FEDER 2014-2020, il est prévu de soutenir **les installations de climatisation solaire**. Ainsi, en 2020, **trois à quatre projets** devraient bénéficier d'une contrepartie de la Région au financement européen.

### **Éclairage public**

L'éclairage public est un poste de consommation énergétique important des collectivités. Des technologies récentes sont susceptibles de diminuer ces consommations pour un service équivalent. Cet axe a ainsi été identifié dans la PPE, comme devant faire l'objet d'actions de maîtrise de la demande en électricité.

Dans le cadre la fiche action 4-11 « *Rénovation de l'éclairage public LED* » du POE FEDER 2014-2020, en lien avec EDF et l'ADEME, des projets publics de rénovations d'éclairage public pourront bénéficier du soutien régional. Un objectif de **4 000 à 8 000 points lumineux** améliorés pourrait être visé pour 2020.

## **2.5. RÉSEAUX INTERNATIONAUX**

La Région poursuivra le partenariat établi avec les réseaux internationaux non gouvernementaux qui œuvrent pour le changement climatique et le développement durable. Le concept de développement durable repose sur la conciliation des **intérêts économiques, sociaux** et environnementaux.

La sensibilisation des citoyens au respect de valeurs éthiques permet de consommer des produits sains, de sauvegarder l'environnement, et **de ne pas exploiter les plus démunis**. Le respect de ces valeurs est essentiel pour la Planète. Le citoyen a des devoirs envers la planète sur laquelle il vit, et l'environnement dans lequel il évolue. Le respect de ces devoirs est indispensable, car ils sont le garant du maintien des ressources vitales de la Terre.

En 2020, la Collectivité poursuivra son partenariat avec Régions4 (anciennement Nrg4SD), The Climate Group, R20 et ORU FOGAR, axé sur une déclinaison opérationnelle à l'échelle régionale, des orientations issues de la COP 21 sur le changement climatique.

De plus, la Région a été retenue dans le cadre du projet RESOR suite à un appel à projets lancé au titre du programme interreg Europe 2014-2020. Ce projet, soutenu par le réseau RUP (Régions Ultra Périphériques), est né du besoin de soutenir les entreprises dans l'adoption de comportements et de pratiques énergétiques plus efficaces et durables. 8

RUP participant à ce projet : Les Îles Canaries (en tant que chef de file de ce projet), Madère, les Açores, Chypre, Epire, la Guadeloupe, la Martinique et La Réunion.

L'objectif est de partager les bonnes pratiques, entre les RUP, en faveur du développement de l'efficacité énergétique et d'une meilleure intégration des énergies renouvelables dans les entreprises. Pour cela, le projet prévoit, entre autres, plusieurs visites de sites exemplaires.

En 2020, La Réunion organisera un study visite permettant d'accueillir les autres territoires, afin de partager les échanges de bonnes pratiques en lien avec les partenaires locaux.

**Énergie – Fonctionnement des structures spécialisées en environnement :  
SPL ER, Amorce, Climat Group, NRG4SD, R20, registre CEE...  
A208-0001 n°1 - Chapitre 937 – Fonction 75**

**AE : 287 500 €  
CP : 307 500 €**

**Énergie, Fonctionnement des structures spécialisées : suivi PV par SPL ER et  
exploitation Bras des Lianes  
A208-0001 n°2 - Chapitre 937 Fonction 75**

**AE : 151 000 €  
CP : 131 000 €**

**Énergie – Fonctionnement – Frais divers  
A208-0002 n°1 - Chapitre 937 Fonction 75**

**AE : 15 000 €  
CP : 15 000 €**

**Énergie – Subvention en énergie : Photovoltaïque, Hydraulique Cilaos  
P208-0002 n°1 - Chapitre 907 – Fonction 75  
AP : 54 661 €**

**Énergie – Aide aux entreprises : Énergies marines, Photovoltaïque,  
Chauffe-eau solaires, Biomasse...  
P208-0002 n°2 - Chapitre 907 – Fonction 75**

**AP : 2 061 032 €  
CP : 1 268 192 €**

**Énergie – Subvention pour Études et recherches publiques : stockage...  
P208-0002 n°3 - Chapitre 907 – Fonction. 75**

**AP : 249 175 €  
CP : 100 000 €**

**Énergie – Études et recherches en Maîtrise d’ouvrage : Plan solaire, PPE...  
P208-0002 n°4  
Chapitre 907 – Fonction. 75**

**AP : 202 899 €  
CP : 217 500 €**

**Énergie, Aide équipement photovoltaïque : Chèque PV  
P208-0002 n°6 - Chapitre 907 Fonction 75**

**AP : 1 067 892 €  
CP : 1 153 534 €**

**Énergie – Aide aux particuliers pour chauffe-eau solaires : Ecosolidaire  
P208-0002 n°7 - Chapitre 907 – Fonction. 75**

**AP : 1 883 050 €  
CP : 1 320 310 €**

**Énergie, Travaux dans le domaine de l’Énergie subvention et maîtrise  
d’ouvrage : missions SPL ER, Hydraulique Bras des Lianes  
P208-0002 n° 8 - Chapitre 907 Fonction 75**

**AP : 1 755 714 €  
CP : 1 322 395 €**

**Énergie, Travaux dans le domaine de l’Énergie subvention et maîtrise  
d’ouvrage : mission SLIME - P208-0002 n° 8  
Chapitre 907 Fonction 75**

**AP : 1 964 921 €  
CP : 1 223 024 €**

### **3. PLANIFICATION DES DÉCHETS ET UN SCENARIO « ZÉRO DÉCHET », CRÉATEUR D’EMPLOIS**

#### **3.1. Élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)**

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), prévoit pour les déchets, de substituer un **plan unique** aux trois anciens plans de gestion des déchets à l’échelle régionale et infra-régionale : le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux, le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux et le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des bâtiments.

Le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets précise le contenu et la procédure d'élaboration de ce plan. Les travaux d'élaboration du **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets** (PRPGD) ont démarrés en 2017 avec l'appui d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (groupement Espélia, Recovering, Deloitte et Mounier) et a permis d'établir un état des lieux sur les gisements.

En 2020, les travaux d'élaboration du PRPGD seront poursuivis en cohérence avec le **scénario « zéro déchet »** à l'horizon 2030, et en renforçant les actions prévues dans le Plan Régional d'Actions en faveur de l'Économie Circulaire. Il s'agira notamment de finaliser la phase de concertation (consultation des personnes publiques associées et avis de l'autorité environnementale, enquête publique, du Conseil Consultatif Citoyen) en vue d'une approbation courant 2020.

### 3.2. Le scénario « zéro déchet »

Le zéro déchet est une démarche globale visant à réduire à la source la production de déchets. Il s'agit d'intervenir à trois niveaux : produire sobrement (via l'éco-conception notamment), optimiser et allonger l'usage (via l'économie du partage, le réemploi par exemple) et en dernier lieu préserver la matière (grâce au compostage ou au recyclage).

Au regard du contexte insulaire, de la richesse du patrimoine naturel de l'île et pour les générations futures, la Région a fixé un objectif de « zéro déchet » à l'horizon 2030 qui est repris dans le scénario du PRPGD en cours d'élaboration. Il s'agit pour la Collectivité d'accompagner la **transformation écologique** des entreprises, de structurer fortement les filières de collecte et de recyclage (pour le verre, le plastique, les papiers/cartons, les métaux, les textiles, les biodéchets), de développer des solutions comme les « ressourceries » et autres ateliers de réparation et de valorisation des objets abandonnés.

Ainsi, en 2020, des projets seront financés au titre du POE FEDER 2014-2020, basés sur le plan de rattrapage des équipements liés aux déchets élaboré en partenariat avec l'ADEME.

Cette démarche respecte la **hiérarchisation des modes de traitement** prévus par le Code de l'environnement et s'appuie fortement sur la prévention, la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage, et toute autre valorisation, notamment la valorisation matière. Conformément aux recommandations de la Commission européenne, la Région ne souhaite pas créer de **nouveaux équipements** de valorisation des déchets sur son territoire, qui ne seraient pas utiles et qui viendraient concurrencer directement les filières de l'économie circulaire liée à la prévention, au recyclage des déchets qui contribuent le plus aux économies d'énergie et à la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

De plus, les risques sanitaires liés aux dioxines, furanes et autres substances toxiques susceptibles d'être émises par les incinérateurs sont une préoccupation majeure pour la Région en matière de protection de la population réunionnaise. En outre, les Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) nécessiteraient soit la création d'une installation de stockage de déchets dangereux sur l'île (dans des



conditions non conformes avec les usages établis au niveau national en raison de l'absence des couches géologiques nécessaires pour le stockage dans les conditions recommandées par la loi) soit leur exportation vers la métropole ou l'Europe, à un coût conséquent.

En 2020, la Région finalisera la consultation du projet de plan intégrant la **déclinaison du scénario « zéro déchet »**, en lien notamment avec les EPCI en charge d'élaborer les plans locaux de prévention et de gestion des déchets. Il s'agira également de mettre en cohérence l'ensemble des documents de programmation en cours d'élaboration (PRPGD, PPE révisée et SRB).

### 3.3. Développement des filières de l'économie circulaire

La loi NOTRe confère aux régions un rôle majeur dans le champ de l'économie circulaire, par l'élaboration d'un plan d'actions régional. La Région est pour sa part, totalement engagée dans les dynamiques conduisant à soutenir toutes les dimensions de l'économie circulaire. Dans ce cadre, la Région bénéficie d'un accompagnement technique et financier de l'ADEME dans le cadre d'un contrat d'objectifs pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire (CODREC).

L'économie circulaire est un **concept économique** qui s'inscrit dans le cadre du **développement durable** et qui s'inspire notamment des notions d'**économie verte**, d'**économie de l'usage**, de l'économie de la performance et de l'**écologie industrielle** (laquelle veut notamment que le **déchet** d'une industrie soit **recyclé** en **matière première** d'une autre industrie ou de la même).

Cette nouvelle économie de l'usage prônant le réemploi, le recyclage ou la valorisation des biens et des matériaux permet le développement de nouvelles structures locales de proximité, créant ainsi de nouveaux emplois de proximité.

Ces nouveaux modes de consommation, ces changements de comportement alliant la prise de conscience de la nécessité de l'économie des ressources et d'une consommation responsable permet le développement de nouvelles filières locales créatrices elles-aussi de nouveaux emplois.

En 2020, les actions prévues sont :

- La valorisation des acteurs et des initiatives de l'économie circulaire par notamment des actions de communication,
- L'actualisation, le développement et la promotion de « La Réunion Ecopositive, l'annuaire régional des acteurs de l'économie circulaire »,
- La mise en œuvre du plan régional d'actions en faveur de l'économie circulaire (PRAEC) en lien avec NEXA,
- La mise en œuvre du contrat d'objectifs avec l'ADEME pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire, notamment par le développement de synergies au travers de l'écologie industrielle et territoriale,
- L'initiation de synergie entre acteurs, pour le développement de l'économie circulaire notamment par la mise en réseau des acteurs et des initiatives,

- Le lancement d'un nouvel appel à projets « Économie circulaire » en partenariat avec l'ADEME,
- La poursuite du soutien aux investissements des projets en faveur du développement de l'économie circulaire, notamment pour les associations, les fondations, les sociétés coopératives et les sociétés coopératives d'intérêt collectif, conformément au cadre d'intervention actualisé en 2018,
- L'accompagnement pour la structuration des entreprises et le développement de l'innovation, notamment à travers la mobilisation des mesures du POE FEDER 2014-2020,
- L'accompagnement pour la création ou la structuration des entreprises pour le développement des filières de l'économie circulaire notamment au travers de la mobilisation des fonds du POE FEDER 2014-2020,
- L'accompagnement technique des projets de développement liées à l'économie circulaire et les déchets dans la zone Océan Indien en concordance avec le programme INTERREG,
- L'accompagnement des projets de déchetteries, de recycleries et de ressourceries,
- L'accompagnement de structuration des filières de recyclage,
- Un soutien technique au Cluster GREEN (Groupement Régional des Entreprises engagées pour l'Environnement), porté par le SICR Syndicat de l'importation et du Commerce de La Réunion et notamment pour le forum des éco-entreprises, 3<sup>ème</sup> réédition en 2020,
- Une participation financière, en partenariat avec l'ADEME, en faveur de la CER (Cellule Économique Régionale) du BTP, pour le poste de chargé de mission qui assure l'animation liée à la gestion des déchets du BTP,
- Une contribution à l'éco-organisme ECO AGRI REUNION, pour le déploiement de la filière gestion des déchets agricoles non organiques à La Réunion,
- une contribution au projet SATEGE (Service d'Appui Technique à la gestion des Epanchages) porté par la chambre d'agriculture, sous l'égide de la Préfecture de La Réunion,
- Une participation financière (adhésion) à l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) pour une veille et un observatoire des initiatives de l'économie circulaire en France,
- Un soutien au poste de chargé de mission observatoire des déchets en matière d'information et de suivi des données porté par l'AGORAH.

Enfin, la Région étudiera les modalités d'accompagnement des entreprises dans une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale incluant l'économie circulaire (changements de comportement, clause de marchés publics...).

Par des aides à l'investissement en faveur du développement des filières de l'économie circulaire, la Région souhaite inciter à la **création ou le développement** de structures et/ou de projets ayant pour finalité l'amélioration du cadre ou des conditions de vie et la diversification de l'offre de proximité potentiellement **créatrice d'emplois de proximité**, limitant ainsi les déplacements quotidiens domicile / travail.

Le **nombre d'emplois** créé par les aides à l'investissement en faveur du développement de l'économie circulaire est estimé à :

- 1 emploi direct ou indirect par tranche de 30 000 euros d'aide à l'investissement, pour les associations, fondations ou sociétés coopératives,
- 1 emploi direct ou indirect par tranche de 100 000 euros d'aide à l'investissement, pour les entreprises en phase de création ou de structuration.

**Les lignes budgétaires suivantes seront mobilisées :**

**Déchets cadre de vie  
P126-0003 n°1 - Chapitre 907 – Fonction 72**

**AP : 477 000 €  
CP : 556 000 €**

**Observatoire des déchets (AGORAH)  
P126-0015 n°1 - Chapitre 907 – Fonction 72**

**AP : 100 000€  
CP : 39 200 €**

**Déchets cadre de vie  
A126-0003 n°1 - Chapitre 937 – Fonction 72**

**AE : 178 600 €  
CP : 178 600 €**

## **4. CHANGEMENT CLIMATIQUE – QUALITÉ DE L'AIR – APPRÉHENDER LES RISQUES NATURELS – ACTIONS DANS LE DOMAINE DE L'EAU, VISANT À PRÉSERVER LA SANTÉ DES RÉUNIONNAIS**

### **4.1. SURVEILLER ET SENSIBILISER LA POPULATION SUR LA QUALITÉ DE L'AIR**

#### **4.1.1. Le Plan Régional Santé Environnement 3 (PRSE 3)**

Le schéma régional climat, air, énergie (SRCAE) comprend un volet Air portant sur l'amélioration de la connaissance, la recherche, la sensibilisation et le réseau de surveillance avec des seuils régionaux. Concernant la qualité de l'air, notre intervention s'appuie sur le Plan Régional Santé Environnement dont la finalité est d'améliorer la santé des Réunionnais grâce à une prévention adéquate et à une meilleure gestion des risques environnementaux définis comme prioritaires à La Réunion. Ce plan s'attache en particulier à réduire les inégalités territoriales et environnementales de santé.

Par délibération de la Commission permanente en date du 13 juin 2017, la Région a validé la charte pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du PRSE3 qui a été signée par l'État et la Région en mai 2018. Le PRSE 3 couvre la période 2017-2021 et ses actions

s'articulent autour des 5 axes : qualité sanitaire de l'alimentation et de l'eau, milieux intérieurs, cadre de vie, gestion des connaissances et protection des jeunes générations.

En 2020, la Région participera aux comités de pilotage du PRSE 3, s'agissant notamment des actions dont elle assure le pilotage (localisation des dépôts sauvages, gestion de l'amiante dans les établissements scolaires) et à l'organisation d'événements en lien à la thématique santé environnementale.

#### **4.1.2. ATMO REUNION (ex Observatoire Réunionnais de l'Air)**

ATMO REUNION est une association agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie. Elle est financée par l'État, les collectivités locales et les gestionnaires d'installations polluantes dans le cadre de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Les missions de ATMO REUNION permettent de :

- **Surveiller la qualité de l'air à La Réunion**, grâce à un réseau de stations fixes et mobiles,
- Étudier la qualité de l'air pour mieux la comprendre,
- Informer les institutions et le public au quotidien.

La convention cadre Etat-Région-ADEME pour la période 2015-2020, prévoit une contribution, des actions relatives à la **qualité de l'air** en lien avec le volet Air du SRCAE, pour un montant de 150 000 €. Dans ce cadre, la Région apporte son soutien à l'ATMO REUNION, pour l'acquisition de **dispositifs de surveillance** de la qualité de l'air, afin de répondre aux exigences réglementaires.

En 2020, la Région poursuivra sa contribution au programme d'actions de l'ATMO REUNION.

**La ligne budgétaire suivante sera mobilisée :**

**Déchets cadre de vie (Air) – ORA  
P126-0003 n°3  
Chapitre 907 – Fonction 74**

**AP : 71 193 €  
CP : 94 000 €**

## **4.2. APPRÉHENDER LES RISQUES NATURELS**

### **4.2.1. L'Observatoire Régional des Risques Naturels (ORN)**

À La Réunion, les conséquences des risques naturels sont majoritairement imputables à l'aléa cyclonique/tempête tropicale, au volcanisme, à la sismicité, aux feux de forêt, mais aussi au contexte fonctionnel et socio-économique (insularité, pressions foncières, crise de l'emploi, etc.).

Pour y faire face, une véritable politique de diminution des enjeux et des vulnérabilités est menée sur le territoire, favorisant l'émergence d'actions communes *via* la création d'outils

innovants (observation, spatialisation, modélisation) et des engagements significatifs en faveur du développement et de l'entretien d'une « mémoire commune du risque ».

La Région, s'inscrivant dans ce cadre, soutient des actions en matière de risques naturels et des études portant sur l'amélioration des connaissances relatives aux évolutions climatiques qui viennent alimenter en données l'**Observatoire des Risques Naturels de La Réunion (ORN)**.

L'Observatoire des Risques Naturels de La Réunion (ORN), créé en 2012, dont la gestion et l'animation ont été confiées à l'**AGORAH**, assurent les missions suivantes :

- **Améliorer la connaissance et informer sur l'état des risques,**
- **Intégrer les risques naturels au sein des politiques d'aménagement,**
- **Évaluer et suivre l'évolution des risques naturels et des actions mises en œuvre.**

À ce titre, l'Observatoire des Risques Naturels de La Réunion (ORN) assure le suivi des indicateurs du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) liés à l'adaptation au changement climatique au sein du Comité 4 de la Gouvernance Énergie-Climat, copiloté par l'AGORAH et la DEAL.

En 2020, la Collectivité poursuivra son implication dans les activités de cet observatoire en s'assurant en particulier du suivi des orientations et des indicateurs du SRCAE, en matière de changement climatique.

#### **4.2.2. Actions du BRGM en matière de risques naturels**

Les actions mises en œuvre par le BRGM, avec le soutien financier de la Région, s'inscriront dans le cadre de la convention-cadre 2014-2020 et porteront sur les objectifs suivants :

- La compréhension des phénomènes géologiques et les risques associés,
- Le développement et la mise à disposition des outils nécessaires à la gestion du sol et du sous sol et des ressources.

En 2020, la Collectivité poursuivra son soutien en faveur du BRGM afin d'alimenter l'Observatoire des Risques Naturels. Ainsi, le BRGM interviendra en « **Appuis Techniques et Expertises** à la demande des services de la Région » et poursuivra le suivi du trait de côte et des phénomènes d'érosion côtière (**OBSCOT**).

#### **4.2.3. Actions de l'Observatoire Volcanologique du Piton de la Fournaise (OVPF)**

Le partenariat établi avec l'Institut de physique du Globe de Paris (IPGP) et son antenne locale l'Observatoire Volcanologique du Piton de la Fournaise (IPGP/OVPF) fait l'objet d'une convention pluriannuelle pour la période 2016-2020 pour la réalisation d'actions de Service Public et de recherche sur la connaissance et la gestion de l'environnement volcanique et des risques volcaniques.

En 2020, la Collectivité poursuivra son soutien en faveur du programme d'actions de l'OVPF, relatif à la valorisation et à la diffusion des données acquises sur le Piton de la

Fournaise. Elle travaillera également sur les perspectives de poursuite de partenariat avec l'IPGP et l'OVPF, au-delà du terme de la convention cadre 2016-2020.

**La ligne budgétaire suivante sera mobilisée :**

**Risques Naturels – Sols et sous-sols  
P140-0013 n°1 - Chapitre 907 – Fonction 78**

**AP : 150 000 €**

**CP : 166 000 €**

### **4.3. PROGRAMME DE GESTION DU RISQUE INONDATION (PGRI)**

La gestion des risques naturels à La Réunion constitue un des enjeux de l'aménagement du territoire. Ainsi, les inondations constituent un risque important sur le territoire et la vulnérabilité de la population est avérée.

Le PGRI (2016-2021) est un document de planification de la gestion des inondations sur l'ensemble du territoire. Il a été approuvé par le Préfet en 2015, et les objectifs sont de :

- Poursuivre la compréhension des phénomènes d'inondation,
- Mieux se préparer et mieux gérer la crise lors des inondations,
- Réduire la vulnérabilité actuelle et augmenter la résilience du territoire face aux inondations,
- Concilier les aménagements futurs et les aléas,
- Réunir tous les acteurs de la Gestion du Risque Inondation. Ainsi, le PGRI définit, pour une période de six ans, les grandes orientations qui permettent de réduire les conséquences négatives des inondations sur l'ensemble du bassin hydrographique de La Réunion, et en particulier sur les Territoires à Risque Important (TRI). Il permet de prioriser des actions, de façon à mieux répartir les financements publics sur les plus efficaces et les plus urgentes.

En lien avec la mise en œuvre de la **Directive Inondation**, des actions prioritaires sont identifiées, afin de réduire de façon opérationnelle, la vulnérabilité des populations face au risque d'inondation.

Ainsi en 2020, dans le cadre de la fiche action 8.03 « *Programme de gestion des risques inondations (PGRI) : Actions de prévisions, de prévention et protection* » du POE FEDER, la Région poursuivra son soutien à la mise en œuvre des Plans d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) et des projets d'endiguement, prioritaires retenus, en apportant la contrepartie publique nationale.

Enfin, la Région sera également associée aux travaux de révision du PGRI.

**La ligne budgétaire suivantes sera mobilisée :**

**PGRI  
P140-0006 n°1 - Chapitre 905 – Fonction 59**

**AP : 80 000 €  
CP : 555 000 €**

#### **4.4. ACTIONS DANS LE DOMAINE DE L'EAU**

*La gestion des ressources en eau à La Réunion se fait suivant une planification au niveau européen, national et local.*

Outils de planification :

Découlant de la **Directive européenne cadre sur l'eau** (DCE) de 2000, le SDAGE (**Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux**) **2016-2021** est l'outil de planification dédié à la gestion de la ressource en eau au niveau national. Ce document fixe, sur une durée de 6 ans, pour chaque grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels).

Ses mesures sont déclinées à travers des **Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** au niveau des sous-bassins (Est, Ouest et Sud de l'île). Un SAGE comporte un plan d'aménagement et de gestion durable (opposable aux décisions administratives et plans de portées inférieures) accompagné d'un règlement (opposable au tiers). Il est rédigé et suivi par une structure porteuse désignée par la Commission Locale de l'Eau. Le Comité de Bassin de La Réunion est désormais le **Comité de l'Eau et de la Biodiversité**.

En 2020, l'action de la Région dans le domaine de l'eau et de la mise en œuvre du SDAGE se fera dans la continuité des années précédentes. La révision du SDAGE se poursuivra également en 2020, dans le cadre de la commission de planification du CEB. La commission planification est chargée de préparer l'élaboration du SDAGE 2022-2027 et d'aider les prises de décision de la CEB sur ce projet. L'adoption du SDAGE est prévue en octobre 2021 par le CEB et en novembre 2021 par le Préfet. La commission sera en place jusqu'en décembre 2021.

Suite à la volonté de l'État d'accompagner les collectivités compétentes en matière d'eau potable et d'assainissement dans l'Outre-Mer, un plan d'actions auprès de ces collectivités a été signé entre les ministres de l'environnement, des Outre-Mers, des affaires sociales et de la santé, l'Agence Française de Développement, la Caisse des Dépôts, la Région et le Département le 30 mai 2016.

Ce plan Eau DOM vise à accompagner les collectivités compétentes dans l'amélioration du service rendu à leurs usagers en matière d'eau potable et d'assainissement. Dans ce cadre, un nouveau mode de contractualisation (le contrat de progrès) a été défini avec chaque intercommunalité afin de décliner les objectifs du plan Eau DOM au plus près des réalités du territoire. Ce contrat conditionne les modalités de financement et de

cofinancement des programmes d'investissements engagés (accès à des prêts à des taux bonifiés de l'AFD et de la Caisse des Dépôts). Ainsi, chaque EPCI doit signer son contrat de progrès.

En 2020, dans le cadre de la **Conférence des acteurs de l'eau**, coprésidée par la Région, il s'agira de participer au suivi de la mise en œuvre de ces contrats de progrès, en lien avec l'Etat.

Enfin, la Région participera au comité sécheresse organisé par la Préfecture. "Le comité sécheresse a pour but de faire le bilan de la situation hydrologique et météorologique et procéder à l'analyse des éléments d'anticipation d'une éventuelle crise.

#### Amélioration de la qualité de l'eau :

Le maintien des ressources vitales de notre Planète est indispensable à la survie de l'humanité. L'eau est une ressource naturelle et la préservation de sa qualité et de sa quantité doit donc induire des actions adaptées aux nouveaux enjeux. **Chaque Réunionnais** doit pouvoir **consommer une eau** ne présentant **aucun risque sanitaire** : c'est un besoin vital pour chaque être humain.

#### **Maîtriser la qualité de l'eau du robinet est un objectif prioritaire pour améliorer l'état de santé de la population.**

En 2020, au titre de la fiche action 5.06 « *Création et extension d'usines de potabilisation* » du POE FEDER 2014-2020, la Région cofinancera plusieurs projets de création **d'usines de potabilisation** à Petite Ile, aux Avirons, à Saint-Louis et à l'Étang Salé.

#### **Les lignes budgétaires suivantes seront mobilisées :**

**Eau – retenue collinaire**  
**P126-0013 n°1 - Chapitre 907 – Fonction 73**

**CP : 380 000 €**

**Potabilisation de l'Eau**  
**P126-0012 n°1 - Chapitre 907 – Fonction 73**

**AP : 580 000 €**  
**CP : 1 043 183 €**



## 5. RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

### 5.1. RECHERCHE AGRONOMIQUE

En 2020, la Région poursuivra son soutien aux activités de recherche agronomique du CIRAD, conformément à l'accord cadre quadripartite État-Région-Département-CIRAD 2015-2020. Elle interviendra en contrepartie des fonds du POE FEDER Convergence, du POE INTERREG V OI (phases 2 des projets régionaux) et du PDRR FEADER 2014-2020.

Les programmes de recherche et expérimentation ainsi cofinancés par la Région s'inscrivent dans les orientations de la « Stratégie Europe 2020 » de l'Union Européenne, de la « Stratégie de Spécialisation Intelligente » de La Réunion (S3) et des priorités du « Plan Réunionnais de Développement Durable de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire » (PRAAD 2014-2020). Ils sont organisés en « Dispositifs de Programmation en Partenariat » (DPP) et concernent :

- la santé animale et humaine ;
- la biodiversité et la santé végétale ;
- la co-conception de systèmes agro-alimentaires de qualité ;
- les services et impacts des activités agricoles en milieu tropical.

Cette structuration qui implique davantage toutes les parties prenantes locales (chercheurs, professionnels du monde agricole et agroalimentaire, lycées agricoles...) et les acteurs de la zone océan Indien au sein de la « Plate-forme Régionale Agronomique pour le Développement » (PrÉRAD), est propice au développement renforcé des activités de recherche en bioéconomie tropicale et la valorisation de leurs résultats en actions de développement, de formation et de coopération.

La mesure de l'impact de la recherche agronomique pour le territoire sera appréciée selon les bilans de la période 2015-2019 de ces programmes en termes de transfert, d'innovation technologique, d'expérimentation, de formation, et en lien avec les relais tels que les Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricole : RITA « Santé animale et élevage », RITA « Canne », RITA « Fruits & légumes et horticole », ainsi que le pôle de compétitivité Qualitropic.

L'accord-cadre quadripartite prévoit en outre le financement de l'extension du Pôle de Protection des Plantes (3P). Le 3P est une plateforme à vocation régionale qui fédère les acteurs clés de la biodiversité et de la santé végétale. L'objectif général est d'une part, d'optimiser, en la rénovant, l'infrastructure 3P existante et d'autre part, de créer une extension au bâti pré-existant dans le but d'augmenter la capacité de recherche de la structure. Les travaux de réhabilitation et d'extension visent ainsi un meilleur regroupement des équipes de recherche, l'accueil de nouveaux chercheurs, l'augmentation des capacités de formation ainsi que le développement de nouveaux outils et de nouvelles compétences (notamment en écologie chimique). Suite au lancement des marchés, le début des travaux est prévu dans le courant du premier semestre 2020.

L'évaluation des programmes de recherche agronomique sera ciblée sur sa contribution effective à la consolidation de la **production agricole locale**, au **renforcement des**

**filières existantes** (agro-alimentaire, canne, élevage, maraîcher) et à la **création de nouvelles filières** (création variétale, modélisation de systèmes de production...).

Les retombées des programmes de recherche sur le plan sanitaire (santé animale, **humaine** et végétale) et du développement de méthodes alternatives (lutte biologique...) seront appréciées du point de vue à la fois de la **production** (en quantité et qualité) et de la **consommation**.

Ces programmes de recherche concourent aux **conditions de vie** des Réunionnais, en intégrant un volet sur la **santé humaine** et la préservation de l'environnement.

**La ligne budgétaire suivante sera mobilisée :**

**Recherche agronomique  
P126-0010 n°1 - Chapitre 906 – Fonction 63**

**AP : 1 333 046 €  
CP : 1 821 747 €**

## **5.2. PARTICIPATION À L'ERANET « BIODIVERSA3 » (APPELS À PROJETS DE RECHERCHE)**

La Région participe avec plusieurs RUP et PTOM du réseau NetBiome au projet « BiodivERSA3 » financé sous H2020 de 2015 à 2020. Coordonné par la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB), BiodivErsA 3 vise à promouvoir la recherche dans le domaine de la biodiversité, des services écosystémiques et des solutions fondées sur la nature par sa mise en réseau dans l'Espace européen de la Recherche (projet « ERANet »). Ce réseau européen compte 39 partenaires de 24 pays dont six régions d'Outre-mer (Guadeloupe, Réunion, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Canaries, Açores).

Le programme de travail de cet ERANet comprend le lancement d'appels à projets de recherche et le développement d'un « workpackage » dédié à l'Outremer. Les régions ultramarines poursuivront leurs activités au sein de BiodivErsA3 pour la prise en compte de leurs besoins et des opportunités offertes à l'Europe continentale en matière de recherche en biodiversité.

Les actions majeures de BiodivErsA prévues pour 2020 comprennent notamment, la mise en œuvre de l'appel à projets sur le thème de la « Biodiversité et du changement climatique » (évaluation et sélection des projets),

Cet appel à projets est cofinancé par la CE dans le cadre d'une nouvelle action ERA-NET COFUND "BiodivClim", acceptée pour financement en juillet 2019. Cette action aura une durée totale de 5 ans (2019-2024). Initiée par BiodivErsA, elle est développée dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda stratégique de recherche et d'innovation de BiodivErsA et de son plan d'action. Cette action « BiodivClim » compte 32 partenaires et est coordonnée par le partenaire Belge BELSPO (Service Public Fédéral de Programmation Scientifique Belge). Elle comprend l'appel à projets de recherche majeur, ainsi qu'une série d'activités additionnelles pour soutenir les chercheurs et renforcer la recherche dans le domaine de la biodiversité et du changement climatique.

L'appel à projet, lancé le 2 septembre 2019, couvre les quatre thèmes non-exhaustifs :

- les conséquences du changement climatique sur la biodiversité et sur les contributions de la nature aux sociétés ;
- les mécanismes de rétroaction climat-biodiversité ;
- le potentiel des **solutions fondées sur la nature** comme outil de mitigation et d'adaptation au changement climatique ;
- les synergies et compromis entre les politiques publiques sur la biodiversité, le climat et les autres secteurs pertinents, et le rôle des agents du changement.

La participation financière de la Région Réunion avec d'autres régions ultramarines (Guadeloupe, Açores, Canaries) permet d'apporter un effet levier à des fonds nationaux (ANR) et de l'Europe pour développer des projets de recherche dont les résultats seront à **valoriser localement** en termes d'anticipation et de gestion des impacts du changement climatique sur la biodiversité (et réciproquement) à partir de questions de recherche prioritaires pour l'outre-mer (inscrites dans les thèmes de l'appel).

Les conséquences du changement climatique sur la biodiversité et *in fine* sur le **développement économique et les conditions de vie des Réunionnais** sont à anticiper et à atténuer par notamment des études des changements induits par le climat sur :

- la diversité biologique (ressources pour l'économie et l'emploi) ;
- la distribution des espèces ;
- l'utilisation de la terre et de la mer (en lien avec l'agriculture et la pêche).

## 6. DÉVELOPPEMENT DURABLE

### 6.1. RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Obligation résultant de la loi Grenelle 2 de juillet 2010, le rapport sur la situation en matière de développement durable doit analyser tous les ans les politiques (programmes, actions, dispositifs) menées par la Collectivité sur le territoire et en interne durant l'année n-1.

Cette évaluation s'effectue au regard des 5 finalités du développement durable et a pour objectif une amélioration continue pour la conduite de politiques durables de développement. Pour rappel, les 5 finalités du développement durable visent :

- à lutter contre le changement climatique et protéger l'atmosphère – à préserver la biodiversité et protéger les milieux et les ressources – à permettre l'épanouissement de tous les êtres humains – à assurer la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations,
- à fonder les dynamiques de développement sur des modes de production et de consommation responsables.

## 6.2. ACTIONS/PROJETS DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'éducation au Développement durable est un levier stratégique important pour les enjeux écologiques majeurs que sont le changement climatique, la perte accélérée de biodiversité, la raréfaction des ressources, la multiplication des risques sanitaires environnementaux.

La Région Réunion engagera en 2020, des actions « Développement Durable », interne à la collectivité, comprenant un volet important de sensibilisation/formation sur les thématiques suivantes :

- Baisse de la consommation des Énergies fossiles, GES : co-voiturage, conduite économe, télétravail, consommation électrique...
- Protection de la Biodiversité : connaissance des plantes indigènes et endémiques, sur la faune, apprentissage milieux marins,...
- Consommation responsable : Déchets /Tri /Recyclage, consommation papier, consommation eau,...

Pour la mise en œuvre de ce plan, elle s'appuiera sur des partenaires tels que l'ADEME, associations environnementales,... mais aussi sur des opérateurs associatifs reconnus dans le domaine de l'Éducation au Développement durable.

En complément du volet formation, la Région mettra en œuvre ou amplifiera des opérations concrètes de développement durable telles que : les jardins partagés, l'implantation de ruches, ...

**Par ailleurs, elle s'emploiera à l'appropriation par tous du rapport annuel « Développement Durable » de la Collectivité.**

## PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ

L'autre priorité du Budget Primitif 2020 consiste à faire preuve de plus de transparence dans la décision et dans l'utilisation des fonds publics régionaux. Dans cette partie, nous nous engageons à regarder plus précisément l'impact des politiques engagées et à les retravailler si l'objectif attendu n'est pas atteint. De même, nous nous engageons à créer les conditions favorables au débat citoyen qui préfigurera les décisions de la collectivité.

### 1. L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE UN OUTIL POUR CONSTRUIRE UNE RÉUNION PLUS ÉQUILBRÉE, PLUS JUSTE ET PLUS SOLIDAIRE

La Réunion de demain doit être pensée et doit se construire dès aujourd'hui. En effet, faire évoluer le territoire, planifier son aménagement pour qu'il réponde aux besoins

essentiels et aux aspirations liés aux nouveaux modes de vie, de consommer, de communiquer, de se déplacer, nécessite du temps. Du temps et de la transparence pour partager une vision commune du devenir de notre Île, ensuite encore du temps et toujours de la transparence pour concevoir et construire ce territoire.

L'aménagement de notre Île, son développement et son devenir doit se faire en faisant participer la société. C'est s'interroger sur comment l'urbanisation entre en relation avec les problématiques sociales et sociétales. C'est comment urbaniser sans exclure.

Dans ce contexte la Région tient, à travers une de ses compétences premières qu'est l'aménagement du territoire, un rôle essentiel et un rôle fédérateur pour faire émerger et faire partager une vision à 20 ans de l'évolution du territoire, intégrant ces enjeux sociétaux.

Pour ce faire la Région dispose de différents outils à différentes échelles, notamment le Schéma d'Aménagement Régional (SAR), qui donne la vision de la planification de l'aménagement de notre territoire sur 20 ans, lié à l'observation du territoire, avec les outils d'information géographique, qui permet notamment d'évaluer les politiques publiques d'aménagement.

Être à l'écoute du social et du territoire, répondre à la diversité de la précarité, prendre le public dans sa grande diversité, faire de la « Ville pour tous », tels sont les défis à relever pour répondre aux aspirations profondes des Réunionnais. La Région, dans ses compétences en aménagement partagées avec l'État et d'autres collectivités, entend apporter toute sa contribution à l'échelle qui est la sienne.

## **1.1. LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL**

Les régions d'Outre-Mer, compétentes en matière de planification et d'aménagement du territoire adoptent le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) qui fixe les orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement. Celui-ci comprend un chapitre particulier valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM), spécifiant l'application de la loi littoral en milieu insulaire. Le Schéma d'Aménagement Régional de La Réunion a été approuvé par décret en Conseil d'État du 22 novembre 2011.

Sur ce chapitre, les actions engagées par la Région et qui seront poursuivies en 2020, portent sur :

- la déclinaison du SAR à l'échelle intercommunale et communale,
- l'achèvement de procédure de modification du SAR,
- l'évaluation de la mise œuvre du SAR dans la perspective d'engager son évolution.

### **1.1.1. La déclinaison du SAR à l'échelle intercommunale et communale**

Les documents d'urbanisme (SCOT, POS/PLU) doivent être mis en compatibilité avec le SAR. À ce jour, 2 SCOT et 14 PLU ont été mis en compatibilité. Il reste à accompagner 3 intercommunalités pour leur SCOT (CIVIS-CASUD et CIREST) et 10 communes pour la mise en compatibilité de leur POS/PLU avec le SAR.

En 2020, il s'agira donc de poursuivre le travail d'accompagnement des communes et des intercommunalités dans la déclinaison du SAR.

Par ailleurs, en 2020, la Région Réunion poursuivra, pour répondre aux enjeux du SAR, son investissement au sein de la CDPENAF et participera aux travaux du GIP « Ile de La Réunion Compensation » (IRC), dont l'objectif est de contribuer à la préservation de la sole agricole en hébergeant et en gérant un fonds de compensation agricole.

Enfin, le SAR a identifié 23 indicateurs d'impact environnemental afin d'évaluer l'efficacité de ses prescriptions. Un suivi annuel a été mis en place avec l'appui de l'AGORAH qui assure l'animation des groupes de travail. Les modalités de gouvernance, d'animation, et de suivi de ces 23 indicateurs ont été définies afin d'impliquer l'ensemble des acteurs à construire à travers le SAR un aménagement durable de notre territoire. En 2020, conformément aux dispositions réglementaires du SAR, la commission annuelle de suivi du SAR se tiendra sous la coprésidence de la Région et du représentant de l'État. L'objectif est, à partir de la présentation et de l'examen des indicateurs de suivi des enjeux environnementaux du SAR, d'avoir une vision transversale et dynamique des impacts relevant des orientations du SAR.

#### **En 2020, il s'agira :**

- **de poursuivre l'accompagnement des intercommunalités et des Communes dans la déclinaison du SAR à travers la mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme ;**
- **de participer aux travaux portés par le Groupement d'Intérêt Public Ile de la Réunion Compensation (GIP IRC), en veillant aux grands équilibres du territoire préconisés par le SAR, dans le cadre du suivi des travaux de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;**
- **de poursuivre le suivi des 23 indicateurs d'impact environnemental du SAR avec une approche plus transversale permettant de présenter les grandes tendances des impacts de la mise en œuvre du document régional sur le territoire.**

### **1.1.2. L'achèvement de la procédure de modification du SAR**

Une procédure de modification du SAR a été engagée par la Région en 2014, afin d'adapter le document de planification aux orientations et aux projets de la mandature, en vue :

- de permettre la réalisation d'un TCSP de type transport par câble entre le Pôle Principal Saint-Denis et sa ville-relais La Montagne,

- d'ouvrir la possibilité de réaliser des bassins de baignade dans les zones d'Aménagement liées à la Mer (ZALM) identifiées aux cartes du SAR en vigueur valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM),
- de permettre l'extension de la Station d'Épuration des Eaux Usées de Saint-Pierre/Tampon,
- d'inscrire deux espaces carrières de roches massives à la carte « Espace carrière du SAR »,
- de garantir le développement futur de l'aéroport de Pierrefonds.

Le projet de modification du SAR a été finalisé en 2018 et soumis à l'avis des personnes publiques associées ainsi qu'à celui de l'autorité environnementale (AE) du CGEDD.

Dans son avis émis le 12 novembre 2018, l'AE a émis 13 recommandations auxquelles la collectivité a apporté des réponses au cours de l'année 2019. Cette fin d'année 2019 sera consacrée à l'enquête publique du projet de modification du SAR qui se déroulera sur les 24 communes. A cet effet, le tribunal administratif a désigné les membres de la commission d'enquête composée de 5 commissaires enquêteurs.

**En 2020, il s'agira de finaliser le projet de modification en intégrant les observations issues de l'enquête publique et les réponses aux 13 recommandations de l'AE pour son adoption par l'assemblée plénière de la collectivité et sa transmission au Conseil d'État pour approbation via un nouveau décret.**

### **1.1.3. L'évolution du SAR**

Par délibération en date du 13 décembre 2016, la collectivité régionale a décidé de procéder à une analyse du SAR conformément au Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L. 4433-7: *«Au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date d'approbation, le conseil régional procède à une analyse du schéma notamment du point de vue de l'environnement et délibère sur son maintien en vigueur ou sur une mise en révision complète ou partielle».*

C'est dans ce cadre précis que s'inscrit cette mission d'analyse et d'évaluation du SAR à mi-parcours. Il s'agit d'évaluer dans quelle mesure les objectifs et les orientations du SAR en vigueur ont été atteints, ainsi que l'impact de la mise en œuvre du schéma sur les enjeux environnementaux.

Le lancement de cette mission en 2018 s'est fait par l'organisation d'ateliers participatifs, étalés sur une semaine réunissant près de 400 participants autour des thèmes suivants : logement, consommation foncière, identité et Structure territoriale, économie, mobilités durables, écosystèmes et risques, transition énergétique.

Il ressort de ces ateliers que le SAR, dans l'esprit, n'est pas remis en cause. C'est un outil pertinent, et son intérêt pour le territoire est confirmé. Cependant, il a été noté un certain nombre de limites du SAR et des ambitions à renforcer ou à conforter, notamment :

- sur la stratégie de développement économique ;
- sur une meilleure planification / identification du foncier à vocation économique ;

- sur la politique de mobilité durable et de transport collectif performant ;
- sur la lutte contre l'étalement urbain ;
- sur la protection des espaces agricoles.

Il a été souligné également une nécessaire « flexibilité » du SAR dans le temps et un principe de compatibilité à mieux clarifier.

En 2019, et conformément à la loi ELAN (Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique), qui prévoit de simplifier et améliorer les procédures d'urbanisme dont les Schémas d'Aménagements Régionaux (SAR), une consultation élargie a été lancée par la DHUP (Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages) en vue de la publication d'une ordonnance et qui devra être suivi d'un projet de loi de ratification dans les trois mois.

La Région a apporté sa contribution à cette consultation en formalisant ses attentes dans l'évolution du SAR de La Réunion. Ces attentes, résumées ci-dessous, portent aussi bien sur les modalités de mise en œuvre du SAR que sur son contenu :

- sur l'appréciation globale du contenu et des effets du schéma :  
La collectivité régionale demande que le SAR Réunion puisse pouvoir intégrer les spécificités de son territoire, en s'adaptant avec plus de souplesse à ses besoins, à son évolution et à son besoin de développement, notamment économique pour répondre aux attentes fortes de la population sur le pouvoir d'achat et sur la création d'activités et d'emplois.

A ce titre, la collectivité régionale demande une approbation locale du SAR Réunion par le Conseil Régional, compétent en matière d'aménagement du territoire, afin de lui apporter toute l'agilité nécessaire à son élaboration, à sa révision, à sa modification, et il est attendu que le SAR Réunion puisse permettre de préciser les modalités d'application de la loi littorale et de la loi montagne. Et compte tenu de ses spécificités géographiques, que l'application de la loi littorale sur le territoire de l'Île de La Réunion puisse se limiter au périmètre du Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) ;

- sur la structure du schéma :  
La collectivité régionale souhaite que le SAR Réunion puisse intégrer pleinement le SMVM (et donc avec une approbation par le Conseil Régional), et que ce dernier ne fasse pas l'objet d'un chapitre individualisé d'une part, et d'autre part, compte tenu des enjeux de développement et de préservation des territoires des Hauts de l'Île de La Réunion, le SAR Réunion valant un Schéma de Mise en Valeur des Hauts trouverait tout son sens ;
- sur la procédure :  
La collectivité régionale souhaite que les procédures d'élaboration, de révision, et de modification du SAR valant SMVM puissent être définies, afin d'éviter toute interprétation en cours de procédure, pouvant entraîner des délais plus longs. Il convient par ailleurs de voir comment réduire au maximum les délais des procédures afin que le document puisse produire rapidement ses effets.



La collectivité régionale souhaite également que la procédure de mise en compatibilité du SAR puisse être étendue aux DUP et aux déclarations de projets, afin d'avoir la souplesse nécessaire demandée pour une adaptation aisée du document aux besoins et aux évolutions du territoire, sous réserve toutefois que ces procédures puissent être approuvées localement.

Le SAR de La Réunion permet de protéger plus de 66 % de la surface de l'île classée en espace naturel (protection forte et continuité écologique), et affiche dans ses orientations la volonté de préserver les terres agricoles qui représentent 22 % de la surface du territoire. Aussi, dans le cadre de la procédure d'élaboration, de révision ou de modification du SAR, la collectivité souhaite que la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) soit consultée pour rendre un avis simple.

### **En 2020, il s'agira de :**

- **finaliser l'évaluation et l'analyse du SAR, notamment du point de vue de l'environnement en vue de délibérer sur sa mise en révision ;**
- **de déterminer les modalités de mise en révision du SAR après la publication de l'ordonnance et de la promulgation de la loi de ratification sur l'évolution du SAR.**

#### **Pour la révision et l'évolution du SAR:**

##### **Chapitre 905 - nature 2031**

**AP : 350 000,00 €**

**CP : 127 000,00 €**

##### **Chapitre 935 - nature 617/6231/6236/ 6583**

**AE : 108 000,00 €**

**CP : 31 000,00 €**

## **1.2. L'OBSERVATION DU TERRITOIRE ET L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE : DES OUTILS AU SERVICE DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 07/08/2015 (dite loi NOTRe) reconnaît l'échelon régional comme étant le plus pertinent par l'ensemble des acteurs institutionnels pour assurer une mutualisation et une redistribution efficace de l'information géographique, en développant des plates-formes de services numériques de données géographiques régionales, selon le modèle open data. Les Régions doivent ainsi élaborer ces plates-formes en association avec les communes et leurs groupements, les départements, ainsi que d'autres acteurs publics et privés du domaine, dans un esprit de mutualisation et d'ouverture des données.

**La station SEAS OI** : Depuis sa création, la station de Surveillance de l'Environnement Assistée par Satellite dans l'Océan Indien a permis la valorisation d'images satellites à travers des actions de coopération régionale avec les pays de la zone Océan Indien. Ces actions vont se poursuivre en 2020 à travers la mobilisation de l'expertise et du savoir-faire réunionnais en s'appuyant sur les financements INTERREG V et/ou d'autres fonds complémentaires. L'objectif est de faciliter l'insertion régionale de La Réunion que ce soit dans un cadre bilatéral et/ou multilatéral au titre de la Commission de l'Océan Indien notamment.

**L'information géographique** : La Région dispose d'un service d'information géographique qui, d'une part, répond aux demandes d'analyse cartographiques des services de la collectivité mais également en externe, et qui d'autre part, contribue avec l'État et le Département à l'acquisition mutualisée et à la mise à jour en continu des référentiels géographiques sur l'ensemble du territoire réunionnais. Outre ces missions, le Service Géographique assure l'administration du Système d'Information Géographique de la collectivité : échange de données géographiques, veille technique, architecture des bases de données (serveurs miroirs, applicatifs métiers dans les services, ...).

Dans ce cadre, les plate-formes actives sont les suivantes :

- **La plateforme ARCGIS** : La collectivité a procédé en 2013 à la refonte de l'infrastructure des Systèmes d'Informations Géographiques avec l'implémentation d'une solution partagée et une gestion centralisée de type client-serveur, en intranet. Cette solution technique permet aux utilisateurs d'accéder à des services web carto en ligne, administrés par le Pôle Information Géographique. Ces applications en ligne donnent la possibilité aux utilisateurs de consulter les bases de données géographiques, de les interroger, de constituer des cartographies mais également d'actualiser les données via des interfaces spécifiques.
- **La plate-forme PIMANT** : La Région s'est dotée d'un système d'acquisition aérienne de données optiques de télédétection pour fournir des orthophotoplans à très haute résolution : la plate-forme PIMANT (plate-forme d'Imagerie Aéroportée Numérique des Territoires). Cet outil, complémentaire à SEAS-OI du fait des meilleures résolutions obtenues, mais aussi de son opérationnalité à tout moment notamment en période de crise (cyclone, feux de forêts...), doit devenir un outil central dans le domaine des systèmes d'information géographique à La Réunion.
- **La plateforme CACAOS** : La plateforme Chaîne Automatisée pour la CARTographie de l'Occupation du Sol par satellite (cacaos) vise à exploiter et à traiter les images satellites sentinel2 du programme satellitaire européen copernicus via une chaîne de traitement automatisée pour établir des cartes d'occupation du sol sur de vastes territoires.
- **La plate-forme PEIGEO** : La plate-forme d'Échange de l'Information GEOgraphique à La Réunion (PEIGEO) qui s'inscrit dans une démarche partenariale a pour missions de partager de l'information géographique, de mutualiser des outils communs nécessaires à ce partage au travers la création d'un portail de service géographique sur internet, de coordonner des actions structurantes qui

émergent. Cette plate-forme est aujourd'hui coordonnée par l'AGORAN, qui assure son administration.

A partir de ces différents outils, des projets avec un cofinancement national, européen et de l'Agence Française de Développement (FICOL) ont démarré et se poursuivront sur 2020 :

- **Acquisition, traitement et diffusion en open data de données géographiques à Très Très Haute Résolution Spatiale (TTHRS)** pour l'innovation 2017-2020 dans le cadre du programme plate-forme d'IMagerie Aéroportée Numérique des Territoires (« PIMANT ») ;
- **Développement des Infrastructures de Données Géographiques** et d'un réseau régional de partenariat dans le domaine de l'information géographique dans l'océan indien 2019-2020 (programme « IDG OI ») ;
- **Aménagement intégré et durable du littoral côtier de la Commune Urbaine de Morondava** face au défi du changement climatique 2017-2021 (projet labellisé initiative Climat lors de la COP23 à Marrakech) ;
- **Océan Metiss**, ce programme vise à développer la planification spatiale marine en s'appuyant sur le Pôle d'Information Géographique et les différents outils développés dans le cadre de SEAS-OI (PIMANT, CACAOS...);
- **Constitution d'un Mode d'Occupation du Sol de la Réunion** : Le Mode d'Occupation des Sols (MOS), base de données de type SIG (système d'information géographique) qui permet une description de l'occupation du sol selon sa nature et son usage à l'appui d'une nomenclature adaptée aux spécifications du territoire réunionnais, et à partir de laquelle des indicateurs peuvent être calculés automatiquement pour apprécier la situation de l'occupation du sol et les dynamiques territoriales ;
- **Géolocalisation** des projets et actions financés par la Région, en vue de faciliter l'évaluation des politiques publiques.

Sur les projets de coopération régionale que la Région porte pour partager son savoir faire dans ce domaine de l'observation du territoire, le cofinancement de la Région permet de lever des fonds principalement extérieurs, qui bénéficient ensuite aux entreprises réunionnaises qui interviennent à l'international.

**Pour 2020, il s'agira :**

- **de poursuivre les actions et projets engagés avec le soutien de fonds européens notamment l'acquisition et le traitement de données géographiques à très très haute résolution, le développement de systèmes d'information géographiques dans l'océan Indien, l'aménagement intégré du littoral de Morondava ;**
- **de poursuivre les démarches de mutualisation et de redistribution efficaces de l'information géographique, en développant des plates-formes de services numériques de données géographiques sur le territoire, selon le modèle open data ;**
- **de poursuivre le travail de structuration du SIG interne et des travaux de géolocalisation des projets et actions financés par la Région, et d'une manière plus large d'observation du territoire en vue d'une évaluation des politiques publiques.**

**Pour la poursuite du développement des outils au service  
de l'aménagement du territoire :**

**Chapitre 905 – nature 2031/2051/ 204 181/ 204 182/ 2188  
AP : 270 000,00 €  
CP : 352 000,00 €**

**Chapitre 935 - nature 617/ 61358/ 6156/ 6168/ 6251/ 657381  
AE : 81 000,00 €  
CP : 100 000,00 €**

## **2. ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ, UNE COMPOSANTE DE LA VIE HUMAINE, INDISPENSABLE AU CADRE DE VIE DE LA POPULATION**

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 et la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) du 07 août 2015 ont conféré aux régions le rôle de chef de filât en matière de préservation de la biodiversité avec comme objectifs la définition et la mise en œuvre d’une stratégie régionale de la biodiversité.

Elle a été complétée par la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, publiée en août 2016, qui vise à :

- protéger, restaurer et valoriser la biodiversité et notamment à éviter, réduire, compenser les impacts négatifs de certaines activités humaines sur l’environnement ;
- créer une Agence Française pour la Biodiversité (AFB) avec des antennes ultramarines ;
- procéder à la ratification par la France du Protocole de Nagoya ;
- créer des zones prioritaires pour la biodiversité.

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, votée le 20 juillet 2016, conforte également la politique des agences de l’eau en faveur de la restauration des milieux naturels humides comme un levier à la préservation et à la valorisation des richesses naturelles. Cette loi offre une opportunité d’élargissement de leurs interventions dans un cadre partenarial à dessiner tant sur le plan du financement, que de la gouvernance.

En 2020, la Région participera aux réunion du Bureau et aux séances plénières du comité de l’eau et de la biodiversité (CEB).

### **2.1. L’AGENCE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ (ARB)**

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (août 2016), confère aux Régions ont la possibilité de mettre en place des **Agences Régionales de la Biodiversité** (ARB), conjointement avec l’Agence Française pour la Biodiversité (AFB)

officiellement créée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et placée sous la tutelle du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention a été signée en juin 2018 entre la Région et l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et la convention de partenariat pour le lancement de la mission de préfiguration a été signée le 14 mars 2019.

En 2020, la Région poursuivra la concertation des acteurs de la biodiversité et du grand public afin de définir les missions et la forme juridique de l'ARB Réunion, visant une mise en place de l'ARB courant 2020.

## 2.2. BIODIVERSITÉ TERRESTRE ET ÉCOSYSTÈMES NATURELS

En 2020, la Collectivité régionale poursuivra le suivi des projets déjà engagés, au titre de la fiche action 5.08 « *Environnement – Protection et valorisation de la biodiversité (des organismes aux gènes), observation, restauration des milieux* » du POE FEDER 2014-2020 :

- Programme de connaissance et de conservation de la papangue – SEOR
- **Projet de Protection des pétrels endémiques – AV2M**
- REstauration d'HABitats naturels LITTOraux accueillant des populations de gecko vert de Manapany, de Puffins du Pacifique et de Noddis bruns (LITTOREHAB) – Conservatoire du Littoral
- Projet ESPECE (Études et Sauvegarde des Plantes En danger Critique d'Extinction) – Parc National
- **Programme de conservation des habitats mésothermes de La Réunion (2) – CBNM**
- Valorisation Intégrée et Accompagnement de la Démarche d'Aménagement Urbain et Plantes Indigènes (VIA DAUPI) – CBNM

Elle pourra également contribuer en tant que contrepartie aux nouveaux projets retenus au titre de cette fiche action.

Il s'agira également d'assurer le suivi administratif et financier de deux programmes européens LIFE+ :

- le projet Forêt Sèche 2014-2020, porté par le Parc National de La Réunion, co-financé par la Région en 2015 à hauteur de 300 000 €, dont l'objectif est de conserver la forêt semi-xérophile, et de rétablir les connectivités entre parcelles restaurées et les reliques. Ce projet se termine en 2020.
- le projet BIODIV'OM 2018-2023, porté par la SEOR et le Parc National, co-financé par la Région à hauteur de 200 000 €, dont l'objectif est d'améliorer la lutte contre les prédateurs du Tuit-tuit, et de créer une seconde colonie de cette espèce sur le massif de la Plaine des Fougères. Ce projet a démarré en 2019.

Enfin, la Région participera aux instances d'élaboration et aux comités de suivi des plans directeurs de conservation et des plans nationaux d'actions (PNA Pétrels endémiques, PNA Tuit-tuit, PNA Geckos, PNA flore menacée...).

## **Le Parc National de La Réunion**

La Région Réunion accompagne cet établissement public depuis sa création en 2007 en participant à ses réunions du Bureau et du Conseil d'Administration. En 2017, elle a rendu public les résultats de l'étude lancée en 2016 consistant en un état des lieux et un diagnostic de l'outil en vue d'en proposer des améliorations, et d'analyser les possibilités d'évolution de son statut juridique, le but étant d'aller vers un aménagement équilibré et raisonné du territoire.

En 2019, la Région s'est engagée à établir un partenariat avec le Parc National afin de répondre aux enjeux d'aménagement équilibré et raisonné du territoire, favoriser le développement économique en valorisant les patrimoines et les traditions des Hauts de l'île, et en recherchant une synergie entre les services de la Région et ceux du Parc National.

Cette démarche s'inscrit en cohérence avec les orientations validées par la commission permanente du 02 mai 2017 qui prévoyait, d'une part, de solliciter l'application à La Réunion de l'autorisation spéciale prévue à l'article L. 331-4 du code de l'environnement prévue pour des projets qui ne peuvent techniquement ou financièrement se réaliser sur une autre partie du territoire et, d'autre part, d'étudier la mise en place d'enclaves qui seraient régies par des autorisations spéciales (régime de protection dérogatoire).

Enfin, la dynamique autour de la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité à La Réunion permettra de coordonner la question de la gouvernance et des acteurs de la biodiversité.

En 2020, il s'agira de mettre en œuvre des actions de la convention cadre, via des fiches projet qui seront définies.

## **Conservatoire Botanique National de Mascarin**

En 2018, l'association s'est trouvée en grande difficulté financière. Comme l'État et le Département, la Région a octroyé une aide exceptionnelle de 75 000 € fin 2018, afin de soutenir la structure. La Région poursuivra son soutien à la structure en l'application de la convention cadre liant les deux organismes jusqu'à fin 2020. Cette aide consiste en une prise en charge de la contre partie nationale du FEDER par la Région. À ce jour, 462 000 € sur les 600 000 € prévus ont été engagés.

Enfin, il s'agira également d'assurer le suivi technique des deux projets FEDER en cours : Cahiers Habitats mésothermes II et Via-Daupi.

La Région, membre du Conseil d'Administration de l'association, participera aux différentes instances de l'association.

## **Les lignes budgétaires suivantes seront mobilisées :**

**Milieus terrestres**  
**P126-004 n°2 - Chapitre 907 – Fonction 76**

**AP : 245 619 €**  
**CP : 316 250 €**

**Milieux terrestres**  
**A126-0004 n°1 - Chapitre 937 – Fonction 76**

**AE : 37 500 €**  
**CP : 172 500 €**

### **2.3. BIODIVERSITÉ MARINE ET ÉCOSYSTÈMES MARINS**

En 2020, la Collectivité régionale **apportera** sa contribution financière au **fonctionnement du GIP Réserve Naturelle Nationale Marine de La Réunion**. Elle participera à la mise en œuvre et au suivi du nouveau plan de gestion de la Réserve Marine qui a été construit lors d'ateliers en 2019, avec la participation des acteurs du territoire.

La Région apportera également son soutien à des associations qui œuvrent pour la **préservation de la biodiversité marine** à La Réunion, et également à l'échelle de la zone Océan Indien, en lien avec la **dimension régionale** liée à la faune marine et aux habitats marins.

En 2020, la Région interviendra essentiellement en contrepartie du POE FEDER 2014-2020, sur les mesures liées à la biodiversité, en faveur de projets liés à la préservation et à la recherche sur la faune marine.

Dans ce cadre, elle accompagnera l'Association GLOBICE dans la réalisation de son programme de connaissance et de conservation des cétacés à La Réunion : MIROMEN 2 sur l'amélioration des connaissances sur les sites de reproduction et la route migratoire des baleines à bosse. Elle apportera également son soutien financier au projet de l'IRD sur les retombées économiques de l'observation des baleines (« Whale Watching : Aménités, Opportunités Usages », WWAOU).

Enfin, la Collectivité régionale portera également plusieurs projets relatifs aux mammifères marins :

- la poursuite des études pour le classement du « chemin des baleines » au Patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO, en lien avec le comité baleines, créé en 2014 ;
- l'animation du comité baleine de La Réunion ;
- la contribution à l'organisation du congrès des baleines à bosse au Canada avec Cétamada ;
- la participation au comité de suivi des plans directeurs de conservation et des plans nationaux d'actions (PDC des Baleines et des Dauphins adoptés en 2018, PNA tortues marines...).

## 2.4. GESTION DU RISQUE REQUIN

### 2.4.1. Un cadre réglementaire sur mesure

**Le plan renforcé et durable du risque requin à La Réunion de juillet 2013** pose les fondements d'une gestion coordonnée en vue d'une « politique active de prévention du risque requins ». **Il couvre la période 2015-2020 et repose sur cinq axes dont les actions se poursuivront en 2020 :**

- La prévention opérationnelle par des recours à des technologies innovantes et l'étude des évolutions à apporter à la réglementation relative à la baignade et aux activités nautiques ;
- Le dispositif vigie-requin et la professionnalisation des agents assurant cette mission ;
- L'amélioration de la connaissance par la production d'études complémentaires sur la quantification des requins et sur l'évolution des pratiques des usagers de la mer ;
- La gestion raisonnée des stocks en lien avec la Réserve Naturelle Nationale Marine ;
- L'évolution des statuts du Centre de Ressources et d'Appui (CRA) pour la réduction du risque requin, « observatoire » destiné à coordonner les actions de sécurisation et de prévention opérationnelles.

### 2.4.2. Une gouvernance coordonnée et partagée

Le centre de ressources et d'appui (CRA) a été installé en 2016 sous la forme d'une association loi 1901 avec la dénomination « Association Centre de Ressources et d'Appui sur le Risque requin (ACRAR) ». Il mobilise l'ensemble des compétences locales pour animer et mettre en œuvre le plan d'actions pluriannuel gouvernemental dont les missions premières sont accompagnées d'actions d'information, de communication, d'éducation et de coopération internationale.

La Région a approuvé son adhésion à cette structure et participe à deux niveaux à son fonctionnement : participation à ses instances consultatives et décisionnelles et cofinancement du fonctionnement et de son programme d'action, sur la base d'un contrat d'objectifs et de moyens pluriannuel, tel qu'inscrit au contrat de Plan État-Région 2015-2020, à parité avec l'État à hauteur de 1,8 M€ sur la période considérée. Cette contribution financière sera ciblée **en 2020** sur les actions prioritaires que la Région souhaitera soutenir.

### 2.4.3. Des mesures opérationnelles de sécurisation et de prévention

En 2020, au regard des enjeux économique, touristique et sportif, la Région contribuera à financer des actions en cohérence avec sa volonté affichée d'accompagner les associations et les communes dans la sécurisation des sites de baignade et d'activités nautiques.



Ainsi, elle renouvellera son soutien financier aux dispositifs déjà mis en place, en y apportant si nécessaire des adaptations afin de maintenir leur efficacité et, dans la mesure du possible, en recherchant des solutions pour optimiser les coûts. Cela concerne les dispositifs suivants :

- le dispositif « Vigies Requins Renforcées »,
- le Programme Réunionnais de Pêche et de Prévention porté depuis 2018 par le CRA,
- la maintenance des installations sur les plages de Saint-Paul (ZONEX de Boucan Canot et des Roches Noires).

En mobilisant des financements complémentaires de l'État et du POE FEDER 2014-2020, de nouveaux projets liés à la sécurisation d'autres sites ou à la protection individuelle des usagers de la mer pourront également être soutenus.

**Les lignes budgétaires suivantes seront mobilisées :**

<p style="text-align: center;"><b>Milieux marins</b> <b>P126-005 n°2 - Chapitre 907 – Fonction 76</b></p> <p style="text-align: center;"><b>AP : 719 047 €</b> <b>CP : 183 500 €</b></p>
--

<p style="text-align: center;"><b>Milieux marins</b> <b>A126-0005 n°1 - Chapitre 937 – Fonction 76</b></p> <p style="text-align: center;"><b>AE: 1 197 887 €</b> <b>CP : 850 435 €</b></p>
--

**2.5. SENSIBILISATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT**

Des actions ponctuelles sur des thématiques spécifiques pourront être mises en œuvre au cours de l'année 2020. Elle participera en tant que de besoin à des manifestations liées à la sensibilisation sur l'environnement.

Elle poursuivra également son adhésion à des associations qui œuvrent pour l'environnement : Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Rivages de France, Réserves Naturelles de France (RNF) et l'Association Nationale des Élus du Littoral (ANEL).

**Les lignes budgétaires suivantes seront mobilisées :**

<p style="text-align: center;"><b>Sensibilisation</b> <b>A126-007 n°1 - Chapitre 937 – Fonction 76</b></p> <p style="text-align: center;"><b>AE : 20 000 €</b> <b>CP : 20 000 €</b></p>
---

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020



ID : 974-239740012-20200130-DAP2020\_0001-DE

**Frais divers environnement - Communication**  
**P126-0013 n°1 / P126-0011 n°1 - Chapitre 937 – Fonction 76**

**AE : 60 000 €**

**CP : 60 000 €**

## SYNTHÈSE DES MONTANTS EN AP/AE ET EN CP

### POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

#### POUR LE SECTEUR AMÉNAGEMENT :

##### Investissement

Secteurs	AP en €	CP en €
Les dispositifs financiers en faveur de l'aménagement	690 000 €	390 000 €
L'aménagement des Hauts	1 030 000 €	540 000 €
Les structures œuvrant en faveur de l'aménagement et du développement du territoire	500 000 €	530 000 €
<b>Total :</b>	<b>2 220 000 €</b>	<b>1 460 000 €</b>

##### Fonctionnement

Secteurs	AE en €	CP en €
L'aménagement des Hauts	431 000 €	480 000 €
Les structures œuvrant en faveur de l'aménagement et du développement du territoire	31 000 €	95 000 €
<b>Total :</b>	<b>462 000 €</b>	<b>575 000 €</b>

#### POUR LE SECTEUR ENERGIE/ENVIRONNEMENT :

##### Investissement

Secteurs	AP en €	CP en €
Énergie	9 239 343 €	6 604 955 €
Déchets et économie circulaire	577 000 €	595 200 €
Risques / air / eau	881 193 €	2 238 183 €
Recherche	1 333 046 €	1 821 747 €
<b>Total :</b>	<b>12 030 582 €</b>	<b>11 260 085 €</b>

##### Fonctionnement

Secteurs	AE en €	CP en €
Energie	453 500 €	453 500 €
Déchets et économie circulaire	178 600 €	178 600 €
<b>Total :</b>	<b>632 100 €</b>	<b>632 100 €</b>

## PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ

### POUR LE SECTEUR AMÉNAGEMENT :

#### Investissement

Secteurs	AP en €	CP en €
La planification territoriale	350 000 €	127 000 €
L'information géographique et l'observatoire du territoire	270 000 €	352 000 €
<b>Total :</b>	<b>620 000 €</b>	<b>479 000 €</b>

#### Fonctionnement

Secteurs	AE en €	CP en €
La planification territoriale	108 000 €	31 000 €
L'information géographique et l'observatoire du territoire	81 000 €	108 000 €
<b>Total :</b>	<b>189 000 €</b>	<b>131 000 €</b>

### POUR LE SECTEUR ENERGIE/ENVIRONNEMENT :

#### Investissement

Secteurs	AP en €	CP en €
Biodiversité / Sensibilisation	964 667 €	499 750 €
<b>Total :</b>	<b>964 667 €</b>	<b>499 750 €</b>

#### Fonctionnement

Secteurs	AE en €	CP en €
Biodiversité / Sensibilisation	1 315 387 €	1 102 935 €
<b>Total :</b>	<b>1 315 387 €</b>	<b>1 102 935 €</b>

### TOTAL RÉCAPITULATIF DU BP 2020 DU PILIER 4 :

	Investissement		Fonctionnement	
	AP	CP	AE	CP
TOTAL AMENAGEMENT	2 840 000 €	1 939 000 €	651 000 €	706 000 €
TOTAL ENERGIE ET ENV.	12 995 249 €	11 759 835 €	1 947 487 €	1 735 035 €
<b>TOTAL Pilier 4 :</b>	<b>15 835 249 €</b>	<b>13 698 835 €</b>	<b>2 598 487 €</b>	<b>2 441 035 €</b>

## SYNTHÈSE DES INDICATEURS DU PILIER 4

### INDICATEURS D'IMPACT SUR LE NOMBRE D'EMPLOIS

- Pour le secteur aménagement : **20 emplois** créés ou maintenus dont 13 emplois dans les structures, 4 emplois dans le secteur économique (associations et entreprises) et 3 emplois générés par les travaux.
- Pour le secteur énergie/environnement : **147 emplois** créés ou maintenus dont 90 emplois dans les structures, 33 emplois dans le secteur économique (associations et entreprises) et 23 emplois générés par les travaux.

**=> Soit un total de 167 emplois créés ou maintenus**

### METTRE EN ŒUVRE UN AMÉNAGEMENT ÉQUILIBRE DU TERRITOIRE RÉUNIONNAIS

INDICATEURS DE RÉALISATION				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Cumulé /tendance
4.1	SAR : Nb de mises en comptabilité des documents d'urbanisme	24	5	16
4.5	Nb. de services de proximité soutenus dans les Hauts	100	4	54

INDICATEURS DE RÉSULTAT				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Cumulé /tendance
4.2	SAR - Espace urbain : * Espace urbain – zones denses * Espace urbain – zones étalées * Espace urbain – zones dispersées	30 405 ha	29 919 ha (valeur 2016)	Evolution conforme aux tendances du SAR
4.3	SAR : Espace agricole	52 803 ha	52 529 ha (valeur 2015)	Maintien surface agricole
4.4	SAR - Espace naturel : * Espace naturel – forte valeur * Espace naturel – moindre valeur	168 302 ha 21 568 ha	169 154 ha 22 923 ha (valeur 2016)	Evolution à la baisse conforme aux tendances du SAR

**ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DE LA RÉUNION**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Cumulé /tendance
4.8	Mise en œuvre de la PPE : Nb de bénéficiaires des subventions de la Région pour le développement des EnR et la maîtrise des dépenses énergétique (MDE) (*)	18 400	6 242	17 683
4.11	Nombre de structures soutenues dans l'économie circulaire	25	32	38
4.14	Biodiversité : nombre de plans de conservation	80 % 30 espèces pour faune et 50 espèces pour flore	Flore : 44 % Faune : 22 %	Augmentation

*Note (\*) : Dispositifs SLIME, chèque photovoltaïque et ECOSOLIDAIRE*

<b>INDICATEURS DE RÉSULTAT</b>				
	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Cumulé /tendance
4.9	Part des énergies renouvelables dans le mix électrique	50 %	36,5 % (donnée 2018)	+4,1 point /2017
4.10	Consommation électrique de la Réunion	2 858	2 724 (donnée 2018)	0,8 %
4.12	Quantité de déchets produits à la Réunion (déchets non dangereux hors déchets organiques)	<i>cf. PRPGD</i>	705 000 tonnes (donnée 2015)	-
4.13	Quantité de déchets ultimes enfouis à la Réunion	413 729 tonnes	450 650 (donnée 2015)	Baisse
4.15	Superficie des habitats en meilleur état de conservation	6 ha	29	35 ha / Augmentation
4.16	Population supplémentaire bénéficiant d'une meilleure alimentation en eau	94 000 hab.	6 500 hab.	29 587 / + 28,00 %

## PILIER 4 : LIBÉRER LA TERRE RÉUNIONNAISE

### Fiche programme – Secteur Aménagement 1/2

#### 1°) Actions principales prévues en 2020

##### **Les dispositifs financiers relatifs à la mise en œuvre du SAR**

- Accompagnement des projets à travers les fiches actions : urbanisation autour des pôles d'échanges, espaces publics structurants

##### **L'aménagement des Hauts :**

- Accompagnement des projets financés à travers les dispositifs financiers du FEDER et du FEADER (y compris LEADER) en faveur des Hauts ;
- Soutien des outils de mise en œuvre des politiques publiques (SGH, GAL, associations).

##### **Les dispositifs financiers en faveur de l'aménagement:**

- Les dispositifs relatifs à la mise en œuvre du SAR
- Les dispositifs en faveur de l'aménagement des territoires des Hauts
- Renforcer les outils de mise en œuvre des politiques publiques

##### **Les structures œuvrant en faveur de l'aménagement et du développement du territoire :**

- Participer au financement et aux programmes d'actions de l'AGORAH.
- Apporter la contribution de la Région Réunion aux travaux et échanges au sein des organismes d'aménagement dans lesquels la collectivité est membre et/ou actionnaire ;
- Renouveler les cotisations d'adhésion à certains organismes œuvrant dans le domaine de l'aménagement : ADIL, AFIGEO, AIVP.

#### 2°) Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Dispositifs/Actions	Actions 2020	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		Indicateurs 2020
		AP	CP	AP	CP	
<b>Les dispositifs financiers relatifs à la mise en œuvre du SAR</b>						
Déclinaison du SAR	Accompagner les projets éligibles au FEDER	690 K€	390 K€	-	-	- Nbre d'opérations
<b>Développer l'attractivité des Hauts pour favoriser et dynamiser l'activité et l'emploi</b>						
Décliner les ambitions et les actions de la collectivité pour la 5ème micro région	Accompagner les porteurs de projets notamment dans le cadre de LEADER Accompagner les structures œuvrant en faveur de l'amgt des Hauts (SGH, GALs, ...)	1 030 K€	540 K€	431 K€	480 K€	- Nbre d'opérations - Nbre de publics cibles touchés, - Nbre de services de proximité créés

**Accompagner les structures œuvrant en faveur de l'aménagement**

Participer au financement et aux programmes d'actions	Accompagner les structures (AGORAH, SPL MARAINA) Renouveler les cotisations (AFIGEO, AIVP, Si tous les Ports du Monde)	500 K€	530 K€	31 K€	95 K€	Montant de la dépense publique
<b>TOTAL</b>		<b>2 220 K€</b>	<b>1 460 K€</b>	<b>462 K€</b>	<b>575 K€</b>	



## PILIER 4 : LIBÉRER LA TERRE RÉUNIONNAISE

### Fiche programme – Secteur Aménagement 2/2

#### 1°) Actions principales prévues en 2020

##### **Le Schéma d'Aménagement Régional :**

- La déclinaison du SAR à l'échelle intercommunale et communale ;
- La poursuite de la procédure de modification du SAR ;
- La poursuite de l'évaluation à mi-parcours de la mise œuvre du SAR dans la perspective de son évolution.

##### **L'observation du territoire et l'information géographique:**

- Poursuivre et mettre en œuvre opérationnellement les actions et projets engagés avec le soutien de fonds européens ;
- D'assurer la transversalité et le développement du service géographique au sein de la collectivité à travers notamment la géolocalisation des projets et actions financées par la Région, en vue d'une évaluation des politiques publiques.

#### 2°) Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Dispositifs/Actions	Actions 2020	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		Indicateurs 2020
		AP	CP	AP	CP	
<b>Déclinaison du SAR</b>						
Déclinaison du SAR	– Analyse compatibilité docs d'urbanisme, locaux/ SAR, – Examen des permis de construire dans les espaces agricoles et naturels	-	-	-	-	– Nb PLU mis en compatibilité – Nb d'avis favorables en CDPENAF
Suivi annuel du SAR	Analyse des indicateurs d'impact environnemental	-	-	-	-	23 indicateurs suivi env.
Poursuivre le processus de modification du SAR	Finalisation du projet de modification	350 K€	127 K€	108 K€	31 K€	- intégration des observations issues de l'enquête publique et les réponses aux 13 recommandations de l'Ae, - adoption par l'assemblée plénière de la collectivité, - transmission au Conseil d'État pour approbation via un nouveau décret.

Evolution du SAR	Finalisation de l'évaluation et de l'analyse du SAR					- Délibération sur la mise en révision du SAR - Publication ordonnance du SAR et loi de ratification
<b>L'information géographique et l'observation du territoire</b>						
Poursuivre le développement des outils au service de l'aménagement du territoire	Valoriser le savoir faire réunionnais dans le cadre de programmes d'actions de coopération OI  Développer la station SEAS OI à travers des financements privés  Assurer la transversalité du SIG au sein de la collectivité	270 K€	352 K€	81 K€	100 K€	Projets de coopération financés  Nbre de partenariats contractualisés  Nbre d'utilisateurs aux applications, Nbre de commandes passées.
<b>TOTAL</b>		<b>620 K€</b>	<b>479 K€</b>	<b>189 K€</b>	<b>131 K€</b>	

## BP 2020- FICHE SECTEUR ÉNERGIE

### Principales actions prévues en 2020

- Approbation de la nouvelle Programmation Pluriannuelle de l'Énergie et mise en œuvre
- Soutien aux Énergies renouvelables
  - déploiement du dispositif chèque photovoltaïque avec financement du POE FEDER
  - soutien aux projets d'autoconsommation photovoltaïque
- Actions en matière de maîtrise de l'Énergie :
  - déploiement des chauffe-eau solaires (Ecosolidaire, habitat social)
  - Mise en place du diagnostic énergétique pour maisons individuelles
- Mise en place de dispositifs de soutien au stockage intelligent de l'énergie.
  - Définition d'une stratégie pour le stockage à l'horizon 2030

### Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs :

Finalité	Dispositifs/Actions	Actions 2020	Réf POE ou CPER	Indicateurs 2020
Gouvernance	Animation	Publication du décret de la la nouvelle PPE révisée		décret PPE
Développement des ENR	Solaire photovoltaïque	Dispositif chèque photovoltaïque	FA 4.17 POE FEDER	200 centrales photovoltaïques
	Autoconsommation	Subventions	FA 4.14 POE FEDER	5 projets
MDE	Solaire thermique	Dispositif Ecosolidaire	FA 4.04 POE FEDER	1 600 chauffe eau solaires
	Précarité énergétique	SLIME		5 500 diagnostics

## BP 2020 – FICHE SECTEUR DÉCHETS / ÉCONOMIE CIRCULAIRE

### Principales actions en 2020

#### Déchets

- Approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)
- Mise en œuvre du scénario « zéro déchet »

#### Économie circulaire

- Mise en œuvre d'un plan d'actions régional en faveur de l'économie circulaire, en lien avec les programmes de prévention et le PRPGD
- Développement des filières de l'économie circulaire :
  - Lancement d'un nouvel appel à projets « Économie circulaire » en partenariat avec l'ADEME,
  - Soutien des projets promouvant l'économie circulaire, en lien avec le cadre d'intervention actualisé en 2018
  - Accompagnement pour la création ou la structuration des entreprises en faveur du développement de l'économie circulaire notamment au travers de la mobilisation du POE FEDER 2014-2020,
  - Soutien et participation pour une mise en réseau des acteurs de l'économie circulaire, au travers de la plateforme « La Réunion Ecopositive » ;
  - Soutien technique au Cluster Green pour la 3<sup>e</sup> édition du Forum des Eco-entreprises.

### Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Finalité	Dispositifs / Actions	Actions 2020	Indicateurs 2020
Élaboration du PRPGD	Pilotage du PRPGD	Approbation du PRPGD	Approbation
Développement des filières de l'économie circulaire	Cadre d'intervention en faveur de l'aide aux investissements pour le développement de l'économie circulaire	Soutien aux investissements pour le développement de l'économie circulaire (associations, fondations, sociétés coopératives et sociétés coopératives d'intérêt collectif)	6 projets soutenus
	Appel à projets « Économie circulaire »	Soutien au développement des filières de l'économie circulaire (collectivités, entreprises et associations)	Soutien des projets lauréats dans le cadre de l'appel à projets économie circulaire
	POE FEDER 2014-2020	Soutien à la création ou à la structuration des entreprises en faveur du développement de l'économie circulaire	5 projets soutenus
	Sensibilisation, mise en réseau des acteurs de l'économie circulaire	Sensibilisation et développement des filières de l'économie circulaire	Sensibilisation, promotion de « La Réunion Ecopositive, l'annuaire régional des acteurs de l'économie circulaire » Soutien technique au Cluster Green pour la 3 <sup>e</sup> édition du Forum des Eco-entreprises

## BP 2020 – FICHE SECTEUR RISQUES NATURELS

### Appréhender les risques naturels – Connaître et anticiper les changements climatiques

#### Principales actions prévues en 2020

- Connaissances et expertises sur les risques naturels
  - Poursuite de l'implication de la Région dans le soutien et les activités de l'Observatoire Régional des Risques Naturels (SCRAE,...),
  - Soutien au BRGM (appuis technique, projet OBSCOT)
  - Soutien en faveur du programme d'action de l'Observatoire Volcanique du Piton de la Fournaise et révision du partenariat Région – IGP/OVPF
- Programme de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI)
  - Soutien à la mise en œuvre des Plans d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) et de ses projets d'endiguement, en lien avec la mise en œuvre de la Directive d'Inondation (POE FEDER 2014-2020)

### Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Actions	Indicateurs de réalisation <i>Réalisations physiques</i>	Indicateurs de résultat	
		<i>quantitatif</i>	<i>qualitatif</i>
<b>Connaissances et expertises sur les risques naturels</b>			
Poursuite de l'implication de la Région dans le soutien de l'Observatoire Régional des Risques Naturels (SCRAE,...)			
Financement de structures : tels que le BRGM : appuis techniques, projet OBSCOT	Études	Appuis techniques et expertise à la demande des services de la Région	Poursuivre le suivi du trait de côte et des phénomènes d'érosions côtière
Soutien du programme d'action de l'Observatoire Volcanique du Piton de la Fournaise	Valorisation de l'environnement volcanique cartographie des coulées de laves, conférences grand public à la Cité du Volcan	Collecte de données	Meilleure connaissance de l'environnement volcanique Amélioration de l'information sur le Piton de la Fournaise
<b>Programmation de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI)</b>			
Soutien aux actions prioritaires dans le cadre de la Directive Inondation et du projet PAPI	Études sur les projets d'endiguement	Étude opérationnelle concernant les opérations d'aménagement et d'endiguement	Nombre de dossiers subventionnés Diminution du nombre d'habitants soumis au risque inondation

## BP 2020 – FICHE SECTEUR EAU

### Actions dans le domaine de l'eau

#### Gouvernance et outils de planification

- Contribution à la gouvernance et au pilotage partenarial de la gestion de l'eau à La Réunion
- Participation à la révision du SDAGE

#### Équipements liés à la potabilisation de l'eau

- Soutien aux équipements structurants de gestion de l'eau (création et extension d'usines de potabilisation de l'eau)
- Retour au bon état écologique des eaux

### Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
		<i>quantitatif</i>	<i>qualitatif</i>
	<b><i>Réalisations physiques</i></b>		
Soutien aux équipements structurants de gestion de l'eau.	Réalisation d'usines de potabilisation de l'eau	Financement d'usines	Amélioration de la qualité de l'eau de consommation
Retour au bon état écologique des eaux		Orientations du SDAGE 2016-2021	Amélioration état eaux souterraines et superficielles

## BP 2020 – FICHE RECHERCHE AGRONOMIQUE ET BIODIVERSA3

### Principales actions en 2020

- **Recherche agronomique : Programme d'actions en faveur du développement de l'agro-alimentaire et de l'agriculture conformément aux priorités de la S3 et du PRAAD**
  - L'accent sera mis sur l'évaluation des modes de valorisation des résultats de la recherche en 2020 via tous les outils disponibles (RITA, pôle de compétitivité, formation,...).
- Extension du Pôle de Protection des Plantes (3P)
  - Évaluation de l'avancée effective des études et des travaux
- **Participation à l'ERANet « BiodivErsA3 » (H2020, 2015-2020), à l'Action Cofund « BiodivClim » (H2020, 2019-2024) et son Appels à projets de recherche « Biodiversité et changement climatique »**

### Synthèse des actions/dispositifs et indicateurs

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations physiques</i>	<i>quantitatif</i>	<i>qualitatif</i>
Programmes de recherche agronomique 2020 du CIRAD (relevant du FEDER, FEADER et INTERREG OI du POE 2014-2020)	Exécution des programmes de recherche par le CIRAD dans la continuité de 2019 intégrant des projets locaux et des projets régionaux dans le cadre du PréRAD	Nombre de chercheurs impliqués, de brevets, actions de transfert aux professionnels,  Nombre de chercheurs au sein du CIRAD : 78 en 2019	Rapports techniques d'exécution des projets  Compte-rendus des Comités Scientifiques et Techniques (CST) annuels, Supports adaptés de communication des résultats des programmes de recherche aux décideurs  Modes de valorisation des résultats de la recherche (transfert technologique, formation, publications, brevets ou Certificats d'Obtention Végétale...)
BiodivErsA 3 (H2020, 2015-2020)  BiodivClim (H2020, 2019-2024) & Appel à projets « Biodiversité et Changement climatique »	Poursuite de l'exécution du programme de travail de BiodivErsA3 dont les workpackages dédiés aux appels à projets et à celui consacré aux RUP et PTOM du réseau transrégional NetBiome  Mise en œuvre de l'ERANet Cofund « BiodivClim » et son appel à projets (sélection des projets pour financement en septembre 2020)	Nombre de participants au financement de l'appel à projets, nombre de projets acceptés pour financement sur le nombre de projets soumis à l'appel à projets, nombre de réunions des 39 participants à BiodivErsA 3, nombre de deliverables transmis à la CE, etc.	Délivrables prévus au programme de BiodivErsA 3 (ceux des appels à projet, rapport d'activités,...), qualité du management, etc.  et ceux prévus au programme de BiodivClim (appel à projets et activités additionnelles de promotion de la recherche et de son impact)

## BP 2020 – FICHE SECTEUR BIODIVERSITE

### Principales actions prévues en 2020

- Installation de l'Agence Réunionnaise pour la Biodiversité (ARB).
- Amélioration de la connaissance en matière de biodiversité et de gestion du risque requin.
- Mise en œuvre du nouveau plan de gestion de la Réserve Marine.
- Création d'un circuit d'observation de mammifères marins depuis la terre, en lien avec le dossier d'inscription du chemin des Baleines au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO.

### Biodiversité terrestre et écosystèmes naturels

- Suivi et mise en œuvre de la convention cadre avec le Parc National.
- Finalisation du programme européen LIFE+Forêt sèche (2015-2020) porté par le Parc National.
- Suivi du programme LIFE+ BIODIV'OM concernant la conservation du Tuit-Tuit et porté par la SEOR.
- Soutien aux programmes d'acquisition de connaissances, de valorisation et de conservation des patrimoines végétal et animal.
- Poursuite des programmes d'actions déjà engagés au titre de la mesure 5.08 du POE FEDER 2014-2020 :
  - Programme de connaissance et de conservation de la papangue – SEOR.
  - Projet de Protection des pétrels endémiques e – AV2M.
  - REstauration d'HABitats naturels LITTOraux accueillant des populations de gecko vert de Manapany, de Puffins du Pacifique et de Noddis bruns (LITTOREHAB) – Conservatoire du Littoral.
  - Projet ESPECE (Études et Sauvegarde des Plantes En danger Critique d'Extinction) – Parc National.
  - Programme de conservation des habitats mésothermes de La Réunion (2) – CBNM.
  - VIA DAUPI– CBNM.

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations physiques</i>	<i>quantitatif</i>	<i>qualitatif</i>
<b>Biodiversité terrestre et écosystèmes naturels</b>			
Projet LIFE+Forêt sèche	Introduction d'espèces végétales et animales indigènes	100 000 arbres indigènes de 48 espèces – 30 ha	Restauration de forêts semi-xérophiles et création de continuum écologique
Projet LIFE+ BIODIV'OM	Rédaction du plan de lutte contre les prédateurs et compétiteurs du Tuit tuit Rédaction du protocole de translocation de couple(s) reproducteur(s)	Augmentation du nombre de couples (55)	Augmentation de la population de Tuit-tuit Amélioration du succès reproducteur de l'espèce



LITTOREHAB	Restauration habitats, sensibilisation public, amélioration connaissance	Réintroduction de 7450 plants et 11 990 graines d'espèces endémiques 1 rapport d'études et 3 restitutions publiques	Augmentation de la population de geckos vert de Manapany et de Puffin du Pacifique, espèces endémiques de La Réunion
Etudes et sauvegarde des plantes en danger critique d'extinction (ESPECES)	Rédaction du plan de conservation et d'une cartographie	Restauration de 6 ha 2 ha de lutte contre les EEE	Sauvegarde des plantes en danger critique d'extinction
Programme de conservation des habitats mésothermes de La Réunion (2)	Consolidation herbier et index flore vasculaire de La Réunion	Réalisation d'un Cahier des habitats mésothermes	Amélioration de la connaissances sur la flore et les habitats endémiques et indigènes de La Réunion
Protection des pétrels endémiques		Éradication des prédateurs (chats, rats)	Conservation des pétrels
VIA DAUPI	Liste des arboretums partenaires et plan d'objectif Étude de marché	Nombre d'arboretums engagés dans la démarche Nombre de formation et d'agents formés à la valorisation durable des espèces indigènes	Meilleure prise en compte et utilisation des espèces indigènes dans les aménagements publics et chez les particuliers

NB : les indicateurs des projets pluriannuels sont chiffrés pour un objectif à atteindre à la fin du projet.

### Biodiversité marine, écosystèmes marins et gestion du risque requin

- Gestion du risque requin : soutien au Centre de Ressources et d'Appui sur le risque requin et au dispositif Vigies Requins Renforcées, financement du Plan Réunionnais de Pêche et de Prévention (PRPP), contribution au financement des dispositifs de sécurisation sur l'île (filets...)...
- Financement du GIP Réserve Nationale Marine de La Réunion
- Soutien de projets en contrepartie du POE FEDER 2014-2020
- Inscription du chemin des baleines au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
		quantitatif	qualitatif
<b>Biodiversité marine et écosystèmes marins</b>			
Chemin des baleines	Réalisation d'une étude	Circuit touristique	Économie et tourisme
Préservation des cétacés	Mise en œuvre des PDC Baleines et Dauphins		
Vigies requins renforcées	Surveillance dans les zones autorisées	Reprise des activités nautiques et de tourisme, des compétitions de surf (nombre de manifestations de surf, nombre de jour d'ouverture du surf...)	Pratique des sports de glisse et de la baignade de nouveau possible et relance de l'économie

Plan Réunionnais de Pêche et de Prévention	Capture ciblée de requins tigre et bouledogue	nb heures de pêches – nb de requins prélevés	Reduction du nombre de prédateurs impliqués dans les attaques de requins
Entretien de filets anti requin	Entretien des filets sur St-Paul	nb heures de réouverture des plages	Sécurisation de la population pratiquant la baignade et le sport nautique, relance de l'économie
Pose filets anti requin	Installation filets nouvelle génération à Saint Paul		
RNNMR	Animations nature, sentier sous- marin de l'Ermitage...	Communication, sensibilisation, police...	Gestion durable des ressources halieutiques

### Sensibilisation à l'environnement

- Poursuite du partenariat entre la Région Réunion et la fondation WWF-France (pandathlon, préservation biodiversité en lien avec changement climatique)
- Adhésions à des associations (UICN/Rivages de France/RNF/ANEL)

\* \* \* \* \*

### Tableau de synthèse budget énergie/économie circulaire/biodiversité :

	Investissement		Fonctionnement	
	AP	CP	AE	CP
Énergie	9 239 343 €	6 604 955 €	453 500 €	453 500 €
Déchets et économie circulaire	577 000 €	595 200 €	178 600 €	178 600 €
Risques / air / eau	881 193 €	2 238 183 €	-	-
Recherche	1 333 046 €	1 821 747 €	-	-
Biodiversité / Sensibilisation	964 667 €	499 750 €	1 315 387 €	1 102 935 €
<b>TOTAL</b>	<b>12 995 249 €</b>	<b>11 759 835 €</b>	<b>1 947 487 €</b>	<b>1 735 035 €</b>

# BUDGET PRIMITIF 2020 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

## PILIER 5 : NOTRE IDENTITÉ, NOTRE CULTURE, NOT'FIERTÉ

### CULTURE ET PATRIMOINE CULTUREL

En plaçant la Culture au cœur de son projet de développement pour La Réunion, les orientations de la Région en 2020 s'articuleront autour :

- **d'un soutien à la création, à la diffusion artistiques et au développement de l'emploi culturel ;**
- **d'une politique d'identification, de préservation et de valorisation de notre patrimoine** pour une meilleure connaissance et une appropriation de notre Histoire et de notre Culture, notamment en direction des jeunes générations ;
- **d'une offre muséale** régionale diversifiée et de qualité, à travers ses 4 structures muséales ;
- **du développement de partenariats** afin que cette co-construction améliore l'efficacité des politiques culturelles.

Globalement, le budget du secteur Culture pour l'année 2020 se répartira de la façon suivante :

**En investissement :****AP : 1 953 728****CP : 2 291 093****En fonctionnement :****AE : 6 319 294****CP : 8 946 906**

# POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

## 1. DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS POUR UNE MEILLEURE EFFICACITÉ DES POLITIQUES CULTURELLES

Il s'agira en 2020 de travailler de manière transversale, en associant les acteurs concernés, ainsi que les institutions, et en organisant des espaces d'échange et de concertation, qui seront nécessaires à cette refondation progressive de la politique régionale qui soit en lien avec la majorité des Réunionnais et sur l'ensemble du territoire.

## 2. ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HORS CRR

### 2.1. Écoles d'enseignement artistique

En 2020, la Région poursuivra ses actions de soutien aux écoles d'enseignement artistique et culturel afin de maintenir une offre de qualité et de pérenniser les emplois de leurs professeurs qualifiés.

Afin d'impulser une politique territoriale régionale en faveur du développement des enseignements artistiques qui soit un levier pour la sécurisation de l'emploi qualifié permanent, la Région Réunion mettra en place en 2020 un fonds incitatif, Fonds d'Innovation Pédagogique – FIP, dont l'objet sera de renforcer les structures d'enseignement artistique, quel que soit leur statut, et d'accompagner le développement de leur projet, qui leur permettra :

- d'employer des enseignants qualifiés,
- de créer des postes qualifiés de directeur et de coordonnateur pédagogique et artistique,
- de proposer des tarifs d'inscription accessibles pour la population,
- de créer de nouvelles disciplines fléchées dans leurs établissements.

### 2.2. Bourses et formations artistiques

La Région encourage les jeunes Réunionnais à se former aux métiers artistiques et culturels grâce à trois dispositifs permettant de participer au financement des coûts de scolarité de leurs formations tant à La Réunion qu'à l'extérieur :

- un dispositif « formation professionnelle » pour accompagner les personnes qui souhaitent suivre des formations professionnelles dans les domaines des arts et de la culture,
- un dispositif « préparation au DE/CA » pour accompagner les personnes qui suivent une formation au **Diplôme d'État (DE)** ou **Certificat d'Aptitude (CA)**, leur ouvrant ainsi les portes de l'enseignement dans les domaines de la danse, du théâtre ou de la musique,
- un dispositif « parcours artistique d'excellence » pour accompagner les personnes qui suivent un cursus particulièrement prestigieux au vu de sa notoriété sur le plan national ou international.

- un dispositif « Aides Régionales pour les Etudes Artistiques Secondaires en Métropole (AREASM) » dans les domaines de la musique et de la danse.

Les objectifs poursuivis en 2020 seront :

- de participer au financement des stages et résidences de formation organisés par les associations et ayant pour but de favoriser les échanges d'expériences,
- d'accompagner les opérateurs pour la mise en place de sessions de formation.

**933-311 – Schéma enseignement artistique et formation**

**AE : 250 000**

**CP : 250 000**

### **3. AIDES AUX ASSOCIATIONS**

La collectivité poursuivra sa politique de soutien en faveur des artistes et des associations pour la promotion, la formation et la création artistiques, ainsi que pour la connaissance et la valorisation du patrimoine culturel.

La Région accompagnera les artistes et les associations afin qu'ils mettent en œuvre des projets intéressant le territoire.

Cet accompagnement se fera en fonction des crédits disponibles en 2020.

**933-311 – Subventions aux associations culturelles**

**AE : 140 294 € (+257 000 € déjà engagé sur B.P. 2019, soit un montant total de 397 294 €)**

**CP : 589 906**

**903-311 – Subvention équipement associations culturelles**

**AP : 574 228**

**CP : 700 000**

**933-311 – Export création artistique**

**AE : 0**

**CP : 30 000**

**933-311 – Pôle régional littérature/diversité**

**AE : 28 000 € (+12 000 € déjà engagé sur B.P. 2019, soit un montant total de 40 000 €)**

**CP : 30 000**

**933-311 - IOMMA**

**AE : 100 000**

**CP : 100 000**

**903-311 – Œuvres d'art Région****AP : 20 000****CP : 30 000****903-311 – Divers investissement culture****AP : 2 000****CP : 2 000****4. AIDES AUX SALLES ET LIEUX DE CRÉATION ET DE DIFFUSION DU SPECTACLE VIVANT**

Le soutien de la Région Réunion aux salles et lieux de création et de diffusion du spectacle vivant s'inscrit dans le cadre du schéma régional des salles et lieux de création et de diffusion du spectacle vivant adopté par la Région le 1er juillet 2014.

Les salles et lieux de création et de diffusion du spectacle vivant sont le maillon essentiel entre l'artiste, son œuvre et le public. Elles assurent à ce titre une mission de service public artistique, culturelle, sociale et territoriale.

Le soutien de la Région aux programmes d'activités des salles et lieux de création et de diffusion du spectacle vivant a pour objectifs le développement de la diffusion, le soutien à la création et la mise en œuvre d'actions de médiation auprès des populations sur le territoire réunionnais. Le budget alloué à ces institutions pour 2020 sera maintenu.

Les subventions publiques en faveur des salles permettent de maintenir des tarifs accessibles à tous, tout en prenant en compte la situation sociale des personnes.

**903-311 – Équipement des salles de spectacle****AP : 37 500****CP : 40 000****933-316 – Schéma régional des salles et lieux de création et de diffusion spectacles vivants****AE : 828 000****CP : 800 000****5. AIDES AUX ENTREPRISES CULTURELLES**

Sept mesures ont progressivement été mises en place avec pour objectifs principaux d'encourager fortement la professionnalisation des acteurs de la vie artistique et d'améliorer la structuration et la gestion de ces entreprises. Depuis 2018 et en cohérence avec le schéma régional de la lecture publique et de la littérature réunionnaise, le dispositif est ouvert également aux librairies indépendantes locales dans le cadre d'une convention entre l'État la Région et le CNL (Centre National du Livre).

En 2020, les entreprises culturelles locales pourront solliciter la Région afin de bénéficier d'aides à la création d'emploi, à l'investissement, au recours au conseil extérieur ou encore d'aides aux projets pour les filières du livre et du spectacle vivant.

**903-311 – Aides aux entreprises culturelles**

**AP : 250 000**

**CP : 300 000**

**933-311 – Aides aux entreprises culturelles**

**AE : 100 000**

**CP : 122 000**

## **6. AIDES AU FRAC ET AU PRMA**

### **6.1. Le FRAC**

Le Fonds Régional d'Art Contemporain constitue un outil fondamental de la politique de valorisation de l'art à La Réunion. En plaçant les créations de jeunes artistes contemporains émergents au premier plan, le FRAC concourt en effet à accroître la visibilité d'une nouvelle génération d'ambassadeurs de l'art.

Si cette activité se doit d'être pérennisée, il sera également indispensable d'accorder en 2020, dans la logique du Schéma d'Orientation pour le Développement des Arts Visuels, une place plus importante à la formation et à la professionnalisation des acteurs du terrain. A travers cette structure relais, la collectivité encouragera la construction d'un socle de compétences et de connaissances qualifiantes qui aboutira à la création de nouveaux emplois dans les domaines de la médiation artistique, du commissariat d'exposition et de la restauration d'œuvres d'art, compétences dont le secteur manque cruellement aujourd'hui.

Le FRAC s'attachera également en 2020 à poursuivre le développement de ses publics par des actions d'éducation artistiques et culturelles, de médiation, et des expositions innovantes permettant de toucher un public plus diversifié.

### **6.2. Le PRMA**

La Région mobilise le Pôle Régional des Musiques Actuelles via des dispositifs spécifiques afin de professionnaliser la filière (Tournée Générale, Fonds Régional d'Aide à la Mobilité, Aide à la mise en Image – Vidéo-clips- RESA, SODA...).

Le PRMA a une mission d'accompagnement et de professionnalisation de la filière musicale, ainsi qu'un rôle de centre de ressources. Cette association met également en place un vrai programme de valorisation du patrimoine musical via la création d'une phonothèque de l'océan Indien, projet soutenu par les fonds européens dans le cadre du programme InterReg V.

Une nouvelle démarche de partenariat entre la Région et l'État (DAC et Centre national la chanson des variétés et du jazz-CNV), en co-construction avec les acteurs de la filière, a conduit à l'élaboration d'un contrat de filière en faveur des musiques actuelles de La Réunion (2019-2022).

**933-311 – Fonctionnement EPCC/FRAC**  
**AE : 366 000 € (+244 000 € déjà engagé sur B.P. 2019, soit un montant total de 610 000 €)**  
**CP : 610 000**

## **7. RÉHABILITATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL**

### **7.1. Plan régional d'aides aux communes et à leurs groupements**

Un dispositif visant la réhabilitation, la sauvegarde, la transmission et la valorisation du patrimoine culturel a été adopté par la collectivité le 7 décembre 2010. Il a été intégré en 2011 au sein d'un dispositif plus global d'intervention en faveur des communes et de leurs groupements intitulé « **Plan de Relance Régional** » (PRR), qui propose d'accompagner les collectivités dans la réalisation et la modernisation des équipements publics.

Pour le patrimoine culturel, cette mesure permet la restauration, la réutilisation et la valorisation du patrimoine bâti et du petit patrimoine communal ayant un intérêt historique et/ou architectural.

**L'année 2020 verra se poursuivre la mise en œuvre du dispositif Plan de Relance Régional.**

### **7.2. Evolution du cadre d'intervention existant : élargissement du dispositif à d'autres acteurs**

Dans le cadre du développement des actions en matière de réhabilitation du patrimoine culturel, l'accompagnement des projets portés par des personnes privées, propriétaires d'éléments du patrimoine classés ou inscrits, ainsi qu'aux associations ayant pour projet de participer à des actions de réhabilitation et de valorisation de sites ou de bâtiments présentant un intérêt historique et/ou architectural, se poursuivra également au cours de l'année 2020.

**903-311 – Subvention équipement communes**  
**AP : 100 000**  
**CP : 150 000**

**903-312 – Subventions protection patrimoine**  
**AP : 40 000**  
**CP : 40 000**



**903-312 – Réhabilitation patrimoine protégé****AP : 150 000****CP : 159 093****903-312 – Mise en tourisme du patrimoine culturel****AP : 80 000****CP : 60 000**

---

**SPORT**

---

Après une année 2019 marquée par les Jeux des Îles de l'Océan Indien, l'année 2020 démarre avec une nouvelle gouvernance nationale, et des directives nouvelles pour tout le sport français et réunionnais.

Pour 2020, le projet de développement de la politique sportive du Conseil régional se traduira d'une part, par le maintien des dispositifs d'aide mobilisés en faveur du monde sportif local, et d'autre part par le déploiement de nouvelles orientations liées au transfert de nouvelles compétences et d'harmonisation des politiques sportives territoriales.

La collaboration voulue et encouragée avec les acteurs et représentants du mouvement sportif réunionnais sera à nouveau placée au centre des orientations politiques engagées.

Si la pratique sportive de niveau régional est une constante de notre engagement, le soutien au sport de haut-niveau sera davantage encouragé à travers notamment l'Institut Régional du Sport Grand Océan Indien (IRSOI).

Globalement, le budget du secteur Sport pour l'année 2020 se répartira de la façon suivante :

**En investissement :****AP : 1 005 731 €****CP : 1 041 963 €****En fonctionnement :****AE : 2 390 137 €****CP : 2 204 881 €**

## 1. LE CREPS

### 1.1. LES TRAVAUX DU CREPS

Le CREPS de La Réunion a été transféré à La Région, conformément à la loi Notre. Au regard de l'état de vétusté de l'ensemble de ses 3 sites (Saint-Denis, Plaine des Cafres et Saint- Paul) un programme de réhabilitation ambitieux a été mis en œuvre afin de répondre à deux orientations majeures :

- remettre aux normes les dortoirs des pensionnaires, les équipements sportifs...
- faire des sites de la Plaine des Cafres et de Saint-Denis, des références en terme d'accueil et de prestations apportées aux sportifs locaux, nationaux, de la zone océan Indien, ou internationaux.

Les engagements financiers consacrés seront déterminés en fonction des études préalables (mise aux normes, extension des bâtiments, matériel spécifique, construction de nouveaux équipements sportifs...) et élaborés en concertation avec l'ensemble des financeurs locaux.

#### **903.324 - « Aides équipements ETAT/CREPS »**

**AP : 270 000 €**  
**CP : 322 510 €**

### 1.2. LA CONVENTION TRIPARTITE ETAT-CREPS- RÉGION, INCLUANT L'IRSOI

En application des articles L114-2 et L114-3 du code du sport issu de la Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, une décentralisation partielle des CREPS est mise en place, qui se traduit par une répartition des missions et des compétences entre l'État et les régions.

Les objectifs sont les suivants :

- établir un cadre stratégique pluriannuel et partagé État / Région / CREPS,
- définir les modalités d'une gouvernance partagée,
- inscrire le CREPS dans son environnement institutionnel en le positionnant comme une plateforme d'expertise.

Cette convention a pour objectif de définir et de clarifier le rôle de chacun des trois acteurs (État, Région, CREPS), mais aussi de définir les objectifs opérationnels et les indicateurs de suivi associés du CREPS. Elle repose sur une volonté commune et partagée de l'État et de la Région de faire du CREPS un opérateur efficace dans la conduite des politiques nationales et régionales en faveur du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Cette volonté de gouvernance partagée se traduit par :

- la création d'un comité de suivi pour renforcer et développer les relations et les partenariats entre les trois signataires et inscrire l'établissement dans une stratégie concertée,
- la définition d'objectifs communs État-Région et d'indicateurs de suivi pour chacune des missions du CREPS,

- la mise en place de formations complémentaires aux actions traditionnelles,
- le suivi et l'accompagnement des projets des ligues et comités sportifs dans la zone océan Indien,
- l'accompagnement et la valorisation de nos sportifs réunionnais de haut-niveau,
- la mise en place de projets de sessions de perfectionnement sportif entre les îles de l'océan Indien à travers le dispositif de mobilité sportive océan Indien.

A terme, son organisation permettra le développement d'une véritable plate-forme d'infrastructures et de moyens permettant à la destination Réunion, de valoriser les compétences dans la zone océan Indien, en devenant un centre d'entraînement reconnu par les équipes sportives nationales et européennes dans l'hémisphère Sud.

Ce projet représentera une opportunité pour chaque acteur du mouvement sportif local, de contribuer à la valorisation de la pratique sportive de haut-niveau.

Afin de renforcer le niveau de perfectionnement des pratiquants sportifs réunionnais et de la zone océan Indien, il est indispensable que la mobilité des acteurs concernés soit encouragée.

L'élévation du niveau sportif local passe obligatoirement par la confrontation avec le niveau national et européen, et avec le niveau international (dont l'océan Indien).

La mobilité sportive est donc le portail d'accès au haut niveau et doit être accompagnée de la façon la plus adaptée et efficace.

Compte tenu du rayonnement du sport réunionnais, du niveau actuel d'expansion des activités sportives, de l'augmentation du nombre de demandeurs, il est aujourd'hui nécessaire d'appréhender en amont les enjeux liés à son développement et de mieux cibler les dispositifs d'aide en matière de formation et d'accompagnement de la mobilité sportive des athlètes locaux.

Compte tenu des nombreux points communs des îles de l'Océan indien (jeunesse de la population, francophonie, empreintes culturelles réciproques en musique, en artisanat, en art culinaire...) d'une part, de la forte demande en matière d'échanges sportifs et de formation émanant des pays de cette zone d'autre part, l'accompagnement des échanges sportifs, constitue le premier élément de notre vision de la coopération régionale et représente en ce sens une réalité désormais incontournable.

La mise en œuvre d'un comité technique de sélection des candidats, sur la base de critères définis, permettra de garantir la légitimité des candidats retenus. Une charte d'engagement réciproque permettra de valider les engagements pris par chacune des parties concernées.

### **933. 324- « SUBVENTION FONCTIONNEMENT IRSOI »**

**AE : 1 000 €**  
**CP : 119 000 €**

**903.324 - « SUBVENTION INVESTISSEMENT IRSOI »**

**AP: 2 000 €**  
**CP : 10 000 €**

## **PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ**

### **CULTURE**

#### **1. LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR)**

La Région, notamment par le biais de son Conservatoire, continue à se positionner en tant que chef de file de l'enseignement artistique sur l'île. Faire émerger, accompagner et animer un réseau d'établissements d'enseignement artistique sont les enjeux majeurs des prochaines années.

Les missions du Conservatoire sont les suivantes :

- **Constituer un pôle de formation de référence en matière d'enseignement artistique**, par des actions d'éveil et de sensibilisation à la musique, à la danse et au théâtre, d'éducation artistique et culturelle, une formation à une pratique artistique amateur de qualité, une préparation à des études artistiques supérieures (Cycle d'Orientation Professionnelle – COP).
- **Jouer un rôle de centre de ressources artistiques et pédagogiques**, par l'intermédiaire de sa salle de documentation, d'actions de mise en réseaux des établissements d'enseignement artistique, la réponse à des besoins en matière de formation continue, des propositions d'offre de formation culturelle des citoyens.
- **Contribuer à l'animation et au rayonnement de la vie culturelle**, par l'organisation de rencontres artistiques, d'auditions d'élèves, de concerts, l'accueil artistique sous forme de résidences, la mise en place d'une programmation artistique régulière, l'entretien de relations privilégiées avec les partenaires artistiques professionnels.

Le soutien au CRR comporte également un volet emploi puisque 110 agents, dont 60 professeurs, font partie de l'effectif de l'établissement.

**Pour l'année 2020**, les principaux objectifs du Conservatoire seront les suivants :

- la poursuite de la mise en œuvre du projet d'établissement 2016-2021,
- l'ouverture du CRR à l'ensemble de la population, avec une communication accrue sur les tarifs pratiqués,
- la garantie d'une qualité de l'offre artistique et pédagogique,

**- la consolidation des actions de rayonnement sur le territoire,**

- des actions pour attirer de nouveaux publics vers les spectacles de la saison artistique,
- la poursuite des travaux de rénovation des centres des CRR afin d'améliorer l'accueil des élèves.

Sur le plan opérationnel, les actions conduites en 2020 sur les bâtiments du secteur « Culture » se traduiront par :

**La poursuite de la réhabilitation des Conservatoires à Rayonnement Régional existants :**

Les objectifs de ces réhabilitations portent sur l'accessibilité « handicapés », la rénovation thermique et énergétique, la remise à niveau technique et réglementaire, et l'adaptation des locaux aux nouveaux besoins et usages.

**933-311 – Fonctionnement CRR**

**AE : 525 000 € (+150 000 € déjà engagé sur B.P. 2019, soit un montant total de 675 000 €)**  
**CP : 625 000**

**933-311 – Fonctionnement Salle Gramoun Lélé**

**AE : 140 000**  
**CP : 120 000**

**933-314 – Fonctionnement autres organismes culturels**

**AE : 50 000**  
**CP : 40 000**

**903-311 – Acquisition et travaux**

**AP : 225 000**  
**CP : 320 000**

**Réhabilitation et mises aux normes des CRR-DBA  
(P197-0012 et P197-0032)**

**Chapitre : 903**  
**AP : 200 000 €**  
**CP : 2 750 000 €**

**2. LE SERVICE RÉGIONAL DE L'INVENTAIRE (SRI)**

Le Service Régional de l'Inventaire (SRI) créé depuis le 1er avril 2014, a permis la mise en œuvre effective de la compétence de l'Inventaire général du patrimoine culturel transférée par l'État à la Région.

Dans le cadre des acquisitions de connaissances relatives au patrimoine culturel et naturel, des études, des diagnostics patrimoniaux et des opérations d'inventaires du patrimoine culturel matériel et immatériel sont réalisés par le SRI. Ils sont suivis par des actions d'évaluation, de diffusion, de valorisation et de médiation auprès des publics.

Un accompagnement scientifique, technique et méthodologique auprès des porteurs de projets institutionnels, associatifs et privés se poursuivra en 2020 dans le cadre des missions du SRI.

L'ensemble des missions du SRI peuvent indirectement et/ou en partie contribuer à l'emploi et au pouvoir d'achat :

Les missions d'inventaire, d'études, de valorisation et de diffusion des données acquises et réalisées par le SRI peuvent potentiellement générer des retombées financières pour des associations ou des prestataires de services et leurs bénévoles ou salariés spécialistes d'un champ du patrimoine culturel.

Le développement des relations que le SRI entretient avec les communes et leurs groupements se poursuivra en 2020 pour une meilleure prise en compte du patrimoine culturel dans le cadre de l'aménagement et du développement du territoire.

**903-312 – Service Régional de l'Inventaire**

**AP : 40 000**

**CP : 40 000**

**933-312 – Inventaire général du patrimoine culturel**

**AE : 80 000**

**CP : 60 000**

### 3. LES MUSÉES RÉGIONAUX

Comme chaque année, la collectivité maintiendra son engagement en faveur de ses structures muséales régionales.

Cela passe par une politique dynamique **d'enrichissement, de conservation et de restauration des collections des musées**, conformément aux dispositions du Code du Patrimoine.

De plus, afin de maintenir la qualité de chacun des sites et de garantir aux Réunionnais comme aux touristes une offre scientifique et culturelle riche, les **projets d'entretien, de développement et de valorisation des structures** se poursuivront au cours de l'année 2020.

Enfin, l'année prochaine sera marquée par un événement inédit et d'envergure nationale au sein des musées de La Réunion : **l'organisation d'expositions temporaires en partenariat avec le Musée du Louvre**. A cette occasion, ce sont près de 80 œuvres prêtées par le Louvre qui seront présentées au public dans deux musées régionaux : le Musée Stella Matutina et le Musée des arts décoratifs de l'océan Indien (MADOI).

#### **Les travaux 2020 sur les structures muséales :**

- **Musée Stella Matutina - St Leu**
- **Musée Cité du Volcan - Le Tampon**
- **Kélonia -St Leu**

## Maintenance : **Travaux 2020**

Etude de programmation pour le projet muséographique Kélonia 2 : **Etude et validation du programme en 2020**

### - **MADOI – St Louis**

- Etudes de diagnostic patrimonial et de faisabilité pour la rénovation de la maison classée

### **Etudes 2020 :**

- Maintenance et construction d'une protection sur la maison classée MH : **Travaux en 2020.**

#### **903-314 – Équipement structures muséales**

**AP : 235 000**

**CP : 250 000**

#### **903-30 – Études de grands projets**

**AP : 150 000**

**CP : 100 000**

#### **903-314 – Travaux structures muséales**

**AP : 50 000**

**CP : 100 000**

#### **933-314 – Fonctionnement structures muséales**

**AE : 3 312 000 € (+2 388 000 € déjà engagé sur B.P. 2019, soit un montant total de 5 700 000 €)**

**CP : 5 200 000**

#### **Travaux sur structures muséales mises à disposition -DBA (P197-0012 et P197-0032)**

**Chapitre : 903**

**AP : 350 000 €**

**CP : 732 000 €**

## **4. AIDES AUX ASSOCIATIONS**

La collectivité poursuivra sa politique de soutien en faveur des artistes et des associations pour la promotion, la formation et la création artistiques, ainsi que pour la connaissance et la valorisation du patrimoine culturel et ce, dans la limite des crédits disponibles en 2020.

L'institution régionale pérennisera les actions mises en place dans le cadre du **Schéma Régional de la Lecture Publique et de la Littérature Réunionnaise**, adopté en 2014, sur les axes d'égalité d'accès au livre et à la lecture, de valorisation de la littérature réunionnaise ici et ailleurs et de professionnalisation des acteurs de la chaîne du livre.

La Région Réunion poursuivra notamment son soutien et son accompagnement de la filière.

**Transparence** : l'adoption par la Région de cadres d'intervention portant sur l'ensemble des aides en fonctionnement et en investissement est un moyen pour les acteurs culturels d'être parfaitement informés des dispositifs, des conditions d'accès et des critères d'attribution.

**Démocratie participative** : un dialogue constant avec les acteurs culturels a été instauré depuis les rencontres culturelles en 2012 et la mise en place des schémas régionaux. Cette démarche se poursuivra en 2020.

Généralisation du principe de co-construction des dispositifs avec les bénéficiaires et les autres parties prenantes.

Conformément à cette volonté partagée de co-construction, il pourrait être mis en place des ateliers thématiques dans le cadre de forums périodiques réunissant la Région et les associations.

**Pour l'amélioration de la qualité du service public :**

- site Internet pour dépôt (suivi, archivage électronique) des demandes d'aide dans le secteur culturel en complément des possibilités de dépôt existantes. Outils pour le suivi de « la relation client (=usager) » CRM.
- formation et sensibilisation des agents.

(cf partie I - 3)

## **5. AIDES AUX SALLES ET LIEUX DE CRÉATION ET DE DIFFUSION DU SPECTACLE VIVANT**

Engagées dans l'application des droits culturels des personnes et en particulier le droit de participer à la vie culturelle, certaines salles ont entrepris des actions permettant d'une part de créer des comités de spectateurs ou des comités d'usagers afin de rendre effective cette participation et, d'autre part, de réviser la gouvernance de leurs instances statutaires dans le sens d'une plus grande ouverture aux personnes concernées. Ces processus devront être encouragés pour l'ensemble des salles.

Outre les actions de développement et d'élargissement des publics menées par les salles de diffusion et de création du spectacle vivant, la collectivité met en place des actions expérimentant la relation entre l'art et les populations :

- Le dispositif "Pass Culture" expérimenté auprès des lycéens et des apprentis en 2018 et relancé en 2019, sera poursuivi.
- Les résidences artistiques de territoire menées en collaboration avec les quatre GAL et le Parc National seront reconduites en 2020.
- le Guétali, label expérimenté en 2018 et relancé en 2019, sera conforté.

A l'écoute des évolutions du secteur du spectacle vivant et de ses besoins, les cadres d'intervention en faveur du théâtre, de la danse, des arts du cirque et de la rue seront enrichis afin de prendre en compte, d'une part, les projets globaux des compagnies



conventionnées ou bénéficiant de soutien de l'État à la structuration, et d'autre part, l'accompagnement des créateurs émergents.

(cf partie I - 4)

## 6. AIDES AUX ENTREPRISES CULTURELLES

Sept mesures ont progressivement été mises en place avec pour objectifs principaux d'encourager fortement la professionnalisation des acteurs de la vie artistique et d'améliorer la structuration et la gestion de ces entreprises. Depuis 2018 et en cohérence avec le schéma régional de la lecture publique et de la littérature réunionnaise, le dispositif est ouvert également aux librairies indépendantes locales dans le cadre d'une convention entre l'État la Région et le CNL (Centre National du Livre).

En 2020, les entreprises culturelles locales pourront solliciter la Région afin de bénéficier d'aides à la création d'emploi, à l'investissement, au recours au conseil extérieur ou encore d'aides aux projets pour les filières du livre et du spectacle vivant.

Transparence à travers des cadres d'intervention qui explicitent les conditions d'accès et d'attribution des aides.

- Le cadre d'intervention des entreprises culturelles s'appuie sur une formule connue du public pour le calcul des montants des subventions(taux d'intervention, forfait...).

(cf partie I - 5)

## 7. AIDES AU FRAC ET AU PRMA

### 7.1. LE FRAC

En 2020, le FRAC va poursuivre son programme d'activités : plusieurs expositions seront présentées dans ses divers lieux d'expositions (Maison Bédier, Pavillon Martin). Comme en 2019, ces expositions seront amenées à voyager, non seulement à La Réunion mais également dans l'océan Indien.

Le FRAC poursuivra sa politique d'acquisition d'œuvres afin d'enrichir sa collection.

Il va continuer activement à développer sa politique en direction des publics, afin d'ouvrir ses portes et ses expositions au plus grand nombre, en menant notamment une démarche active de circulation des expositions. Des lieux inhabituels sont envisagés afin d'ouvrir le champ des publics.

Le FRAC poursuivra son travail d'accompagnement en direction des artistes, en leur offrant des espaces de recherche, d'exposition, en les accompagnant dans leur professionnalisation. Enfin, en tant que pôle de référence dans le domaine des arts visuels, le FRAC sera fortement impliqué dans la démarche initiée par le lancement du SODAVI.

## 7.2. Le PRMA

La Région mobilise le Pôle Régional des Musiques Actuelles via des dispositifs spécifiques afin de professionnaliser la filière (Tournée Générale, Fonds Régional d'Aide à la Mobilité, Aide à la mise en Image – Vidéo-clips- RESA, SODA...).

(cf partie I - 6)

## 8. Réhabilitation et valorisation du patrimoine matériel et immatériel

### 8.1. Plan régional d'aides aux communes et à leurs groupements

Un dispositif visant la réhabilitation, la sauvegarde, la transmission et la valorisation du patrimoine culturel a été adopté par la collectivité le 7 décembre 2010. Il a été intégré en 2011 au sein d'un dispositif plus global d'intervention en faveur des communes et de leurs groupements intitulé « **Plan de Relance Régional** » (PRR), qui propose d'accompagner les collectivités dans la réalisation et la modernisation des équipements publics.

Pour le patrimoine culturel, cette mesure permet la restauration, la réutilisation et la valorisation du patrimoine bâti et du petit patrimoine communal ayant un intérêt historique et/ou architectural.

**L'année 2020 verra se poursuivre la mise en œuvre du dispositif Plan de Relance Régional.**

### 8.2. Evolution du cadre d'intervention existant : élargissement du dispositif à d'autres acteurs

Dans le cadre du développement des actions en matière de réhabilitation du patrimoine culturel, l'accompagnement des projets portés par des personnes privées, propriétaires d'éléments du patrimoine classés ou inscrits, ainsi qu'aux associations ayant pour projet de participer à des actions de réhabilitation et de valorisation de sites ou de bâtiments présentant un intérêt historique et/ou architectural, se poursuivra également au cours de l'année 2020.

(cf partie I - 7)

## 9. Le maloya, le moringue et le marronnage

Le SRI réalise et coordonne des études qui participent à la connaissance du patrimoine culturel immatériel. Aujourd'hui, le maloya et le moringue sont deux formes artistiques contemporaines emblématiques de la culture et de l'identité réunionnaise héritées de la période esclavagiste et de son corollaire le marronnage. Le SRI poursuivra en 2020 ces travaux afin de mieux faire connaître, valoriser et transmettre la diversité actuelle de ces pratiques culturelles et artistiques.

Diverses actions sont proposées dans ce cadre :

- Restitutions publiques des études et inventaires réalisés.
- Poursuite des études sur le maloya, le moringue et le maronnage.
- Mise à jour de l'exposition « *Maronage : Refuser l'esclavage à l'île Bourbon au XVIII<sup>ème</sup> siècle* » installée depuis 2016 au Centre culturel Sudel Fuma de Saint-Paul et son développement en lien avec les communes labellisées « Portes d'entrées du Parc National de La Réunion » - partenariats pour la médiation culturelle et la création d'un circuit d'interprétation dans les Hauts.
- Accompagnement d'opérations de valorisation et de transmission du patrimoine culturel immatériel (cycles de conférences, colloques, expositions, éditions d'ouvrages, mallettes pédagogiques...).

Le 1er octobre 2009, le maloya a été inscrit au Patrimoine Culturel Immatériel (PCI) de l'UNESCO. Cette inscription, au titre des articles 29 et 12 de la Convention et du Chapitre V des Directives Opérationnelles ratifiées par la France, comporte pour les « Etats parties » une obligation de mise en œuvre d'un plan de sauvegarde et de transmission d'un rapport périodique sur l'état d'avancement des mesures qu'ils prennent en faveur de leur élément inscrit. La prochaine échéance est programmée pour 2020. A cette occasion, le SRI transmettra son rapport au Ministère de la Culture et de la Communication.

Pour célébrer le 11ème anniversaire de cette inscription, la Région mènera une action d'envergure en matière **d'éducation patrimoniale**, qui s'adresse au public scolaire.

Parallèlement à cette action de partenariat avec le Rectorat, il pourrait être envisagé une collaboration avec la **mission académique langue vivante régionale** afin d'étudier des pistes d'action permettant de développer l'apprentissage de la langue créole et des cultures patrimoniales régionales.

La valorisation de ces pans de notre histoire, à la charnière du patrimoine immatériel, de l'archéologie, du travail de mémoire et des expressions artistiques mettra en avant l'héritage culturel né de la résistance et de la quête pour la dignité, source d'inspiration contemporaine.

Les conventions de financement des chantiers patrimoniaux prévoient l'ouverture des lieux réhabilités aux publics lors de manifestations telles que les Journées Européennes du Patrimoine (JEP). Afin de permettre à la population de découvrir la richesse de son patrimoine, le SRI ouvrira les portes de ses bureaux et de son jardin pour sa sixième participation aux JEP ainsi qu'à la deuxième édition de la manifestation nationale « Rendez-vous aux Jardins ».

S'agissant du patrimoine immatériel, la Région participe au financement de nombreuses initiatives d'acteurs culturels, qui rassemblent le tout public autour de ces thématiques. Diverses structures associatives bénéficient, sous réserve d'éligibilité de leurs demandes, de l'accompagnement de la collectivité pour le financement de projets tels que : recherches historiques, éditions d'ouvrages, expositions, collectes de témoignages, petits travaux de réhabilitation, actions de valorisation du patrimoine culturel commun à l'océan Indien... et partagent leurs connaissances avec la population.

**933-312 – Subvention fonctionnement patrimoine****AE : 40 000****CP : 30 000****10. Le Guétali**

La collectivité a fait le choix de mener de manière volontariste une politique culturelle particulièrement dynamique et engagée.

Le Guétali, label de spectacle vivant expérimenté en 2018 et relancé en 2019, sera poursuivi.

Au-delà de démocratiser l'accès à l'offre culturelle, en proposant des spectacles de qualité aux populations qui en sont éloignées, il a aussi pour objectifs de :

- valoriser la création et la production artistiques locales,
- développer une diffusion de qualité et de proximité,
- développer une économie du spectacle.

Le Guétali soutient la diffusion de spectacles et leurs **projets d'action et de médiation culturelles** dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre, des arts du cirque, des arts de la parole, des performances artistiques dans le domaine des arts visuels et des spectacles pluridisciplinaires.

Par ailleurs, un travail de concertation et de co-construction est à prévoir avec les salles de diffusion et les compagnies pour le lancement du prochain appel à projets.

**933-30 – Diverses manifestations culturelles****AE : 260 000****CP : 260 000****933-30 – Frais de gestion divers****AE : 100 000****CP : 80 000****11. États généraux de la culture**

**Les États Généraux de la Culture « Culturanoo »** organisés sur l'ensemble de l'Île en 2018 et 2019 avaient pour objet d'approfondir la gouvernance démocratique en poursuivant la démarche participative entreprise par la Région dans le secteur culturel (schémas culturels régionaux) et en l'élargissant à la population. Ainsi **Culturanoo** aura permis une consultation des Réunionnais afin d'échanger sur les grands enjeux de la culture à La Réunion et la place de la culture dans notre projet de société.

Outre la restitution de ces travaux et échanges fin 2019, il reviendra **à la collectivité régionale de prendre en compte les données relevées par cette consultation et de les traduire dans la définition de ses politiques publiques.**

## 12. Schéma d'orientation pour le développement des arts visuels à La Réunion

Les arts visuels ont connu un développement sans précédent au cours de ces trente dernières années. Ainsi, à La Réunion, les acteurs sont de plus en plus nombreux mais ils restent confrontés à des problématiques récurrentes : manque de visibilité, précarité de l'activité et de l'emploi, reconnaissance des métiers, nécessité d'ouverture et de mobilité. La Région, en partenariat avec l'État, a donc choisi de lancer un Schéma d'Orientation pour le Développement des Arts visuels. Ce schéma, qui va débuter fin 2019 et se déploiera sur toute l'année 2020, permettra, par une démarche concertée, la coordination et la convergence des politiques en faveur des arts visuels, dans un partage d'une vision commune donnant sens et cohérence à l'action publique.

C'est un outil de construction conjointe des politiques publiques en faveur des arts visuels, au service des acteurs professionnels des arts visuels et des populations.

## 13. CRÉATION D'UN ESPACE D'EXPOSITION

En 2020, la Région ouvrira un nouvel espace d'exposition dans le centre-ville de Saint-Denis, qui aura notamment vocation à exposer les œuvres d'art acquises par la Région depuis 1987. Le public réunionnais pourra ainsi découvrir cette magnifique collection d'œuvres réalisées par des artistes réunionnais. Une politique ambitieuse de médiation et de circulation des œuvres sera mise en œuvre.

(cf partie II – 12 : Frais de gestion divers)

## SPORT

### 1. LES ACTIVITÉS SPORTIVES DES LYCÉENS

#### 1.1. ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DES LYCÉES

Pour l'année 2020, les actions conduites dans les bâtiments du secteur « sport et socio-éducatif se traduiront par :

- La réalisation des études de maîtrise d'œuvre de la **réhabilitation - extension du CREPS de la Plaine des Cafres** servant à héberger une partie des activités de **l'IRSOI**. Restructuration et extension en centre d'entraînement pour stages de haut niveau en altitude avec équipements et hébergement permettant soins et récupération, entraînement physique, plate-forme d'évaluation des qualités, intégration d'une structure d'escalade de niveau international.

Concours 1<sup>er</sup> semestre 2020 – Études de maîtrise d'œuvre ~~2ème semestre 2020~~ avec organisation de l'opération permettant de livrer une 1ère tranche (gymnase et annexes...) fin 2022.

- La réalisation des études de maîtrise d'œuvre de la **réhabilitation -extension du CREPS de St Denis**, servant également à héberger une partie des activités de l'IRSOI (Amélioration des conditions de pratiques sportives avec des nouveaux équipements couverts, de l'hébergement avec augmentation des capacités d'accueil et un nouveau standard de confort, création d'un espace médical et de ré-athlétisation, réorganisation de la restauration...).

Concours 1<sup>er</sup> semestre 2020 – Études de maîtrise d'œuvre 2ème semestre 2020 avec organisation de l'opération permettant de livrer une 1ère tranche (gymnase plateau couvert...) fin 2022.

- La réalisation des études de maîtrise d'œuvre du **Gymnase de Champ Fleuri**

Ce nouvel équipement qui comprendra un gymnase avec plateau polyvalent, une salle de DOJO - danse et une salle de musculation doit répondre aux besoins des 4 lycées environnants (Leconte Delisle, Rontaunay, Lislet Geoffroy et Amiral Lacaze).

Concours 1<sup>er</sup> semestre 2020 – Études de maîtrise d'œuvre 2ème semestre 2020.

-L'élaboration d'une **programmation pluriannuelle d'entretien-réparations pour les 3 sites CREPS**, afin d'assurer les obligations réglementaires du propriétaire, parallèlement et en cohérence avec les projets de réhabilitations lourdes des sites de St Denis et de Plaines des Cafres.

- **La poursuite des réparations et mises aux normes des équipements sportifs rattachés aux lycées**, portant sur :

- l'accessibilité aux handicapés,
- la rénovation thermique et énergétique,
- L'adaptation des locaux aux besoins et aux usages.

Dans ce cadre, seront notamment concernés en 2020 les équipements sportifs des lycées suivants :

- **Gymnase et stade du lycée Mahatma Ghandi (Saint André)** : Réhabilitation lourde du stade de plein air et du gymnase.  
Études de maîtrise d'œuvre en 2020.

- **Gymnase du lycée Bois d'Olives (St Pierre)** : Après les travaux de fermeture « anti pigeons », la mise aux normes accessibilité handicapés et le remplacement du revêtement de sol sportif terminé en 2019, réalisation de travaux complémentaires de rénovation sur clos couvert du gymnase et annexes.  
Études de maîtrise d'œuvre et travaux en 2020.

- **Gymnase du lycée P. Lagourgue (Tampon)** : Accessibilité et diverses réparations sur le clos couvert.  
Achèvement des travaux en cours en 2020.

- **Gymnase du lycée Vincenzo (St Joseph)** : Après les travaux de mise aux normes accessibilité handicapés terminés en 2018, réalisation de travaux de grosses réparations sur le clos-couvert du gymnase et ses annexes (remplacement de la toiture tôle, étanchéité, ravalement, menuiseries, revêtements, etc.)  
Études de maîtrise d'œuvre et travaux en 2020.

- **Gymnase du lycée St Paul IV (St Paul)**: Rénovation de la structure d'escalade  
Travaux en 2020

**Travaux sur équipements sportifs et socio-éducatifs  
(P197-0010, P197-0032 et P197-0045)  
Chapitre 903  
AP: 0 €  
CP: 1 964 500 €**

Les projets sont retenus en fonction des capacités budgétaires de la commune et de la Région et surtout au regard des conclusions du Schéma Régional des Équipements Sportifs (SRES).

Dans le cadre des orientations de la politique sportive régionale, un effort particulier a été réalisé pour soutenir le financement des travaux de construction et de réhabilitations des équipements sportifs.

En terme d'investissement, la volonté affichée, est de permettre au public initié à la compétition, ou aux pratiquants occasionnels, de bénéficier d'installations sportives répondant aux normes fédérales en vigueur sur l'ensemble du territoire de La Réunion.

A ce titre, la concertation engagée avec le mouvement sportif local a permis de répondre à la demande de l'ensemble des disciplines sportives pratiquées à La Réunion et d'adapter ainsi les orientations de la collectivité régionale aux attentes du public.

La réalisation du Schéma Régional des Équipements Sportifs (SRES) en 2012 a permis de réaliser un état des lieux du territoire et de recenser notamment les zones carencées. Le Plan de Relance Régional complète les orientations du SRES avec un dispositif de financement permettant de soutenir la construction et la réhabilitation des équipements sportifs d'envergure régionale des communes et des intercommunalités.

**903.322- « Équipements sportifs des communes »**

**AP: 296 460 €  
CP: 296 460 €**

**Budget 2020 du secteur «Bâtiments – sport »**

**903.325 - « Rénovation sur équipements sportifs régionaux »**

**AP: 5 000 €  
CP: 71 473 €**

## 1.2. CLASSES APPN

Ce dispositif d'aide à la pratique sportive de pleine nature, élaboré en partenariat avec l'Académie de La Réunion, s'adressait initialement aux lycées professionnels, avant d'être élargi aux lycées polyvalents. 32 établissements ont ainsi bénéficié de l'aide régionale, au bénéfice de 13 205 lycéens en 2019.

L'aide de la Région permet de financer des activités de pleine nature pour les lycéens. Les activités sont proposées en fonction des critères retenus par le Rectorat et répondent aux programmes officiels des orientations de l'éducation nationale.

### 932.326 - « Subvention fonctionnement organismes publics divers - APPN »

**AE : 86 000 €**

**CP : 80 000 €**

## 2. AIDES AU MOUVEMENTS SPORTIFS

### 2.1. LES LIGUES ET COMITÉS

**La Région continuera à apporter son soutien aux ligues et comités sportifs, principalement dans les domaines suivants :**

- le perfectionnement des athlètes,
- la formation des cadres et des dirigeants,
- les compétitions sportives sélectionnées pour leur niveau régional ou national, leur attractivité touristique, leurs retombées médiatiques,
- la démocratisation des pratiques sportives,
- l'acquisition de matériel sportif.

La pratique sportive, la réussite de nos meilleurs sportifs, la présence des réunionnais en sélection nationale, sont autant d'atouts qui confortent l'engagement de la collectivité en matière de politique sportive.

### 933.326 - « Subvention dans les domaines sportifs »

**AE : 1 920 137 €**

**CP : 1 472 881€**

### 903.321 - « Subvention d'équipement domaine sport »

**AP : 413 848 €**

**CP : 331 520 €**

### 933.326 - « Études liées au sport »

**AE : 22 000€**

**CP : 1 000€**



### **933.326 - « Frais de gestion divers» DSV**

**AE : 150 000€**  
**CP : 162 000€**

### **903.326 - « Équipement/divers» DSV**

**AP : 18 443€**  
**CP : 10 000€**

## **3. BOURSES POUR LES LYCÉENS**

Pour 2020, il s'agira de poursuivre l'accompagnement des jeunes sportifs locaux, disposant d'un potentiel sportif reconnu, souhaitant concilier études secondaires et carrière sportive de haut niveau. Le volet « ressourcement familial », indispensable pour ces jeunes âgés de 14 à 17 ans, sera maintenu.

La volonté de la collectivité est de répondre à une demande de soutien financier des familles réunionnaises, dont l'enfant souhaite poursuivre ses études en métropole dans un centre de formation de haut-niveau notamment.

### **933.326 - « Aides individuelles études secondaires et sportives »**

**AE : 200 000 €**  
**CP : 210 000 €**

## **4. AIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES**

Apporter aux clubs sportifs un soutien financier pour l'acquisition de petit matériel sportif collectif (subvention plafonnée à 1 000 € par association et par année).

Les clubs sont les premiers interlocuteurs des pratiquants sportifs. Il est donc en ce sens judicieux et nécessaire, de compléter l'offre apportée aux ligues et comités par une aide à l'attention des clubs sportifs réunionnais.

### **903.325 - « Rénovation sur équipements sportifs régionaux» Cf. partie II – 2.1**

## **5. AIDE AUX ATHLÈTES DE HAUT-NIVEAU**

La Collectivité continuera à apporter des aides ponctuelles aux athlètes de haut-niveau, soit pour leur programme de déplacements pour compétitions en Métropole, soit pour leurs besoins en équipement sportif.

## **6. AIDES A L'ACCOMPAGNEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE DE PROXIMITÉ**

Intervention régionale dans la vie associative afin de contribuer à répondre aux enjeux du territoire en aidant les associations porteuses d'actions à La Réunion dans les quartiers en situation de précarité.

Accompagnement d'actions de proximité portées par des associations locales sur des thématiques diverses au profit des habitants des quartiers identifiés comme « pauvres » au sens de l'INSEE afin de favoriser le lien social, valoriser l'engagement et aider les structures désireuses de créer un impact positif sur le territoire.  
(subvention plafonnée à 1 000 € par association et par année).

### **933.326 - « Subvention vie associative domaine sport »**

**AE : 1 000 €**  
**CP : 150 000 €**

## **7. TOURNOI DES LYCÉENS**

Le succès rencontré lors des deux premières éditions du tournoi des lycéens, qui aura permis de regrouper pas moins de 600 lycéens chaque année, encourage la Collectivité régionale à la reconduire en 2020, associant un plus grand nombre de sportifs dans le cadre d'un projet de coopération avec d'autres jeunes des îles de l'océan Indien.

Le public jeune et scolaire représente pour l'ensemble du mouvement sportif local une ressource très importante de pratiquants potentiels.

Ce type de projet d'envergure permet aux lycéens de bénéficier d'une journée de rencontre autour de la pratique sportive, de rencontrer d'autres lycéens, d'élever leur niveau de pratique et de travailler au respect des valeurs liées à la pratique sportive (respect de la règle, d'autrui, de l'environnement, fair-play, esprit d'équipe...).

Parmi toutes ces actions, la finalité de la mise en œuvre de la politique sportive régionale reste quand même de :

- donner le goût aux jeunes de pratiquer une activité sportive,
- contribuer à la détection de nos talents sportifs réunionnais
- donner les moyens aux meilleurs sportifs d'atteindre la très haute performance sportive, et de perpétuer cette tradition de champions réunionnais,
- faire connaître La Réunion et la destination Réunion comme une Terre de champion,
- valoriser le savoir-faire réunionnais en matière d'accueil et d'organisation de manifestations sportives.

### **933.326 - « Subvention dans les domaines sportifs »**

**AE : 10 000 €**  
**CP : 10 000 €**

## Annexe 1 : Les indicateurs de mandature

### 1. Culture et patrimoine culturel

#### ACCROÎTRE L'ACCÈS A LA CULTURE

INDICATEURS DE RÉALISATION				
N°	Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
5.1	Nombre de lieux culturels réhabilités ou construits avec l'aide de la Région	15	1 bâtiment patrimonial	<b>6,7 %</b>
5.2	Nombre d'établissements culturels soutenus par la Région	Aides financières attribuées à 30 établissements tous les ans	30 établissements/ 11 salles de diffusion pour un total de 1 096 935 (inv et fonct.) 7 664 195 € attribués aux établissements culturels	<b>100 %</b> 30 établissements en 2016 et en 2017
5.3	Fréquentation des établissements culturels soutenus par la Région (musées régionaux, FRAC, salles de diffusion, théâtres, écoles d'EA)	- FRAC : 28 500 visiteurs - Musées : 2 000 000 visiteurs - salles de diffusion : 1 329 230 spectateurs - scènes-théâtres : 52 474 spectateurs - Écoles d'enseignement artistique : 8 295 élèves <b>Soit un total de : 3 418 499</b>	- FRAC : 6 000 visiteurs (dont 1 600 visiteurs scolaires, 300 enseignants et accompagnateurs) ; - Musées : 386 828 visiteurs - salles de diffusion : 150 996 spectateurs - scènes-théâtres : 10 495 spectateurs - Écoles d'enseignement artistique : 1524 élèves <b>Soit un total de : 555 843</b>	<b>39 %</b> <b>Soit un total de : 1 340 786</b>
5.4	Nombre d'événements culturels soutenus par la Région	<b>70 événements culturels en cumulé de 2016 à 2020</b>	<b>15</b>	<b>42 %</b>

5.5	Fréquentation des événements culturels soutenus par la Région	<b>Estimation de 2017 à 2020 :</b> - Musique : 201 096 spectateurs - Secteur Salles de Diffusion : Leu tempo Festival : 209 996 spectateurs - Secteur Théâtre : Festival « Komidi » : 151 600 spectateurs - Festivals cinéma : 180 000 spectateurs <b>Soit un total de : 742 692 spectateurs</b>	Musique : 50 274 spectateurs Secteur Salles de Diffusion : Leu tempo Festival : 25 150 spectateurs Secteur Théâtre : Festival « Komidi » : 31 000 spectateurs Festivals cinéma 45 000 spectateurs <b>Soit un total de : 151 424 spectateurs</b>	<b>25 %</b> (taux de 2017 – Valeur de référence)  <b>Soit un total de : 185 673 spectateurs</b>
5.8	Nombre d'inscrits au Conservatoire	8 270 inscrits	1 654 inscrits	<b>40 %</b>  3 308 inscrits depuis 2016
5.9	Nombre de bourses attribuées aux professionnels de la culture	220 bourses	71 bourses	<b>59 %</b>  130 bourses attribuées depuis 2016
5.10	Nombre d'élèves de la formation continue des professionnels de la culture	30 élèves	VAE professeur de musique : 21 DE professeur de musique : 31	Dispositif mis en place en 2017 (les formations ne sont pas systématiquement organisées chaque année)
5.12	Nombre de projets d'export soutenus par la Région	125 projets	11 projets soutenus en Théâtre et Danse  2 projets soutenus en Littérature  8 projets soutenus en Arts plastiques	<b>40 %</b>  50 projets depuis 2016

**2. SPORT**

<b>INDICATEURS DE RÉALISATION</b>				
<b>N°</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Cible 2020</b>	<b>Réalisation 2018</b>	<b>Taux de réalisation cumulé depuis 2016</b>
5.13	Nombre d'équipements sportifs construits ou réhabilités	123	27	43 %
5.16	Olympiades (tournois) des lycéens - 1ère édition en 2017	3 000	Reportée (gilets jaunes)	23,3 %
5.17	Nombre d'athlètes réunionnais inscrits dans des structures de formation supérieures sportives - (Bourses aux lycéens)	130	79	60 %

## Annexe 2 : Fiches « programmes »

### A. Culture et patrimoine culturel

#### Spectacle Vivant Prévission du programme 2020

##### Intitulé du programme :

Mise en œuvre du Schéma Régional des Salles et Lieux de Création et de diffusion du spectacle vivant (adoption juillet 2014)

Mise en œuvre du Schéma Régional des Salles et Lieux de création et de diffusion du spectacle vivant (adoption juillet 2014)

##### Les actions principales prévues au programme 2020 :

###### Sur l'axe 1 du schéma : démocratisation culturelle

objectifs : garantir l'accès au spectacle vivant pour tous/ irrigation culturelle vers les territoires éloignés de l'offre culturelle

actions : pass culture jeunes / résidences artistiques de territoire

###### Sur l'axe 2 du schéma : ancrage et maillage territoriaux

objectifs : développer une offre de spectacle vivant complémentaire et équilibré sur le territoire/ inciter au travail en réseau et aux mutualisations entre salles

actions : réseau à l'Est- salle Gramoun Lélé / soutien au programme rénové d'activités des salles

###### Sur l'axe 3 du schéma : création

objectifs : renforcer et rendre plus efficient les dispositifs de soutien et d'accompagnement à la création / promouvoir la scène réunionnaise et encourager sa diffusion

actions : dispositifs de soutien à la création/ aides à l'export/ bourse de recherche artistique en mobilité/ soutien aux compagnies conventionnées/ accompagnement des créateurs émergents

###### Sur l'axe 4 du schéma : ressources

objectifs : accélérer la professionnalisation de la filière spectacle vivant /améliorer la fonctionnalité des lieux existants

actions : mise en œuvre de l'accord-cadre sur l'emploi et la formation / soutien au programme d'équipement des salles

## Prévision du programme 2020

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
		Quantitatif	Qualitatif
	<b>Réalisations physiques</b>		
<b>Pass Culture Lycéens et Apprentis</b>	Conforter et développer le « Pass Culture Lycéens et apprentis »	nombre de lycées : 30	<ul style="list-style-type: none"> <li>- favoriser l'égal accès des lycéens aux spectacles vivants ;</li> <li>- élargir et augmenter le nombre de lycéens fréquentant les salles de spectacles ;</li> <li>- inciter les sorties en soirée entre adolescents et assurer un encadrement rassurant pour les parents ;</li> <li>- apporter une réponse concrète à deux obstacles déterminants à la sortie culturelle : le prix et le transport ;</li> <li>- privilégier la sortie de qualité c'est-à-dire préparée ;</li> <li>- renforcer le partenariat salles de spectacles-lycées.</li> </ul>
<b>Résidences Artistiques de Territoire</b>	Lancement de l'appel à projets commun avec les GAL et le Parc national pour une réalisation des résidences en 2020	nombre de résidences : 6	<ul style="list-style-type: none"> <li>- installer une présence artistique sur des territoires prioritaires et contribuer ainsi à transformer le rapport de la population à l'art et aux artistes, interroger l'espace public , favoriser les projets fédérateurs visant à développer le sentiment d'appartenance des habitants au territoire;</li> <li>- créer et réaliser un projet territorial artistique prenant en compte les richesses du territoire d'accueil, et en particulier mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel des Hauts de La Réunion ;</li> <li>- développer la relation avec la population, en privilégiant des démarches participatives avec les habitants, intégrant leurs désirs et leurs aspirations, stimulant leurs capacités créatives;</li> <li>-favoriser les actions concourant à renforcer les liens et la solidarité intergénérationnels et à renforcer la cohésion des populations.</li> </ul>
<b>Guétali</b>	Lancement de l'appel à projets pour une réalisation 2020	nombre de spectacles : 21  nombre de représentations : 320	<ul style="list-style-type: none"> <li>- encourager la diffusion de spectacles de qualité</li> <li>- favoriser l'accès à la culture pour tous</li> </ul>

<b>« Réseau à l'Est » : pour le développement d'une offre artistique et de qualité à l'Est</b>	Programmation de la salle Gramoun Lélé portée en partenariat Région/Théâtre les Bambous programme de février à décembre 2020	nombre de résidences accueillies :8 nombre de représentations : 20	-rééquilibrage de l'offre culturelle -accès des populations à l'art (médiation culturelle)
<b>Soutien au programme d'activités des salles de création et de diffusion</b>	Subvention attribuées pour les aides au programme d'activités regroupant les trois missions principales que sont la diffusion, le soutien à la création, l'action et la médiation culturelles	nombre de salles soutenues :13	contribution des salles aux axes stratégiques du schéma
<b>Dispositif régional de soutien à la création (spectacle vivant hors musique)</b>	Subventions attribuées aux compagnies pour les aides à l'écriture et à la recherche et les aides à la création et à la production artistiques, le soutien au programme des compagnies conventionnées, l'accompagnement des créateurs émergents	nombre de compagnies soutenues : 30	-permettre aux artistes de trouver les moyens et les conditions professionnelles afin de développer leur travail de création et d'en faire bénéficier le public le plus large possible -rendre plus efficient les dispositifs de soutien et d'accompagnement à la création -garantir une articulation entre aides à la création et aides à la diffusion.
<b>Promouvoir la scène réunionnaise et encourager sa diffusion</b>	Subventions attribuées aux compagnies de spectacle vivant pour la diffusion extérieure de leurs œuvres artistiques et pour conforter leur démarche de repérage, de constitution de partenariat et d'intégration dans les réseaux et événements européens	nombre de compagnies soutenues : 13	-rayonnement des créations réunionnaises à l'extérieur
<b>Programme de mobilité internationale pour les créateurs</b>	Bourses à la recherche artistique en mobilité attribuée aux créateurs professionnels pour un projet de recherche artistique	nombre de bourses attribuées : 5	- permettre à l'artiste d'expérimenter et d'approfondir son travail de recherche en dehors de La Réunion
<b>Accélérer la professionnalisation de la filière spectacle vivant</b>	Mise en œuvre de l'accord-cadre régional pour le développement de l'emploi et des compétences dans la filière spectacle vivant signé le 29 mai 2018 pour la période 2018-2022	nombre d'actions mises en œuvre : 3	- mobilisation des partenaires et animation de la structuration de la branche - élaboration d'un plan de formation concerté -animation de l'accord-cadre
<b>Améliorer la fonctionnalité des lieux existants</b>	Programme d'équipement des salles	nombre de projets soutenus : 4	-améliorer les conditions d'accueil et de travail



## MUSIQUE

### FICHE PROGRAMME-SECTEUR MUSIQUE

#### Intitulé du programme :

*Accompagnement des acteurs culturels dans le domaine de la musique*

#### Les actions principales/prévues au programme 2020:

- *Aide aux festivals*
- *Soutien au Pôle Régional des Musiques Actuelles*
- *Aide à l'Export*
- *Soutien aux associations et artistes œuvrant dans le secteur de la musique*
- *Aide en investissement*

## Prévision programme 2020

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
	Réalizations physiques	Quantitatif	Qualitatif
<p>Aide aux Festivals</p> <p>Accompagner les acteurs culturels dans leurs projets</p> <p>Professionnaliser la filière</p> <p>Promouvoir les artistes en vue de tournées à l'extérieur</p>	<p>Festival</p> <p>1 marché des musiques</p>	<p>Nombre de festivaliers ou spectateurs touchés</p> <p>– Réseau professionnels de la filière musicale (journalistes, réseau professionnel de tourneur, managers, programmeurs de salles et de festivals.                      Nombre de professionnels inscrits aux ateliers et conférences</p> <p>– Emplois directs et indirects générés par ces festivals</p>	<p>Diversité des publics touchés (écarts, jeunes, publics empêchés...)</p> <p>Dynamisme de la création musicale de la Réunion</p> <p>– Impact touristique : attractivité culturelle du territoire en haute saison touristique</p> <p>– Impact économique : nombreux prestataires, fournisseurs, techniciens et artistes sont sollicités.</p> <p>– Formation professionnels : concerts, master classes et rencontres.</p> <p>– Opportunité de découvrir des têtes d'affiche nationales et internationales pour le public réunionnais</p> <p>– Propositions musicales éclectiques</p> <p>– Sensibilisation sur les métiers du spectacles auprès des jeunes</p> <p>– Sensibilisation sur l'environnement</p> <p>– Synergies multi-partenariales</p> <p>– Développement d'actions de coopération internationales</p> <p>– poursuivre le développement d'un réseau régional entre les artistes et les professionnels de l'industrie musicale de l'Océan indien</p>

<p>Soutien au Pôle Régional des Musiques Actuelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositif Tournée Générale (TG)</li> <li>- Dispositif Fonds Régional d'Aide à la Mobilité (FRAM)</li> <li>- Dispositif Aide à la Mise en Image (AMI)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la diffusion dans les lieux de petite jauge / Stimuler la création locale en volume et en qualité</li> <li>- Optimiser la circulation des musiciens en vue de leur professionnalisation et de leur rayonnement culturel</li> <li>- Favoriser la visibilité des vidéo-musiques réunionnaises à l'extérieur de l'île</li> </ul>
<p>Export</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des tournées extérieures réalisées avec des artistes</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien aux projets de tournées d'artistes non accompagnés par le PRMA</li> <li>- Représentation des musiques réunionnaises à l'extérieur du territoire</li> </ul>
<p>Aides à la réalisation de diverses manifestations, diffusion, création de spectacle etc....</p>	<p>Accompagnement au développement de carrière des artistes</p>		<p>Création et diffusion de spectacles, résidence de création et de formation, autres tournées, programme d'activités</p>
<p>Aide en Investissement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition de matériel de musique</li> <li>- Aide à la réalisation d'albums</li> <li>- Aide à la réalisation de clips vidéo</li> </ul>		<p>Accompagnement d'une production musicale de qualité</p> <p>Promotion et développement de carrière des groupes réunionnais</p>

**ENTREPRISE CULTURELLE**

<b>Actions</b>	<b>Indicateurs de réalisation</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	
		<b>Quantitatif</b>	<b>Qualitatif</b>
Aides aux entreprises culturelles du secteur de l'édition	Publication d'ouvrages	Nombre d'ouvrages Nombre d'entreprises aidées	Développement de l'offre éditoriale issue des éditeurs locaux  Diversité des genres : œuvres du patrimoine littéraire, bandes dessinées, ouvrages historiques, documentaires, poésie, Beaux livres
Aides aux investissements des entreprises culturelles et cafés culture	Acquisition d'équipements	Nombre d'entreprises aidées	Dispositif visio conférence, acquisition d'ouvrage, acquisition de matériel informatique, travaux d'aménagement, matériel de régie de spectacle
Aides à la création d'emplois des entreprises culturelles	Créations d'emplois	Nombre de créations d'emplois  Nombre d'entreprises aidées	Emploi de cadre et de non cadre  Emploi en CDI
Aides au conseil extérieur des entreprises culturelles	Expertise	Nombre d'entreprises aidées	maîtrise de nouvelles compétences et savoir-faire au sein de l'entreprise
Aides aux projets de développement de carrière d'artistes	Projets de développement	Nombre d'entreprises aidées (développeurs d'artistes)	Ouverture de nouveaux marchés  Structuration de l'environnement professionnel  albums, tournées, clips

## ARTS PLASTIQUES

### Intitulé du programme :

*Accompagnement des acteurs culturels dans le domaine des arts plastiques*

### Les actions réalisées/prévues au programme 2020 :

- Soutien aux associations et artistes œuvrant dans le domaine des arts visuels.
- Soutien au Fonds Régional d'Art Contemporain.
- Acquisition d'œuvres d'art ayant vocation à être exposées dans les lieux régionaux (bureaux, espaces publics...).
- Ouverture d'un nouveau lieu d'exposition régional situé en centre-ville de Saint Denis, destiné à accueillir des expositions et à mettre en valeur la collection régionale.
- Lancement du Schéma d'Orientation pour le Développement des Arts visuels.

### Prévisions pour le programme 2020

Actions	Indicateurs de réalisation		Indicateurs de résultat	
	Réalisations financières	Réalisations physiques	Quantitatif	Qualitatif
Soutien aux associations, et artistes œuvrant dans le domaine des arts visuels	- Attribution de subventions dans les domaines suivants : programme d'activités des structures culturelles, aide à l'export hors Réunion des artistes, aide à l'équipement, aide au projet de création	- Conseil et accompagnement des porteurs de projet	- Nombre de structures et artistes accompagnés  - Nombre de projets accompagnés dans les 4 domaines  - Montant des subventions attribuées  - Nombre de visiteurs pour les manifestations publiques  - Nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation pour les actions de formation  - Nombre d'artistes ayant bénéficié d'une résidence ou exposition hors de la Réunion	- Qualité des projets - Rayonnement des projets - Impact sur la structuration et la professionnalisation du secteur - Satisfaction des participants et publics

Soutien au Fonds Régional d'Art Contemporain	Attribution de subvention de fonctionnement et investissement	Réalisation d'expositions, résidence d'artiste, action d'éducation artistique et culturelle, acquisition d'œuvres d'art, prêt d'œuvres, restauration des œuvres.	- Nombre d'artistes soutenus - Nombre d'expositions - Nombre de prêt d'œuvres - Nombre d'acquisitions - Nombre d'artistes acquis - Nombre de visiteurs	- Notoriété du FRAC - Qualité des manifestations et expositions - Soutien à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de la filière. - Qualité des partenariats
Acquisition d'œuvres d'art	Crédits engagés	Œuvres entrées dans la collection régionales	- Nombre d'œuvres acquises - Nombre d'artistes entrés dans la collection régionale - Nombre de nouveaux artistes entrés dans la collection régionale	Valorisation des artistes réunionnais et de la collection régionale  Soutien à la filière artistique  Qualification des espaces de travail régionaux
Ouverture d'un nouveau lieu d'exposition	Lancement de marchés pour la gestion du commissariat et de la salle d'exposition sur des périodes de 3 mois.	3 à 4 expositions par an incluant des œuvres de la collection régionale et le travail d'artistes contemporains. Ateliers de médiation culturelle.	- Nombre d'expositions - Nombre d'artistes présentés - Nombre d'œuvres de la collection régionale - Nombre d'œuvres hors collection régionale - Nombre de visiteurs individuels / groupe - Nombre d'ateliers de médiation - Nombre de participants aux ateliers de médiation	Qualité des expositions  Valorisation des artistes réunionnais  Valorisation de la collection régionale  Satisfaction des visiteurs
Lancement du Schéma d'Orientation pour le Développement des Arts Visuels	Crédits engagés sur le marché SODAVI	- Enquête auprès des acteurs culturels  - Animation d'ateliers de travail  - Préconisations pour le développement du secteur	- Nombre de personnes touchées par l'enquête - Nombre d'ateliers de travail - Nombre de participants aux ateliers de travail	- Qualité de l'enquête et pertinence des indicateurs obtenus - Qualité des échanges lors des ateliers - Mise en place de coopérations entre professionnels du secteur - Qualité et pertinence des préconisations

**AUDIOVISUEL**

<b>Actions</b>	<b>Indicateurs de réalisation</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	
		<b>Quantitatif</b>	<b>Qualitatif</b>
	<b>Réalisations physiques</b>		
Poursuite du soutien aux associations organisatrices de festivals de cinéma	Festivals de cinéma	Nombre de festivals aidés  Nombre de communes concernées	Œuvres inédites ou difficilement visibles dans les circuits commerciaux  Certains territoires touchés peu exposés à l'offre cinématographique : Mafate, Cilaos, quartier de la Ravine des Cabris
Soutien à l'équipement des associations du secteur éducation à l'image	Constitution, renouvellement de parc matériel	Nombre d'associations aidées	Matériel de prise de vue, prise de son, montage, projection.
Poursuite au soutien aux actions d'éducation à l'image	Dispositif « passeurs d'images » : ateliers d'initiation et projections	Nombre d'ateliers de créations vidéo, d'analyses filmiques et de réalisation de court-métrages  Nombre de séances de projection	Publics empêchés (milieu carcéral), public des écarts (la Bretagne, les affouches, Saline les Hauts), jeunes
	Dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » :	Nombre de lycées participants  Nombre de lycéens et apprentis  Chaque lycéen assiste à 3 séances dans l'année	Travail pédagogique en amont des séances  Séances en salle de cinéma

## CULTURES RÉGIONALES

### Intitulé du programme :

*Accompagnement des acteurs culturels dans le domaine des cultures régionales*

### Les actions prévues au programme 2020 :

*Soutien aux associations et artistes œuvrant dans le domaine des cultures régionales :*

- Nouvel An chinois
- Nouvel An tamoul
- Semaine créole
- 20 Décembre

### Prévisions pour le programme 2020

Actions	Indicateurs de réalisation <i>Réalisations physiques</i>	Indicateurs de résultat	
		<i>Quantitatif</i>	<i>Qualitatif</i>
Soutien aux associations et artistes œuvrant dans le domaine des cultures régionales	Organisation de manifestations culturelles liées aux évènements calendaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'associations accompagnées</li> <li>- Nombre d'évènements soutenus</li> <li>- Nombre de spectateurs ou de participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité des manifestations proposées</li> <li>- Satisfaction du public</li> <li>- Apport en terme de connaissances sur la culture, l'histoire et des coutumes des peuples constitutifs de notre identité plurielle</li> <li>- Attractivité des territoires lors des manifestations.</li> </ul>



## CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT RÉGIONAL

### Intitulé du programme : **2.3 – Le Conservatoire à Rayonnement Régional**

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations physiques</i>	<i>Quantitatif</i>	<i>Qualitatif</i>
<b>Ouverture du CRR à l'ensemble de la population</b>	- Tarifs adaptés au contexte socio-économique des familles	% de familles ayant bénéficié de la gratuité ou du demi-tarif	
	- Poursuite du projet « Chanter à l'école » : travail entre les enseignants des écoles volontaires, proches des 4 centres, et les professeurs de chant du CRR sur un répertoire commun, avec restitution publique en fin d'année scolaire	Nbre d'élèves scolaires concernés par le projet  Nbre d'élèves du CRR concernés par le projet  Nbre d'enseignants du CRR mobilisés sur le projet	Faire découvrir la pratique vocale et favoriser la démocratisation de l'accès à la culture
<b>Garantie d'une qualité de l'offre artistique et pédagogique</b>	- Renforcement de certains enseignements : création classe de basson / formalisation du cursus du département « Musiques et danses traditionnelles » / pratique obligatoire de la musique de chambre pour les élèves de 2C4		
	- Travaux de rénovation des centres de Saint-Benoit, Saint-Paul et Saint-Pierre		Offrir un environnement de travail plus adapté aux agents et usagers du CRR  Répondre à la réglementation en matière d'accueil du public en situation de handicap
	- Acquisition d'instruments, matériels technique et scénique	Nbre d'instruments achetés  Nbre d'élèves bénéficiaires de la location d'instruments	

<b>Consolidation des actions de rayonnement sur le territoire</b>	- Mise en place et poursuite des partenariats avec les acteurs culturels locaux situés sur toute l'Ile (salles de diffusion / musées / écoles de musique / partenaires publics...)	Nbre d'actions pédagogiques et artistiques proposées « hors les murs »	
<b>Réhabilitation / Mise aux normes des Conservatoires Régionaux</b>	<p>- Réhabilitation / Mise au normes CRR St Pierre Coût d'opération : 8,9 M€</p> <p>- Réhabilitation / Mise au normes CRR St Denis Coût d'opération : 7,9 M€</p> <p>- Réhabilitation / Mise au normes CRR St Benoît Coût d'opération : 950 K€</p> <p>- Reconversion du bâtiment Cimendef en CRR Ouest Coût d'opération : 6 M€</p>	<p>Surfaces réhabilitées:2710 m<sup>2</sup> Surfaces construites: 480 m<sup>2</sup></p> <p>Surfaces réhabilitées:4077 m<sup>2</sup></p> <p>Surfaces utiles en reconversion: 2577 m<sup>2</sup></p>	48 emplois consolidés dans le BTP

## PATRIMOINE CULTUREL

### Intitulé du programme : Patrimoine Culturel

#### Fiche programme 2020 :

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations physiques</i>	<i>Quantitatif</i>	<i>Qualitatif</i>
- Poursuite de la mise en œuvre du <b>dispositif PRR</b> visant la réhabilitation, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel, tant matériel qu'immatériel, en faveur des communes et de leurs groupements	Nb de bâtiments ou de sites patrimoniaux rénovés  Nb d'études de faisabilité avant travaux	Nb de communes aidées	Type de travaux  Type d'études
- <b>Élargissement du dispositif à d'autres acteurs :</b> Restauration du patrimoine protégé au titre des Monuments Historiques détenus par des propriétaires privés ou des associations loi 1901	Nb de porteurs de projets :	Nb d'associations Nb de personne physique Nbre de société	Type de travaux
- <b>Valorisation et transmission du patrimoine immatériel – Éducation Patrimoniale</b>  * Participation à l'organisation de l'événementiel « Village Maloya » (partie gérée par le Service du Patrimoine Culturel).  * Création et édition d'ouvrages ; * Interventions dans les écoles (événementiel maloya) ; * Organisation d'expositions et d'ateliers  * Soutien des projets d'Éducation Patrimoniale des associations ou des particuliers	Nb de communes concernées : - interventions dans les écoles - interventions tout public  Nb d'établissements scolaires concernés : - éducation patrimoniale - animations dans les écoles Nb de conférences  Nb d'expositions  Nb d'ouvrages  Nb d'associations aidées  Nb de particuliers aidés	Nb de spectacles  Nb de groupes musicaux  Nb d'intervenants  Nb de spectateurs (conférences) (spectateurs)  Nb d'ateliers  Nb de livrets distribués lors de « l'événementiel maloya »  Nb de projets financés	Type d'animations  Type de publics concernés  Publics cibles  Type de publics concernés :
- <b>Soutien aux activités de porteurs de projets, en particulier des associations :</b>  * Poursuite du financement des projets portés par les associations ou d'autres acteurs dans le cadre du Patrimoine Culturel.	Nb d'associations aidées  Nb de porteurs de projets (hors associations)	Nb de projets financés	Type d'actions

## SERVICE RÉGIONAL DE L'INVENTAIRE

### Intitulé du programme :

- Service Régional de l'Inventaire- SRI

### Les actions prévues au programme 2020 :

#### ***Missions techniques et organisationnelles***

- Poursuite de la contribution de la Collectivité à l'évolution de GERTRUDE et son utilisation;
- Création du Centre de Documentation ;
- Formations aux personnels du SRI.

#### ***Opérations d'Inventaire***

- Inventaire des Jardins Remarquables – Phase 2 ;
- Inventaire des Arbres Remarquables sous la coordination du CAUE;
- Inventaire du patrimoine littoral en réseau :
  - Les marines et ponts débarcadères de La Réunion – restitution des données par le biais d'une exposition ;
  - Le Chemin de Fer de La Réunion (CFR) – description des ouvrages d'art – cartographie du réseau
  - Les lignes secondaires des usines sucrières connectées au CFR (200 usines recensées en 1914)

#### ***Études***

Le SRI réalise et coordonne des études qui participent à la connaissance du patrimoine culturel immatériel :

- Étude anthropologique sur le maloya et la diversité de ses pratiques contemporaines ;
- Les lieux d'enfermement à La Réunion (partenariat Dac-Réunion, Région, Département) : dossier documentaire – description-inventaire des traces matérielles – collecte de mémoire de lieux. Marché à procédure adaptée en cours d'élaboration

#### ***Soutien aux porteurs de projets***

Le SRI apporte son appui méthodologique, scientifique et technique aux porteurs de projets relevant de l'Inventaire. En 2018, six associations et neuf projets ont été accompagnés (Association pour la valorisation du patrimoine militaire, La Confrérie des Gens de la Mer, Le Domaine de la Roseraie, Saranghi...).

#### ***Soutien aux communes***

En lien avec le service du Schéma d'Aménagement Régional - SAR, le SRI accompagne les communes dont le PLU est en révision.

#### ***Développement et médiation culturels***

Le SRI favorise l'accessibilité des données qu'il produit et met à jour sur la connaissance du patrimoine culturel à travers :

- « Rendez-vous aux jardins » - juin 2020

- Les Journées Européennes du Patrimoine - septembre 2020
- Les Journées Nationales de l'Architecture - octobre 2020
- Exposition « *Maronages* : médiation de l'exposition temporaire
- Exposition sur les Marines et ponts débarcadères en partenariat avec la Confrérie des Gens de la Mer
- Publications :
  - Quartier Barachois – 350 ans d'histoire le long du front de mer à Saint-Denis, Bernard Leveur, Conservateur des antiquités et objets d'art ;
  - Karné de l'inventaire : édition des fiches inventaires inscrites à l'inventaire national du PCI
- Ouvrage sur « Maronages : Refuser l'esclavage à l'Île Bourbon au XVIIIe siècle »

### **Prévision programme 2020**

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations physiques</i>	<i>Quantitatif</i>	<i>Qualitatif</i>
<b>- Missions techniques et organisationnelles</b>			
Poursuite de l'évolution de GERTRUDE et son utilisation (GII-AME)		Version 1.7 - Recrutement d'un(e) gestionnaire de base de données relationnelles Gertrude : création bases, photos, documentation, cartographie, multimédia	Partenariat DSI – Installation de la fibre optique
Création du Centre de Documentation	Implantation des rayonnages	Recrutement d'un(e) documentaliste	Versement complet des fonds documentaires conservés à la Dac-Réunion
Formations aux personnels du SRI	Missions de formations pour les agents du SRI		Partenariat SRI, CNFPT, Région Poitou Charente
<b>- Opérations d'inventaires</b>			
Numérisation de l'inventaire Saint-Aubin	700 édifices recensés Typologie et cartographie Qgis intégrée dans Gertrude	4000 photos 400 fiches	Partenariat DAC en vue d'une exposition en 2021
Inventaire des Jardins Remarquables	94 lieux recensés Typologie et cartographie Qgis intégrée dans Gertrude	Phase 2 1 inventaire participatif basé sur une application smartphone	Partenariats Jardins Créoles, CAUE & École du Jardin Planétaire
Inventaire des Arbres Remarquables	Cartographie mise à jour dans Gertrude	1 fiche patrimoine culturel immatériel réalisée	Partenariats CAUE & École du Jardin Planétaire

Les marines et ponts débarcadères de La Réunion	Restitution des données par le biais d'une exposition et son catalogue		Partenariat Confrérie des Gens de la Mer
Le Chemin de Fer de La Réunion (CFR)	Typologie et cartographie Qgis intégrée dans Gertrude	Zone de Saint-Benoît à Saint-Pierre 1 MAPA	3 chercheurs du SRI + Association Ti Train + Archives Départementales (numérisation des pas géométriques de 1877)
Les lignes secondaires des usines sucrières connectées au CFR	126 km de voies recensées avec gare, halte et ouvrages d'art – 853 photos à verser dans Gertrude – Cartographie du réseau		Partenariat Centre de Recherche & de Documentation de Stella Matutina
<b>- Études</b>	200 usines identifiées en 1875		
Réalisation de l'étude			
Étude anthropologique sur le maloya et la diversité de ses pratiques contemporaines		1 équipe pluridisciplinaire sélectionnée en 2019	Partenariat DAJM
<b>- Soutien aux porteurs de projets</b>	5 projets avec appui méthodo, scientifique & technique du SRI	5 associations accompagnées	Transfert de compétences et professionnalisation des associations, reprise des données dans Gertrude en 2020
<b>- Soutien aux communes</b>	Communes dont les PLUs sont en révision 1 SPR en création	Les communes accompagnées	Meilleure prise en compte du patrimoine culturel dans le cadre de l'aménagement & développement du territoire
<b>- Développement et médiation culturels</b>			
Journées Européennes du Patrimoine « JEP »	Ateliers-jeux, film, diaporama et supports de médiation culturelle		6ème participation du SRI
Exposition « Maronages »	Poursuite de la médiation de l'exposition et programmation d'animations Mise à jour de la scénographie		* Partenariat avec la Ville de Saint-Paul – 1 convention à signer * 1 Plan d'Éducation Artistique et Culturel avec le Rectorat (PEAC) * Ouverture jusqu'au 31/12/2021
Ouvrages	- Quartier Barachois – 350 ans d'histoire le long du front de mer à Saint-Denis, Bernard Leveneur, Conservateur des antiquités et objets d'art du Musée Léon Dierx ;		Partenariat avec M. Bernard LEVENEUR, Conservateur des antiquités et objets d'arts, spécialiste de l'architecture et de l'histoire de la Ville de Saint-Denis

<p>Formation Patrimoine Culturel Immatériel</p>	<p>- Karné de l'Inventaire : édition des fiches inventaires inscrites à l'inventaire national du PCI</p> <p>- Ouvrage sur « Maronages : Refuser l'esclavage à l'Ile Bourbon au XVIIIe siècle » Personnel SRI + partenaires (associations, institutions, ...)</p> <p>Recenser, étudier, faire connaître et valoriser le PCI de La Réunion. Former à l'inventaire participatif : Familiariser les participants avec les principes et les mécanismes de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Rédaction de fiches d'inventaire avec les communautés de praticiens en vu de leur inscription à l'Inventaire national du PCI.</p>	<p>20 participants / 5 jours</p>	<p>1 fiche à verser à l'Inventaire du Patrimoine Culturel Immatériel : le séga Autres fiches en cours d'élaboration : le galabé, le tour de l'île en bus, ferblanterie, taille de la pierre...</p>
---	--	----------------------------------	--

## PÔLE MUSÉES

### **Intitulé du programme :**

Des structures muséales régionales modernes et attractives pour tous les visiteurs locaux et extérieurs.

### **Actions prévues en 2020 :**

- Programme d'acquisition, de restauration et de conservation préventive des collections régionales.
- Recrutement de conservateurs pour le musée Stella Matutina et le MADOI.
- Reconduction du contrat de gestion transitoire avec la SPL RMR pour la gestion des musées régionaux.
- Projet de mise en valeur des jardins de la villa Bédier (FRAC).
- Études techniques dans le cadre du projet de conservation des bâtiments du Domaine de Maison Rouge.
- Poursuite des études des publics conduites par l'observatoire des publics des établissements et événements culturels régionaux.
- Projet de construction de réserves mutualisées pour les collections du MADOI et du musée Stella Matutina.
- Organisation de deux expositions temporaires en partenariat avec le musée du Louvre.
- Projets d'entretien, de développement et de valorisation des musées régionaux.
- Mise en place d'une étude sur l'insertion des jeunes diplômés des arts et de la culture dans le milieu professionnel

### **Prévisions pour le programme 2020 :**

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
		Quantitatif	Qualitatif
Observatoire des publics	- recueil et analyse de la fréquentation des sites et événements culturels régionaux	- chiffres de fréquentation des musées et événements culturels régionaux	- satisfaction des visiteurs
Mise en valeur des structures muséales régionales	- projets structurants et de modernisation en faveur des musées régionaux  - entretien, développement et valorisation des musées régionaux	- projets en cours : aménagement des jardins du FRAC, construction de réserves mutualisées, conservation des bâtiments du Domaine de maître de Maison Rouge	- maintien de la qualité des structures
Favoriser l'accès à la culture et la diffusion du patrimoine culturel	Programmation scientifique et culturelle dans les musées régionaux	- expositions temporaires en partenariat avec le musée du Louvre  - actions pédagogiques	Diversité des publics : résidents, touristes, scolaires  Rayonnement et dynamisme des musées régionaux grâce aux activités scientifiques



		- publications - colloques et conférences - spectacles vivants et performances artistiques	
Conservation et enrichissement du patrimoine	- acquisition, restauration et mise en valeur des collections régionales  Recrutement de conservateurs pour le Musée Stella Matutina et le MADOI	- poursuite du chantier de restauration du musée Stella Matutina  - programme annuel d'acquisition pour chaque structure muséale	- des collections en bon état de conservation, bien entretenues et valorisées
La SPL Réunion des Musées Régionaux	Reconduction du contrat de gestion transitoire	4 sites concernés : MADOI, Kélonia, Cité du Volcan, Musée Stella Matutina	Accompagnement à la nouvelle gouvernance de la SPL pour une exploitation optimisée des musées régionaux
Développement de partenariats avec d'autres structures muséales de La Réunion	Mise en place d'une politique concertée avec le Conseil Départemental en faveur des musées de La Réunion	- conventions signées avec l'IHOI pour la diffusion des collections iconographiques des musées régionaux	Mutualisation des moyens entre les musées de l'île, notamment dans le cadre du partenariat avec le Louvre

## SREA prévision du programme 2020

**Intitulé du programme :**

### Schéma Régional des Enseignements Artistiques (adoption 21 juin 2013)

#### Les actions prévues au programme 2020 :

##### Axe Compléter le maillage territorial de l'offre d'enseignement artistique :

- Soutien aux rénovations et équipements des projets d'amélioration des structures d'enseignement artistique

##### Axe Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre à la population

- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue en musique
- Mise en place d'une session de formation continue en direction des responsables administratifs, artistiques et pédagogiques des écoles de musique

##### Axe Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les réunionnais

- Soutien aux écoles d'enseignement artistique publiques, associatives et entreprises culturelles

##### Axe Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible et en lien avec la création et les pratiques amateurs

- Création d'une newsletter SREA

#### Prévision du programme 2020

Actions	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	
		Quantitatif	Qualitatif
	<b>Réalisations physiques</b>		
<b>Session de formation continue en direction des responsables administratifs, artistiques et pédagogiques des écoles de musique</b>	3ème volet du Plan de Formation	12 candidats responsables de structures	Dynamisation des structures Consolidation des connaissances et compétences
<b>Soutien aux écoles d'EA</b>	Aide aux programmes pédagogiques et artistiques, à la mise aux normes et à l'équipement des écoles d'enseignement artistique	Nombre écoles de musique, danse, théâtre et cirque accompagnées	Amélioration de la qualité de l'enseignement et augmentation de l'offre à la population
<b>Newsletter SREA</b>	Mise en place d'une newsletter spécifique  opérateur Jeudi Formation	4 NL trimestrielles	Construction du réseau des écoles de musique, amélioration de la communication

## 2. Sport

### Bilan du programme

**Intitulé du programme :** Aides aux ligues et comités sportifs

*Financement du programme d'activités de ligues et comités*

**Les actions réalisées/prévues au programme 2019 :**

*Financement des actions suivantes :*

- formation de cadres, dirigeants et stages de perfectionnement des sportifs
- organisation de manifestations sportives d'envergure régionale
- participation à des compétitions sportives au niveau nationale, internationale et dans la zone océan indien
- acquisition de matériel nécessaire à la pratique sportive
- acquisition de matériel informatique spécifique

**Bilan du programme 2019**

Actions	Indicateurs de réalisation		Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations financières</i>	<i>Réalisation s physiques</i>	<i>Quantitatif</i>	<i>Qualitatif</i>
Financement du programme d'activités des ligues et comités	2 millions d'euros	<i>64 ligues et comités aidés</i>	Le financement des projets se répartissent globalement de la manière suivante : - 60 %: départements aériens - 20 %: formation - 20 %: organisation de manifestations sportives	Augmentation du niveau de performance des sportifs réunionnais dans plusieurs disciplines (lutte, escalade, gymnastique, escrime, tennis de table...)

## Bilan du programme

### **Intitulé du programme** : Soutien aux activités physiques de pleine nature

*Financement du développement de la pratique des activités de pleine nature par les élèves des lycées*

### **Les actions réalisées/prévues au programme 2019 :**

L'objectif de cette opération est de permettre à ces lycéens qui souffrent d'un déficit d'enseignement en E.P.S. sur l'année, du fait de leur participation à des stages en milieu professionnel, de bénéficier d'un minimum de formation sportive tout en leur offrant l'opportunité de s'initier à des Activités Physiques de Pleine Nature dans des conditions idéales de découverte, d'épanouissement et d'apprentissage de la vie de groupe.

L'originalité et la force de ce dispositif résident surtout dans sa mise en œuvre, puisque le matériel nécessaire a été confié aux ligues et comités de pleine nature, de manière à garantir leur plein emploi pendant et en dehors des heures scolaires, et à pouvoir développer à terme de véritables pôles d'entraînement et de perfectionnement de pleine nature.

### **Bilan du programme 2019 (au 21/08/2019)**

Actions	Indicateurs de réalisation		Indicateurs de résultat	
	<i>Réalisations financières</i>	<i>Réalisations physiques</i>	<i>Quantitatif</i>	<i>Qualitatif</i>
Financement du programme d'activités des ligues et comités	81 500€	26 lycées concernés	2010 : 19 lycées concernés 2015 : 26 lycées concernés	Permet de lutter contre le décrochage scolaire, d'améliorer la compréhension de l'autre

## Bilan du programme

### Intitulé du programme : Aides aux associations sportives

financement des projets des associations sportives

### Les actions réalisées/prévues au programme 2019 :

Financement des actions suivantes :

- organisation de manifestations sportives d'envergure régionale,
- participation à des compétitions sportives au niveau nationale, internationale et dans la zone océan indien,
- acquisition de matériel nécessaire à la pratique sportive,
- acquisition de matériel informatique spécifique.

### Bilan du programme 2018 (2019 en cours)

Actions	Indicateurs de réalisation		Indicateurs de résultat	
	Réalisations financières	Réalisations physiques	Quantitatif	Qualitatif
<i>Financement des projets des associations sportives</i>	266 296	40 associations concernées	Le financement des projets se répartissent globalement de la manière suivante : - 60 %: départements aériens - 10 %: formations - 30 %: organisation de manifestations sportives	Augmentation des rencontres dans la zone Océan Indien ce qui permet de renforcer le secteur de la coopération sportive

## Bilan du programme

**Intitulé du programme** : Promouvoir le sport

**Objectif** : Mettre en valeur les équipements sportifs régionaux

**Action** : Construction, Réhabilitation et mise aux normes des équipements sportifs

### **Bilan du programme 2018 (2019 en cours)**

Actions	Indicateurs de réalisation		Indicateurs de résultat	
	Réalisations financières	Réalisations physiques	Quantitatif	Qualitatif
Construction équipements sportifs	AP : 1 050 000 €	- Construction des équipements sportifs du Lycée Bois de Nèfles	Surfaces nouvelles couvertes livrées 2 343 m <sup>2</sup>	20 emplois créés ou consolidés dans le BTP
Réhabilitations et mises aux normes	CP: 1 841 657 €	Achèvement des travaux en 2018 Coût d'opération : 5,3 M€		
		- Remise aux normes des équipements EPS des lycées Bois d'Olives, P Moreau, Vue belle. Coût d'opération : 0,3 M€		
		- Creps Plaine des Cafres Réhabilitation partielle du gymnase en 2018 Coût d'opération : 0,9 M€	Surfaces existantes rénovées : 1 100 m <sup>2</sup>	

# **BUDGET PRIMITIF 2020 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION**

---

## **PILIER 6 : PLUS D'ÉGALITÉ DES CHANCES POUR LES FAMILLES**

---

---

### **COHÉSION SOCIALE ET ÉGALITÉ DES CHANCES**

---

La situation économique et sociale de l'île reste très préoccupante et les derniers événements de novembre 2018 (Gilets Jaunes) nous interpellent sur les difficultés que vivent quotidiennement nos concitoyens avec un pouvoir d'achat dégradé. Sous les contraintes budgétaires pressantes imposées par Paris, la collectivité doit tenir compte des paramètres suivants pour intensifier ses actions au profit de la population réunionnaise, en retard de tout par rapport à la France continentale.

Le chômage important, la pauvreté persistante (39 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté contre 14 % en Métropole), le pourcentage élevé d'illettrisme (23 % des 16-65 ans), la sortie du système scolaire sans aucun diplôme (28 %) deux fois supérieure à la moyenne nationale, reflètent une réalité quotidienne très compliquée, rappellent le considérable retard social et économique par rapport à la Métropole, et entretiennent la source intarissable de l'inégalité des chances des Réunionnais en général, et des jeunes en particulier, qui font le choix de vivre sur leur île, éloignée de plus de 10 000 km de Paris.

Ces paramètres défavorables exercent sans doute aussi un impact négatif sur l'attractivité nationale et internationale de notre territoire et le prive en conséquence d'éventuels projets d'investissements directs dont la réalisation entraînerait la création de valeur, d'emploi, et des retombées bénéfiques sur le développement général à La Réunion.

La situation socio-éducative réunionnaise incontestablement déficitaire requiert encore des efforts financiers importants de la solidarité nationale pour donner aux jeunes Réunionnais la même égalité de chances et de réussite que celle de leurs homologues métropolitains.

Ainsi, l'avenir des jeunes Réunionnais dépend étroitement de leur parcours de formation et de leur employabilité tout au long de leur vie professionnelle.

Dès lors, les enjeux du développement de notre territoire reposent sur du long terme et une programmation d'investissement ad hoc fondée sur l'évolution de sa démographie, la dynamisation de l'activité économique, l'aménagement optimal de son territoire et la prévision de ressources humaines pour répondre aux futurs besoins socio-économiques de l'île, qui seront impactés notamment par le vieillissement de sa population et un solde migratoire négatif (2 200 jeunes quittent déjà l'île chaque année pour la poursuite de leurs études supérieures dont 1 700 néo-bacheliers et 500 étudiants déjà inscrits dans un parcours supérieur). Le taux migratoire est à hauteur de (-0,2%) à La Réunion avec une perspective de vieillissement de la population réunionnaise.

Dans ces conditions, La Réunion mérite un regard particulier de l'État et une évaluation de ses besoins à court, moyen et long terme, différentes de celle qui est réalisée pour les autres régions métropolitaines où les indices de développement sont bien meilleurs.

Au titre des orientations transversales, la collectivité devra franchir en 2020 un nouveau palier en terme de certification de ses comptes. En effet, il s'agira de la dernière année d'accompagnement de la Cour des Comptes dans le cadre de l'expérimentation et d'une année de transition vers la certification des comptes 2021. Cette transition prendra la forme d'une certification conventionnelle « à blanc » des comptes en 2020. La construction du budget 2020 devra répondre à de nouvelles contraintes, qui restent néanmoins à déterminer précisément compte-tenu des travaux en cours de normalisation comptable au niveau national mais dont l'impact organisationnel sera indéniable. La fiabilité de l'information financière qui est l'un des enjeux principaux de la certification repose sur de nouveaux processus et des méthodes de gestion qui devront être mis en place par l'ensemble des services. A cet effet, des référents certification ont été désignés dans chaque direction afin de sensibiliser les agents, contribuer à la formalisation des procédures, ainsi qu'au déploiement et à la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne.

## **POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT**

L'une des priorités des orientations budgétaires 2020 est de favoriser les actions régionales qui ont un impact positif sur le pouvoir d'achat des Réunionnais. Cela passe par un travail sur l'amélioration du poste des dépenses des ménages et sur l'emploi, que cela soit sur l'accessibilité, la création ou la consolidation de l'emploi.

### **1. ÉGALITÉ DES CHANCES**

Il apparaît que malgré l'augmentation des dépenses sociales et des transferts publics, la pauvreté n'a pas reculé dans l'île. Dans ce contexte de reproduction voire d'aggravation de la précarité, les enfants, les jeunes et les familles mono-parentales sont les premiers publics touchés. Concomitamment, la grande complexité du système de solidarité favorise le non recours aux droits et aggrave la précarité de nombre de Réunionnais.

La collectivité régionale consciente de ces enjeux majeurs pour chaque Réunionnais et pour la cohésion de la société réunionnaise, s'investit depuis plusieurs années en faveur



de la jeunesse (Pilier 1), des familles (Pilier 6), mais aussi en matière de soutien à des actions concourant à de meilleures conditions de vie (Piliers 2 et 4) sur tout le territoire de l'île.

Ces enjeux sont partagés par l'ensemble des acteurs publics et s'inscrivent dans la « stratégie pauvreté 2018-2022 » pour La Réunion, initiée en 2018.

De façon plus spécifique, au titre du secteur « Égalité des Chances » et dans le cadre des enveloppes mobilisables au titre de 2020, la Région poursuivra ou renforcera son implication en matière :

- de maîtrise des apprentissages et des savoirs de base,
- d'accompagnement et de remobilisation de jeunes repérés en décrochage, en formation initiale et en apprentissage,
- de soutien d'actions en faveur de publics en difficulté, isolés ou en situation de précarité,
- d'accompagnement par une offre renforcée de remobilisation et d'acquisitions des compétences clés ainsi que par la poursuite du soutien à l'École de la Deuxième Chance (E2C) et au RSMA,
- du soutien à des actions en matière de cohésion sociale et d'égalité des chances et d'optimisation des moyens publics dans le cadre d'actions menées dans des quartiers fragiles et prioritaires,
- de prévention de la santé,
- de contribution à l'insertion socio-professionnelle par la mise en œuvre du dispositif Emplois Verts.

La Région est co-signataire des 13 contrats de ville 2015-2020 et, de fait, concernée par les "Quartiers Prioritaires" de la politique de la ville.

Le champ de compétences et les engagements contractuels de la collectivité régionale la place au cœur des grandes politiques locales impactant directement la vie quotidienne des Réunionnais et le devenir de notre territoire : formation professionnelle, aménagement du territoire, développement économique, mobilité et déplacements, gestion des fonds européens...

L'implication de la collectivité dans le domaine de la **cohésion territoriale sera renforcée**. La Région entend participer plus activement à la politique de la ville, aux côtés de l'État, des communes, et des autres signataires des contrats de ville, en facilitant l'accès aux dispositifs régionaux de droit commun mobilisables au bénéfice des quartiers prioritaires et de leurs habitants. L'accompagnement régional visera en particulier à revitaliser le lien social, la présence de proximité, l'accompagnement des habitants des quartiers et la participation citoyenne.

Au delà des 49 Quartiers Prioritaires de la Ville, la Région entend développer son rôle en matière de cohésion en élargissant le périmètre de son intervention aux territoires les plus fragiles tels qu'identifiés par l'INSEE.

En 2019, un cadre d'intervention régional en matière de cohésion sociale dans les quartiers prioritaires a été déployé sous forme d'appel à projets. L'objectif était de soutenir - en complémentarité - des initiatives répondant aux besoins des quartiers prioritaires en matière de participation citoyenne, de redynamisation du lien social et de présence sociale de proximité.

En 2020, la collectivité souhaite poursuivre son effort au côté de l'État et des autres collectivités afin de lutter contre la pauvreté et le chômage en encourageant les initiatives locales.

**AE 206-0011 - Chap 934 - Politique de la ville**  
**AE : 200 000€**  
**CP : 200 000€**

## **2. ACCOMPAGNER L'EMPLOI DANS LE SECTEUR NON MARCHAND A TRAVERS LE DISPOSITIF EMPLOIS VERTS**

### **2.1. LE DISPOSITIF EMPLOIS VERTS RÉPOND À QUATRE ENJEUX MAJEURS POUR LE TERRITOIRE ET EST UN VECTEUR DE COHÉSION SOCIALE**

- l'accompagnement d'un public en difficulté vers une insertion professionnelle dans le secteur marchand ou non marchand ;
- la protection, l'entretien et l'embellissement du milieu naturel ;
- le développement du tourisme à La Réunion en aménageant des sites remarquables ;
- la lutte contre les maladies vectorielles .

Les Emplois Verts sont recrutés essentiellement par des associations loi 1901 à but non lucratif, et sont **des personnes éloignées de l'emploi qui s'inscrivent dans une démarche de contrats aidés appelés depuis janvier 2018, des Parcours Emploi Compétences.**

Ce dispositif PEC a pour **objectif l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, associant la mise en situation professionnelle et facilitant l'accès à la formation et à l'acquisition des compétences.**

La formation des Emplois Verts revêt pour la collectivité régionale une grande importance, car cela représente l'un des moyens mis à sa disposition pour atteindre l'objectif d'insertion socioprofessionnelle. Fort de ce constat, la collectivité régionale renforcera le travail à la mise en place d'un parcours de formation adapté et individualisé des Emplois Verts selon les projets.

Il est primordial de relancer le dynamisme de tous les partenaires (État, prescripteurs, OPCO et les collectivités locales), pour construire ensemble une politique pour l'emploi qui va permettre d'augmenter d'une part le nombre d'emplois dans le secteur marchand et de maintenir, d'autre part le rythme de création d'emplois dans le secteur non marchand.

Un important travail de concertation a démarré en 2019 et se poursuivra en 2020. Il s'agira alors de continuer à :

- mettre en place des passerelles entre les différents dispositifs, pour les bénéficiaires, et ainsi construire un véritable parcours d'insertion (Emplois Verts – ACI...),
- coordonner l'ensemble des dispositifs d'aide et de soutien à l'emploi et de trouver une réelle cohérence de fonctionnement,
- assurer le suivi des formations,
- mettre en place les mesures nécessaires à l'employabilité des bénéficiaires à la sortie du contrat aidé, en particulier en cherchant des recruteurs au sein des entreprises locales.

A travers la valorisation du territoire, et l'insertion des demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail, la collectivité régionale **poursuivra en 2020** l'accompagnement et la structuration de ce dispositif dans le cadre de la lutte contre les injustices sociales et diverses formes d'exclusion. Néanmoins, compte tenu du désengagement de l'État sur l'accompagnement financier des PEC, la Région adaptera son budget en conséquence.

Enfin, le dispositif Emplois Verts joue un rôle nécessaire dans la lutte contre la pauvreté et dans le traitement social du chômage. Au-delà de son utilité sociale pour les familles et les individus, le travail permet à chacun de construire son identité, de prendre sa part dans la société et le développement du pays. **L'emploi rémunérateur et la valorisation du travail proposés au travers de ce dispositif sont donc aussi indispensables à la cohésion et à la stabilité sociales, ainsi qu'à l'amélioration du pouvoir d'achat.**

## **2.2. ENGAGEMENT DANS LA LUTTE ANTI-VECTORIELLE**

L'État et les collectivités locales coordonnent leurs efforts pour lutter contre les moustiques et autres vecteurs potentiels de maladie. Ils échangent les bonnes pratiques, mutualisent leurs moyens et leurs méthodes et favorisent la cohésion institutionnelle sur le thème de la lutte anti vectorielle (LAV). Ces efforts contribuent à structurer la gestion de cette problématique à l'échelle régionale.

Dans un contexte de réémergence de nombreuses maladies à transmission vectorielle (comme la dengue) et de leur propagation à de nouvelles zones, cette nouvelle approche a permis d'une part de fédérer les autorités locales concernées et d'autre part d'encourager la communication, élément-clé de la lutte anti-vectorielle.

En 2020, il s'agira de continuer à mobiliser les associations Emplois Verts dans la lutte contre la prolifération des maladies vectorielles et de participer activement à la lutte anti-vectorielle dans le cadre du Plan ORSEC.

Ainsi les associations Emplois Verts seront de nouveau amenées à participer aux activités de lutte contre la prolifération des gîtes larvaires, aux côtés des services de l'État, des communes et des intercommunalités afin de limiter la propagation de maladies vectorielles sur le territoire.

Les actions de porte à porte et de sensibilisation/médiation (un arrêté préfectoral permet aux associations Emplois Verts d'intervenir chez le particulier), de débroussaillage et d'aide à l'enlèvement d'encombrants seront reconduites en 2020 en coordination avec les collectivités concernées.

Le budget de l'AE « dispositif PEC » prend en compte les crédits qui ont déjà été engagés par anticipation lors de la DM 2 de 2019, soit 190 000 €.

**AE 126-0017 – Chap 937 - Dispositif PEC**

**AE : 7 490 793 €**

**CP : 7 222 472 €**

**AE 126-0008 (AP2) – Chap 937 – Prestations de service**

**AE: 150 000 €**

**CP : 150 000 €**

**AE 126-0016 – Chap 937 – Frais Divers Emplois Verts**

**AE : 10 000 €**

**CP : 10 000 €**

---

## **CONTINUITÉ TERRITORIALE ET MOBILITÉ**

---

Il est important de rappeler que l'article 1803 du code des transports attribue à l'État l'entière responsabilité de la continuité et de la mobilité de la population ultramarine française vers la métropole.

En complémentarité avec le dispositif de la Continuité Territoriale, la collectivité régionale agit de façon volontariste pour accompagner et sécuriser les parcours de formation des jeunes Réunionnais (lycéens, apprentis, étudiants et stagiaires de la formation professionnelle), avec le concours des fonds communautaires.

De mars 2010 à fin 2019, la collectivité aura porté près de 50 000 dossiers d'aides individuelles au titre de la mobilité éducative et professionnelle, en y consacrant une enveloppe moyenne annuelle de 16M€ par an.

Sur la même période, la collectivité régionale aura dépensé près de 233 M€, au titre de la Continuité Territoriale, en prenant une initiative majeure portant sur la mise en œuvre du volet Métropole-Réunion depuis août 2016.

Cette période aura été toutefois aussi marquée par certaines difficultés que la collectivité a dû surmonter dans des conditions d'urgence :

- abandon de l'État en 2014 du partenariat entretenu avec la Région depuis 2010 pour la continuité territoriale en faveur des Réunionnais, qui est le socle de la mobilité pour les Réunionnais isolés à plus de 10 000 Km de la métropole ;

- et abandon du projet de mobilité Québec et des Carrières sanitaires et sociales en juillet 2015, à la veille de la rentrée des établissements de formation.

Ces ruptures brutales sans aucune concertation préalable avec la collectivité ont conduit cette dernière à consentir des efforts considérables afin que les Réunionnais ne soient pas pénalisés et ne renoncent en définitive à leurs projets de mobilité dans le cadre familial et de formation, notamment pour trouver un emploi au-delà des possibilités restreintes du marché local.

Le désengagement croissant de l'État continue à avoir des répercussions négatives sur la société réunionnaise et sur la collectivité, puisqu'il a interrompu la lente structuration d'une dynamique de mobilité entre La Réunion et la Métropole sur la base d'un partenariat financier équilibré et pérenne.

Ce comportement imprévisible et inadmissible de l'État laisse aujourd'hui la collectivité régionale isolée face aux 853 000 Réunionnais en attente de l'établissement de l'égalité de traitement que l'État continue de réserver de façon privilégiée à d'autres compatriotes (en Corse et à Saint-Pierre et Miquelon), ce malgré les restrictions budgétaires contractuelles qu'il impose aux collectivités locales (progression maximale du budget de fonctionnement de 1,25% par an).

Dans ces conditions, il est très difficile à la collectivité régionale de bâtir une véritable stratégie de développement de l'île fondée notamment sur son ouverture sur l'Europe et l'océan Indien. La multiplication des consultations, des orientations stratégiques, des contrats de convergence de l'État, du PACTE démontre les incertitudes, les soubresauts de l'État et l'absence d'une véritable implication profonde sur une trajectoire stratégique à long terme. Ce manque de lisibilité et de volonté réduit certains effets-leviers des fonds communautaires qui sont octroyés de programme en programme depuis des décennies à La Réunion.

La collectivité régionale appelle l'État à renforcer ses interventions (comme déjà réalisé dans d'autres territoires comme la Corse et Saint-Pierre Miquelon) dans ses champs de compétences légales, et à assumer pleinement les dépenses afférentes. Cette intervention de l'État est d'autant légitime que la Région Réunion est le DROM le plus éloigné de la France Métropolitaine.

S'agissant de la continuité territoriale pour 2020, la collectivité poursuivra ses engagements pris sur la mandature, malgré les fortes contraintes budgétaires qui pèsent sur le budget régional.

Ainsi, le volet A (Réunion-Métropole) et le volet B (Métropole-Réunion) seront maintenus sur la base critères existants.

Globalement, le budget du secteur de la Mobilité pour l'année 2020 se répartira de la façon suivante :

**En fonctionnement :**  
**AE : 15 875 184 €**  
**CP : 61 782 293 €**

## 1. CONTINUITÉ TERRITORIALE

Véritable outil de désenclavement de La Réunion, le dispositif de la continuité territoriale (volet A et volet B ) répond aux attentes des Réunionnais pour se déplacer entre l'île et l'Hexagone.

Le dispositif régional de la continuité territoriale a été mis en place en 2015 suite à la réorientation des interventions de l'État en matière de continuité territoriale.

En août 2016, la collectivité a mis en place le volet Métropole-Réunion du dispositif de la continuité territoriale.

La collectivité a maintes fois appelé l'État à sa exercer sa responsabilité légale en matière de continuité et de mobilité vers la Métropole et de reprendre le dialogue pour optimiser les sources de financement tout en assurant à la population un service public de proximité et de qualité. Jusqu'à présent, ces demandes sont restées vaines.

En 2020, la Région poursuivra ses sollicitations auprès de l'État pour optimiser les crédits dédiés à la continuité territoriale en faveur des Réunionnais.

**Le dispositif d'aide à la Continuité Territoriale constitue une véritable réponse au développement de l'emploi et de la préservation du pouvoir d'achat. Tant par son impact sur le coût d'achat du titre de transport que par son impact sur le développement de la culture de la mobilité laquelle est un facteur d'émancipation, d'autonomie et d'insertion professionnelle.**

**938.825 - «Dispositif de la Continuité territoriale»**

**AE : 0 €**  
**CP : 48 000 000 €**

## 2. POUR UNE MEILLEURE CULTURE DE LA MOBILITÉ ET UNE PRÉPARATION À LA RÉUSSITE AU NIVEAU SUPÉRIEUR DES PUBLICS LYCÉENS ET APPRENTIS

S'agissant de la mobilité des apprenants, une étude de l'INSEE (2017) portant sur le solde migratoire montre que 2 200 jeunes, néo-bacheliers (1 700) et étudiants (500) quittent l'académie chaque année dans le cadre de la poursuite de leurs études supérieures.

## 2.1. LA MOBILITÉ ÉDUCATIVE

Les actions suivantes seront maintenues:

- les stages hors académie avec une visée d'insertion professionnelle post diplôme ;
- les programmes de stage et d'échanges universitaires
- le dispositif d'aide en faveur des étudiants de Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (CPGE)
- le partenariat IEP de Paris et les bourses aux admis à Sciences Po Paris
- Le maintien des dispositifs d'accompagnement d'apprentissage des langues étrangères.

La collectivité poursuivra ses efforts dans ce domaine et reste à l'écoute des partenaires qui pourront proposer des nouveaux projets avec des financements appropriés. La collectivité accompagnera les initiatives qui visent l'insertion professionnelle en priorité et s'associera aux actions innovantes qui seront axées sur la réduction des inégalités.

## 2.2. LES BOURSES DE LA RÉUSSITE

Les aides accordées par la collectivité constituent un gain de pouvoir d'achat aux familles dont un ou plusieurs enfants font des études en mobilité. Compte tenu du niveau d'aide insuffisant de l'État, les aides des collectivités, dont la Région, sont nécessaires.

Depuis 2017, les programmes de mobilité éducative et des bourses de la réussite mis en œuvre se déclinent de la façon suivante :

- des mesures d'accompagnement pour divers profils d'étudiants ;
- des mesures d'accompagnement pour les différentes étapes de leur cursus.

Ces interventions concernent l'équipement des néo-bacheliers, la prise en charge des frais d'inscription, les aides spécifiques pour les étudiants de Master I et II, les allocations pour les stages professionnels pour la majorité des étudiants.

Ces dispositifs sont :

- API : Allocation de Première Installation ;
- APE : Allocation de Premier Équipement ;
- AFI 1, 2 et 3: Allocation de Frais d'Inscription (L1, L2, et L3) ;
- APM : Allocation de Première année de Master ;
- ADM : Allocation de Deuxième année de Master ;
- ARRPE : Allocation Régionale de Remboursement d'un Prêt Étudiant ;
- ASPM : Allocation de Stages Professionnels en Mobilité ou à La Réunion ;
- AMPE : Aide à la Mobilité vers les Pays Étrangers ;
- BRESM : Bourse Régionale d'Études Secondaires en Mobilité ;
- BRESUP : Bourse Régionale d'Études Supérieures en Mobilité ;
- ATCM : Aide aux Tests de Certification Multilingue ;
- VATEL (Maurice) : la collectivité régionale accompagne les jeunes qui s'inscrivent

au sein de cette école renommée de la restauration

Par ailleurs, la collectivité renforce ses moyens pour accompagner les jeunes qui partent en formation et des outils seront optimisés pour faciliter l'information au plus près des bénéficiaires et leur suivi :

- Un meilleur accompagnement des lycéens dans le cadre du dispositif Parcoursup (mise en ligne anticipée des aides régionales à la mobilité pour la rentrée 2020/2021) ;

Participation à des manifestations diverses où la mobilité est un axe d'orientation ,  
La collectivité poursuivra son action de suivi des Réunionnais en construisant un espace de suivi de la mobilité des Réunionnais afin d'améliorer nos réponses aux jeunes et aux familles.

## 2.3. LES VOYAGES PÉDAGOGIQUES

L'aide de la collectivité est une contribution financière aux familles pour finaliser le budget du projet de classe et dont les ressources sont limitées.

### **932.20 - « Mobilité éducative »**

**AE : 3 400 000 €**

**CP : 3 000 000 €**

### **932.23 - «Bourse de la réussite»**

**AE : 2 500 000 €**

**CP : 1 282 293 €**

### **932.222 - «Voyages Pédagogiques»**

**AE : 45 000 €**

**CP : 45 000 €**

### **932.611 - «Mesure d'accompagnement Mobilité»**

**AE : 35 000 €**

**CP : 35 000 €**

## 3. POUR LE RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI ET UNE MOBILITÉ CIBLÉE VERS DES BASSINS D'EMPLOI

Malgré le taux de croissance de l'économie réunionnaise, le taux de chômage des jeunes reste important. Cette situation a conduit l'UE à prendre des mesures exceptionnelles (IEJ) et le FSE continue à soutenir les actions de formation des Réunionnais au sein du POE 2014-2020.

Les dispositifs suivants seront poursuivis et améliorés en 2020 :

**1-** le module de préparation à la mobilité, destiné à mieux préparer les Réunionnais dans le cadre d'un projet de mobilité. Ce dernier dispositif s'adresse aux jeunes ayant ou non un projet de formation nécessitant une mobilité ou n'ayant pas ou peu d'expérience de la mobilité. Il se décline en 2 actions :

- la sensibilisation à la Mobilité,
- le test de positionnement (évaluation qui vise à identifier le projet du jeune, à mesurer ses capacités à le conduire sereinement et à clarifier les décisions finales à prendre).



**2-** la formation professionnelle au Québec (dispositif «Etudier et vivre au Québec») : depuis 2003, la collectivité régionale accompagne chaque année une centaine de jeunes dans leur projet de mobilité professionnelle au Québec. Depuis la première mobilité professionnelle en 1999, la communauté réunionnaise au Québec s'est progressivement agrandie et elle compte aujourd'hui près d'un millier de Réunionnais qui étudient, travaillent et vivent en famille sur place.

**3** - la formation professionnelle en Allemagne (dispositif «Projet de la Rose») : La collectivité accompagne depuis 2012 le lycée professionnel « Roches Maigres » qui a construit et développé un partenariat avec des entreprises allemandes (ABB, ArcelorMittal, Goodyear, Deutsch Telecom...) et des centres de formation dans le cadre de l'apprentissage. Ce lycée accompagne depuis plusieurs années des lycéens de la voie professionnelle électrotechnique en stage dans des entreprises à Berlin, stage à l'issue duquel des propositions d'insertion professionnelle peuvent être adressées aux lycéens.

**4-** les formations paramédicales en Europe : il s'agit du maintien de l'AMS pour les « anciens » étudiants bénéficiaires depuis 2018 et les années précédentes dans les formations médico-sociales en Métropole et en Europe.

**932.255 - «Aide à la mobilité professionnelle»**

**AE : 9 895 184 €**

**CP : 9 420 000 €**

## **PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ**

L'autre priorité des orientations budgétaires 2020 consiste à faire preuve de plus de transparence dans la décision et dans l'utilisation des fonds publics régionaux. Dans cette partie, il faut regarder plus précisément l'impact des politiques engagées et les retravailler si l'objectif attendu n'est pas atteint, tout comme il faut créer les conditions favorables au débat citoyen qui préfigurerait les décisions de la collectivité.

---

## **COHÉSION SOCIALE ET ÉGALITÉ DES CHANCES**

---

### **1. LES ACTIONS DE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ**

La mise en place pour les plus jeunes et dès le plus jeune âge d'actions de prévention intégrant l'accompagnement à la parentalité et l'introduction de la lecture dans et par l'environnement familial constituent un enjeu majeur. Ainsi, les actions éducatives

familiales ou le dispositif « Liv' La Kaz, Des Livres à soi Réunion » seront reconduites en 2020.

En complément, les associations présentant des projets dans ce domaine et installées dans les écarts, les hauts, les quartiers isolés ou éloignés des centres de formation ou situées dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville seront accompagnées en priorité par la collectivité.

## 2. RENFORCER LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Aller au contact et engager une médiation avec les habitants des quartiers est un enjeu essentiel pour la collectivité afin d'identifier les besoins du territoire pour apporter les réponses les plus appropriées aux problématiques identifiées.

En ce sens, la collectivité souhaite déployer sur des «territoires test» de l'ingénierie de projet afin de contribuer à la dynamisation de l'emploi et de l'économie dans les quartiers prioritaires.

En partenariat avec le Centre de Ressources de la Politique de la Ville (CR-CSUR), des «coachs de quartiers» dédiés au développement de l'activité économique seront mis en œuvre en 2020.

Pour les quartiers prioritaires définis dans le cadre de la politique de la ville, et en partenariat avec les acteurs identifiés, déployer complémentaiement aux intervenants de terrain déjà présents dans les quartiers, des « **coach de quartiers** » en lien avec le dispositif renforcé des Adultes-relais.

De façon plus large et pour l'ensemble du territoire, la collectivité, dans une démarche volontariste partenariale, poursuivra l'organisation amorcée fin 2018 d'instances et de temps de concertation avec les habitants et l'ensemble des citoyens, afin que la parole des Réunionnais soit entendue et réellement prise en compte dans la prise de décision politique, tant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, que sur le reste du territoire avec la structuration du **Conseil Consultatif Citoyen**, installé en juin 2019.

### **AE 206-0012 - Chap 934 – Mesures d'accompagnement cohésion territoriale**

**AE : 90 000€**

**CP : 90 000€**

### **AE 206-0013 - Chap 934 – Frais divers cohésion territoriale**

**AE : 10 000€**

**CP : 10 000€**

### **3. POURSUIVRE LA SENSIBILISATION À L'ÉGALITÉ DES DROITS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, FACTEURS INDISPENSABLES POUR UNE RÉELLE COHÉSION SOCIALE**

#### **3.1. ÉGALITÉ DES DROITS FEMMES/HOMMES**

L'objectif de concourir à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et lutter contre les violences faites aux femmes a été renforcé avec la loi cadre du 4 août 2014 pour **l'égalité réelle entre les hommes et les femmes** : incitation au partage du congé parental, égalité salariale, représentation politique et professionnelle...

En ce sens, la collectivité poursuivra son effort en 2020 en matière de sensibilisation des jeunes ; poursuite du soutien des actions menées par l'association CHANCEGAL (Festival Cinétoil Égalité) en direction des collégiens et lycéens et éventuellement à d'autres associations (comme en 2019). Elle poursuivra son engagement dans des actions de sensibilisation en direction des acteurs socio-professionnels.

Par ailleurs, la Région Réunion poursuivra son partenariat avec la Délégation Régionale aux Droits des Femmes, en matière de soutien à des actions de **sensibilisation à l'égalité professionnelle** et de lutte contre les violences faites aux femmes.

#### **3.2. LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES**

A La Réunion, les violences faites aux femmes représentent un réel problème de société depuis nombre d'années. Les autorités locales et les associations mobilisées ont pris de nombreuses initiatives en la matière.

L'Observatoire Réunionnais des Violences Faites aux Femmes (ORVIFF) continuera à être soutenu par la collectivité, sur la base de ses axes d'intervention, notamment la structuration du réseau des acteurs et des réponses, le développement de l'efficacité et de la complémentarité des actions, ainsi que le recueil de données.

Le renforcement de la connaissance de la problématique et en particulier du public des femmes réunionnaises victimes de violences ainsi que leurs enfants font l'objet d'une enquête menée par l'INED cofinancée par l'État, le Conseil Départemental et la Région. Menée en 2018, les résultats de cette étude rendus en novembre 2019 devraient permettre par une meilleure connaissance des besoins de ces femmes d'ajuster les réponses (premiers secours, hébergement d'urgence, soutien et accompagnement des victimes...).

Enfin, la collectivité sera partenaire des acteurs locaux et associatifs dans le cadre de la signature de prochains Contrats locaux de lutte contre les violences faites aux femmes : le premier a été signé en 2019 avec les 6 communes de la CIREST.

### **3.3. FORMER LES CITOYENS DE DEMAIN : L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LA RADICALISATION**

La collectivité poursuivra son soutien à des associations œuvrant pour un plus grand respect de chaque être humain :

- reconnaissance des droits des enfants ;
- apprentissage de l'autonomie par une pédagogie alternative, goût d'entreprendre ;
- prise de parole en public et confiance en soi (concours d'éloquence pour collégiens et lycéens, théâtres forums..) ;
- apprentissage de la tolérance et respect de la différence.

La collectivité accompagnera également les associations intervenant dans le domaine de l'éducation populaire ainsi que les centres sociaux et socioculturels existants.

### **4. LA PRÉVENTION DES RISQUES EN MATIÈRE DE SANTÉ COMME VECTEUR DE COHÉSION SOCIALE ET DE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE TRANSPARENTE DE PROXIMITÉ**

L'espérance de vie en France est l'une des meilleures au monde. Pourtant, les inégalités de mortalité et de morbidité, entre hommes et femmes, entre territoires et entre groupes sociaux, demeurent trop élevées.

Il est ainsi nécessaire **d'intervenir le plus tôt possible sur les facteurs de risque et sur les déterminants socio-environnementaux** afin de favoriser les compétences individuelles. La politique de santé régionale doit prendre en compte l'environnement des individus et leurs conditions de vie sociale, culturelle, économique dans un contexte global de santé environnementale.

**Améliorer la santé constitue un véritable levier pour influencer sur l'employabilité et la performance économique.** De même, les conditions de travail sont liées à la santé, selon des causalités complexes qui jouent dans les deux sens. Ainsi, il existe un impact des expositions professionnelles sur la santé, mais aussi un impact de l'état de santé sur les trajectoires professionnelles. Cela signifie que la santé conditionne directement l'employabilité de tout individu, jeune ou âgé et donc son insertion sociale par la suite.

Ainsi, la collectivité régionale poursuivra, en priorité, son soutien aux projets destinés à améliorer l'état de santé de la population réunionnaise au travers d'**aides aux associations** qui sont au cœur de toute action de santé portée sur le territoire. Les associations sanitaires et sociales travaillent en effet au plus près des personnes malades et de leurs familles et sont un réseau précieux couvrant La Réunion. Elles sont également **vecteurs d'emplois et s'investissent dans des opérations de formation afin de maintenir un haut niveau de spécialisation et de connaissance.**

En 2020, la collectivité régionale **poursuivra son accompagnement en faveur des associations** dans leurs projets de promotion de la santé.

Par ailleurs, **des actions ciblant spécialement les publics fragiles ou cumulant des facteurs de risques** pour l'amélioration de la qualité du recours aux soins seront renouvelées, voire renforcées, pour lutter notamment contre le surpoids, le tabagisme et l'alcoolisme.

Ainsi, seront accompagnées les actions portées par les associations en faveur du sport-santé, visant à accompagner des publics cibles, soit par des pratiques sportives de rétablissement adaptées à leur pathologie, soit par des activités de maintien de bonne condition physique.

Ces différents facteurs de risque pourront être surmontés par **l'adaptation de la politique de santé aux spécificités du territoire.**

**Les politiques publiques régionales, même si elles ne s'inscrivent pas dans le champ des compétences obligatoires, sont des facteurs d'amélioration de la santé sur le territoire.**

#### **4.1. LA LUTTE CONTRE LE DIABÈTE, GRANDE CAUSE RÉGIONALE, PERMETTANT L'AUTONOMISATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES PROJETS DE VIE**

La collectivité régionale a souhaité faire du diabète une grande cause régionale jusqu'en 2021.

La collectivité régionale orientera donc ses actions autour des 5 enjeux validés par la Conférence de consensus en 2016 : **l'observation** du diabète dans les îles de La Réunion et de Mayotte, **le dépistage, la prévention primaire, la prévention ciblée et l'éducation thérapeutique.**

En ce sens, la Région Réunion maintiendra un suivi attentif des projets portés par la Conférence tels que l'appel à projet « Prévention nutrition – diabète » porté par l'ARS-Réunion, les expérimentations « Dites non au diabète » et « Mission : Retrouve ton cap » de l'Assurance Maladie ou encore le développement du Plan Régional Sport Santé Bien Être 974.

Dans cette optique, la collectivité poursuivra le **soutien actif des associations assurant la prévention du diabète** sur le territoire à destination en premier lieu des quartiers prioritaires mais aussi des jeunes, adultes et seniors présentant plusieurs facteurs de risque au travers d'opérations de prévention de l'obésité, de lutte contre la sédentarité, d'accompagnement des personnes malades, de dépistages...

Elle soutiendra par ailleurs **le développement de projets pilotes d'accompagnement** portés par les partenaires sanitaires du territoire (ARS, CGSS, associations...) permettant aux usagers atteints de maladies chroniques (ou à risque) de disposer d'informations, de conseils, de soutiens et de formations afin de maintenir ou accroître leur autonomie, de participer à l'élaboration du parcours de santé les concernant, de faire valoir leurs droits et **de développer leur projet de vie.**

Le maintien de l'autonomie de la personne malade est **fondamental car cela lui permet** entre autre de **conserver son activité professionnelle et donc de maintenir une insertion sociale stable.**

#### **4.2. PROMOUVOIR L'ÉDUCATION À LA SANTÉ À TOUS LES NIVEAUX POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES**

Il s'agit en 2020 de consolider la mise en œuvre d'une stratégie commune plus large autour de la santé en général et en particulier de l'alimentation, la nutrition et l'activité, contribuant à améliorer la santé de la population réunionnaise et en particulier des plus jeunes.

Le développement harmonieux du jeune, au cours de son parcours scolaire notamment, est un enjeu essentiel. En effet, les déterminants socio-économiques sont à l'œuvre dès le début de la vie, au moment des apprentissages scolaires, sociaux et comportementaux. Or, les inégalités sociales entre jeunes sont toujours importantes. Par exemple, les élèves relevant de l'éducation prioritaire sont presque deux fois plus souvent obèses que les autres en France (7 % contre 4 %).

Aussi en 2020, des actions de promotion de la santé à destination des jeunes seront poursuivies en collaboration avec l'éducation nationale (Rectorat, établissements scolaires...) et les associations spécialisées. Il s'agit de permettre au jeune de faire des choix éclairés en matière de santé et d'exploiter ses facultés intellectuelles et physiques en ayant confiance en sa capacité à réussir et à progresser.

L'éducation à la santé ne doit toutefois pas se limiter au jeune dans le cadre de son parcours scolaire. Ainsi, la collectivité soutiendra les partenaires institutionnels (ARS, Conseil départemental...) et associatifs **améliorant l'accessibilité des programmes de prévention ou d'éducation thérapeutique aux jeunes ayant décroché du système scolaire**, fréquentant des lieux d'hébergement ou d'accueil sociaux ou médico-sociaux, en particulier les missions locales, les centres d'apprentissage, les centres sociaux et les foyers jeunes travailleurs (FJT).

Dans le cadre de l'amélioration de l'offre alimentaire dans les établissements scolaires entrant dans le champs de l'éducation nutritionnelle, la collectivité maintiendra son soutien aux partenaires pour :

- **l'actualisation continue des règles qui encadrent la composition des menus en restauration scolaire** en tenant compte des nouveaux repères nutritionnels et le soutien des restaurants scolaires par un choix dirigé de plats et de menus en partenariat avec le Rectorat et les établissements scolaires.

- la préférence en restauration scolaire des **aliments acquis** selon des modalités prenant en compte le **coût du cycle de vie du produit ou issus de l'agriculture biologique** ou bénéficiant d'autres signes de qualité selon des critères définis par la loi (suite aux États généraux de l'alimentation) en partenariat avec les partenaires institutionnels (Rectorat, DAAF, établissements scolaires, acteurs de la production locale...).

### 4.3. DÉVELOPPER LES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION EN PRIORITÉ VERS LES POPULATIONS FRAGILES AFIN DE RENFORCER L'INSERTION SOCIALE

Au-delà de la lutte contre le diabète, d'autres **actions de prévention, de sensibilisation et de promotion de la santé** seront mises en œuvre sur le territoire concernant entre autres l'addiction, les violences intrafamiliales, la lutte contre le cancer et toute autre maladie chronique, la santé sexuelle, la prévention du Syndrome d'Alcoolisation Fœtale, les maladies de l'appareil circulatoire pouvant être liées à **l'obésité** et au diabète, importants sur le territoire réunionnais...

Ces opérations de prévention et de sensibilisation à la santé sont essentielles car elles participent au **renforcement de l'insertion et de la cohésion sociale**. Elles devront s'orienter en priorité vers les **populations fragiles** (personnes présentant plusieurs facteurs de risque, en situation de précarité, quartiers prioritaires de la politique de la ville, zones éloignées ou dans les hauts...).

La collectivité régionale s'est particulièrement concentrée en 2019 sur la prévention du cancer et l'accompagnement des malades et de leurs familles à La Réunion. Il s'agira ainsi en 2020 de maintenir le travail collaboratif avec les associations spécialisées afin de **renforcer la prévention et l'accompagnement des patients autour d'enjeux identifiés et cohérents, en adéquation avec les besoins sur le territoire**.

### 4.4. PARTICIPER À L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE D'INTÉGRATION PARTICIPATIVE, TRANSPARENTE, SOLIDAIRE ET DÉMOCRATIQUE

La collectivité contribue également à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie en santé régionalisée en collaboration avec les institutions réunionnaises telles que l'Agence Régionale de Santé, le Rectorat, le Département, la Caisse Générale de Sécurité Sociale de La Réunion...

La Région s'inscrit ainsi dans le **pilotage de la politique de santé régionale, participative, transparente et démocratique**, au sein de :

- La Conférence Santé Autonomie de La Réunion, **instance de démocratie sanitaire participative** ;
- Le Conseil de Surveillance de l'Agence Régionale de Santé Réunion ;
- Le Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion.

Dans la continuité du renforcement du développement hospitalo-universitaire, le CHU, l'UFR Santé et la Région Réunion ont reconduit le statut de « Chef de clinique hospitalo-universitaire régional (CCHUR) » pour un seul nouveau chef de clinique, spécialisé en anesthésie-réanimation, pour la période 2018-2020.

En 2018, une nouvelle convention partenariale a été signée entre l'Institut Régional de Management en Santé Océan Indien (IRMSOI), le Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion, l'Agence Régionale de Santé Océan Indien, l'Université de La Réunion et la Région Réunion avec pour objectif de définir les modalités de partenariat entre les

signataires et plus particulièrement leur participation financière aux ressources de l'Institut jusqu'en 2020.

Cet institut répond au **développement social et sanitaire** de l'île de La Réunion en offrant des **formations supérieures qualifiantes ou diplômantes de management** et d'enseignement en santé. Cela permet aux agents de santé réunionnais d'accéder à un **haut niveau d'emploi** sans devoir quitter le territoire.

En outre, la collectivité régionale s'intéressera fortement au **développement du Service Sanitaire des étudiants**, programme piloté par le Rectorat et l'ARS et renforcement important de la politique de prévention auprès des citoyens, notamment dans les établissements scolaires.

Il convient également de répondre aux besoins spécifiques des pays de la zone océan Indien en matière de santé. Ainsi, la collectivité régionale continuera à rechercher la complémentarité avec les différents acteurs et à mener avec eux une véritable politique de coopération sanitaire régionalisée permettant ainsi une nette amélioration des actions de prévention et de santé entre les territoires s'appuyant sur les financements européens (Interreg V).

Dans cette optique de coopération sanitaire régionale, la Région pourrait également être amenée à soutenir un projet du type « Erasmus » pour les étudiants en santé en partenariat avec le CHU de La Réunion. Ce projet permettrait de renforcer les échanges dans le bassin océan Indien ainsi que le partage de connaissances et de données en santé.

Le budget de l'AE « aide associations médicales et médico-sociales » prend en compte les crédits qui ont déjà été engagés par anticipation lors de la DM 2 de 2019, soit 43 000 €.

**AE 206-0001 – Chap 934 – Aide associations médicales et médico-sociales**

**AE : 107 000 €**

**CP : 210 000 €**

**AE 206-0004 – Chap 934 - Actions sanitaires et sociales**

**AE : 150 000 €**

**CP : 110 000 €**

**AE 206-0014 – Chap 934 – Frais divers Santé**

**AE : 10 000 €**

**CP : 10 000 €**



## **5. MISE EN ŒUVRE D'UN GROUPEMENT D'EMPLOYEURS COMME OUTIL DE TRANSPARENCE POUR OPTIMISER ET STRUCTURER LES PORTEURS DE PROJETS DITS EMPLOIS VERTS**

La mise en œuvre des nouvelles procédures et exigences de l'État, liées à l'instruction des PEC, obligent les associations à se professionnaliser dans leur rôle d'employeur. Dans cette optique, la collectivité régionale a mis en œuvre en 2019 un Groupement d'Employeurs à destination des associations Emplois Verts.

En 2020, l'objectif est de poursuivre sa mise en place et sa structuration avec l'adhésion de nouvelles associations.

## **6. LA MAÎTRISE DES SAVOIRS DE BASE ET DES APPRENTISSAGES : UN ENJEU MAJEUR INDIVIDUEL ET SOCIÉTAL**

La collectivité s'est engagée, aux côtés des autres acteurs institutionnels et de la société civile, depuis plusieurs années, afin de contribuer à enrayer l'illettrisme dans notre île qui, au-delà d'une méconnaissance des savoirs de base, constitue une forme d'exclusion sociale. Un second enjeu majeur est apparu ces dernières années, celui de la fracture numérique et du non accès aux droits.

### **6.1. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN RÉGIONAL ILLETTRISME / ILLECTRONISME**

La rédaction du Plan régional pour la maîtrise des apprentissages et des savoirs de base de La Réunion, étant finalisée, les étapes de validation par les différents partenaires dans le courant du prochain exercice, n'empêcheront pas la mise en œuvre des actions identifiées pérennes ou engagées au titre d'une expérimentation déjà faite en 2019 puis en 2020.

Réalisé dans le cadre d'un partenariat renforcé, son pilotage et son suivi seront inscrits dans la gouvernance du CPRDFOP, dont il constitue l'une des 18 fiches actions. Les dispositifs financés à ce titre seront mobilisés par la Direction de la formation professionnelle mais aussi par l'Etat au titre du PRIC (appels à projets sur les publics « invisibles » ou « 100 % inclusion ») et dans le cadre de la « Stratégie pauvreté ».

#### **6.1.1. Les actions de prévention et de remobilisation**

Durant l'année 2020, seront poursuivies les actions de prévention de l'illettrisme dès la petite enfance, tant en direction des enfants que de leurs parents en partenariat étroit en particulier avec le Rectorat, la CAF et les communes (Opération « Liv' La Kaz »), actions éducatives familiales, soutien à la parentalité pour de très jeunes parents.

Par ailleurs, la collectivité poursuivra le déploiement de son offre d'accompagnement en faveur des publics en difficultés avec les apprentissages et les savoirs de base. Ils sont partie intégrante du Plan de maîtrise des savoirs de base et des apprentissages 2019/2022.

### **6.1.2. La poursuite du dispositif « Cases à Lire »**

Pour rappel, les objectifs du dispositif « Cases à Lire » sont les suivants :

- ✓ offrir à toute personne en situation d'illettrisme la possibilité d'accéder au monde de l'écrit sans contrainte, dans une structure de proximité,
- ✓ faire prendre conscience que les actes relatifs au dire-lire-écrire-compter peuvent s'acquérir et se fixer grâce à des actes quotidiens, voire ludiques,
- ✓ provoquer chez les bénéficiaires un déclic qui puisse les conduire à s'engager volontairement dans une formation d'amélioration des compétences-clés telles qu'elles sont définies par l'Union Européenne.

En 2019, 29 Cases à Lire réparties sur l'île ont contribué à offrir aux publics les plus en difficulté une vraie égalité des chances. Ce dispositif sera reconduit en 2020 et sera renforcé par de nouvelles structures suite à un nouvel appel à projets pour couvrir les 6 communes qui en sont dépourvues.

Afin de stabiliser et professionnaliser l'intervention des animateurs, la collectivité s'est attachée à consolider le statut des animateurs. Cet accompagnement sera poursuivi en 2020.

Engagé depuis 2018, le programme de formation spécifique (animation pédagogique et suivi des usagers, sera poursuivi. Il sera complété par d'autres actions en 2020 qui pourront par la suite être validées dans le cadre d'une certification de la formation de formateurs d'adultes.

### **6.1.3. Une ingénierie de formation à revisiter et des formations de formateurs à engager**

Des actions de formation spécifiques à destination des intervenants auprès des publics les plus en difficulté ont été mises en place depuis 2016. En 2019 elles ont été renforcées avec un accompagnement pédagogique sur plusieurs mois des équipes d'animation des « Cases à Lire ».

Cet accompagnement a permis outre une approche professionnalisée de la pratique de séances pédagogiques, la dynamisation du réseau des «Cases à Lire». Cette dynamisation et ce suivi seront poursuivis en 2020.

Parallèlement, une sensibilisation des équipes afin d'accompagner le mieux possible des publics allophones sera réalisée. Elle pourrait être proposée dans le cadre du partenariat avec la Délégation de Mayotte à La Réunion, nombre d'usagers allophones originaires de l'océan Indien provenant de Mayotte mais aussi avec le CASNAV.

### **6.1.4. La mise en visibilité des actions régionales**

La célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation de l'Unesco, à laquelle le Conseil Régional participe chaque année, sera reconduite en 2020. Elle sera l'occasion de

communiquer sur les actions régionales et sur sa collaboration avec l'ensemble des acteurs intervenant sur la problématique.

**AE 206-0002 - chap 934 – Lutte contre l'illettrisme**

**AE : 600 000 €**

**CP : 835 500 €**

Le budget de cette AE prend en compte les crédits qui ont déjà été engagés par anticipation lors de la DM 2 de 2019, soit 300 000 €.

## **7. LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE EN FORMATION INITIALE**

### **7.1. LA POURSUITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN RÉGIONAL DÉCROCHAGE EN FORMATION INITIALE**

La lutte contre le décrochage en formation initiale représente des enjeux humains, sociétaux et économiques majeurs et particulièrement pour l'île de La Réunion où les jeunes sont, encore plus qu'ailleurs, touchés par la précarité et le chômage.

La mise en place de quatre Plate-formes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD), une dans chaque arrondissement territorial depuis fin 2016, a permis de renforcer la coopération des différents acteurs intervenant dans le repérage des décrocheurs, l'identification de leurs besoins et de proposer à ceux qui le souhaitent, des solutions

Ce parcours de formation garanti constitue un des engagements majeurs de la stratégie pauvreté : il s'agit de s'assurer que les droits et obligations - à la poursuite de la scolarité et droit à la formation- ne restent plus lettre morte.

La Région en charge notamment du Service Public Régional de l'Orientation et des actions de formation professionnelle, est en charge de la coordination de ce dernier volet du plan régional.

### **7.2. L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN DIFFICULTÉ ET EN DÉCROCHAGE VERS LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE**

Faisant suite à l'appel à projets régional renouvelé depuis plusieurs années et destiné à soutenir des actions de remobilisation et de remotivation de jeunes en décrochage en formation initiale, la

collectivité poursuivra en 2020 son soutien, à des initiatives émanant des acteurs des PSAD en particulier les associations et les établissements d'enseignement.

Par ailleurs, des actions expérimentales d'accompagnement de jeunes en difficulté et à remobiliser, seront soutenues en 2020 tout comme en 2019 dans le cadre du PRIC (projets missions locales ou de partenaires associatifs tels l'AREP).

Elles seront complémentaires de dispositifs existants ou les conforteront (actions menées par la Mission MLDS du Rectorat, de la DAAF ou des établissements scolaires ou de formation, la CAF, politique de la ville...).

Il est d'ores et déjà à noter l'impact du repérage et du suivi des jeunes en décrochage, leur nombre s'étant sensiblement restreint depuis 3 ans grâce à la mobilisation des partenaires.

**AE 206-0005 - Chap 934 – Mesures d'accompagnement**  
**AE : 100 000 €**  
**CP : 103 000 €**

### **7.3. L'ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE (E2C)**

**Dans un souci d'accompagner l'école, afin de lui permettre de trouver des réponses adaptées à la situation de ces jeunes en difficulté, un accord-cadre pluriannuel a été signé entre la Région Réunion et l'École de la 2ème Chance pour la période 2014-2020, à travers lequel la collectivité réaffirme son engagement à accompagner, financièrement notamment, la structure E2C dans le déroulement de sa mission.**

Aussi, afin de permettre à l'école d'atteindre ces objectifs et pour faire face aux difficultés de recrutement, la collectivité consolidera en 2020 son accompagnement financier à destination de cette structure avec le concours des fonds européens dans le cadre du PO FSE Réunion 2014-2020.

### **7.4. LA POURSUITE DU SOUTIEN AUX « CLASSES TRANSPLANTÉES » EN 2020**

Les classes transplantées permettent aux élèves d'apprendre autrement, dans un cadre extérieur à l'école.

Leur soutien en 2020 s'inscrit dans les objectifs de la collectivité en matière de prévention de l'illettrisme et de prévention du décrochage à l'école.

Ces classes concernent des élèves de classes primaires de l'ensemble de l'île. Elles permettent par ailleurs à des enfants du primaire, issus de milieux défavorisés de pouvoir découvrir leur île à l'occasion de ces séjours organisés en bord de mer ou dans les Hauts.

Ces regroupements sont aussi des lieux d'apprentissage de la vie sociale.

**AE 206-0009 - Chap 934 – Dispositif classes transplantées**  
**AE : 100 000 €**  
**CP : 100 000 €**

## **8. L'IMPLICATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

La collectivité régionale est un acteur majeur dans ce combat tant par les compétences qui lui sont attribuées (emploi, développement économique, éducation, formation, accès à la culture et au sport, développement du numérique notamment) que par ses interventions volontaristes (dispositif POP familles, continuité territoriale notamment), en direction de chaque réunionnais.

### **8.1. CONTRIBUER À GARANTIR LE DROIT D'ACCÈS DE TOUTES LES FAMILLES À L'ALIMENTATION ET AUX DROITS SOCIAUX**

#### **8.1.1. L'aide alimentaire**

Dans un contexte où 39 % des familles réunionnaises vivent sous le seuil de pauvreté, la collectivité a souhaité en 2019 mobiliser des moyens financiers pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire, en complémentarité avec les partenaires de droit que sont l'État, le Conseil Départemental, la CAF et les Communes.

Cet engagement répond à la crise sociale de novembre 2018 où la population a rappelé la nécessité d'accroître son pouvoir d'achat notamment sur les produits de première nécessité.

Aussi, la collectivité souhaite poursuivre en 2020 son engagement en soutenant :

- les associations habilitées par la DJSCS à délivrer des colis alimentaires sur prescription sociale aux familles les plus démunies,
- les épiceries sociales et solidaires habilitées par la DJSCS, qui permettent aux foyers en difficulté d'accéder aux denrées de première nécessité à un moindre coût.

**AP 206-0002 - Chap 904 – Aide Alimentaire**

**AP : 100 000€**

**CP : 100 000€**

#### **8.1.2. L'aide juridictionnelle, l'accès au droit**

En matière d'**égal accès aux droits et à la justice**, la Collectivité poursuivra en 2020 son soutien à l'ARAJUFA, dont les antennes sont établies sur l'ensemble du territoire, avec les communes et qui sont au contact des populations les plus défavorisées. Cette association œuvre en matière de médiation familiale, de lutte contre les violences intra familiales, mais aussi assiste juridiquement les personnes ayant à mener des procédures en matière de justice et de protection des droits.

## **8.2. RENFORCER DANS LES QUARTIERS LE LIEN SOCIAL ET L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LEURS HABITANTS**

De façon plus spécifique, la collectivité régionale est partie prenante des politiques publiques visant à réduire les inégalités territoriales, notamment avec le dispositif réformé en 2014 « politique de la ville ». Elle poursuivra son engagement en 2020 et bien au-delà, jusqu'en 2022, en renouvelant sa contribution dans le cadre du « Protocole d'engagements renforcés et réciproques » en faveur des 49 quartiers prioritaires de la politique de la ville ainsi qu'en direction des quartiers « pauvres » identifiés par l'INSEE.

De façon plus particulière, la collectivité interviendra au titre de l'axe N°1 des contrats de ville : la cohésion sociale. Pour cet axe majeur, la collectivité a mis en place en 2018, un cadre d'intervention spécifique. En 2020, la Région interviendra en matière :

- de renforcement de la proximité et de la médiation dans les quartiers en lien avec l'État avec la mise en place de « coachs de quartier » sur la base du dispositif « Adultes-relais »,
- de soutien d'actions ayant trait aux problématiques de l'illettrisme, de l'illectronisme, du décrochage en formation initiale ainsi que d'accompagnement à la parentalité,
- de soutien d'actions et de mise en place de partenariats en matière d'égal accès aux droits, à la justice pour tous et d'accompagnement aux formalités de la vie quotidienne en partenariat avec les acteurs et intervenants de terrain,
- de soutien d'actions en faveur de **l'engagement citoyen, de la démocratie participative et respect des valeurs de la République,**
- de mise en œuvre de projets innovants et d'utilité sociale (aides aux personnes, etc) en lien avec le rôle prépondérant assigné aux Régions en matière de développement économique, de formation et de solidarité sociale,
- de renforcement de l'autonomie et du lien social par le numérique.

### **AE 206-0010 - Chap 934 – Mesure d'intérêt général**

**AE : 150 000 €**

**CP : 135 000 €**

### **AP 206-0001 - Chap 904 - Investissement Égalité des Chances**

**AP : 98 964 €**

**CP : 103 646 €**

### **AE 206-0008 - Chap 934 - Études et audits**

**AE : 40 000 €**

**CP : 40 000 €**

### **AE 206-0007 - Chap 934 – Frais divers**

**AE : 60 000 €**

**CP : 60 000 €**

## Annexe 1 : Indicateurs de mandature

### 1. ÉGALITÉ DES CHANCES

#### S'ENGAGER POUR LA SOLIDARITÉ ET LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES

#### 6.1. NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

Indicateurs de réalisation			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
Ateliers compétences clés	1 239	510	58,00 %
Compétences clés en situation professionnelle	1 923	384	26,00 %
Cases à lire	3 000	650	66,53 %

#### 6.4. NOMBRE DE JEUNES RÉUNIONNAIS EN SITUATION DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE À LA RÉUNION

Indicateurs de réalisation			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux moyen de réalisation depuis 2016
Baisser le taux de jeunes de 16 à 25 ans, sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle	9,5 %	11,5 %	11,5 %

#### 6.5. NOMBRE DE SORTIES POSITIVES DES STAGIAIRES DE L'E2C

Indicateurs de résultat			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Tendance observée
Nombre de sorties positives	1 328	435	71 %

## 6.6. NOMBRE DE STAGIAIRES FORMÉS PUBLICS FRAGILES (HORS DISPOSITIFS ILLETTRISME ET DÉCROCHAGE)

Indicateurs de réalisation			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
Formation milieu carcéral	614	113	51 %
Remise à niveau	2 874	993	82 %
RSMA	6 505	1 120	50 %
Redynamisation sociale	1 401	441	78 %

### PROMOUVOIR LA SENSIBILISATION ET LA PRÉVENTION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

## 6.14. NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES D'UNE ACTION DE SENSIBILISATION PAR DES ASSOCIATIONS, FINANCÉES PAR LA RÉGION, QUI ŒUVRENT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

Indicateurs de réalisation			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
Actions de sensibilisation et de promotion de la santé	50	26	96 %



## FAVORISER L'ACCÈS AU NUMÉRIQUE ET A INTERNET

### 6.17. NOMBRE DE BONS POP 2 DÉLIVRÉS

Indicateurs de réalisation			
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016
Nombre de lycéens et apprentis bénéficiaires d'aides individuelles : POP 2	73 065		

## 2. CONTINUITÉ TERRITORIALE ET MOBILITÉ

### ACCROÎTRE LA MOBILITÉ DES RÉUNIONNAIS

#### Continuité territoriale

### 6.9 Nombre de bénéficiaires du dispositif de continuité territoriale Réunion > Métropole

INDICATEURS DE RÉALISATION				
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016	Tendance observée
Continuité Territoriale - Volet A	530 000 bénéficiaires	120 644 bénéficiaires	331 653 bénéficiaires soit <b>62 % de réalisation</b>	Augmentation régulière depuis 2016

### 6.10 Nombre de bénéficiaires du dispositif de continuité territoriale Métropole > Réunion

INDICATEURS DE RÉALISATION				
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016	Tendance observée
Continuité Territoriale - Volet B	110 000 bénéficiaires	34 085 bénéficiaires	67 991 bénéficiaires soit <b>62 % de réalisation</b>	Augmentation moins importante qu'en 2017

## Mobilité et bourse de la réussite

### 6.11 Nombre de bénéficiaires de dispositifs mobilité « formation initiale »

INDICATEURS DE RÉALISATION				
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016	Tendance observée
Mobilité Éducative	15 000 bénéficiaires	3412 bénéficiaires	62 %	Légère augmentation du nombre de demandes

### Aide à la mobilité professionnelle

### 6.12 Nombre de bénéficiaires de dispositifs de mobilité « formation professionnelle » (formation continue)

INDICATEURS DE RÉALISATION				
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016	Tendance observée
Aides à la Mobilité Professionnelle - Nombre de bénéficiaires	4000 bénéficiaires	1268 <i>bénéficiaires</i>	122 % (redressement)	Baisse de la demande par rapport à 2017. Reprise de la mobilité vers la métropole.

### 6.13 Taux d'insertion des personnes ayant bénéficié de dispositifs de mobilité « formation professionnelle » (formation continue)

INDICATEURS DE RÉALISATION				
Intitulé	Cible 2020	Réalisation 2018	Taux de réalisation cumulé depuis 2016	Tendance observée
Aides à la Mobilité Professionnelle- Taux d'insertion	60 % de taux d'insertion professionnelle	60 %	100 %	

## Annexe 2 : Fiches «programmes»

### 1. Égalité des chances

#### B.P. 2020 – Égalité des Chances et Cohésion Territoriale

FINALITÉ	DISPOSITIF / ACTIONS	ACTIONS 2020	INDICATEURS
<b>Accompagnement de jeunes en difficulté de décrochage en formation initiale et favoriser leur insertion</b>	Plan régional décrochage en formation initiale (16-25 ans)	-co-financement + co-pilotage des 4 Plate-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (est /sud / ouest / nord)	Partenaires mobilisés : Nombre de jeunes accompagnés :
	Soutien aux associations et établissements luttant contre le décrochage	– Accompagnement des lycées et associations qui luttent contre le décrochage en formation initiale -Financement de micro-lycées	– Nombre établissements – Nombre de jeunes  Nombre de lycéens
	École de la 2ème chance	Renforcement du soutien (augmentation du nombre de stagiaires)	Nombre de stagiaires
	Dispositif de classes transplantées	Financement de journées enfants	Nombre de journées enfants, Nombre enfants bénéficiaires
<b>Réduire significativement l'illettrisme et la fracture numérique</b>	Illettrisme – Nouveau plan d'actions	– Réalisation et lancement du plan d'actions  – Expérimentation d'actions de prévention dès le primaire	– Nombre d'actions démarrées  – Établissements concernés, – Nombre de bénéficiaires
	Dispositif cases à lire	– Accompagnement des associations porteuses de case à lire  – Renforcement de la formation des animateurs / référents	– Montant engagé, – Nombre de cases à lire bénéficiaires, – Nombre de bénéficiaires, – outils pédagogiques créés.  – Nombre d'animateurs
	Soutien aux associations et aux actions partenariales	Accompagnement et diversification des actions de lutte contre l'illettrisme (développement de la lecture publique, apprentissage précoce de la lecture...)	– Type de public par action : – Nombre de bénéficiaires :

	communication : Journée internationale de l'alphabétisation de l'UNESCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Valoriser les dispositifs</li> <li>– fédérer les acteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Nombre de partenaires mobilisés,</li> <li>– Nombre de bénéficiaires</li> </ul>
<b>Cohésion sociale</b>	Lutte contre l'exclusion et la précarité	<p>Financement de l'ARAJUFA</p> <p>Co-financement du conseil Départemental d'accès aux droits (CDAD)</p> <p>Soutien à des associations intervenant dans la lutte contre l'exclusion</p> <p>Aide alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Bilan d'activités :</li> <li>– Nombre de bénéficiaires :</li> <li>– Nombre de personnes touchées :</li> <li>– Bilan annuel :</li> <li>– Nombre d'associations</li> <li>– Nombre de personnes touchées</li> <li>– Bilans annuels :</li> <li>– Nombre d'associations habilitées</li> <li>– Nombre de familles bénéficiaires</li> </ul>
	Participation aux contrats de ville	Participation aux instances des contrats de ville (13) – 49 Quartiers Prioritaires de la Ville	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de comités,</li> <li>- Nombre d'actions soutenues</li> </ul>
<b>Égalité Hommes – femmes</b>	Sensibilisation des jeunes au respect et à l'égalité	<p>Accompagnement d'associations (CHANCEGAL .)</p> <p>Soutien d'actions de sensibilisation en milieu scolaire et auprès des jeunes – festival « cinétoilEgalité »</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Nombre d'établissements</li> <li>– Nombre de bénéficiaires</li> <li>- Nombre de collégien et lycéens</li> <li>– Nombre d'établissements</li> </ul>
	Promotion de l'égalité professionnelle	<p>Financement d'actions et de travaux d'études relatif aux femmes les plus éloignées de l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– copilotage avec la Délégation régionale aux Droits des Femmes de la convention « Réunion Territoire d'Excellence »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Nombre de bénéficiaires</li> <li>– Partenaires mobilisés :</li> <li>– Nombre d'actions :</li> </ul>
	Lutte contre les violences faites aux femmes	<p>Financement de l'Observatoire Réunionnais des Violences faites aux femmes – ORVIF</p> <p>Co-financement du Téléphone grave danger (TGD)</p> <p>Participation et financement de la Journée de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre</p>	<p>Rapport d'activités annuel :</p> <p>Nombre de bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– partenaires mobilisés :</li> <li>- Nombre d'actions :</li> <li>– Nombre de bénéficiaires :</li> </ul>

		Soutien à des associations de lutte contre les violences faites aux femmes	– Nombre d'associations : – Nombre d'actions :
--	--	--	---

### **B.P. 2020 - Secteur Santé**

<b>Finalité</b>	<b>Dispositifs/Actions</b>	<b>Actions 2020</b>	<b>Indicateurs</b>
Mise en œuvre d'une politique partenariale en matière de lutte contre le diabète	Conférence de consensus diabète	Journée mondiale du diabète	Partenaires mobilisés et public touché  Nombre de lycéens sensibilisés Nombre de personnes dépistées
Promouvoir l'éducation à la santé par le sport	Parcours éducatif de santé / Soutien à des associations favorisant la promotion de la santé par des activités sportives et l'éducation nutritionnelle	Interventions dans les lycées	Nombre de lycéens Partenaires
Prévention et lutte contre les addictions	Soutien aux associations luttant contre les addictions	Interventions dans les lycées	Nombre de participants Nombre de bénéficiaires
Mise en place d'une politique de coopération sanitaire dans l'Océan Indien	Développement de l'IRMS-OI	Reconduction de la convention partenariale pour financement du fonctionnement	Partenariat Nombre d'étudiants Nombre de formations proposées

## **B.P. 2020 - Dispositif Emplois Verts**

Synthèse des actions s'agissant des dispositifs Emplois Verts, de lutte anti-vectorielle et leurs indicateurs :

Thématiques	Actions / Dispositifs	Indicateurs de résultats et de réalisation	
		Quantitatif	Qualitatif
<b>Développement durable</b>  <b>Économie Sociale et Solidaire</b>	Emplois Verts	Nombre d'emplois verts recrutés	Insertion du public en difficulté
		Nombre de sites concernés	Valorisation des sites à fort potentiel touristique
		Nombre d'encadrants techniques recrutés	Valorisation du partenariat avec les associations porteuses de structures d'accompagnement des publics
		Nombre d'associations bénéficiaires	L'impact sanitaire – lutte anti vectorielle
		Le volume de déchets verts récoltés et transformés (projet biomasse)	La professionnalisation des associations Emplois Verts
			La création du GE Emplois Verts
	Dispositif de lutte contre la prolifération des maladies vectorielles	Nombre d'emplois verts recensés	L'impact sanitaire – lutte anti vectorielle
		Nombre de sites concernés	
		Nombre de communes accompagnées	
		Nombre d'encadrants techniques formés à la lutte anti vectorielle	

## 2. Continuité territoriale et Mobilité

### B.P. 2020 – Continuité territoriale et Mobilité

FINALITÉ	DISPOSITIFS	ACTIONS 2020	INDICATEURS
<b>Accompagner et suivre les Jeunes en mobilité</b>	Dispositif de bourses en faveur des lycéens, apprentis et étudiants	Poursuite de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs d'aides individuelle à la mobilité.	Nombre de bénéficiaires Budget
<b>Avoir une meilleure culture de la mobilité et renforcer l'ouverture des horizons des Réunionnais</b>	Dispositif de la continuité territoriale	Poursuite de la mis en œuvre du dispositif avec le maintien des critères actuels	Nombre de bénéficiaires Budget
<b>Prendre en charge la préparation à la mobilité et des projets de formation professionnelle</b>	Dispositifs de la formation professionnelle : Québec, Allemagne...	Poursuite des projets engagés.	Nombre de bénéficiaires Budget

# BUDGET PRIMITIF 2020 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

## PILIER 7 : CAP SUR LE MONDE, CAP SUR L'OCÉAN INDIEN

Conformément aux orientations budgétaires débattues lors de la dernière réunion de notre Assemblée, l'année 2020 sera dédiée à la mise en œuvre d'une politique active de coopération et de relations internationales en faveur d'une meilleure insertion de notre île dans son environnement régional, avec pour objectif premier de développer de nouvelles perspectives de formation, d'emploi et d'échanges économiques pour nos jeunes et nos entreprises.

Cette politique conduite dans un contexte financier contraint se caractérise par 4 éléments majeurs :

- l'appui de nos antennes extérieures pour identifier les opportunités et accompagner nos jeunes réunionnais
- au titre du cadre d'intervention de coopération régionale, des appels à projets renforcés mais recentrés en faveur de la formation de nos jeunes ;
- la recherche de contractualisation avec nos partenaires tels que France Volontaires, le CIEP pour viser à une meilleure synergie et complémentarité dans la mise en œuvre d'actions de coopération répondant aux orientations de la collectivité. S'agissant du partenariat avec l'AFD l'exercice d'identification des contrepartie nationales au FEDER se poursuivra pour le programme en cours. Dans ce même esprit une concertation sera menée avec les services de l'État pour faciliter la mobilisation du fonds de coopération régionale (FCR) au titre de la contre partie nationale du FEDER dans le cadre du programme Interreg.

Le cofinancement régional inscrit au budget 2020 pour la mise en œuvre du programme INTERREG représente un montant global de **1,15 M€**. Il produira un effet levier significatif en mobilisant **7,66 M€** de fonds publics (dont 6,51 M€ de FEDER) en faveur d'actions de coopération.

- l'année charnière que constitue 2020 dans la préparation des prochains programmes européens 2021-2027. Ainsi, les partenariats qui seront mis en place en 2020 pourraient contribuer aux travaux de la prochaine programmation.



Traduisant fidèlement les orientations votées en Assemblée, le projet de budget primitif pour 2020 présente les caractéristiques suivantes :

## **1. UNE COOPÉRATION BILATÉRALE MISE EN ŒUVRE VIA LES ANTENNES EXTÉRIEURES DE LA RÉGION**

Dans la continuité des actions engagées, notre Collectivité continuera d'approfondir les échanges, notamment économiques, avec les pays membres de la Commission de l'Océan Indien. Ces derniers occupent une place prioritaire dans notre coopération bilatérale.

Ainsi des objectifs spécifiques visant l'emploi et l'insertion des jeunes réunionnais seront assignés à nos antennes extérieures, parmi lesquels :

### Seychelles :

- déclinier la convention avec l'agence France Volontaires pour créer les conditions d'accueil favorables et relancer le dispositif de volontariat aux Seychelles ;
- accompagner les actions de coopération en faveur de nos jeunes.
- suivre avec le VIE du club export les actions visant à relancer les partenariats économiques

### Union des Comores :

- renforcer le programme de volontariat avec France Volontaires ;
- suivre avec attention les partenariats entre la CCIR et l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de La Réunion, le partenariat entre la Maison de l'Emploi de l'Union des Comores et la Maison de l'Emploi du Nord de La Réunion, les divers projets pilotes qui s'inscriront dans la continuité du programme régional d'efficacité énergétique (PREE) et susceptibles d'être éligibles à Interreg.

### Madagascar :

- lancer un projet d'appui aux jeunes entrepreneurs réunionnais à l'export (parrainage start up) ;
- favoriser les projets en faveur des jeunes dans les domaines du sport et de la culture dans le cadre d'échanges universitaires, de résidences/ateliers d'artistes.

### Maurice :

- renforcer le réseau de volontaires de solidarité internationale à travers l'animation d'une plate-forme d'intelligence économique ;
- mettre en œuvre un accord de partenariat avec le secteur privé sur des filières porteuses pour permettre l'accueil en stage de jeunes dans les structures privées (et institutionnelles)
- faciliter le processus de délivrance du visa biométrique pour la mobilité de nos jeunes au Canada, via le bureau de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) à Maurice.

La politique d'ouverture internationale menée par la Région, au titre du pilier 3 « soutien à l'international ». s'accompagnera d'actions de coopération à destination de la jeunesse réunionnaise.

### La Chine et l'Inde :

La collectivité lancera un appel à projets afin d'impulser des actions pour améliorer l'apprentissage du mandarin d'une part, ainsi que du hindi et du tamoul d'autre part.

Le Mozambique, 1er État tiers (hors COI) en nombre de projets de coopération programmés au titre du programme Interreg V océan Indien. Il s'agira de s'appuyer sur le bureau économique de la région à Maputo pour renforcer les projets de coopération et relancer en concertation avec l'ambassade de France, les discussions relatives à la démarche de convention cadre Interreg.

## **2. UNE COOPÉRATION MULTILATÉRALE PRIVILÉGIÉE AVEC LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN (COI)**

Sur le plan multilatéral, notre Collectivité favorisera la participation active de notre île aux projets mis en œuvre, ou en préparation, dans le cadre de la Commission de l'Océan Indien. L'année 2020 constitue une année stratégique pour cette organisation régionale et La Réunion, avec, notamment, la question de son évolution ainsi que la désignation d'un ressortissant de la France/Réunion au poste de secrétaire général pour une durée de quatre ans.

S'agissant plus spécifiquement de la contribution à l'emploi et notamment l'insertion des jeunes réunionnais, 5 VSI travailleront au sein de la COI sur les thématiques des déchets, du changement climatique ou en appui au Secrétariat Général de la COI.

La collectivité a obtenu récemment les pouvoirs du gouvernement pour signer au nom de la république française une convention avec la COI. Cette dernière sera signée en marge du prochain conseil des ministres de la COI. Sa mise en œuvre en 2020 permettra à plusieurs jeunes en post bac de réaliser leur stage au siège de la COI. Par ailleurs, cette convention vise aussi à associer des jeunes les plus éloignés de l'emploi aux manifestations organisées par la COI à La Réunion.

## **3. UN PROGRAMME INTERREG CONTRIBUANT A L'EMPLOI ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

En 2020, les travaux de préparation du prochain programme Interreg pour la période 2021-2027 s'ajouteront aux efforts de l'autorité de gestion pour maintenir une dynamique de programmation et de certification positive sur le programme actuel.

Selon le calendrier envisagé, l'ensemble des travaux de préparation du programme Interreg 2021-2027 auront lieu sur l'exercice 2020, avec une transmission de la version finalisée du programme à la Commission Européenne en fin d'année. Ces travaux seront menés avec l'appui d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, mobilisée également pour la préparation des futurs programmes FEDER, FSE+ et du volet régional du futur programme FEAMP. La concertation occupera une part importante de ces travaux, avec :

- à la Réunion : la mobilisation du Conseil Consultatif Citoyen,
- dans les pays partenaires : la mobilisation des instances de gouvernance mises en place pour le suivi des conventions-cadre Interreg, avec l'animation des antennes de Région.

Par ailleurs, l'actuel programme Interreg 2014-2020 entamera sa deuxième moitié, avec 40 % des montants du programme à engager d'ici 2021 et des seuils de dégage­ment d'office élevés pour ses dernières années : 15,84 M€ au 31/12/2020 et 26,06 M€ au 31/12/2021. La programmation des projets et leur certification devront donc être maintenues à un niveau dynamique pour répondre à ces exigences.

En accord avec les orientations budgétaires pour l'année 2020, les contreparties du programme Interreg mobilisées par la Région concerneront prioritairement le renforcement des compétences des jeunes, la création d'emplois et le développement des échanges économiques.

L'année 2020 verra également la réalisation des évaluations du programme (évaluations de mise en œuvre et thématiques), conformément au plan d'évaluation et au calendrier approuvé lors du comité de suivi du 3 décembre 2019.

#### **4. UN DISPOSITIF DE COOPÉRATION EN FONDS PROPRES RECENTRÉ SUR LES COMPÉTENCES, L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Après avoir été ajusté pour tenir compte de l'objectif affirmé de la collectivité en matière d'emploi, et donné lieu à un appel à projets visant à renforcer les compétences et l'insertion de nos jeunes, favoriser la création d'emploi et développer les échanges économiques, le dispositif régional de coopération dans l'océan Indien sera recentré en 2020 afin de financer de nouvelles actions contribuant directement à la formation éducative et professionnelle ouvrant des perspectives professionnelles aux jeunes réunionnais.

Tels sont, en définitive, les principaux éléments significatifs qui caractériseront l'engagement du budget de notre Collectivité dans le domaine de la coopération et des relations internationales au titre de l'exercice 2020.

Sur le plan budgétaire, il vous est proposé de mettre en place une enveloppe de crédits globalement ainsi répartis :

##### **Fonctionnement**

AE : 1 285 678 €

CP : 1 190 048 €

Pour l'engagement de ces crédits, il vous est proposé de donner délégation, soit à la Commission Permanente, soit à l'ordonnateur, et ce conformément aux indications figurant dans le document comptable concernant chacune des imputations budgétaires.

Par ailleurs, et comme cela est déjà le cas, les autres lignes du Budget de la Région seront également mobilisées pour cofinancer des actions de coopération relevant des diverses politiques sectorielles mises en œuvre par notre Collectivité.

Enfin, au regard des ressources disponibles la priorité sera accordée au soutien aux projets éligibles au Programme Interreg Océan Indien 2014-2020 en particulier ceux visant à permettre aux jeunes réunionnais d'acquérir une première expérience à l'étranger.

## **FICHE PROGRAMME SECTEUR COOPÉRATION ET RELATIONS INTERNATIONALES**

### **Intitulé du programme : 1 – Une coopération bilatérale mise en œuvre par les antennes extérieures de la Région**

#### **Les actions principales prévues en 2020 :**

- mise en œuvre du PO INTERREG OI 2014-20 et suivi de la montée en charge des actions de coopération régionale
- poursuite d'une coopération active avec les pays cibles prioritaires, dont les états-tiers
- consolidation du dispositif de mobilité professionnelle des jeunes Réunionnais à l'étranger (programme VSI)
- lancement d'un appel à projets recentré en faveur d'actions de mobilité et d'insertion professionnelle dans la zone et de formation éducative et professionnelle ouvrant les perspectives professionnelle des jeunes réunionnais
- négociation de conventions avec nos partenaires, tels que l'AFD, France Volontaires et le CIEP
- lancement d'un appel à projets pour améliorer l'apprentissage du mandarin en priorité et du hindi/tamoul

#### **Innovations et changements majeurs prévus en 2020 :**

- année charnière de préparation des programmes européens 2021-2027
- renforcement du rôle des antennes dans le cadre de la coopération bilatérale
- accompagnement de la jeunesse réunionnaise par nos antennes

Finalité	Cadre d'intervention	Actions 2020	Budget	
			AE organisme public	CP organisme public
Mise en œuvre du PO INTERREG OI 2014-2020	43 fiches actions	Appels à projets et dossiers présentés au fil de l'eau	670 000 €	357 000 €
			AE organisme privé : 480 000 €	CP organisme privé : 484 500 €
Poursuite d'une coopération active avec les pays cibles prioritaires, dont les états-tiers	Actions portées par les antennes extérieures	Actions coordonnées des VSI		
Consolidation du dispositif de mobilité professionnelle des jeunes Réunionnais à l'étranger : - renforcement du nombre de VSI - possibilité de stages au sein des antennes	Dispositif VSI  Dispositif régional de coopération océan Indien	Accompagnement de nos antennes  Appel à projets 2020	AE : 10 678 €	CP : 2 000 €
Impulser des actions pour l'apprentissage du Mandarin en priorité et hindi/tamoul	Dispositif régional de coopération Océan Indien	Appels à projet 2020	AE organisme public : 50 000 €  AE organisme privé: 50 000 €	CP organisme public: 133 543 €  CP organisme privé: 138 954 €

## **Intitulé du programme : 2 – Une coopération multilatérale privilégiée avec la Commission de l’Océan Indien(COI)**

### **Les actions prévues au programme 2020 :**

- COI :

- Poursuite des efforts entrepris pour une plus grande participation de la collectivité aux activités de la COI
- Formation de nos jeunes en partenariat avec la COI (VSI, accueil de stagiaires,etc.)
- Participation aux instances décisionnelles de la COI et valorisation de l'expertise locale dans le cadre des projets de la COI

- IORA/COMESA :

- Œuvrer en faveur d’une relation de partenariat et de responsabilité avec l’État

### **Innovations et changements majeurs prévus en 2020 :**

- Signature d’une convention entre la Région Réunion et la COI
- Nomination d’un ressortissant de la France/Réunion pour une durée de 4 ans au titre de Secrétaire Général de la COI

**SYNTHÈSE DES INDICATEURS PILEK 7****Accroître la visibilité et la présence de La Réunion à l'international**

## Indicateurs de réalisation

Intitulé	Cible 2020	2015	2016	2017	2018	
7.1 Nombre d'évènements de caractère international	reprise donnés indicateur 5.12	20	24	41	24	
7.2 Nombre d'accords de coopération et de conventions signés par la Région Réunion	non cumulatif	9	9	12	13	accord en vigueur
7.3 Nombre de personnes travaillant dans une antenne de représentation extérieure de la collectivité	7	2	2	4	7	
7.4 Nombre de VSI cofinancés par la Région (hors antennes extérieures)	88	0	26	24	23	

**Concrétiser des projets de coopération**

		Indicateurs de réalisation			
		Cible 2020	2016	2017	2018
7.5	Nombre d'actions financées au titre du soutien au secteur Education et Tourisme aux Comores et à Madagascar			0	4
7.6	Nombre d'actions soutenues par la Région dans le cadre du volet amorce au programme Interreg	15		2	10
7.7	Nombre d'actions préalablement soutenues par la Région bénéficiant d'un financement Interreg	10			3
7.8	Nombre d'entreprises accompagnées par les antennes extérieures de la Région	160	89	109	123



## Les dispositifs transversaux du programme de coopération territoriale Interreg

		Indicateurs de réalisation			
		Cible 2020	2016	2017	2018
7.9	Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation dans l'océan Indien soutenus par Interreg	1175	0	746	1 010

	Indicateurs de résultat					
	Cible 2020	2015	2016	2017	2018	
Nombre de passagers de l'aéroport Roland Garros en provenance des pays cibles	785 700	677 752	701 062	762 030	752 869	Pays considérés : Maurice, Mada, Afrique du sud, Seychelles, Comores, Inde et Chine
Nombre d'entreprises ayant participé à une démarche à l'international au sein des pays de l'océan Indien avec le soutien d'Interreg	150	0	94	104	124	Hors entreprises accompagnées par les antennes extérieures
Nombre de projets de recherche collaboratifs sur des thématiques partagées au sein des pays de la COI	20	0	0	6	8	

# PLUS DE TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR DES ACTIONS DE PLUS GRANDE PROXIMITÉ

## ÉCONOMIE

### L'INTERNATIONALISATION COMME LEVIER DE CROISSANCE ET DE CRÉATION D'EMPLOIS

La collectivité régionale poursuivra en 2020 sa stratégie d'ouverture de l'économie réunionnaise à l'international et sur son environnement régional, en structurant l'organisation de l'écosystème de l'accompagnement à l'export.

#### 1. ASSURER L'ANIMATION ET LA COORDINATION DE L'ÉCOSYSTÈME INTERNATIONAL

En 2020, la mise en cohérence des stratégies nationale et régionale sera assurée au travers d'une gouvernance partenariale renforcée.

##### 1.1 LE GUICHET UNIQUE EXPORT

La réforme de la politique du commerce extérieur français annoncée par le gouvernement en 2018 est désormais régit par la « Loi PACTE » depuis mai 2019, fixant le nouveau cadre du soutien public des entreprises à l'export.

Parmi l'ensemble des mesures présentées figure la création de la « Team France Export », nouveau dispositif national d'accompagnement des entreprises à l'international.

Dans sa définition, cet outil passe par la mutualisation de moyens des acteurs publics et notamment ceux de l'opérateur Business France et des CCI, le tout en cohérence avec les stratégies définies par les Régions.

Pleinement investie dans son rôle de chef de file de l'international matérialisé par le PRIE, le SRDEII et la création de la Maison de l'Export, la Région Réunion s'est naturellement positionnée pour le pilotage stratégique de « la Team France Export – La Réunion » sur son territoire. Elle réunit notamment les équipes de Business France et du pôle international de la CCIR.

Ce nouveau dispositif permet de rationaliser et d'optimiser l'offre d'accompagnement des entreprises par la mise en œuvre de services publics unifiés et structurés, autour d'un guichet de l'Export et d'un parcours régional de l'entreprise piloté et mis en œuvre par la « Team France Export – La Réunion ».

L'hébergement de l'équipe unifiée est assurée par la Région Réunion dans les locaux de la Maison de l'Export.

## **1.2 L'ANIMATION DU VOLET INTERNATIONAL DU SRDEII**

Le pilotage et la conduite des comités stratégiques et techniques avec l'ensemble des acteurs et des partenaires seront poursuivis de manière approfondie avec la mise en place d'outils tels que l'observatoire du commerce extérieur piloté par NEXA.

L'observatoire de l'économie réunionnaise (NEXSTAT) permettra également de disposer de données consolidées en matière d'échanges de biens et de services entre La Réunion et les marchés extérieurs.

Les analyses chiffrées permettront d'affiner au mieux la stratégie régionale à l'international.

Par ailleurs, une démarche d'identification des couples produits-services/pays sera élaborée afin de favoriser un meilleur accompagnement de l'offre réunionnaise exportable.

Une refonte de la chaîne logistique à l'export devra être étudiée avec les principaux acteurs de manière à envisager des solutions innovantes en adéquation avec les besoins des entreprises exportatrices.

Enfin, une étude sur la création d'une marque territoriale sera de nature à favoriser la valorisation des produits et services locaux pour une ouverture plus large des entreprises réunionnaises à l'international.

Parallèlement, un accompagnement financier sera assuré par BPI France avec l'activation de mesures incitatives à l'export.

## **2. ACCOMPAGNER L'OFFRE RÉUNIONNAISE EXPORTABLE**

La Région Réunion s'ancre dans la dynamique de soutien, de promotion et d'accompagnement des entrepreneurs à l'international.

Au regard de l'évolution de la demande des entreprises réunionnaises, plusieurs dispositifs d'aides à l'export sur fonds propres seront reconduits :

La Prim'Export, nouveau dispositif de subvention validé au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, sera déployée sur une année pleine pour soutenir les actions de prospection individuelle à l'international.

En parallèle, l'aide régionale au recrutement des Volontaires Internationaux en Entreprises (V.I.E) est maintenue, en lien avec Business France, fort de son regain d'activité l'an dernier.

D'autre part, la collectivité régionale affirme sa contribution au financement de programmes d'actions des organismes intervenant à l'international, tels que le Club Export

et Business France. Leurs actions, de par leurs contenus et spécificités, apparaissent comme essentielles au parcours export de l'entreprise à La Réunion.

L'expérimentation du centre d'affaires basé à Maputo en partenariat avec la SEMIR sera renouvelée pour servir de base d'accueil et de services aux entreprises positionnées sur les projets gaziers en cours de lancement au Mozambique. Les études pour la création de solutions logistiques additionnelles sur les marchés cibles extérieurs (Chine, Maurice, France) sont poursuivies afin de faciliter l'expédition et la distribution des produits locaux.

L'édition de catalogues de l'offre réunionnaise sectorisée sera réalisée comme concrétisation des travaux du comité PRIE « Identifier, Qualifier, Accompagner l'offre à l'export ».

Enfin, l'effort d'accompagnement des entreprises vers l'extérieur est complété par les fonds FEDER et INTERREG, applicables sur le volet de l'internationalisation et de la coopération économique pour toutes les problématiques de compétitivité des produits et services, de ressources humaines, de l'éloignement des marchés et des démarches collectives. Seront particulièrement concernées les fiches actions 3-16 « Actions collectives pour la conquête des marchés extérieurs », 8-02 « Compensation des surcoûts de transport », volet « Acheminement fret extrant », 3,09 « Renforcement de l'encadrement des entreprises », 3-08 « recours aux compétences immatérielles – Compétitivité des produits », et enfin de les fiches actions 4.1 et 3.1 d'INTERREG V OI « Soutien au développement de l'espace d'échanges économiques de la zone » (volet transnational et volet transfrontalier).

### **3. ASSURER LA PROMOTION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE SUR LES MARCHES EXTÉRIEURS**

La promotion et l'accompagnement à l'international seront déployés à travers la mise en œuvre du programme des actions inscrites au calendrier économique international défini et consolidé par les partenaires du PRIE.

Ces actions prendront notamment la forme de pavillons Réunion dans les secteurs de l'agroalimentaire, la ville durable et autres secteurs porteurs à l'international. L'enjeu sera de valoriser et de promouvoir l'excellence réunionnaise en matière de production locale, de solutions nouvelles et de services porteurs d'un développement endogène et durable de notre territoire.

Les partenariats conclus avec les opérateurs et organisations économiques dans leurs actions à l'international seront maintenus pour une structuration de leurs filières tournée vers le monde et un renforcement de la compétitivité et la lisibilité des entreprises.

La démarche de marketing territorial autour de l'émergence d'une marque ombrelle et adaptable aux secteurs exportables, sera déclinée en 2020 pour satisfaire l'attractivité du territoire et l'harmonisation de la présence réunionnaise sur des opérations extérieures.

En parallèle, des éditions économiques diverses « Réunion » dans des parutions internationales permettront également de promouvoir le territoire et de détecter des prospects et investisseurs.

#### **4. SENSIBILISATION ET DIFFUSION DE LA CULTURE DE L'INTERNATIONAL**

Afin d'impulser et faciliter la démarche export des entreprises pour jouer la carte de l'international, la sensibilisation et la diffusion de la culture de l'international sera poursuivie en 2020, en particulier vers les TPE-PME.

Le panel d'outils de communication, au travers des newsletters, permettra une présence accrue sur les réseaux sociaux et l'animation du site internet dédié [www.maisondelexport.re](http://www.maisondelexport.re).

L'objectif étant d'assurer un lien constant avec les entreprises et de placer l'humain au cœur de l'accompagnement.

Le plan de communication opérationnel sera déployé vers le tissu économique local et l'extérieur afin d'informer, former, sensibiliser sur les dispositifs d'accompagnement, les événementiels et à assurer une veille spécialisée.

L'animation de ces outils (site web, réseaux sociaux, newsletters, rendez-vous de l'export, presse locale et internationale) sera renforcée en lien avec les membres du PRIE et en particulier la Team France Export – La Réunion.

**Chapitre Budgétaire 936 AE : 959 K€ et CP : 903 K€**

Présenté par le Président du Conseil Régional

















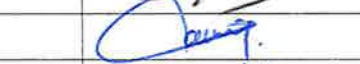























à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Le Président du Conseil Régional



Délibéré par le Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Nom-Prénom	Signature	Nom-Prénom	Signature
ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia		LEE MOW SIM Lynda (+ proc MOUTOUSSAMY ANDA)	
ANNETTE Gilbert		M'DOIHOMA Juliana	
AUBER Valéria		MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
BASSIRE Nathalie		MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël	
BEDIER Joé		MURIN-HOARAU Aline	
BELLO Huguette		NABENESA Karine	
CADET Jean Alain		NATIVEL Lorraine	
COMORASSAMY Sylvie		NOEL Nathalie	
COSTES Yolaine		PATEL Ibrahim	
COUAPEL-SAURET Fabienne		PAYET Vincent (+ proc N. NOEL)	
FONTAINE Luc Guy		PICARDO Bernard	
FOUASSIN Stéphane		PROFIL Patricia	
FOURNEL Dominique (+ proc N. RAMASSAMY)		RAMASSAMY Nadia (+ proc J. J. J.)	
GAUTHIER Jack (+ proc L. G. FONTAINE)		RIVIERE Olivier	
GOBALOU Virginie		RIVIERE Sylvianne	
GRONDIN Louis Bertrand (+ proc N. BASSIRE)		ROBERT Didier	
GUEZELLO Alin		SETTAMA-VIDON Léopoldine	
HOARAU Denise		TECHER Paul	
HOARAU Jacques		VALY Bachil	
HOARAU Olivier		VIENNE Axel	
K'BIDI Virginie		VIRAPOULLE Jean Paul	
LAGOURGUE Jean-Louis		WON-FAH-HIN Marie Rose	
LEBEAU Anicha			

Certifie exécutoire par le Président du Conseil Régional, compte tenu de la réception en préfecture,

le \_\_\_\_\_ et de la publication, le \_\_\_\_\_  
à Sainte-Clotilde, le \_\_\_\_\_

Le Président du Conseil Régional,



ARRÊTE SIGNATURES

- Informations complémentaires -

Nombre de membres en exercice : 45 (6 absents)

Nombre de membres présents : 34 + (5 procurations)

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES : - Pour 31

- Contre 8

- Abstentions 0

Date de convocation :

17 Janvier 2020

Présenté par le Président du Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Le Président du Conseil Régional

Délibéré par le Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Nom-Prénom	Signature	Nom-Prénom	Signature
ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia		LEE MOW SIM Lynda (+ proc MOUTOUSSAMY ANDA)	
ANNETTE Gilbert		M'DOIHOMA Juliana	
AUBER Valéria		MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
BASSIRE Nathalie		MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël	
BEDIER Joé		MURIN-HOARAU Aline	
BELLO Huguette		NABENESA Karine	
CADET Jean Alain		NATIVEL Lorraine	
COMORASSAMY Sylvie		NOEL Nathalie	
COSTES Yolaine		PATEL Ibrahim	
COUAPEL-SAURET Fabienne		PAYET Vincent (+ proc N NOEL)	
FONTAINE Luc Guy		PICARDO Bernard	
FOUASSIN Stéphane		PROFIL Patricia	
FOURNEL Dominique (+ proc N RANADAMY)		RAMASSAMY Nadia P. R.	
GAUTHIER Jack (+ proc L G FONTAINE)		RIVIERE Olivier	
GOBALOU Virginie		RIVIERE Sylvianne	
GRONDIN Louis Bertrand (+ proc N BASSIRE)		ROBERT Didier	
GUEZELLO Alin		SETTAMA-VIDON Léopoldine	
HOARAU Denise		TECHER Paul	
HOARAU Jacquet		VALY Bachil	
HOARAU Olivier		VIENNE Axel	
K'BIDI Virginie		VIRAPOULLE Jean Paul	
LAGOURGUE Jean-Louis		WON-FAH-HIN Marie Rose	
LEBEAU Anicha			

Certifie exécutoire par le Président du Conseil Régional, compte tenu de la réception en préfecture,

le  
à Sainte-Clotilde, le

Le Président du Conseil Régional,



ARRÊTE SIGNATURES

- Informations complémentaires -

Nombre de membres en exercice : 45 (6 absents)

Nombre de membres présents : 34 + (5 procurations)

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES : - Pour 31

- Contre 8

- Abstentions 0

Date de convocation : 17 Janvier 2020

Présenté par le Président du Conseil Régional  
à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Délibéré par le Conseil Régional  
à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Le Président du Conseil Régional

Nom-Prénom	Signature	Nom-Prénom	Signature
ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia		LEE MOW SIM Lynda (+ proc MOUTOUSSAMY ANDA)	
ANNETTE Gilbert		M'DOIHOMA Juliana	
AUBER Valéria		MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
BASSIRE Nathalie		MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël	
BEDIER Joé		MURIN-HOARAU Aline	
BELLO Huguette		NABENESA Karine	
CADET Jean Alain		NATIVEL Lorraine	
COMORASSAMY Sylvie		NOEL Nathalie	
COSTES Yolaine		PATEL Ibrahim (+ proc N. NOEL)	
COUAPEL-SAURET Fabienne		PAYET Vincent	
FONTAINE Luc Guy		PICARDO Bernard	
FOUASSIN Stéphane		PROFIL Patricia	
FOURNEL Dominique (+ proc N. RAMASSAMY)		RAMASSAMY Nadia R.Y. Mly	
GAUTHIER Jack (+ proc L G FONTAINE)		RIVIERE Olivier	
GOBALOU Virginie		RIVIERE Sylvianne	
GRONDIN Louis Bertrand (+ proc N. Bassire)		ROBERT Didier	
GUEZELLO Alin		SETTAMA-VIDON Léopoldine	
HOARAU Denise		TECHER Paul	
HOARAU Jacquet		VALY Bachil	
HOARAU Olivier		VIENNE Axel	
K'BIDI Virginie		VIRAPOULLE Jean Paul	
LAGOURGUE Jean-Louis		WON-FAH-HIN Marie Rose	
LEBEAU Anicha			

Certifie exécutoire par le Président du Conseil Régional, compte tenu de la réception en préfecture,

le et de la publication, le

à Sainte-Clotilde, le

Le Président du Conseil Régional,

ARRÊTE SIGNATURES

- Informations complémentaires -

Nombre de membres en exercice : 45 (6 absents)

Nombre de membres présents : 34 + (5 procurations)

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES : - Pour 31

- Contre 8

- Abstentions 0

Date de convocation :

17 Janvier 2020

## ARRETE-SIGNATURES

BA ENERGIE

Présenté par le Président du Conseil Régional







































à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020



Le Président du Conseil Régional

Délibéré par le Conseil Régional


à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Nom-Prénom	Signature	Nom-Prénom	Signature
ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia		LEE MOW SIM Lynda (+ proc MOUTOUSSAMY ANDA)	
ANNETTE Gilbert		M'DOIHOMA Juliana	
AUBER Valéria		MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
BASSIRE Nathalie		MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël	
BEDIER Joë		MURIN-HOARAU Aline	
BELLO Huguette		NABENESA Karine	
CADET Jean Alain		NATIVEL Lorraine	
COMORASSAMY Sylvie		NOEL Nathalie	
COSTES Yolaine		PATEL Ibrahim	
COUAPEL-SAURET Fabienne		PAYET Vincent (+ proc N-NOEL)	
FONTAINE Luc Guy		PICARDO Bernard	
FOUASSIN Stéphane		PROFIL Patricia	
FOURNEL Dominique (+ proc. N-RANABANY)		RAMASSAMY Nadia (+ proc N-NOEL)	
GAUTHIER Jack (+ proc L.G. FONTAINE)		RIVIERE Olivier	
GOBALOU Virginie		RIVIERE Sylvianne	
GRONDIN Louis Bertrand (+ proc N-BASSIRE)		ROBERT Didier	
GUEZELLO Alin		SETTAMA-VIDON Léopoldine	
HOARAU Denise		TECHER Paul	
HOARAU Jacquet		VALY Bachil	
HOARAU Olivier		VIENNE Axel	
K'BIDI Virginie		VIRAPOULLE Jean Paul	
LAGOURGUE Jean-Louis		WON-FAH-HIN Marie Rose	
LEBEAU Anicha			

Certifie exécutoire par le Président du Conseil Régional, compte tenu de la réception en préfecture,

le et de la publication, le

à Sainte-Clotilde, le



Le Président du Conseil Régional,

ARRÊTE SIGNATURES

- Informations complémentaires -

Nombre de membres en exercice : 45 (6 absents)

Nombre de membres présents : 34+ (5 procurations)

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES : - Pour 31

- Contre 8

- Abstentions 0

Date de convocation : 17 Janvier 2020

Présenté par le Président du Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Le Président du Conseil Régional

Délibéré par le Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Nom-Prénom	Signature	Nom-Prénom	Signature
ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia		LEE MOW SIM Lynda (+ proc MOUTOUSSAMY ANDA)	
ANNETTE Gilbert		M'DOIHOMA Juliana	
AUBER Valéria		MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
BASSIRE Nathalie		MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël	
BEDIER Joé		MURIN-HOARAU Aline	
BELLO Huguette		NABENESA Karine	
CADET Jean Alain		NATIVEL Lorraine	
COMORASSAMY Sylvie		NOEL Nathalie	
COSTES Yolaine		PATEL Ibrahim	
COUAPEL-SAURET Fabienne		PAYET Vincent (+ proc N. NOEL)	
FONTAINE Luc Guy		PICARDO Bernard	
FOUASSIN Stéphane		PROFIL Patricia	
FOURNEL Dominique (+ proc N. RARASSAMY)		RAMASSAMY Nadia (+ proc N. NOEL)	
GAUTHIER Jack (+ proc L. G. FONTAINE)		RIVIERE Olivier	
GOBALOU Virginie		RIVIERE Sylvianne	
GRONDIN Louis Bertrand (+ proc N. BASSIRE)		ROBERT Didier	
GUEZELLO Alin		SETTAMA-VIDON Léopoldine	
HOARAU Denise		TECHER Paul	
HOARAU Jacquet		VALY Bachil	
HOARAU Olivier		VIENNE Axel	
K'BIDI Virginie		VIRAPOULLE Jean Paul	
LAGOURGUE Jean-Louis		WON-FAH-HIN Marie Rose	
LEBEAU Anicha			

Certifie exécutoire par le Président du Conseil Régional, compte tenu de la réception en préfecture,

le \_\_\_\_\_ et de la publication, le \_\_\_\_\_

à Sainte-Clotilde, le \_\_\_\_\_

Le Président du Conseil Régional,

ARRÊTE SIGNATURES

- Informations complémentaires -

Nombre de membres en exercice : 45 (6 absents)

Nombre de membres présents : 34 + (5 procurations)

Nombre de suffrages exprimés : 39

VOTES : - Pour 31

- Contre 8

- Abstentions 0

Date de convocation : 17 Janvier 2020

Présenté par le Président du Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Le Président du Conseil Régional



Délibéré par le Conseil Régional

à Sainte-Clotilde, le 30 janvier 2020

Nom-Prénom	Signature	Nom-Prénom	Signature
ABOUBACAR BEN – VITRY Faouzia		LEE MOW SIM Lynda (+ proc. MOUTOUSSAMY ANDA)	
ANNETTE Gilbert		M'DOIHOMA Juliana	
AUBER Valéria		MOUTOUCOMORAPOULE Sylvie	
BASSIRE Nathalie		MOUTOUSSAMY ANDA Jean Gaël	
BEDIER Joé		MURIN-HOARAU Aline	
BELLO Huguette		NABENESA Karine	
CADET Jean Alain		NATIVEL Lorraine	
COMORASSAMY Sylvie		NOEL Nathalie	
COSTES Yolaine		PATEL Ibrahim	
COUAPEL-SAURET Fabienne		PAYET Vincent (+ proc. N. NOEL)	
FONTAINE Luc Guy		PICARDO Bernard	
FOUASSIN Stéphane		PROFIL Patricia	
FOURNEL Dominique (+ proc. N. RAMASSAMY)		RAMASSAMY Nadia (+ proc. M. RIVIERE)	
GAUTHIER Jack (+ proc. L.G. FONTAINE)		RIVIERE Olivier	
GOBALOU Virginie		RIVIERE Sylvianne	
GRONDIN Louis Bertrand (+ proc. N. BASSIRE)		ROBERT Didier	
GUEZELLO Alin		SETTAMA-VIDON Léopoldine	
HOARAU Denise		TECHER Paul	
HOARAU Jacquet		VALY Bachil	
HOARAU Olivier		VIENNE Axel	
K'BIDI Virginie		VIRAPOULLE Jean Paul	
LAGOURGUE Jean-Louis		WON-FAH-HIN Marie Rose	
LEBEAU Anicha			

Certifie exécutoire par le Président du Conseil Régional, compte tenu de la réception en préfecture,

le \_\_\_\_\_ et de la publication, le \_\_\_\_\_

à Sainte-Clotilde, le \_\_\_\_\_

Le Président du Conseil Régional,





ARRÊTE SIGNATURES

- Informations complémentaires -

Nombre de membres en exercice : 45 (6 absents)

Nombre de membres présents : 34 (5 procurations)

Nombre de suffrages exprimés : 34

VOTES : - Pour 34

- Contre 2

- Abstentions 0

Date de convocation : 17 Janvier 2020